



DÉBATS

de

l'Assemblée législative

22e Législature — 2e session

Vol. 1 - Séances du 13 février au 27 mars 1946

1946

Texte établi par Sophie Imbeault et Benoît Fortin

Orateur : l'honorable Alexandre Taché

DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

22e Législature - 2e session

Vol. 1 - Séances du 13 février au 27 mars 1946

1946



DÉBATS

de

l'Assemblée législative

22^e Législature — 2^e session

Vol. 1 - Séances du 13 février au 27 mars 1946

1946

Texte établi par Sophie Imbeault et Benoît Fortin

Québec

Section de l'indexation et de l'édition des débats reconstitués

Bibliothèque de l'Assemblée nationale

2010

Éléments de catalogage

Québec (Province). Législature. Assemblée législative.

Débats de l'Assemblée législative. -- 1ère législature,
1ère session (1867/68)- -- Québec: Assemblée nationale,
Journal des débats, 1974-
v.

Texte établi par Marcel Hamelin... [et al.].

Les années 1877-1892/93 ont été compilées et publiées par
G.-Alphonse Desjardins sous le titre: Débats de la législature
provinciale de la Province de Québec.

Le titre varie légèrement, 1897/98-1906: Débats de
l'Assemblée législative du Québec.

Éditeur varie.

1. Québec (Province). Législature. Assemblée législative -
Compte rendu des débats. 2. Québec (Province) - Politique et
gouvernement. I. Hamelin, Marcel, 1937- . II. Québec
(Province). Bibliothèque de l'Assemblée nationale. Service de la
reconstitution des débats. III. Québec (Province). Assemblée
nationale. Journal des débats. IV. Titre.V. Titre: Débats de
l'Assemblée législative du Québec.

328.714/02

A11A8/A22

Bibliothèque de l'Assemblée nationale

Direction:	Jean Chabot
Recherche et reconstitution:	Sophie Imbeault Benoît Fortin
Introduction:	Gilles Gallichan
Traduction:	Conceptum
Révision et édition:	Donald Chouinard Michel Rhéaume
Indexation:	Josée Levasseur
Collaboration:	Marie Auger Danielle Bernier Christian Blais Rénald Buteau Marthe Bussièrès Gilles Gallichan Jocelyn Saint-Pierre Olivier Thibault Réjeanne Trépanier Journal des débats

Tous droits réservés
Dépôt légal – 1^{er} trimestre 2010
Bibliothèque et Archives nationales Québec
ISBN 978-2-551-23902-3
ISSN 0847-4273
15 \$

Note de l'éditeur

Les débats reconstitués de l'Assemblée législative et les introductions historiques sont diffusés dans leur intégralité sur le site web de l'Assemblée nationale du Québec. Malgré tout le soin apporté à la rédaction de ces débats reconstitués, des erreurs, omissions ou imprécisions ont pu se glisser dans le texte. L'Assemblée nationale se réserve le droit de valider tout errata qui lui sera éventuellement soumis.

L'Assemblée nationale corrigera le texte de la version web en priorité et ne prend aucun engagement pour ce qui est de la version imprimée. En cas de divergence entre la version imprimée et la version web, cette dernière prévaudra.

Pour nous contacter : reference@assnat.qc.ca

Introduction historique

Faits marquants de la session de 1946

Le 13 février 1946, le lieutenant-gouverneur, sir Eugène Fiset, ouvre la deuxième session du gouvernement unioniste de Maurice Duplessis. C'est aussi la première session ouverte depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. La cérémonie parlementaire reprend, selon la tradition, les rites et procédures britanniques. L'atmosphère est plus optimiste et l'esprit, moins lourd qu'au cours des années de guerre, mais cette ouverture de session conserve encore, selon les observateurs, l'empreinte d'une certaine austérité militaire. De son côté, Hector Laferté, leader de l'opposition au Conseil et homme de convenances, remarque que le protocole a laissé à désirer au cours de cette séance¹.

Pour sir Eugène, cette session marque le début d'un nouveau mandat au poste de lieutenant-gouverneur. À titre de soldat et d'ancien combattant, il incarne bien ces années où la vie militaire occupe toujours une place importante dans la vie nationale.

Une nouvelle session est à la fois une occasion de bilans et de projets. Celle de 1946 permet d'évaluer une première année d'après-guerre chargée d'événements majeurs pour l'histoire du monde, dont certains ont eu des échos au Canada et au Québec.

Bilan d'une première année d'après-guerre

La session précédente s'est terminée à Québec le 1^{er} juin 1945 en pleine campagne électorale fédérale sur fond de divisions causées par l'application de la loi sur la conscription². Les élections générales du 11 juin opposaient principalement les libéraux de William Lyon Mackenzie King, les progressistes-conservateurs de John Bracken, les candidats du C.C.F. de M. J. Coldwell et ceux du Bloc populaire de Maxime Raymond. Les libéraux ont conservé une mince majorité (125 sièges sur 245), grâce à l'appui marqué du Québec (53 des 65 circonscriptions). Défait dans son comté de Prince-Albert en Saskatchewan, le premier ministre King doit se présenter dans une partielle dans Glengarry (Ontario) pour aller siéger aux Communes.

La guerre mondiale s'achève enfin avec la capitulation du Japon (14 août) qui suit l'explosion des bombes atomiques sur Hiroshima (6 août) et Nagasaki (9 août). Le Canada rapatrie les soldats qui ont servi en Europe, à partir de juillet 1945³. Les hommes du Royal 22^e Régiment arrivent à Québec le 1^{er} octobre, suivi, le 30 décembre, du Régiment de la Chaudière, lequel, formés de Canadiens français, se sont brillamment illustrés dans la libération de l'Europe.

Avec la fin du conflit, une nouvelle ère commence dans les relations internationales. Le Canada et le Québec sont présents dans cette grande réorganisation du monde. L'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) voit le jour à Montréal le 15 août 1945 et la Food and Alimentation Organisation (FAO) est créée à Québec le 16 octobre suivant. Le maire de la capitale, Lucien Borne, souhaiterait même que sa ville devienne le siège permanent de la nouvelle Organisation des Nations unies (ONU) dont la charte est signée à San Francisco le 26 juin. Une demande formelle est déposée en ce sens pour faire de Québec une nouvelle Genève, mais on préférera, aux bords escarpés du Saint-Laurent à Québec, les rives plus douces de l'Hudson à New York⁴.

Le 1^{er} août 1945, Harold Alexander de Tunis (1891-1969), héros britannique des deux guerres mondiales, est désigné gouverneur général du Canada. Il n'arrivera au pays qu'en avril 1946 pour prêter serment et occuper sa fonction. À l'Assemblée législative, le 13 avril, René Chaloult remarquera que la cérémonie, qui a eu lieu à Ottawa, s'est déroulée entièrement en anglais, au mépris d'une des deux langues officielles du Canada. Ce fait que la presse qualifiera de « déplorable incident » ne passe pas inaperçu. Chaloult va plus loin en regrettant également que le gouverneur général ne soit pas un Canadien. Une telle critique qui aurait pu choquer quelques années plus tôt semble à présent acceptable, même dans les milieux plus conservateurs au Canada anglais et, de fait, le vicomte Alexander de Tunis sera le dernier Britannique à occuper la fonction vice-royale au Canada.

Les mentalités ont évolué avec la guerre et la question de l'identité canadienne est moins perçue comme subversive contre l'Empire britannique. On parle de légiférer à Ottawa pour créer une citoyenneté canadienne⁵ et la question du drapeau, qui sera l'objet d'un chaud débat pendant 20 ans, est déjà à l'ordre du jour. Malgré les nuages d'une guerre froide qui viendra remplacer le conflit armé, l'heure est à l'optimisme au Canada. Le 1^{er} janvier 1946, on a célébré partout avec allégresse le premier jour de l'An de paix depuis 1939⁶. Dans leurs messages de début d'année, les chefs politiques québécois parlent d'optimisme, de justice et de paix⁷.

Certains observateurs attentifs réalisent que la guerre a provoqué une profonde secousse qui aura des impacts moraux, sociaux, idéologiques et économiques pour les Canadiens français⁸. La pensée intellectuelle au Québec fait des progrès, notamment au sein des mouvements de jeunesse, dans les collèges et les universités, comme à la faculté des sciences sociales de Laval où le père Georges-Henri Lévesque, o. p. éveille les consciences aux réalités du monde moderne.

L'année littéraire 1945-1946 est marquée par le succès des romans de Germaine Guèvremont, *Le Survenant*, et de Gabrielle Roy, *Bonheur d'occasion*⁹. Leur notoriété dépasse les frontières du Canada français et leur valeur est reconnue jusqu'en Europe. Après avoir reçu en 1946 le prix David au Québec, Guèvremont reçoit le prix Sully-Olivier de Serres, décerné par l'Académie française, et *Bonheur d'occasion* vaudra à Roy le prix Fémina en 1947. D'autres auteurs font leurs premiers pas littéraires à cette époque : Yves Thériault, Jean-Charles Falardeau, Marcel Trudel, Luc Lacourcière, Marcel Rioux, Guy Frégault et Roger Lemelin, pour ne nommer que ceux-là. Une nouvelle génération d'écrivains, d'artistes, d'universitaires et de journalistes émerge en ces années médianes de la décennie. Elle ne tardera pas à critiquer les cadres traditionnels de la société et à remettre en question certains dogmes de la vie nationale du Canada français. Ce qui semblait immuable et pérenne sera confronté à des réalités nouvelles et inédites, mais, pour l'heure, Maurice Duplessis incarne l'autorité, la stabilité et la continuité et, à première vue, rien ne semble encore devoir changer au pays du Québec.

La session

En février 1946 la répartition des sièges à l'Assemblée législative est la suivante : 49 Union nationale, 36 Parti libéral, 3 Bloc populaire, 1 CCF et 1 indépendant, pour un total de 90 sièges. L'Union nationale est cependant minoritaire au Conseil législatif, mais de l'avis de la presse, le gouvernement n'a pas à craindre un blocage de ses politiques à la Chambre haute. Louis Robillard, correspondant du *Devoir*, écrit à ce propos :

La surprise d'un échec ministériel pourrait venir du Conseil législatif où l'Union nationale accuse une minorité de 19 (sur 24 sièges). Mais les « Honorables Messieurs » voudront-ils se payer « le luxe » de renouveler souvent leur vote contre une grande mesure gouvernementale? Une opposition systématique de la Chambre haute allumerait un très grave conflit avec le pouvoir dont l'électorat finirait par être l'arbitre. La Chambre rouge ne voudra probablement pas courir à cette issue dangereuse¹⁰.

En 1946, Maurice Duplessis a déjà le parfait contrôle de la structure parlementaire et gouvernementale à Québec. Aucun de ses 13 ministres en titre, auxquels s'ajoutent sept ministres d'État (sans portefeuille), ne lui fait ombrage. Selon son habitude, c'est souvent le premier ministre qui défend en Chambre l'ensemble des projets de loi publics, ne laissant à ses ministres qu'un rôle secondaire.

Les grandes questions abordées dans le discours du trône annoncent les principaux débats à venir. La création d'un ministère de la Jeunesse a été révélée par le premier ministre à l'été 1945¹¹, elle sera présentée aux élus en 1946, ce qui provoquera un débat sur le financement de l'instruction publique au Québec. On parle aussi de Santé, de crédit agricole et de colonisation, des forêts et des ressources naturelles et, surtout, de la concession des mines de fer de la Côte-Nord à la compagnie Hollinger. Les politiques ouvrières et la voirie sont également deux incontournables sujets des législateurs québécois.

Le député Georges-Octave Poulin a été élu dans une partielle en Beauce, le 21 novembre 1945, sous la bannière de l'Union nationale, mais cette élection est contestée. Maurice Duplessis

n'en a cure, heureux d'avoir repris cette circonscription qui avait élu Édouard Lacroix, du Bloc populaire, en 1944. C'est donc à ce nouveau député beauceron que l'on demande d'inaugurer les débats et de rendre son tribut d'hommages au gouvernement. (14 février) Mais on passe rapidement au menu législatif et, se voulant « efficace et expéditif », le premier ministre fait déposer dès les premiers jours de la session plusieurs projets de loi dans le but d'accélérer les travaux parlementaires. C'est une session menée à bonne cadence. *Le Devoir* saluera la célérité de Maurice Duplessis dans l'organisation du calendrier et du travail parlementaires. On considère qu'il y aurait lieu encore « de simplifier la procédure parlementaire inutilement longue et compliquée, héritage d'autres âges et d'autres mœurs¹² ».

Au total, entre le 13 février et le 17 avril 1946, l'Assemblée a siégé 36 jours et tenu 58 séances, au cours desquelles elle a étudié 132 projets de loi et adopté 55 lois publiques et 65 lois privées.

Les principaux acteurs

Maurice Duplessis domine la scène. Les parlementaires souligneront son 56^e anniversaire de naissance en avril. Il se présente toujours en champion de l'autonomie provinciale. En début d'année, il a rencontré ses partisans à Québec au Club Renaissance. Il veut, dit-il, défendre « les libertés et les prérogatives provinciales » contre les « centralisateurs et [l]es assimilateurs ». Il ne faut pas céder aux mirages des subventions fédérales qui affaibliraient l'État québécois. « Vous ne crucifiez pas la province de Québec, même sur une croix d'or », lance-t-il alors à l'adresse des autorités fédérales¹³.

À l'Assemblée, le premier ministre a développé des tactiques redoutables que sa majorité lui permet d'imposer au Parlement. Par exemple, dans les débats, il ne cesse de soulever des points d'ordre, dès que les députés s'éloignent un tant soit peu du sujet discuté ou de l'article de la loi à l'étude. Aussi, pour accélérer les travaux, il aime bien répéter que les débats sont une perte de temps et d'argent que l'opposition impose abusivement à la province, aux dépens des contribuables. (20 mars) Même dénoncées par l'opposition, ces stratégies partisans demeurent des armes favorites pour le chef du gouvernement.

Adélard Godbout, chef de l'opposition, dirige une opposition expérimentée et compétente. Malgré ses revers électoraux, il demeure combatif et ramène souvent le débat à un niveau de haute courtoisie qui, dans le feu de l'action, n'est pas toujours à l'ordre du jour. Il n'oublie pas les cultivateurs du Québec, auxquels il souhaite un meilleur partage fiscal de l'entreprise familiale. Son nationalisme s'exprime dans un Canada qui est pour lui « la grande patrie », mais sa « petite patrie » québécoise est celle des origines, de la famille et de la foi. En janvier 1946, il réaffirme son appartenance au Canada français et regrette qu'un francophone se sente en pays hostile hors du Québec. Il souhaite un Canada bilingue¹⁴. Si, pour lui, la grandeur du Québec passe par le progrès du Canada, ce progrès n'est possible que par le « respect absolu du pacte confédératif » et il fait également profession d'autonomie. (19 février) Il se défend contre les attaques de Maurice Duplessis à propos de la fameuse entente fiscale de 1942 avec le gouvernement fédéral, que le premier ministre aime bien associer à une trahison nationale. Il doit aussi combattre les rumeurs, entretenues par ses adversaires, sur sa possible démission et celles voulant que certains libéraux, comme le conseiller législatif Philippe Brais, aspireraient à prendre son poste¹⁵. Malgré les attaques et les rumeurs, le chef libéral est assez confiant en 1946, il a refait alliance avec les libéraux d'Ottawa¹⁶ et estime qu'il pourrait peut-être reprendre bientôt le pouvoir.

André Laurendeau, chef du Bloc populaire, n'a qu'un quarteron de députés, mais apporte une dynamique intelligente aux travaux. Sa préparation intellectuelle et sa réflexion sur les problèmes du Québec lui permettent de prendre part à tous les grands débats de la session. À certains égards, on peut qualifier ses interventions de visionnaires.

René Chaloult, député indépendant de Québec, souffle à la fois les braises du conservatisme le plus traditionnel et aussi, parfois, sur celles d'idées novatrices qui annoncent les futures réformes de la Révolution tranquille. Il se réfère souvent aux doctrines sociales de l'Église et appelle de ses vœux un assainissement des mœurs électORALES. (20 février) À coup sûr, ce député cherche toujours l'affirmation du Québec, le progrès de son économie et le

développement de son État national. Pendant la session, il aborde de nouveau la question du drapeau à laquelle il accorde une grande importance symbolique.

Le président de l'Assemblée, Alexandre Taché, entièrement dévoué aux ordres du premier ministre, manque souvent l'occasion d'imposer la nécessaire distance qui doit séparer le pouvoir législatif du pouvoir exécutif. Ses décisions sont invariablement favorables au gouvernement et l'opposition les soumet régulièrement à la procédure d'appel pour bien marquer sa dissidence.

Par exemple, le 19 février, sur une question de règlement soulevée par le premier ministre, l'Orateur Taché, contre toute la tradition jurisprudentielle parlementaire, limite l'étendue des sujets qu'un député peut aborder dans le débat sur l'adresse en réponse au discours du trône. Des députés s'insurgent contre l'impuissance de l'opposition¹⁷ et des débats de procédure sont souvent animés. Le 28 mars, le député de Montréal-Mercier, Joseph-Achille Francoeur, frôle même l'expulsion de la Chambre.

Dans son journal, Hector Laferté parle en mars 1946 de « scènes tout à fait disgracieuses » et commente ainsi l'attitude de l'Orateur :

L'opposition est obligée d'en appeler fréquemment des décisions de l'Orateur Alex. Taché qui ne leur rend jamais justice et regarde Duplessis avant de rendre une décision et lui obéit comme un enfant docile à tel point que, de l'avis de tous les parlementaires bien pensants, il n'y a jamais eu sur le fauteuil un Orateur aussi partial et aussi partisan. C'est dégoûtant et c'est un nouveau coup porté à la démocratie et à nos institutions parlementaires¹⁸.

Les affaires constitutionnelles

L'après-guerre nécessite une clarification du partage des pouvoirs et de la fiscalité au Canada. Le gouvernement d'Ottawa met sur pied des programmes de politiques sociales (assurance-chômage, allocations familiales, assurance maladie), lesquels sont de juridiction provinciale. En conséquence, le gouvernement fédéral souhaiterait voir les provinces lui abandonner définitivement leurs droits à la perception fiscale. Maurice Duplessis, appuyé en cela par les partis d'opposition et l'opinion publique du Québec, refuse d'abandonner des droits reconnus par la Constitution de 1867 qui est selon lui « un pacte d'honneur ». Le Québec, considère-t-il, « le respecte et en exige le respect ». Il associe la centralisation à une forme de totalitarisme, laquelle « répugne profondément à la province de Québec » (13 février).

Pour défendre ses positions, Maurice Duplessis s'est allié au premier ministre ontarien, George Drew, qui refuse également un contrôle fédéral sur ses revenus. Le premier ministre libéral néo-écossais, Angus Macdonald, s'oppose aussi aux visées centralisatrices de Mackenzie King.

Une conférence fédérale-provinciale s'est tenue à Ottawa du 26 au 28 novembre 1945. Les provinces ont d'abord fait un front commun contre la volonté centralisatrice du gouvernement fédéral. La conférence a repris ses travaux du 26 janvier au 2 février 1946. La solidarité interprovinciale du début s'estompe alors, et certaines provinces, moins riches et moins peuplées, accueillent avec plus d'ouverture les généreuses promesses de subsides du gouvernement central. Le Québec, représenté par une nombreuse délégation de ministres et de fonctionnaires, exige des garanties et impose des balises à toute nouvelle entente fiscale. Une autre séance de cette conférence est prévue le 25 avril, après la session parlementaire québécoise.

À Québec, l'opposition s'inquiète d'un affaiblissement de la position du Québec et des provinces au cours de ces négociations. La grande discrétion du premier ministre sur la nature exacte des échanges et l'état du dossier en cours éveille certaines craintes même si Duplessis a promis de soumettre tout projet d'entente à l'Assemblée législative¹⁹.

André Laurendeau suit attentivement ce dossier qu'il juge vital pour l'avenir national. Le 31 mars, il prononce sur ce sujet une conférence à la salle Stanislas, avenue Laurier à Montréal, et dont le texte sera publié sous forme de brochure²⁰. Le 3 avril, à l'Assemblée législative, il propose une motion pour que le gouvernement reflète les justes aspirations du Québec lors de la

reprise de la conférence constitutionnelle. En même temps, il demande la création d'une commission d'enquête sur les relations avec le gouvernement fédéral qui opposerait un contrepoids au rapport Rowell-Sirois qui est souvent cité pour justifier les empiétements du gouvernement fédéral sur les droits des provinces²¹. Au cours de ce débat et des suivants, Laurendeau de révéle un ardent défenseur des droits du Québec et critique vivement la politique de sape d'Ottawa, alors que l'autonomie fiscale des provinces est clairement reconnue par la constitution. (19 février et 11 avril) Il adhère à ce principe d'autonomie fiscale pour qu'on n'ait pas toujours à « aller quémander à Ottawa à propos de tout ». (28 février)

Dans cette bataille qu'il entend livrer contre Ottawa, le gouvernement se donne des instruments pour répondre au contrôle du gouvernement fédéral sur les médias. Il met sur pied un Office de publicité, dont le mandat sera général, mais qui pourra aussi répondre aux « séductions » centralisatrices d'Ottawa. (1^{er} avril)

La question du drapeau canadien

Pendant la guerre, les soldats canadiens n'avaient pas de drapeau distinctif sur les champs de bataille européens et ont adopté par défaut le « red ensign » inspiré du drapeau de la marine marchande britannique. Le 8 novembre 1945, Mackenzie King décide de soumettre la question d'un drapeau particulier au Canada, réveillant un débat sensible, touchant l'identité des Canadas français et anglais. Le 24 novembre, le dossier est confié à un comité de la Chambre des communes. Ce débat sur le drapeau durera deux décennies et symbolisera aux yeux de plusieurs le lien historique du Canada avec la Grande-Bretagne et l'*Union Jack*, le drapeau du Royaume-Uni et de l'empire, flottant toujours officiellement au Canada et sur la tour centrale de l'hôtel du Parlement à Québec.

Le 27 février, l'Assemblée adopte à l'unanimité une motion du député René Chaloult qui demande à la Chambre des communes de choisir un drapeau « véritablement canadien », c'est-à-dire excluant « tout signe de servage envers une puissance étrangère ». C'est une « question brûlante », écrit *L'Action catholique*, et le journal écrit que le député a défendu sa motion avec modération, mais vigoureusement et « avec une éloquence indiscutable²² ».

L'agriculture et la colonisation

Les questions liées à l'agriculture et à la colonisation sont plutôt secondaires au cours de cette session. On n'y accorde pas l'importance que ces thèmes ont pu connaître dans le passé. C'est à l'extérieur de l'enceinte parlementaire, en avril 1946, que le ministre de la Colonisation Jos.-D. Bégin fera une déclaration publique sur les orientations du gouvernement dans le domaine de la colonisation²³. En Chambre, la question ne sera abordée qu'à l'étude des crédits.

L'hydroélectricité

Plusieurs questions liées à l'électricité reviennent à l'ordre du jour de cette session. Le 27 février, on débat des relations avec l'Ontario à propos des barrages et du potentiel hydroélectrique de l'Outaouais.

Le 5 mars, le gouvernement présente le projet de loi 5 pour aider à la formation de futurs ingénieurs en électricité sous le patronage d'Hydro-Québec. Mesure qui permettra d'étendre l'expertise dans ce domaine aux Québécois francophones et qui prépare l'immense chantier collectif qui se développera au Québec dans les années 1960 et 1970

L'électrification rurale, si chère à l'Union nationale, est brièvement discutée par une modification à la loi (bill 33), le 1^{er} avril. Avec le bill 48 sur le financement des commissions scolaires, les compagnies d'électricité devront soutenir à même leurs revenus une part du budget de l'éducation primaire.

Les richesses naturelles

Avec le projet de loi 20 sur la concession des territoires miniers de la Côte-Nord et du Nouveau-Québec, les députés ont conscience d'aborder la question la plus importante de cette session. (6 mars) Ce projet de loi fait suite à la loi de 1945 qui permettait au gouvernement d'accorder à une compagnie des droits et garanties de prospection et d'exploitation des ressources minières du Nouveau-Québec (*Statuts de la province de Québec*, 9 Geo. VI, chap. 55).

Les conditions très favorables faites à la compagnie Hollinger pour lui permettre de développer les gisements fer du Nord choquent les députés de l'opposition qui accusent le gouvernement de vendre les richesses naturelles du Québec pour un plat de lentilles. Le gouvernement reproche aux libéraux de n'avoir rien fait en 40 ans pour développer cette région qui sera enfin ouverte aux travailleurs grâce à une compagnie qui apportera la prospérité.

Le ministre des Mines, Jonathan Robinson, insiste sur la concurrence internationale qui oblige le Québec à être généreux envers la Hollinger s'il ne veut pas voir les capitaux d'exploitation lui échapper vers d'autres pays, notamment en Amérique du Sud, où de riches gisements ferreux ont été identifiés (12 mars). Plusieurs députés de l'opposition sont sceptiques sur la prétendue générosité de la compagnie. Le député socialiste (CCF) de Rouyn-Noranda, David Côté, fait un réquisitoire contre la compagnie minière responsable des misères du peuple : « Si la compagnie investit 200 millions, dit-il, c'est qu'elle est assurée d'en récolter 500 millions dans l'aventure. »

Le 29 mars, Adélard Godbout fait une critique approfondie du projet de loi qui accorde, à son avis, un monopole et des privilèges abusifs à une seule compagnie. Paul Sauvé, André Laurendeau et le premier ministre participent également à cet important débat.

De son côté, René Chaloult dénonce les abus du « cartel de l'aluminium », en particulier la compagnie Alcoa qui exploite, dit-il, la main d'œuvre québécoise et se donne bonne figure en finançant la construction d'églises. La compagnie cache ses coffres-forts derrière les autels et fait du clergé des complices de la dictature économique, déclare-t-il (9 avril).

Le logement social

Au cours de la session, André Laurendeau insiste particulièrement sur la question du logement social qui affecte gravement une ville comme Montréal²⁴ où les taudis et les appartements insalubres sont trop nombreux. (27 février) Le problème se pose à une vaste échelle et constitue un des défis de l'après-guerre²⁵. De la même manière que le gouvernement a développé le crédit rural pour les agriculteurs, considère-t-il, il devrait aussi favoriser un crédit urbain en faveur des ouvriers. (5 mars) Mais le gouvernement préfère un développement à plus petite échelle et une aide d'accès à la propriété unifamiliale plutôt que de favoriser la construction de maisons d'appartements. Au nom de la liberté de la propriété, le gouvernement hésite aussi à réglementer les loyers et préfère une formule d'arbitrage pour une entente entre propriétaires et locataires. Cette question de l'habitation va demeurer un des problèmes sociaux importants du Québec des années quarante et des années cinquante, laissant subsister des « faubourgs de la misère » dans certains quartiers des grandes villes.

La famille, la jeunesse et l'éducation

Sur une demande de documents déposée par Valmore Bienvenue (Bellechasse), l'Assemblée discute les 3 et 9 avril des allocations familiales versées aux mères nécessiteuses. On se demande si le nouveau régime fédéral d'allocations ne pénalise pas ces dernières et par quels moyens elles peuvent retrouver le même niveau d'aide. La famille demeure toujours un sujet privilégié par la classe politique, mais cette année le gouvernement veut mettre l'accent sur la jeunesse.

On a réglé le versement des allocations directement aux mères de famille. Le statut de la femme mariée ne fait pas encore l'objet de débats au parlement, mais il est déjà lancé dans les

milieux juridiques. L'avocat Jacques Perrault, proche du Bloc populaire d'André Laurendeau, en fait une conférence devant l'active Ligue pour les droits de la femme, en janvier 1946²⁶.

Remplissant la promesse faite en août 1945, Maurice Duplessis annonce la création d'un ministère de la Jeunesse qu'il adjoint au portefeuille du Bien-être social (5 mars). L'initiative inquiète le cardinal Villeneuve qui écrit au premier ministre dès janvier 1946 : « Inutile de vous dire [...] ce que des successeurs moins bien intentionnés que vous pourraient faire d'un tel ministère²⁷. » Le clergé est cependant rassuré par l'éventuelle nomination à ce ministère du député de Deux-Montagnes, Jean-Paul-M. Sauvé, qui est déjà perçu comme le dauphin du chef. Pour l'heure, l'initiative n'affecte pas les pouvoirs et attributions du Conseil de l'Instruction publique qui est dominé par le pouvoir épiscopal; et on se défend de vouloir créer un ministère de l'Instruction publique, tant honni par le clergé²⁸. De sorte que plusieurs observateurs se questionnent sur la véritable nature de ce nouveau ministère²⁹.

Le premier ministre fait une ample présentation de son projet de loi (5 mars) voyant la création de ce ministère comme une initiative majeure de son administration. Constatant l'augmentation des taux de natalité, il anticipe les questions scolaires, sociales et économiques qui vont bientôt se dessiner. Cette jeunesse montante pose un défi à un gouvernement traditionaliste et idéologiquement conservateur. Des mouvements catholiques, comme la JÉC, la JOC ou la JIC, portent déjà des ferments de changements et, avec la création de ce ministère, le gouvernement se veut à l'écoute des besoins et des intérêts des jeunes.

La jeunesse est un sujet particulièrement important aux yeux d'André Laurendeau qui lui consacre une longue intervention (12 mars). La question touche naturellement le dossier de l'éducation et Laurendeau insiste sur l'attribution de bourses aux étudiants moins fortunés (20 mars). On parle aussi du faible salaire des institutrices rurales, qui ne dépasse pas 600 \$ annuellement. Leur droit à la syndicalisation, défendu par Laure Gaudrault, est abordé le 13 mars.

Le gouvernement présente un important projet de loi (bill 48) sur le financement des commissions scolaires, aussi appelé le « bill Côté » du nom de l'honorable Omer Côté, secrétaire provincial et parrain du bill. Le projet de loi s'appuie sur les conclusions d'un comité d'enquête sur la question, présidé par M. de la Bruère Fortier³⁰. On cherche à assurer un revenu stable aux commissions scolaires déficitaires en mettant à contribution les revenus d'Hydro-Québec et des autres compagnies d'électricité. Les lumières artificielles, répétera le premier ministre, vont servir les lumières intellectuelles. L'opposition critique cette pratique. De sa retraite, l'ancien champion de la nationalisation des compagnies hydroélectriques, le D^r Philippe Hamel, s'insurge contre l'option du gouvernement qui perpétue un mal par un mauvais expédient et refuse de voir la cause réelle des problèmes économiques et sociaux³¹.

Le 13 avril, on parle de nouveau de la question des écoles juives et de leur intégration au réseau des écoles protestantes.

Les relations Église-État

En 1946, l'Église catholique est encore un pouvoir qui compte dans les politiques gouvernementales. Le premier ministre se fait des plus courtois envers le nouvel évêque de Trois-Rivières, M^{gr} Maurice Roy, qui est le fils du juge Ferdinand Roy, un des juristes les plus respectés au Québec. On salue aussi la création de l'archidiocèse de Rimouski (19 février). Dans les faits, Maurice Duplessis, par de généreux subsides aux institutions scolaires ou sociales administrées par l'Église, cultive habilement une dépendance du clergé envers le pouvoir politique, ce qui peut toujours s'avérer électoralement utile³².

Le 9 avril, sur une motion du député de Montmorency, Jacques Dumoulin, l'Assemblée se prononce en faveur d'une représentation diplomatique entre le Canada et le Saint-Siège. Si l'Église catholique a déjà un délégué apostolique depuis la fin du XIX^e siècle, le rétablissement du statut de l'État du Vatican depuis 1929 et l'autonomie diplomatique du Canada reconnue depuis le statut de Westminster en 1931 autorisent un échange d'ambassadeurs entre Ottawa et le Vatican et l'ouverture d'une nonciature au Canada. Le Québec étant la seule province majoritairement catholique au Canada, plusieurs souhaitent cette reconnaissance diplomatique³³. On craint cependant qu'il y ait résistance dans certains milieux protestants au Canada plus

hostiles à l'Église catholique³⁴. Le vœu du Parlement québécois veut donc soutenir la volonté du gouvernement de permettre cet échange diplomatique.

Un épisode peu connu de l'histoire de l'Église québécoise s'est joué en 1946 au comité des bills privés de l'Assemblée législative le 9 avril. L'étude du bill 125 formant l'Association des infirmières de la province de Québec a mis en lumière des tensions qui commençaient alors à s'exprimer au sein du clergé. Cette nouvelle association ne distinguait pas les infirmières catholiques ou non catholiques ouvrant la porte à d'autres associations professionnelles non confessionnelles. Une majorité des évêques s'opposait à cette nouveauté, mais l'archevêque de Montréal, Joseph Charbonneau, l'acceptait. Les infirmières elles-mêmes, dont plusieurs étaient des religieuses hospitalières, étaient divisées. Celles de Montréal approuvaient la neutralité religieuse et celles de Québec s'y opposaient. Le ministre de la Santé et du Bien-être social, le D^r Albiny Paquet, proposait de renvoyer le bill à la session suivante pour permettre d'étudier davantage la question et de poursuivre les réflexions; hypothèse qui déplaisait aux intéressées. Prudent en cette matière, Maurice Duplessis voyait cette affaire d'un œil de juriste. Une loi amendée en faveur de la séparation religieuse pourrait être contestée jusqu'en Cour suprême qui donnerait sans doute raison aux opposants, du moins le croyait-il. Constatant que l'épiscopat ne parlait pas d'une seule voix sur cette question, il était autorisé à laisser passer le bill tel quel. Après des discussions animées au comité des bills privés, le bill 125 fut adopté sans difficulté à l'Assemblée législative. Le Conseil y ajouta plusieurs amendements, mais n'a pas remis en question le principe de neutralité. Cette affaire témoignait déjà d'un changement tant du côté de l'Église du Québec que de la société civile³⁵.

Mais le règne social de l'Église demeure encore puissant. En 1946, la majorité du public considère encore naturel et légitime que le clergé soit présent dans les sphères d'activités publiques y compris la politique. Les autorités civiles voient le clergé comme un allié privilégié dans la lutte contre le communisme, on écoute aussi avec respect les directives morales de l'Église et on porte une attention particulière aux lettres et aux encycliques du pape³⁶.

Les finances publiques

Pour livrer son discours sur le budget (28 mars), le trésorier de la province, Onésime Gagnon, revient à l'Assemblée après une longue convalescence, entouré de l'accueil sympathique des députés des deux côtés de la Chambre. Toujours féru d'histoire et de culture, il ne manque pas de souligner aux parlementaires réunis le centenaire de la session de 1846 qui a marqué l'obtention de l'autonomie budgétaire dans la colonie, prélude du gouvernement responsable (1848) qui a mis fin à la vieille querelle des subsides, laquelle avait tellement empoisonné la vie parlementaire du Bas-Canada avant 1837.

Pour 1946, le trésorier apporte de bonnes nouvelles aux députés : un surplus de 1 750 000 \$ sur un budget global de 100 000 000 \$. Les priorités budgétaires du gouvernement vont principalement aux routes, à l'électrification rurale et l'aide aux municipalités, à la réduction de la dette (pour une somme de 8 200 000 \$), à un nouveau programme de colonisation pour aider les soldats démobilisés et à la fonction publique (classification des fonctionnaires). L'honorable Gagnon aborde aussi la question toujours litigieuse du Labrador et s'attaque à la tendance centralisatrice d'Ottawa dans le domaine fiscal qui mine, croit le ministre, la base même de la Confédération.

Le député de Notre-Dame-de-Grâce, James Arthur Mathewson, ancien titulaire libéral de ce poste, lui donne la réplique le 2 avril. Il profite de sa tribune pour faire une défense et illustration du droit de parole démocratique à l'Assemblée législative que le gouvernement unioniste bafoue trop souvent à son goût.

Le communisme et l'espionnage

Le 16 février 1946 éclate une histoire d'espionnage soviétique dans les services du gouvernement fédéral, qui annonce déjà le climat de la guerre froide. Il semble que la course aux secrets de fabrication des armes atomiques était au cœur de cette histoire³⁷. L'affaire connaît des échos à Québec. Le 26 mars, le débat sur le projet de loi 25 offre l'occasion de parler des infiltrations communistes dans les syndicats ouvriers.

La menace d'un possible conflit avec l'URSS réveille encore des craintes à propos de la conscription. On redoute que le Canada, poussé par ses alliés, n'impose un service militaire obligatoire à tous les jeunes Canadiens pour les envoyer au loin sur d'éventuels théâtres de guerre. Le débat a lieu, mais Duplessis y met rapidement fin à la séance du 27 mars.

La guerre à la tuberculose

Le ministre de la Santé et du Bien-être social, Albiny Paquette, déclare la guerre à la tuberculose qui fait encore des ravages dans la province. Les Québécois sont trois fois plus touchés par cette maladie que leurs voisins ontariens. Le ministre évalue à 200 000 le nombre de victimes de ce fléau depuis 20 ans au Québec. Seules les populations noires des États-Unis dépassent ces lamentables statistiques. Le gouvernement entreprend donc une lutte à finir contre cette maladie (bill 31) que l'on appelle la « peste blanche ». On y investira des sommes considérables et le ministre parle d'une « croisade gigantesque » (28 mars). La loi est votée à l'Assemblée législative à l'unanimité le 1^{er} avril.

Le travail

En 1946, les relations sont plutôt bonnes entre le mouvement syndical, notamment la CTCC, et le gouvernement québécois. Les jeunes leaders comme Gérard Picard, qui vient de succéder à Alfred Charpentier, et Jean Marchand appuient les positions autonomistes de Québec en matière de droit du travail³⁸. Le débat de l'heure est la pertinence d'établir un code pancanadien du travail et les conséquences juridiques et politiques de cette hypothèse font alors l'objet de vives discussions³⁹.

C'est pendant la session, en mars 1946, que l'Université Laval et la faculté des sciences sociales organisent au Château Frontenac le premier congrès des relations industrielles auquel participe le ministre Antonio Barrette⁴⁰.

Mais certains conflits ouvriers pointent à l'horizon et le ministre du Travail, Antonio Barrette, aura de nombreux défis à relever.

La loi électorale

L'élection partielle de Beauce, le 21 novembre 1945, a mis en lumière les failles de la réforme de la loi électorale adoptée à la session 1945. Pour pallier ces problèmes, le chef de l'opposition, Adélard Godbout, dépose en mars un projet de loi (no 204) qui est appelé en deuxième lecture le 10 avril. Les amendements proposés visent à modifier le bulletin de vote pour éviter qu'un espace blanc suive le nom du candidat. L'électeur est porté à y faire sa croix au lieu de l'inscrire dans le carré, à droite du bulletin, destiné à cette fin.

Les autres amendements visent à ne pas défranchiser l'électeur dont le bulletin n'aurait pas été paraphé par le scrutateur par mégarde et à punir plus sévèrement les cas de fraude en vue d'influencer le vote ou d'obtenir des souscriptions électorales. Le souvenir récent de l'élection de Beauce hante les interventions dans ce débat et les critiques libérales sur les manœuvres de l'Union nationale sont nombreuses. Le gouvernement refuse d'amender une loi adoptée à la session précédente et qui n'a pas encore eu le temps de faire ses preuves. Le premier ministre qui n'est pas avare de compliments sur les lois de son gouvernement déclare qu'on a mis dans la loi « la quintessence de ce qu'il y a de mieux dans toutes les lois électorales de tous les pays démocratiques et ce qui pouvait le mieux s'adapter aux besoins de la province » (10 avril). En conséquence, un amendement s'opposant au principe du bill est adopté par 47 voix contre 33, et la réforme de la loi électorale est renvoyée aux calendes grecques.

L'embellissement de la capitale

Le 13 mars, les députés discutent de l'embellissement de Québec et demandent que l'État favorise la ville. On souhaite notamment réinstaller le buste de Louis XIV à place Royale, un cadeau de la France, qui a été remisé car on prétendait qu'il nuisait à la circulation. Le

gouvernement Duplessis fera peu d'améliorations dans la capitale et laisse tomber la Commission d'embellissement de Québec, créée par les libéraux d'Adélard Godbout en 1941⁴¹. Le premier ministre fait parade en rencontrant le maire Lucien Borne en février et en assurant le public de son soutien à un comité municipal d'embellissement⁴². Le débat de mars réactualise ce dossier. René Chaloult, député de Québec, est particulièrement sensible à cette question et souhaite que l'on mette en valeur la capitale.

De choses et d'autres...

Parmi les mille et une autres choses qui ont retenu l'attention des législateurs québécois, on trouve la question du contrôle de la vente de la margarine dont la légalisation porterait, selon le député de Montmorency, « un coup mortel à l'industrie du beurre ». (11 avril)

Le gouvernement fait aussi la guerre aux jeux illégaux de hasard, aux « machines à sous » et autres « slot machines » (5 mars). L'opposition s'inquiète cependant que le gouvernement refuse d'inclure dans sa loi une clause visant à la destruction des appareils saisis par la police. Ils sont simplement confiés à la garde du procureur général. On craint un trafic parallèle sous la protection des « amis du pouvoir ». Les dangers liés aux jeux de hasard sont évoqués et le premier ministre songerait bien à créer une loterie provinciale sous sévère contrôle de l'État pour verser dans les coffres publics les revenus illicites qui font si bien vivre les milieux criminels. (26 février) Soulignons par ailleurs que le premier ministre Louis-Alexandre Taschereau avait fait adopter une loi sur les loteries à la session de 1934.

L'absence d'un journal des débats est toujours ressentie surtout par les députés de l'opposition. Le 6 mars, René Chaloult dépose une motion pour demander la mise sur pied d'un hansard provincial. Duplessis se dit ouvert à la suggestion et ne veut pas être accusé de limiter la portée des débats parlementaires. Il souligne cependant le coût et les difficultés associés à cette entreprise. Chaloult souhaiterait même une radiodiffusion des débats⁴³. La motion est adoptée, mais, comme on le sait, le vœu de René Chaloult ne sera réalisé qu'en 1964 pour la parution d'un journal des débats et il faudra attendre l'année 1977 pour la diffusion des séances.

Selon le député de Rivière-du-Loup, Léon Casgrain, l'Union nationale oblige les hôteliers qui souhaitent obtenir un permis de vente d'alcool non seulement à verser une contribution dans les coffres du parti, mais encore à acheter un buste en plâtre de Duplessis. Au milieu des rires, une voix objecte : « C'est un beau buste! » (20 février)

En 1946, on pouvait entendre un député citer une phrase d'Oliver Cromwell dans un débat : le 27 février, William Morin, de Québec-Centre, cite la phrase attribuée au célèbre Protecteur anglais du XVII^e siècle : « Je préfère descendre au tombeau plutôt que de changer un mot à la loi. »

Les bons mots

Le 19 février, dans son discours sur l'adresse, le nouveau député de Beauce, G.-O. Poulin, se dit heureux que les électeurs aient délaissé l'esprit de parti pour le parti de l'esprit. Le surlendemain, M. Laurendeau en appelle à la courtoisie et au respect des autres pour que les « points d'ordre » ne deviennent pas des « points de désordre ». (21 février)

Le même jour, Wilfrid Hamel, député de Saint-Sauveur, dit qu'il appuie sa position sur le credo et l'acte de contrition, en ajoutant : « Je laisse l'acte d'humilité au député de Québec (M. Chaloult), je sais qu'il n'en abusera pas. »

Le 12 mars, dans le débat sur les concessions minières de la Côte-Nord, le député d'Abitibi-Ouest, Henri Drouin, reproche au gouvernement de faire des choses « par en-dessous ». Le premier ministre réplique : « S'il n'y avait rien en dessous, nous ne donnerions pas de concessions. »

Le député de Napierville, H. Riendeau, soulève un point d'ordre parce que le député de Vaudreuil, A. Sabourin, a prononcé son nom, contrairement au règlement et il lui demande de retirer ses paroles. « Si le député a honte de son nom, je retire mes paroles », répond Sabourin.

Le 19 mars, le député Francoeur, de Montréal-Mercier, fait un lapsus, en parlant des « scieurs d'eau et des porteurs de bois ». Il s'en tire avec élégance en mettant les rieurs de son côté. Le lendemain, le député de Montmorency, J. Dumoulin, parle de « calendes plus ou moins grecques ».

Le 4 avril, Valmore Bienvenue, de Bellechasse, cite le célèbre *Catéchisme des électeurs*, publié par l'Union nationale pour les élections de 1936, qu'il appelle « les saintes écritures » du parti. Il parle aussi des manœuvres pour financer la caisse électorale par les fournisseurs d'alcool de la Commission des liqueurs. Le premier ministre lui dit de discuter ce point lorsqu'on étudiera les crédits. « Très bien, répond le député, ce n'était qu'un apéritif. »

Le 10 avril, on souligne un peu à l'avance l'anniversaire du premier ministre. Chacun lui fait un compliment d'usage et l'honorable Laurent Barré, ministre de l'Agriculture, déclare que le premier ministre « a peut-être quelques petits défauts », mais c'est pour mettre en relief ses éminentes qualités.

En réplique au chef de l'opposition, le premier ministre lance : « Votre [ancien] chef m'a déjà offert un portefeuille! (un ministère) ». Monsieur Godbout lui répond en souriant : « M. Taschereau était bien taquin ». (11 avril) Le même jour, le premier ministre interpelle le député de Montmorency qui fait une vive attaque contre le gouvernement : « L'honorable député n'a pas le droit de tourner le dos à l'Orateur en parlant ». M. Dumoulin répond : « Ce n'est pas à l'Orateur que je tourne le dos, c'est au premier ministre, parce que je ne veux pas voir sur sa figure les remords qui doivent l'assaillir en ce moment. »

Le 17 avril, le Conseil législatif ayant rejeté le bill 152 constituant en corporation les embaumeurs, Duplessis ne peut s'empêcher de lancer que c'est le bill qui est embaumé.

Gilles Gallichan

Critique des sources

Débats de la session de 1946

En début de session, les journalistes de la Tribune de la presse remercient les présidents de l'Assemblée législative et du Conseil législatif pour les améliorations effectuées en 1945 aux bureaux de la « Galerie de la presse », comme on l'appelle encore à l'époque. En annonçant l'élection de leur propre président de la Tribune, M. Louis Robillard, les journalistes remarquent que l'on n'a rien ménagé « pour assurer le confort des journalistes chargés de rapporter les débats de la Législature provinciale⁴⁴ ».

Le Soleil s'affiche plus discrètement qu'autrefois comme l'organe du Parti libéral. Le quotidien ne reçoit plus les lucratifs contrats de fournitures, d'impression et de reliure de l'époque des gouvernements Gouin et Taschereau. Par exemple, au seul chapitre des dépenses de Législation en 1945-1946, *Le Soleil* reçoit 925 \$, alors que *L'Action catholique* reçoit 10 260 \$, à cette rubrique, en plus des 43 740 \$ du budget de l'Imprimeur du roi⁴⁵. Sous le règne de Duplessis, la prudence s'impose pour un journal de la capitale, surtout s'il est d'allégeance libérale. En 1946, son éditorialiste, Eugène L'Heureux, se montre en effet prudent et évite de prendre le premier ministre à rebrousse-poil et atténue ses critiques par quelques tournures et formules diplomatiques. Il qualifie, par exemple, Duplessis de « réaliste » et d'homme politique responsable, dont « les actes sont habituellement plus sérieux que ses discours ». Manifestement, il ne souhaite pas que son journal subisse les foudres du chef. Le correspondant du *Soleil*, Henri Dutil, est un journaliste chevronné et ses chroniques sont parmi les plus complètes des journaux de cette époque. Il est assisté par Raymond Dubé.

Le Canada conserve une attitude plus critique envers le gouvernement. Dans la métropole, on se permet des titres frondeurs et ironiques comme celui-ci à propos du discours du trône : « La session s'ouvre. Le plus neuf, à Québec, hier, se trouvait sur le dos des dames et non dans les projets de loi. » (14 février) Une petite chronique quotidienne des « Échos de la session » est une occasion de décocher quelques flèches à l'endroit du gouvernement. Le journaliste correspondant ne signe jamais ses textes.

The Montreal Gazette, journal de tradition conservatrice, est un allié du gouvernement unioniste, d'autant plus fidèle que le chroniqueur du journal, Abel Vineberg, est un ami personnel de Duplessis. À deux occasions, des députés de l'opposition font des mises au point sur des chroniques parues dans le journal *The Gazette*. Le 27 mars, c'est André Laurendeau qui corrige la chronique du journal anglophone de Montréal et le 10 avril, c'est James Arthur Mathewson qui fait de même sur une question de procédure.

The Montreal Star, naguère journal impérialiste et peu sympathique aux Canadiens francophones, se montre indulgent pour Duplessis, mais surtout pour son conservatisme social. Malgré son autonomisme, le premier ministre rassure par son discours traditionaliste et paternaliste. Pour les milieux anglophones les plus conservateurs de la métropole, le régime de l'Union nationale représente le parfait compromis entre le loyalisme envers les institutions qui traduit un respect de l'ordre établi et l'expression tolérable d'un certain nationalisme canadien-français. Le *Star* est représenté à Québec par Henri St-Pierre.

L'Événement-Journal est la propriété de Jacob Nicol, conseiller législatif et ancien organisateur du Parti libéral. L'éditorialiste est Eugène L'Heureux, le même qui signe ses chroniques au *Soleil*. À l'occasion, au détour d'une phrase de son article, on peut sentir un brin de critique, comme lorsqu'il écrit que « l'opposition a fait une lutte tenace et héroïque parfois dans la défense des intérêts supérieurs de la province » et que « l'Union nationale a manœuvré avec aisance pour imposer ses décisions et sa législation⁴⁶ ». Le journal est néanmoins assez favorable à Duplessis. D'ailleurs, en Chambre, le 11 avril, le chef de l'opposition, Adélard Godbout, rectifie un article paru dans *L'Événement*. Le journal qui, on peut le rappeler, a un ancien fonds de commerce du côté des conservateurs, compte deux journalistes à la Tribune de la presse : Edmond Chassé et Maurice Bernier. Ce dernier est élu vice-président de la Tribune pour l'année 1946. Jeune encore, Bernier compte pourtant plusieurs années d'expérience de journalisme parlementaire et apprend son métier d'un mentor qui, pour sa part, compte plus de trente ans d'observation, de description et d'analyse de la scène parlementaire québécoise.

La Presse demeure toujours le patrimoine de la famille Berthiaume-Du Tremblay. Le journal montréalais se proclame toujours fièrement « le plus grand quotidien français d'Amérique ». *La Presse* se dit indépendante des partis, mais penche toujours habilement du côté de celui qui est au pouvoir ou, du moins, évite de heurter de front le pouvoir en place. En 1946, le journal commente peu la scène politique québécoise. Il faut dire que les scènes municipale et fédérale ainsi que l'actualité mondiale offrent suffisamment de thèmes au Bureau de la rédaction. Lorsque se présentent des questions importantes pour le Québec, on joue sur un prudent registre développé en demi-teintes. En pareils cas, la neutralité bienveillante est toujours de bon aloi : « on regrette », « on souhaite », « on se réjouit », bref on ne déclare rien qui puisse porter ombrage au pouvoir ni qui puisse se mettre l'opposition à dos. Ainsi, pour *La Presse*, la session de 1946 a été « brève, mais fructueuse » et « remplie de mesures importantes » et cette efficacité du Parlement québécois devrait inspirer nos voisins⁴⁷. C'est Arthur-W. Langlais qui rédige les chroniques de *La Presse* à Québec.

Par sa filiation à l'ancienne *Gazette de Québec*, *The Quebec Chronicle Telegraph* se targue d'être le plus ancien journal du pays. Le principal quotidien anglophone de la capitale est surtout né, 20 ans plus tôt, de la fusion d'un journal conservateur, *The Morning Chronicle* et de son ancien vis-à-vis libéral, *The Quebec Telegraph*. Depuis ce temps, pour ne pas heurter une partie de son lectorat, le *Chronicle Telegraph* se tient en marge des débats partisans. Il affiche une stricte neutralité et ne cherche, écrit-il, qu'à défendre les intérêts de la minorité anglophone de la capitale. Mais sa neutralité cache plutôt mal une certaine sympathie envers l'Union nationale, laquelle, en 1944, avait eu l'heureuse idée de présenter un candidat anglophone dans Québec-Ouest. Pour la session de 1946, le journal souligne que le gouvernement unioniste a gagné en force et en prestige depuis qu'il est au pouvoir⁴⁸. Le premier ministre a montré de la fermeté dans ses rapports avec le gouvernement fédéral et la session reçoit à sa clôture les compliments de la rédaction pour son heureux bilan⁴⁹. Les journalistes de ce quotidien sont Jack Dunn et Jean-Marc Denault.

Comme on l'a vu, *L'Action catholique* reçoit sa large part de la manne ministérielle. Le journal catholique de la capitale jouit des bonnes grâces de l'Union nationale et sait rendre poliment quelques actions de grâce envers la majorité. On qualifie de « remarquables » des discours de députés ministériels et on souligne leur zèle à défendre les intérêts de leur comté. Outre les résumés de séance de son correspondant, Calixte Dumas, le journal accepte de publier, mais à la charge d'un député, le texte intégral ou un résumé substantiel de son discours. René Chaloult se prévaut à l'occasion de ce service. *L'Action* a un second représentant à la Tribune : Jacques Verrault.

En 1946, *Le Devoir* n'est pas encore un journal d'opposition au gouvernement unioniste. Il suit avec attention les politiques de Maurice Duplessis, mais donne encore « la chance au coureur » et attend de juger l'arbre à ses fruits. Ce qui ne l'empêche pas d'exprimer des critiques, comme à propos du silence du premier ministre sur les négociations constitutionnelles de la conférence sur la fiscalité et les droits des provinces à Ottawa. Son correspondant, Louis Robillard, est élu président de la Tribune de la presse pour l'année 1946⁵⁰. Le secrétaire de la Tribune est Guy Gagnon qui y est accrédité pour l'agence de la Presse canadienne.

La Patrie est représentée par Joseph Lavergne. Ses chroniques sont succinctes mais fiables et bien rédigées. Le journal porte cependant une attention plus soutenue à la politique internationale et à la « menace communiste » qu'à l'actualité nationale. Les commentaires éditoriaux sont favorables au gouvernement; la session est qualifiée de « prometteuse » à son ouverture et de « fructueuse » à sa prorogation.

Il semble que ni *Le Nouvelliste* (Trois-Rivières) ni *La Tribune* (Sherbrooke), deux importants journaux régionaux, n'aient délégué de journaliste à Québec en 1946.

Le Droit d'Ottawa, représenté par Charles-Eugène Pelletier, est le seul journal publié hors Québec et ayant un représentant accrédité à la Tribune parlementaire de Québec. Il est vrai que *Le Droit* est le plus important journal francophone de l'Ontario et qu'il est lu non seulement du lectorat francophone de la capitale fédérale, mais aussi de Hull, de Gatineau et de l'Outaouais québécois. L'éditorialiste, Camille L'Heureux, commente rarement les législations québécoises. Les sujets qui retiennent son attention sont la question de l'autonomie provinciale et celle du logement social qui se pose également à Ottawa. Il salue aussi la création du ministère de la

Jeunesse dans la province de Québec. Son leitmotiv demeure la défense de la langue française et de ses droits au Canada.

Le journalisme parlementaire s'affranchit lentement de la tutelle des partis politiques au Québec. Du côté fédéral, l'arrivée de journalistes étrangers qui viennent observer la politique canadienne à Ottawa est en voie de modifier les pratiques de la profession⁵¹.

À Québec, Maurice Duplessis a repris d'anciennes et toujours efficaces tactiques pour domestiquer la presse, dont les représentants – il faut le dire – ne gagnent que des salaires médiocres. C'est le premier ministre qui accorde les contrats d'impressions de l'État selon la sympathie qui est reconnue aux propriétaires, ce qui maintient les uns dans la reconnaissance et les autres dans l'espérance et presque tous dans la dépendance. De leur côté, les journalistes de la Tribune de la presse reçoivent, occasionnellement, sous enveloppes plus ou moins épaisses, quelque viatique qui propage grâce et indulgence dans les pages des reportages à venir.

L'historien Jean-Guy Genest porte un dur jugement sur la complaisance de la presse à cette époque : « Duplessis, écrit-il, sut mettre la presse à son service. Faveurs à certains journalistes, contrats d'imprimerie ou de publicité aux éditeurs de journaux assoupirent la vigilance de la presse, qui bien souvent, sembla perdre tout esprit critique et oublier son rôle de sentinelle de la démocratie⁵². »

Gilles Gallichan

Notes de l'introduction historique et de la critique des sources

1. Hector Laferté, *Derrière le trône. Mémoire d'un parlementaire québécois 1936-1958*, Sillery, Éditions du Septentrion, 1998, p. 272-274.
2. Jean-Guy Genest, *Godbout*, Sillery, Éditions du Septentrion, 1996, p. 292-296.
3. Le 30 juillet, le *Stratheden* jette l'ancre à Québec avec à son bord 4 000 soldats, plusieurs autres arrivent ainsi au cours de la saison maritime et, le 7 décembre, au port de New York, c'est 12 000 soldats canadiens qui arrivent à bord du *Queen Elizabeth*.
4. C'est le célèbre John Rockefeller qui a offert les terrains où fut construit le siège général des Nations-unies.
5. « M. Maxime Raymond et la citoyenneté canadienne », *Le Devoir*, 10 avril 1946, p. 7.
6. « Les Canadiens ont fêté le jour de l'An de façon très bruyante », *Le Soleil*, 3 janvier 1946, p. 18.
7. « Duplessis demande aux peuples de s'unir », *Le Soleil*, 3 janvier 1946, p. 3; « Souhaits de l'hon. A. Godbout à la population de Québec », *Le Soleil*, 3 janvier 1946, p. 3, 7.
8. Marcel Rioux, « État et nation », *L'Action nationale*, vol. XXVII, n° 1, janvier 1946, p. 6-18.
9. Le premier est paru en avril 1945 et le second, en juin de la même année.
10. L. Robillard, « D'une session à l'autre », *Le Devoir*, 12 février 1946, p. 1.
11. L'annonce en fut faite au Congrès de la Fédération des chambres de commerce des jeunes, tenu à Granby en août 1945. « M. Duplessis annonce la création d'un ministère de la Jeunesse », *Le Devoir*, 27 août 1945, p. 8.
12. L. Robillard, « Brièveté le la session provinciale », *Le Devoir*, 23 avril 1946, p. 1.
13. Robert Rumilly, *Maurice Duplessis et son temps*, tome II (1944-1956), Montréal, Fides, 1978, p. 112.
14. « La réforme de la constitution et la langue française », *Le Devoir*, 17 janvier 1946, p. 1.
15. J.-G. Genest, *op. cit.*, p. 296-297.
16. *Ibid.*, p. 291-296.
17. Le 2 avril, le député de Notre-Dame-de-Grâce, James A. Mathewson, fait une belle défense du droit de parole à l'Assemblée comme première expression de la démocratie.
18. H. Laferté, *op. cit.* p. 279-280.
19. *Ibid.*, p. 117; « Les délibérations gouvernementales sont entourées d'un secret rigoureux », *Le Devoir*, 31 janvier 1946, p. 3.
20. André Laurendeau, *La centralisation et la guerre*, Montréal, Bloc populaire, 1946, 26 p.; *Le Devoir*, 1^{er} avril 1946, p. 2, 10.
21. Cette idée sera reprise plus tard par le gouvernement Duplessis et donnera naissance à la commission Tremblay en 1953.
22. C. Dumas, « Il nous faut un drapeau véritablement canadien », *L'Action catholique*, 28 février 1946, p. 18.
23. « La politique de colonisation du gouvernement provincial », *Le Devoir*, 15 avril 1946, p. 6.
24. « Les problèmes du logement ouvrier à Montréal », *Le Devoir*, 29 janvier 1946, p. 4; « Le logement : problème urgent qui relève du provincial », *Le Devoir*, 1^{er} février 1946, p. 10; « La crise des loyers s'ajoute à celles du logement et du bâtiment », *Le Devoir*, 8 février 1946, p. 1; « La question du logement », *Le Devoir*, 8 février 1946, p. 8.
25. « Le problème du logement s'aggrave au Canada », *Le Soleil*, 12 février 1946, p. 1.
26. Jacques Perrault, « Le code civil et la femme mariée dans la province de Québec », *Le Devoir*, 28 janvier 1946, p. 5; 29 janvier 1946, p. 5.
27. Lettre de J.-M. cardinal Villeneuve à M. Duplessis, 18 janvier 1946, citée par Conrad Black, *Duplessis*, tome 2, *Le pouvoir*, Montréal, Les Éditions de l'homme, 1977, p. 25.
28. À propos du bill 48 sur le financement des commissions scolaires, le chef de l'opposition n'hésitera pas à dire que le gouvernement cherche « sournoisement » à créer un ministère de l'Instruction publique (15 avril), conscient de la charge explosive qu'une telle initiative pourrait encore avoir au sein du clergé catholique.
29. Joseph Massicot, « Pourquoi un ministère de la Jeunesse? », *Le Devoir*, 22 janvier 1946, p. 2.
30. « Duplessis va régler le plus vite possible la question scolaire », *Le Soleil*, 4 janvier 1946, p. 9; voir aussi les articles d'Eugène L'Heureux parus également dans *Le Soleil* : « Bon point de départ », 31 janvier 1946, p. 4; « Le point de vue du contribuable », 1^{er} février 1946, p. 4; « Le Conseil de l'Instruction publique et la commission Fortier », 2 février 1946, p. 4; « Les dettes des commissions scolaires », 6 février 1946, p. 4.
31. Philippe. Hamel, « Un trust exploiteur du peuple va financer notre éducation », *Le Devoir*, 16 avril 1946, p. 7.
32. J.-G. Genest, *op. cit.* p. 300.
33. Joseph Ledit, « Le Canada et le Saint-Siège », *Relations*, n° 63, mars 1946, p. 88-90.
34. Cette résistance se manifestera jusqu'en 1969, lorsque le Canada nommera un premier ambassadeur auprès du Saint-Siège.
35. « Le bill des infirmières est de nouveau discuté », *L'Action catholique*, 9 avril 1946, p. 9; « Le bill des gardes-malades adopté avec amendement », *L'Action catholique*, 10 avril 1946, p. 2; « Quebec may be first province to recognize nurse profession », *The Quebec Chronicle Telegraph*, 18 mars 1946, p. 3; « Quebec leads with nurses' bill », *The Montreal Gazette*, 20 avril 1946, p. 8.
36. « Le clergé et la politique », *Le Soleil*, 20 mars 1946, p. 4.
37. *Le Devoir*, 19 février 1946, p. 1; 20 février 1946, p. 3.
38. R. Rumilly, *Maurice Duplessis...*, p. 114.
39. Eugène L'Heureux, « Le code "national" du travail », *Le Soleil*, 9 janvier 1946, p. 4.
40. Eugène L'Heureux, « Le congrès des relations industrielles », *Le Soleil*, 15 mars 1946, p. 4.
41. Christian Blais, Gilles Gallichan, Frédéric Lemieux et Jocelyn Saint-Pierre, *Québec : quatre siècles d'une capitale*, Québec, Publications du Québec, 2008, p. 444-445.
42. « La Ville de Québec aura bientôt son comité d'embellissement », *Le Soleil*, 8 février 1946, p. 9.
43. *Le Devoir*, 13 février 1946, p. 3.

-
- ⁴⁴, *L'Événement-Journal*, 14 février 1946, p. 3.
⁴⁵, Québec, prov. , *Comptes publics, 1945-1946*, [Québec, 1946], p. C-9, 7; C-15, 8.
⁴⁶, « La plus courte session », *L'Événement-Journal*, 19 avril 1946, p. 3.
⁴⁷, *La Presse*, 18 avril 1946, p. 6.
⁴⁸, *The Quebec Chronicle Telegraph*, 13 février 1946, p. 4.
⁴⁹, *Ibid.*, 18 avril 1946, p. 4.
⁵⁰, « Élections chez les courriéristes parlementaires », *L'Action catholique*, 14 février 1946, p. 3.
⁵¹, « M. F.[Fulgence] Charpentier fait l'éloge des membres de la Galerie de la presse », *Le Droit*, 21 février 1946, p. 5.
⁵², J.-G. Genest, *Godbout*, Sillery, Éditions du Septentrion, 1996, p. 302.

BIBLIOGRAPHIE

Journaux de base

Action catholique, L'
Canada, Le
Devoir, Le
Événement-Journal, L'
Gazette, The
Herald, The
Montreal Daily Star, The
Patrie, La
Presse, La
Quebec Chronicle-Telegraph, The
Soleil, Le

Journaux complémentaires

Action, L'
Autorité nouvelle
Avant-poste gaspésien, L'
Avenir du Nord, L'
Berthelais, Le
Bien Public, Le
Bonne parole, La
Boussole, La
Bulletin des agriculteurs, Le
Canada français, Le
Canadian Labour Press, The
Canadien/Le Canadien liberal, Le
Canadien de Thetford, Le
Chronique de Magog, La
Clairon de Saint-Hyacinthe, Le
Clarté, La
Colon, Le
Courrier de Bellechasse, Le
Courrier de Berthierville, Le
Courrier de Laviolette, Le
Courrier de Montmagny, Le
Courrier de Saint-Hyacinthe, Le
Courrier de Sorel, Le
Dolbeau Journal, Le
Dorchester, Le
Droit, Le
Drummondville Spokesman, The
Écho de Frontenac, L'
Écho de Lotbinière, L'
Écho de Portneuf-Presse, L'
Écho de Saint-Justin, L'
Écho des Laurentides, L'
Écho du Bas-Saint-Laurent, L'
Écho du Nord, L'
Éclaireur, L'
Étoile de l'Est, L'
Étoile du Nord, L'

Feuille d'érable, La
Front, ouvrier, Le
Frontière, La
Gazette de Valleyfield, La
Gazette des campagnes, La
Gazette du Nord, La
Guide, Le
Homme libre, L'
Jour, Le
Journal de Waterloo, Le
Lakeshore News, The
Mégantic, Le
Messenger de Verdun, Le
Monde ouvrier, Le
Montréal-Matin, Le
Nicolétain, Le
Nouvelliste, Le
Ordre, L'
Opinion de Hull, L'
Parole, La
Petit Journal, Le
Peuple, Le
Progrès de L'Islet, Le
Progrès de Valleyfield, Le
Progrès du Golfe, Le
Progrès du Richelieu
Progrès du Saguenay, Le
Régional, Le
Revue de Granby, La
Rouyn-Noranda Press, The
Saint-Laurent, Le
Salaberry, Le
Sherbrooke Daily Record, The
Sherbrooke Telegram
St. Maurice Valley Chronicle, The
Standard, The
Stanstead Journal, The
Temps, Le
Terre de Chez Nous, La
Tribune, La (Saint-Hyacinthe)
Tribune de Sherbrooke, La
Union des Cantons de l'Est, L'
Unité, L'
Voix de l'Est, La
Voix des Bois-Francs, La
Voix des Mille-Isles, La
Voix du peuple, La

Autres sources

Gagnon, Onésime. *Discours sur le budget prononcé par l'honorable O. Gagnon, Trésorier de la province à l'Assemblée législative de Québec, 28 mai 1946.* [s.l.]: 1946. 35 p. Publié également en anglais.

Ordres du jour de l'Assemblée législative de la province de Québec, 1946, Québec 1946.

Procès-verbaux de l'Assemblée législative de la province de Québec, 1946, Québec 1946.

Québec, Prov. *Bills*, 3^e session, 14^e Parlement, 1946.

Québec, Prov. *Journaux de l'Assemblée législative de la province de Québec- Journals of the Legislative Assembly of the Province of Quebec, Session de 1946, Vol. LXXXI*, Québec, 1946, viii, 447, xlv, xli p.

Québec, Prov. *Statuts de la province de Québec - Statutes of the Province of Quebec*, 10 George VI, Québec, Imprimeur du roi, Québec, 1946, xlviii, 549 p.

Rapports des comités généraux, 2^e session, 1946.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction historique.....	vii
Critique des sources	xviii
Bibliographie.....	xxiii
Table des matières.....	xxvii
L'Exécutif en 1946	xxix
Membres de l'Assemblée législative	
Par ordre alphabétique	xxxi
Par ordre de circonscription	xxxiii
Débats	
1 Séance du mercredi 13 février 1946.....	1
2 Séance du jeudi 14 février 1946.....	9
3 Séance du mardi 19 février 1946.....	19
4 Séance du mercredi 20 février 1946.....	43
5 Séance du jeudi 21 février 1946.....	63
6 Séance du mardi 26 février 1946.....	73
7 Séance du mercredi 27 février 1946.....	93
8 Séance du jeudi 28 février 1946.....	113
9 Séance du mardi 5 mars 1946	125
10 Séance du mercredi 6 mars 1946.....	151
11 Séance du jeudi 7 mars 1946.....	173
12 Séance du mardi 12 mars 1946	181
13 Séance du mercredi 13 mars 1946.....	203
14 Séance du jeudi 14 mars 1946.....	225
15 Séance du vendredi 15 mars 1946.....	239
16 Séance du mardi 19 mars 1946	249
17 Séance du mercredi 20 mars 1946.....	269

18 Séance du jeudi 21 mars 1946.....	277
19 Séance du vendredi 22 mars 1946.....	301
20 Séance du mardi 26 mars 1946	319
21 Séance du mercredi 27 mars 1946.....	339
22 Séance du jeudi 28 mars 1946.....	347
23 Séance du vendredi 29 mars 1946.....	389
24 Séance du lundi 1 ^{er} avril 1946.....	407
25 Séance du mardi 2 avril 1946.....	427
26 Séance du mercredi 3 avril 1946.....	445
27 Séance du jeudi 4 avril 1946	457
28 Séance du vendredi 5 avril 1946	475
29 Séance du mardi 9 avril 1946.....	489
30 Séance du mercredi 10 avril 1946.....	513
31 Séance du jeudi 11 avril 1946	533
32 Séance du vendredi 12 avril 1946	549
33 Séance du samedi 13 avril 1946.....	575
34 Séance du lundi 15 avril 1946.....	597
35 Séance du mardi 16 avril 1946.....	617
36 Séance du mercredi 17 avril 1946.....	641
 Index des participants	 651
Index des sujets	685
Index des bills publics et privés	713

L'HONORABLE EUGÈNE FISET

Lieutenant-gouverneur de la province de Québec

Membres du Conseil exécutif 1946

L'honorable Maurice Le Noblet Duplessis, premier ministre et procureur général

L'honorable Bona Dussault, ministre des Affaires municipales

L'honorable Laurent Barré, ministre de l'Agriculture

L'honorable Camille-Eugène Pouliot, ministre de la Chasse et ministre des Pêcheries

L'honorable Joseph-Damase Bégin, ministre de la Colonisation

L'honorable Jean-Paul Beaulieu, ministre de l'Industrie et du Commerce

L'honorable Jonathan Robinson, ministre des Mines

L'honorable Joseph-Henri-Albiny Paquette, ministre de la Santé et du Bien-être social

L'honorable Omer Côté, secrétaire et registraire de la province

L'honorable John Samuel Bourque, ministre des Ressources Hydrauliques et ministre des Terres et Forêts

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail

L'honorable Roméo Lorrain, ministre des Travaux publics

L'honorable Onésime Gagnon, trésorier de la province

L'honorable Antonio Talbot, ministre de la Voirie

L'honorable Thomas Chapais, ministre sans portefeuille

L'honorable Joseph-Hormidas Delisle, ministre sans portefeuille

L'honorable Antonio Élie, ministre sans portefeuille

L'honorable Tancrede Labbé, ministre sans portefeuille

L'honorable Joseph-Théophile Larochelle, ministre sans portefeuille

L'honorable Patrice Tardif, ministre sans portefeuille

L'honorable Marc Trudel, ministre sans portefeuille

Orateur

L'honorable Alexandre Taché

LES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
par ordre alphabétique

Député	Allégeance politique	Circonscription
BARRÉ, Laurent	UN	Rouville
BARRETTE, Antonio	UN	Joliette
BEAULIEU, Jean-Paul	UN	Saint-Jean
BÉGIN, Joseph-Damase	UN	Dorchester
BELLEMARE, Maurice	UN	Champlain
BERGERON, Ovilá	BP	Stanstead
BERNARD, Robert	UN	Drummond
BIENVENUE, Valmore	L	Bellechasse
BLANCHARD, Joseph-Léonard	UN	Terrebonne
BOURQUE, John Samuel	UN	Sherbrooke
CARON, Germain	UN	Maskinongé
CASGRAIN, Léon	L	Rivière-du-Loup
CHALOULT, René	I	Québec
CHARTIER, Ernest-Joseph	UN	Saint-Hyacinthe
CHARTRAND, Victor-Stanislas	UN	L'Assomption
CHOQUETTE, Fernand	L	Montmagny
CHOQUETTE, Hector	UN	Shefford
COSSETTE, Philippe	UN	Matapédia
CÔTÉ, Camille	UN	Montréal-Sainte-Marie
CÔTÉ, David	CCF	Rouyn-Noranda
CÔTÉ Omer	UN	Montréal-Saint-Jacques
DANSEREAU, Georges-Étienne	L	Argenteuil
DELISLE, Joseph-Hormisdas	UN	Montréal-Saint-Henri
DROUIN, Henri	L	Abitibi-Est
DROUIN, Henri-Paul	L	Québec-Est
DUBÉ, Alfred	UN	Rimouski
DUBREUIL, Joseph-Émile	L	Montréal-Jeanne-Mance
DUCHARME, Charles Romulus	UN	Laviolette
DUMAINE, Cyrille	L	Bagot
DUMOULIN, Jacques	L	Montmorency
DUPLESSIS, Maurice Le Noblet	UN	Trois-Rivières
DUPRÉ, Arthur	L	Verchères
DUSSAULT, Bona	UN	Portneuf
ÉLIE, Antonio	UN	Yamaska
FILLION, Joseph-Ludger	L	Lac-Saint-Jean
FLEURY, Émery	UN	Nicolet
FRANCOEUR, Joseph-Achille	L	Montréal-Mercier
GAGNON, Onésime	UN	Matane
GATIEN, Joseph-François-Albert	UN	Maisonneuve
GODBOUT, Joseph-Adélaré	L	L'Islet
GOSSELIN, Henri-A.	L	Missisquoi
GOUDREAU, Albert	UN	Richmond
GROULX, Henri	L	Montréal-Outremont
GUERIN, Thomas	L	Montréal-Sainte-Anne
HAMEL, Wilfrid	L	Saint-Sauveur
HARTT, Maurice	L	Montréal-Saint-Louis
JOLICOEUR, Henri	UN	Bonaventure
JOYAL, Dorvina-Évariste	L	Chambly
KIRKLAND, Charles-Aimé	L	Jacques-Cartier
LABBÉ, Tancrede	UN	Mégantic

LES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
par ordre alphabétique

Député	Allégeance politique	Circonscription
LANGLAIS, Hormisdas	UN	Îles-de-la-Madeleine
LARIVIÈRE, Nil-Élie	UN	Témiscamingue
LAROCHELLE, Joseph-Théophile	UN	Lévis
LAURENDEAU, André	BP	Montréal-Laurier
LAWN, Edward Charles	L	Pontiac
LECLERC, Arthur	UN	Charlevoix-Saguenay
LEDUC, François-Joseph	L	Laval
LEMIEUX, Albert	BP	Beauharnois
LESAGE, Émile	UN	Abitibi-Ouest
LIZOTTE, Louis-Philippe	L	Kamouraska
LORRAIN, Roméo	UN	Papineau
MARCOTTE, Antoine	UN	Roberval
MARLER, George Carlyle	L	Westmount-Saint-Georges
MATHEWSON, James Arthur	L	Montréal-Notre-Dame-de-Grâce
MERCIER (petit-fils), Honoré	L	Châteauguay
MORIN, Joseph-William	L	Québec-Centre
NADON, Joseph-Célestin	L	Gatineau
O'CONNOR, Dennis James	L	Huntingdon
PAQUETTE, Joseph-Henri-Albiny	UN	Labelle
PELLETIER, André	UN	Témiscouata
PELLETIER, Joseph-Alphonse	UN	Gaspé-Nord
PLOURDE, Pierre-Horace	L	Arthabaska
POULIN, Georges-Octave	UN	Beauce
POULIOT, Camille-Eugène	UN	Gaspé-Sud
RIENDEAU, Hercule	UN	Napierville-Laprairie
ROBERGE, Guy	L	Lotbinière
ROBIDOUX, Joseph-Willie	L	Richelieu
ROBINSON, Jonathan	UN	Brome
ROSS, Lionel-Alfred	L	Montréal-Verdun
SABOURIN, Alphide	L	Vaudreuil-Soulanges
SAMSON, Wilfrid	L	Québec-Ouest
SAUVÉ, Joseph-Mignault-Paul	UN	Deux-Montagnes
SYLVESTRE, Armand	L	Berthier
TACHÉ, Alexandre	UN	Hull
TALBOT, Antonio	UN	Chicoutimi
TARDIF, Patrice	UN	Frontenac
TELLIER, Maurice	UN	Montcalm
THUOT, Yvon	UN	Iberville
TRUDEL, Marc	UN	Saint-Maurice
VACHON, Henri	UN	Wolfe

Allégeance politique :

- BP - Bloc populaire
- CCF - Co-operative Commonwealth Federation
- I - Indépendant
- L - Libéral
- UN - Union nationale

LES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
par circonscription

Circonscription	Allégeance politique	Député
ABITIBI-EST	L	Drouin, Henri
ABITIBI-OUEST	UN	Lesage, Émile
ARGENTEUIL	L	Dansereau, Georges-Étienne
ARTHABASKA	L	Plourde, Pierre-Horace
BAGOT	L	Dumaine, Cyrille
BEAUCE	UN	Poulin, Georges-Octave
BEAUHARNOIS	BP	Lemieux, Albert
BELLECHASSE	L	Bienvenue, Valmore
BERTHIER	L	Sylvestre, Armand
BONAVENTURE	UN	Jolicoeur, Henri
BROME	UN	Robinson, Jonathan
CHAMBLY	L	Joyal, Dorvina-Évariste
CHAMPLAIN	UN	Bellemare, Maurice
CHARLEVOIX-SAGUENAY	UN	Leclerc, Arthur
CHÂTEAUGUAY	L	Mercier, (petit-fils) Honoré
CHICOUTIMI	UN	Talbot, Antonio
DEUX-MONTAGNES	UN	Sauvé, Joseph-Mignault-Paul
DORCHESTER	UN	Bégin, Joseph-Damase
DRUMMOND	UN	Bernard, Robert
FRONTENAC	UN	Tardif, Patrice
GASPÉ-NORD	UN	Pelletier, Joseph-Alphonse
GASPÉ-SUD	UN	Pouliot, Camille-Eugène
GATINEAU	L	Nadon, Joseph-Célestin
HULL	UN	Taché, Alexandre
HUNTINGDON	L	O'Connor, Dennis James
IBERVILLE	UN	Thuot, Yvon
ÎLES-DE-LA-MADELEINE	UN	Langlais, Hormisdas
JACQUES-CARTIER	L	Kirkland, Charles-Aimé
JOLIETTE	UN	Barrette, Antonio
KAMOURASKA	L	Lizotte, Louis-Philippe
L'ASSOMPTION	UN	Chartrand, Victor-Stanislas
LABELLE	UN	Paquette, Joseph-Henri-Albiny
LAC-SAINT-JEAN	L	Fillion, Joseph-Ludger
LAVAL	L	Leduc, François-Joseph
LAVIOLETTE	UN	Ducharme, Charles Romulus
LÉVIS	UN	Larochelle, Joseph-Théophile
L'ISLET	L	Godbout, Joseph-Adélard
LOTBINIÈRE	L	Roberge, Guy
MAISONNEUVE	UN	Gatien, Joseph-François-Albert
MASKINONGÉ	UN	Caron, Germain
MATANE	UN	Gagnon, Onésime
MATAPÉDIA	UN	Cossette, Philippe
MÉGANTIC	UN	Labbé, Tancrède
MISSISQUOI	L	Gosselin, Henri-A.
MONTCALM	UN	Tellier, Maurice
MONTMAGNY	L	Choquette, Fernand
MONTMORENCY	L	Dumoulin, Jacques
MONTRÉAL-JEANNE-MANCE	L	Dubreuil, Joseph-Émile
MONTRÉAL-LAURIER	BP	Laurendeau, André
MONTRÉAL-MERCIER	L	Francoeur, Joseph-Achille

LES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
par circonscription

Circonscription	Allégeance politique	Député
MONTREAL-NOTRE-DAME-DE-GRACE	L	Mathewson, James Arthur
MONTREAL-OUTREMONT	L	Groulx, Henri
MONTREAL-SAINTE-ANNE	L	Guerin, Thomas
MONTREAL-SAINTE-MARIE	UN	Côté, Camille
MONTREAL-SAINT-HENRI	UN	Delisle, Joseph-Hormisdas
MONTREAL-SAINT-JACQUES	UN	Côté, Omer
MONTREAL-SAINT-LOUIS	L	Hartt, Maurice
MONTREAL-VERDUN	L	Ross, Lionel-Alfred
NAPIERVILLE-LAPRAIRIE	UN	Riendeau, Hercule
NICOLET	UN	Fleury, Émery
PAPINEAU	UN	Lorrain, Roméo
PONTIAC	L	Lawn, Edward Charles
PORTNEUF	UN	Dussault, Bona
QUEBEC	I	Chaloult, René
QUEBEC-CENTRE	L	Morin, Joseph-William
QUEBEC-EST	L	Drouin, Henri-Paul
QUEBEC-UEST	L	Samson, Wilfrid
RICHELIEU	L	Robidoux, Joseph-Willie
RICHMOND	UN	Goudreau, Albert
RIMOUSKI	UN	Dubé, Alfred
RIVIERE-DU-LOUP	L	Casgrain, Léon
ROBERVAL	UN	Marcotte, Antoine
ROUVILLE	UN	Barré, Laurent
ROUYN-NORANDA	CCF	Côté, David
SAINT-HYACINTHE	UN	Chartier, Ernest-Joseph
SAINT-JEAN	UN	Beaulieu, Jean-Paul
SAINT-MAURICE	UN	Trudel, Marc
SAINT-SAUVEUR	L	Hamel, Wilfrid
SHEFFORD	UN	Choquette, Hector
SHERBROOKE	UN	Bourque, John Samuel
STANSTEAD	BP	Bergeron, Ovila
TÉMISCAMINGUE	UN	Larivière, Nil-Élie
TÉMISCOUATA	UN	Pelletier, André
TERREBONNE	UN	Blanchard, Joseph-Léonard
TROIS-RIVIÈRES	UN	Duplessis, Maurice Le Noblet
VAUDREUIL-SOULANGES	L	Sabourin, Alphide
VERCHÈRES	L	Dupré, Arthur
WESTMOUNT-SAINT-GEORGES	L	Marler, George Carlyle
WOLFE	UN	Vachon, Henri
YAMASKA	UN	Élie, Antonio

Allégeance politique :

- BP - Bloc populaire
- CCF - Co-operative Commonwealth Federation
- I - Indépendant
- L - Libéral
- UN - Union nationale

Séance du mercredi 13 février 1946

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures¹.

La législature ayant été prorogée le 1^{er} juin 1945, les députés se sont réunis aujourd'hui pour l'ouverture de la deuxième session de la vingt-deuxième législature, après convocation par proclamation pour l'expédition des affaires.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes²!

Messages du lieutenant-gouverneur³:

M. Arthur Saint-Jacques, huissier à la verge noire, apporte le message suivant:

M. l'Orateur: Messieurs, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent auprès de l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur dans la salle des séances du Conseil législatif et, après quelque temps, reviennent à la salle de l'Assemblée.

Dépôt de documents:

**Rapport de l'élection générale de 1944
et des élections partielles
de 1939 à 1944**

M. l'Orateur dépose sur le bureau de la Chambre le rapport sur les élections générales de 1944 et sur les élections partielles tenues pendant la vingt et unième législature (1939-1944)⁴. (Document de la session no 3)

Certificats d'élection:

M. l'Orateur: J'ai l'honneur d'informer la Chambre que j'ai reçu du président général des élections le certificat d'élection suivant:

District électoral de Beauce

PRÉSIDENT GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

Québec, le 21 janvier 1946

À Monsieur l'Orateur
Assemblée législative
Hôtel du Gouvernement
Québec

Monsieur,

Je certifie que, conformément à un bref d'élection émis le trois octobre mil neuf cent quarante-cinq et adressé à monsieur Louis-Philippe Gagnon dentiste, domicilié à Saint-Georges-de-Beauce, monsieur Georges-Octave Poulin, courtier en assurance, a été ainsi qu'il appert du rapport qui se trouve dans les archives de mon bureau, élu député du collège électoral de Beauce à l'Assemblée législative de Québec, en remplacement de monsieur Édouard Lacroix, démissionnaire.

François Drouin,
Président général des élections
(Applaudissements prolongés à droite)

Présentation de nouveaux députés:

Député de Beauce

Le nouveau député de Beauce, accompagné du représentant de Trois-Rivières (l'honorable M. Duplessis) et du représentant de Dorchester (l'honorable M. Bégin), se rend au bureau de la Chambre⁵.
(Applaudissements à droite)⁶

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)⁷:

M. l'Orateur, j'ai l'honneur de vous présenter M. Georges-Octave Poulin, député du collège électoral de Beauce. L'honorable député a prêté, puis souscrit sur le rôle, le serment prescrit par la loi, et il réclame maintenant le droit de siéger.

M. l'Orateur: Que l'honorable député prenne son siège.

M. Poulin (Beauce) s'avance et présente ses respects à l'Orateur par une profonde révérence.

Puis, le député de Beauce va serrer la main du président et des ministres et se rend à son siège.

(Applaudissements à droite)

Projets de loi:

Prestation des serments d'office

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 1 relatif à la prestation des serments d'office.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Discours du trône

M. l'Orateur: J'ai l'honneur de faire rapport que, lorsque cette Chambre s'est rendue, aujourd'hui, auprès de l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur, dans la salle des séances du Conseil législatif, il a plu à l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de lire un discours à l'adresse des deux Chambres de la Législature de cette province, et que, pour prévenir toute erreur, j'en ai obtenu une copie dont je vais donner lecture à la Chambre.

Honorables Messieurs du Conseil législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative,

À l'aube de la seconde session de la vingt-deuxième législature, le gouvernement désire remercier encore une fois la divine Providence d'avoir daigné permettre la fin du conflit terrible qui a décimé l'humanité et causé des perturbations économiques dont l'univers subit encore les violents contrecoups. Puisse Dieu apporter au monde une paix durable et juste, fondée sur les enseignements du Christ.

Mon gouvernement désire souligner d'une façon toute particulière un fait unique dans l'histoire de la province, voire même dans l'histoire du Canada. À trois reprises seulement, un Canadien fut désigné par le Saint Siège comme légat *a latere*, et chaque fois, le choix éclairé de Sa Sainteté le Pape s'est porté sur notre éminent et vénéré concitoyen, Son Éminence le cardinal J.-M.-Rodrigue Villeneuve, archevêque de Québec et Primat de l'Église canadienne. Nous prions Son Éminence d'accepter nos respectueuses félicitations.

Nous aurons prochainement un nouveau gouverneur général. Nous lui souhaitons la plus

cordiale bienvenue et le meilleur succès. À la veille de leur départ, nous tenons à saluer Son Excellence le comte d'Athlone et Son Altesse Royale la princesse Alice, en les priant d'offrir à leur neveu, Sa Majesté Notre Gracieux Souverain, l'assurance renouvelée de la loyauté traditionnelle de la province de Québec.

Depuis la dernière session, une très importante conférence intergouvernementale canadienne a siégé à Ottawa et continue ses travaux. Conformément au principe même de la Confédération, principe fondé sur la saine coopération, le gouvernement de la province de Québec collabore avec le gouvernement central et les gouvernements des autres provinces, dans le but de rechercher et d'appliquer les meilleurs moyens propres à atteindre les fins de la Confédération et de trouver les meilleures formules d'entente mutuelle adaptables à notre époque.

Pour donner à l'administration et à la législation de notre province l'orientation familiale, sociale et nationale que le gouvernement a commencé à appliquer et qu'il entend continuer et perfectionner, il est nécessaire que nous puissions exercer, dans leur plénitude, les droits, prérogatives et libertés qui nous appartiennent et qui nous sont reconnus par l'Acte de l'Amérique britannique du Nord.

C'est l'opinion raisonnée et définitive de mon gouvernement que l'Acte de l'Amérique du Nord britannique constitue un pacte d'honneur entre les deux grandes races canadiennes et qu'il ne peut être modifié sans le consentement unanime des parties contractantes. Ce pacte, la province de Québec entend le respecter, comme elle entend en exiger le respect.

Le gouvernement estime que la décentralisation administrative et législative est de l'essence même du pacte fédératif, de l'essence même de la démocratie, tandis que la centralisation s'apparente au totalitarisme qui répugne profondément à la province de Québec.

Mon gouvernement entend coopérer à la grandeur et à la prospérité de la Confédération canadienne, fondées sur le respect de la Constitution, sans lequel il ne saurait y avoir de véritable unité nationale.

Le gouvernement s'emploiera à procurer à notre jeunesse la place qui lui revient de droit dans l'œuvre de développement de notre province. Un projet de loi vous sera soumis en vue de l'organisation d'un service administratif spécialement chargé du bien-être et de l'avenir de la jeunesse⁸.

Mon gouvernement croit fermement que l'éducation est une des principales richesses d'un peuple, qu'elle constitue un capital d'une valeur incomparable, indépendant des fluctuations économiques et pouvant s'accroître au gré de la volonté de celui qui le possède. Nous voulons faire profiter de cette richesse inestimable toute la population de la province, et particulièrement les fils de nos cultivateurs et de nos ouvriers. Nous voulons apporter notre meilleure attention aux nombreux problèmes éducationnels accumulés depuis bien des années.

Dans ce but, le gouvernement a nommé un comité d'étude dont vous serez appelés à analyser le rapport et les recommandations.

Le gouvernement compte sur la collaboration de tous les esprits bien pensants pour résoudre ce problème vital qui dépasse en ampleur et en gravité toutes les considérations partisans. Évidemment, le problème de l'éducation ne peut se régler du jour au lendemain, mais au cours de la session actuelle le gouvernement proposera une législation qui posera au moins une partie des fondements d'un plan général bien mûri, juste, et approprié aux besoins et aux droits de tous les intéressés.

Dans ce domaine de l'éducation, le gouvernement affirme catégoriquement que les droits des parents et ceux du Conseil de l'instruction publique doivent être intégralement sauvegardés.

Le gouvernement est d'opinion que le système actuel de taxation pour fins scolaires est injuste envers la petite propriété, facteur de bien-être, de progrès et de paix sociale; il continuera à s'intéresser aux petits propriétaires, à leur rendre justice et à améliorer leur sort.

Profondément soucieux d'assurer à notre peuple les bénéfices incomparables d'une excellente santé, le plus précieux de tous nos biens terrestres, le gouvernement poursuivra la lutte contre la tuberculose et les autres maladies infectieuses, verra à améliorer notre système d'hospitalisation, favorisera l'établissement des maisons de convalescence, et recherchera la collaboration et les conseils éclairés des sommités médicales.

L'agriculture est la pierre angulaire de notre stabilité économique et nationale; le gouvernement va soumettre des projets de loi pour mettre à la disposition des cultivateurs des crédits substantiels.

La loi établissant le crédit agricole provincial, sanctionnée le 12 novembre 1936, s'est avérée économiquement saine et salvatrice, et le gouvernement vous proposera une législation pour faire bénéficier les cultivateurs de prêts additionnels et importants.

Le gouvernement continuera d'accorder une attention toute spéciale à la colonisation. La récupération, par le drainage, des terres marécageuses constitue un excellent système de colonisation car il prolonge, en les consolidant, les paroisses existantes, et donne aux bénéficiaires les avantages de l'organisation religieuse et scolaire, et des services sociaux existants.

Une législation pour activer le drainage des terres, en collaboration avec le gouvernement fédéral, vous sera soumise.

Nos forêts comptent parmi nos ressources naturelles les plus riches parce que de leur existence, de leur croissance, de leur exploitation raisonnée et raisonnable dépendent la fertilité de nos sols, la régularité du débit de nos cours d'eau, de nos sources d'énergie hydraulique, la préservation et l'augmentation de nos ressources giboyeuses et poissonneuses.

Nous désirons adopter les meilleurs moyens pour assurer la protection de nos forêts et garantir leur permanence.

Vous serez appelés à autoriser la construction et l'organisation, à Québec, d'une École forestière moderne et progressive, répondant à nos besoins actuels et futurs.

Malgré les perturbations qui se produisent ailleurs, notre classe ouvrière, comme toujours, se montre soucieuse du respect de l'ordre et de l'autorité constituée.

Elle fait preuve d'exceptionnelles qualités qui contribuent grandement à la stabilité et au progrès de notre province et au bon renom de notre population. C'est là un actif très précieux et le gouvernement est heureux d'en remercier et d'en féliciter notre classe ouvrière.

Le gouvernement apprécie les services signalés rendus à notre peuple par les différentes professions, et toutes seront traitées avec justice, mais la classe ouvrière, en particulier, sera l'objet d'une grande sollicitude. Le gouvernement aidera toujours avec plaisir l'employeur et l'employé, tous deux indispensables à notre vie économique, à collaborer sincèrement, sous le signe de la justice et de la charité.

Nous nous occuperons d'accélérer le développement et la prospérité de nos pêcheries et de nos grandes ressources minières.

L'amélioration de notre réseau routier sera continuée et le gouvernement accordera une attention spéciale aux moyens de communication et de distribution rurales. Il faut que nos villages, nos paroisses et nos campagnes puissent largement bénéficier d'un bon système de voirie.

Le gouvernement continuera à s'occuper de l'ouverture et du développement de nos marchés, de l'établissement de nouvelles et importantes industries dans la province. Il favorisera la petite industrie surtout celle qui s'apparente à l'agriculture et à la colonisation.

Le gouvernement s'intéresse beaucoup au sort des membres du service civil, collaborateurs de l'administration de la province, et il tient à assurer leur bien-être.

Plusieurs projets susceptibles de contribuer au règlement des problèmes d'après-guerre et plusieurs législations d'intérêt public et privé seront soumis à votre meilleure attention.

Messieurs de l'Assemblée législative,

Les *Comptes publics* de la dernière année fiscale vous seront distribués et je vous prie de voter le budget des dépenses pour le prochain exercice.

Honorables Messieurs du Conseil législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative,

Vos délibérations s'inspireront, je n'en doute pas, du désir de réaliser le bien commun et de collaborer à la prospérité de la province en cette heure particulièrement grave de la vie des peuples.

Je demande à Dieu de bénir vos travaux pour qu'ils contribuent au bonheur et à la prospérité durables de notre province et de sa population.

Prise en considération du discours du trône

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le discours du trône soit pris en considération à la prochaine séance⁹.

Adopté.

Institution des comités permanents

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que les comités permanents suivants soient institués:

1. un comité des privilèges et des élections;
2. un comité des règlements;
3. un comité des comptes publics;
4. un comité des chemins de fer et autres moyens de communication;
5. un comité de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation;
6. un comité des industries et du commerce;

7. un comité du Code municipal;
8. un comité des bills privés en général;
9. un comité des bills publics en général;
10. un comité de la Bibliothèque de la Législature;

11. un comité des impressions législatives.

Et que chacun de ces comités soit autorisé à délibérer et à s'enquérir de toutes les affaires et de toutes les matières que la Chambre lui aura renvoyées ou qui sont de sa compétence, à faire de temps à autre des rapports exprimant ses observations et ses vues sur ces affaires et ces matières, et à envoyer chercher les personnes, les pièces et les dossiers dont il aura besoin.

Adopté.

Comité spécial

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'un comité spécial de onze membres soit institué pour choisir les membres ainsi que le président de chaque comité permanent dont la Chambre vient de décider la formation et pour fixer le nombre des membres ainsi que le quorum de chacun de ces comités, et que les honorables MM. Duplessis, Bourque, Élie, Robinson, Delisle, Godbout, Mathewson, Casgrain et MM. Langlais, Vachon et Laurendeau forment ledit comité spécial.

Adopté.

Messages du lieutenant-gouverneur:

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques) transmet à M. l'Orateur les messages suivants de l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur.

Nominations et promotions dans le service civil

M. l'Orateur lit comme suit le premier message:

Eugène Fiset, le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, transmet à l'Assemblée législative une copie des arrêtés en conseil concernant les nominations et promotions faites dans le service civil, depuis la dernière session.

Hôtel du Gouvernement
Québec, 13 février 1946
(Document de la session no 4)

Imprimeur du Roi

M. l'Orateur lit comme suit le second message:

Eugène Fiset, le lieutenant-gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative de cette province le rapport de l'Imprimeur du Roi, indiquant le nombre d'exemplaires des actes de la dernière session qu'il a imprimés et distribués, les départements, corps administratifs, officiers et autres personnes auxquels ils ont été distribués, le nombre d'exemplaires livrés à chacun d'eux, et en vertu de quelle autorisation, puis le nombre d'exemplaires des actes de chaque session qui lui restent en main, avec un compte détaillé des frais par lui réellement encourus pour l'impression et la distribution desdits statuts.

Hôtel du Gouvernement
Québec, 13 février 1946
(Document de la session no 5)

Dépôt de documents:**Archiviste,
rapport 1943-1944**

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques) dépose sur le bureau de la Chambre le vingt-quatrième rapport de l'archiviste de la province de Québec pour 1943-1944¹⁰. (Document de la session no 6)

Motions de condoléances:**Ajournement en signe de deuil,
décès de William James Duffy,
Louis-Arthur Giroux et
Mme Arthur Sauvé**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, appuyé par le représentant de L'Islet (M. Godbout), que cette Chambre s'ajourne maintenant en signe de deuil et par respect pour la mémoire de M. William James Duffy, député de Compton¹¹; de l'honorable M. Louis-Arthur Giroux, conseiller législatif; de Mme Arthur Sauvé, épouse du regretté l'honorable M. Arthur Sauvé, qui fut un membre distingué de l'Assemblée législative pendant de nombreuses années, et mère de l'honorable

M. Paul Sauvé, député des Deux-Montagnes; de M. Joseph Samson ancien député de cette Chambre et père de M. Wilfrid Samson, député de Québec-Ouest; de M. René-Henri Larivière, frère de M. Nil Larivière, député de Témiscamingue; et de M. Georges Potvin, ancien député de Roberval à l'Assemblée législative, et qui tous sont morts depuis la clôture de la dernière session.

Ces événements douloureux ont frappé les membres de cette Chambre et affligé des familles distinguées. Nous avons d'abord à déplorer la mort de l'ancien député de Compton. J'ai eu l'occasion de connaître M. William Duffy avec lequel j'ai siégé ici pendant plusieurs années. Jamais nos divergences d'opinion n'ont altéré l'amitié que nous avions l'un pour l'autre.

C'est avec regret que nous avons appris son départ prématuré. Il est décédé dans la force de l'âge, après avoir rempli une carrière fructueuse, conformément aux principes dans lesquels il croyait et après avoir donné à son comté la collaboration que celui-ci attendait de lui. J'accomplis mon devoir en offrant à sa famille nos très sincères condoléances.

Pendant cette même période, un deuil a aussi affligé la Chambre haute par la mort de l'honorable Louis-Arthur Giroux, conseiller législatif de Wellington, dont les qualités de cœur et d'esprit étaient reconnues et admirées de tous et dont la disparition prématurée a causé un vide difficile à combler. Homme sincère, d'une activité inlassable et d'une conscience telle dans l'accomplissement de son devoir, qu'à ma connaissance personnelle, il est venu prendre part à la dernière session contre l'avis de ses médecins et en dépit des douleurs qu'il ressentait. Tout cela, à cause de son attachement au devoir. M. Giroux s'est imposé longtemps de grands sacrifices pour remplir les tâches qui lui avaient été confiées. C'était un ami personnel pour moi et, pour cela, j'ai vivement ressenti sa mort et je réitère à sa famille l'expression de ma sympathie.

Nous avons également à déplorer la mort de Mme Arthur Sauvé, la mère de l'honorable député de Deux-Montagnes (le lieutenant-colonel Paul Sauvé) et ancien Orateur de la Chambre basse, et l'épouse de l'honorable sénateur et ancien député qui a siégé durant près de 25 ans en cette Chambre et occupé les fonctions de chef de l'opposition.

C'était une femme modèle, qui sera profondément regrettée. Cette mort me cause une émotion profonde. Lorsque M. Paul Sauvé a été élu pour la première fois député de Deux-Montagnes, en 1930, son regretté père, qui quittait alors l'arène provinciale, me l'a confié en me demandant de le

considérer comme mon fils politique¹². Ce que j'ai toujours fait. L'amitié qui unissait le père de notre collègue au mien me fait ressentir davantage la douleur que nous cause la mort de Mme Sauvé.

Il faut avoir passé par cette épreuve pour savoir ce que c'est que de perdre son père et sa mère. Le chef de l'opposition en sait quelque chose. Nous le comprenons bien, nous qui, dans la province de Québec, avons des mères de famille dont le dévouement et le zèle de tous les instants sont si héroïques et si pleins d'enseignements. J'offre à notre collègue les condoléances de la Chambre et ma sympathie personnelle, presque paternelle, d'autant plus ressentie que nos pères et nos mères nous ont légué des traditions de foi qui sont notre plus bel héritage. Au-delà de cette terre, il y a une Patrie où on se retrouvera tous.

Je pense que l'honorable chef de l'opposition n'aura pas d'objection à seconder une motion d'ajournement de cette Chambre. Par respect pour la mémoire de l'honorable député de Compton (M. W. J. Duffy) et en signe de deuil, je propose que la Chambre s'ajourne maintenant.

M. Godbout (L'Islet): (Applaudissements à gauche) C'est avec la plus vive émotion que je seconde la proposition de l'honorable premier ministre. L'un de nos collègues, M. William James Duffy, est disparu. Il avait l'estime de tous les côtés de la Chambre. Père de famille accompli, il a été pour son comté un représentant modèle et, par-dessus tout, un ami idéal pour nous tous. Je m'incline avec respect sur sa tombe et je prie sa famille d'agréer le témoignage de nos condoléances sincères.

Je n'ai pas connu aussi intimement que le premier ministre l'honorable M. Giroux, conseiller législatif décédé l'automne dernier, mais je sais qu'il était un travailleur infatigable, un représentant conscient de ses devoirs et un homme politique que l'on pouvait citer en exemple. Ardent défenseur de ses idées, il méritait le respect de tous ceux qui l'approchaient. Je m'unis au premier ministre pour offrir à sa famille l'expression de notre vive sympathie.

Mme Arthur Sauvé, la mère de notre collègue de Deux-Montagnes, était pour sa part une femme qui possédait la distinction et les mérites que l'on trouve dans la race canadienne-française. Elle était une mère modèle qui a inspiré la carrière de deux membres estimés de cette Chambre, notamment l'honorable sénateur Arthur Sauvé¹³, un patriote dévoué et un homme politique de grand talent avec qui j'ai eu l'honneur de siéger ici, et notre estimé

collègue actuel de Deux-Montagnes, dont je partage le deuil cruel. Il (M. Godbout) présente alors ses condoléances à la famille.

L'honorable député de Québec-Ouest (M. Wilfrid Samson) a eu aussi la douleur de perdre son père, un des citoyens les plus marquants de la ville de Québec, qui est décédé à un âge vénérable. Ancien maire de Québec et ancien député libéral du comté de Québec-Centre, M. Joseph Samson a laissé le souvenir d'un travailleur, d'un homme du peuple dévoué aux intérêts de ses concitoyens, et dont les œuvres considérables perpétueront la mémoire. Le fils continue aujourd'hui les belles traditions de la famille en pratiquant le magnifique exemple de civisme donné par son vénérable père. Je prie l'honorable député de Québec-Ouest d'agréer nos sincères condoléances, et je suis certain que l'honorable premier ministre s'unira à moi dans cette expression de sentiments. J'offre mes sympathies aux familles éprouvées.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le père de l'honorable député de Québec-Ouest était un de mes anciens collègues et je m'unis à l'honorable chef de l'opposition pour lui offrir notre vive sympathie.

La motion est adoptée.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée¹⁴.

NOTES

1. L'heure varie entre 3 heures et 4 heures selon les diverses sources. Quoi qu'il en soit, il neigeait cette journée-là, selon *Le Canada* du 14 février 1946, à la page 1. Il s'agit de la première session depuis la fin de la guerre. Même si la tradition est respectée, il n'en demeure pas moins que la cérémonie d'ouverture revêt un caractère particulier. Ainsi, pour la première fois depuis 1939, les couleurs vives réapparaissent dans les uniformes et dans les

vêtements des invités. L'austérité imposée par la guerre est encore toutefois quelque peu visible. Il n'y a pas de salve d'artillerie du haut de la Citadelle et les officiers portent une tenue de campagne, selon *L'Événement-Journal* du 14 février 1946, à la page 13, et *La Presse* du même jour, à la page 1.

2. M. Frédéric Dorion, député fédéral de Charlevoix-Saguenay, occupe un siège d'honneur à la droite de l'Orateur, selon *Le Devoir* du 14 février 1946, à la page 10. La droite a réservé au premier ministre, au moment de son entrée en Chambre, une longue ovation. M. Duplessis a ensuite salué l'Orateur et le chef de l'opposition, puis a pris possession de son siège, selon *L'Événement-Journal* du 14 février 1946, à la page 1.

3. Sir Eugène Fiset agit en qualité de lieutenant-gouverneur pour la sixième année consécutive. Il a commencé son deuxième mandat à la fin de l'année dernière. Fiset occupe en tout cette charge de 1939 à 1950. Il faut remonter à Sir Louis-Amable Jetté pour retrouver un aussi long mandat. Ce dernier a en effet occupé la fonction de lieutenant-gouverneur de 1898 à 1908, selon *Le Devoir* du 14 février 1946, à la page 3.

4. Les dépenses se sont chiffrées à \$508,141.66. Cela ne comprend que les dépenses officielles. La moyenne a été d'environ \$5,000 par comté, selon *L'Action catholique* du 14 février 1946, à la page 3.

5. Les élections partielles ont eu lieu en novembre dernier.

6. Le *Montreal Daily Star* du 14 février 1946, à la page 5, précise que: "Pendant deux minutes, les députés du gouvernement frappent sur leurs bureaux et tapent des mains."

7. M. Duplessis, accompagné de M. J.-D. Bégin, ministre de la Colonisation et organisateur de l'Union nationale dans la région de Québec, va chercher l'élu qui attendait à l'extérieur, selon *Le Devoir* du 14 février 1946, à la page 10.

8. *Le Canada* note, le 14 février 1946, à la page 1, que la création d'un département de la Jeunesse enlève au Secrétariat une partie de ses pouvoirs. Il semble que lors de la lecture de cette partie du discours, Omer Côté, secrétaire de la province, s'épongeait le front avec son mouchoir. Il faisait très chaud dans la Chambre du Conseil législatif. Mais, il

semble qu'il avait surtout chaud parce qu'"un ministre qui apprend qu'on va le dépouiller et ne peut rien dire...". La rumeur, rapportée par *L'Événement-Journal* du 14 février 1946, à la page 10, veut que Paul Sauvé, député de Deux-Montagnes, soit le premier titulaire de ce futur ministère.

9. M. Duplessis est sans voisin de pupitre à la Chambre. En effet, Onésime Gagnon, trésorier provincial, est en Floride afin de rétablir sa santé, selon *Le Canada* du 14 février 1946, à la page 1.

10. L'archiviste de la province est alors M. Antoine Roy, selon *L'Événement-Journal* du 14 février 1946, à la page 12.

11. Une couronne de fleurs a été déposée sur le bureau du député de Compton, tel que mentionné par *Le Canada* du 14 février 1946, à la page 14. Selon *L'Action catholique* du même jour, à la page 3, il s'agissait de roses.

12. *Le Canada* rapporte, le 14 février 1946, à la page 1, que Duplessis doit à Arthur Sauvé le fait d'avoir été élu chef du Parti conservateur à la convention de Sherbrooke en 1933. Duplessis était à ce moment opposé à Onésime Gagnon, qui était appuyé par Camillien Houde, maire de Montréal et chef démissionnaire de l'opposition. Pour sa part, Paul Sauvé, député de Deux-Montagnes, était absent lors de la présente séance, selon *L'Événement-Journal* du 14 février 1946, à la page 10.

13. M. Arthur Sauvé fut aussi ministre des Postes dans le cabinet Bennett, du 7 août 1930 au 14 août 1935.

14. La séance a duré une vingtaine de minutes, selon *L'Événement-Journal* du 14 février 1946, à la page 1, et une demi-heure, selon *L'Action catholique* du 14 février 1946, à la page 3.

Séance du jeudi 14 février 1946

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Présentation de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre:

- de la ville de La Tuque, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Ducharme);
- de la cité de Sherbrooke, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Goudreau);
- de la municipalité du village de Gatineau, dans le comté de Hull, et de la Commission scolaire de la municipalité scolaire de Saint-Jean-Vianney, dans le comté de Gatineau, demandant l'adoption d'une loi ratifiant un certain contrat passé entre ladite municipalité et International Plywoods, Limited (M. Sauvé);
- de la ville de Lauzon, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Jolicoeur);
- de la ville de Montmagny, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Jolicoeur);
- de la cité des Trois-Rivières, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Bellemare);
- de la corporation de la cité du Cap-de-la-Madeleine et des commissaires d'école de la municipalité du Cap-de-la-Madeleine, demandant l'adoption d'une loi relativement aux taxes payables par Dominion Foils (Canada), Limited (M. Bellemare);
- de la cité de Lachine, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Gatien);
- de M. H. Gauthier et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation, sous le nom de la Corporation des embaumeurs de la province de Québec (M. Gatien);
- de Hyacinthe Médéric Robichaud, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec, à l'admettre au nombre de ses membres après examen (M. Gatien);
- de l'Hôtel-Dieu Saint-Michel de Roberval, demandant l'adoption d'une loi modifiant la loi (16 George V, chapitre 137) et la constituant en corporation (M. Marcotte);

- du docteur Samuel David Brigel, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres (M. Hartt);

- de la cité de Verdun, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Ross);

- de J.-H.-René de Cotret et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de l'Association des comptables généraux licenciés de la province de Québec (M. Langlais);

- de Crown Trust Company, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Caron);

- de la ville de Louiseville, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Caron);

- de Charles-Édouard Cliche, demandant l'adoption d'une loi autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec, à l'admettre au nombre de ses membres après examens (M. Poulin);

- de la ville de Val-d'Or, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Lesage);

- de dame Alice Fraser et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Hector Prévost (M. Ducharme);

- de dame Elizabeth Hastings et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Helen Peebles Hossack (M. Ducharme);

- de Marie-Anne Le Droit et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Théophile Le Droit (M. Ducharme);

- de John Anderson Folkins, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres (M. Blanchard);

- de dame Éva Archambault et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Joseph-Narcisse Perrault (M. Blanchard);

- de David Gordon Gibb, demandant l'adoption d'une loi autorisant la Chambre des notaires à admettre celui-ci à l'étude de la profession du notariat (M. Tellier);

- de M. J.-Arthur Deschamps et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de dame Anna Vallée-Cheff (M. Tellier);

- de Wenceslas Tremblay, demandant l'adoption d'une loi concernant son mariage avec demoiselle Madeleine Tremblay (M. Tellier);

- de Albéric Pariseau et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de J.-Honorius Pariseau (M. Tellier);

- de The Trustee Board of The Presbyterian Church in Canada, demandant l'adoption d'une loi concernant leur charte (M. Marler);

- de dame Marguerite Mary Geraldine Smith, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Charles Francis Smith (M. Tellier);

- de Lorette Dufresne, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de dame Léona Masse Dufresne (M. Tellier);

- de l'Association des chiropraticiens de la province de Québec Incorporée, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation (M. Tellier);

- de J.-Eugène Corriveau et de Marie-Louise Charest, demandant l'adoption d'une loi autorisant et ratifiant un certain acte de vendre un immeuble de la succession de Joseph Charest (M. Tellier);

- de la cité de Joliette, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Tellier);

- de la communauté des sœurs de Sainte-Croix et des Sept-Douleurs, demandant l'adoption d'une loi concernant ladite congrégation (M. Tellier);

- de l'Association des courtiers d'assurance de la province de Québec, demandant l'adoption d'une loi concernant ladite association (M. Tellier);

- de St. George's Society of Montreal, demandant l'adoption d'une loi concernant ladite société (M. Marler);

- de The Woman's General Hospital, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Herbert Reddy Memorial Hospital (M. Marler);

- de Joseph Chrzaszcz et autres, demandant l'adoption d'une loi changeant le nom de famille en celui de Cross (M. Marler).

Rapports du comité spécial:

Composition des comités permanents

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité des onze chargé de préparer et de soumettre une liste des députés qui feront partie de chacun des comités permanents de la Chambre.

Votre comité a choisi l'honorable M. Duplessis pour son président.

Votre comité a nommé le président et les membres de chaque comité permanent et a fixé le nombre des membres et le quorum de chacun de ces comités ainsi qu'il suit:

Comité permanent des règlements:

Président: M. Blanchard.

Les honorables MM. Larochelle, Trudel, Dumaine, Hamel; MM. Chartrand, Cossette, Côté (Montréal-Sainte-Marie), Dubé, Dumoulin, Goudreau, Jolicoeur, Joyal, Langlais, Lemieux, Poulin, Roberge, Sylvestre, Vachon.

Nombre des membres: 19.

Quorum: 5.

Comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication:

Président: M. Chartrand.

Les honorables MM. Barrette, Beaulieu, Bégin, Delisle, Gagnon, Lorrain, Paquette, Talbot, Dansereau, Leduc, Mathewson; MM. Bellemare, Bergeron, Bernard, Chartier, Cossette, Côté (Montréal-Sainte-Marie), Dupré, Fillion, Gosselin, Guerin, Langlais, Larivière, Leclerc, Marcotte, Marler, O'Connor, Plourde, Poulin, Sabourin.

Nombre des membres: 31.

Quorum: 8.

Comité permanent des privilèges et des élections:

Président: M. Jolicoeur.

Les honorables MM. Duplessis, Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Élie, Gagnon, Lorrain, Sauvé, Talbot, Tardif, Bienvenue, Casgrain, Francoeur; MM. Caron, Cossette, Côté (Montréal-Sainte-Marie), Drouin (Québec-Est), Ducharme, Kirkland, Larivière, Lawn, Lemieux, Lesage, Nadon, Robidoux.

Nombre des membres: 27.

Quorum: 10.

Comité permanent des bills privés en général:

Président: M. Ducharme.

Les honorables MM. Duplessis, Beaulieu, Bourque, Côté (Montréal-Saint-Jacques), Delisle, Dussault, Élie, Gagnon, Labbé, Lorrain, Sauvé, Talbot, Tardif, Trudel, Bienvenue, Dansereau, Dumaine, Francoeur, Godbout, Hamel, Leduc, Mathewson; MM. Bellemare, Bernard, Caron, Chaloult, Chartier, Choquette (Montmagny), Côté (Montréal-Sainte-Marie), Drouin (Québec-Est), Dubreuil, Dumoulin, Gatién, Goudreau, Guerin, Hartt, Jolicoeur, Langlais, Larivière, Laurendeau,

Lesage, Marcotte, Marler, Pelletier (Gaspé-Nord), Poulin, Robidoux, Ross, Samson, Thuot, Vachon.

Nombre des membres: 51.

Quorum: 12.

Comité permanent du Code municipal:

Président: M. Chartier.

Les honorables MM. Duplessis, Bégin, Dussault, Élie, Sauvé, Tardif, Casgrain, Hamel; MM. Bellemare, Bernard, Caron, Choquette (Montmagny), Choquette (Shefford), Cossette, Drouin (Abitibi-Est), Dubé, Ducharme, Dumoulin, Fleury, Joyal, Larivière, Lawn, Lemieux, Lesage, Lizotte, Morin, Poulin, Riendeau, Robidoux, Sylvestre, Tellier.

Nombre de membres: 32.

Quorum: 9.

Comité permanent de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation:

Président: L'honorable M. Barré.

Les honorables MM. Duplessis, Bégin, Dussault, Élie, Labbé, Larochelle, Paquette, Sauvé, Tardif, Trudel, Bienvenue, Casgrain, Dansereau, Dumaine, Godbout, Hamel; MM. Bergeron, Chartrand, Choquette (Shefford), Cossette, Drouin (Abitibi-Est), Dubé, Dupré, Fillion, Fleury, Gosselin, Goudreau, Langlais, Larivière, Lawn, Leclerc, Lesage, Lizotte, Marcotte, Mercier petit-fils, Nadon, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Témiscouata), Plourde, Poulin, Riendeau, Robidoux, Sabourin, Thuot, Vachon.

Nombre des membres: 46.

Quorum: 12.

Comité permanent des comptes publics:

Président: M. Thuot.

Les honorables MM. Duplessis, Beaulieu, Bourque, Côté (Montréal-Saint-Jacques), Delisle, Gagnon, Paquette, Sauvé, Talbot, Casgrain, Francoeur, Mathewson; MM. Bernard, Chartrand, Choquette (Montmagny), Choquette (Shefford), Dubreuil, Fillion, Gatién, Hartt, Laurendeau, Mercier, Poulin, Riendeau, Vachon.

Nombre des membres: 26.

Quorum: 10.

Comité permanent des bills publics en général:

Président: l'honorable M. Duplessis.

Les honorables MM. Barrette, Beaulieu, Bourque, Côté (Montréal-Saint-Jacques), Élie, Gagnon, Paquette, Pouliot, Robinson, Sauvé, Talbot, Tardif, Bienvenue, Casgrain, Dumaine, Godbout,

Groulx, Mathewson; MM. Blanchard, Caron, Chaloult, Choquette (Montmagny), Choquette (Shefford), Cossette, Côté (Rouyn-Noranda), Fleury, Leclerc, Lemieux, Lizotte, Marler, Morin, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Témiscouata), Poulin, Riendeau.

Nombre des membres: 36.

Quorum: 10.

Comité permanent des industries et du commerce:

Président: M. Bernard.

Les honorables MM. Beaulieu, Bourque, Delisle, Élie, Labbé, Lorrain, Paquette, Robinson, Bienvenue, Dansereau, Groulx, Hamel, Leduc; MM. Bergeron, Chartier, Chartrand, Dupré, Fleury, Gatién, Guerin, Kirkland, Langlais, Larivière, Lawn, Lesage, Marcotte, Morin, O'Connor, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Témiscouata), Roberge, Samson, Tellier, Thuot.

Nombre des membres: 35.

Quorum: 12.

Le rapport est adopté.

Projets de loi:

Crédit agricole

L'honorable M. Barré (Rouville) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 2 autorisant l'Office du crédit agricole à prêter une somme additionnelle de cinq millions de dollars aux agriculteurs.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi favorisant le drainage des terres

L'honorable M. Barré (Rouville) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 6 modifiant la loi favorisant le drainage des terres.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Domaine cultivable de la province

L'honorable M. Barré (Rouville) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 7 pour augmenter le domaine cultivable de la province.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Prêts hypothécaires d'Hydro-Québec
et de Beauharnois Power Company**

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 3 autorisant Hydro-Québec et Beauharnois Light, Heat and Power Company à favoriser la diffusion de la petite propriété parmi leurs employés.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Pensions des employés
d'Hydro-Québec et de Beauharnois
Power Company**

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 4 assurant des pensions aux employés d'Hydro-Québec et de Beauharnois Light, Heat and Power Company.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Spécialistes
en génie électrique**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 5 pour aider les jeunes et former des spécialistes en génie électrique.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Loi
concernant les Statuts**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) demande la permission de présenter le bill 8 modifiant la loi concernant les Statuts.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Tribunaux
de Richelieu**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 9 concernant la juridiction des tribunaux du district de Richelieu.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Appareils
de jeu**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 10 concernant les appareils de jeu.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Loi
des licences**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 11 modifiant la loi des licences.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Député-shérif
aux Îles-de-la-Madeleine**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 12 relatif à la fonction de député-shérif aux Îles-de-la-Madeleine.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Serments
des députés-coroners**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 13 concernant les serments d'allégeance et d'office des députés-coroners.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Département
de la Jeunesse**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 14 constituant le département de la Jeunesse.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Loi de la
fermeture à bonne heure**

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 15 modifiant la loi de la fermeture à bonne heure.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Crédit
agricole**

L'honorable M. Barré (Rouville) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 2 autorisant l'Office du crédit agricole à prêter une somme additionnelle de cinq millions de dollars aux agriculteurs.

Adopté.

Loi favorisant le drainage des terres

L'honorable M. Barré (Rouville) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 6 modifiant la loi favorisant le drainage des terres.

Adopté.

Domaine cultivable de la province

L'honorable M. Barré (Rouville) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 7 pour augmenter le domaine cultivable de la province.

Adopté.

Loi des licences

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 11 modifiant la loi des licences.

Adopté.

Département de la Jeunesse

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 14 constituant le département de la Jeunesse.

Adopté.

Adresse en réponse au discours du trône

M. Poulin (Beauce) propose, appuyé par le représentant de Roberval (M. Marcotte), que l'adresse suivante soit votée et présentée à l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur:

À l'honorable Monsieur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, vous prions de bien

vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer afin de faire connaître les motifs de la convocation des Chambres.

M. Poulin (Beauce)²: (Applaudissements)
En me confiant l'importante mission de proposer l'adresse en réponse au discours du trône, je sais que le gouvernement a voulu honorer le comté que j'ai l'honneur de représenter à l'Assemblée législative de Québec et je l'en remercie, j'oserais dire que je l'en félicite, car le comté de Beauce mérite tous les égards. Dans vingt-cinq paroisses sur vingt-sept et dans cent quatre "polls" sur cent quinze, les électeurs et les électrices de mon comté ont donné une majorité à leur humble serviteur, candidat de l'Union nationale. C'est un témoignage significatif. L'honorable chef de l'opposition a déclaré au cours de la campagne électorale que la voix de la Beauce était la voix de la province. Il a eu raison cette fois-là.

(Applaudissements)

Il (M. Poulin) remercie ses électeurs et rend hommage au chef du gouvernement. Ce n'est pas le temps de la critique, dit-il, particulièrement de la critique stérile. Ce n'est pas le temps, non plus, encore moins, de l'obstruction. C'est le temps de l'action, c'est le temps de la collaboration.

Il souligne ensuite les considérations du début du discours du trône, rend hommage à la mémoire du député de Compton, M. W. J. Duffy, et L.-A. Giroux, décédés récemment, et félicite le gouvernement de continuer sa politique familiale, sociale et nationale. C'est, dit-il, le devoir d'une administration sage et progressive d'orienter sa politique et ses réalisations de manière à consacrer la primauté du capital humain, à reconnaître l'incomparable actif que constitue la famille, de façon à sauvegarder le présent et garantir l'avenir.

Il (M. Poulin) insiste sur l'intérêt que le gouvernement porte à la classe agricole et le félicite d'avoir mis un montant additionnel de \$5,000,000 à la disposition du prêt agricole. Le prêt agricole, dit-il, institué en 1936, a rendu à la province et au pays des services inappréciables³. Il a donné aux nôtres la propriété du sol, il a stabilisé les finances des municipalités rurales et scolaires, il est la manifestation d'une politique vraiment familiale, sociale et nationale. Les deux tiers de l'étendue de terre possiblement arable pourraient devenir productifs avec un drainage et un égouttement appropriés. Je félicite le gouvernement de s'occuper avec un soin particulier de cette question. C'est mon

intention bien arrêtée de réclamer en faveur de l'agriculture et de la colonisation toute l'aide et tous les subsides nécessaires pour en assurer le progrès et la prospérité.

Je demande au gouvernement de prendre des mesures efficaces pour que les cultivateurs puissent bénéficier des fertilisants ou engrais chimiques à des taux raisonnables. Je le félicite des octrois accordés pour l'emploi de "bulldozers". Les demandes seront de plus en plus nombreuses dans ce domaine.

Je demande au gouvernement d'accorder à mon comté les subsides nécessaires à la construction et à l'amélioration de nos grands chemins mais aussi de nos chemins de communication entre les différentes paroisses, sans oublier nos chemins de rangs afin de donner une sortie convenable à nos cultivateurs.

Je considère que la loi de l'électrification rurale, adoptée l'an dernier, a rendu jusqu'à date des services inappréciables à la classe agricole et qu'elle est appelée à lui en rendre de beaucoup plus grands à l'avenir. Mon comté a besoin d'électrification rurale. Je n'épargnerai rien pour que la Beauce puisse bénéficier du développement de nos pouvoirs d'eau, des ressources naturelles merveilleuses que la Providence a données au peuple de la province et qui doit servir au bien-être du peuple et, non pas à l'asservir.

Il (M. Poulin) fait l'éloge de la formule coopérative, basée sur la charité et la fraternité humaines. Elle met en relief dans certains cas, dit-il, les désavantages parfois ruineux du paternalisme d'État; elle met en lumière la valeur du travail en groupe librement organisé; elle respecte la grande loi du travail et elle développe le sens de la solidarité nationale dont nous avons tant besoin, particulièrement dans ces heures difficiles de notre histoire.

Je promets mon appui aux ouvriers, surtout ceux qui sont employés dans l'exploitation forestière.

C'est avec plaisir que je constate que le gouvernement va s'occuper avec un soin particulier du grand problème de l'éducation et je considère que dans ce domaine le gouvernement fait très bien d'affirmer catégoriquement les droits des parents et l'indispensabilité du Conseil de l'instruction publique. S'il est un domaine où le gouvernement doit avoir l'œil au grain, c'est bien celui-là parce que déjà se dessinent chez nous certains courants d'opinions qui voudraient enlever aux parents ou à leur mandataire la lourde charge de l'éducation.

Les municipalités rurales de mon comté ont besoin d'aide. Le gouvernement peut être assuré que

j'insisterai et je persisterai pour obtenir tous les subsides raisonnables et justifiés pour les commissions scolaires de Beauce.

Il félicite le gouvernement de l'attention qu'il donne à la protection de la santé publique. Je réclamerai pour mon comté, avance-t-il, l'établissement des hôpitaux dont la Beauce a besoin.

La petite industrie est nécessaire dans nos villages de campagne. Il est un point de vue que je veux signaler et qui n'a peut-être pas été souligné encore. Tout d'abord, il y aura toujours un certain nombre de fils de cultivateurs qui n'aiment pas le travail de la terre et qui préfèrent travailler à l'usine. Pourquoi ne pas avoir à leur portée, dans leurs paroisses respectives, la petite industrie qui leur permettra de réaliser leur rêve? Pourquoi laisser ces jeunes gens aller s'engouffrer dans les villes, pour là, perdre leur identité, perdre aussi souvent les belles qualités qu'ils avaient héritées de leurs parents?

Et puis, pourquoi les jeunes gens les plus brillants sortis de familles campagnardes, après l'obtention de diplômes de toutes sortes, comptables, mécaniciens, ingénieurs, chimistes, etc., ne pourraient-ils pas revenir vers la campagne d'où ils sont sortis, pour y exercer leurs talents dans les industries de leur village? Il y aurait là pour eux un excellent champ d'action et ce serait relever le niveau de vie intellectuel, économique et social de la campagne. J'aurai d'ailleurs l'occasion plus tard de parler plus spécialement de cette importante question.

Je préconise la ruralisation de la voirie. Je considère que le tourisme est très important, mais il serait impardonnable de négliger la voirie dans nos campagnes et nos villages.

Je félicite le gouvernement de son projet de construire une école de génie forestier à Québec et je suis heureux de la création d'un département de la Jeunesse. Les problèmes qui intéressent la jeunesse sont tellement variés et tellement nombreux, que la nécessité d'un ministère distinct de la jeunesse me paraît évident dans ce domaine. Laissez-moi vous dire, M. l'Orateur, que les centres paroissiaux et l'Oeuvre des terrains de jeux ont rendu et rendent encore des services inappréciables. Il faut que les centres paroissiaux et l'Oeuvre des terrains de jeux progressent non seulement pour conserver le présent, mais aussi pour sauvegarder l'avenir.

Bref, M. l'Orateur, je désire pour ma province l'application d'une politique familiale, sociale et nationale. Je désire pour le comté que j'ai l'honneur de représenter à l'Assemblée législative, les réalisations et les améliorations dont il a besoin et

auxquelles il a droit, et dont j'aurai d'ailleurs l'occasion de parler au cours de cette session et de celles qui la suivront⁴.

À la veille du départ du premier ministre pour les travaux de la conférence fédérale-provinciale, les électeurs et électrices de Beauce ont donné un témoignage non équivoque de confiance et d'admiration. Les électeurs et les électrices de Beauce ont donné l'exemple de la collaboration et de la coopération. Dans un geste noble et grand, ils ont mis de côté le détestable esprit de parti pour se ranger du côté du parti de l'esprit.

(Applaudissements à droite)

Ils ont donné l'exemple de l'union sacrée. Puisse leur exemple être suivi et imité pour le plus grand bien de notre province, pour la plus grande prospérité de notre petite patrie québécoise et de notre grande patrie canadienne⁵.

M. Marcotte (Roberval) présente d'abord ses hommages à l'Orateur de l'Assemblée législative pour la dignité, la compétence et l'impartialité avec lesquelles il s'acquitte de ses importantes fonctions. Je félicite au nom de mes électeurs, dit-il, le premier ministre de la province pour la victoire remportée à l'élection complémentaire de Beauce.

Il (M. Marcotte) fait alors l'éloge du nouveau député (M. Poulin). C'est un homme de haute valeur personnelle, soutient-il, qui jouera un rôle très important dans la politique provinciale. Je présente aux familles de feu l'ancien député de Compton, M. Duffy, et de feu l'honorable L.-A. Giroux, ancien conseiller législatif, tous deux décédés depuis la dernière session, mes plus vives sympathies et je réitère mes condoléances à l'honorable Jean-Paul Sauvé qui vient de perdre sa vénérable mère, et à MM. Nil Larivière et Wilfrid Samson, éprouvés également par la mort d'un membre de leur famille. Je félicite l'honorable Édouard Asselin de son accession à la Chambre haute et l'honorable Alphonse Raymond, président du Conseil législatif, de son retour à la santé.

Il (M. Marcotte) rappelle ensuite la tenue à Ottawa de la conférence interprovinciale et formule des vœux pour le succès de ces importantes assises canadiennes. L'attitude du premier ministre de la province au sujet de cette conférence, dit-il, a suscité de partout, non seulement dans notre province mais à travers le pays, de magnifiques éloges richement mérités. Les électeurs que j'ai l'honneur de représenter à l'Assemblée législative sont particulièrement fiers et orgueilleux du rôle éminent rempli par le premier ministre et ses collègues au

cours de cette conférence intergouvernementale canadienne très importante. J'adresse à l'honorable premier ministre en particulier mes plus chaleureuses félicitations ainsi que les vives congratulations de mes électeurs.

Le député de Roberval rappelle les législations bienfaisantes du premier gouvernement Duplessis de 1936 à 1939 ainsi que celles qui sont prévues dans le discours du trône. La loi du crédit agricole provincial, soutient-il, a sauvé de la ruine nombre de cultivateurs de cette province et elle a permis à nombre de nos compatriotes de conserver le fruit de leurs labeurs. Je voudrais cependant faire remarquer que cette protection continue à être accordée à la classe agricole par le gouvernement de l'Union nationale. Il mentionne alors la loi de l'électrification rurale et celle du drainage des terres.

Alors que dans le passé, dit-il, les gouvernements soi-disant libéraux négligeaient les cultivateurs et l'agriculture et laissaient inonder les terres des cultivateurs au bénéfice des grosses compagnies, en jetant sur le pavé des gens qui désiraient cultiver, agrandir et développer leur patrimoine familial, le gouvernement de l'Union nationale a sauvé les agriculteurs du désastre qui les attendait, et de ceci, M. l'Orateur, je parle en connaissance de cause.

L'honorable premier ministre mérite également notre gratitude pour avoir appelé à la direction du ministère de l'Agriculture un homme qui comprend parfaitement la classe agricole. J'attire l'attention de la Chambre sur le fait que, pour la première fois, le gouvernement de la province a l'avantage d'avoir trois cultivateurs authentiques dans le cabinet: l'honorable ministre de l'Agriculture, l'honorable député de Yamaska et l'honorable député de Frontenac.

La production agricole dans la province est abondante, mais je me demande si le cultivateur retire bien tout le bénéfice de son travail en envoyant ses produits sur le marché. La distribution des produits devrait être mieux organisée.

Les comtés agricoles situés près des grands centres de consommation ont l'avantage d'avoir un marché ouvert douze mois par année et d'y obtenir de meilleurs prix. Il est loin d'en être ainsi lorsqu'il s'agit des comtés ruraux éloignés des centres de consommation. Je voudrais ici en particulier attirer l'attention du gouvernement sur le magnifique comté de Roberval que j'ai l'honneur de représenter à la Législature, comté éloigné sans doute, mais qui n'en compte pas moins parmi les plus importants comtés agricoles de la province. Il est bien beau pour les

techniciens d'activer la production agricole, mais si cette même production n'apporte pas aux cultivateurs les bénéfices proportionnés à leurs pénibles travaux, ceux-ci finiront par se décourager à la fin.

En conséquence, et dans mon humble opinion, il faut que le présent gouvernement organise des centres de classification, des entrepôts au moyen desquels la production agricole sera protégée douze mois par année. Ces organismes agricoles assureraient une meilleure distribution des produits agricoles. Ces centres d'entreposage permettraient à nos cultivateurs de faire face à la concurrence et mettraient fin au régime des primes ou octrois, si en honneur dans le passé, et accordés au détriment de notre propre production, surtout quant à sa qualité.

Je félicite le gouvernement et l'honorable ministre de la Colonisation pour les projets d'envergure concernant la colonisation énoncés dans le discours du trône. L'honorable ministre de la Colonisation ouvrira au cours de la présente année 24 nouvelles paroisses de colonisation dont trois dans mon comté, et je l'en remercie. Je sollicite de l'honorable ministre la remise des subsides aux colons du canton Antoine, paroisse de Notre-Dame de Lorette; cette partie de territoire accordée à ces colons fera de cette colonie l'une des plus belles paroisses agricoles de mon comté. Je réclame également l'érection municipale de la paroisse de Saint-Ludger-de-Milot. Je ne cesserai, au cours de la présente année, de réclamer des bons chemins pour nos colons. Si nos colonies n'ont pas de chemins solides, il est inutile de penser à leur développement.

Il aborde ensuite la législation du gouvernement relative à l'aide à apporter aux commissions scolaires. Je félicite le gouvernement, dit-il, de vouloir alléger le fardeau des commissions scolaires. Dans mon comté, en particulier, le sort de la grande majorité de nos corporations scolaires est compromis à cause de leur malheureux état financier. Au cours de l'année dernière, j'ai réussi, avec l'intelligente collaboration de l'honorable secrétaire de la province, à secourir quelques-unes de nos corporations. Cette année, je soumettrai d'autres projets de règlements qui seraient de nature à alléger le fardeau de quelques autres corporations scolaires. Je suis convaincu que l'honorable ministre s'apitoiera sur le sort des propriétaires concernés et qu'il leur viendra en aide.

Je crois de mon devoir, comme citoyen d'une même région, de féliciter l'honorable ministre de la Voirie pour le haut poste qu'il occupe dans le présent

gouvernement et pour toutes les marques d'honneur et d'estime qu'il a reçues, dans la province et à l'étranger, de ses confrères du Barreau. J'en profiterai pour remercier, au nom de mes électeurs comme en mon nom personnel, l'honorable ministre de la Voirie des travaux qu'il entend faire sur le parcours de notre route régionale. Depuis au-delà d'une quinzaine d'années que notre voirie était dans un état pitoyable et elle était devenue, par le fait même, un obstacle à notre développement industriel et commercial.

Si je représente un comté agricole, j'ai aussi cependant chez moi une large population ouvrière qui a à cœur le développement industriel de notre comté et de notre région. Il rappelle la compétence du ministre du Travail et le félicite pour la haute direction qu'il donne à son ministère. La législation actuelle du gouvernement en ce qui regarde le travail est conforme aux aspirations de nos ouvriers parce qu'elle est conforme à leurs besoins, dit-il.

L'après-guerre apporte des problèmes nouveaux à résoudre. Je félicite le gouvernement d'y avoir pourvu par une législation appropriée. Je tiens à souligner l'excellent travail du ministre des Mines dans ma région. Quant à ce qui nous concerne, nous ne saurions trop remercier l'honorable ministre des Mines d'avoir commencé le parachèvement de la route carrossable qui conduit au riche territoire minier de Chibougamau. Voilà un exemple d'un gouvernement qui désire aider une population ouvrière en la favorisant, au cours de périodes de rajustement, de travaux qui seront la source de grands développements industriels pour toute une région.

Je sollicite le ministre des Mines de continuer le projet de Chibougamau, car à part de favoriser l'expansion du développement minier et d'accroître le revenu du ministère des Mines, la réalisation d'un tel projet permettra d'ouvrir un vaste territoire du ministère de la Chasse et de la Pêche, rendra possible une exploitation forestière considérable et ouvrira à l'industrie de l'homme un territoire immense qui ne connaît que la solitude, les dangers d'incendie et les entreprises de braconniers.

Il souligne l'expansion prise par le ministère du Commerce et de l'Industrie sous l'impulsion du député de Saint-Jean (l'honorable M. Beaulieu). Environ 1,000 nouvelles industries, petites et grandes, établies dans la province en ces derniers mois, contribuent largement au bien-être de la population et à sa prospérité, avance-t-il.

Il (M. Marcotte) rappelle enfin la large contribution du gouvernement dans le domaine de

l'aide à la jeunesse. La jeunesse de notre province est courageuse, dit-il. Elle ne demande pas au gouvernement de la faire vivre mais de lui faciliter l'accès à nos ressources naturelles. Je dois dire, en terminant, M. l'Orateur, tout le plaisir que j'éprouve de collaborer dans toute la mesure du possible à l'œuvre de restauration politique économique, sociale et familiale du gouvernement de l'Union nationale⁶.

M. Godbout (L'Islet) propose, appuyé par le représentant de Rivière-du-Loup (M. Casgrain), que le débat soit maintenant ajourné.

(Applaudissements à gauche)
Adopté.

Travaux de la Chambre

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La Chambre a sans doute remarqué que, pour la première fois dans l'histoire de la province de Québec, un grand nombre de projets de loi ont été présentés par le gouvernement et déposés sur le bureau du greffier dès le premier jour de la session. Cela ne s'était jamais vu auparavant. L'an dernier, nous avons fait un grand pas dans cette bonne voie. Une dizaine de projets de loi avait été présentés dès la première séance. Cette année, le gouvernement a multiplié ses améliorations.

Je voudrais que les députés comprennent l'importance de procéder avec une diligence compatible à l'examen sérieux et adéquat des bills, mais qui tiendra compte de l'acuité de certains problèmes et de la nécessité d'une action rapide. En un mot, sans limiter les discours et les discussions et sans vouloir intervenir le moins du monde dans l'exercice des droits de chacun, je voudrais que les discours et les délibérations fussent les moins longs possibles. Je demande aux députés de procéder le plus rapidement possible dans l'étude des lois et l'expédition des affaires de la province au cours de la présente session.

Dans toutes les autres provinces du pays, les sessions ne durent à peine que quatre, cinq ou six semaines avec amplement de temps pour permettre à tous les députés d'exprimer leurs points de vue sur le projet de loi présenté. À Québec, c'est toujours plus long qu'ailleurs. Ici, les sessions durent près de quatre mois. Je voudrais que cette coutume s'établisse à Québec, sans pour cela nuire à l'étude approfondie des législations que le gouvernement présente à l'approbation des députés.

Je suggère que la députation collabore avec le gouvernement pour que le travail sessionnel avance avec plus de célérité, cela dans l'intérêt bien compris de tous les membres de l'Assemblée. Il ne s'agit pas seulement de délibérer. Les députés des deux côtés de la Chambre devraient se donner la main pour prouver que l'Assemblée législative entend passer à l'action. Nous savons les avantages de la délibération, mais il est temps de réaliser que la délibération sans l'action ne vaut pas grand-chose.

Tout le monde y gagnera si l'on réduit au minimum les pertes de temps. La session de la Législature entraîne de lourdes dépenses que l'on pourrait consacrer en partie à d'autres fins si le travail législatif était exécuté plus rapidement. Il y a 14 lois au feuillet. Le gouvernement montre son désir de procéder rapidement. Si tous les députés veulent bien se pénétrer de cette nécessité, la province y gagnera.

Le chef de l'opposition a voulu ajourner le débat sur l'adresse à mardi prochain, c'est son droit et c'est légitime. Autrefois, les sessions ouvraient le mardi et les chefs parlaient le jeudi.

Restant fidèle à une tradition à laquelle je tiens, qui nous vaut parfois des quolibets chez nos adversaires, dont je ne fais pas de cas, et ne tenant aucun compte des allusions à la superstition, la Chambre, sous l'administration de l'Union nationale, commence ses délibérations le mercredi. Nous l'avons en plus convoqué un 13.

Je laisse la superstition aux autres pour conserver ma dévotion. Dans les circonstances, il est parfaitement légitime d'ajourner la Chambre à mardi. Tout ce que nous voulons, c'est procéder avec une diligence compatible avec les droits et les privilèges de chacun.

M. Godbout (L'Islet): Je félicite le premier ministre de l'esprit d'humilité qui semble l'envahir en se souvenant qu'il fut déjà chef du gouvernement et qu'il ne pratiquait pas alors ce qu'il conseille aux autres. Se rendant compte qu'il n'a pas toujours présenté ses lois au début de la session et qu'il a contribué à la longueur des sessions, il sent aujourd'hui le besoin de faire son *mea culpa*.

Le premier ministre a raison de souhaiter que la session soit courte, car si on examine les quatorze lois qu'il nous a présentées aujourd'hui, on peut dire sans crainte que la session ne sera certainement pas longue. Cette législation n'apporte rien de nouveau dans le domaine administratif et il n'y a rien de bien extraordinaire dans tous ces projets. Le premier ministre a donc parfaitement raison de réclamer des discours brefs.

Le premier ministre a aussi raison de demander que l'on fasse diligence. J'espère qu'il fera un retour en arrière et qu'il se rappellera le temps où, lorsqu'il était assis au siège que j'occupe aujourd'hui, il prenait à lui seul les trois-quarts du temps de la Chambre.

Si le premier ministre promet de ne pas prendre à lui seul plus du double du temps que nous emploierons, nous mêmes, à discuter les projets de loi, je lui promets que la session ne durera pas plus de deux mois.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) sourit. Je suis prêt à prendre l'engagement maintenant, dit-il.

M. Godbout (L'Islet): C'est le devoir de l'opposition d'étudier avec attention toute la législation qui est soumise et j'entends exercer ce droit sans prolonger inutilement les débats avec désavantage pour la province.

Nous voulons aussi laisser aux ministres, qui ont de lourdes responsabilités, le soin d'administrer la province. Le gouvernement peut être certain que nous discuterons ses projets dans le meilleur esprit possible.

L'opposition est prête à collaborer et le gouvernement peut être assuré que les discours de la gauche n'auront pas d'autres buts que de pousser la province dans la voie du progrès le plus rapidement possible.

Nous aussi nous continuerons notre dévotion en priant la divine Providence de compenser pour les déficiences du gouvernement actuel.

(Applaudissements prolongés à gauche)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) sourit.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera aujourd'hui, se trouve ajournée à mardi prochain, à trois heures de l'après-midi.

Adopté.

La séance est levée à 4 h 30.

NOTES

1. M. P.-É. Côté, député libéral de Verdun à Ottawa, assiste à la séance sur le parquet de la Chambre, à gauche de l'Orateur, selon *L'Événement-Journal* du 15 février 1946, à la page 3. Il est l'invité d'Adélard Godbout. M. Côté a par ailleurs visité le parlement en compagnie de Lionel Ross, selon *Le Canada* du 15 février 1946, à la page 1.

2. Lorsque M. Poulin s'est levé, les députés de la droite lui ont fait une longue ovation. Ils ont aussi entrecoupé de nombreuses parties de son discours par des applaudissements. Plusieurs de ses électeurs de Beauce sont présents dans les tribunes, selon *L'Événement-Journal* du 15 février 1946, à la page 3.

3. Plutôt en 1938, selon *La Presse* du 15 février 1946, à la page 8.

4. Il fait allusion à la contestation de son élection.

5. Son discours a duré trois quarts d'heure, selon *Le Soleil* du 15 février 1946, à la page 3.

6. L'adresse en réponse du discours du trône des deux députés de l'Union nationale, M. G.-O. Poulin et Antoine Marcotte, a duré une heure et demie selon *Le Nouvelliste*, 15 février 1946 à la page 15.

Séance du mardi 19 février 1946

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Présentation de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre:

- de la Commission des écoles catholiques de Verdun, demandant l'adoption d'une loi lui accordant certains pouvoirs (M. Ross);

- de la cité de Drummondville, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Bernard);

- de la ville de Mont-Royal, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte et lui accordant certains pouvoirs (M. Gatién).

Lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de la ville de La Tuque, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Ducharme);

- de la cité de Sherbrooke, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Goudreau);

- de la municipalité du village de Gatineau, dans le comté de Hull, et de la Commission scolaire de la municipalité scolaire de Saint-Jean-Vianney, dans le comté de Gatineau, demandant l'adoption d'une loi ratifiant un certain contrat passé entre ladite municipalité et International Plywoods, Limited (M. Sauvé);

- de la ville de Lauzon, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Jolicoeur);

- de la ville de Montmagny, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Jolicoeur);

- de la cité des Trois-Rivières, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Bellemare);

- de la corporation de la cité du Cap-de-la-Madeleine et des commissaires d'école de la municipalité du Cap-de-la-Madeleine, demandant l'adoption d'une loi relativement aux taxes payables par Dominion Foils (Canada), Limited (M. Bellemare);

- de la cité de Lachine, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Gatién);

- de H. Gauthier et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation, sous le nom de la Corporation des embaumeurs de la province de Québec (M. Gatién);

- de Hyacinthe Médéric Robichaud, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres après examen (M. Gatién);

- de l'Hôtel-Dieu Saint-Michel de Roberval, demandant l'adoption d'une loi modifiant la loi 16 George V, chapitre 137, et la constituant en corporation (M. Marcotte);

- du docteur Samuel David Brigel, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres (M. Hartt);

- de la cité de Verdun, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Ross);

- de J.-H.-René de Cotret et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de l'Association des comptables généraux licenciés de la province de Québec (M. Langlais);

- de Crown Trust Company, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Caron);

- de la ville de Louiseville, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Caron);

- de Charles-Édouard Cliche, demandant l'adoption d'une loi autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec, à l'admettre au nombre de ses membres après examens (M. Poulin);

- de la ville de Val-d'Or, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Lesage);

- de dame Alice Fraser et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Hector Prévost (M. Ducharme);

- de dame Elizabeth Hastings et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Helen Peebles Hossack (M. Ducharme);

- de Marie-Anne Le Droit et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Théophile Le Droit (M. Ducharme);

- de John Anderson Folkins, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à

l'admettre au nombre de ses membres (M. Blanchard);

- de dame Éva Archambault et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Joseph-Narcisse Perrault (M. Blanchard);

- de David Gordon Gibb, demandant l'adoption d'une loi autorisant la Chambre des notaires à admettre celui-ci à l'étude de la profession du notariat (M. Tellier);

- de J.-Arthur Deschamps et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de dame Anna Vallée-Cheff (M. Tellier);

- de Wenceslas Tremblay, demandant l'adoption d'une loi concernant son mariage avec demoiselle Madeleine Tremblay (M. Tellier);

- de Albéric Pariseau et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de J.-Honorius Pariseau (M. Tellier);

- de The Trustee Board of The Presbyterian Church in Canada, demandant l'adoption d'une loi concernant leur charte (M. Marler);

- de dame Marguerite Mary Geraldine Smith, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Charles Francis Smith (M. Tellier);

- de Lorette Dufresne, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de dame Léona Masse Dufresne (M. Tellier);

- de l'Association des chiropraticiens de la province de Québec incorporée, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation (M. Tellier);

- de J.-Eugène Corriveau et de Marie-Louise Charest, demandant l'adoption d'une loi autorisant et ratifiant un certain acte de vente d'un immeuble de la succession de Joseph Charest (M. Tellier);

- de la cité de Joliette, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Tellier);

- de la communauté des sœurs de Sainte-Croix et des Sept-Douleurs, demandant l'adoption d'une loi concernant ladite congrégation (M. Tellier);

- de l'Association des courtiers d'assurance de la province de Québec, demandant l'adoption d'une loi concernant ladite association (M. Tellier);

- de St. George's Society of Montreal, demandant l'adoption d'une loi concernant ladite société (M. Marler);

- de The Woman's General Hospital, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Herbert Reddy Memorial Hospital (M. Marler);

- de Joseph Chrzaszcz et autres, demandant l'adoption d'une loi changeant le nom de famille en celui de Cross (M. Marler).

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Comité mixte de la Bibliothèque de la Législature

Conseil législatif

le 14 février 1946

Résolu: Que les honorables MM. Baribeau, Bovey, Brillant, Chapais, Connors, Laferté, Nicol, Raymond et Simard forment un comité permanent pour aider le président dans l'administration de la Bibliothèque du Parlement, dans la mesure où les intérêts du Conseil législatif sont en cause, et pour représenter cette Chambre dans le comité mixte des deux Chambres chargé d'administrer la Bibliothèque; et que cette résolution soit communiquée à l'Assemblée législative.

Il est ordonné que le greffier porte ce message à l'Assemblée législative.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre envoie un message au Conseil législatif pour l'informer que les honorables MM. Paquette, Groulx, Hamel, et Mathewson; MM. Bergeron, Blanchard, Caron, Cossette, Ducharme, Fleury, Gatien, Jolicoeur, Larivière, Pelletier (Gaspé-Nord) et Riendeau constitueront le comité permanent de la Bibliothèque de la Législature en tant que les intérêts de l'Assemblée législative sont en cause, et qu'ils représenteront celle-ci comme membres du comité mixte des deux Chambres chargé de l'administration de la Bibliothèque.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

Comité mixte des impressions législatives

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'il soit envoyé au Conseil législatif un message l'invitant à se joindre à l'Assemblée pour instituer un comité mixte qui s'occupe des impressions législatives durant la session en cours, et l'informant que les honorables MM. Bourque, Bienvenue et Casgrain; et MM. Bellemare, Choquette (Shefford), Côté (Montréal-Sainte-Marie), Lemieux, Leclerc, Marcotte, Thuot et Vachon représenteront l'Assemblée dans ledit comité mixte.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

conformément aux dispositions de l'article 9 de la loi des pensions (Statuts refondus, chapitre 13). (Document de la session no 7)

Dépôt de documents:

Loi des pensions, arrêtés en conseil

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport sur les arrêtés du conseil du lieutenant-gouverneur en conseil, signés depuis le 7 février 1945, préparé

État des mandats spéciaux

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean) dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant. (Voir le tableau ci-dessous)

Rapport relatif aux mandats spéciaux émis durant la vacance du Parlement suivant les rapports du Conseil, et soumis en vertu de l'article 10, chapitre 72, des Statuts refondus de la province de Québec, 1941, préparé par l'auditeur de la province.

<i>Service et rapports du Conseil</i>		Au 19 février 1946		
		<i>Montant</i>	<i>Mandat d'argent émis</i>	<i>Solde disponible</i>
1.	Travail: Conventions collectives, arbitrages et enquêtes, traitements compris..... (A. C. no 3864, 20 septembre 1945)	\$ 40,000.00	\$ 21,764.72	\$ 18,235.28
2.	Procureur général: Dépenses diverses et imprévues..... (A. C. no 4490, 31 octobre 1945)	20,000.00	14,152.71	5,847.29
3.	Travaux publics - Dépenses en immobilisations: Reconstruction du pont Plessis-Bélair (A. C. no 4907, 15 novembre 1945)	300,000.00	200,855.29	99,144.71
4.	Travaux publics - Dépenses en immobilisations: Réfection de l'immeuble St-Denis (ancienne Université de Montréal) (A. C. no 4906, 15 novembre 1945)	80,000.00	9,669.40	70,330.60
5.	Pêcheries: Reconstruction d'un entrepôt Assurance des entrepôts Frais de voyage Inspection et surveillance..... Entretien des entrepôts (A. C. no 5414, du 19 décembre 1945)	25,000.00 19,989.08 8,000.00 5,000.00 <u>25,000.00</u> 82,989.08 19,989.08 5,195.01 4,875.15 <u>24,053.80</u> 54,113.04	25,000.00 2,804.99 124.85 <u>946.20</u> 28,876.04
6.	Procureur général: Police des liqueurs - Dépenses diverses..... (A. C. no 5312, du 21 décembre 1945)	55,000.00	38,385.76	16,614.24

Rapport relatif aux mandats spéciaux émis durant la vacance du Parlement suivant les rapports du Conseil, et soumis en vertu de l'article 10, chapitre 72, des Statuts refondus de la province de Québec, 1941, préparé par l'auditeur de la province.

<i>Service et rapports du Conseil</i>		Au 19 février 1946		
		<i>Montant</i>	<i>Mandat d'argent émis</i>	<i>Solde disponible</i>
7.	Procureur général: Administration des palais de justice et prisons (A. C. no 400, du 7 février 1946)	\$ 60,000.00	\$ 35,161.29	\$ 24,838.71
8.	Procureur général: Sûreté provinciale - Dépenses diverses (A. C. no 401, du 7 février 1946)	70,000.00	14,327.29	55,672.71
9.	Terres et Forêts: Dépenses de voyage Frais de bureau Protection des forêts Service forestier Surveillance des terres de la Couronne Enseignement forestier (A. C. no 404, du 7 février 1946)	35,000.00 3,000.00 100,000.00 75,000.00 3,000.00 <u>10,000.00</u> 226,000.00 941.15 <u>5,925.41</u> 6,866.56	35,000.00 3,000.00 100,000.00 75,000.00 2,058.85 <u>4,074.59</u> 219,133.44
10.	Colonisation: Aide à l'établissement et au maintien des colons.. (A. C. no 435, du 7 février 1946)	325,000.00	325,000.00
		\$1,258,989.08	\$395,296.06	\$863,693.02

Département du Trésor, bureau de l'auditeur

L'auditeur de la province,
A. J. Dolbec

Québec, le 19 février 1946

(Document de la session no 8)

Décès de la mère de M. Sauvé (Deux-Montagnes)

M. Sauvé (Deux-Montagnes) remercie la Chambre du témoignage de sympathie qu'elle lui a exprimé par la bouche du premier ministre et du chef de l'opposition à l'occasion de la mort de sa mère.

Archidiocèse de Rimouski

M. Dubé (Rimouski): Avant de passer à l'ordre du jour, je désirerais soumettre à cette Chambre l'insigne honneur qui vient d'échoir à la population du Bas-Saint-Laurent. C'est une question, à mon sens, qui

mérite une mention toute particulière en cette enceinte parlementaire. En effet, par une proclamation de Sa Sainteté le pape Pie XII, une nouvelle province ecclésiastique vient d'être formée dans le Bas-Saint-Laurent avec siège archiepiscopal à Rimouski. On peut dire que Rimouski est la ville reine du Bas-du-Fleuve. Elle est le centre intellectuel et religieux en même temps qu'un centre d'affaires. Et voilà que depuis ces derniers temps, elle est un siège archiepiscopal.

C'est avec joie que je profite de cette occasion qui m'est offerte pour exprimer publiquement en mon nom et en celui de la population de Rimouski, que je représente, mes humbles hommages à Son Excellence Mgr Courchesne pour son élévation au titre d'archevêque.

Mgr Courchesne est une des plus nobles figures de l'épiscopat canadien. Sa grande intelligence, sa volonté ferme au travail et sa sainteté de vie l'ont fait estimer de tous ses ouailles et ont attiré vers lui l'attention de Sa Sainteté le pape.

Cet heureux choix n'a surpris personne car la personnalité de Mgr Courchesne se prêtait très bien à cette promotion, que vient de lui confier le Père de l'Église catholique. À Mgr l'Archevêque de Rimouski, il convient de lui souhaiter longue vie et de lui présenter nos vœux de respect et de soumission.

M. Pelletier (Témiscouata) présente également ses hommages à Mgr Courchesne.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Dès que la nomination de Mgr Courchesne fut connue, je me suis empressé de lui faire parvenir les félicitations du gouvernement de la province. La création d'un nouvel archidiocèse à Rimouski est un hommage à la population de cette ville en même temps qu'un témoignage de reconnaissance aux pionniers du Bas-Saint-Laurent. L'élévation de Son Excellence Mgr Courchesne au poste d'archevêque est un témoignage à ses hautes qualités de cœur et d'esprit.

Je voudrais aussi rendre un tribut d'hommage à Son Excellence Mgr Maurice Roy, le nouvel évêque de Trois-Rivières. D'Ottawa, je l'ai félicité dès que j'ai appris sa nomination. Mgr Roy est un théologien de très grande science et sa carrière sera extrêmement brillante. Il est nommé évêque à un âge relativement jeune et sa nomination prend un caractère particulier du fait que sa vénérable mère décédait il y a quelques semaines. Son père est un de nos magistrats les plus distingués et nous nous réjouissons tous avec lui de l'honneur insigne dont son fils vient d'être l'objet de la part de Sa Sainteté.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): C'était mon intention de profiter du débat sur l'adresse pour offrir mes félicitations à Son Excellence Mgr Courchesne. C'est un grand honneur pour la ville de Rimouski de devenir ainsi le siège d'un archidiocèse et c'est aussi un grand honneur pour Son Excellence Mgr Courchesne à qui il convient de souhaiter de longues années de fructueux épiscopat. Je félicite aussi Son Excellence Mgr Roy de sa nomination comme évêque de Trois-Rivières.

M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) et **M. Laurendeau (Montréal-Laurier)** ont ajouté quelques mots pour féliciter leurs Excellences Mgr Courchesne et Mgr Roy.

Adresse en réponse au discours du trône

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné jeudi le 14 février courant, sur la motion proposée par le représentant de Beauce (M. Poulin), dont elle a été saisie le même jour: Que l'adresse suivante soit votée et présentée à l'honorable M. le lieutenant-gouverneur:

À l'honorable Monsieur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée législative du Québec, réunis en session, vous prions de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer, afin de faire connaître les motifs de la convocation des Chambres.

M. Godbout (L'Islet)¹: (Longue ovation à gauche) M. l'Orateur, je me réjouis de vous voir à votre poste au début de cette session et je compte sur votre impartialité dans la direction des débats².

Je félicite le proposeur et le second de l'adresse d'avoir enveloppé d'autant d'éloquence le vide absolu du discours du trône et d'avoir su tirer quelque chose de ce document, le plus pauvre que j'aie jamais entendu prononcer depuis que je siège en cette Chambre.

Le proposeur et le second ont été les fidèles interprètes de la pensée du gouvernement sur les questions politiques. Le député de Beauce (M. Poulin) s'est un peu départi de cette fidélité cependant, quand il a parlé d'un ministère de la Jeunesse, alors que le discours du trône ne parle que d'un service administratif pour la jeunesse. C'est sans doute qu'on lui a donné l'avant dernière rédaction du discours du trône. C'est bien un ministère que le premier ministre avait promis au cours des derniers mois. Mais, j'ai bien peur que dans ce domaine comme ailleurs, on peut attendre du premier ministre beaucoup plus de promesses que de réalisations. Les journaux nous disent même que le premier ministre n'a jamais promis cela et, pourtant, nous avons sa déclaration précise de Granby.

La province n'est pas particulièrement intéressée dans la nomination d'un 22^e ministre, mais elle est intéressée à ce qu'il y ait un organisme particulièrement chargé des intérêts supérieurs de la jeunesse et de sa préparation pour l'avenir. Celui-ci verra à placer cette jeunesse dans la vie sociale et

économique de la province, de telle sorte que ses plus nobles aspirations puissent se réaliser.

(Applaudissements à gauche)

Il (M. Godbout) exprime les regrets que lui cause le départ du comte d'Athlone et de la princesse Alice³. Ils nous quitteront bientôt pour retourner en Angleterre, dit-il. Ils emportent avec eux notre affection, notre respect et notre gratitude pour la participation totale qu'ils ont donnée à la vie canadienne. Celui qui vient les remplacer sera le bienvenu⁴. Il trouvera dans la province de Québec les meilleures dispositions d'esprit et de cœur et le désir d'une collaboration bien comprise avec le reste du Canada.

Il (M. Godbout) a aussi des paroles élogieuses pour le lieutenant-gouverneur de la province, Sir Eugène Fiset, qui a été nommé pour un nouveau terme à cette importante situation⁵. Les services qu'il a rendus à la province de Québec et au pays tout entier lui méritaient cette nomination, soutient-il. Il remplira sa charge avec distinction et patriotisme.

Le chef de l'opposition parle ensuite de la troisième mission de Son Éminence le cardinal Villeneuve comme légat papal au Mexique. Les honneurs répétés que Sa Sainteté le pape a décernés à Son Éminence le cardinal Villeneuve, archevêque de Québec, ont réjoui ses ouailles. Le cardinal Villeneuve, dit-il, s'est acquitté de sa tâche avec distinction, avec tact et un véritable esprit évangélique. Nous sommes émus et reconnaissants envers notre Père commun des hommages qu'il lui a rendus.

Il (M. Godbout) signale le décès de deux évêques distingués qui ont affligé l'Église: Son Excellence Mgr Ross, de Gaspé, et Son Excellence Mgr Comtois de Trois-Rivières. Il note aussi la mort du recteur de l'Université Laval, Mgr Cyrille Gagnon. Le chef de l'opposition fait de vifs éloges de leurs successeurs.

Le chef de l'opposition offre ses condoléances au député de Lotbinière (M. Guy Roberge), qui a perdu son père il y a quelques mois, durant les vacances parlementaires. Il fait aussi l'éloge d'un ancien député libéral de Roberval, M. Georges Potvin, décédé récemment.

Il (M. Godbout) rappelle l'absence du trésorier de la province, l'honorable député de Matane (M. Onésime Gagnon). J'espère qu'il sera bientôt parmi nous, dit-il. Je lui souhaite un prompt rétablissement pour lui, pour sa famille et pour la province tout entière. Il a donné à sa province le meilleur de ses talents et de son énergie. Je lui souhaite une fructueuse carrière politique.

Le chef de l'opposition déclare enfin sa joie de voir Son Excellence Mgr Courchesne devenir

archevêque de la nouvelle province ecclésiastique de Rimouski. Personne que lui n'a mieux compris les devoirs de l'épiscopat, soutient-il. Je lui souhaite une carrière longue et fructueuse. Il sera, pour la région du Bas-du-Fleuve, le père spirituel qui ne néglige aucun des intérêts de ses ouailles.

L'année qui s'est terminée a été remplie d'événements heureux. Nous devons remercier la Providence de nous avoir débarrassés du fléau de la guerre. Il nous appartient, maintenant, de construire dans la paix, dans la sécurité et dans l'ordre. Si nous voulons avoir la prospérité, plus de sécurité dans les âmes et une paix durable, celle que nos fils, nos frères ont gagnée, condition essentielle de la stabilité, il nous faut l'asseoir sur la justice et la charité.

La responsabilité du peuple moderne chrétien n'est pas seulement d'assurer le pain quotidien et de répartir convenablement les biens, mais de se pencher sur les classes les plus déshéritées de notre société, afin de leur assurer la sécurité contre les guerres, contre la faim, la misère et l'ignorance. Voilà la sécurité dont nous avons besoin. C'est le devoir du gouvernement actuel de donner à la province la direction nécessaire, de lui promettre qu'elle continuera sa marche ascendante qu'elle a suivie dans le passé vers le rang qu'elle doit occuper à la tête de la Confédération, c'est-à-dire le premier.

(Applaudissements)

Pour arriver à ces fins, il faut que tous les citoyens canadiens comprennent que leur premier devoir, c'est de travailler à faire du Canada un pays uni et fort. Au-dessus de tout, nous sommes citoyens du Canada. Nous devons penser et travailler en tenant compte des conditions nouvelles qui régissent le monde moderne.

Nous ne devons pas rester isolés des autres provinces et du monde. Aucune province, aucun pays, aucun continent ne peut se sentir fort dans l'isolement. Le Canada sera grand par l'union et la compréhension. Notre pays doit comprendre ses responsabilités à l'égard du reste du monde et la solidarité qui doit exister entre les uns et les autres.

Nous devons profiter des sacrifices énormes consentis pendant cinq ans de guerre. Aucun pays dans le monde, par rapport à sa population, n'a accompli une œuvre aussi effective que le Canada, et je voudrais que notre pays soit grand. On voudra peut-être, en certains milieux, me représenter comme un mauvais citoyen de ma province parce que je parle ainsi. Mais qu'on ne se méprenne pas.

Il faut d'abord respecter le pacte confédératif qui unit les provinces entre elles, mais en respectant en même temps les droits de chacune des provinces.

Notre pays ne deviendra fort que par la grandeur de chacune de ses parties constituantes.

Le pacte fédératif est d'une nature particulière à cause de l'élément canadien-français dans le pays. Pour sauvegarder ce qui leur a été garanti dans le pacte, c'est-à-dire la liberté de religion et de langue, les Canadiens français ne sont pas une minorité dans la Confédération, mais les égaux des autres éléments avec lesquels ils ont signé ce pacte.

(Applaudissements prolongés à gauche)

Refuser, sous prétexte d'autonomie provinciale, de vouloir étudier ce pacte de concert avec les autres provinces, afin de tâcher d'y apporter les modifications que la vie moderne impose et soulager le contribuable de la double taxation dans certains domaines, ce serait une erreur dont personne ne voudra se rendre coupable. J'espère que nos représentants autorisés sauront traiter avec les autres provinces.

Il y a moyen, sans sacrifier les droits de la province, de modifier les bases de la taxation par une entente commune entre le fédéral et les provinces. Cela permettrait de mieux établir notre position, afin de marcher plus rapidement dans la voie du progrès. Dans ce domaine, le premier ministre m'a fait souvent des reproches auxquels il ne croit pas lui-même et auxquels ne croit pas plus la population.

En 1942, au cours de la guerre, nous avons momentanément, pour une période déterminée et avec pouvoir d'y mettre fin tous les ans, fait une entente avec Ottawa, afin de permettre au fédéral de soutenir ses œuvres de guerre et de décharger le contribuable du double impôt.

Cette entente, le premier ministre la maintient parce qu'il la sait bonne. Il essaye de détourner l'attention du peuple par des déclarations qui surprennent tout le monde. Je lui pose la question, si l'entente est rompue, le gouvernement fédéral continuera-t-il de payer l'indemnité à la province?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Non. C'est le ministre des Finances, M. Ilsley qui me l'a dit⁶.

M. Godbout (L'Islet): J'ai le premier ministre où je voulais l'avoir.

(Applaudissements à gauche)

Sous ce rapport, la question n'est pas changée d'un iota depuis la convention de 1942. La convention a été passée parce que le fédéral voulait augmenter la taxation contre certaines gens. Nous avons adopté un compromis et consenti à recevoir du fédéral une somme annuelle de \$20,000,000, sans avoir à travailler pour percevoir ce montant, que le

premier ministre ne veut pas abandonner maintenant parce qu'il en a besoin. Il incombe maintenant à la province d'adopter une nouvelle entente avec Ottawa, afin d'assurer une stabilité financière à tout le monde et d'alléger le fardeau fiscal des gens.

(Applaudissements à gauche)

Il (le premier ministre) ne veut pas mettre fin à l'entente parce que le fédéral cessera automatiquement de verser ce montant à la province. N'importe quel élève qui n'a pas encore commencé à étudier le droit aurait pu lui expliquer cela.

Il est nécessaire que le pays puisse aujourd'hui transformer ses moyens d'action. J'espère que le premier ministre retournera à Ottawa avec un esprit vraiment canadien, convaincu que les intérêts des provinces peuvent s'intégrer dans le grand tout des intérêts du Canada, et non pas en s'associant avec une autre province contre toutes les autres.

(Applaudissements à gauche)

Nous avons fait une entente en 1942. Contrairement à ce que laisse entendre parfois le premier ministre, cette entente en temps de guerre fut des plus heureuses pour nous. Sans cette entente, Ottawa aurait quand même envahi nos champs de taxation et nous aurions rien eu en retour. De toute façon, le premier ministre actuel ne l'a pas dénoncée.

Le premier ministre ne veut pas abandonner les \$20,000,000 que nous avons gagnés à la province par cette entente. Si nous mettions fin à l'entente, nous reviendrions à la situation qui existait avant l'entente, moins les \$20,000,000 que le fédéral nous donne. C'est dire que la convention a été avantageuse à la province et c'est pourquoi le premier ministre la maintient.

Je suis aussi jaloux de quiconque des droits de ma province, au point de ne pas vouloir que le gouvernement fédéral me dicte ma conduite. Je suis jaloux également de ne pas voir dicter la politique de ma province par le premier ministre d'une autre province. Depuis que les propositions fédérales ont été soumises, il y a déjà des mois, la province de Québec n'a parlé à Ottawa que par la bouche du premier ministre de l'Ontario.

(Applaudissements à gauche)

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): C'est pas endurable...

M. Godbout (L'Islet): Il est dangereux actuellement de faire de supposées alliances entre provinces dirigées contre le fédéral. Ces alliances peuvent compromettre gravement, dans l'avenir, l'intérêt de Québec.

Si le premier ministre croit pouvoir obtenir que les droits sur les successions soient remis aux provinces, en vertu d'un marché bien conclu avec le fédéral, je crois que ce sera une excellente chose. Mais, il faut y aller avec une extrême prudence, car la province voisine peut avoir une influence néfaste sur la nôtre dans ce domaine. La province voisine a déjà annoncé une politique d'abaissement des droits sur les successions, afin d'attirer chez elle les grosses industries, et elle pourrait ainsi soumettre notre province à une concurrence désastreuse.

Si nous obtenons de la conférence d'Ottawa le droit de taxer les successions, il ne faut pas que ce droit tourne contre nous. Québec s'industrialise rapidement et il lui faut pour cela conserver ses avantages particuliers. J'ai dit que la troisième condition de notre grandeur était la coopération. La collaboration entre tous les éléments du pays est impérieuse, mais non pas sur un plan d'infériorité. La province de Québec doit travailler en harmonie avec le fédéral et les autres provinces, mais je ne veux pas que l'on regarde la population de Québec comme celle d'une réserve que l'on conserve en serre chaude parce qu'elle serait incapable de se défendre.

Il y a chez nous du talent, de l'ambition et les sentiments d'un véritable patriotisme pour se défendre et pour soutenir la concurrence sur le plan national. Que le gouvernement donne l'exemple et sache assurer l'avenir des nôtres.

Je prie le gouvernement d'accorder à notre jeunesse et notre population tous les moyens de se faire valoir dans le pays et dans toutes les sphères d'activités. Nous n'avons pas besoin d'isoler nos gens pour les protéger. Jamais avons-nous vu, comme aujourd'hui, une jeunesse plus désireuse de s'instruire et qui offre plus de promesses. Ne la paralysons pas par des sentiments égoïstes, ne réduisons pas le cadre de ses aspirations, laissons porter son rêve généreux jusqu'aux limites de notre patrie, le Canada, afin de mieux assurer ensuite la grandeur de notre petite patrie, la province de Québec.

En repassant brièvement les conditions de développement économique de notre province, je veux placer à la base l'agriculture et la colonisation. Je tiens à corriger une erreur qui se répand de plus en plus dans le public et qui veut que nos cultivateurs soient très prospères. En réalité, ils ne le sont pas. On a tort de croire que les cultivateurs ont fait plus d'argent que les autres classes pendant la guerre parce que toute sa famille a participé à sa lourde tâche.

La cause de cette erreur, c'est qu'on est porté à confondre le bien d'un cultivateur avec celui de toute sa famille, comme cela existe sous le régime

actuel de notre organisation familiale à la campagne. S'ils ont trouvé le moyen de payer quelques dettes et de mettre de l'argent de côté, c'est parce qu'ils ont eu l'aide bénévole de leurs enfants. Le cultivateur fait fructifier son bien jusqu'à l'âge de 60 ans. Ses fils travaillent pour lui jusqu'à 20 ou 30 ans.

Le cultivateur qui a acquis un bien au nom de toute sa famille doit prélever sur ce bien les salaires payés à ses fils, le coût de l'instruction de ses enfants et les impôts qu'il doit payer au fisc. Quand on a tout déduit ces dépenses, on réalise que le cultivateur est moins riche qu'on le croyait. Cette base familiale, sur laquelle est organisée l'agriculture chez nous, a sans doute été notre force dans le passé, mais il faut prendre garde qu'elle ne devienne pas une source d'ennuis et d'incompréhension de la part du fisc.

On a reproché, en certains milieux, l'assistance que le gouvernement donne à la classe agricole. Je suis d'avis qu'il doit s'en occuper davantage. Autrement, avec les frais supplémentaires imposés par l'introduction des systèmes d'assurance sociale, les agriculteurs seraient ruinés sans avoir la chance de se dégager eux-mêmes ou leur famille de la faillite. Les gouvernements devraient fournir de l'aide plus généreuse aux agriculteurs, parce qu'ils sont la base du système économique du Québec.

Avec les lois sociales actuelles, les nombreuses inspections qui interviennent à son décès, le cultivateur est en état d'infériorité. Si on ne fait pas campagne pour l'inciter (le gouvernement) à changer cet état de choses, ce sera un désastre.

Imaginez un cultivateur qui laisse en mourant un bien de \$30,000 ou \$40,000. Si on enlève à ce chiffre la responsabilité familiale, on découvrira rapidement que les propriétés du défunt ne valent pas plus de \$15,000. Ainsi, on a porté à ma connaissance que la Commission des accidents du travail a poursuivi un cultivateur pour une somme de \$10,500. Lorsqu'on enleva de son bien la part qui revenait à ses enfants, on réalisa qu'il lui restait moins de \$10,000.

Il faut donc faire comprendre au cultivateur qu'avec le système actuel, il paiera l'impôt sur la totalité de ses biens. Le gouvernement devrait se charger de cette tâche importante. La situation n'est pas aussi rose que bien des gens le prétendent et, cependant, l'agriculture est à la base de notre prospérité.

Ce qui paraît être le revenu du père de famille est en réalité le revenu de toute la société familiale qui prend part aux travaux de la ferme. Il ne faudrait pas que le père, en centralisant dans une même bourse ses revenus et ceux de ses enfants, ne

s'expose à payer l'impôt comme s'il s'agissait d'un revenu purement personnel.

Je préconise une campagne d'éducation qui fera réaliser la différence qu'il faut établir entre le bien propre du cultivateur et le bien familial et fera comprendre que l'organisation actuelle présente des inconvénients pour l'agriculteur.

(Applaudissements)

Je dois dire à la louange de nos agriculteurs que, dans le domaine de la science agricole, il y a eu de notables améliorations. Le gouvernement se doit de faire davantage pour la classe agricole. Nous devons féliciter cette classe intéressante de notre population parce que nos cultivateurs ont fait plus de progrès, depuis 10 ans, que ceux des autres provinces. Pour rendre notre agriculture prospère et lui permettre de soutenir la concurrence, le gouvernement devrait voir à faire abaisser le coût d'exploitation et de production, ouvrir de nouveaux marchés, créer de nouvelles productions.

Depuis un peu plus d'une année qu'il est au pouvoir, le gouvernement actuel a fait son possible pour saper et détruire les efforts de l'administration précédente à l'égard de l'agriculture et de la colonisation.

Le drainage des terres est un excellent moyen de réduire le coût de production. Je reproche au gouvernement de n'avoir rien fait, depuis la dernière session, pour le drainage des terres. On n'a fait de drainage que sur le papier.

L'année écoulée était particulièrement importante pour mettre à exécution une politique de drainage à cause du retour des démobilisés. Le fédéral est disposé à collaborer avec les provinces à des travaux de drainage et d'irrigation qui permettront aux cultivateurs de mettre leurs fermes en état de produire davantage.

Le gouvernement aurait donc pu obtenir la coopération du fédéral pour assainir des centaines d'acres de terre. Ottawa a des politiques toutes prêtes pour aider au rétablissement des vétérans. Nous ne sortirons pas des difficultés actuelles, et qui s'en viennent pour nos cultivateurs d'ici deux, trois ou quatre ans, sans idées progressives. Ce n'est pas en se retournant vers le passé mais en regardant vers l'avenir que l'on marchera vers le progrès.

(Applaudissements prolongés à gauche)

Certaines provinces ont obtenu cent millions de dollars pour l'irrigation des terres. Nous avons commencé, dans plusieurs régions dont celles de Châteauguay et Napierville, l'exécution d'un programme de drainage qui aurait mis plusieurs fermes en état de production. Autour de Napierville,

nous voulions créer le plus grand centre de production maraîchère du pays. Au cours de la dernière année, encore une fois, tout a été paralysé.

Les pouvoirs hydrauliques abondent dans notre province. Nous avons de beaux sols, chez nous, mais ils manquent de richesse. C'est le devoir de faire servir ces ressources immenses à la création de nouvelles industries, comme par exemple, une industrie d'engrais chimiques. Nous avons créé l'Hydro-Québec pour aider à la fabrication d'engrais chimiques qui n'est possible que dans un pays où il y a beaucoup d'électricité. Nous en avons à revendre.

Nous avons étatisé l'électricité justement pour donner aux cultivateurs des fertilisants à meilleur compte, ce qui peut contribuer à réduire le coût de la production agricole. Les engrais chimiques sont trop coûteux, bien qu'ils soient nécessaires aux cultivateurs. Le gouvernement peut produire des engrais à très bon marché. Je préconise le développement rapide de nos ressources hydrauliques pour la fabrication des engrais. Voici une initiative qui s'impose.

Il (M. Godbout) préconise l'ouverture de nouveaux marchés agricoles, notamment par la création de produits nouveaux sur les fermes. Je fais allusion, dit-il, à la betteraverie de Saint-Hilaire que mon gouvernement a construite et qui peut faire vivre 15,000 familles dans la province.

Cette industrie a été établie au meilleur marché possible. Il nous faut d'autres industries de ce genre. Nous avons dû fonder cette industrie en pleine guerre. Si le gouvernement peut en fonder à meilleur marché, maintenant que la guerre est finie, tant mieux. Je mets le gouvernement au défi de faire mieux que ce qui a été fait.

Nous pourrions aussi aider à la production du houblon que nous employons ici en quantité considérable et que nous sommes obligés d'importer. C'est une culture payante. Il faut absolument aller de l'avant si nous ne voulons pas que les cultivateurs abandonnent leurs terres. Ils ne pourront pas, demain, vivre sur les fermes du Québec avec l'exploitation que nous en faisons aujourd'hui. Je souhaite qu'il surgisse d'autres industries connexes à l'agriculture.

La tâche des cultivateurs est dure et ils doivent compter sur tout l'appui du gouvernement. Or, M. l'Orateur, à ce moment grave, que se passe-t-il? Le ministère de l'Agriculture se vide, en ce moment, de ses meilleurs employés qui sont découragés de voir le gouvernement leur préférer des hommes de qualité inférieure pour prendre les postes de commande. Cinq ou six ingénieurs, experts dans les

travaux de drainage, sont ainsi partis depuis l'an dernier.

On donne par bribes la province à des favoris du gouvernement quand c'est par plus de science, plus de recherches et d'expérimentation que l'on sauvera l'agriculture. Les meilleurs employés sont mis dehors ou à leur retraite, d'autres s'en vont parce qu'on les laisse croupir dans des situations inférieures.

Et ce que je dis de l'agriculture pourrait se répéter pour le ministère de la Colonisation. La colonisation est aussi importante que l'agriculture chez nous et, dans ce domaine, on ne fait encore que de la petite politique. Les marchands de bois y règnent, comme au ministère des Terres et Forêts d'ailleurs.

Les terres sont dénudées par les marchands de bois, et on encourage le ministère des Terres et Forêts à céder à des amis du régime des réserves cantonales créées pour les colons et les cultivateurs.

Pendant la guerre, la colonisation était difficile. Les colons se faisaient plus rares. Mais, à l'heure actuelle, le gouvernement fédéral est prêt à aider à la colonisation chez nous. Il est disposé à ouvrir des milliers d'acres de terre à la colonisation où pourront s'établir des démobilisés et les ouvriers des usines de guerre.

Il faudrait que le ministre oublie un peu qu'il est l'organisateur politique de son parti. Il a des responsabilités plus hautes à remplir à l'égard de la province. Je lui demande de préparer des plans pour l'administration de l'un des plus importants départements.

(Applaudissements prolongés à gauche)

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Il a bien réussi dans la Beauce.

M. Godbout (L'Islet): Oui, c'est exactement ce qui est arrivé. Le gouvernement n'a aucune raison de se vanter du résultat de la Beauce quand on sait à quelles méthodes on a eu recours.

Voulez-vous des exemples de ce qu'on a fait dans la Beauce? Le gouvernement a posé de l'asphalte sur les routes de Beauce le soir à une température de zéro, tandis que ces tapis asphaltiques doivent être posés à une température beaucoup plus chaude. Tous ces travaux constituent un gaspillage d'argent pour la province et devront être recommencés.

On a aussi payé des électeurs \$300 par vote dans des rangs complets. Je pourrais multiplier les

exemples. Et ça n'a pas suffi. Il a fallu prendre les votes dans l'urne le jour du scrutin.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): M. l'Orateur, je soulève un point d'ordre.

M. Dubreuil (Montréal-Jeanne-Mance): Ça fait mal.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a des règlements qu'il faut observer et qu'un chef de parti ne peut oublier. L'élection de la Beauce étant contestée, les règlements sont à l'effet que quand une cause est *sub judice*, on ne peut pas la discuter. Pourquoi donner le spectacle de violer cyniquement les règlements de la Chambre?

(Applaudissements à droite, rires ironiques à gauche)

M. Godbout (L'Islet): Si j'ai parlé de la Beauce, c'est en réponse à mon ami qui a été le premier à faire allusion à cette élection en m'interrompant.

Le premier ministre prêche le respect des tribunaux. Je me rappelle qu'il a parlé ici même d'un juge qui présidait une enquête royale. Mais, pour le maintien de la discipline, pour la cause de la paix et de la collaboration, je ne parlerai pas des choses qui font mal. Or, chaque fois que nous serons interrompus, nous avons l'intention de répondre et tout de suite.

M. Chaloult (Québec): Un point d'ordre a été soulevé par le premier ministre. J'aimerais avoir une décision de l'Orateur sur cette question, afin que nous sachions à quoi nous en tenir.

M. l'Orateur: Oui, le point d'ordre est maintenu.

M. Chaloult (Québec): En vertu de quel article des règlements?

M. l'Orateur: Je n'ai pas l'article en mémoire, mais on ne peut pas discuter d'une élection contestée.

M. Godbout (L'Islet): Le rappel à l'ordre s'adresse à celui qui m'a interrompu.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): C'est moi qui ai interrompu le chef de l'opposition parce qu'il parlait de l'organisateur de notre parti.

Une voix de l'opposition: Parce que ça vous faisait mal.

M. l'Orateur: Le point d'ordre est décidé. Il ne sera plus question de l'élection de la Beauce. Toute interférence au sujet de l'élection de la Beauce sera interdite au cours de la session, puisque la question est présentement soumise au jugement des tribunaux.

Une voix de l'opposition: Que le gouvernement ne s'en vante pas.

M. Godbout (L'Islet): Il y a une autre classe qui est responsable de notre avenir: c'est la classe ouvrière. M. l'Orateur, je profite de l'occasion pour rendre hommage aux ouvriers de chez nous que l'on peut citer en exemple aux autres pays du monde pour l'esprit de coopération qu'ils ont manifesté pendant et après la guerre. Ils se sont conduits avec patriotisme et avec le respect dû aux droits des autres.

Une menace pèse sur nos ouvriers pour un avenir prochain. Quelques-uns sont protégés, dans notre province, par les contrats collectifs. Mais, un très grand nombre des ouvriers sont protégés actuellement par les ordonnances fédérales qui fixent un salaire minimum. Ces ordonnances prendront bientôt fin.

Lorsque demain le gouvernement fédéral fera disparaître le plancher établi sur les salaires, ces ouvriers sont exposés à tomber dans une situation voisine de la misère. C'est au gouvernement à prévoir ce qui va arriver dans ce domaine du travail et des salaires.

Je demande au ministre du Travail de donner à la Commission du salaire minimum, en prévision de cette situation, l'autorisation nécessaire, qu'elle n'a pas, pour décréter que les industriels n'auront pas le droit de baisser les salaires actuels sans une ordonnance de la commission.

(Applaudissements)

Partout dans le monde, on tâche d'humaniser la politique. Les ouvriers, comme les autres, devraient avoir des vacances payées. Le temps est venu de s'occuper activement de cette question. Le gouvernement devrait en outre voir à ce que les ouvriers habitent des logements convenables et leur aider à se procurer de petites propriétés. Nos gouvernants doivent comprendre que les ouvriers ont le droit de posséder une maison, de l'agrandir, de l'embellir. Je me prononce en faveur d'une politique provinciale du logement et de la petite propriété. Ce problème relève d'abord des provinces.

Il (M. Godbout) parle ensuite de la voirie. Les ministères des Travaux publics et de la Voirie, dit-il, devraient avoir un programme déterminé, tracé d'avance. On accorde des contrats sans soumission et sans surveillance et on annexe à ces contrats des ententes subséquentes pour favoriser des entrepreneurs amis du régime. On devrait toujours demander des soumissions et on ne devrait pas ajouter des ententes aux contrats quand ils ont été accordés.

On a distribué des contrats pour des milliers de dollars de cette façon. À lui seul, un entrepreneur d'en dehors de la province a acheté son matériel dans une province voisine et a eu des contrats pour \$5,000,000 du gouvernement de Québec.

Le gouvernement s'engage à payer les camps des entrepreneurs de la voirie, et le même entrepreneur dont j'ai parlé est en train de demander \$40,000 en surplus à la province pour la construction de ses camps de voirie. Voilà comment les travaux sont administrés par des gens qui réclamaient des soumissions pour tous les contrats.

(Applaudissements à gauche)

Nous reviendrons sur cette question avec des pièces qui intéresseront le ministre de la Voirie qui sourit en ce moment. S'il garde son sourire, c'est dire qu'il se soucie peu des intérêts de la province.

Il y a aussi l'entretien des ponts. En 1944, mon gouvernement avait décrété que tous les ponts construits sur les voies publiques seront entretenus par la province. Le gouvernement actuel a aboli cette mesure de justice, qui est plus importante que la caisse électorale de l'Union nationale, à l'endroit de nos municipalités. On devrait revenir au système instauré par l'administration libérale, soulageant ainsi nos municipalités de ces fardeaux.

Je formule l'espoir que le ministre actuel des Travaux publics aura assez de prestige auprès du premier ministre pour obtenir qu'une petite part de l'argent de la caisse électorale soit employée à cette fin.

Tout le monde s'émeut du fait que nos ressources naturelles sont dilapidées. On se plaignait autrefois du fait que nos ressources forestières étaient cédées à des étrangers. Or, jamais, dans l'histoire de la province, nos ressources nationales n'ont été plus largement données, je dis bien données, à des intérêts étrangers que sous le gouvernement actuel.

Ma politique est connue. Le capital étranger est le bienvenu chez nous, à condition que nos lois soient observées, mais je ne veux pas que le gouvernement lui cède nos biens à des conditions absolument inavouables.

Le gouvernement a concédé à une corporation les richesses minières du Nouveau-Québec⁷.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): M. l'Orateur, le chef de l'opposition est hors d'ordre depuis le début.

La question actuelle fait le sujet de deux motions inscrites sur l'ordre du jour. Je ne veux pas qu'on éternise les débats. Le chef de l'opposition n'a pas le droit d'en parler, puisque les règlements de la Chambre lui interdisent de parler d'une question couverte par des motions sur le *Feuilleton*.

Je l'ai laissé parler du drainage qui fait aussi le sujet d'une motion, mais il ne faut pas exagérer. Les titres indiquent la portée de ces motions. Je crois qu'il ne doit pas parler de cette concession de mines parce qu'il y a une motion à son nom concernant cette affaire.

M. Godbout (L'Islet): M. l'Orateur, vous connaissez les règlements aussi bien que le premier ministre et moi. Vous savez qu'il y a, chaque session, deux débats généraux au cours desquels on peut parler de toutes les questions qui touchent à l'administration.

Le titre d'une loi est loin de toujours représenter ce que renferme cette loi, surtout sous le présent gouvernement. Il suffirait donc au gouvernement de faire inscrire vingt-cinq lois différentes au *Feuilleton*, dès le début de la session, pour enlever aux députés leur droit de parler.

Connaissant votre intégrité, votre indépendance et votre *fairplay*, j'attends votre décision sur ce point d'ordre.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): M. l'Orateur, c'est la coutume établie ici de parler de toute question au cours du débat sur l'adresse et sur le budget. Je mentionne ce fait en ma qualité de doyen de cette Chambre avec le premier ministre.

Si le premier ministre a raison, alors je comprends pourquoi le gouvernement a inscrit tant de lois au *Feuilleton* au début de la session: c'est pour bâillonner l'opposition.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je soulève un autre point d'ordre. Un député n'a pas le droit d'imputer des motifs répréhensibles à un membre de la Chambre.

Je demande à l'Orateur d'obliger le député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain) à retirer ses dernières paroles.

M. l'Orateur demande au député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain) de retirer ses paroles.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Je n'ai jamais eu de mauvaises intentions ou de mauvaises pensées. Je retire ces allusions, mais je conseille au premier ministre de ne plus employer le mot "cyniquement" quand il parle de ses adversaires. De plus, si le premier ministre veut une session courte et paisible, je lui conseille de ne pas interpréter les règlements par l'Orateur à sa façon.

(Applaudissements à gauche)

M. Sauvé (Deux-Montagnes) parle sur le premier point d'ordre. L'article 85, paragraphe 11, dit-il, défend de parler du détail d'une loi inscrite au *Feuilleton*. Semblable discussion n'a jamais été permise même au cours d'un débat sur l'adresse.

M. l'Orateur: Le point d'ordre est maintenu.

M. Godbout (L'Islet): On peut essayer de retarder la discussion de certaines questions que le peuple doit savoir, mais les choses qui doivent être dites seront dites. Nous attendrons le moment où il vous plaira de nous accorder la parole et nous parlerons de la question des mines afin que toute la province sache bien ce qu'il y a au fond de cette affaire. C'est la province entière qui sera édifiée.

Les statistiques établissent que la santé de la population de la province est dans un état qu'un gouvernement ne doit pas permettre. Le gouvernement que je dirigeais avait établi une commission chargée d'étudier les questions de santé et de bien-être social et de faire rapport sur ce problème vital. Le gouvernement actuel a aboli la Commission d'enquête de l'assurance-maladie et il n'a rien fait pour la remplacer et améliorer la situation. Cette enquête était indispensable. Il compte peut-être sur les lois fédérales. Le gouvernement provincial force Ottawa à intervenir dans un domaine qui relève des provinces.

La mesure d'intérêt que le premier ministre apporte à cette question, je la trouve dans l'opposition qu'il a manifestée contre les allocations familiales, en compagnie du premier ministre de la province voisine.

Je ne vois pas, encore une fois, d'un très bon œil ce compagnonnage. Je n'aime pas à entendre un premier ministre qui s'opposait aux allocations familiales parce que, disait-il, elles sont créées pour la province de Québec, et voir ce premier ministre d'une province voisine parler au nom de la mienne.

Je ne vendrais pas plus l'autonomie de la province au gouvernement d'Ontario, ou à M. Drew, qu'à aucun autre gouvernement⁸.

Dans Montréal, dit-il, on a fait aux enfants une situation intolérable qui devient de plus en plus grave. On laisse dans les Statuts la loi de protection de l'enfance que nous avons passée, et on ne bouge pas.

S'il y a un domaine où on ne peut tolérer l'incurie, l'inertie et l'insouciance devant les événements dont le gouvernement est chaque jour témoin, c'est bien dans celui de la santé publique. Les enfants déshérités de la vie ont droit d'avoir la chance de faire de bons citoyens comme les autres. Je ne voudrais pas porter actuellement les responsabilités de ceux qui administrent la province.

Notre Code civil est périmé au sujet des droits de la femme mariée. Il ne rencontre pas la situation de l'heure présente. Aujourd'hui, la femme est l'égale de l'homme et ses conditions de vie devraient être les mêmes. Il y a des milliers de foyers où la femme par son zèle, son attachement, son instruction même, offre une garantie plus sûre, plus fidèle pour la sauvegarde du patrimoine.

Les différences qui existent présentement doivent disparaître. Nous donnons l'impression que nous avons moins de respect pour nos femmes que dans les autres provinces. Nos compagnes ont le droit d'attendre que la Législature leur donne les moyens d'exercer pleinement les privilèges qu'elles doivent assumer avec leur mari.

M. l'Orateur, je termine. Si nous voulons que Québec grandisse, imposons-là au respect des autres par la protection des classes qui ont le plus besoin de la sollicitude du gouvernement. L'éducation est une question qui prime toutes les autres.

Si nous voulons que Québec tienne la tête de la Confédération de façon incontestable, il faut accomplir à l'égard de la génération qui monte notre devoir de la bien préparer. Nous avons aujourd'hui la jeunesse la plus agressive, la plus courageuse, la plus instruite que nous n'ayions jamais eue.

Tout ce qu'elle demande, c'est qu'on lui prépare ses conditions de vie dans lesquelles elle doit évoluer, pour qu'elle puisse donner à la province la pleine mesure de ses capacités. Il s'agit de faire valoir ses talents, en développant d'abord les œuvres supérieures de l'éducation. Nous avons, dans toutes les classes de la société, des richesses immenses qui peuvent donner de belles récoltes. Il s'agit de les développer.

Nos universités ont fait le miracle canadien. Elles savent ce qu'elles doivent faire. Ce qui leur

manque, ce n'est pas la compréhension des problèmes, mais les moyens matériels. Elles sont responsables du savoir, elles doivent préparer les professeurs. Elles ont déjà une œuvre admirable à leur crédit.

Je préconise la diversité des moyens d'instruction et le développement de la spécialisation. Continuons à amplifier l'instruction spécialisée. Il faut que nos habitants soient plus instruits, que nos ouvriers aient le moyen de devenir contremaîtres, puis directeurs de leurs industries, que nos hommes d'affaires soient capables de développer, d'agrandir leurs commerces. Je voudrais que l'instruction soit répandue partout et que notre jeunesse, protégée par des lois stables, soit préparée aux tâches de demain. C'est l'âge des sciences.

Lançons notre jeunesse dans la vie, armée de science et de patriotisme, aiguillonnée de saine émulation et des occasions de succès, protégée contre toutes les petites choses, celles du cœur comme celles de l'esprit, et gardée contre la haine dont les inspirations sont stériles ou néfastes!

Si nous réalisons cette tâche, nous aurons accompli l'essentiel de notre mission. Sinon, nous devons lourdement frapper notre *mea culpa* sur le sort malheureux d'un peuple aujourd'hui riche des plus belles promesses et qui, par notre faute, aura manqué son destin.

(Longs applaudissements sur le parquet et dans les galeries)

M. l'Orateur: J'avertis le public qu'il est défendu de manifester en aucune façon.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)⁹:
M. l'Orateur, les procès-verbaux de la Chambre manifestent à qui de droit des sympathies ou des félicitations. Je n'ai pas l'intention de les renouveler.

Quel est l'objet de ce débat? Quelle est la résolution actuellement soumise devant la Chambre? Proposer une adresse en réponse au discours du trône.

Les députés de Beauce et de Roberval ont accompli leur tâche avec une éloquence et une sincérité dignes de tous les éloges. Ils ont droit à nos félicitations. Et leurs électeurs ont le droit d'être orgueilleux de leur député.

Que dit la résolution? Le député de Beauce, secondé par le député de Roberval, a proposé que l'adresse suivante soit votée et présentée à l'honorable lieutenant-gouverneur: "Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, vous prions de bien vouloir agréer,

avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer, afin de faire connaître les motifs de la convocation des Chambres".

En résumé, la résolution propose que nous remercions le lieutenant-gouverneur d'avoir bien voulu prononcer le discours du trône, tout en lui manifestant la courtoisie qui est de mise en la circonstance, et que nous témoignions notre loyauté à Sa Majesté.

C'est une mesure de politesse. Il ne saurait y avoir de discussion là-dessus. Le discours du trône est toujours suivi de l'adresse. Les règlements de la Chambre nous disent qu'il faut l'adopter unanimement. Pourquoi toute cette agitation et ce grand discours de la part du chef de l'opposition pendant qu'il sait qu'il aura tout le temps voulu de discuter chacune des lois amenées par le gouvernement un peu plus tard? Il y a sur le *Feuilleton* des bills concernant le drainage, les "slot-machines"...

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le premier ministre n'a pas le droit d'en parler en vertu de la décision de l'Orateur.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce qui compte et ce qui est plus important que tout cela, cependant, c'est l'étude de la législation et, pour le gouvernement, de rendre compte de son administration lors du vote des subsides.

Il y a présentement 14 projets de loi au *Feuilleton*. Nous sommes convoqués spécialement pour étudier ces lois et celles qui viendront par la suite. Chaque loi est soumise à trois lectures, chaque loi vient aussi devant le comité plénier de la Chambre et chaque loi est envoyée au Conseil législatif avant de recevoir la sanction royale. Les députés ont tout le temps voulu pour se renseigner à leur sujet et nous avons tout le temps voulu pour discuter les questions d'intérêt public en dehors du débat sur l'adresse.

Je regrette l'attitude du chef de l'opposition. Je regrette le ton de son discours. Il a fait des observations peu élégantes qu'il ne pensait pas réellement.

Je ne répondrai pas présentement aux affirmations qu'il a faites. Je ne veux pas blesser qui que ce soit, mais le temps est trop précieux et les problèmes que nous avons à étudier sont trop sérieux pour que nous laissions libre cours à l'acrimonie, à la critique stérile. Ce n'est pas le moment de la récrimination ou de l'obstruction, mais de l'action.

Pourquoi hésiter davantage à remercier le lieutenant-gouverneur et à affirmer notre loyauté à la couronne britannique?

Pour la première fois dans l'histoire de cette Législature, il y a 14 projets de loi au *Feuilleton* dès le début de la session. Nous avons donné le temps à tous les députés de les étudier à loisir. Pourquoi en retarder l'étude et l'adoption par des formalités à n'en plus finir, quand nous avons devant nous une résolution qui n'est qu'une formule de politesse?

Le discours du trône est clair, net et contient plusieurs affirmations de principe dont je suis fier. Je m'étonne et je regrette que le chef de l'opposition ait employé les mots "vide absolu" en parlant du discours du trône.

Il y a dans cette pièce officielle des affirmations de principes concernant l'éducation, l'agriculture, la colonisation et autres domaines provinciaux qui prouvent que le chef de l'opposition fait plutôt de l'obstruction qu'une juste critique.

Nous avons affirmé la primauté des droits des parents en matière d'éducation et qu'il faut accorder un traitement généreux à l'agriculture et aux colons. Pour le chef de l'opposition, c'est d'un vide absolu. Je pourrais multiplier les déclarations de principe qu'on trouve dans le discours du trône et montrer par le fait même combien le chef de l'opposition a tort de se choquer et de parler de vide absolu.

Pour le présent, je ne parlerai que d'un seul sujet de la plus grande importance, qui prime tous les autres parce qu'il concerne les droits, les prérogatives et les libertés de la province de Québec: la conférence intergouvernementale d'Ottawa.

La politique la plus saine, les améliorations les plus fécondes et les meilleures réformes seront inutiles si la province n'est pas maîtresse de ses destinées.

En août 1945, j'ai été invité par le premier ministre du Canada à me rendre à Ottawa pour prendre part aux conférences des premiers ministres¹⁰. J'y suis allé avec plaisir et nous avons rencontré les représentants des autres provinces.

Dès la première séance, après le discours très éloquent du premier ministre King, j'ai exposé l'attitude de la province de Québec ainsi que ses droits et privilèges¹¹.

J'ai affirmé que j'étais en faveur de la coopération et de la collaboration. J'ai dit que je ne venais pas à Ottawa comme chef d'un parti, mais comme premier ministre et comme Canadien désireux de collaborer avec tous et chacun, pourvu qu'il s'agisse d'une collaboration étayée sur le respect des principes fondamentaux de la Constitution.

J'ai souligné le fait que la Confédération était un contrat entre deux grandes races qui ne peut être amendé sans l'assentiment de toutes les parties contractantes, et j'ai déclaré que tous nos droits devaient être respectés parce qu'ils sont intangibles et qu'ils forment la base de la Confédération canadienne, et que jamais nous ne consentirions à en perdre un seul.

J'ai ajouté que nous étions favorables à l'amélioration des moyens, mais que nous voulions conserver les assises de la Confédération et que nous ne pourrions consentir à aucun changement qui ne serait étayé sur le respect des droits de la province.

Nous sommes retournés à Ottawa en novembre et en janvier, et toujours, de la même manière ferme, nous avons fait valoir le point de vue et les droits de la province de Québec, tout en prenant bien soin d'étudier à fond les arguments des chefs des autres gouvernements.

J'approuve non seulement la conférence entre le fédéral et les provinces, mais je crois qu'il devrait y en avoir plus souvent, car je pense que nous ne pouvons jamais avoir trop de ce type de conférences. Nos hommes publics ne peuvent jamais se rencontrer trop, premièrement pour se connaître et connaître le point de vue des autres, et deuxièmement, pour étudier et discuter des problèmes communs d'une manière amicale et bénéfique par le biais de discussions franches et harmonieuses.

Aujourd'hui, j'ai pour la première fois l'occasion de parler en cette Chambre de la conférence d'Ottawa. Je suis heureux de dire à la Chambre que, de l'aveu même des libéraux, la province de Québec a été dignement représentée par son premier ministre dans ces délibérations et qu'il a énergiquement et clairement revendiqué nos droits.

Ce qui arrive à Ottawa est plus important que les affaires des partis politiques, et peut-être plus important que les délibérations qui ont précédé la Confédération en 1867.

Je regrette la tendance qu'on a en certains quartiers de placer les intérêts d'un parti avant ceux de la conférence.

Je reproche de nouveau au chef de l'opposition son attitude présente. Je lui reproche surtout de vouloir soulever Québec contre Ontario. J'ai collaboré avec l'Ontario, j'ai collaboré avec M. King et je suis prêt à collaborer avec tous les premiers ministres qui voudront collaborer et qui peuvent assurer le bien de notre province et du Canada tout entier.

Je regrette que le chef de l'opposition ait dit qu'à Ottawa, c'est le premier ministre de l'Ontario

qui mène le premier ministre du Québec et que c'est lui qui a parlé pour le Québec.

Nos amis de la gauche se contredisent. Tantôt ils m'accusent d'être dictateur et tantôt ils m'accusent de me laisser mener. Je ne suis pas dictateur et je puis affirmer dans cette Chambre que personne ne me mène, si ce n'est ma conscience.

(Applaudissement à droite)

La Chambre a des lois importantes à étudier. Le peuple attend de l'action de la part de ses mandataires. Je respecte les droits et prérogatives des députés, mais en face de l'abondance, de la diversité et de la complexité des problèmes à résoudre, il faut en venir à l'action. La solution de ces problèmes veut dire la prospérité à venir ou le désastre pour toujours.

À l'aube d'une situation liée intimement à la survie du pays, je fais appel à la collaboration de tous les membres de cette Chambre, quelle que soit leur couleur politique, non pour le gouvernement de l'Union nationale, non pour moi-même, mais dans l'intérêt du peuple de la province qui nous a confié un mandat, que nous devons respecter, de sauvegarder et défendre nos droits, et ce, pour le plus grand bien de la province de Québec.

M. Chaloult (Québec): Pourquoi les délibérations ont-elles eu lieu à huis clos à la conférence d'Ottawa? Nous aurions été intéressés à les suivre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce fut à la demande unanime des premiers ministres eux-mêmes. Effectivement, nous avons décidé de procéder comme s'il s'agissait d'un conseil des ministres pour tout le Canada. Nous étions unanimes.

M. Chaloult (Québec): Y compris Québec?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Certainement. Nous avons voulu respecter la liberté d'expression et d'opinion des premiers ministres, liberté qu'on atteint difficilement quand les discussions sont publiques. Je crois sincèrement, avec l'expérience acquise, que le huis clos permet une compréhension plus parfaite. C'est en quelque sorte une réunion de la famille canadienne. Je n'y avais pas d'objection.

Les délibérations sont à huis clos, mais les décisions prises seront rendues publiques. D'ailleurs, rien de définitif ne sera fait sans que les parlements ne soient consultés.

"La seule limite de nos réalisations de demain sera nos doutes d'aujourd'hui" disait le président Roosevelt. Moi je dis que la seule limite de la

récupération de nos droits, c'est le manque de coopération et de solidarité nationale. Que la critique stérile et l'obstruction cessent!

Je fais appel à la collaboration de tous les membres de cette Chambre, quelle que soit leur couleur politique, dans l'intérêt du peuple de la province qui nous a confié un mandat que nous devons respecter. Je demande à tous de bien comprendre l'envergure des problèmes qui se posent et que nous avons à régler, de réaliser la nécessité de la coopération. Que la critique stérile et l'obstruction cessent. Donnons le spectacle d'un peuple qui fait l'union sacrée dans la revendication et la réalisation intégrale de tous ses droits fondamentaux.

(Applaudissements à droite)

M. Laurendeau (Montréal-Laurier)¹²: Le premier ministre nous a donné une leçon de bon vouloir. J'ai déjà eu l'occasion, l'an dernier, de dire ma façon de penser sur le présent débat. J'estime qu'il n'y a que deux occasions, au cours d'une session, où un député peut exposer ses idées sur divers problèmes.

C'est lors du débat sur l'adresse et sur le budget. Sur ce point, il me semble qu'on devrait rester dans la tradition parlementaire. Non pas qu'on dise des choses inutiles, mais qu'on exprime sa pensée sur les problèmes politiques.

Je me trouve à représenter tout un mouvement. Je demande la liberté de prendre plus de temps qu'il m'est alloué, soit plus d'une heure.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai l'habitude d'être suffisamment large pour accorder des permissions, mais je ne me prononce pas de façon catégorique. Les députés auront l'occasion de parler de nombreuses fois sur les sujets qui les intéressent; toutefois, je n'ai pas d'objection à ce que le député de Montréal-Laurier développe son sujet à condition qu'il n'y consacre pas trop de temps.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): Au fait, je n'en sais rien. Le chef de l'opposition a probablement eu tort de dire que le discours du trône est le plus vide qui ait encore été prononcé. D'ordinaire, sous n'importe quel régime, ces discours sont assez vagues et assez vides.

Cependant, je crois qu'il y a une chose de trop en marge du discours du trône. Je fais allusion à la fin du troisième paragraphe, à cette "assurance renouvelée de la loyauté traditionnelle de la province de Québec à Sa Majesté".

À quelques-uns, cette fin de phrase apparaîtra comme une simple formule de politesse. Dans plusieurs cas, il est vrai, la Constitution canadienne nous oblige à utiliser ces expressions du même genre.

Ce sont là des formules d'un autre âge qui ne sont plus conformes à nos aspirations légitimes, mais qu'il faut accepter tant qu'elles existent. Le premier ministre me répondra sans doute que c'est une formule de politesse.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Plus que cela, c'est un fait historique!

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): Il faut renouveler les formules désuètes. Nous avons eu la fin de la guerre sans avoir obtenu la paix, parce que trois impérialismes sont prêts à se jeter à la gorge les uns des autres.

Je veux consacrer mon discours au plus important problème de l'heure, celui que le fédéral et les provinces cherchent à régler présentement, problème qui va dominer la vie politique des prochaines années.

Nous sommes entrés, depuis 10 ans au moins, dans le conflit constitutionnel le plus grave, le plus aigu depuis la fin de l'union des Canadas. C'est toute notre structure politique, économique et sociale qui est en jeu.

La Confédération est le résultat d'un compromis entre deux tendances: centralisatrice et décentralisatrice. Ce compromis est aujourd'hui remis en cause.

Comme en 1867 et auparavant, on repose la question, mais avec la différence que l'offensive contre la Confédération ne part pas cette fois des provinces, mais vient du gouvernement fédéral: c'est la lutte entre la centralisation et la décentralisation.

Dans ce conflit, le Bloc populaire a opté avec fermeté pour la décentralisation réelle, avec toutes ses conséquences nécessaires et pratiques. Nous estimons, à l'encontre de la propagande fédérale, que sur ce point-là, du moins, la Constitution n'est pas démodée, et que si aujourd'hui les Pères d'une nouvelle Constitution se réunissaient comme en 1867, il faudrait écrire celle-ci en fonction du même principe décentralisateur.

Le débat est suspendu.

La Chambre suspend ses travaux à 6 heures.

Reprise de la séance à 8 heures**Adresse en réponse
au discours du trône**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, suspendu ce jour, sur la motion proposée par le représentant de Beauce (M. Poulin), dont elle a été saisie le même jour: Que l'adresse suivante soit votée et présentée à l'honorable M. le lieutenant-gouverneur:

À l'honorable Monsieur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée législative du Québec, réunis en session, vous prions de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer afin de faire connaître les motifs de la convocation des Chambres.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): D'après la Constitution, la jurisprudence et l'histoire, l'État provincial est un État souverain qui n'est en rien soumis à l'État fédéral, qui possède des pouvoirs exclusifs et suprêmes et qui jouit dans son domaine, d'une autorité aussi complète que celle que possède le Parlement impérial.

Il peut traiter d'égal à égal avec l'État fédéral. Il y a donc au Canada non pas un seul État, comme en France et en Angleterre, mais 10 États, dont 1 fédéral et 9 provinciaux, comme il y a 48 États aux États-Unis et un État fédéral.

La propagande centralisatrice soutient que ces 10 gouvernements en opération au Canada sont inutiles, compliqués et coûteux. Ce système est nécessaire, c'est même la seule formule possible au Canada.

La décentralisation s'appuie d'ailleurs sur des motifs généraux. Avec ce système, du fait qu'il existe des pouvoirs locaux, la liberté légitime est mieux protégée en face des dangers de l'étatisme moderne.

De plus, il s'ajoute l'argument de l'efficacité: tout ce qui peut être accompli par un pouvoir plus proche de l'individu et de la famille sera mieux que par un pouvoir plus éloigné.

Il y a aussi des motifs d'ordre géographique, économique et social. Le Canada est un vaste pays divisé en cinq régions nettement délimitées et dont les intérêts, les habitudes et les besoins sont parfois

opposés. En conséquence, la diversité dans les choses et dans les hommes nécessite une certaine diversité dans les lois, sauf pour ce qui concerne les intérêts vraiment communs et identiques.

Il (M. Laurendeau) ridiculise ceux qui croient qu'il suffirait d'une loi identique pour changer la nature des choses, modifier les niveaux de vie, les habitudes sociales, etc. La géographie canadienne, dit-il, implique la décentralisation législative et nécessite le maintien des États provinciaux souverains.

Il y a aussi des motifs d'ordre culturel de maintenir la Confédération dans son état actuel. Le fait canadien-français en est des principaux et notre peuple ne peut pas vivre s'il ne se gouverne pas seul, à cause de son héritage si distinct de celui des autres peuples.

Un Canadien français catholique ne saurait admettre que, dans les domaines qui touchent à nos conceptions sociales, à nos traditions, à nos institutions propres, une majorité d'inspiration anglo-protestante légifère pour nous. Les Canadiens français n'auraient jamais accepté l'union législative.

La Confédération fut un compromis très discuté en 1867, mais c'est aussi un pacte non seulement entre provinces mais aussi entre groupes ethniques. Sir John A. Macdonald le proclamait et la jurisprudence le confirme. Ce n'est pas là de l'étroitesse, mais de la logique, du bon sens. Nous n'imposons rien aux autres, nous demandons en retour qu'on ne nous impose rien.

L'esprit même du pacte confédératif devait permettre aux Canadiens français du Québec d'avoir leur gouvernement autonome qui leur garantirait la possibilité d'avoir les lois et les institutions locales conformes à leurs besoins et à leur mentalité.

Il (M. Laurendeau) donne comme exemple la conception de la famille et les problèmes d'hygiène publique dont le règlement uniforme blesserait nos convictions les plus précieuses. Voilà, dit-il, pourquoi je m'élève contre le sabotage de la Constitution canadienne, pourquoi je suis partisan de la décentralisation et pourquoi il importe de sauvegarder la souveraineté des provinces.

La souveraineté provinciale implique pour l'État provincial le droit de légiférer dans les limites fixées par la Constitution et celui de taxer dans la mesure nécessaire à l'exécution raisonnable de ces lois. Un gouvernement ne vit pas de l'air du temps. Il lui faut des ressources qu'il peut lever en pleine liberté. Pas de souveraineté véritable là où un pouvoir doit dépendre d'un autre pour la perception des fonds nécessaires à l'accomplissement de ses

responsabilités. Un système généralisé de subsides fédéraux serait incompatible avec la souveraineté des provinces.

De fait, la Constitution accorde aux provinces le droit exclusif de prélever des impôts pour fins provinciales. De sorte que l'invasion du gouvernement fédéral dans le domaine de la taxation directe, au point d'empêcher les gouvernements provinciaux de lever les fonds nécessaires à l'exercice de leurs pouvoirs constitutionnels, est une violation manifeste de l'esprit comme de la lettre de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique. Le fédéral n'a pas le droit de faire indirectement ce qu'il n'a pas le droit de faire directement. Il en serait ainsi si, en s'attribuant presque toutes les sources d'impôts, Ottawa se voyait ensuite obligé d'exécuter les actes qui reviennent de droit aux provinces.

L'impôt direct est exclusif aux provinces, dans la mesure où il est nécessaire aux fins provinciales. Ce principe a-t-il été respecté? Assez bien jusqu'en 1917. Mais, à cette date, les empiètements commencent sous prétexte de la guerre avec la promesse qu'une fois l'urgence passée, Ottawa se retirerait de ce champ. Peine perdue, de 1918 à 1942, Ottawa est intervenu dans les champs de l'impôt direct par la taxation sur le revenu que le fisc fédéral a conservée et a préparé la centralisation fiscale, qui a abouti à la convention de 1942.

Depuis, le fédéral a envahi progressivement le domaine réservé aux provinces, qui n'ont réagi que trop faiblement pour reprendre leur exclusivité. Elles ont peu exploité l'impôt sur le revenu, même en période de chômage. Elles envoyaient leurs chômeurs chercher une maigre pitance à Ottawa. Elles s'en repentiront.

Il s'agit, de la part d'Ottawa, d'un mouvement concerté, soutenu par des fonctionnaires de valeur qui ont de la suite dans les idées. On n'a pas réussi à faire adopter le rapport Rowell-Sirois à la conférence intergouvernementale de 1941, où fut le député de L'Islet (M. Godbout) qui ne nous représentait pas¹³.

Mais, Ottawa continuait de veiller. On a incorporé une partie des suggestions repoussées dans la funeste entente de 1942 où les provinces ont cédé, pour jusqu'après la guerre, les meilleures sources de taxation, moyennant une compensation d'Ottawa.

J'estime que cette entente, conclue pour la durée de la guerre, a été un jeu de dupes pour le Québec et ne nous a rapporté que des profits illusoire.

Par la seule augmentation normale des revenus, Québec a perdu à ce jeu une somme d'au

moins \$30,000,000 en trois ans, \$30,000,000 qui ne sont pas entrés dans notre coffre-fort. Moyennant une compensation fixe, Ottawa se donnait la possibilité de faire rendre aux impôts des surplus de centaines de millions.

Le fisc fédéral nous versait une somme annuelle de \$20,000,000, d'après la convention de 1942, mais ce chiffre n'a pas été atteint.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le fédéral a retenu plus de \$20,000,000 en arrérages.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): Bien plus, les \$20,000,000 versés annuellement au Québec ont permis à Ottawa de venir chercher en excédent, auprès des seuls contribuables du Québec, au moins \$310,000,000, soit \$250,000,000 de plus que les \$60,000,000 que nous avons reçus. Il est facile avec ce système de faire à l'Angleterre des cadeaux avec notre propre argent, et les cadeaux du fédéral ont servi à la politique impérialiste d'Ottawa.

Cette entente met actuellement la province en posture difficile pour négocier. Elle nous lie à toutes fins pratiques jusqu'en mars 1947. Elle a permis au fédéral d'occuper le terrain. Elle est un pas de plus d'Ottawa dans sa marche vers la centralisation fiscale.

À quoi Ottawa s'est-il obligé d'avance pour le moment où l'entente prendra fin? À réduire le taux de l'impôt sur le revenu personnel, de façon que la province puisse pénétrer de nouveau dans ce domaine, c'est tout. Quant à la proportion de pénétration fiscale, rien ne semble promis.

Elle montre à quel point nous devons être fermes et prudents en examinant aujourd'hui les propositions fédérales et en faisant nous-mêmes des contre-propositions. Le problème est posé. Il faut chercher les meilleures solutions.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

J'ai violemment combattu l'entente de 1942 à la Chambre et je suis sorti de l'hôpital pour la combattre.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): Ottawa propose de lui céder les principaux impôts directs, moyennant compensation (entre \$40,000,000 et \$60,000,000 pour Québec). De son côté, le gouvernement central assumerait la grande partie des charges sociales. Le langage fédéral revient à ceci: maintenant que nous avons pris vos meilleures sources de taxation, vous êtes trop pauvres. En conséquence, donnez-nous votre pouvoir de faire les principales lois sociales.

Aucun gouvernement québécois ne saurait accepter ce nouveau jeu de dupes, car le plan fédéral ne nous donne même pas de quoi financer les quelques responsabilités sociales qui nous resteraient. L'équilibre financier du Québec ne serait pas assuré, nous serions, ou maintenus dans l'impuissance, ou réduits au déficit. Tout finirait par y passer, même l'éducation. Ceci mettrait notre souveraineté en danger.

À date, sauf dans des lignes très générales, là où presque tout le monde s'entend, le premier ministre n'a pas révélé publiquement son attitude. Je trouve la situation anormale.

Dix premiers ministres se trouvent réunis sans mandat spécial. Les principaux de ces chefs ne représentent même pas la majorité des électeurs. Ces dix pourraient, s'ils le voulaient, modifier dans le silence la Constitution. C'est une situation insupportable. Il est vrai que lors de la Confédération, la population fut placée devant un fait accompli. Je comprends que, dans une certaine mesure, les délibérations préliminaires soient secrètes et que le Québec, par tactique, n'ait pas pris les devants.

Mais, nous ne devons pas accepter que le Québec, six mois après les premières rencontres, soit la seule province à n'avoir pas d'attitude officielle et publique sur les questions en litige. De la sorte, le premier ministre peut se croire habile, mais son habileté joue contre nous puisqu'il nous prive de garanties. Le gouvernement actuel ne peut, sans un nouveau mandat précis des électeurs de la province, modifier la Constitution.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Aucune entente ne sera conclue à Ottawa sans obtenir la ratification de la Législature.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): J'accueille avec inquiétude la rumeur qui veut que nous gardions l'impôt sur les successions pour céder à Ottawa le domaine de l'impôt sur le revenu. Ce serait une maladresse, car l'impôt sur les successions n'est qu'une fiscalité d'appoint. Le rendement en est imprévisible.

Il est impossible d'établir un budget là-dessus. L'impôt sur les successions porté à son maximum est de l'ordre de \$12,000,000, tandis que l'impôt sur le revenu, après les déductions d'après-guerre, rapporterait \$200,000,000.

Notre attitude à nous est celle-ci. Nous inversons les propositions fédérales: que les provinces assument toutes les responsabilités

sociales et que l'impôt direct soit exclusif aux provinces dans la mesure où il est nécessaire aux fins provinciales.

L'impôt direct, et plus spécialement l'impôt sur le revenu, personnel et des corporations, constitue la meilleure source de revenus. C'est si vrai qu'Ottawa a dû envahir ce champ pour se procurer des revenus pour la guerre, dans la proportion de 60 % du total.

Il faudrait maintenir les taxes directes aussi hautes que possible pour réduire autant que possible les taxes indirectes. On ne pourra plus dire, alors, que nous sommes trop pauvres pour exercer nos droits, puisqu'en 1943-1944 seulement, Ottawa est venu chercher en notre province, au seul titre de l'impôt sur le revenu, \$385,000,000 en plus de ce qu'il prenait déjà aux contribuables québécois en 1939-40. Trois cent quatre-vingt cinq millions de dollars, c'est environ quatre fois le budget annuel de la province, et l'on vient nous dire que Québec est trop pauvre. Réduisons ce montant atteint dans une période anormale, réduisons-le au quart, et c'est encore \$100,000,000 que l'on aurait, ce qui représente des possibilités inouïes pour la province.

Mais c'est un pur jeu de mots. L'État québécois est trop pauvre si l'État fédéral lui arrache presque tout, mais l'État québécois est assez riche, si l'État fédéral lui laisse sa part légitime. Et il s'agit des mêmes contribuables, qu'ils soient taxés par Québec ou qu'ils soient taxés par Ottawa. Ils sont capables des mêmes montants. Bien plus, nous payons plus dans ce domaine que la moyenne canadienne.

Ottawa a commencé d'assumer des tâches provinciales dans le domaine social, tâches dont l'accomplissement lui coûtera plus d'un demi-milliard. S'il est possible de trouver ce demi-milliard auprès des contribuables canadiens, l'État québécois peut trouver chez lui plus que la portion de ce demi-milliard qu'il devra dépenser, et il déchargera d'autant le budget fédéral.

Le problème fiscal est relativement moins compliqué que la propagande ne veut le faire croire pourvu qu'on ne l'aborde pas avec un préjugé centralisateur. Il faut lutter sans reculer d'un pouce, ou ce sera le commencement de la fin pour nos aspirations nationales.

La part du Québec dans le règlement du problème posé à la conférence fédérale-provinciale comporte d'abord que l'on amorce la législation sociale le plus vite possible et qu'on revendique le principe fiscal. Autrement, nous donnerions un coup de fouet aux opinions extrêmes.

On doit abandonner l'attitude négative. On ne sauvera l'État québécois que par un autonomisme dynamique, positif et actif. Cela veut dire commencer à prendre nos responsabilités en main en ce qui regarde le logement, le chômage, la santé et la médecine. Non seulement défendre en paroles le principe de la souveraineté, mais aussi l'exercer, au lieu d'abandonner à Ottawa le règlement des questions capitales, c'est encourager et justifier Ottawa de réclamer les principales sources de revenus. Négliger la législation sociale urbaine aussi bien que rurale, c'est montrer qu'on se fait de l'autonomie une idée rétrograde.

Il (M. Laurendeau) aborde ensuite plusieurs des problèmes connexes à cette question, problèmes du logement, de la santé publique, etc.

Je demande au gouvernement, dit-il, de faire échec à l'enquête Rowell-Sirois par une enquête provinciale, pour réfuter les documents fédéraux qui servent de base à l'attaque que subit actuellement le droit des provinces. Nous mobiliserions nos ressources intellectuelles dont pourrait sortir toute une attitude, toute une législation.

Je suggère également une campagne d'idées pour montrer au peuple ce qui est engagé dans le présent conflit, afin que les électeurs sachent dans quelle bataille constitutionnelle nous sommes engagés et quels en sont les enjeux.

Si l'on n'y met pas bon ordre, les centralisateurs de toutes couleurs sont en train de jeter bas tous les appuis sur lesquels nous avons étayé notre vie. Ne collaborons pas à la mort de notre province ou de notre nationalité. N'oublions pas qu'au-dessus de tous les biens, il nous reste la vie.

M. Côté (Rouyn-Noranda)¹⁴ offre ses condoléances à quelques députés éprouvés par la mort de l'un des leurs depuis la dernière session. Il félicite ensuite l'honorable Édouard Asselin pour son accession au Conseil législatif¹⁵. Mais, ajoute-t-il, le gouvernement aurait mieux fait de nommer là un représentant de la classe ouvrière plutôt qu'un autre avocat.

En 1944, j'ai été élu comme député de la Cooperative Commonwealth Federation (CCF), mais au mois de juin, j'ai abandonné la section québécoise de ce parti¹⁶. Je siégerai donc comme CCF indépendant.

Si j'ai cru rompre avec les chefs du parti québécois, c'est à cause de divergences d'opinion¹⁷. Il est malheureux que, dans la CCF, c'est une petite clique qui influence tout le parti, mais les choses n'en resteront pas là.

Je n'ai pas quitté mon parti comme on l'a dit. Je reste fidèle à la doctrine de James Woodsworth et du parti CCF, qui est continuée par M. Coldwell et le professeur Frank Scott, de l'Université McGill, pour qui j'ai le plus grand respect.

Je suis socialiste et je continuerai de travailler pour les ouvriers et à condamner les vices du capitalisme. Le temps est passé où il suffisait de traiter un adversaire de socialiste pour être élu. Il faut de la vision pour entrevoir l'ordre nouveau et du courage pour voir à son installation. Le programme de Regina est mon credo et le *Canada Nouveau* du professeur Scott et de M. Lewis reste mon évangile politique¹⁸.

Qu'on le veuille ou non, le monde va devenir socialiste, ce qui veut dire la suppression légale et constitutionnelle du capitalisme. Le peuple commence à voir clair et on ne pourra pas le tenir dans l'ignorance et la misère toujours. Partout dans le monde, le peuple vote pour des gouvernements socialistes.

Il (M. Côté) cite comme modèle la province de la Saskatchewan où un gouvernement de la CCF a adopté une législation importante en deux années d'administration, surtout dans le domaine de l'éducation, du travail et de la santé.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je soulève un point d'ordre. On devrait s'en tenir aux questions provinciales.

M. Francoeur (Montréal-Mercier): Le premier ministre a essayé d'empêcher la liberté d'expression.

M. l'Orateur rappelle à l'ordre le député de Montréal-Mercier et donne raison au premier ministre.

M. Côté (Rouyn-Noranda): Le gouvernement devrait s'inspirer de la Saskatchewan qui a un code ouvrier, en plus d'avoir réglé le problème de la santé et des logements ouvriers.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) soulève un nouveau point d'ordre pour les mêmes raisons qu'il a évoquées précédemment. En début de session, il serait bon de décider de respecter certaines règles qui ont été corrigées par le Parti libéral en 1941.

M. l'Orateur maintient le point d'ordre.

M. Côté (Rouyn-Noranda): J'ai déclaré ce que je voulais dire sur cette question. Il (M. Côté)

parle alors de la conférence intergouvernementale. Les demandes du fédéral, dit-il, sont justes et on devrait lui laisser les taxes sur les corporations et les successions ainsi que l'impôt sur le revenu. Il est le seul moyen pour Ottawa de régler le problème du chômage en assurant l'embauchage intégral. Je ne vois pas comment notre autonomie se trouve menacée, car nos institutions religieuses et scolaires ne sont pas mises en jeu dans ces propositions.

Dans l'ensemble, les propositions fédérales soumises aux provinces sont convenables et toutes les provinces devraient les accepter. Je les approuve moi-même, sauf certaines réserves. Le premier parlait du Québec qui était crucifié sur une croix en or, mais c'est pire si la population est crucifiée sur l'autel de la politocaille.

Je regrette qu'Ottawa se soit départi de son autorité sur les salaires et les conditions de travail. Je demande au gouvernement d'instituer un code national du travail.

Je réclame une politique de logement pour les ouvriers. Les taudis sont une menace sociale. Il faudrait au Canada 750,000 maisons nouvelles, et il manque 300,000 logements dans le Québec seulement.

Je suggère, dit-il, de porter à \$40 la pension de vieillesse et de baisser à 65 ans la limite d'âge permettant d'y avoir droit. Je propose aussi d'augmenter de 50 % l'assurance-chômage et de l'étendre à tous les chômeurs, et je demande au fédéral de prendre l'entière responsabilité du chômage.

Je veux un plan d'assurance-santé fédéral respectueux de l'autonomie des provinces et je m'oppose à des programmes de travaux publics comme moyen de remédier au chômage.

Je trouve, dit-il, notre système de détention désuet, démodé et cruel pour les jeunes délinquants. L'incident survenu à la Maison de Lorette, à Montréal, a démontré qu'il y a urgence d'humaniser, de moderniser et de christianiser même le système de détention. Il a aussi démontré le besoin d'avoir une meilleure direction dans les dossiers de l'aide sociale. J'avais l'intention, dit-il, plus tard dans la session, de parler particulièrement de la Maison Lorette. Je suggère que le meilleur moyen pour s'occuper de tels problèmes avec les jeunes est d'établir le système Borstal qui est en vogue en Angleterre.

À titre de député CCF, dit-il, je me proclame le seul représentant officiel de la classe ouvrière en cette Chambre. Il (M. Côté) fait référence à un incident qui a eu lieu dernièrement dans la province.

M. Côté (Montréal-Sainte-Marie): Avez-vous déjà travaillé?

M. l'Orateur ramène les députés à l'ordre.

M. Côté (Rouyn-Noranda) parle longuement des principes socialistes. L'incident auquel je fais référence, dit-il, est le départ de M. Paul-Émile Marquette, directeur du Congrès canadien du travail.

Il (M. Côté) rappelle la politique du Congrès qui étend ses ramifications à tous les travailleurs du Canada et qui unifie les ouvriers dans des organismes industriels suivant les corps de métier. Parce que l'industrie a un caractère de monopole, il faut pour les employés se grouper dans des unions interprovinciales et internationales mêmes.

Les syndicats internationaux sont nécessaires parce qu'ils s'occupent des trusts qui sont internationaux, et les syndicats catholiques ont démontré qu'ils étaient incapables de traiter avec les trusts et ceci démontre le besoin d'avoir des syndicats internationaux.

Je regrette de dire que, si l'on permet à M. Marquette de fonder une union exclusivement provinciale et confessionnelle, on désunira les travailleurs et on provoquera des grèves de juridiction dans la province de Québec. M. Marquette va lancer un congrès provincial racial. C'est pourquoi nous le dénonçons.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): M. l'Orateur, je soulève un point d'ordre. La Législature n'a pas été convoquée pour étudier des questions particulières de cette nature. Ce n'est pas à la Chambre de discuter et de régler le cas de M. Marquette. D'ailleurs, il n'est pas ici pour se défendre.

M. Côté (Rouyn-Noranda): Au contraire, la Chambre est intéressée parce que d'ici la prochaine session, la province aura à enregistrer plusieurs grèves, des grèves sans précédent dans l'histoire de la province par suite des troubles existant dans le monde ouvrier. Elles ne se feront pas seulement sur la question de salaires et de conditions ouvrières, mais de juridiction.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) réitère ses propos.

M. l'Orateur: Le député de Rouyn-Noranda ne peut saisir la Chambre d'un conflit entre une union et un chef ouvrier. Le député n'a d'ailleurs plus que deux minutes à sa disposition pour terminer son discours.

M. Côté (Rouyn-Noranda): On veut me bâillonner en ne me permettant pas de finir mon discours. Je ne me laisserai pas faire.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Je demande au député de retirer ses paroles.

M. Godbout (L'Islet): Je ne veux pas me mêler d'une question où je ne suis pas concerné, mais il est un principe que je n'entends pas voir sacrifier en Chambre: celui de la liberté de parole des députés.
(Applaudissements à gauche)

Des voix à gauche: Pas de bâillon!

M. l'Orateur: Je n'ai bâillonné personne, mais je suis ici pour faire respecter les règlements et c'est ce que j'ai l'intention de faire. J'ai tout simplement averti le député de Rouyn-Noranda que son temps était expiré. Je demande aux députés de la gauche de ne pas parler de bâillon.

M. Côté (Rouyn-Noranda): Si on me bâillonne ce soir, c'est parce que l'an dernier j'ai été incapable d'appuyer l'Union nationale parce que je voulais défendre les droits du peuple.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Je demande que le député de Rouyn-Noranda retire ses dernières paroles.

Des voix à gauche: Pas de bâillon, pas de bâillon!

M. Francoeur (Montréal-Mercier) fait quelques remarques. Il s'objecte notamment à la façon dont le gouvernement entend diriger le Sénat.

M. l'Orateur rappelle à l'ordre le député de Montréal-Mercier à plusieurs reprises.

M. Francoeur (Montréal-Mercier) refuse de s'asseoir avant d'avoir tout dit.

M. l'Orateur demande au député de Montréal-Mercier de se taire. J'avertis les députés de la gauche qu'ils doivent cesser de murmurer contre le bâillon et je m'adresse en particulier à l'honorable député de Montréal-Mercier. Je demanderai qu'on l'expulse de la Chambre s'il ne veut pas obtempérer à cette décision.

Voix à gauche: Il n'a rien dit!

M. l'Orateur croit alors entendre parler le député de Montréal-Mercier. Je rappelle à l'ordre M. Joseph Mercier, député de Francoeur.

(Protestations à gauche)

Il (M. l'Orateur) s'aperçoit de son lapsus. Si l'honorable député de Montréal-Mercier interrompt encore, dit-il, je demanderai à la Chambre de voter son expulsion.

M. Godbout (L'Islet) se lève pour expliquer qu'il avait parlé du principe de la liberté de parole parce que le premier ministre voulait obliger le député de Rouyn-Noranda à retirer certaines paroles. Je dois expliquer ce que j'allais dire. Me permettez-vous au moins de vous donner raison, M. l'Orateur?

Je voulais dire qu'il ne dépend pas de l'Orateur de permettre ou de ne pas permettre à un député de parler. L'Orateur n'a qu'à lui indiquer que son temps est terminé.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) demande à l'Orateur de faire respecter le décorum. L'attitude du chef de l'opposition est disgracieuse. Il va donner l'exemple du respect des règlements...

M. Hartt (Montréal-Saint-Louis) proteste contre l'intervention du premier ministre.

M. l'Orateur: L'affaire est close. Le temps du député de Rouyn-Noranda est expiré. Je demande au prochain orateur de prendre la parole sur le discours du trône.

Il (l'Orateur) reproche au député de Montréal-Saint-Louis (M. Hartt) de ne pas respecter les règlements.

M. Leduc (Laval)¹⁹: Je félicite mon chef du discours qu'il a prononcé au cours de l'après-midi. Lorsque les citoyens de la province liront ce discours, ils réaliseront qu'il se trouve un homme à l'Assemblée législative qui a de la vision et qui est soucieux des intérêts économiques des nôtres. Il a parlé comme un grand patriote. Il comprend les problèmes de la province et va droit au but.

Le chef de l'opposition a eu raison de nous prévenir de nous occuper de nos intérêts dans tous les domaines. Tout le monde se souvient que, dans le passé, 3,000,000 de Canadiens français ont été forcés de s'exiler aux États-Unis, où ils ont formé des centres prospères. Tout cela, parce que la province de Québec n'était pas capable de les faire vivre et qu'elle a négligé de s'occuper de leurs intérêts.

Si nous ne faisons aux nôtres des conditions de vie meilleures, nous allons les voir encore une fois se diriger vers d'autres centres. Il est temps d'y songer.

Dans tous les foyers de la province, il y a de l'inquiétude à cause des conditions de l'après-guerre et particulièrement du chômage. Il y avait de l'espoir dans la conférence d'Ottawa, mais le chef du gouvernement ne nous annonce rien. Durant la guerre, il y a eu une activité extraordinaire dans l'industrie et, aujourd'hui, on craint une crise économique. La guerre n'a pas créé nos ressources naturelles, qui existaient à l'époque du grand chômage de 1930 à 1935.

Il y a eu chômage à cette époque parce qu'on n'avait pas utilisé les ressources naturelles. Si la guerre a déclenché cette grande activité industrielle, on devrait pouvoir prévenir une crise de chômage. J'aurais voulu entendre le chef du Bloc populaire nous dire un bon mot du gouvernement de notre pays, qui n'est pas un ennemi. C'est lui qui a préservé les droits de cette Législature.

Je pose en principe que la prospérité de la province dépend de la prospérité du pays, et que la prospérité du pays dépend du rôle que le Canada peut jouer dans l'univers. L'activité qui s'est manifestée pendant la guerre, qui nous a apporté du travail et amélioré les conditions de vie au pays, était due à un agent étranger: la guerre.

Un autre agent extérieur peut nous rendre l'activité de la période de guerre et régler nos problèmes de travail qui deviennent aigus de jour en jour: ce sera le commerce extérieur. Suivant les statistiques, 60 % de nos activités économiques se font avec l'étranger.

On peut parler de questions sociales, mais elles seront insolubles si notre commerce extérieur n'atteint pas un niveau qui maintiendra le revenu national à \$6,000,000,000.

Nous devons faire avec le fédéral tous les arrangements nécessaires pour que, dans la province de Québec, le père de famille puisse élever ses enfants en ayant des salaires suffisants.

La province de Québec est limitée dans ses moyens d'action. Mais, elle doit faire quelque chose. Les ouvriers ont appris ce qu'est la prospérité industrielle et ils vont l'exiger dans l'avenir. Cette prospérité industrielle n'est possible qu'en autant que le Canada accroîtra son commerce extérieur.

Le règlement des problèmes dépend des accords provinciaux. Nous aurions bien aimé à entendre le gouvernement nous dire ce qui est au programme dans ce domaine.

Le malaise qui grandit dans la province au sujet du futur est accentué par le fait que le premier ministre du Québec n'a pas encore fait de déclaration formelle au sujet d'une politique à l'égard des propositions d'Ottawa.

Il (M. Leduc) aborde brièvement divers problèmes dont ceux du logement et des améliorations dans les petites municipalités. Les lenteurs constatées dans le règlement du problème du logement s'expliquent, dit-il, parce que la mise en commun qui existait pendant la guerre a cessé. Nous n'aurions jamais réalisé ce que nous avons réalisé si nous n'avions pas eu cette mise en commun. Car nous dépendons des autres. Cela est si vrai, qu'il a suffi d'une grève de l'acier aux États-Unis pour affecter notre production.

Je suggère d'aider nos petites municipalités à construire un système d'égout et d'aqueduc, de stimuler la construction d'habitations de cinq à six pièces et d'encourager la jeunesse. Il devrait y avoir des crédits urbains, des crédits proportionnels à la taille des familles, sinon il y aura danger que la grosseur des familles diminue.

Il (M. Leduc) soulève enfin la question du refinancement de la dette de Montréal, accompli grâce au système de gouvernement municipal établi par l'honorable chef de l'opposition. Je doutais, dit-il, de l'efficacité de ce système, mais je suis obligé de dire qu'on en a fait une bonne chose.

M. Leduc (Laval) propose, appuyé par le représentant de Québec-Centre (M. Morin), que le débat soit de nouveau ajourné.

Adopté.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 11 heures.

NOTES

1. Son discours a duré 2 heures, selon *Le Devoir* du 20 février 1946, à la page 1. Les journaux ne s'entendent toutefois pas sur le moment où M. Godbout a pris la parole. *Le Devoir* du 20 février

1946, à la page 6, avance 4 h 45, *Le Canada* du 20 février 1946, à la page 2, 3 h 55, et *Le Soleil* du 20 février 1946, à la page 3, soutient qu'il a parlé de 3 h 40 à 5 h 25.

2. Alexandre Taché est Orateur de l'Assemblée législative du 7 février 1745 au 15 décembre 1955.

3. Alexander Augustus Frederick William Alfred George Cambridge, prince Alexander de Teck, comte d'Athlone, est gouverneur général du Canada de 1940 à 1946. Son épouse, la princesse Alice Mary Victoria Augusta Pauline, est la fille du prince Léopold et la petite-fille de la reine Victoria.

4. Il s'agit de Sir Harold Rupert Leofric George Alexander, vicomte Alexander, 1^{er} comte Alexander de Tunis et baron Rideau d'Ottawa et de Castle Derg, comté Tyrone. Il est gouverneur général du Canada de 1946 à 1952. Il est le dernier britannique à avoir occupé cette fonction.

5. Il est lieutenant-gouverneur de la province de Québec du 30 décembre 1939 au 1^{er} octobre 1950.

6. James Lorimer Ilsley est ministre libéral fédéral des Finances de 1940 à 1946.

7. Il veut faire allusion plus particulièrement au bail de 20 ans accordé à la compagnie Hollinger pour l'exploitation des mines du Nouveau-Québec, selon *Le Devoir* du 20 février 1946, à la page 6.

8. George Alexander Drew est premier ministre de la province d'Ontario de 1943 à 1948.

9. Le discours de M. Duplessis n'a duré qu'une vingtaine de minutes, selon *Le Soleil* du 20 février 1946, à la page 3.

10. La conférence fédérale-provinciale se déroule du 6 au 10 août 1945. Elle reprend le 26 novembre pour trois jours et s'ajoute au 28 janvier 1946. Elle sera appelée la "Conférence du rétablissement" pour évoquer le rétablissement d'après-guerre. Elle porte principalement sur le partage des revenus entre le fédéral et les provinces.

11. William Lyon Mackenzie King est premier ministre du Canada de 1921 à 1930 et de 1935 à 1948.

12. *Le Soleil* indique, le 20 février 1946, à la page 3, qu'il a parlé pendant 1 h 25.

13. La Commission royale d'enquête sur les relations fédérales-provinciales (Rowell-Sirois) est instituée en 1937. Elle a pour but d'étudier le partage des pouvoirs, reconnus par la Constitution, entre le fédéral et les provinces. Elle aborde ainsi le problème de la centralisation et de la décentralisation. La Commission dépose son rapport en 1940.

Elle propose notamment que le gouvernement fédéral institue et s'occupe d'un programme d'assurance-chômage et qu'il assume le coût des pensions de vieillesse, partagé jusqu'alors avec les provinces. Pour la Commission, le gouvernement fédéral devrait aussi avoir le monopole des impôts sur le revenu des particuliers, sur les profits des compagnies et sur les successions. En retour, le fédéral prendrait en charge la dette des provinces et leur verserait une subvention annuelle.

14. M. Côté a parlé pendant près d'une heure, selon *Le Canada* du 20 février 1946, à la page 2.

15. M. Asselin a accédé au poste de conseiller législatif de la division de Wellington, le 25 janvier 1946.

16. La Cooperative Commonwealth Federation (CCF), fondée en 1932, est un regroupement de socialistes canadiens. Le parti prône la planification de l'économie, la nationalisation de certains secteurs de production et une forte intervention de l'État. Le CCF prend le pouvoir en Saskatchewan en 1944 et obtient 28 sièges lors des élections fédérales en 1945. Le parti connaît toutefois peu de succès au Québec.

17. M. David Côté a été élu député de la Cooperative Commonwealth Federation à l'Assemblée législative, dans la circonscription de Rouyn-Noranda, en 1944.

18. David Lewis est secrétaire national, à partir de 1936, et théoricien de la Cooperative Commonwealth Federation (CCF). En 1943, il rédige, avec F.R. Scott, *Make This Your Canada*. Pour sa part, Francis Reginald Scott fonde avec Frank Underhill, en 1931-32, la League For Social Reconstruction, un groupe d'étude socialiste qui est le berceau de la CCF. M. Scott contribue à la rédaction du *Manifeste de Regina* (1933) et de *Social Planning for Canada* (1935). Il est président national de la CCF de 1942 à 1950.

19. Il prend la parole à 10 h 40, selon *Le Canada* du 20 février 1946, à la page 1.

Séance du mercredi 20 février 1946

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Décisions de l'Orateur:

**Interdiction de soulever
une cause pendante
(élection dans le comté de Beauce)**

M. l'Orateur: Au cours du débat sur le discours du trône, l'honorable chef de l'opposition (M. Godbout) a fait allusion à des irrégularités et à des actes de corruption qu'il alléguait avoir été commises au cours de l'élection de la Beauce¹.

L'honorable premier ministre a soulevé l'objection que les tribunaux judiciaires étant saisis d'une contestation de ladite élection, il était irrégulier de se référer à une cause pendante devant les tribunaux.

J'ai maintenu le point d'ordre soulevé par l'honorable premier ministre, et, sur la demande de l'honorable député de Québec-Comté (M. Chaloult), je tiens à donner à la Chambre les raisons de cette décision.

La prétention de l'honorable premier ministre me paraît conforme à la pratique suivie en cette Chambre, et cette pratique est basée sur plusieurs auteurs bien connus de droit parlementaire:

1. Beauchesne, dans ses *Parliamentary Rules and Forms*, 2^e édition, n^o 293, dit: "... a member, while speaking, must not: ... (c) refer to any matter of which a judicial decision is pending".

2. May, dans son *Parliamentary Practice*, 11^e édition, page 332, paragraphe 6, déclare: "Matters awaiting the adjudication of a court of law should not be brought forward in debate".

3. Peel, dans les *Hansard's Debates*, 3^e série, volume 335, page 1252 et suivantes, parle de "the impropriety of alluding to pending trials in such a way as to prejudice a fair trial of the case".

4. Nous trouvons dans les *Hansard's Debates*, 4^e série, volume 64, page 867, une décision de Gully, qui est citée par plusieurs auteurs et qui va encore plus loin: "Il est irrégulier, dit-il en substance, de discuter ou de passer jugement (je traduis

littéralement de l'anglais) sur une question dont est saisi un tribunal d'élection. De même, il est irrégulier de discuter s'il y a eu corruption dans une élection qui peut encore être contestée."

D'ailleurs, toutes ces décisions sont basées sur le grand principe fondamental de la séparation des pouvoirs. En vertu de ce principe, il n'est jamais permis aux tribunaux de juger les délibérations de l'Assemblée législative, et l'Assemblée législative ne doit pas, non plus, juger ou discuter les affaires qui sont soumises aux tribunaux ou les décisions qu'ils rendent.

L'un de mes prédécesseurs en cette Chambre, l'honorable Paul Sauvé, alors qu'il était Orateur de la Chambre, le 8 février 1939, a rendu une décision dans le même sens, et je réfère l'honorable député de Québec-Comté aux *Journaux de l'Assemblée législative de Québec*, volume 74, 1939, page 45².

Présentation de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre:

- de Édouard Biron et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Lawrence Alexander Wilson (M. Côté, Montréal-Sainte-Marie);
- de la ville de Dorion, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Sabourin);
- de Pauline Marois-Mercier et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Olivier Robitaille (M. Tellier);
- de la cité de Thetford Mines, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Vachon);
- de la municipalité du village de Bernierville, demandant l'adoption d'une loi concernant certains pouvoirs de ladite corporation de la municipalité du village de Bernierville (M. Vachon);
- de la ville de Coaticook, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Bergeron);
- de la corporation de la paroisse de l'Île-Perrot, demandant l'adoption d'une loi lui accordant certains pouvoirs (M. Sauvé).

Lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de la Commission des écoles catholiques de Verdun, demandant l'adoption d'une loi lui accordant certains pouvoirs (M. Ross);
- de la cité de Drummondville, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Bernard);
- de la ville de Mont-Royal, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte et lui accordant certains pouvoirs (M. Gatien).

Rapports des comités permanents:

M. Blanchard (Terrebonne): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de la ville de La Tuque, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte;
- de Hyacinthe Médéric Robichaud, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec, à l'admettre au nombre de ses membres, après examen;
- de l'Hôtel-Dieu Saint-Michel-de-Roberval, demandant l'adoption d'une loi modifiant la loi (16 George V, chapitre 137) et la constituant en corporation;
- de Charles-Édouard Cliche, demandant l'adoption d'une loi autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec, à l'admettre au nombre de ses membres, après examens;
- de John Anderson Folkins, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres;
- de David Gordon Gibb, demandant l'adoption d'une loi autorisant la Chambre des notaires, à admettre celui-ci à l'étude de la profession du notariat;
- de The Trustee Board of the Presbyterian Church in Canada, demandant l'adoption d'une loi concernant leur charte;
- de l'Association des chiropraticiens de la province de Québec incorporée, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation;
- de J.-Eugène Corriveau et de Marie-Louise Charest, demandant l'adoption d'une loi autorisant et ratifiant un certain acte de vendre un immeuble de la succession de Joseph Charest;

- de la communauté des sœurs de Sainte-Croix et des Sept-Douleurs, demandant l'adoption d'une loi concernant ladite congrégation;
- de St. George's Society of Montreal, demandant l'adoption d'une loi concernant ladite société;
- de The Woman's General Hospital, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Herbert Reddy Memorial Hospital;
- de Joseph Chrzaszcz et autres, demandant l'adoption d'une loi changeant le nom de famille en celui de Kross;
- de la ville de Lauzon, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte;
- de la cité de Sherbrooke, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.

Projets de loi:

Charte de la Tuque

M. Ducharme (Laviolette) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 118 modifiant la charte de la ville de La Tuque.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Hyacinthe Médéric Robichaud

M. Gatien (Maisonneuve) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 133 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Hyacinthe Médéric Robichaud au nombre de ses membres, après examen.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi de l'Hôtel-Dieu de Roberval

M. Marcotte (Roberval) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 104 modifiant la loi constituant en corporation l'Hôtel-Dieu Saint-Michel de Roberval.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charles-Édouard Cliche

M. Poulin (Beauce) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 103 autorisant la chambre des notaires à admettre Charles-Édouard Cliche à l'exercice du notariat après examen.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

John Alderson Folkins

M. Blanchard (Terrebonne) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 128 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre John Alderson Folkins à l'exercice de l'art dentaire, après examen.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

David Gordon Gibb

M. Tellier (Montcalm) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 106 autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec à admettre David Gordon Gibb à l'étude de la profession de notaire et à régulariser son brevet de cléricature.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Bureau de fiducie
de l'Église presbytérienne**

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 116 concernant le Bureau de fiducie de l'Église presbytérienne au Canada.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Chiropraticiens

M. Tellier (Montcalm) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 105 constituant en corporation les chiropraticiens de la province de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Vente d'immeuble
de Joseph Charest**

M. Tellier (Montcalm) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 117 autorisant et ratifiant une convention de vendre un immeuble de la succession de feu Joseph Charest.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Sœurs
de Sainte-Croix**

M. Tellier (Montcalm) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 148 concernant la congrégation des sœurs de Sainte-Croix et des Sept Douleurs.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Société
St. George de Montréal**

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 115 concernant la Société St. George de Montréal.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Woman's General Hospital

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 102 refondant et modifiant la charte de The Woman's General Hospital.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Changements de noms

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 140 changeant les noms de Joseph Chrzaszcz, Carolina Chrzaszcz, Stéphanie Frances Chrzaszcz, Frank Chrzaszcz, Henry Chrzaszcz, Edward Chrzaszcz, et John Walter Chrzaszcz, en ceux de Joseph Kross, Carolina Kross, Stéphanie Frances Kross, Frank Kross, Henry Kross, Edward Kross, et John Walter Kross respectivement.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Lauzon

M. Jolicoeur (Bonaventure) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 122 modifiant la charte de la ville de Lauzon.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Sherbrooke

M. Goudreau (Richmond) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 130 modifiant la charte de la cité de Sherbrooke.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Dépôt de documents:**Ministère des Mines,
rapport 1944-1945**

L'honorable M. Robinson (Brome) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport général du ministre des Mines de la province de Québec pour l'année finissant le 31 mars 1945. (Document de la session no 9)

**Adresse en réponse
au discours du trône**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné mardi le 19 février courant, sur la motion présentée par le représentant de Beauce (M. Poulin), dont elle a été saisie jeudi le 14 février dernier: Que l'adresse suivante soit votée et présentée à l'honorable M. le lieutenant-gouverneur de la province de Québec:

À l'honorable Monsieur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, vous prions de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer, afin de faire connaître les motifs de la convocation des Chambres.

M. Leduc (Laval): J'ai félicité hier l'honorable chef de l'opposition d'avoir eu le courage de dire la vérité à sa province. J'ai demandé au gouvernement de prévenir une nouvelle émigration des nôtres aux États-Unis et en Ontario, où 300,000 Canadiens français résident maintenant. Plus que jamais, nous devons nous occuper du problème économique de façon à apporter le bien-être et même l'aisance à la population.

La guerre a apporté à nos gens une certaine prospérité, mais elle n'a pas créé de richesses. Elle n'a fait que mettre en branle des activités industrielles. Ainsi, pendant les années de dépression, nos richesses naturelles existaient et nous ne les avons pas exploitées parce que les marchés extérieurs ne pouvaient plus absorber nos produits. Il faut maintenant rétablir le courant commercial avec l'extérieur parce que les gens de la province de Québec, comme ceux des autres provinces, ont absolument besoin des marchés étrangers pour se développer et grandir. Seul un gouvernement central fort peut nous ouvrir l'accès de ces marchés.

Il cite à l'appui de son argument le commerce de blé. Ainsi, dit-il, nous produisons 500,000,000 boisseaux de blé et le Canada n'en consomme annuellement que 60,000,000. Il faut donc trouver à vendre ailleurs ce surplus considérable.

Il ne faut pas négliger cet aspect économique, car l'économique conditionne tout le reste. La France se tourne aujourd'hui vers le communisme parce que

sa population a faim et qu'elle manque du nécessaire. Je crains la même réaction au Canada.

Il y a dans le pays des mouvements à tendance pour le moins socialiste et ces mouvements vont se répandre dans la population si elle ne peut pas jouir d'un minimum de bien-être. Le gouvernement de la province doit se rendre à Ottawa, lors de la reprise de la conférence interprovinciale, avec un esprit d'entente et de collaboration, afin d'en arriver à des accords qui soient profitables à toute notre population. Le chef du Bloc populaire (M. Laurendeau) a dit que le gouvernement fédéral est venu récolter une somme de \$250,000,000 d'impôts dans la province de Québec pendant la guerre.

C'est un argument de collégien qui attriste les gens plus âgés. C'est un argument incomplet parce que le député de Montréal-Laurier a négligé de dire qu'au même moment, le fédéral instituait un système d'assistance sociale dont la province bénéficie grandement, que cette année le fédéral dépensera près de \$80,000,000 par année pour les allocations familiales, que la province retire environ \$80,000,000 sur les \$250,000,000 que dépense le fédéral pour stabiliser les prix agricoles. On n'a pas le droit de rabaisser le rôle de notre pays.

Il regrette que l'ajournement de la conférence retarde le début de l'exécution de tout un programme de travaux publics, dont certaines municipalités ont besoin, surtout au point de vue sanitaire. Il faut s'entendre au plus tôt avec Ottawa, dit-il, afin de lancer dans le pays un vaste programme de travaux publics. Seul le pouvoir central peut édicter des lois générales qui placeront le commerce et l'industrie sur le même pied à travers le pays.

L'honorable chef de l'opposition a parlé de la nécessité fondamentale d'aider les cultivateurs. Pour les aider, il faut industrialiser davantage notre province, afin de créer de nouveaux marchés pour les produits agricoles. Si nous établissons ici des conditions différentes de celles qui existent dans les autres provinces, nous risquons de perdre nos industries.

Il demande au gouvernement de donner à la province une politique telle que ses habitants puissent être fiers d'y vivre et d'y établir ses enfants. Le chef de l'opposition, dit-il, a eu raison de demander au gouvernement de collaborer avec Ottawa afin que les gens de ma province reçoivent l'aide nécessaire et ne soient pas forcés de s'exiler, comme cela s'est vu à une autre époque de notre histoire. Un gouvernement central fort pourra contrôler tous les facteurs qui influent sur notre survivance.

On estime que, pour faire des arrangements avec le fédéral, il faudrait amender la Constitution. Il ne faut pas craindre d'apporter quelques amendements à la Constitution pour satisfaire certains besoins de la vie moderne.

Des gens se montrent chatouilleux là-dessus. Je ne veux pas me prononcer sur le corporatisme politique, mais si nous l'adoptons, il faudrait de toute nécessité faire amender la Constitution par le Parlement anglais.

Je termine en insistant sur le côté spirituel de la question dont l'honorable chef de l'opposition a parlé. Je ne sais qui au pays en veut à ma religion. Je ne connais pas de Canadien français qui, étant soumis à des attaques, ne pourrait en triompher.

Je ne crains pas, par ailleurs, qu'une nouvelle entente entre le fédéral et la province porte atteinte à nos valeurs spirituelles, c'est-à-dire notre langue et notre foi. Notre religion n'est pas dans la Constitution mais au fond de notre cœur. C'est un bien que personne ne peut nous enlever. Les biens spirituels ont d'ailleurs beaucoup plus de valeur que les biens matériels, mais ces derniers sont quand même indispensables.

Mon dernier mot sera pour la jeunesse. Le temps est fini où l'on se vantait dans les maisons d'éducation de bloquer les jeunes aux examens. Il (M. Leduc) reproche aux professionnels d'avoir empêché par trop de sévérité et parce qu'ils craignaient la concurrence, les jeunes de monter. Dans les cours d'études primaires supérieures, les Canadiens français sont en état d'infériorité parce qu'on n'a pas voulu les y admettre avec un brevet alors que cette méthode se pratique dans les "High Schools".

Il y a énormément à faire dans le domaine de l'éducation. Les millions que le gouvernement se propose de donner aux commissions scolaires, il faudra les prendre quelque part. Ils viendront des industriels, des commerçants, des cultivateurs. Comment seront-ils en mesure de les donner s'ils n'ont pas l'aisance nécessaire?

Aujourd'hui, on donne une chance aux jeunes. Nous serons en mesure de donner une meilleure éducation à nos jeunes en autant que les gens de la province de Québec seront prospères. Je crois en la jeunesse parce que c'est l'avenir. Dans le domaine politique, son avenir est dans le Parti libéral parce que nous avons un chef qui comprend ses aspirations et ses légitimes ambitions. Je remercie notre chef d'avoir fait de grandes choses pour le bien-être et l'avenir des jeunes québécois.

(Applaudissements prolongés à gauche)

M. Chaloult (Québec): Le discours du trône ne dit rien. Je félicite le gouvernement de bien suivre la tradition britannique. On y parle de notre nouveau gouverneur général. Pourquoi ne pas dire vice-roi, puisqu'il y a un roi du Canada? Pourquoi pas un Canadien pour ces hautes fonctions, peu difficiles, puisqu'il ne s'agit que de distribuer des sourires et des poignées de mains.

Je siège à l'Assemblée législative depuis dix ans. J'ai fréquenté tous les partis. Je suis à la recherche d'un nouveau parti car je ne songe pas à retourner à ces anciens partis lesquels, d'ailleurs, ne voudraient pas m'accueillir.

Comme l'an dernier, je me présente sous l'étiquette d'indépendant. À l'occasion des élections fédérales, on a vu se lever beaucoup d'indépendants et j'ai eu même l'impression d'avoir fait des disciples. Mais plusieurs de ces indépendants ont maintenant disparu.

Si j'ai changé souvent d'étiquette, je n'ai pas changé d'idées. Je parle aujourd'hui comme je parlais dans le passé. Je représente une idée. Je n'aurais probablement pas été élu dans tous les comtés, mais j'aurais recueilli un bon pourcentage de votes. C'est donc que je représente une idée et je veux exposer cette idée.

Si ma situation comporte des avantages, elle a aussi ses désavantages: pas de caisse électorale, pas de patronage politique. Je n'administre pas le patronage dans mon comté et on ne m'a jamais offert pareille fonction. Même si on m'offrait le patronage, je le refuserais. Les ministres font cependant bon accueil à mes demandes. Cela se passait de la même manière sous le régime libéral.

Je suis indépendant des partis, ce qui me donne une liberté de parole. Je vais dire des vérités, dans mon discours comme en bien d'autres circonstances d'ici à la fin de la session, qui ne plairont pas à tout le monde. Je n'entends pas être un chien muet. Mais, je resterai dans le domaine des idées. Dès demain, une certaine presse va s'élever contre les paroles que je vais prononcer, mais cela ne me fera pas perdre ma sérénité.

J'avais l'intention de parler de l'élection de Beauce et de nos mœurs électorales, mais après la décision que vous venez de rendre, M. l'Orateur, je ne parlerai que de nos mœurs électorales. Je parlerai aussi des dernières élections fédérales et des tendances du Parti libéral et, dans un dernier point, je traiterai de la paix ou de la pseudo-paix, ainsi que de la collaboration internationale.

Pour Staline, la démocratie, c'est le communisme. Ceux qui ne sont pas communistes

sont des fascistes. Pour M. Churchill, la démocratie, c'est le triomphe du capitalisme. Dans le cas des Nations Unies, la démocratie, c'est la raison du plus fort, le droit de veto. Il y a cependant une troisième notion de la démocratie, celle que nous donne le pape. C'est la véritable notion et nous la favorisons. Mais nous nous opposons à celle de Churchill et de Staline.

La démocratie, chez nous, est faussée par l'aviilissement de l'électorat et l'asservissement à la caisse électorale. Nos mœurs électorales sont plus dépravées ici que dans n'importe quelle autre province. On avilit l'électeur par l'intérêt et on lui promet des bouts de chemins. Au lieu de l'élever vers une idée, on le rabaisse vers des questions mesquines. On lui promet des ponts, des routes et des salles paroissiales. Le chef de l'opposition a parlé hier de montants d'argent que l'on répandait dans les rangs, au cours de l'élection de la Beauce, mais je ne parlerai pas de cela. On ne se gêne pas pour faire appel à l'intempérance et à la diffamation personnelle pour gagner les élections. Dans certaine élection, on distribuait le matin la bouteille d'alcool avec la bouteille de lait. À tout événement, ça peut se faire dans la prochaine élection partielle et il peut arriver d'autres élections où on parlera encore de fleurs et de géraniums.

Une campagne perfide fut jadis organisée contre Sir George-Étienne Cartier, un procès retentissant fut fait à l'honorable Honoré Mercier³, Sir Wilfrid Laurier ne fut pas à l'abri des attaques personnelles et Armand Lavergne, dont le tempérament était bien fait pour supporter ces choses-là, en eut sa large part⁴. Moi-même, je n'en ai pas été exempt au cours de ma dernière élection tout particulièrement.

C'est avilissant et ce sont des mœurs de cannibales. Je ne m'en prends à personne en particulier, mais je fais appel aux chefs de partis pour obtenir un peu plus de décence.

Le point principal, c'est que l'argent dépensé dans les élections, les centaines de mille de dollars que coûte une élection partielle, encore une fois, je ne parle pas de la Beauce, viennent des trusts. Et pourquoi fournissent-ils? C'est pour obtenir des faveurs du parti qui remporte le pouvoir. Ils exigent en retour de leur contribution que la politique du gouvernement soit favorable à leurs intérêts.

C'est cela la caisse électorale et c'est cela notre régime démocratique. Le gérant peut changer, mais le patron reste le même. Depuis 40 ans, c'est toujours la même politique qui prévaut dans ce domaine. C'est la dictature économique qui fournit à la caisse. À quoi nous servent les dissertations sur la

souveraineté provinciale, si nous ne nous servons pas de cette souveraineté? Les chefs de partis sont tous d'excellents citoyens, mais ils sont victimes d'un régime.

La victoire de King fut grande en 1945, peut-être même une victoire inespérée. Était-elle méritée? C'est autre chose. Elle résulta de l'illogisme des électeurs qui ont voté contrairement à leurs idées. King a gagné à cause de la division des partis d'opposition.

Il démontre alors quelles sont, à son sens, les tendances du Parti libéral. J'aurai des paroles dures, mais je dénoncerai surtout une certaine aile du Parti libéral. Je désire souligner aujourd'hui trois tendances du Parti libéral qui me paraissent particulièrement inquiétantes: tendances anticléricales, communistes et centralisatrices. Il va sans dire que je ne mets pas en cause les deux chefs canadiens-français du parti. Personnellement, ce sont d'excellents chrétiens et des hommes d'ordre, bien qu'ils favorisent, volontairement ou non, la centralisation.

Une certaine école libérale de jadis se distinguait à la fois par son patriotisme agressif et son anticléricisme. Plusieurs vedettes libérales aujourd'hui ont perdu cette première caractéristique mais ont gardé la seconde. Je prête au mot anticléricisme son sens français et canadien-français. Je cite trois exemples à l'appui de ma thèse.

On connaît les principes de M. Chisholm, sous-ministre de la Santé nationale et du Bien-être social⁵. Ce bon docteur dirige un ministère dont relèvent les allocations familiales et qui pénètre jusque dans le domaine de l'éducation, au moyen de sa propagande en faveur de l'hygiène. Il cherche ouvertement à déchristianiser notre peuple sous l'œil bienveillant de son ministre et du gouvernement libéral. Les catholiques et des protestants ont beau réclamer sa destitution, M. Chisholm garde son poste. Il a droit à ses idées, dit-on. S'il dénonçait notre sainte démocratie, je me demande si on lui permettrait une telle liberté. Mais, pour certains de nos dirigeants, la religion ne vaut peut-être pas la démocratie.

M. Damien Bouchard est un libéral de vieille roche qui s'attaque publiquement aux directives données par nos chefs ecclésiastiques dans le domaine de leur juridiction⁶. Il s'applique à fournir à nos ennemis des armes contre nous. Officiellement, pour fins politiques, on renie M. Bouchard, officieusement, on l'invite et on le reçoit. Une certaine presse libérale exalte ses mérites. Dans l'intimité, on se dit à l'oreille: "au fond, il a bien raison".

Il ne faut naturellement pas prendre au sérieux M. Jean-Charles Harvey⁷. Ce n'est qu'un littérateur qui s'est cru un penseur. Mais quelques jeunes libéraux primaires le tiennent pour un "maître". Ancien rédacteur en chef d'un journal libéral, il se flatte de ses relations et de ses amitiés avec les chefs libéraux. On ne le contredit pas. En quelques milieux, on le lit avec avidité. Et M. Harvey continue chez les rouges sa propagande sottement anticléricale et même antireligieuse. Aucune voix autorisée ne le dénonce dans le parti. Pourtant, comme M. Bouchard, M. Harvey est un transfuge.

Pour étayer ma preuve, je pourrais multiplier les exemples de même nature. Je la raffermirai en exposant les tendances communistes au sein du Parti libéral: communisme et anticléricalisme sont de proches parents.

Les doctrines d'un parti politique ou d'un gouvernement, lorsqu'il en a, s'expriment au moyen de sa presse et de sa radio ou de son cinéma. Or, l'Office national du film, où les Juifs occupent une place considérable, est une officine de propagande communiste⁸. Une grande proportion des vignettes destinées aux journaux et des films de court métrage représentés dans les cinémas et les salles publiques vantent la Russie soviétique, sous prétexte de documentation industrielle, par exemple. Un film, particulièrement, *Our Northern Neighbour*, est consacré à cette seule tâche.

Un bulletin mensuel, *Labour Facts*, a été publié par le Service des renseignements industriels (Industrials Morale Division) dont M. David Petegorsky était en quelque sorte le directeur. Ce bulletin, organe de propagande soviétique, favorise notamment le syndicalisme international et ignore presque totalement nos organisations catholiques. Il recherche "l'unité syndicale", ce qui signifie en pratique la disparition de nos syndicats nationaux. Et nous payons naturellement des taxes pour alimenter cette publicité dirigée contre nous. M. David Petegorsky, d'origine judéo-russe, est âgé de quelques 30 ans et diplômé de la London School of Economics. Au début de 1942, il fut un fonctionnaire important de l'Emergency Committee for Jewish Affairs à New York.

Radio-Canada, section française, offre une tribune à M. Jean-Louis Gagnon, un chic type, qui a été de mes amis, mais qui a des idées libérales à forte tendance communiste⁹.

Il y a plus. Notre poste national de radio a organisé une série de causeries, sous le titre "Speaking as a Canadian" afin de permettre à des

Canadiens français de s'adresser à des auditoires anglais. Parmi les conférenciers, nous relevons les noms de Mme Constance Garneau, collaboratrice de M. T.-D. Bouchard dans la fondation de l'Union démocratique, Danielle Cuisinier, ancienne directrice du journal communiste *La Victoire*, et Madeleine Parent qui professe les mêmes doctrines¹⁰.

Personne n'ignore que M. Edmond Turcotte, directeur du journal *Le Canada*, organe officiel du Parti libéral, est tout au moins un sympathisant communiste. C'est son droit, mais c'est aussi le nôtre de blâmer le Parti libéral qui le garde à son emploi. D'ailleurs, l'attitude générale du journal *Le Canada* et d'une partie importante de la presse libérale est très nette. Pour mieux favoriser le communisme, ils s'attaquent aux derniers représentants de l'ordre en Europe. Ils dénoncent Franco et Salazar pendant que le pape les bénit¹¹. Ils injurient de Valera, un des politiques les plus clairvoyants et les plus sages de notre époque¹². Ils tâchent de salir le noble Maréchal et le digne roi des Belges. Ils réservent leurs hommages au sanguinaire Staline, l'ennemi de Rome et le bourreau de la Pologne.

Autre preuve des sympathies communistes du Parti libéral, l'appui offert par Tim Buck, chef national du Parti ouvrier-progressif, alias communiste, au Parti libéral lors des dernières élections et la déclaration du même parti, dans le *National Affairs Monthly*, de juillet 1944, réclamant expressément "un effort pour assurer le maintien du gouvernement Godbout"¹³.

L'arbitre des grands conflits ouvriers du travail pendant la guerre fut M. Carl Goldenberg, Israélite, directeur général du service de l'économie et de la statistique au ministère des Munitions et des Approvisionnement et président de l'Industrial Production Cooperation Board. Naturellement, M. Goldenberg occupait un rang supérieur à celui de n'importe quel Canadien français dans ce ministère.

Le véritable chef de la Banque du Canada et le conseiller financier du gouvernement fédéral est M. Louis Rasminsky, petit-fils d'un réfugié juif de Pologne¹⁴. Il n'est âgé que de 37 ans et il est fort intelligent. C'est aussi un ancien élève de la London School of Economics, fondée par un Israélite, lord Cassell et qui semble viser particulièrement à placer ses élèves aux postes de commande dans les dominions.

(Sourires à gauche et dans la galerie de la presse)

Notons au passage que la Galerie nationale du Canada a multiplié et continue de multiplier les expositions d'art russe, comme si seule la Russie

possédait un art, après la belle-mère patrie évidemment. Autre moyen de propagande soviétique.

On se plaint aujourd'hui que les rouges de Moscou ont organisé au Canada une "cinquième colonne" à leur service. On a découvert, dit-on, un complot d'espionnage monté par eux. Faut-il s'en étonner? Lorsque le Parti libéral leur livre les postes de commande, lorsqu'il prépare, depuis plus de quatre ans, l'opinion publique à les bien accueillir, pourquoi n'en profiteraient-ils pas? Les communistes ne sont pas si bêtes. Ils s'imaginent que le Canada, toujours prêt à accepter des jugs, est mûr pour une nouvelle servitude.

Que le Parti libéral soit devenu centralisateur, c'est une lapalissade. À l'ouverture de la dernière session fédérale, un certain M. Langlois, député de Gaspé, revenait encore sur cette stupide proposition d'histoire du Canada unique¹⁵. Cette idée lui était manifestement inspirée par le parti, puisqu'il proposait ou secondait l'adresse en réponse au discours du trône.

Depuis que le Parti libéral est dans l'opposition à Québec, il a abandonné sa marotte de l'enseignement généralisé de l'anglais. Mais, s'il reprenait le pouvoir, je suis convaincu qu'il intensifierait bientôt sa propagande pour nous angliciser et qu'il persisterait dans son erreur pédagogique. Méthode singulièrement efficace de centralisation.

Tandis que le Parti libéral, sous messieurs Gouin et Taschereau, s'est affirmé le défenseur fidèle de nos droits provinciaux, ce même parti aujourd'hui ne paraît plus comprendre l'importance vitale pour nous de la souveraineté québécoise. Pendant que le chef de l'opposition (M. Godbout) renonce avec ingénuité à des droits essentiels, M. Saint-Laurent exige une centralisation toujours plus poussée. Tout récemment encore, il réclamait celle des prisons et pénitenciers.

J'ai entendu l'honorable chef de l'opposition hier. Il m'a charmé par sa voix. En l'écoutant, je me rappelais Sir Wilfrid Laurier. Mais il me semble que, sur la question des droits des provinces, il a été un peu vague.

M. Godbout (L'Islet) sourit.

M. Chaloult (Québec): On nous parle avec émotion de collaboration internationale, lorsque personne ne la pratique, on se constitue le champion d'un vague humanitarisme, auquel le monde ne croit plus, et on oublie nos devoirs fondamentaux envers la patrie canadienne. On oublie que notre premier devoir, c'est envers notre petite patrie, la province de

Québec. C'est l'amour de la petite patrie qui nous élèvera progressivement à la connaissance de la grande. Quant à nos obligations envers les nations étrangères, elles ne consistent pas dans une exploitation perpétuelle à leur profit.

Notre mission ne saurait être celle d'un esclave. On n'a pas le droit de sacrifier toujours son pays à une fumeuse idéologie, surtout lorsque nous ne comptons pour rien du tout dans la politique internationale.

Occupons-nous donc de la province de Québec, notre petite patrie, et du Canada. C'est la hiérarchie chrétienne. Le Christ pleurerait sur Jérusalem. Jérusalem était sa petite patrie.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le Christ est mort pour le monde.

M. Chaloult (Québec): Nous n'avons pas de véritable paix. Le monde se trouve plutôt entre deux guerres. Les nationalistes ont eu raison, avant 1939, de proclamer que nous ne luttons que pour des intérêts économiques. À la conférence de l'ONU, M. Bevin et M. Vychinsky se sont accusés mutuellement d'avoir fait la guerre pour des intérêts sordides. Ils avaient tous deux raisons.

Il cite un extrait du message du nouvel an de Son Excellence Mgr Antoine-Marie Roy dans lequel le nouvel évêque d'Edmonton parle de la situation actuelle en termes particulièrement énergiques.

De bonne foi, dit-il, des quêtes ont été organisées dans les églises et ailleurs en faveur des Russes. On a collecté des millions et cet argent a été utilisé pour la propagande communiste. Il a probablement servi à l'organisation des complots d'espionnage dont on se scandalise aujourd'hui.

On nous parle de liberté religieuse. Il n'y en a jamais eu en Russie. Le cardinal de Berlin disait à Rome en arrivant: "Le communisme est pire que le nazisme."

La charte de l'Atlantique, on ne s'en occupe plus. Il cite le cas de la Pologne. Pourquoi, dit-il, si chaque pays, d'après cette charte, a le droit de se gouverner à sa guise, on insiste tant pour intervenir en Irlande, en Argentine, pour renverser le gouvernement espagnol? Pourquoi refuser l'indépendance à l'Inde, à l'Indonésie, à l'Égypte? Parce que ça paie d'avoir un empire. Parce qu'on veut dominer le monde et agrandir son empire.

Il y a eu deux guerres mondiales en 25 ans et il y en aura trois dans 50 ans. En effet, une troisième guerre s'en vient avec nos alliés de la dernière guerre et elle se livrera encore, nous dira-t-on faussement,

pour la chrétienté et la civilisation. Ce sera une belle croisade contre la Russie communiste.

Le gouvernement fédéral s'y prépare en votant \$600,000,000 pour l'aviation¹⁶. Une pareille somme ne peut être que pour préparer une nouvelle guerre dans laquelle on nous trouvera encore au service des autres. Le Canada servira sans doute de marche-pied cette fois-ci et on livrera la bataille sur notre sol.

Il n'appartient pas à un pays de 11,000,000 d'habitants de prendre les initiatives. Quel intérêt avons-nous à voter des montants comme ceux-là? Pourquoi ne pas nous mêler de nos affaires et préparer un meilleur avenir à nos enfants? Pourquoi ne ferons-nous pas comme Salazar et de Valera, au Portugal et en Irlande? Ces pays se sont relevés grâce à des hommes professant un grand désintéressement.

M. l'Orateur: Le temps de l'honorable député est expiré.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je n'ai pas d'objection à ce que le député continue.

M. Chaloult (Québec): Ne faut-il pas souhaiter que le Canada ait le sort du Portugal? Si Salazar a réussi, c'est à cause de Valera.

(Se frappant la poitrine et levant les bras en l'air, comme pour se consacrer à cette œuvre nouvelle.)

Il faut un Salazar à la province de Québec! Nous l'aurons quand nos mœurs électorales seront conformes à la doctrine de l'Évangile¹⁷.

M. Ross (Montréal-Verdun): M. l'Orateur, vous allez entendre un autre son de cloche. Je suis jeune, je veux vivre. Il ne me plaît pas de mourir et de m'enterrer.

Vous me permettrez tout d'abord de vous exprimer toute la joie que je ressens à vous voir présider cette session, car je suis assuré d'avance que vos décisions, comme celles d'ailleurs du président du comité plénier, me seront toujours favorables. Je me réjouis également de voir l'honorable premier ministre jouir d'une santé aussi florissante. En effet, j'ai encore besoin de quelques leçons d'art parlementaire subtil et consommé.

Nous avons malheureusement des deuils cruels à enregistrer et j'offre mes plus sincères condoléances à tous ceux qui sont si cruellement éprouvés.

Au début de cette deuxième session, M. l'Orateur, vous permettrez à un député provincial de traiter et de discuter de questions provinciales,

d'intérêt public rentrant dans les cadres des attributions de la législature et du gouvernement de la province. Nous avons tant de problèmes urgents à régler dans le domaine provincial!

Les législateurs des autres provinces ne sont pas intéressés à nos problèmes locaux et le premier ministre de la province d'Ontario, le colonel Drew, ce sympathique ami de l'honorable premier ministre et de la race qui ne doit pas mourir, qui ne veut pas mourir et qui ne mourra pas, ne voudra peut-être pas toujours s'occuper de nos affaires et se faire le porte-parole officiel du gouvernement québécois.

La guerre la plus terrible de l'histoire universelle s'est terminée en 1945 par le triomphe des armes des Nations Unies. Le monde entier aspire à la paix, à la prospérité, au bonheur. Il nous faut reconstruire dans la paix, mais dans une paix établie sur la justice et la charité. C'est dans ces conditions que la jeune génération, que la jeunesse de ma province, commence sa vie d'homme, se lance dans la vie active.

La jeune génération est née dans la tourmente de la première grande guerre. Elle a grandi dans les angoisses de la crise économique mondiale. Son adolescence a été marquée de l'effroyable carnage de la guerre qui vient de se terminer. Et aujourd'hui, au septième mois de l'ère atomique, la jeunesse a devant elle la tâche existante de construire un monde nouveau, un pays nouveau, une province nouvelle.

(Applaudissements)

La jeunesse s'intéresse vivement aux grands problèmes de l'heure. Et dans le domaine provincial, ses regards se tournent surtout vers la protection de l'enfance, les grandes questions de l'éducation et l'émancipation civile de la femme mariée.

En 1944, à la cinquième session de la 21^e législature, le gouvernement Godbout qui, pour le plus grand bien de la province, devrait encore diriger le char de l'État, surtout à cette période si difficile de reconstruction, avait édicté trois lois d'une portée sociale très considérable: "Loi de la protection de l'enfance"; "Loi des écoles de protection des enfants"; "Loi instituant des cours familiales".

Pour une raison inconnue ou connue des seuls membres du gouvernement actuel, ces lois n'ont jamais été appliquées, les proclamations les mettant en vigueur n'ont jamais été lancées.

Et pendant ce temps, M. l'Orateur, une vague de criminalité juvénile déferle sur notre province et principalement sur la métropole. Des crimes sexuels, des vols à main armée, des attentats de tous genres sur la personne et la propriété sont commis par des jeunes garçons et des jeunes filles de douze, treize, quatorze et quinze ans. Tous les jours, les cours de

justice et les cabinets de consultation des avocats voient des scènes éminemment tragiques.

Des juges distingués qui ont à décider du sort de cette enfance malheureuse déclarent que notre système actuel se révèle notoirement insuffisant et inadéquat. Si le gouvernement veut modifier, amender, améliorer ces lois, qu'il le fasse, mais qu'il fasse quelque chose devant cet état plus qu'alarmant de la criminalité juvénile.

Les parents doivent évidemment porter une grande part de responsabilité dans cet état de choses, mais c'est à l'État, gardien de la moralité publique et protecteur de l'enfance malheureuse, d'édicter et d'appliquer les mesures salvatrices.

(Applaudissements)

M. l'Orateur, la grande question qui, pour la jeunesse prime toutes les autres, est celle de l'éducation. L'éducation, à tous ses stages, primaire, secondaire et supérieur, doit être, à mon sens, l'objet de la plus grande attention de la part du gouvernement et des législateurs québécois. C'est la pierre de base de la grandeur du Canada et de la province de Québec, de l'avenir si prometteur de notre belle jeunesse.

Quant aux nombreuses réformes à opérer, le comité catholique et le comité protestant du Conseil de l'instruction publique verront à les recommander au gouvernement et à la Législature.

Les commissions scolaires de la province se débattent dans des difficultés financières sans nombre. Les petits propriétaires, écrasés sous le fardeau des taxes, sont pratiquement chargés seuls des frais de l'éducation primaire. Les octrois accordés à l'enseignement secondaire sont ridiculement insuffisants. Le temps est passé où il faille uniquement compter sur le dévouement sublime et les sacrifices de notre admirable clergé pour assurer l'instruction avancée de notre jeunesse.

Les écoles spécialisées sont trop peu nombreuses. Il faudrait plusieurs fois multiplier le nombre de ces écoles. A nos quatre universités, il faudrait augmenter les octrois pour leur permettre de jouir d'une situation financière absolument stable. Pour régler ce problème des finances scolaires, il faudra au gouvernement et à la Législature plus et mieux que les recommandations de la Commission Fortier. C'est à mon sens, le plus grand problème que nous ayons à régler au cours de la présente session.

(Applaudissements)

Notre Code civil, par ailleurs si respecté et si respectable, fait aux femmes mariées du Québec une bien pénible situation dans le domaine juridique. Elles ont obtenu du gouvernement Godbout la

reconnaissance de leurs droits politiques, il leur reste à obtenir leur émancipation civile.

Je me refuse à croire que ma mère, qui m'a donné la vie, qui, jour et nuit, pendant sa trop courte vie de quarante-quatre ans, s'est sacrifiée pour moi, qui a fait de moi ce que je suis aujourd'hui, que mon épouse, qui a donné deux enfants à la patrie canadienne, qui tous les jours fait des sacrifices immenses pour me permettre de consacrer tous mes instants et de donner le meilleur de mon âme et de mon cœur à la politique de la province; je me refuse à croire que toutes les femmes mariées du Québec puissent être assimilées à des interdits pour imbécillité, démence et fureur.

Il faut qu'une commission, formée des meilleurs juristes de la province, soit chargée d'étudier tout le problème juridique de la femme mariée du Québec, à la lumière des circonstances actuelles et en rapport avec le siècle où nous vivons.

(Applaudissements)

La jeune génération, la jeunesse de ma province, regarde vers l'avenir. Son âme et son cœur sont imbus d'un véritable canadianisme qui veut la collaboration entre tous les éléments qui composent notre pays. La jeunesse veut l'union de tous les citoyens canadiens, elle veut la solidarité des uns par rapport aux autres, elle veut partout une commune compréhension.

Les jeunes et particulièrement les vétérans de guerre ont raison de s'attendre que le gouvernement du Québec collabore avec Ottawa pour instaurer des mesures visant à assurer des emplois profitables à tous et pour prévenir les misères d'une autre crise du chômage. Cependant, il semble que le gouvernement a seulement l'intention de faire des promesses en l'air, à l'exception de la création d'un ministère de la jeunesse dont l'autorité reste à définir.

Nous avons dans la province une jeunesse vibrante, une jeunesse enthousiaste, une jeunesse qui aime, une jeunesse qui s'est donnée à la tâche exaltante de bâtir un pays nouveau, une province nouvelle. Une province où le Cap Diamant sera la sentinelle protectrice de nos droits et de nos prérogatives. Vieux-Québec, que l'honorable Gustave Lacasse, qui m'honore de son amitié, chantait dans un poème inédit, qu'il me remettait en le dédiant à tous les membres de notre Législature¹⁸.

Le sonnet du sénateur Gustave Lacasse est un salut à Québec et se termine ainsi:

"Et quand, à l'horizon, l'aurore le regarde,
Le roc est encore là, montant toujours la garde,
Immobile et serein comme un acte de foi".

(Applaudissements prolongés à droite)

(Il est alors 5 h 30. La Chambre s'apprête à voter l'adresse. M. Godbout propose qu'une fois cette formalité accomplie, la Chambre s'ajourne. Les deux chefs discutent un moment à la table du greffier et l'on croit que le débat va prendre fin.)

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): L'opposition est prête à voter l'adresse, pourvu que la Chambre s'ajourne.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) insiste pour que la séance continue jusqu'à 6 heures. Il propose d'entreprendre la discussion des motions au *Feuilleton*.

Les députés de l'opposition libérale ne sont pas prêts à discuter leurs motions. Ils demandent l'ajournement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) refuse. Il ne faut pas perdre de temps, dit-il.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Je tiens à avertir le premier ministre dès le début de mes remarques que nous sommes prêts à coopérer avec le gouvernement comme des gens libres, mais nous ne permettrons pas qu'on nous traite à coups de bâton.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): M. l'Orateur, le débat aurait dû être terminé depuis longtemps. Personnellement, je n'ai parlé que 20 minutes et personne d'autre n'a pris la parole de ce côté-ci de la Chambre. On n'a pas le droit d'ajourner la séance à 5 h 30 quand il y a tant de motions de députés sur l'ordre du jour. Je suis prêt à adopter l'adresse et à siéger jusqu'à 6 heures pour discuter des motions de députés et l'opposition ne veut pas discuter ces motions maintenant.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le premier ministre nous a fait un cours de nouveau droit parlementaire hier. Il nous a demandé de coopérer.

Le premier ministre est surprenant. C'est la 20^e session que je passe ici avec lui. Je sais qui a prolongé les sessions dans le passé. Il dit que le débat sur l'adresse devrait être terminé depuis longtemps. Quand il était chef de l'opposition, jamais il n'a parlé moins d'une heure sur l'adresse et ses députés faisaient des discours en série.

Encore une fois, je le répète, nous voulons collaborer. Le premier ministre a donné avis d'une motion pour que la Chambre siège six jours par semaine et tienne deux séances par jour.

Que le premier ministre ne s'imagine pas qu'il gagnera du temps à nous faire siéger six jours par semaine. Il sait bien qu'aucun député n'est prêt, en ce moment, à discuter ces motions. Ce n'est pas ainsi que le premier ministre fera avancer le travail de la session. Nous sommes prêts à siéger, mais nous n'endurerons pas que la dictature soit instaurée en cette Chambre.

(Applaudissements prolongés à droite)

Je félicite le proposeur et le secondeur de leur effort. Je félicite le député de X¹⁹. Je ne puis le nommer puisque le beau comté qu'il représente ne fait plus partie de notre langage parlementaire. Il a fait un excellent début. Je lui souhaite de continuer à siéger sans interruption. Je souhaite que rien n'intervienne pour l'empêcher de continuer sa carrière politique. Il doit se rappeler que la roche Tarpéienne est près du Capitole²⁰.

(Rires)

Quant au député de Roberval (M. Marcotte), il a demandé beaucoup d'octrois pour son comté. S'il veut les avoir tout de suite, qu'il démissionne et qu'il réclame une élection partielle dans Roberval. On n'aura qu'à dire que c'est une question d'affaires. Pour que l'électorat vote du bon bord, comme on a dit, on lui donnera tout ce qu'il demande.

M. Marcotte (Roberval): (Souriant) Je vais démissionner si l'honorable député veut se présenter contre moi.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Mon honorable ami est bien aimable, mais je ne suis pas assez connu dans Roberval.

L'honorable M. Tardif (Frontenac): C'est mieux que vous ne soyez pas connu.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Je suis député depuis bientôt 20 ans. J'ai été élu six fois sans accident. Le député de Frontenac ne peut en dire autant.

(Applaudissements à gauche)

Le député de Frontenac est un conseiller intime du premier ministre, un des représentants de la province de Québec à la conférence d'Ottawa à titre de conseiller technique. Je lui suggère de continuer à faire l'homme d'État, lui, un des pères de la nouvelle confédération. Il ferait mieux de ne pas parler trop vite. Le pays a les yeux sur lui.

Nos enfants verront plus tard son portrait en cette Chambre avec les autres pères de la nouvelle confédération.

(Nouveaux applaudissements et rires à gauche)

L'honorable chef de l'opposition a prononcé hier un des meilleurs discours de sa carrière et je veux l'en féliciter.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il n'est pas à son siège!

(M. Godbout est assis au 3^e rang à côté d'un collègue)

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Ça ne fait rien. Nous parlons en bien de notre chef, nous, même lorsqu'il n'est pas présent!

(Vifs applaudissements à gauche)

L'honorable premier ministre nous a demandé hier de faire l'union sacrée. Il nous a dit qu'il voulait collaborer avec Ottawa. Je le crois sincère. Mais beaucoup ne le croient pas. Nous sommes lui et moi les deux doyens de cette Chambre et je dois dire qu'à part les années durant lesquelles son ami Bennett a été au pouvoir, le premier ministre a parlé à chaque session et constamment du fédéral, mais toujours pour attaquer le fédéral²¹. Même pendant la guerre, quand l'union sacrée s'imposait.

En 1939, il a fait ses élections sur le dos du fédéral. En 1940, pendant la conférence fédérale-provinciale, il a critiqué le fédéral. En 1942, il a déclaré être sorti de son lit pour venir s'opposer à l'entente avec Ottawa²².

Le premier ministre dit: "Les temps sont trop difficiles, les heures trop sérieuses pour faire de la petite politique". Je l'approuve, mais pourquoi a-t-il fait de la petite politique pendant la guerre? Aux élections provinciales d'août 1944, le premier ministre n'a parlé que de questions fédérales. Pourquoi n'a-t-il pas commencé avant à parler d'union sacrée?

En 1944, son parti s'est fait un drapeau du cadavre de Guénét²³. Lui-même s'est élevé contre toutes les restrictions du temps de guerre. Il a obtenu pour cela une majorité de députés mais non une majorité de votes. C'est après la déconfiture de ses candidats indépendants au 11 juin 1945 qu'il a commencé à parler d'union sacrée²⁴.

Dans la dernière élection, dont nous ne pouvons parler, il a réclamé l'union sacrée. Nous, les libéraux, sommes pour l'union sacrée mais dans l'intérêt de la province et non pas du parti.

C'est à propos de la conférence d'Ottawa que le premier ministre nous demande de faire l'union sacrée. Pourquoi n'a-t-il pas donné l'exemple en demandant au chef de l'opposition et au chef du Bloc populaire et à des représentants de tous les partis, je ne parle pas de moi-même bien entendu, de

l'accompagner à Ottawa? Nous aurions su ce qui s'était passé à la conférence.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Demandez-le à M. Saint-Laurent²⁵.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Mais c'est ici même que nous devrions être renseignés. Les membres de l'Assemblée législative veulent avant tout savoir si certaines décisions ont été prises et quelles opinions et informations ont été échangées.

Le premier ministre nous a dit qu'il avait représenté dignement et fermement les intérêts du Québec et qu'il continuerait à le faire lorsqu'il reviendra en avril. Je le crois. Mais nous ne savons pas ce qu'il a dit à la conférence. Et, cependant, j'ai ici un journal d'Ottawa qui nous a annoncé que vous-même, M. l'Orateur, vous étiez convaincu que le premier ministre nous dirait ce qu'il a fait à la conférence.

M. l'Orateur: Je dois dire à l'honorable député que l'*Ottawa Journal* a publié le 9 février une interview qu'il prétendait que j'avais accordé à un journaliste. J'ai déclaré au *Droit* d'Ottawa, ces jours derniers, que je n'avais jamais accordé cette interview à un journaliste d'Ottawa.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Et bien, M. l'Orateur, savez-vous que ce journaliste parle aussi bien que vous?

(Applaudissements à gauche)

Il vous a fait dire: "Le premier ministre (M. Duplessis) fera connaître ce qui s'est passé à la conférence au cours d'un grand débat à la Chambre de Québec ou d'un grand caucus". Nous n'avons pas eu de grand débat et si le premier ministre a fait des confidences à ses amis dans un grand caucus, nous n'en savons rien.

S'il faut une séance secrète de la Chambre, le premier ministre ne devrait pas hésiter à la tenir pour nous renseigner sur son attitude à la conférence d'Ottawa. Les secrets de nos délibérations ne sortiront pas d'ici. Ceci semble être le seul moyen qu'a le premier ministre pour garder la Chambre informée au sujet des progrès à la conférence, sans compromettre sa dignité.

Je crains fort que le premier ministre n'obtienne pas tout ce qu'il désire à Ottawa et qu'il lui faille faire des concessions qui donneront raison au chef libéral. Son attitude surprendra peut-être des groupes d'extrémistes dans la province parce qu'elle n'aura pas été aussi catégorique qu'il le proclamait, avant.

(Applaudissements à gauche)

Je voudrais dire un mot de l'administration de la justice.

Voix à gauche: C'est intéressant.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Oui, pour un ancien procureur général²⁶. Il y a des journaux qui disent que le vice fleurit à Montréal, que les barbottes sont protégées, que dès qu'un débit de liqueurs disparaît, deux nouveaux surgissent.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose la suspension de la séance.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): J'ai fini.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) tient à la suspension de la séance.

Le débat est suspendu.

La Chambre s'ajourne à 6 heures.

Reprise de la séance à 8 h 15

Adresse en réponse au discours du trône

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, suspendu ce jour, sur la motion présentée par le représentant de Beauce (M. Poulin), dont elle a été saisie jeudi le 14 février courant: Que l'adresse suivante soit votée et présentée à l'honorable M. le lieutenant-gouverneur de la province de Québec:

À l'honorable Monsieur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, vous prions de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer afin de faire connaître les motifs de la convocation des Chambres.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup)²⁷: La Chambre ne siégerait pas à ce moment si le chef du gouvernement n'avait pas voulu agir en dictateur.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) soulève un point d'ordre. Les députés ne sont pas en Chambre pour ajourner, mais pour siéger. Je ne peux pas permettre d'ajourner les délibérations à 5 h 30 comme le voulait le chef de l'opposition, parce que quatorze projets de loi importants sont déposés depuis une semaine et attendent le bon plaisir des députés. S'il y a une séance du soir, c'est dû à ce que l'opposition continue son obstruction.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): C'est curieux que le premier ministre ne se souvienne pas du temps où il était dans l'opposition. Il faisait perdre, à lui seul, les trois-quarts du temps de la Chambre. Dans ce temps-là, le débat sur l'adresse durait bien plus longtemps qu'aujourd'hui.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): En 1941, nous n'avons même pas fait de débat sur l'adresse.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): C'est parce qu'on croyait prendre le gouvernement par surprise. Les méthodes employées depuis hier vont faire perdre plus de temps que la coopération. Mais, il ne faut pas que ce soit toujours les mêmes qui coopèrent. C'est beau de mener, mais pas jusqu'à la dictature.

Nous ne sommes pas des esclaves, nous ne faisons pas partie de la députation ministérielle. Il y a 36 députés dans l'opposition. Nous sommes capables de tenir tête au gouvernement, même s'il nous faut siéger six jours par semaine.

Il parle ensuite de questions qui intéressent le département du procureur général. Des journaux responsables, dit-il, ont affirmé que le vice n'avait jamais été aussi florissant qu'avant à Montréal et dans le reste de la province avec la nouvelle administration. J'ai demandé au procureur général d'étudier la situation et il se satisfait de rester indifférent et inactif.

Je serai plus juste pour le premier ministre qu'il ne l'a été pour moi quand j'étais procureur général. Le gouvernement ne fait pas enquête sur la situation du vice à Montréal, comme l'a suggéré le juge Bond dans son jugement. En rejetant la requête de 70 Montréalais qui demandaient une enquête sur la police municipale, il a déclaré que les accusations formulées constituaient un sombre tableau de la situation à Montréal et justifiaient une intervention du procureur général²⁸.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ça dépend de la police municipale.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Ce n'est pas l'opinion du juge Bond.

M. Côté (Montréal-Sainte-Marie): Certainement. Je le sais. Je reste là, moi.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): On ne parlait pas comme cela avant 1944. Si une jeune fille avait un accident, c'était la faute du gouvernement Godbout. À la requête des citoyens, le juge Bond a répondu que la chose était du ressort du procureur général.

Qu'est-ce qui a été fait? Absolument rien. Malgré que le vice continue de régner, que les barbottes font des affaires d'or, que les débits clandestins foisonnent, alors que les "hold-up" se multiplient et que la population s'alarme de la vague croissante de crimes, le procureur général se croise les bras.

Je parle d'une chose grave et le premier ministre lit son journal. Pourquoi n'agit-il pas? Parce que ça paie d'augmenter le nombre de licences et de permis dans la province, particulièrement à Montréal. Parce que les amis du régime sont propriétaires de maisons de jeu.

Le fléau s'étend à nos petites villes. C'est une politique connue de tous que sous le gouvernement actuel, pour avoir un permis d'hôtel ou un permis de vente de bière de la Commission des Liqueurs du Québec, il faut payer un tribut au régime, aux mains d'hommes qui sont supposés agir comme agents pour le parti de l'Union nationale et être placé dans le fonds électoral du parti; aucune intervention n'est effectuée pour mettre un terme à ces abus. On fait payer pour la protection.

J'étais prêt à accepter que certaines irrégularités ont eu lieu suite à l'émission des permis sous l'ancienne administration libérale, mais la situation a empiré depuis que l'Union nationale a accédé au pouvoir en août 1944.

Je ne dis pas que le premier ministre le sait, mais je le mets au courant. Pour accorder des permis de vente de boisson, on oblige même parfois les hôteliers à acheter le buste du premier ministre.

(Rires)

Une voix: Un beau buste.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): (Mettant de côté le journal qu'il semblait lire)²⁹ Je suis au courant, dit-il, qu'avant les élections de 1944 les amis du Parti libéral ont mis le couteau sous la gorge des taverniers de Montréal. J'ai flanqué à la porte les gens qui ont pratiqué ce chantage.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le premier ministre a bien fait, mais il les a remplacés aujourd'hui par des gens qui font pire. Je le défie de faire enquête sur les abus qui se commettent à Montréal.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Si le député veut mettre son siège en jeu et formuler des accusations précises, je vais ordonner immédiatement l'enquête qu'il réclame.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): C'est toujours le vieux truc du premier ministre qui se croit retors. Il a tellement été utilisé depuis la Confédération que l'on a arrêté de le prendre au sérieux.

Je n'ai pas à mettre mon siège au jeu parce que je n'accuse pas le premier ministre, ni le procureur général, ni un de mes collègues de cette Chambre. J'attaque le gouvernement. Je dénonce ses amis qui commettent des abus.

Je veux seulement attirer l'attention de l'homme qui est responsable de l'administration de la justice de la province au sujet d'une situation qui est devenue un scandale intolérable, particulièrement à Montréal. Un groupe important de citoyens de Montréal ont informé le juge en chef Bond de la situation concernant le vice et les jeux illicites à Montréal, et qui était devenue tellement grave qu'elle nécessitait une enquête immédiate sur l'administration de la justice et sur la conduite de la police responsable du maintien de l'ordre public.

L'enquête a été refusée, parce que la pétition était formulée d'une façon trop vague. Cependant, lorsque la pétition a été présentée, il a été dit que la situation demandait l'intervention du procureur général de la province. Je comprends maintenant qu'un groupe encore plus grand de citoyens de Montréal est en train de présenter une autre pétition.

Toutefois, la situation concernant le vice ne se limite pas à Montréal ou à Québec. Elle se retrouve partout dans la province. Un procureur général soucieux de ses responsabilités devrait instituer immédiatement une enquête à Montréal. Son devoir est de punir les coupables, s'il y en a, à quelque parti qu'ils appartiennent. C'est le temps pour le gouvernement d'intervenir pour sauver notre jeunesse. Je comprends que ça diminuera les fonds de la caisse électorale, mais l'intérêt de la morale publique le commande.

En 1944, lorsque j'étais procureur général, j'ai ordonné une enquête sur la police provinciale, effectuée par M. Lucien Cannon de la Cour supérieure, suite à des accusations faites par le

premier ministre et un hebdomadaire de Montréal sympathisant avec le parti de l'Union nationale.

Le premier ministre et le trésorier actuels avaient accusé des employés de la Sûreté provinciale. Ils n'ont pas eu le courage de se présenter à l'enquête. La revue *Relations* a dit que l'enquête avait été sagement conduite. Si le premier ministre n'a personne à protéger, il va se rendre à la demande des citoyens de Montréal et accorder une enquête rapide et impartiale. Les abus de 1936 à 1939 se répètent. Les amis du régime commencent à s'enrichir.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nommez-les.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Je ne salirai pas de réputations. On aura beau multiplier les écoles, si on laisse le vice se répandre, on va déformer une partie de la jeunesse. On a beau dire, nous aurons un ministère de la Jeunesse, je n'y crois pas encore. C'est bien d'avoir créé le ministère de la Jeunesse, mais il serait préférable de protéger nos jeunes contre le vice frauduleux à Montréal et ailleurs.

Nous avons 21 ministres et le premier ministre a dit qu'un ministre, ça coûtait \$50,000! Et la chose n'est plus certaine. Le meilleur service à rendre à la jeunesse, c'est de lui donner l'exemple en faisant disparaître les doutes qui planent sur les politiciens et les gardiens de la loi. Je le répète. C'est le temps pour le gouvernement d'intervenir s'il veut sauver la jeunesse.

Le premier ministre nous a dit qu'il y avait déjà quatorze projets de loi sur le *Feuilleton*. L'an dernier, il a présenté des projets du même genre au début de la session et il a insisté pour les faire adopter. Il y en avait un au sujet des allocations familiales qui violaient nos droits. Il s'agissait de sauver ce que nous avions de plus cher. Le premier ministre avait consulté de grands juristes qui prétendaient que la loi fédérale des allocations était inconstitutionnelle, qu'elle empiétait sur nos droits en matière d'éducation. Il fallait de toute urgence une loi pour permettre au premier ministre de régler ça. Il nous a fait voter une loi en promettant d'aller rencontrer M. King et il ne l'a pas rencontré.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai rencontré MM. King, Abbott et Claxton³⁰. Je leur ai représenté que la loi doit être amendée pour assurer le respect des droits de la province de Québec.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Oui, à la conférence d'Ottawa, mais après la session. Depuis, nous n'avons entendu parler de rien. Les allocations familiales sont payées dans la province de Québec et l'on n'entend plus parler des grands principes. Pourquoi? La loi des allocations familiales est devenue constitutionnelle le jour où le syndicat des indépendants a mordu la poussière.

(Applaudissements à gauche)

La province de Québec a été crucifiée sur une croix d'argent, pour employer une expression connue, et le premier ministre s'est croisé les bras. La même chose pour la Radio-Québec. Il fallait une radio à tout prix pour faire entendre la voix de Québec, pour défendre nos droits. Ça pressait. Le premier ministre s'est fait autoriser à dépenser \$5,000,000 et l'affaire est restée là.

M. l'Orateur: Il y a déjà une heure que l'honorable député fait entendre sa voix.

(Rires)

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Très bien. J'aurais voulu parler de la taxe de vente mais ce sera pour une autre fois.

(Applaudissements prolongés et longue ovation à gauche)

M. Lawn (Pontiac) rend hommage à son regretté collègue, M. Duffy³¹. Il demande ensuite au gouvernement d'améliorer le réseau routier dans l'ouest de la province. Je demande en particulier au gouvernement, dit-il, de prolonger la route No 8 de Sheenboro à Témiscamingue-Sud pour unir mon comté à la province d'Ontario et faciliter ses communications avec les autres parties de la province de Québec. Cela ouvrirait une riche région à l'exploitation forestière et au tourisme car il y a là des lacs et rivières où les amateurs de pêche pourraient affluer.

Il fait alors allusion à une déclaration de l'honorable Alexandre Taché à ce sujet.

M. l'Orateur: Avec la permission de la Chambre, je dirai que je n'ai jamais déclaré à qui que ce soit que le gouvernement finirait cette année la route 8. Malgré que l'auteur de cette nouvelle soit l'un de mes amis, je dois dire que je n'ai autorisé personne à dire cela en mon nom. De fait, je n'en ai jamais parlé.

M. Lawn (Pontiac) accepte la déclaration de l'Orateur. Mais, dit-il, le parachèvement de la route

s'impose quand même. Il demande au gouvernement de faire quelque chose pour le comté de Pontiac qui, dit-il, se trouve isolé du reste de la province et sollicite à cet effet l'appui du député de Témiscamingue (M. Larivière).

Il y a toute une région très riche en ressources minières qu'on ne peut atteindre qu'en passant par l'Ontario. Le résultat, c'est que le commerce de cette région est drainé vers l'Ontario.

Le gouvernement ne perdrait rien en faisant une route directe pour relier cette riche région. Le gouvernement recouvrerait son argent dans dix ans avec la taxe sur l'essence et d'autres sources de revenu qui seraient augmentées grâce au prolongement de l'autoroute. On dénombre sur la section inférieure de l'autoroute dans le comté de Pontiac, un trafic de 300 à 400 automobiles par heure. Je crois qu'il y aurait le même nombre d'automobiles circulant sur le prolongement de l'autoroute.

M. Larivière (Témiscamingue): Pourquoi rien n'a été fait en ce sens en quarante ans de régime libéral? Pourquoi le gouvernement Godbout que j'admire tant n'a-t-il pas construit la route lorsqu'il était au pouvoir?

M. Lawn (Pontiac): Ceci fait tellement longtemps que le député de Témiscamingue a été un libéral, je n'ai jamais su pourquoi il a laissé le parti libéral. Cependant, le député n'a pas amélioré ses critères politiques en changeant de parti. Le gouvernement Godbout a été le meilleur gouvernement de la province depuis la Confédération. Il parle des performances du gouvernement Godbout en matière d'enseignement, du triplement des subventions des écoles rurales et du paiement de la totalité du coût de certaines routes rurales.

Je n'ai pas d'objection, dit-il, à ce que le gouvernement actuel prenne le crédit, pourvu qu'il fasse les améliorations qui s'imposent. Le député (M. Lawn) réclame aussi une meilleure voirie rurale pour son comté et fait l'éloge des gens de Pontiac. Je suis prêt, affirme-t-il, à coopérer avec le gouvernement, si celui-ci veut lui donner justice.

L'Hydro-Québec a été créée par le gouvernement Godbout pour toute la province et pour réduire les taux des consommateurs. L'Hydro-Québec devait rendre des services à toute la province comme l'Hydro d'Ontario, mais ce n'est pas ce qui est arrivé. Le gouvernement actuel est en train de saboter cette œuvre.

L'Hydro ontarienne fournit l'électricité au prix coûtant pour la consommation domestique et industrielle et cela met sur un pied d'inégalité les régions du Québec qui sont situées près de la frontière ontarienne. À quelques milles de distance, les industries ontariennes payent le courant \$12 de moins le cheval-vapeur que les industries du Québec.

J'étais très content lorsque le gouvernement précédant a exproprié la Montreal Light, Heat & Power Co. Pour créer Hydro-Québec, mais je ne comprends pas pourquoi ce nouvel organisme ne s'étend pas pour remplacer tous les intérêts privés et pour avantager tous les gens de la province, comme en Ontario.

J'étais curieux de savoir combien de temps les actionnaires de la Montreal Light, Heat & Power pouvaient attendre le paiement des indemnités qui leur étaient dues. Inévitablement, après plus d'un an, et la création d'un comité d'arbitrage pour déterminer la valeur des actions, le temps était venu de passer aux actes sans plus tarder.

Il parle ensuite de la nécessité de l'électrification rurale. Il est inutile de multiplier les coopératives de distribution, affirme-t-il, si ces organismes payent l'électricité trop cher. Le temps est à l'action a dit le premier ministre. Qu'il le prouve.

(Applaudissements)

Il parle enfin des ressources naturelles. Toutes les concessions, dit-il, devraient être faites par enchères publiques, de façon que toutes les compagnies soient sur le même pied. Il (M. Lawn) souhaite à ce moment critiquer les privilèges accordés à la compagnie Hollinger dans le Nouveau-Québec.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) soulève un point d'ordre.

M. l'Orateur: Le député ne peut parler de cette question étant donné qu'il y a une motion à l'ordre du jour sur le même sujet.

M. Francoeur (Montréal-Mercier): Je vous félicite M. l'Orateur. Vous avez réussi le tour de force de changer mon nom hier soir sans passer par les procédures ordinaires³².

Il parle ensuite de l'immoralité que l'on déplore un peu partout et contre laquelle les autorités religieuses ont demandé la coopération de toutes les bonnes volontés. La Chambre veut à l'unanimité coopérer et collaborer, car tous les députés désirent assurer la paix.

Le député rend ensuite hommage à son chef (M. Godbout) pour son énoncé d'une politique réaliste. Je ne peux, dit-il, avoir les mêmes éloges à l'endroit des discours nationalistes prononcés en Chambre.

On nous a proposé cet après-midi, dit-il, un dictateur comme Salazar. Mais une dépêche de Lisbonne nous apprenait, il y a quelques jours, que la garde républicaine et la police du Portugal ont dispersé une foule qui réclamait la démocratie à grands cris. Personne ne veut de dictature chez nous. Personne excepté les nationalistes outranciers qui essaient de donner une fausse mentalité à la jeunesse. Ces sauveteurs de race n'ont pas encore répondu à l'appel de Mgr Valois à Montréal pour enrayer l'immoralité. Ils ne manquent pas de talent mais pour le discernement, c'est autre chose.

(Rires)

Il attribue cette crise d'immoralité à la guerre, mais aussi à ces groupements politiques, à ces sauveurs de la race qui, durant toute la guerre, ont prêché à la jeunesse le mépris des lois et la désobéissance à leurs parents par le biais de discours lors des élections. Je pense, dit-il, que la résolution de la Chambre devrait présenter ses condoléances au lieutenant-gouverneur pour avoir lu un tel discours du trône.

Personne du côté libéral ne demande de changer la constitution du pays. Nous ne voulons que le bien général de notre population. L'administration actuelle n'a rien fait pour Montréal. Rien n'a été fait pour réduire le tarif des consommateurs, et les actionnaires de la Montreal Light, Heat & Power qui a été expropriée n'ont pas reçu leurs indemnités.

Les profits de l'Hydro qui s'élèvent probablement à \$15,000,000 auraient dû servir les intérêts de Montréal, qui contribue probablement à 80 % des revenus de la province. Il déplore que les revenus de l'Hydro soient versés dans les coffres de la province et ne servent pas aux fins pour lesquelles on les destinait lorsque le gouvernement Godbout fonda l'Hydro, soit d'être remis au peuple en réduction de taux.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke):

Pas un sou des revenus de l'Hydro n'a été versé dans les coffres de la province de Québec.

M. Francoeur (Montréal-Mercier): Le ministre n'est peut-être pas au courant de la situation. Je veux savoir ce qui s'est passé avec ces millions.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) répète ce qu'il vient de dire.

M. Francoeur (Montréal-Mercier): Je demande au ministre de nous dire alors si ce sont les citoyens de Montréal qui bénéficient des revenus de l'Hydro, comme le gouvernement Godbout se proposait de le faire. Montréal est négligé par le gouvernement. On ne la traite pas en proportion des revenus qu'on en retire.

Le gouvernement, dit-il, a consacré la plupart de son temps à détruire le bon travail accompli par le gouvernement Godbout. Les travaux publics ont été négligés, particulièrement dans le district de Montréal, les contrats vont aux favoris du gouvernement et l'argent est seulement dépensé dans les comtés représentés à l'assemblée législative par les amis du gouvernement.

Le secrétaire de la province nous parle de barbottes, mais il ne nous parle pas souvent d'éducation. Qu'est-ce qu'il a fait de l'école d'avionnerie?

Dans mon comté, nous avons une école spécialisée où il y a place pour 43 élèves et il y a 1,000 demandes. Il reproche au secrétaire provincial de ne rien faire pour multiplier les écoles spécialisées.

Le gouvernement songe à prélever de l'argent dans Montréal pour régler le problème scolaire par toute la province. C'est injuste pour les contribuables de Montréal qui sous l'Union nationale se font exploiter ainsi.

Le gouvernement n'a rien fait pour orienter la jeunesse. La vague de crimes qui sévit actuellement est un des mauvais effets de la guerre. Le député de Terrebonne (M. Blanchard) devrait s'occuper de la moralité dans le comté qu'il représente, parce qu'il y a des machines à sous, particulièrement à Saint-Sauveur.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Si le député veut nous aider, nous allons passer la législation pour éliminer les machines à sous.

M. Francoeur (Montréal-Mercier): Les conditions morales dans la ville de Saint-Jérôme dans le comté de Terrebonne n'étaient pas très bonnes et les conditions morales dans Montréal sont pires depuis l'arrivée au pouvoir du gouvernement actuel.

Le premier ministre ne parle que d'autonomie, mais lorsqu'il vient chercher l'argent des citoyens de Montréal, il oublie l'autonomie!

Il demande ensuite au gouvernement de rappeler la taxe de vente et de cesser ses critiques contre le fédéral. Je suis assuré, soutient-il, que le premier ministre va accepter les \$50,000,000

qu'Ottawa lui offre³³. Il dira: "On m'a offert \$12 par tête et j'en ai obtenu \$15." Je vois le trésorier intérimaire qui a hâte de tomber dans ces millions. Je suis un homme de métier. Il se livre dans la province une campagne de partis politiques qui veulent détruire les unions ouvrières. Il met le gouvernement en garde contre les dangers que cela représente.

M. Drouin (Abitibi-Est): Je n'ai qu'un mot à ajouter³⁴. C'est la première fois que je fais un discours à l'Assemblée législative. Comme c'est d'usage de présenter des hommages à l'Orateur, je ne veux pas manquer à cet usage.

M. l'Orateur, j'avais des fleurs à vous offrir l'an dernier, mais le temps les a fanées et vous me permettez de vous offrir avec mes hommages, ce que M. King, M. Bracken, ami de la droite malchanceux, un peu, mais qui parlait bien en cette occasion, M. Coldwell et M. Solon Low, chefs de partis, ont dit à la Chambre des communes sur le rôle de l'Orateur: "Nous espérons", ont-ils déclaré, "que l'Orateur déploiera autant de zèle à défendre les droits des députés de l'opposition qu'à protéger les droits des députés ministériels".

(Applaudissements à gauche)

Il fait l'éloge de son chef. Dans son discours sur l'adresse, dit-il, il avait une argumentation tellement puissante que le chef du gouvernement n'a pas voulu y répondre. Le premier ministre veut priver les députés de leur droit de parole.

J'appartiens à une division qui a envoyé aux parlements d'Ottawa et de Québec des hommes illustres. Notre député à Ottawa, le très honorable Louis Saint-Laurent, ministre de la Justice, brille d'un éclat particulier non seulement à Ottawa, mais dans le monde entier.

(Applaudissements à gauche)

Une vieille coutume, qui date de la Confédération, veut que les députés traitent des problèmes nationaux dans le débat sur l'adresse. J'ai été surpris de voir le premier ministre, qui se dit attaché aux vieilles coutumes, mettre celle-là au rancart.

Dans le discours du trône, je comprends que le gouvernement n'a pas voulu remercier le gouvernement canadien de nous avoir si bien protégés pendant la guerre, mais il aurait dû au moins remercier le Ciel de nous avoir fait gagner. On remercie la Providence d'avoir mis fin au conflit, mais on ne manifeste aucune joie du fait que nos armes ont eu la victoire. Le discours du trône est un enfant sans vie que je ne veux pas embrasser.

(Longs applaudissements à gauche)

Il (M. Drouin) propose, appuyé par le représentant de Québec-Ouest (M. Samson), que le débat soit de nouveau ajourné.

Adopté.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 11 heures.

NOTES

1. Consulter à ce sujet la séance du 19 février 1946.
2. Joseph-Mignault-Paul Sauvé a été l'Orateur de l'Assemblée législative du 7 octobre 1936 au 20 février 1940. Il est ministre du Bien-être social et de la jeunesse dans le cabinet Duplessis du 18 septembre 1946 au 15 janvier 1959.
3. Il fait allusion à l'affaire Langlois à laquelle Honoré Mercier dut répondre et qui le ruina. Mail il fut acquitté par le tribunal.
4. Armand Lavergne (21 février 1880 – 5 mars 1935), journaliste, avocat et politicien. Il participe à la fondation de la Ligue nationaliste canadienne en 1903. Député libéral fédéral de Montmagny de 1904 à 1908, il se sépare de Wilfrid Laurier pour s'associer à Henri Bourassa et à son nationalisme pancanadien. Il est ensuite député de la Ligue nationaliste de Montmagny à l'Assemblée législative de 1908 à 1916. En 1910, M. Lavergne est notamment à l'origine de la loi sur le bilinguisme dans les services publics. Il termine sa carrière comme député conservateur fédéral de Montmagny de 1930 jusqu'à son décès. Le 10 septembre 1935, il devient vice-président de la Chambre des communes.
5. George Brock Chisholm, (18 mai 1896 - 2 février 1971) médecin et psychiatre. Au cours de la Seconde Guerre, il est directeur général des services médicaux dans l'armée canadienne et chef des services du personnel du Département de la Défense nationale à Ottawa avec le rang de Général de Division. En 1944, il est nommé sous-ministre de la Santé au

fédéral. M. Chisholm est le premier directeur général de l'Organisation mondiale de la santé (1948).

6. Téléphore-Damien Bouchard (20 décembre 1881 - 13 novembre 1962), journaliste et politicien. Maire de Saint-Hyacinthe de 1917 à 1930 et de 1932 à 1944 et député libéral de Saint-Hyacinthe à l'Assemblée législative de 1912 à 1919 puis de 1923 à 1944. M. Bouchard occupe plusieurs fonctions ministérielles dans les cabinets Taschereau (6 juin 1935 au 26 août 1936) et Godbout (8 novembre 1939 au 3 mars 1944). Il est aussi chef de l'opposition officielle de 1936 à 1939 et président de l'Hydro-Québec en 1944. Le 3 mars 1944, Mackenzie King le nomme sénateur de la division des Laurentides. M. Bouchard est connu pour ses accusations, en 1944, selon lesquelles une société secrète canadienne-française, l'Ordre de Jacques Cartier, représente un danger pour la société canadienne.

7. Jean-Charles Harvey (10 novembre 1891 - 3 janvier 1967), journaliste et écrivain. Il est rédacteur en chef du journal *Le Soleil* (1927). M. Harvey est l'auteur de plusieurs romans, dont le plus connu est *Les Demi-civilisés*. Cet ouvrage, condamné par le cardinal Rodrigue Villeneuve en 1934, lui coûte son poste de rédacteur. En 1937, destitué de son poste de directeur du Bureau de la statistique par M. Duplessis, il part s'installer à Montréal où il fonde le journal *Le Jour* (1937-1952).

8. L'ONF a été créé le 2 mai 1939 par la loi nationale du film.

9. Jean-Louis Gagnon (21 février 1913 - 28 mai 2004), journaliste, écrivain, militant politique et fonctionnaire. Dans les années 1930, il prône des idées anticléricales dans le journal *La Nation* de même qu'un socialisme international. M. Gagnon est directeur de l'agence de presse France-Afrique à Montréal de 1943 à 1946.

10. Madeleine Parent (1918-) sociologue, militante et syndicaliste. Elle est à la tête de plusieurs mouvements de syndicalisation, dont celui des ouvriers de la Dominion Textile en 1942.

11. Le général Franco (1892-1975) dirige le mouvement nationaliste (1936), puis, après la guerre civile (1936-1939), instaure en Espagne un gouvernement totalitaire dont il devient le chef suprême. Antonio de Oliveira Salazar (1889-1970) est un homme d'État portugais. D'abord ministre des

Finances (1928), puis président du Conseil (1932), il parvient à éliminer les forces d'opposition et institue, en 1933, l'"État nouveau", un régime autoritaire fondé sur le nationalisme, le catholicisme, le corporatisme et l'anticommunisme.

12. Eamon De Valera (1882-1975) est leader du mouvement nationaliste *Sinn Féin*, chef du gouvernement révolutionnaire irlandais (1918) puis fondateur du *Fianna Fail* (1927), parti politique au pouvoir de 1932 à 1948, de 1951 à 1973 et depuis 1977. Président du Conseil exécutif de l'État libre irlandais (1932-1937), De Valera est aussi ministre des Affaires étrangères (1932-1948) et premier ministre (1937-1948).

13. Timothy Buck (6 janvier 1891 - 11 mars 1973), machiniste et syndicaliste, est l'un des membres fondateurs du Parti communiste du Canada. Secrétaire général de ce parti depuis 1929, M. Buck publie de nombreux articles et dépliants. Emprisonné de 1932 à 1934, son parti est banni pendant la Seconde Guerre mondiale.

14. Louis Rasminsky (1er février 1908 - 14 septembre 1998) étudie en effet à l'Université de Toronto et à la London School of Economics, où il se spécialise dans l'étude de la monnaie. En 1930, il entre à la section économique et financière de la Société des Nations à Genève en Suisse. Puis, M. Rasminsky devient membre, en 1940, de la Commission de contrôle du change étranger à Ottawa. Il est l'auteur d'un "plan canadien" pour un système monétaire international. Après la Seconde Guerre mondiale, il gravit rapidement les échelons de la Banque du Canada, dont il devient gouverneur en 1961.

15. J.-G. Léopold Langlois (2 octobre 1913 - 13 février 1996) est député libéral fédéral de Gaspé du 11 juin 1945 au 10 juin 1957.

16. Plutôt \$300,000,000 selon *Le Canada*, 21 février 1946, à la page 2.

17. Le député nationaliste de Québec-Comté, M. René Chaloult, a prononcé un discours d'une heure selon *La Tribune*, 21 février 1946, à la page 6.

18. Joseph-Henri-Gustave Lacasse (7 février 1890 - 18 janvier 1953) est médecin, journaliste et homme politique. Il est nommé sénateur libéral de la division d'Essex en Ontario par William Lyon Mackenzie King le 10 janvier 1928, poste qu'il occupe jusqu'à son décès. Fondateur, en 1931, de

l'hebdomadaire *La Feuille d'Érable*, M. Lacasse est aussi poète à ses heures.

19. Il fait allusion à M. Poulin, député de Beauce.

20. Il s'agit de l'extrémité sud-ouest du Capitole, d'où l'on précipitait les condamnés coupables de trahison.

21. Richard Bedford Bennett fut premier ministre (conservateur) du Canada du 7 août 1930 au 23 octobre 1935.

22. M. Duplessis, qui était alors dans l'opposition a effectué plusieurs séjours à l'hôpital en 1941 et 1942 pour y soigner une pneumonie et le diabète.

23. Georges Guénette est un jeune déserteur tué le 7 mai 1944 à Saint-Lambert par des membres canadiens-français de la police montée. L'affaire est associée, notamment par le Bloc populaire, au gouvernement Godbout pendant la campagne électorale provinciale.

24. À la suite de la crise de la conscription et du plébiscite de 1942, certains libéraux fédéraux dissidents préfèrent siéger comme indépendants et se portent candidats sous cette étiquette aux élections fédérales, le 11 juin 1945.

Ceux-ci, dirigés par Frédéric Dorion, reçoivent l'appui de l'Union nationale lors de la campagne électorale. Cinq candidats indépendants sont finalement élus, notamment Frédéric Dorion (Charlevoix) et Paul-Edmond Gagnon (Chicoutimi).

25. Louis Stephen Saint-Laurent (1^{er} février 1882 - 25 juillet 1973), député libéral fédéral de Québec-Est, est alors ministre de la Justice et procureur général du Canada. Il occupe ce poste du 10 décembre 1941 au 9 décembre 1946.

26. Léon Casgrain est procureur général dans le cabinet Godbout du 10 juin 1942 au 30 août 1944.

27. M. Casgrain reprend son discours à 8 h 30, selon *L'Action catholique* du 21 février 1946, à la page 17.

28. La requête, présentée par l'avocat Jean Penverne, est rejetée en décembre par le juge en chef W. L. Bond, selon *The Gazette*, à la page 11 et *La Patrie* du 21 février 1946, à la page 4.

29. *Le Devoir* rapporte, le 21 février 1946, à la page 12, que M. Duplessis parcourt un journal

pendant tout le discours de M. Casgrain et fait semblant de ne pas s'intéresser à ses propos.

30. M. Brian Brooke Claxton (23 août 1898 – 13 juin 1960), député libéral fédéral de Saint-Laurent/Saint-Georges, est ministre de la Santé et du Bien-être social du 18 octobre 1944 au 11 décembre 1946.

31. William James Duffy, député libéral à l'Assemblée législative dans la circonscription de Compton, est décédé en fonction, le 18 janvier 1946.

32. Voir à ce sujet la séance du 19 février 1946.

33. Plutôt \$60,000,000 selon *L'Action catholique*, 21 février 1946, à la page 17.

34. Il parle pendant un quart d'heure, selon *L'Action catholique* du 21 février 1946, à la page 17.

Séance du jeudi 21 février 1946

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Présentation de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre:

- de l'Association d'hospitalisation du Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Gation);
- de la Corporation de la municipalité de Granby, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Choquette, Shefford).

Lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de Édouard Biron et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Lawrence Alexander Wilson (M. Côté, Montréal-Sainte-Marie);
- de la ville de Dorion, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Sabourin);
- de Pauline Marois-Mercier et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Olivier Robitaille (M. Tellier);
- de la cité de Thetford Mines, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Vachon);
- de la municipalité du village de Bernierville, demandant l'adoption d'une loi concernant certains pouvoirs de ladite corporation de la municipalité du village de Bernierville (M. Vachon);
- de la ville de Coaticook, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Bergeron);
- de la corporation de la paroisse de l'Île-Perrot, demandant l'adoption d'une loi lui accordant certains pouvoirs (M. Sauvé).

Travaux de la Chambre
Horaire des séances

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que, pendant la présente session, la Chambre

tienne jusqu'à nouvel ordre deux séances tous les jours, sauf le dimanche: la première, de trois à six heures de l'après-midi; la deuxième, de huit heures et quart à onze heures et demie du soir; et qu'à chacune de ces séances l'ordre des affaires soit réglé suivant les dispositions du Règlement qui ont trait aux séances du mardi, sauf le mercredi, où l'ordre des affaires sera réglé suivant les dispositions de l'article 115 du Règlement qui donnent préséance aux lois ou motions annoncées par les députés.

C'est peu dit-il. Les séances du soir sont limitées à 11 h 30, alors que dans le passé, quand l'opposition était peu considérable, on forçait les députés à siéger jusqu'à 3 ou 4 heures du matin. La session est avant tout convoquée pour la préparation des lois. Le gouvernement en a placé quatorze au *Feuilleton* dès l'ouverture des Chambres. Cette motion devrait être adoptée à l'unanimité car le temps est à l'action. Nous sommes ici pour travailler et non pas pour discourir. Notre devise c'est "Moins de discours, plus d'actions". Dans les autres Législatures, on siège tous les jours. En autant que les droits et privilèges des députés sont respectés, il y a avantage pour tout le monde à les faire courtes.

La motion laisse les deux séances du mercredi aux députés pour la présentation de leurs motions qui donnent lieu, certes, à d'intéressants échanges de vues, mais qui n'ont aucun effet exécutoire et ne comportent pas de réalisations pratiques, dont on a tant besoin dans le moment.

C'est le temps d'agir et de procéder avec célérité, d'autant que chaque jour de session de la Législature coûte très cher à la province. Il y a quatorze projets de loi importants sur le *Feuilleton* qui concernent tous l'intérêt public. Je demande qu'on en commence l'étude sans retard. Ce n'est pas trop demander aux députés que de consacrer environ six heures par jour aux questions qui intéressent les cultivateurs, les colons, les ouvriers. Nous devons montrer qu'à Québec nous siégeons comme dans les autres Législatures et comme à Ottawa.

Le gouvernement veut donner à la Chambre tout le temps nécessaire pour délibérer. Je suis convaincu que non seulement la motion sera adoptée à l'unanimité, mais qu'on nous fera des compliments.

M. Godbout (L'Islet): Je seconde avec plaisir l'intention du premier ministre de hâter le travail de la session. Personne n'a intérêt à retarder

ce travail. Le peuple de la province lui-même s'attend à autre chose qu'à des discussions stériles qui ne l'aident pas. L'opposition libérale veut que les débats se fassent le plus rapidement et le plus efficacement possible. Nous appuierons donc cette motion à condition qu'elle soit appliquée avec bon sens et à moins d'avoir l'assurance que le gouvernement appliquera convenablement le nouveau Règlement.

Le travail qui se fait ici, en Chambre, n'est pas le seul important. Les députés doivent, par ailleurs, étudier les projets de loi privément en vue d'en comprendre toute la portée. Aussi, ce n'est pas faire un compliment à la députation que de dire qu'elle travaille six heures par jour.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

J'ai dit qu'en dehors des six heures qu'ils doivent passer en Chambre, les députés doivent consacrer du temps à l'exécution des travaux inhérents à leurs fonctions.

M. Godbout (L'Islet): Je suis heureux d'avoir fourni au premier ministre l'occasion de préciser sa pensée. Si le premier ministre veut procéder rapidement, nous en sommes, mais il est absolument impossible pour les députés de faire un travail sérieux et efficace si on les force à siéger six heures par semaine jusqu'au samedi soir. Cela n'avancera ni le gouvernement ni l'opposition. Les séances de la Chambre devraient se terminer vendredi soir, d'autant plus que les députés ont à s'occuper de leurs affaires personnelles. Quand ils auront travaillé consciencieusement jusqu'au vendredi soir, en évitant les discussions inutiles, je puis dire qu'ils auront bien rempli leur devoir parlementaire. Ils ont le droit d'aller voir leurs électeurs.

Il faut de la célérité dans les travaux parlementaires, mais non pas d'une célérité qui oblige à refaire les lois à la session suivante et à en passer un grand nombre qui ne sont jamais appliquées. On nous a fait voter des lois l'an dernier, mais il y en a au moins dix qui ne sont pas encore appliquées. Il faut aussi de la prudence et du bon sens. L'action s'impose. Le premier ministre admet que l'heure est grave et il nous faut du temps pour étudier les lois. À Ottawa, on ne siège le samedi qu'à la fin de la session, quand la plupart des lois sont depuis longtemps devant la Chambre. Si le gouvernement veut exagérer, nous avons de ce côté-ci de la Chambre le nombre qu'il faut pour le ramener à la raison.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): Chacun désire que les sessions soient aussi brèves que possible, tout d'abord parce qu'elles coûtent cher à la

province. Nous sommes à la période de l'action mais l'action réfléchie et coordonnée de la province elle-même. Je m'accorde avec le chef de l'opposition.

Nous pouvons tous faire notre part pour que les sessions soient brèves. Je n'ai pas une grande expérience parlementaire, mais je me suis rendu compte que lorsqu'on ne professe pas un minimum de courtoisie professionnelle, on retarde le travail. Les points d'ordre deviennent des points de désordre.

Certaines tactiques employées d'un côté de la Chambre provoquent immédiatement, de l'autre côté, de l'obstruction. Quand les projets de lois sont présentés, il ne suffit pas de les étudier en Chambre. Les députés devront, auparavant, faire des recherches pour appuyer les points de vue qu'ils devront soumettre.

Le gouvernement a procédé excellemment au début de la session, l'an dernier et cette année. Mais, si l'on veut que la session soit brève, que l'on nous présente toutes les mesures d'avance et non, comme l'an dernier, en bousculade à la fin. C'est ainsi qu'il a fallu étudier en l'espace de six heures¹ un bill aussi important que celui qui amendait la loi de l'Hydro-Québec. Je demande donc au gouvernement de laisser plus de temps aux députés en dehors des séances de la Chambre.

M. Chaloult (Québec): On se conduit à la Législature de Québec comme on ne se conduit pas à Toronto. Le premier ministre a raison de demander que l'on hâte le travail de la Chambre. Les sessions sont incontestablement trop longues ici, deux fois trop longues. Il y a plusieurs moyens de les faire plus courtes avec avantage pour la province et le bon renom de la Législature.

Des séances comme celle d'avant-hier sont excessivement pénibles. Au sortir de la salle, j'ai entendu plusieurs députés déclarer qu'ils étaient dégoûtés. Nulle part ailleurs on ne se conduit de cette façon.

Très fréquemment, les points d'ordre succèdent aux points d'ordre. Ils s'enchaînent les uns aux autres, contrairement aux règlements. L'Orateur ne sait même plus où il en est. On perd ainsi une demi-heure, trois-quarts d'heure et même davantage en discussions stériles. Certaines discussions sont tout à fait puérides.

Mes électeurs sont venus dans les galeries pour voir les députés à l'œuvre et ils ont été scandalisés. Les spectateurs dans les galeries disent même parfois: "C'est cela, la Législature de Québec!"

Que le premier ministre me permette de lui dire qu'il a notablement amélioré son caractère mais qu'il aime encore à exercer son autorité. Il devrait

respecter davantage les droits des députés. S'il veut montrer un peu plus de douceur et de bienveillance envers les députés de tous les groupes, cela faciliterait les choses et le travail des sessions s'accomplirait plus rapidement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Si l'honorable député était à ma place, il aurait peut-être moins de patience que moi parfois.

M. Bienvenue (Bellechasse): Imposer à une Législature l'obligation de siéger du lundi au samedi inclusivement, c'est abusif. Beaucoup de députés ne demeurent pas à Québec et ne peuvent raisonnablement pas séjourner trois ou quatre mois loin de chez eux. Ils sont obligés de recevoir leurs électeurs et ils ont des affaires personnelles à régler. Que le premier ministre soit un peu plus modéré et suive le conseil du chef de l'opposition en appliquant ce nouveau règlement avec bon sens.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Que l'honorable député dise la même chose à ses amis.

M. Bienvenue (Bellechasse): J'ai des amis des deux côtés de la Chambre et je vais commencer par conseiller la modération à l'autre côté. Il en a besoin.

M. Drouin (Abitibi-Est): Je suis un de ceux qui demeurent le plus loin de Québec. Je considère qu'il est impossible de passer quatre, cinq et six semaines à Québec sans aller dans nos comtés. Quand on a un commerce ou un bureau, il faut voir à ses affaires. Pour voyager sur les chemins de fer, il faut faire des réservations à l'avance.

Je demande au premier ministre, s'il tient à appliquer sa motion telle quelle et à faire siéger la Chambre jusqu'au samedi soir, de nous donner une fin de semaine de congé à toutes les deux ou trois semaines et, comme les voyages sont difficiles, d'en fixer la date d'avance afin que nous puissions faire nos réservations et nous rendre auprès de nos électeurs.

La motion est adoptée.

**Adresse en réponse
au discours du trône**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné mercredi le 20 février courant,

sur la motion proposée par le représentant de Beauce (M. Poulin), dont elle a été saisie jeudi le 14 février dernier: Que l'adresse suivante soit votée et présentée à l'honorable M. le lieutenant-gouverneur:

À l'honorable Monsieur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, vous prions de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer, afin de faire connaître les motifs de la convocation des Chambres.

M. Drouin (Québec-Est): Le discours du trône est un document rempli de grands mots rédigé dans un style pompier. Il n'y a rien de substantiel dans cette allocution-là.

Ce discours a été organisé pour faire croire à la population qu'il n'y a qu'un seul parti qui s'occupe des intérêts supérieurs de la race et de la religion. Je proteste. Aucun parti représenté en cette Chambre ne permettrait que l'on touche à ce qui nous est cher. D'ailleurs, les députés de tous les partis d'opposition collaborent autant que les députés ministériels à la grandeur et à la prospérité de la province de Québec.

(Applaudissements à gauche)

Il relève un passage du discours du trône où il est dit que le gouvernement a donné une orientation nouvelle dans le domaine familial, social et national. Ce sont, dit-il, des phrases creuses, à l'instar d'ailleurs de tout le discours du trône. Je ne vois pas en quoi l'administration actuelle a innové dans ce domaine. Certaines législations sociales sont au crédit du premier gouvernement de l'Union nationale, mais si l'on regarde la législation passée par l'administration libérale de 1939 à 1944, on s'apercevra facilement que c'est plutôt sous le régime libéral que la province a avancé dans les domaines cités plus haut.

Le discours du trône parle de politique d'orientation familiale commencée par le présent régime. Si cela est vrai, pourquoi le gouvernement a-t-il diminué la pension aux mères nécessiteuses? Le gouvernement a tout fait pour atténuer les efforts de la loi adoptée par l'Union nationale de 1936 à 1939 pour assurer des allocations aux mères nécessiteuses.

L'an dernier, le gouvernement d'Ottawa a fait part à Québec de son intention de payer des allocations familiales. Le gouvernement de Québec

s'est objecté. Il a dû abandonner son opposition et a promis de suivre la politique du chef libéral en comblant ce que le taux décroissant enlevait aux allocations à partir du septième enfant, mais il n'a rien fait.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Le député sait-il que le taux décroissant a été comblé? Nous payons \$350,000 de plus par année pour combler la différence du taux décroissant des allocations familiales et je défie l'honorable député de prouver que les allocations aux mères nécessiteuses n'ont pas été augmentées, en tenant compte naturellement des allocations familiales du fédéral.

M. Drouin (Québec-Est): Oui, c'est cela! Le ministre confirme ce que j'ai dit. Si le gouvernement provincial avait réellement augmenté les allocations aux mères nécessiteuses, celles-ci recevraient plus d'argent et on aurait réellement amélioré leur sort.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Je fournirai au député des chiffres qu'il ne pourra pas nier. L'allocation a été augmentée de 80 % dans bien des cas et je fournirai des chiffres.

Voix à gauche: Non, non!

M. Godbout (L'Islet): Le ministre n'est pas dans l'ordre. Il n'a pas droit d'interrompre un député dans son discours. Il pourra parler sur cette question, s'il le désire, lorsque le député aura terminé.

L'honorable M. Barrette (Joliette): J'ai demandé la permission au député.

M. Drouin (Québec-Est): Si le gouvernement provincial avait réellement augmenté les allocations aux mères nécessiteuses, le ministre du Travail n'aurait pas été obligé d'envoyer des lettres en septembre pour expliquer qu'il y avait diminution. D'ailleurs, si le gouvernement n'avait pas diminué les allocations aux mères nécessiteuses, celles-ci recevraient plus qu'elles retirent actuellement.

(Applaudissements à gauche)

Le gouvernement devrait accorder l'enquête réclamée par le député de Rivière-du-Loup, hier, pour se laver de certaines accusations, à savoir que les positions et les licences se vendent dans la province de Québec.

Il (M. Drouin) voit des indices d'une politique antinationale au lieu d'une politique nationale dans le discours du trône.

J'approuve, dit-il, la suggestion de l'honorable député de Rivière-du-Loup en faveur de la tenue d'une séance secrète au cours de laquelle le premier ministre dirait à ses collègues ce qui s'est passé à la conférence d'Ottawa. On dirait que le gouvernement travaille à saboter cette conférence.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a des limites à la licence. L'honorable député d'Abitibi-Est n'a pas droit de dire cela. C'est une expression d'opinion qui est injuste pour nous. C'est le contraire qui est vrai et je lui demande de retirer ses paroles.

M. Drouin (Québec-Est): Je me demande comment on peut me demander de retirer des paroles qui n'attaquent personne nommément. Je demande à l'Orateur de rendre une décision sur le point d'ordre.

M. Hartt (Montréal-Saint-Louis) se porte à la défense du député d'Abitibi-Est.

M. l'Orateur: Je prends le point d'ordre en délibéré. Je demande au député de continuer son discours.

M. Drouin (Québec-Est): La situation est trop grave pour que le gouvernement joue avec des propositions aussi importantes que celles du fédéral. À l'heure actuelle, dans mon comté, sans les allocations familiales et l'assurance-chômage, deux mesures données par le gouvernement fédéral, ce serait le désarroi dans bien des foyers. Si les gouvernements n'adoptent pas les mesures nécessaires pour assurer à la population le bien-être auquel elle a droit, je crains que les choses ne tournent mal.

Je ne vois pas comment le gouvernement de la province pourra concilier son désir d'exercer ses droits dans toute leur plénitude avec la demande d'Ottawa de lui concéder certains de ces droits. Je ne vois pas comment on pourra en arriver à une entente, entente que j'estime essentielle pour la mise en train de vastes programmes de travaux publics qui nous éviteront le retour aux temps malheureux de 1930 à 1939.

J'avertis le gouvernement que le chômage augmente et que s'il ne prend pas les mesures nécessaires, par entente avec le fédéral ou autrement, on se réveillera un jour avec un gouvernement socialiste, la dictature même. C'en sera fini de notre autonomie. Il ne faut pas que l'autonomie serve d'épouvantail pour empêcher le progrès. Je demande

au gouvernement de dire ouvertement ses intentions au peuple de la province de Québec.

(Applaudissements à gauche)

M. Hamel (Saint-Sauveur): Je regrette que le premier ministre ne nous ait donné aucune précision sur la conduite qu'il a tenue à Ottawa et qu'il ait laissé les autres provinces exprimer seules leur attitude à l'égard des propositions fédérales.

Nous voulons aider le gouvernement dans ce que j'appellerai sa politique extérieure, sa politique à l'égard du pouvoir central, mais le premier ministre ne doit pas oublier que nous avons droit de regard sur sa politique intérieure.

Le gouvernement est au pouvoir depuis vingt mois. Il n'a fait aucun geste d'envergure, n'a apporté de solution à aucun problème sérieux depuis vingt mois. En somme, nous ne sommes pas administrés par un gouvernement mais par un parti politique qui donne satisfaction à ses favoris et c'est tout. Les droits du peuple, le premier ministre nous a révélé lui-même qu'on était pour en reparler plus tard.

On parle d'économiser le temps de la Chambre. Mais pourquoi veut-on presser indûment les travaux alors que dans le passé, les ministériels d'aujourd'hui, les oppositionnistes d'alors, se spécialisaient à faire durer les sessions?

Il reproche à la délégation québécoise d'être restée silencieuse à Ottawa. Seule notre province, dit-il, est demeurée silencieuse. Nous, de la Législature de Québec, nous ne savons même pas ce qui s'est passé dans les conciliabules d'Ottawa. Pourquoi faut-il que ce soit le chef d'une province voisine qui exprime les sentiments du Québec?

Comment se fait-il que le même homme qui depuis 20 ans prêche avec raison les droits et privilèges de la province de Québec ne soit pas capable aujourd'hui, alors qu'il est premier ministre et se rend à Ottawa à une conférence entre les provinces et le pouvoir central, de défendre ces mêmes droits et de les exprimer clairement?

Alors que nous avons le chômage en perspective et que des milliers de familles vivent dans des conditions difficiles, nos représentants ont adopté une position négative. Pendant que le gouvernement de Québec dort, les autres provinces s'organisent et profitent de ces conférences. Ils conçoivent des programmes précis et obtiennent d'Ottawa une aide substantielle.

En matière d'éducation, par exemple, le discours du trône semble prometteur, mais c'est un peu comme une grosse enseigne sur un petit magasin.

(Rires et applaudissements à gauche)

Ou bien le régime n'est pas chanceux ou il n'a pas la manière. Il n'est même pas capable de distribuer convenablement les bourses d'étude de l'aide à la jeunesse. En février, les étudiants n'avaient encore rien reçu alors que les cours étaient commencés depuis le mois de septembre. Le gouvernement dort dans ce domaine comme dans les autres.

Une situation nouvelle se présente à Québec qui inquiète beaucoup les pères de famille. On a parlé hier des mauvais exemples qui sont donnés à la jeunesse dans la ville de Montréal par la multiplicité des maisons de jeu et de débauche. Jusqu'ici, ces abus avaient été évités à Québec.

Mais, depuis que le gouvernement actuel est au pouvoir, il s'est ouvert à Québec des clubs, des établissements où l'on vend de la boisson aux femmes et aux hommes, à toute heure du jour et de la nuit et même le dimanche. C'est le régime des licences et le régime de la licence. Les tenanciers sont protégés par des amis du gouvernement ou parce qu'ils annoncent dans un journal favorable à l'Union nationale.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Si le député de Saint-Sauveur a des renseignements à cet effet, qu'il les transmette au procureur général et nous allons procéder immédiatement, que les coupables soient des amis de l'opposition ou des amis du gouvernement.

M. Hamel (Saint-Sauveur): Les gens de Québec les connaissent bien ces endroits.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Si le député veut donner des noms, nous allons procéder sans délai et sans pitié.

M. Hamel (Saint-Sauveur): Je prends note de la bonne volonté du premier ministre. Il est averti de façon directe mais je lui conseille de se défier de ses amis. Nous ne voulons pas laisser nos jeunes gens fréquenter ces lieux. Quant aux renseignements, je prendrai les moyens les plus directs pour les lui faire parvenir sans que mon nom soit mis en cause.

Il reproche ensuite au premier ministre d'avoir aboli la Commission d'assurance-maladie créée par les libéraux pour mettre les questions de protection de l'enfance et d'assistance publique en dehors de la politique en obtenant les suggestions des sommités médicales.

J'approuve, dit-il, le principe du prêt agricole. Le gouvernement se vante de son projet pour

l'Office du crédit agricole. Il est excellent de prêter cinq millions aux cultivateurs pour leur permettre de payer leurs arriérés.

Je déplore cependant le fait que l'on soit obligé de prêter de l'argent aux agriculteurs. C'est changer le mal de place. Il faut plutôt leur permettre de gagner leur vie et celle de leur famille. On prête de l'argent aux cultivateurs, au moment où on donne une partie des biens de la province à des étrangers.

Il faut au cultivateur des marchés nouveaux pour lui permettre d'écouler ses produits. Il faut une voirie améliorée, des services d'électricité qui correspondent au moins à ceux des autres provinces. Il faut leur donner le bénéfice des ressources naturelles.

Il dénonce la formule des coopératives d'électricité par laquelle le gouvernement dit aux cultivateurs: "Nous allons vous procurer l'électricité". L'an dernier, dit-il, en Ontario, on a dépensé \$130,000,000 pour l'électrification rurale². Que fait le gouvernement de Québec, lui? Il dit aux cultivateurs: "Si vous voulez avoir l'électricité, payez pour former des coopératives, construisez des lignes et arrangez-vous avec les compagnies.

(Applaudissements à gauche)

Quand le gouvernement va-t-il donner à la Chambre des nouvelles de l'Hydro-Québec? Où en est-il rendu dans son sabotage de cette grande œuvre libérale?

Lorsque l'Hydro-Québec a été créé, c'était l'intention du gouvernement Godbout de l'étendre à l'ensemble de la province pour que tout le monde puisse bénéficier d'électricité à bon marché, comme en Ontario.

Cependant, avec le gouvernement du Québec actuel, les populations rurales et les agriculteurs qui ont particulièrement besoin de l'aide du gouvernement plus qu'avant, sont obligés de payer pour le prolongement des lignes électriques jusqu'à leurs communautés, par le biais de l'établissement d'organismes coopératifs. En Ontario, ceci a été fait directement par l'Hydro Ontario.

La Commission hydroélectrique du Québec devrait étendre ses activités dans la province et elle devrait bâtir les centrales électriques nécessaires et ériger les lignes de transmission requises pour fournir de l'électricité aux consommateurs partout dans la province et particulièrement aux agriculteurs dans les régions rurales.

Il critique le gouvernement pour avoir permis aux intérêts privés de faire le travail à sa place en gardant l'autoroute de la rive nord entre Québec et Montréal ouverte cet hiver.

L'Hydro-Québec va permettre à notre province de concurrencer les autres quand un gouvernement libéral reprendra bientôt le pouvoir.

M. Bellemare (Champlain) intervient³.

M. Hamel (Saint-Sauveur): L'honorable député de Champlain peut manifester s'il le veut. Ici, il y a un Orateur pour faire respecter l'ordre. Nous ne sommes pas à une de ces assemblées où les députés organisaient des "gangs" pour m'empêcher de parler. Le député de Champlain aura le temps pendant la session d'exprimer ses idées et il pourra alors utiliser son éloquence et son talent d'une manière plus intelligente que celle dont il a fait preuve à l'élection partielle dans Beauce.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce que dit le député de Saint-Sauveur est faux et antiparlementaire. Le député n'a pas le droit de dire cela d'un collègue. C'est une accusation gratuite qui doit être retirée.

M. Godbout (L'Islet): L'honorable député de Saint-Sauveur exposait ses vues sur la politique quand il a été interrompu de façon disgracieuse par le député de Champlain qui a passé une partie de son temps, lors de la dernière session, à insulter la moitié de la Chambre. Je ne crois pas que vous ayez connu un député qui, à la dernière session et depuis le début de celle-ci, ait manqué davantage aux règlements.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le chef de l'opposition n'a pas le droit d'injurier le député.

M. Godbout (L'Islet): Ce député n'a malheureusement fait que de l'obstruction depuis qu'il siège ici.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): C'est la première fois que j'entends porter une accusation comme celle que vient de lancer le député de Saint-Sauveur. Il n'a pas le droit d'attaquer un collègue à moins de faire une motion. Les règlements le défendent.

M. l'Orateur: Je ferai remarquer aux députés des deux côtés de la Chambre qu'il est défendu d'interrompre. Je leur demande de ne pas intervenir et de laisser parler en paix ceux qui ont la parole. Quant au point d'ordre du premier ministre, il est bien fondé. On ne peut attaquer de cette façon la conduite d'un député.

M. Hamel (Saint-Sauveur): Je retire tout ce que l'on veut. J'attire l'attention de la Chambre sur une autre faute du gouvernement. Au moment où le régime a augmenté ses revenus en élevant le prix des permis des véhicules-moteurs, il n'entretient même pas lui-même pendant l'hiver les grandes routes de la province, du moins la route Québec-Montréal, qui en est la principale artère. C'est une nécessité économique. Nous ne sommes plus au temps du déluge, même si nous avons un gouvernement du temps du déluge.

Le député de Champlain et le député de Portneuf n'ont pas eu assez d'influence pour obtenir que le gouvernement entretienne lui-même, l'hiver, la route Québec-Trois-Rivières. Ce sont des particuliers qui ont payé de leurs deniers l'entretien de cette route afin de remplacer le gouvernement qui aime mieux revenir au temps de nos grands-pères où les routes étaient bloquées, en hiver.

Le gouvernement avait des raisons particulières d'entretenir la route Québec-Trois-Rivières puisqu'il vient, par l'entremise de la Régie des transports, d'imposer des droits additionnels aux camionneurs.

Le camionnage est devenu l'une de nos principales industries, la plus importante après celle de l'agriculture. Je regrette que le gouvernement n'ait pas plus d'égard envers elle et la force à payer pour l'entretien des routes. Au Canada, les camionneurs emploient 450,000 personnes. L'année dernière, en Ontario, les camions ont transporté 6,500,000 tonnes de marchandises, soit le double de ce qui a été transporté dans le même temps par tous les chemins de fer du pays.

Le gouvernement serait peut-être en avant de son temps si on était il y a cent ans, mais aujourd'hui, avec ses tactiques et sa petite politique, il est plus qu'en retard et ne peut se targuer d'être un gouvernement de progrès.

Dans son discours de mercredi, le député de Québec-Comté a fait l'examen de conscience de tout le monde, excepté le sien. Le Parti libéral, auquel je suis fier d'appartenir, en a eu pour son argent. La plus haute autorité morale au pays n'a même pas échappé aux critiques du député. Lorsqu'on attaque le Parti libéral, cela me touche. Quand on prétend que le parti auquel j'appartiens verse dans l'anticléricalisme et le communisme, je veux protester contre ces propos diffamatoires. Dans mon parti, nous avons un chef et une doctrine.

M. Chaloult (Québec): M. l'Orateur, je regrette d'être obligé d'interrompre l'honorable

député. Je n'ai pas dit que le Parti libéral versait dans l'anticléricalisme et le communisme.

(Mouvements divers)

J'ai dit que dans le Parti libéral, il y avait des gens qui avaient des tendances à l'anticléricalisme et au communisme. Il y a une nuance avec les propos que me prête le député.

M. Godbout (L'Islet): Est-ce qu'il n'y a pas de pareilles tendances chez des nationalistes?

M. Chaloult (Québec): Je n'ai parlé que du Parti libéral.

M. Hamel (Saint-Sauveur): Le député de Québec-Comté se croit dans la position d'un grand roi, Louis XIV qui disait: "L'État, c'est moi". Le député en est rendu au point où, en dehors de sa philosophie, il croit qu'il n'y a pas de salut.

Dans le public, l'opinion générale veut que le député de Québec-Comté a parlé de mon parti. La doctrine du Parti libéral est bien claire: nous voulons l'abolition des privilèges et justice pour toutes les classes de la société. Nous sommes donc aux antipodes du communisme.

(Applaudissements à gauche)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) demande la permission de poser une question au député. L'honorable député de Saint-Sauveur sait-il qu'en 1939 et en 1944, le Parti communiste a demandé de voter pour son parti et contre celui qui parle?

M. Hamel (Saint-Sauveur): Il y a peut-être quelque chose de vrai dans ce que dit le premier ministre, mais est-il prêt à donner l'absolution sans confession à tous ses amis? Croit-il que tous ses amis n'ont jamais commis de fautes?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Si quelques-uns de mes partisans avaient demandé un vote pour les communistes, j'aurais eu le courage de les dénoncer.

M. Hartt (Montréal-Saint-Louis): Le premier ministre ne doit pas ignorer que son ami, l'ancien député de Saint-Louis, M. Louis Fitch, a été élu par les communistes et qu'il fréquente des organisations communistes⁴.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y en a plusieurs de sa race comme cela.

M. Hamel (Saint-Sauveur): J'ai protesté contre l'accusation portée contre le Parti libéral. Nous sommes aux antipodes du communisme. Nous avons un nom à transmettre à nos enfants et je tiens à ce que ce nom reste intact. Quant à mes convictions religieuses, je conserve la foi que l'on m'a enseignée dans mon enfance. Je m'appuie sur le credo et l'acte de contrition. Je laisse l'acte d'humilité à l'honorable député de Québec-Comté. Il n'en abusera pas.

(Applaudissements à gauche)

En terminant, je demande au gouvernement de changer ses méthodes et de donner à la province une saine administration, si nécessaire dans une période de reconstruction, afin de donner confiance aux gens de Québec. J'espère que ma province coopérera avec toutes les provinces du Canada et je souhaite une part de bonheur et de prospérité à tous les Canadiens, mes compatriotes⁵.

(Applaudissements prolongés à gauche)

M. Morin (Québec-Centre) rend d'abord hommage à la mémoire de Mgr Cyrille Gagnon, recteur de l'Université Laval. Le miracle canadien-français, dit-il, est imputable à deux grandes institutions situées dans mon comté, le Séminaire de Québec et l'Université Laval.

Comme tous les documents de ce genre, le discours du trône ne veut pas dire grand-chose. Mais celui de cette année semble remporter la palme. Il est vague, incolore et gélatineux. Pas un mot de la victoire. Pas un mot de nos braves combattants. Pas un mot de ceux qui ont fait le sacrifice de leur vie pour leur patrie.

L'honorable député de Québec-Comté a dit que la hiérarchie chrétienne recommande avant tout l'amour de sa petite patrie. Je ne sais où il a appris cela. J'aime mieux la doctrine de Son Excellence le cardinal Spellman qui disait: "On ne peut être disciples du Christ sans aimer et servir son prochain. On ne dit pas "Mon Père" mais "Notre Père", on ne dit pas "donnez-moi mon pain quotidien" mais "donnez-nous notre pain quotidien"."

Le discours du trône nous parle de la conférence d'Ottawa. L'on s'attendait généralement à ce que le premier ministre invite le chef de l'opposition libérale et le chef du Bloc populaire à discuter de cette affaire avec lui avant d'aller à Ottawa présenter les vues de la province de Québec, avant d'aller transporter sur le plan fédéral les inquiétudes de la province française inquiète et nerveuse, avant d'aller exposer franchement là-bas nos diverses aspirations nationales.

(Applaudissements à gauche)

Tous les Canadiens bien pensants et dignes de ce nom veulent obtenir l'indépendance du Canada et je crois que ce n'est pas manquer de loyauté à qui que ce soit que de le proclamer hautement en cette Chambre.

Si nous ne nous entendons pas avec le gouvernement central et si nous préférons le statut de colonie, nous allons rester rivés à l'Empire britannique jusqu'à la fin de nos jours parce que seul un Canada fort et uni peut être indépendant et rompre le lien impérial.

Je demande au premier ministre de trouver un compromis honorable pour établir une collaboration entre la province de Québec et le gouvernement central afin que notre pays puisse réellement croître et prospérer, ce qui ne signifie pas nécessairement l'abandon de nos droits.

On ne doit pas faire de petite politique de mesquinerie sur une telle question dont la solution importe tant à tout notre peuple. Je sais que le premier ministre n'aime pas coopérer avec le fédéral mais, au-dessus de ses goûts, il y a l'avenir du Canada.

Si le premier ministre ne réussit pas dans ses démarches, alors il faudra lui enlever le pouvoir si on ne veut pas, un jour, se trouver face à face avec un gouvernement totalitariste.

Il (M. Morin) examine ensuite le discours du trône pour y trouver des traces de législation ouvrière. À mon grand regret, dit-il, je constate que cette pièce d'éloquence officielle n'est pas plus sérieuse là-dessus que sur les autres sujets qu'elle traite. La classe ouvrière est bien éprouvée de tolérer le gouvernement actuel.

La province de Québec jouit de la meilleure législation ouvrière du Canada, sinon du monde entier, et elle le doit au Parti libéral. Il énumère alors les lois mises dans les Statuts provinciaux par les divers gouvernements libéraux qui furent au pouvoir depuis 40 ans. C'est la loi, dit-il, des accidents ouvriers de 1908, puis celle des différends ouvriers en 1925, celle du Conseil supérieur du travail en 1934, celle réglant les différends entre les services publics et leurs employés (1940), une autre, le bill 45, accordant des allocations familiales en vertu des conventions collectives de travail (1943), le Parti libéral étant le premier à entrer dans ce domaine et traçant la voie à Ottawa, puis la loi de la commission des relations ouvrières en 1944.

Il répète la suggestion du chef de l'opposition à l'effet que la commission du salaire minimum protège l'échelle salariale des travailleurs qui ne sont pas protégés par des conventions collectives de travail. De plus, dit-il, ces conventions collectives ne devraient pas être considérées comme un but à

atteindre, mais comme un point de départ. Il est nécessaire de voir à ce que tous les travailleurs aient une échelle salariale de subsistance, comme l'avait démontré le très honorable Mackenzie King dans un livre important sur l'industrie et l'humanité.

Il donne alors lecture d'une déclaration faite à Montréal par l'honorable ministre du Travail (M. Barrette) à son retour de la conférence internationale du travail à Paris. Dans la Ville-Lumière, dit-il, il avait proclamé l'excellence des lois ouvrières du Québec et cité des chiffres pour montrer l'influence qu'elles avaient pour maintenir la paix ouvrière dans la province. Il disait que la Commission des relations ouvrières, instituée sous le régime Godbout, avait reçu 1,200 demandes concernant plus de 100,000 employés.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Ces demandes ont été faites après les amendements apportés par le gouvernement actuel.

M. Morin (Québec-Centre) l'admet. Mais, dit-il, la majorité de ces lois sont d'origine libérale. La province de Québec garde une profonde reconnaissance au gouvernement Godbout qui lui a donné de grandes lois sociales dans le monde du travail. C'est du reste ce que le ministre de Travail a reconnu lui-même au cours de son récent voyage en Europe. Je félicite le ministre d'avoir vanté la législation ouvrière que le Parti libéral a donnée à la province.

L'honorable M. Barrette (Joliette) essaie d'atténuer ce qu'il a dit en Europe.

M. Godbout (L'Islet): Le ministre du Travail parle mieux à l'étranger.
(Applaudissements à gauche)

L'honorable M. Barrette (Joliette): Ce n'est pas le fait qu'une loi soit passée qui compte, c'est le fait qu'elle soit bonne d'application. La loi de la Commission des relations ouvrières fut améliorée par les amendements du gouvernement actuel.

M. Morin (Québec-Centre): Le ministre du Travail a répété ses éloges des lois ouvrières du gouvernement Godbout dans un récent discours à la Société Saint-Jean-Baptiste de Québec. Il a dit: "Nos lois ouvrières répondent aux besoins de l'avenir". Nous ne disons pas que la législation du Parti libéral est parfaite, mais il faut reconnaître ce que le chef de notre parti a accompli. C'est ce que le ministre du Travail a fait.

(Applaudissements à gauche)

Je me proposais de traiter plusieurs autres sujets, mais je me reprendrai plus tard.

La motion est mise aux voix et la Chambre l'adopte.

Ainsi, l'adresse est adoptée.

Crédit agricole

L'honorable M. Barré (Rouville) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 2 autorisant l'Office du crédit agricole à prêter une somme additionnelle de cinq millions de dollars aux agriculteurs soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

Loi favorisant le drainage des terres

L'honorable M. Barré (Rouville) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 6 modifiant la loi favorisant le drainage des terres soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

Domaine cultivable de la province

L'honorable M. Barré (Rouville) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 7 pour augmenter le domaine cultivable de la province soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Godbout (L'Islet): Il s'agit de mettre une somme additionnelle de \$5,000,000 à la disposition de l'Office du crédit agricole, de voter \$1,000,000 pour le drainage des terres et d'autoriser le gouvernement à s'entendre avec le fédéral qui veut aider au drainage des terres. Nous ne nous opposerons certainement pas à ces projets que nous réclamons depuis longtemps. J'en discuterai les modalités lors de l'étude des résolutions.

Adopté.

Dépôt de documents:

Drainage des terres

L'honorable M. Barré (Rouville) dépose sur le bureau de la Chambre copies des ordres en conseil passés en vertu de la loi favorisant le

drainage des terres (9 George VI, chapitre 34).
(Document de la session no 10)

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)
propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se
trouve ajournée à mardi prochain, à trois heures de
l'après midi.

Adopté.

La séance est levée à 5 h 40.

NOTES

1. Selon *L'Action catholique* du 22 février 1946, à la page 15, la Chambre aurait eu 18 heures et non six heures, tel qu'avancé dans *Le Devoir* du 22 février 1946, à la page 4, pour étudier le projet de loi sur l'Hydro.

2. \$180,000,000, selon *Le Canada* du 22 février 1946, à la page 2.

3. M. Bellemare a été l'un des principaux organisateurs de l'Union nationale au cours de la dernière élection partielle, qui a eu lieu en novembre 1945, en Beauce, selon *Le Soleil* du 22 février 1946, à la page 6.

4. Louis Fitch a été élu député de l'Union nationale dans la circonscription de Saint-Louis à l'élection partielle du 2 novembre 1938. Il a été défait l'année suivante, en 1939.

5. Le député libéral de Saint-Sauveur, M. Wilfrid Hamel, a prononcé un discours d'une heure, selon *La Tribune* du 22 février 1946, à la page 7.

Première séance du mardi 26 février 1946

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

George Baranovsky

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, appuyé par le représentant de Bonaventure (M. Jolicoeur), que l'article 615 du Règlement soit suspendu pour lui permettre de présenter la pétition de M. George Baranovsky, demandant l'adoption d'une loi changeant le nom de famille de George Baranovsky *et uxor*, de Baranovsky en celui de Bromley, et que cette pétition soit maintenant présentée.

Adopté.

Présentation de pétitions:

La pétition suivante est présentée et déposée sur le bureau de la Chambre:

- de M. George Baranovsky, demandant l'adoption d'une loi changeant le nom de famille de George Baranovsky *et uxor*, de Baranovsky en celui de Bromley.

Paul Radakir

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, appuyé par le représentant de Terrebonne (M. Blanchard), que l'article 615 du Règlement soit suspendu pour lui permettre de présenter la pétition de M. Paul Radakir, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à être admis à l'examen de la pratique du génie civil, sans brevet de cléricature, et que cette pétition soit maintenant présentée.

Adopté.

Présentation de pétitions:

La pétition suivante est présentée et déposée sur le bureau de la Chambre:

- de M. Paul Radakir, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à être admis à l'examen de la pratique du génie civil, sans brevet de cléricature.

Charte
de Forestville

M. Leclerc (Charlevoix-Saguenay) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (M. Langlais), que l'article 615 du Règlement soit suspendu pour lui permettre de présenter la pétition de la ville de Forestville demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte, et que cette pétition soit maintenant présentée.

Adopté.

Présentation de pétitions:

La pétition suivante est présentée et déposée sur le bureau de la Chambre:

- de la ville de Forestville demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.

Association
des infirmières

M. Gatien (Maisonnette) propose, appuyé par le représentant de Terrebonne (M. Blanchard), que l'article 615 du Règlement soit suspendu pour lui permettre de présenter la pétition de l'Association des infirmières de la province de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte, et que cette pétition soit maintenant présentée.

Adopté.

Présentation de pétitions:

La pétition suivante est présentée et déposée sur le bureau de la Chambre:

- de l'Association des infirmières de la province de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

Sainte-Anne-des-Lacs

M. Blanchard (Terrebonne) propose, appuyé par le représentant de Maisonnette (M. Gatien) que l'article 615 du Règlement soit suspendu pour lui permettre de présenter la pétition de MM. Rosario Laurin, prêtre-curé, Ludger Paquin, cultivateur, et autres, demandant l'adoption d'une loi érigeant la municipalité de la paroisse de Sainte-Anne-des-Lacs

et la municipalité scolaire de Sainte-Anne-des-Lacs, et que cette pétition soit maintenant présentée.

Adopté.

Présentation de pétitions:

La pétition suivante est présentée et déposée sur le bureau de la Chambre:

- de MM. Rosario Laurin, prêtre-curé, Ludger Paquin, cultivateur et autres, demandant l'adoption d'une loi érigeant la municipalité de la paroisse de Sainte-Anne-des-Lacs et la municipalité scolaire de Sainte-Anne-des-Lacs.

Lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de l'Association d'hospitalisation du Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Gatién);

- de la Corporation de la municipalité de Granby, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Choquette, Shefford).

Questions et réponses:

Postes à la curatelle publique

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Depuis le 24 mai 1945 inclusivement jusqu'au 13 février 1946 inclusivement:

1. Quelles sont les personnes qui ont obtenu des positions ou fonctions payées en vertu du chapitre 62, 9 George VI, 1945, intitulé: Loi instituant une curatelle publique?

2. Quel est le salaire payé par la province à chacune de ces personnes?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

1. et 2.

Honorable Henry L.-Auger, \$6,000 par année;

M. P.-A. Juneau, c.r., \$1,000 par année;

M. J.-Chs. Pelletier, \$3,000 par année (ce fonctionnaire a été transféré du bureau de la loi des valeurs mobilières à Montréal au bureau du curateur public au même traitement);

M. Hald Laroche, \$1,500 par année;

Mlle Monique Veilleux, \$1,200 par année.

Postes reliés au Code de procédure civile

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Depuis le 1^{er} juin 1945, inclusivement, jusqu'au 13 février 1946 inclusivement:

1. Quelles sont les personnes qui ont obtenu des positions ou fonctions payées en vertu du chapitre 69, 9 George VI, 1945, intitulé: Loi pour améliorer le Code de procédure civile?

2. Quel est le salaire payé par la province à chacune de ces personnes?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

1. et 2.

M. Auguste Désilets, c.r.: honoraires \$500 par mois, plus \$100 par mois pour frais de représentation;

M. Gérard Trudel, c.r.: émoluments de \$300 par mois, plus \$50 par mois pour frais de représentation;

Mlle Marguerite Houde: salaire de \$100 par mois.

Magistrats de district et juges des sessions

M. Bienvenue (Drummond): Depuis le 1^{er} septembre 1944, inclusivement, jusqu'au 13 février 1946 inclusivement:

1. Combien de magistrats de district ont été nommés par le gouvernement de la province en excédant du nombre de ceux en fonctions le 31 août 1944?

2. Quel est le salaire de chacun desdits magistrats de district?

3. Combien de juges de sessions ont été nommés par le gouvernement de la province en excédant du nombre de ceux en fonctions le 31 août 1944?

4. Quel est le salaire de chacun desdits juges des sessions?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

1. En vertu de la loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15), telle que modifiée par la loi 9 George VI, chapitre 19, cinq magistrats de district ont été nommés;

2. Le traitement fixé par la loi;

3. En vertu de la loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15) trois juges des sessions ont été nommés;

4. Le traitement fixé par la loi.

Questions inscrites au *Feuilleton*

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) annonce que le gouvernement ne peut répondre à deux questions de l'opposition qui veut savoir combien de fonctionnaires ont été destitués et combien de nouveau fonctionnaires ont été nommés depuis le 1^{er} septembre 1944 jusqu'au 1^{er} février 1946.

M. Godbout (L'Islet): Nous attendons cette réponse depuis l'an dernier.

Demandes de documents:

Fonctionnaires engagés de 1944 à 1946

M. Dumaine (Bagot) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre un état montrant:

1. Quels sont, pour chacun des départements, commissions et offices de l'administration provinciale, les noms et prénoms des personnes qui ont été engagées depuis le 1^{er} septembre 1944 jusqu'au 1^{er} février 1946;

2. Quel salaire a été attribué à chacune de ces personnes;

3. Si une liste d'éligibilité a été fournie dans chaque cas par la Commission du service civil;

4. Si non, pourquoi?

Adopté.

Fonctionnaires sortants de 1944 à 1946

M. Hamel (Saint-Sauveur) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre un état montrant, pour chacun des départements, commissions et offices de l'administration, les noms et prénoms des fonctionnaires qui, entre le premier septembre 1944 et le premier février 1946: *a.* ont été destitués; *b.* ont été mis à la retraite; *c.* ont démissionné.

Adopté.

Projets de loi:

Crédit agricole

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de

résolutions relatives au bill 2 autorisant l'Office du crédit agricole à prêter une somme additionnelle de cinq millions de dollars aux agriculteurs.

L'honorable M. Barré (Rouville) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Barré (Rouville) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.
Adopté.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Barré (Rouville) propose:

1. Que le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du ministre de l'Agriculture, puisse, aux conditions qu'il déterminera, autoriser le trésorier de la province à verser, à même le fonds consolidé du revenu, à l'Office du crédit agricole du Québec, en sus des sommes que celui-ci est déjà autorisé à prêter aux cultivateurs, une somme additionnelle de cinq millions de dollars pour être employée aux fins prévues par la loi du crédit agricole du Québec [1 Édouard VIII (2^e session), chapitre 3], en la manière et aux conditions déterminées par cette loi.

Toutefois, nonobstant toute disposition au contraire, les prêts qui seront faits aux agriculteurs à même cette somme de cinq millions de dollars porteront intérêt au taux de deux et demi pour cent par année, payable semi-annuellement, et seront remboursables, au choix de l'emprunteur, soit en trente ans, par amortissement d'un et demi pour cent par année pendant cette période et paiement du solde à l'expiration de celle-ci, soit en trente-neuf ans et demi, par amortissement au même taux, l'emprunteur ou ses ayants droit conservant néanmoins le droit de rembourser tout prêt par anticipation en totalité ou en partie.

2. Que la loi qui sera basée sur les présentes résolutions entrera en vigueur le jour de sa sanction.

On nous demande de continuer cette œuvre, mais nous amendons la loi pour que la période de remboursement soit de 40 ans au lieu de 25. Ce n'est pas une chose nouvelle que le crédit agricole, bien qu'il y a quelques années celui qui prônait cette mesure s'exposait à des injures. J'ai presque reçu un

certificat d'insanité quand j'ai proposé l'établissement d'un crédit agricole. Il veut bien, dit-il oublier tous les compliments à rebours qui lui ont été décernés lorsqu'il préconisait autrefois l'établissement d'un organisme de crédit pour les cultivateurs. Il a oublié tout cela depuis que l'unanimité s'est faite sur la nécessité d'aider les cultivateurs. La preuve que c'était à propos, c'est que les cultivateurs s'en sont servis abondamment. Pour un bon nombre de cultivateurs, ça été la planche de salut, sans laquelle ils n'auraient pu garder leurs terres si le gouvernement de l'Union nationale d'alors n'était venu à leur secours.

L'Office du crédit agricole a été formé en 1937 et, sur un total de près de \$50,000,000 qui ont été prêtés jusqu'à présent, nos cultivateurs ont prouvé largement qu'on pouvait avoir confiance en eux, puisque depuis son institution, les pertes totales subies par le gouvernement ne dépassent guère \$500. Il y a plus. Alors que certains grands hommes les accusaient d'être de mauvais payeurs, non seulement les cultivateurs ont payé, non seulement ils ont payé à échéance, mais ils ont même payé avant le temps. Au cours de ces dernières années, le montant des sommes payées par anticipation dépasse celui des sommes payées à l'échéance.

Le cultivateur est l'élément de stabilité dans la province et, aujourd'hui, nous devons continuer l'œuvre commencée, mais elle prend un autre aspect. Il n'est plus question d'offrir aux cultivateurs une planche de salut. Il faut maintenant penser à l'établissement des jeunes, assurer leur avenir. C'est surtout à cela que le crédit agricole sert présentement. Nous ajoutons \$5,000,000 au montant mis à la disposition de l'Office parce qu'il faut aujourd'hui être en mesure de faire face aux situations qui peuvent se présenter. L'après-guerre pose des problèmes dont un certain nombre ne seront résolus que par le crédit agricole qui permettra d'aider les jeunes à s'établir.

Bien des cultivateurs, non seulement les plus vieux, mais des jeunes cultivateurs, nous ont demandé de rétablir le taux à ce qu'il était autrefois au temps de leurs aînés, au point de vue du taux de l'intérêt et du taux d'amortissement et de la période de l'échéance. Nous avons trouvé qu'il était juste de revenir aux conditions fixées en 1936, 2½ % pour l'intérêt et 1½ % pour l'amortissement. Même à ces taux, nous ne donnons rien aux cultivateurs. La politique du gouvernement et la mienne, dans ce domaine, c'est de prêter et non pas de faire des cadeaux.

L'idée n'était pas de faire la charité aux agriculteurs, mais de leur prêter l'argent nécessaire

pour qu'ils puissent être les maîtres des lieux et à un taux équivalent au coût monétaire du gouvernement. Nous voulons aider les cultivateurs qui en ont besoin en leur montrant qu'ils doivent faire leur part. D'ailleurs, ils le comprennent. De plus, en revenant aux anciennes conditions posées lors de l'organisation du crédit agricole en ce qui a trait aux facilités de remboursement, on aide davantage la classe agricole qui reçoit un prêt à meilleur compte et qui a devant elle un terme plus long pour le rembourser.

M. Godbout (L'Islet): Je n'ai aucune objection à ce projet de loi. Sur le principe du crédit agricole, tout le monde s'accorde. Que les cultivateurs aient besoin d'un crédit agricole tous les membres de cette Chambre en sont convaincus. Nous l'avons proclamé nous-mêmes. Tout au plus y eut-il, lors de l'adoption de la loi, divergence d'opinion sur l'opportunité d'ajouter un deuxième système de prêt au prêt fédéral. Le Parti libéral a toujours favorisé le système du crédit agricole. Le seul point sur lequel il n'est pas d'accord avec l'Union nationale, c'est lorsqu'il affirme, comme il le fait encore aujourd'hui, qu'avec certains amendements le système de crédit agricole du fédéral pourrait s'appliquer à la province et ainsi empêcher la duplication de l'administration et des frais. Je crois que la doctrine libérale était saine et qu'on aurait pu, avec moins d'argent, créer une situation plus avantageuse pour le cultivateur. Les résultats auraient été les mêmes mais à meilleurs frais pour la province.

L'éloge du cultivateur que le ministre a fait était mérité et c'est un fait connu que les cultivateurs du Québec paient leurs dettes avant l'échéance.

Le gouvernement abaisse le taux d'intérêt. Je crois que c'est juste. C'est son devoir, dit-il, d'aider ainsi le cultivateur quand le loyer de l'argent diminue. Le taux avait été augmenté en 1940 parce que le gouvernement payait alors 0.75 % de plus. Le gouvernement ne réduit le sien que de 50 centièmes. Ne le chicanons pas. Je trouve que c'est plus juste de ne pas l'abaisser davantage, car les conditions peuvent encore changer. Le loyer diminuant, c'est le devoir du gouvernement de faire profiter le cultivateur des conditions nouvelles.

Il a confiance, déclare-t-il, dans le ministre actuel de l'Agriculture pour bien administrer la loi, comme il a aussi confiance dans le notaire Poirier¹. L'argent que nous allons mettre à la disposition de l'Office sera bien prêté, j'en suis sûr, car le notaire Poirier est un honnête homme et un homme d'affaires habile.

Cependant, le gouvernement demande \$5,000,000 cette année parce que l'an dernier on n'a pas ajouté au fonds général du crédit agricole et qu'il a des obligations nombreuses à rencontrer cette année. Le gouvernement fait peut-être erreur en prolongeant à 39 ans et demi la période de remboursement. Quarante ans, c'est trop long pour rembourser une dette et, c'est le petit-fils du cultivateur qui en souffrira. Nous avons réduit la période à 25. C'était plus juste, c'était raisonnable et c'était une meilleure base d'affaires. Les cultivateurs le comprennent si bien qu'ils remboursent avant l'échéance; les cultivateurs remboursent chaque année à 200 %. Mais je ne chicanerai pas le gouvernement là-dessus. Ça lui permet de fixer l'amortissement à 1½ % et de dire que l'Union nationale prête à 4 % au lieu de 5.71 %. C'est un beau chiffre. Si ça l'amuse, je n'ai pas l'intention de lui enlever ce plaisir. Le gouvernement veut passer pour plus généreux que nous.

(Applaudissements à droite)

Il ne l'est pas. Je remercie mes honorables amis de la droite de leurs applaudissements. Je vois que nous aurons une bonne semaine.

(Applaudissements à gauche)

L'honorable M. Barré (Rouville): Je remercie le chef de l'opposition de son attitude, mais le chef libéral, à mon avis, paraît faire l'erreur courante de croire que le crédit agricole est appelé à solutionner des problèmes sur une base commerciale. C'est le seul moyen de permettre à un cultivateur de payer à la fois l'intérêt et le capital et de finir sa dette en 39 ans. Avec l'ancien système, le cultivateur payait toujours l'intérêt sans jamais parvenir à éteindre le capital. C'est mieux de se débarrasser d'une dette en 39 ans et demi que de payer toute sa vie un intérêt de 5 % et 6 %, sans rien rembourser du capital. L'important, c'est que le cultivateur ne soit pas pris à la gorge, et c'est de voir à ce que le cultivateur paye à l'échéance pas plus qu'il ne peut payer.

Avec la loi proposée, un jeune homme qui s'établit sur une terre à 21 ans sera libre de toute dette à 61 ans. Si au contraire, on établit des charges trop fortes pour le cultivateur, ou bien il faudra sévir s'il ne rencontre pas ses obligations, ou il faudra laisser traîner les dettes, ce qui est une mauvaise affaire. Bref, on ne veut pas trop presser le cultivateur et lui faciliter ses remboursements en les fixant à des paiements faciles. Rien ne l'empêche de payer sa dette avant l'échéance, s'il le peut. L'expérience prouve qu'il paye dès qu'il en est capable. Dans le cas contraire, il est certain qu'en 39 ans il aura fini de payer au gouvernement, avec

facilité, tout en ayant la certitude de rester sur sa terre sans en être dépossédé.

À date, au 31 décembre 1945, le crédit agricole a perçu, avant échéance, une somme de \$4,000,438², ce qui est tout à l'honneur des cultivateurs.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): Sur la question de la période de remboursement, je suis porté à donner raison au ministre, parce qu'il vaut mieux laisser au cultivateur une liberté plus longue pour s'acquitter de ses dettes, de façon à ce que celui qui peut payer puisse le faire et que celui qui ne peut pas payer ne soit pas pris à la gorge.

Il est bon de rappeler que, si un jour une loi de crédit agricole a pu être adoptée, c'est dû à la volonté tenace d'un certain nombre d'hommes, parmi lesquels se trouvait le ministre (l'honorable M. Barré), et au beau travail de l'UCC. Aujourd'hui tout le monde est d'accord. Les citoyens eux-mêmes ont intérêt à ce que les problèmes des campagnes soient réglés, car citoyens et ruraux sont interdépendants. Le mal des campagnes trouve sa répercussion dans les villes par le surpeuplement, le problème du logement, celui du chômage, etc. Le projet est bon et juste non seulement dans son principe, mais aussi dans ses modalités.

Il (M. Laurendeau) se réjouit aussi de voir l'unanimité entre le ministre et le chef de l'opposition sur le principe de la loi.

M. Chaloult (Québec): Au nom de mes partisans, j'approuve le projet de loi à l'étude.

M. Roberge (Lotbinière): Il y a une catégorie de travailleurs agricoles dont on ne s'est pas préoccupé en établissant le crédit agricole. Ce sont les colons qui constituent en somme une partie de la population agricole de la province. Ce serait le temps de réparer cette erreur.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Non, ce n'est pas le temps. La question n'est pas à propos dans l'étude d'un projet de loi concernant l'agriculture et je soulève un point d'ordre. Pour le moment il s'agit du crédit aux cultivateurs et l'autre question pourra être discutée avec le ministre de la Colonisation.

M. Roberge (Lotbinière): Très bien, mais je reviendrai à la charge.

M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): L'honorable ministre a tort de laisser croire

à la Chambre que son projet n'offre que des avantages pour les cultivateurs. Les emprunteurs payaient autrefois 1½ % d'amortissement durant 25 ans. À l'avenir, ils devront payer 1½ % d'amortissement durant 40 ans. Le gouvernement pourra placer ces fonds à un taux aussi élevé que 3 % et fera ainsi de l'argent sur le dos des cultivateurs.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) trouve singulier de la part du député de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce (M. Mathewson) de poser pareille question, quand on rappelle, dit-il, que le gouvernement Godbout chargeait au crédit agricole, donc indirectement aux cultivateurs, 4.13 % et 4.36 % pour l'argent emprunté.

M. Godbout (L'Islet): Le premier ministre peut-il me nommer un seul cultivateur qui ait payé plus que le taux d'intérêt qu'il était tenu de payer?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Une chose est certaine, c'est qu'en l'espace de neuf ans, il ne s'est perdu que \$511 sur un montant total de \$50,000,000 prêté. Pas une entreprise commerciale ou industrielle au monde peut présenter des résultats comme ceux obtenus jusqu'à présent par le crédit agricole de notre province. Ça prouve que les cultivateurs sont vaillants, équilibrés et économiquement fiables et que l'Union nationale, qui a fondé le mouvement du crédit agricole ici en premier lieu, fournit à la province un gouvernement d'hommes d'affaires. Cela montre aussi l'esprit de vision de l'Union nationale et le caractère de saine administration du gouvernement.

M. Dumaine (Bagot): On s'est servi et on se servira encore de cette loi comme d'un tremplin politique, mais je suis heureux de dire que, même depuis 18 mois, sous le ministre actuel, le crédit agricole a été administré sans faveur politique. En ma qualité de notaire, pratiquant dans un district rural - 90 % de mes clients sont des cultivateurs - je déclare que les cultivateurs remboursent non seulement ce qu'ils doivent au crédit agricole, mais toutes leurs dettes à un rythme qui ne s'est jamais vu auparavant. Dans les municipalités rurales de mon comté, il n'y a peu ou pas d'arrérages de taxes. Les cultivateurs font de l'argent et peuvent payer leurs dettes.

Il n'est pas convaincu que les cultivateurs ont demandé que la période d'échéance soit prolongée à 40 ans. Il n'y a pas d'avantage pour les cultivateurs que la période de remboursement soit prolongée,

affirme-t-il. Il exprime l'avis qu'on le fait dans un but de capital politique.

Il (M. Dumaine) dit que ce qu'il faut surtout aux cultivateurs, à l'heure actuelle, ce sont des marchés pour pouvoir écouler leurs produits à des prix raisonnables.

L'honorable M. Barré (Rouville): (Joignant les mains) Si quelqu'un a fait de l'électoratisme, ce n'est pas le député de Rouville. Dans mon comté, le premier cultivateur qui a emprunté était un libéral. Il serait le dernier, dit-il, à vouloir faire de l'électoratisme avec le prêt agricole qui est, en somme, une question d'utilité publique.

C'est à la demande même des cultivateurs de toutes les régions de la province qu'on revient à l'ancienne loi édictée par le premier gouvernement de l'Union nationale. Il faut non seulement considérer les années de prospérité, mais aussi les années difficiles que peuvent traverser les cultivateurs. C'est pour cela que la loi est modifiée dans l'intérêt des cultivateurs. Je sais, moi, ce que c'est de ramasser les derniers sous pour les échéances de la Toussaint. C'est en pensant à ces années-là, qui peuvent revenir, que nous disposons les paiements de n'avoir personne à prendre à la gorge.

Les députés de la gauche ne devraient jamais parler des prix des denrées agricoles qui sont fixés de façon arbitraire par leurs amis d'Ottawa. S'ils veulent faire le procès de la situation agricole, c'est leur propre procès qu'ils feront; s'ils ont des crimes à reprocher, ce sont leurs propres crimes.

Les résolutions sont adoptées.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues et agréées.

L'honorable M. Barré (Rouville) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 2 autorisant l'Office du crédit agricole à prêter une somme additionnelle de cinq millions de dollars aux agriculteurs soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Loi
concernant les Statuts**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 8 modifiant la loi concernant les Statuts soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 8 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Tribunaux
de Richelieu**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 9 concernant la juridiction des tribunaux du district de Richelieu soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il s'agit de décentralisation dans l'intérêt des justiciables et le gouvernement, qui tient à cette politique de décentralisation dans tous les domaines où c'est possible, présente une loi qui sera sans doute bien vue des justiciables des districts concernés.

M. Dupré (Verchères): Les municipalités de Belœil, Saint-Marc, Sainte-Julie et MacMasterville sont à 15 milles de Saint-Hyacinthe et 20 milles de Montréal. Les justiciables de ces municipalités seront forcés par la loi de se rendre à Sorel, situé à 40 milles, pour aller se présenter aux tribunaux³. On devrait les laisser libres de se rendre à Saint-Hyacinthe ou à Montréal. Les communications sont difficiles en chemin de fer. On ne peut se rendre à Sorel qu'en auto et tous les citoyens n'ont pas d'auto. L'hiver, il n'y a pas de chemins de communication en certains endroits de mon comté. Je demande que le projet soit amendé.

M. Bienvenue (Drummond): Est-ce que quelqu'un a réclamé cette loi?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): (Souriant) Certainement et je demande l'opinion du député de Richelieu. Je suis certain qu'il va me remercier. Je suis surpris d'entendre le député de Verchères dire qu'il n'y a pas de bonnes routes dans Verchères. Le comté a-t-il été négligé par ses amis?

M. Robidoux (Richelieu): En effet, la législation favorise mon district et la ville de Sorel. Je suis bien obligé de remercier le chef du gouvernement d'avoir présenté cette mesure. Il y a dans le bill un principe de décentralisation que j'approuve.

Il y a des difficultés de communication entre Verchères et Richelieu à certaines époques de l'année mais je dois dire au premier ministre que les deux comtés ont d'excellentes routes.

M. Dupré (Verchères) Le premier ministre ne m'a pas bien compris. Je n'ai jamais dit que nous n'avons pas de belles routes dans Verchères. Elles sont un peu moins bien entretenues depuis 18 mois, mais ce sont de très bonnes routes.

(Rires et applaudissements à gauche)

Entre Belœil et Sorel, nous n'avons pas de chemin de fer ni d'autobus. Si un citoyen est appelé à témoigner à Sorel dans un procès, il devra payer \$25 de taxi. Tous les frais judiciaires seront augmentés si le gouvernement ne modifie pas sa loi.

(Applaudissements à gauche)

M. Dumaine (Bagot): Le député de Verchères a raison. On pourrait accorder une juridiction concurrente à Sorel et Saint-Hyacinthe comme cela existe dans plusieurs districts judiciaires. Les justiciables du comté de Verchères devraient pouvoir aller à Sorel ou à Saint-Hyacinthe selon leur choix.

Entre Beloeil et Saint-Hyacinthe, il y a une des plus belles routes de la province. J'espère que le premier ministre se rendra à la demande très juste de mon honorable ami de Verchères (M. Dupré).

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y aurait des abus qu'on ne peut encourager.

M. Bienvenue (Drummond): Est-ce que l'on ne pourrait pas accorder une juridiction concurrente à Sorel et Saint-Hyacinthe? Cela existe dans plusieurs districts judiciaires.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les juridictions concurrentes offrent des inconvénients. Sorel est le centre de la région et est plus important que Saint-Hyacinthe. Je suis pour Sorel.

M. Bienvenue (Drummond): (Souriant) Depuis combien de mois le premier ministre est-il venu à Sorel?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Sorel est près de Trois-Rivières. Les professionnels des deux villes ont la même mentalité. Nous différons sur les couleurs seulement.

M. Dupré (Verchères): Si la Chambre accepte le point de vue du premier ministre, les justiciables seront forcés de payer des dépenses supplémentaires et des frais judiciaires beaucoup plus élevés. Le premier ministre a demandé l'opinion du député de Richelieu. Je demanderai l'opinion du député de Saint-Hyacinthe.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Saint-Hyacinthe va me remercier.

M. Chartier (Saint-Hyacinthe): Si l'on veut créer un district judiciaire Richelieu-Verchères, les justiciables de Verchères devront aller à Sorel.

Voix à gauche: Il n'a pas remercié le premier ministre.

M. Dumaine (Bagot): La demande du député de Verchères est absolument justifiée. Les citoyens de Verchères font presque toutes leurs affaires à Saint-Hyacinthe, qui est beaucoup plus près d'eux que Sorel. Dans l'intérêt de la justice, j'espère que le premier ministre modifiera son projet avant l'adoption finale.

Les articles 1 à 5 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil.

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 9 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Appareils de jeu

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 10 concernant les appareils de jeu soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il s'agit d'un projet de loi qui établit une réforme dont la nécessité est apparente. Il y a dans la province un système de "slot machines" qui ouvre actuellement la porte à de graves abus en donnant l'occasion à la jeunesse de s'habituer à parier et à gager⁴. Les appareils appelés "slot machines" existent en grand nombre. Des jeunes, des moins jeunes, des vieux et même des membres du sexe féminin vont engloutir leur salaire et quelquefois leurs épargnes dans ces machines organisées pour voler.

On a fait une certaine campagne contre l'usage de ces appareils, mais elle a été conduite plutôt mollement. On avait l'impression que ceux qui la supportaient étaient les complices des transgresseurs de la loi. Comme conséquences, les arrestations, les confiscations, les saisies devenaient des plus difficiles. Certains propriétaires de "slot machines" en plaçaient jusqu'à 40 et 50 dans une même région.

Pour répondre aux procédures faites contre eux, les propriétaires de ces machines ont cherché tous les moyens de contourner la loi. Ainsi, on a commencé à donner de l'argent dans les "slot-machines". Ensuite, au lieu de remettre de l'argent aux gagnants, on remplaçait l'argent par des jetons échangeables pour de l'argent ou des marchandises.

Les procès ont été nombreux. À la suite d'un procès qui fut porté jusqu'en Cour suprême, un jugement fut rendu et ce jugement fait aujourd'hui jurisprudence. La Cour suprême dit qu'il n'y a rien d'illégal à moins de prouver que celui qui a mis de l'argent dans la machine ait reçu de l'argent immédiatement ou des jetons échangeables pour des marchandises en retour. Il faudrait trois hommes pour surveiller une seule de ces machines. C'est une preuve quasi impossible à faire.

Nous avons donc jugé qu'il était temps d'arrêter ces abus et d'aller à la source du mal. Notre loi dit qu'aucun appareil de jeu ne peut faire l'objet d'un droit quelconque de propriété ou de possession en cette province et que personne ne peut réclamer un tel droit. Elle permet en outre à la police de saisir ces machines n'importe où et en n'importe quel temps. Il appartient à celui qui est victime de cette saisie de prouver que sa machine est légale.

Une loi semblable que l'on dit très efficace a été adoptée au Nouveau-Brunswick sous l'inspiration d'avocats de la province de Québec. Notre loi est calquée sur celle-là. Lors de mon séjour à Ottawa, pour la conférence, j'en ai parlé avec le premier ministre du Nouveau-Brunswick, M. McNair, qui m'a dit que depuis que la loi est entrée en vigueur, la maladie des "slot machines" a été enrayerée⁵.

Les procédures peuvent s'instruire devant un juge de paix, ce qui rend la justice plus rapide et moins coûteuse.

Mon gouvernement a l'intention de continuer les démarches faites auprès des autorités fédérales, quelles qu'elles soient, il ne s'agit pas d'une question de couleur, pour faire disparaître du Code criminel les articles qui défendent la tenue de loteries pour fins éducationnelles ou de bien-être. À de nombreuses occasions, l'Assemblée législative s'est prononcée en faveur de loteries pour des fins éducationnelles ou de bien-être.

Il y a eu un précédent exceptionnel. Nous avons représenté aux autorités fédérales que s'il n'est pas possible de révoquer ces articles, il devrait y avoir moyen d'insérer dans le Code criminel le même texte que pour la loi sur l'observance du dimanche. Cette loi avait une clause à l'effet qu'aucune poursuite ne pouvait être prise sous ses

dispositions sans le consentement du procureur général. Dans le cas d'une loi importante comme la loi du dimanche, s'il faut l'autorisation du procureur général, je me demande pourquoi on s'objecterait à pareille autorisation dans le cas d'une loi secondaire comme celle des loteries⁶.

Dans notre province, le procureur général ne permettrait pas les poursuites contre les organisateurs de loteries pour fins d'hospitalisation et d'éducation, et il serait possible d'organiser ces loteries, laissant aux autres provinces le droit d'agir à leur guise, si elles s'opposent aux loteries.

Les dispositions du Code criminel continueraient à satisfaire les désirs des autres provinces et le désir de la province de Québec serait satisfait également. Les gens peuvent être assurés qu'il (le procureur) ne va jamais autoriser de loteries pour avantager des individus ou pour des fins commerciales.

Il est inutile de se le dissimuler, le désir de courir des risques, de gager, de parier, de risquer de l'argent est répandu partout. Il est incontrôlable pour une grande partie de la population. C'est tout à fait normal.

Le meilleur moyen de canaliser cette passion dans la bonne direction est d'organiser les loteries que nous nous proposons pour des fins recommandables.

On dira peut-être que certaines provinces sont contre ce système. C'est leur affaire. Mais moi, j'y suis favorable. N'oublions pas qu'il se dépense quand même au Canada, chaque année, des millions de dollars pour des loteries qui sont envoyés en Europe. En attendant, notre devoir est de faire respecter la loi.

M. Bienvenue (Drummond): Je suis d'accord avec le premier ministre sur plusieurs points. La question est de savoir si la Législature a juridiction pour légiférer dans ce domaine. Il y a au moins trois articles du Code criminel qui autorisent des poursuites contre des personnes exploitant des "slot machines" et qui permettent la confiscation des machines.

Chaque Législature a son domaine propre. Le premier ministre, qui est avocat, doit savoir que toute matière criminelle est essentiellement du domaine fédéral. Je me demande si la loi ne sera pas déclarée *ultra vires* parce qu'elle empiète sur le domaine fédéral.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ceci est vrai dans un sens, mais pas à l'égard du droit de propriété qui tombe sous la juridiction du

Code civil. Les provinces ont juridiction en matière de droit de propriété et de droit civil et la province de Québec l'affirme par cette loi.

M. Bienvenue (Drummond): Je ne prétends pas que cette loi puisse constituer un empiètement sur les pouvoirs du fédéral, mais sans elle le procureur général a tout ce qu'il lui faut dans le Code criminel actuellement pour réprimer les abus, poursuivre les propriétaires des "slot machines" et faire confisquer ces appareils.

La loi à l'étude pourra être contestée devant les tribunaux par des avocats et le dossier ira jusqu'au Conseil privé. Elle perdra beaucoup de son effet. Et, pendant que l'on plaidera sur la constitutionnalité de cette loi, la loi provinciale actuelle sera paralysée dans son application.

La Législature a droit de légiférer en matière de droit civil. Il y a du bon dans la loi, mais elle me paraît accorder des pouvoirs excessifs au procureur général et n'offre pas de garanties d'une pleine mesure de justice.

Le gouvernement veut placer par cette loi le fardeau de la preuve sur le justiciable. La présomption de culpabilité, c'est contraire à l'esprit de justice britannique. La loi va trop loin et comporte des provisions qui se contredisent. On laisse une trop grande discrétion au procureur général.

La loi est peut-être constitutionnelle, mais il y a un fort doute et je soumets qu'elle ne réprimera pas les abus. Cette législation semble être une intrusion dans le domaine criminel et alors, elle va au-delà de l'autorité provinciale. La loi sera fort probablement contestée.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) hoche de la tête en refus.

M. Bienvenue (Drummond): Est-ce que le premier ministre s'imagine que, s'il passe une loi, les avocats ne vont pas la contester?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Non, mais parce que j'ai trop confiance envers l'intelligence des avocats.

Les moyens de répression sont difficiles à cause du jugement de la Cour suprême. Avec les articles du Code criminel, il faut la présence d'au moins deux ou trois témoins pour établir une preuve contre le propriétaire ou le possesseur de la machine. N'oublions pas que si Ottawa possède des pouvoirs en matière de législation criminelle, nous en avons en matière de Code civil et sur le droit de possession.

Rien ne peut nous empêcher d'exercer concurremment un recours en vertu d'une loi fédérale et un recours en vertu d'une loi provinciale.

La loi proposée, ainsi que celle contre le communisme, ne cherche pas à punir les pécheurs qui jouent aux machines à sous, pas plus qu'elle ne veut punir ceux qui prêchent le communisme. Elle cherche à attaquer ce qui est utilisé et laisser à la loi ordinaire, le Code criminel, le soin de punir le pécheur.

Le premier ministre cite alors, comme exemple, l'abrogation de l'article 98 du Code criminel qui faisait un crime d'entretenir des idées communistes et de faire de la propagande communiste dans la province de Québec⁷.

Mon gouvernement, dit-il, a déjà fait des lois contre le communisme et les communistes, lois qui protégeaient notre population contre ces erreurs pernicieuses et lois dont le bien-fondé doit être aujourd'hui reconnu par tous après les complots des agents de Moscou révélés par le gouvernement fédéral ces jours-ci. Il (l'honorable M. Duplessis) exprime sa répugnance pour toutes les choses qui frappent le communisme parce qu'elles sont répugnantes pour les Canadiens français, les principes nationaux et religieux.

Après la suppression de cet article (98), les communistes, se sentant forts, ont continué leur campagne de propagande à travers le pays. Ils étaient si bien organisés qu'ils avaient tous les fonds nécessaires en réserve dans une banque de Moscou. Si le Code criminel n'avait pas été amendé, nous pourrions très bien être dans une position différente de celle où nous sommes présentement.

En passant une loi défendant l'utilisation des propriétés pour faire de la propagande communiste, nous exerçons alors en dépit de l'abrogation de l'article 98, les droits exclusifs que possède la province à l'égard des droits de la personne et des droits de propriété.

La loi communément appelée la loi du cadenas n'a pas proposé de punir toute personne faisant des discours ou faisant de la propagande, mais simplement de cadenasser les édifices utilisés à cette fin; et dans cette loi contre les machines à sous, le même principe est appliqué. La machine a été enlevée et le propriétaire a été obligé de prouver son innocence.

Nous avons fait cadenasser des maisons et nous en ferons cadenasser encore. Cette procédure nous a fait découvrir des choses très intéressantes. Elle nous a démontré qu'il n'y a pas moyen de se fier à ces gens.

Nous pouvons respecter la contribution de certains pays à la victoire, mais j'ai dit qu'il n'y a pas de place pour les communistes au Canada et en particulier dans la province de Québec. Nous nous efforçons bien de faire observer la loi.

Des citoyens qui nous critiquaient alors trouvent aujourd'hui que nous avons fait preuve de prévoyance et de prévision. Notre loi (du cadenas) a été contestée devant les tribunaux et le juge en chef Greenshields, un juriste chevronné a rendu un jugement approfondi dans lequel il l'a déclarée constitutionnelle. Des villes comme Montréal ont utilisé cette clause pour cadenasser des maisons de débauche.

Or, cette loi est étayée sur les mêmes principes que la loi actuelle. Je n'ai pas peur d'une attaque sur la mesure pour laquelle je demande maintenant l'appui de la Chambre. Mon cher ami (M. Bienvenue) peu être certain d'une chose: nous respectons intégralement la liberté des individus, mais nous faisons disparaître l'occasion de pécher.

La province de Québec estime agir dans les limites de ses prérogatives pour réprimer des abus intolérables. On atteint la chose et non l'individu. Nous allons le laisser être puni par les dispositions ordinaires du Code criminel. La partie la plus importante du projet de loi est celle qui stipule qu'aucun appareil de jeu doit devenir l'objet d'aucun droit de propriété ou de possession dans cette province et aucune personne ne peut réclamer un tel droit.

M. Bienvenue (Drummond) est contre la présumée culpabilité d'une personne qui a une telle machine.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le principe de présomption a été reconnu de tout temps, et même l'évidence *prima facie* a existé dans de nombreuses lois fédérales et de nombreuses lois provinciales.

M. Dumoulin (Montmorency): Je me demande si la loi à l'étude produira les résultats que le premier ministre se propose. Tel que rédigé, l'article 2 de la loi supprime le droit de propriété et tout droit de possession. Puisqu'on nie le droit de propriété et de possession, quelle sera la position d'une personne qui se présente devant le tribunal si on saisit une machine dans son établissement, quand la loi dit qu'elle n'en est pas le possesseur?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Notre loi est calquée sur la loi du Nouveau-Brunswick

et le premier ministre de cette province m'a dit qu'elle donnait satisfaction. Nous allons l'appliquer ici avec le même succès pour le plus grand bien de nos jeunes gens surtout.

M. Francoeur (Montréal-Mercier): La loi n'est pas faite pour améliorer le sort des parents. Ce sont eux qui paieront en définitive si les enfants commettent des infractions.

La loi me paraît bien compliquée et entortillée. J'ai bien peur qu'à Montréal, lorsqu'on saisira une "slot machine", deux jours après elle sortira du palais de justice par une porte d'en arrière pour être remise à son propriétaire, grâce à l'influence d'amis de l'Union nationale, ou pour être louée à d'autres personnes. Sous le gouvernement actuel, les "slot machines" fusionnent⁸ dans le nord de Montréal.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous avons fait saisir plus de "slot machines" et fait payer plus d'amendes que l'ancien gouvernement. Pendant l'année 1945 seulement, la police provinciale de Montréal a saisi trois fois plus de machines que pendant n'importe quelle année du régime libéral. Les amendes, au lieu de s'élever à quelques \$3 ou \$4,000 comme avant, ont rapporté \$45,000⁹.

M. Francoeur (Montréal-Mercier): On rentre une machine par 15 jours au palais de justice et on en sort 10 au bout de quelque temps parce que les propriétaires ont des amis dans le gouvernement actuel. Ce sont les abus de ce genre-là que l'on devrait supprimer.

Il n'y a jamais eu tant d'immoralité dans la province et tout ce que le gouvernement présente comme réforme, comme mesure préventive, c'est une loi pour la confiscation des "slot machines". Le premier ministre rit. Il rira jaune aux prochaines élections provinciales.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): Pourquoi la loi permet-elle au procureur général de disposer de la machine comme il l'entend?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le procureur général, c'est du monde. Le procureur général, c'est le chef de la police. Le procureur général ne volera certainement pas les biens de la couronne. Soulever des objections comme celles-là, c'est puéril.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): Ce que je demande, c'est que la loi soit plus précise et

qu'elle force le procureur général à détruire les machines saisies.

M. Bienvenue (Drummond): La loi ne dit même pas que les machines seront brisées après saisie. Le procureur général a la latitude d'en faire ce qu'il voudra.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai dit que notre loi était copiée sur la loi du Nouveau-Brunswick. Celle-ci ne va pas plus loin.

M. Bienvenue (Drummond): Pourquoi copier une loi anglaise?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Bellechasse est-il sérieux?

M. Bienvenue (Drummond): Certainement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je me demande pourquoi le député de Bellechasse s'est servi de cette expression. Les journaux des autres provinces et même des États-Unis s'en empareront et on l'interprétera d'une façon défavorable pour nous. L'expérience m'a appris bien des choses et je crois que des déclarations de la nature de celles du député de Bellechasse sont nuisibles.

Il sera impossible de réaliser l'harmonie et la coopération dans le pays si nous ne comprenons pas la façon de penser des autres. Car, si nous voulons que nos droits soient respectés, il nous faut commencer par ménager les susceptibilités de nos compatriotes d'une autre langue. Nous sommes à un tournant de notre histoire et ce n'est pas le temps de dire des choses pareilles.

Je conjure, et je suis sincère, tous les membres de la Chambre et toute la population de ne rien faire et de ne rien dire pour provoquer inutilement les susceptibilités de nos compatriotes des autres provinces et de les indisposer contre nous. Soyons fermes dans nos revendications. Réclamons le respect entier de nos droits, mais respectons le point de vue des autres provinces.

Je réalise plus que jamais en vieillissant la nécessité de se comprendre les uns les autres. Quant à moi, je n'ai aucune objection à incorporer dans une loi ce qu'il y a de bon dans une autre loi, vint-elle d'une autre province ou de l'autre bout du monde. Je suis prêt à donner la main à tout le monde, à tous ceux qui sont prêts à agir en bons Canadiens et veulent coopérer à la grandeur du pays et de la

province. Nous sommes tous frères. Cessons ces remarques qui, au dehors, peuvent être interprétées comme des provocations.

M. Dumaine (Bagot): (Souriant) Le premier ministre est intéressant et vient de donner une belle démonstration de canadianisme. Nous ne sommes pas habitués à l'entendre parler de cette façon. S'il continue de s'instruire à la même école, au contact des autres premiers ministres, il sera un bon homme dans cinquante ans¹⁰. Mais le député de Mercier a dit des choses sensées. Il (M. Duhaime) appuie les remarques du député de Laurier. Quand même, on complique trop les lois, les textes comportent trop d'ambiguïtés. On devrait l'éclaircir en disant que la machine confisquée devra être détruite. Ce n'est pas le procureur général lui-même qui va disposer des machines, dit-il. Il y a une foule de gens qui agissent en son nom et qui vont faire des machines ce que bon leur semblera.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Décréter cela, ça n'a pas de bon sens et c'est un manque de confiance dans le procureur général. Pourquoi faire des jugements téméraires?

M. Bienvenue (Drummond): Le raisonnement du premier ministre est enfantin. Je veux dire que si la loi du Nouveau-Brunswick n'est pas plus claire, nous ne devons pas la copier, mais l'améliorer. Je ne ferai pas de pathos sur l'égalité de droits des deux races au Canada. Je demande tout simplement que la loi soit plus claire.

M. Morin (Québec-Centre) appuie les déclarations de ses collègues de la gauche. Si on ne veut pas dire dans la loi que la machine devra être détruite, qu'on substitue au moins le mot "juge" au terme "procureur général" dans l'article 5 qui se lit comme suit: "Après l'émission de l'ordre de confiscation, il est disposé de l'appareil de jeu, de ses accessoires et de son contenu selon qu'en ordonne le juge (le procureur général), sauf quant aux sommes d'argent trouvées dans l'appareil qui sont versées au fonds consolidé du revenu". Ce sera mieux que le procureur général qui, lui, est un homme de parti et qui pourra avoir des tentations.

Pourquoi le procureur général, que nous tenons pour un honnête homme, prendrait-il la responsabilité de disposer des "slot-machines" lui-même? Le premier ministre me fait penser à Cromwell qui disait: "Je préfère descendre au tombeau plutôt que de changer un mot de cette loi".

(Applaudissements à gauche)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Quand Cromwell a-t-il dit cela?

M. Morin (Québec-Centre): En présentant une loi qui pouvait donner lieu à des abus. Que le premier ministre modifie cette loi en disant que c'est le juge qui disposera de la machine électorale confisquée.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Correct. Je n'ai pas d'objection à ce qu'on m'ôte de l'ouvrage. Nous allons accepter l'amendement proposé par le député de Québec-Centre.

M. Roberge (Lotbinière): M. le président, le projet à l'étude dit ceci: "Appareil de jeu désigne toute machine automatique ou à sous servant ou destinée à servir..." Je propose, secondé par le député de Jeanne-Mance, que les mots suivants soient substitués à l'article premier du bill: "Appareil de jeu désigne tout instrument, table de barbotte, machine automatique ou à sous servant ou destiné à servir..."¹¹.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Qu'est-ce que c'est ça une table de barbotte?

M. Bienvenue (Drummond): Que le premier ministre demande cela à ses collègues de Montréal.

M. Francoeur (Montréal-Mercier): Au secrétaire de la province.

M. Roberge (Lotbinière): M. le président, je demande tout simplement que la table de barbotte soit assimilée à un appareil de jeu. Les tables de barbotte seront saisies, comme les "gobe-sous", envoyées au palais de justice et, le procès fini, le juge en disposera comme il le voudra, suivant la loi. Grâce à cet amendement, on pourra envoyer une sommation aux propriétaires apparents, puisqu'il serait difficile d'atteindre les propriétaires réels.

Quant à la définition d'une table de barbotte, je réfère le premier ministre au magazine *Newsweek* qui en a donné une description illustrée. Mon amendement est présenté dans le but de satisfaire aux désirs moralisateurs du premier ministre.

(Applaudissements à gauche)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Ce n'est pas sérieux. C'est trop vague. Si mon honorable ami de Lotbinière est sérieux, sait-il que son amendement peut inclure jusqu'à la tasse du curé

que l'on fait circuler pour la collecte dans les églises? Je comprends que le député de Québec-Comté ait dit qu'il y a de l'anticléricalisme dans le Parti libéral¹². Table de barbotte, qu'est-ce que ça veut dire?

M. Dumaine (Bagot): Le terme est très connu à Montréal.

(Rires et applaudissements)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Je n'ai pas d'objection à améliorer la loi, mais si nous acceptons l'amendement du député de Lotbinière, nous allons viser des appareils qui ne sont pas des appareils de jeu. Il y a une foule d'instruments qui pourraient être saisis, même l'instrument du député. Je voudrais d'abord savoir ce que c'est qu'une table de barbotte.

(Rires)

M. Dubreuil (Montréal-Jeanne-Mance): Le premier ministre devrait savoir ce qu'est une table de barbotte. S'il l'ignore, il n'a qu'à le demander au député de Saint-Jacques (l'honorable M. Côté). Son secrétaire provincial le sait lui ce que c'est. Il peut également le demander au député de Saint-Henri (l'honorable M. Delisle) et au député de Sainte-Marie (M. Côté). Ils le savent aussi.

Le premier ministre ne doit pas ignorer qu'il y a eu des demandes d'enquête sur toutes les maisons de jeu à Montréal. Il a dû recevoir des citoyens de Saint-Jacques appuyant cette demande.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Je n'ai reçu que des visiteurs de Jeanne-Mance.

M. Dubreuil (Montréal-Jeanne-Mance): Le seul citoyen de Jeanne-Mance qui aurait pu venir voir le premier ministre, c'est son candidat aux dernières élections qui est aujourd'hui assistant-directeur de la police provinciale à Montréal¹³. Il ne doit pas venir souvent, car il a beaucoup de travail à surveiller la vente de ses pommes frites et de son charbon.

(Rires)

Je sais que le secrétaire de la province doit vouloir appuyer l'amendement proposé. Le député de Saint-Henri doit être dans le même cas.

M. Roberge (Lotbinière): Le premier ministre peut obtenir les adresses des endroits de barbottes auprès de la *Gazette*.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Il est 6 heures. Nous allons rapporter progrès.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siége de nouveau à la prochaine séance.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures.

Deuxième séance du 26 février 1946**Présidence de l'honorable A. Taché**

La séance est ouverte à 8 h 15.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:**Centenaire
du Collège Sainte-Marie**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 16 concernant le centenaire du Collège Sainte-Marie.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Mode d'enregistrement
de certains documents**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 17 relatif au mode d'enregistrement de certains documents.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Département du Bien-être social
et de la Jeunesse**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 18

constituant le département du Bien-être social et de la Jeunesse.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup) demande des explications sur le projet de loi.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je crée un ministère du Bien-être social et de la Jeunesse. Il y a deux ans, un ministère du Bien-être social a été institué. Le gouvernement a décidé de reconstituer ce ministère sur des bases nouvelles et de créer le ministère du Bien-être social et de la Jeunesse.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Département de la Jeunesse

L'ordre du jour du jour appelle la deuxième lecture du bill 14 constituant le département de la Jeunesse.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que l'ordre qui vient d'être lu soit révoqué.

Adopté. L'ordre est révoqué.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit retiré.

Adopté. Le bill est retiré.

L'ordre du jour appelle l'étude en comité plénier de la résolution relative au bill 14 constituant le département de la Jeunesse.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que l'ordre qui vient d'être lu soit révoqué et que ladite résolution soit retirée.

Adopté. La résolution est retirée.

Appareils de jeu

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 10 concernant les appareils de jeu.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

M. Dubreuil (Montréal-Jeanne-Mance) parle en faveur de l'amendement du député de Lotbinière (M. Roberge). Pendant que le premier ministre est en

si bon chemin, dit-il, c'est le temps d'inclure les barbottes dans sa loi et de débarrasser ainsi la métropole de ces jeux-là comme les autres.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai présenté un projet de loi concernant les appareils de jeu. L'honorable député de Lotbinière a présenté un amendement. Je soulève un point d'ordre en vertu de l'article 172 des règlements et demande que l'amendement soit rejeté.

Il est contraire aux règlements parce qu'il ne porte pas sur l'objet du bill. Le but de la loi est de décréter illégale la possession des machines automatiques dites "slot machines". De plus, la prétendue définition qu'il donne est trop vague.

M. Dubreuil (Montréal-Jeanne-Mance): L'amendement est très sérieux.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Si le député de Lotbinière veut présenter un projet de loi plus tard sur les barbottes, qu'il le fasse et nous l'étudierons.

M. Roberge (Lotbinière): L'amendement que j'ai proposé respecte l'économie de la loi, qui définit les appareils de jeu. La table barbotte sera placée dans le même cas que la "slot machine". Le propriétaire de la table sera soumis aux mêmes obligations que le propriétaire du "gobe-sous".

M. Dubreuil (Montréal-Jeanne-Mance): Le secrétaire de la province et le député de Saint-Henri savent qu'à Montréal, on demande une enquête sur les barbottes aussi bien que sur les maisons de prostitution. S'ils veulent aider leur ville, ils n'ont qu'à appuyer l'amendement.

M. le président: L'amendement change le sujet du bill qui est dirigé uniquement contre les "slot machines". Je le déclare hors d'ordre.

M. Dubreuil (Montréal-Jeanne-Mance): Le bill a un bon objet: celui d'empêcher le vice. On devrait en étendre l'application aux barbottes.

M. Bienvenue (Drummond): Il faut empêcher les pertes d'argent par le jeu, protéger les familles contre les ravages du jeu. Il n'y a pas seulement que les machines automatiques qui font perdre de l'argent.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Non. Comme jeu à perdre de l'argent, il y a celui qui

a servi à ceux qui ont gagé sur une victoire libérale dans la Beauce¹⁴.

M. Dubreuil (Montréal-Jeanne-Mance): Le premier ministre sait que les Ligues du Sacré-Cœur ont adressé une seconde requête aux tribunaux pour obtenir une enquête sur toutes les maisons où le vice, le jeu et la prostitution sont encouragés. Le ministre de l'Agriculture, qui sourit, a des "slot machines" dans son comté. Il doit avoir des barbottes aussi. Le secrétaire de la province, qui parle très bien dans ses conférences contre le vice, ne devrait pas manquer cette occasion de prouver sa sincérité et il devrait appuyer la demande que nous faisons.

M. Bienvenue (Drummond) parle de la machine de jeu de l'Union nationale. Si le premier ministre veut combattre le jeu, dit-il, pourquoi ne pas couvrir tous les appareils de jeu par sa loi? Même si le premier ministre du Nouveau-Brunswick n'a pas voulu s'attaquer à tous les appareils, pourquoi le premier ministre ne le ferait-il pas? Faisons un nettoyage complet pour protéger notre jeunesse.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Lorsque j'étais procureur général, j'ai tellement entendu parler des barbottes comme un des grands périls pour la jeunesse que je suis surpris de l'attitude du premier ministre¹⁵.

Si le premier ministre est sincère et s'il n'a personne à protéger, il se rendra à cette demande de l'opposition. Que le premier ministre trouve le moyen de placer les tables à barbotte dans le bill. Autrement, s'il refuse, je croirai que les journaux ont raison de dire que les barbottes sont protégées parce que cela rapporte au fonds de l'Union nationale.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) reproche au député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain) de procéder par insinuations mesquines. Le projet de loi est une amélioration considérable, dit-il, qui va faire disparaître complètement les "slot machines".

On devrait l'adopter. Il y a un projet de loi au sujet d'autres instruments qui va venir à son tour. La perfection n'est pas de ce monde. Pour s'en rendre compte, on n'a qu'à regarder à gauche. Il est ruineux de ne rien faire sous prétexte qu'il n'y a pas moyen d'atteindre la perfection d'un coup.

Le député de Lotbinière m'a envoyé une photographie de table de barbotte. C'est une table avec des dés. Quelle est la personne qui va faire une différence entre cette table et une table à manger?

Il y a de l'illogisme dans nos lois. On permet le pari mutuel aux courses et on défend les loteries pour fins éducationnelles et de santé. Quant à ce qu'a dit mon honorable ami de Rivière-du-Loup, nous aurons l'occasion d'en reparler. Le député de Bellechasse a dit que la loi avait du bon. Ne la retardons pas.

Le moyen d'être franc, c'est de demander à Ottawa le droit pour les provinces d'avoir des loteries si elles veulent. Je suis favorable à la tenue de loteries pour fins éducationnelles. On devrait laisser chaque province libre d'agir à sa guise dans ce domaine.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Nous avons parlé de barbottes et le premier ministre nous parle de loteries. Pourquoi le premier ministre a-t-il peur d'ajouter à sa loi les tables de barbotte? La suggestion du député de Lotbinière était excellente et le premier ministre aurait dû l'adopter.

Les articles 1 à 7 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 10 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

Centenaire du Collège Sainte-Marie

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 16 concernant le centenaire du Collège Sainte-Marie.

Adopté.

Département du Bien-être social et de la Jeunesse

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 18 constituant le département du Bien-être social et de la Jeunesse.

Adopté.

Député-shérif aux Îles-de-la-Madeleine

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 12 relatif à la fonction de député-shérif aux Îles-de-la-Madeleine soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 12 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Serments des députés-coroners

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 13 concernant les serments d'allégeance et d'office des députés-coroners soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 13 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi favorisant le drainage des terres

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 6 modifiant la loi favorisant le drainage des terres.

L'honorable M. Barré (Rouville) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Barré (Rouville) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.
Adopté.

En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Barré (Rouville) propose:

1. Que l'article 1 de la Loi favorisant le drainage des terres (9 George VI, chapitre 34) soit modifié en remplaçant, dans la cinquième ligne, les mots "un million" par les mots "deux millions".

2. Que la loi qui sera basée sur les présentes résolutions entrera en vigueur le jour de sa sanction.

M. Godbout (L'Islet): Le drainage des terres est une œuvre urgente dans la province à l'heure actuelle. Je n'ai aucune hésitation à voter le million demandé par le ministre de l'Agriculture.

Il (M. Godbout) reproche cependant au gouvernement de ne pas avoir dépensé l'an dernier le million de dollars voté par les Chambres à cette fin et d'avoir négligé de faire préparer les plans nécessaires. Les employés partent et on ne les remplace pas, dit-il.

L'honorable M. Barré (Rouville) n'a renvoyé personne, dit-il.

M. Godbout (L'Islet): Depuis l'avènement de l'Union nationale, plus de soixante techniciens agricoles ont quitté leur emploi parce qu'on ne leur donnait rien à faire ou parce qu'ils ne se sentaient pas suffisamment appuyés pour assumer les responsabilités qu'on leur confiait.

Le ministère de l'Agriculture n'est pas prêt à procéder à des travaux de drainage parce qu'il n'a pas de plans. Le gouvernement n'a fait aucune démarche

pour obtenir l'aide du fédéral qui était prêt à dépenser des millions pour le drainage, afin de placer des vétérans sur de nouvelles terres asséchées dès cette année.

Ce qui presse le plus, c'est le drainage des grands cours d'eau et non pas celui des ruisseaux. A-t-on préparé des plans pour le drainage des terres de l'Abitibi où il y a trois grandes rivières? Des employés compétents, qui sont prêts à travailler, fument leur pipe dans leurs bureaux, parce que le ministère manque d'organisation ou refuse de payer leurs dépenses de voyage.

Je ne m'oppose pas au principe du bill; au contraire, je suis en faveur d'activer le drainage, mais je proteste contre la forme de cette mesure. Comme l'an dernier, le gouvernement procède par loi spéciale au lieu d'inclure ces dépenses dans le budget régulier. On empêche ainsi les députés de savoir ce qui se passe. Cette méthode de soustraire à la surveillance des députés la dépense des deniers publics est condamnable.

Ce qui presse le plus à l'heure actuelle, c'est la mise sur pied d'un organisme pour la préparation de ces plans. Faute de préparation, le ministère de l'Agriculture n'est pas en état, cette année, de dépenser \$250,000 en travaux de drainage sur le montant de \$2,000,000 qu'il sera autorisé à dépenser¹⁶.

Il (M. Godbout) demande que l'on prépare un plan d'ensemble pour toute la province au lieu de laisser les ingénieurs à ne rien faire la plupart du temps. Ce sera plus pratique, dit-il, pour la province et pour la classe agricole.

L'honorable M. Barré (Rouville): Je suis heureux de constater que le chef de l'opposition est en faveur du principe du bill. Si des ingénieurs ont quitté le service du drainage¹⁷, des plans sont prêts actuellement pour l'exécution de travaux qui coûteront deux millions de dollars. Je suis en faveur des plans, mais plus encore de l'exécution de ces plans.

Malgré les conditions défavorables, il s'est fait cette année, avec un vieil outillage, plus de travaux de drainage dans la province qu'il ne s'en était accompli en une seule année auparavant. Je n'exclus même pas l'année 1944 qui fut une année d'élection où des contrats auraient été donnés alors que le budget ne comportait pas de prévisions à cette fin et que le chef de l'opposition était premier ministre et ministre de l'Agriculture. Il (l'honorable M. Barré) donne les statistiques suivantes: 1^{er} avril 1943 au 31 mars 1944, quelque 497,463 pieds de drainage, pour la même période de l'année suivante,

665,025 pieds et pour seulement les 10 mois de la présente année financière, 887,250. Ceci a constitué une année record en ce sens.

Une partie du million voté l'an dernier a été dépensée et la moitié est engagée dans des contrats. Il est nécessaire d'avoir plus d'argent pour mener à bien le travail. Les contrats sont donnés et d'autres doivent être donnés. Je veux que l'Assemblée législative soit la première à voter cet argent. Ce projet de loi s'ajoute au projet de loi sur les travaux de drainage à grande échelle en collaboration avec le gouvernement fédéral.

Comme les contrats de drainage sont donnés pour des travaux qui ne peuvent être exécutés en une seule journée parfois, il est préférable de procéder par loi spéciale, qui ne fixe pas de délai pour les déboursés, de façon à avoir la certitude d'être capable de payer les sommes prévues par les contrats. Il (l'honorable M. Barré) ajoute qu'il a fait augmenter les salaires des ingénieurs du ministère depuis son arrivée au pouvoir.

M. Godbout (L'Islet): Le ministre doit savoir que mon gouvernement a fait augmenter les salaires en 1944, non seulement des employés du ministère de l'Agriculture mais de plusieurs autres. Le montant des augmentations se chiffrait à \$350,000. Le gouvernement actuel a suspendu ces augmentations à son arrivée au pouvoir, puis les a distribuées en hausse de salaire à des amis, à des employés moins méritants que d'autres par tranches de \$1,000, \$1,500 et \$2,000. Plusieurs ingénieurs et 60 techniciens sont partis de l'Agriculture parce qu'ils n'avaient rien à faire, faute d'organisation adéquate, alors que le département a un grand besoin d'ingénieurs et de techniciens.

Nous verrons lors de la discussion du budget s'il s'est tant fait de travaux de drainage cette année. Je sais que des pelles mécaniques sont demeurées en place pendant deux mois à ne rien faire alors que la province payait quand même le salaire des ingénieurs et des assistants. Actuellement, c'est la paralysie complète dans ce domaine. Le fédéral est disposé à dépenser 50 % du coût des entreprises de drainage, mais encore faut-il lui demander sa coopération et avoir des plans à lui soumettre.

M. Chaloult (Québec): J'ai représenté des comtés agricoles et j'ai eu l'occasion de discuter la question des drainages avec des agronomes. Il s'agit d'un problème urgent.

C'est une grande nécessité que de drainer nos terres. L'UCC a toujours fait des pressions dans ce

sens. Une des causes de la désertion du sol, c'est le manque de drainage et à cause du manque de drainage, nous perdons 25 % du rendement de nos terres cultivables. C'est un mal de base. Il (M. Chaloult) reproche aux gouvernements d'avoir fait de la politique avec cette question et trace un sombre tableau de l'économie agricole.

Les plans de drainage devraient être considérables, dit-il. Si nous en avons pour \$2,000,000 et qu'Ottawa est prêt à dépenser \$10,000,000, nous serons certainement en retard. Je suis heureux que le gouvernement soit décidé à dépenser des sommes considérables pour le drainage.

Il faudrait voter des millions parce que le drainage est aussi important que les travaux de voirie pour garder nos gens sur la terre. Pourquoi nos gens désertent-ils la campagne? Pourquoi la terre ne les fait-elle plus vivre?

M. Francoeur (Montréal-Mercier) félicite le député de Québec (M. Chaloult) de parler de questions locales au lieu de questions internationales. À Montréal, dit-il, on s'intéresse à l'agriculture. Il (M. Francoeur) reproche alors au gouvernement de Québec la rareté du beurre.

M. Riendeau (Napierville-Laprairie): Le beurre est produit en plus grande quantité qu'il ne le fut jamais.

M. Godbout (L'Islet): Le député de Napierville-Laprairie n'est pas renseigné. Dans le seul mois de janvier 1946, la production du beurre a diminué de 27 % comparativement à janvier 1945.

M. Riendeau (Napierville-Laprairie): Le chef de l'opposition a déplacé la question. Il affirme que la production du beurre a diminué en 1945 par rapport à 1944.

M. Francoeur (Montréal-Mercier) aborde d'autres sujets, dont les principes du Parti libéral tant à Ottawa qu'à Québec.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ouais, rouge à Québec, rouge à Ottawa, rouge à Moscou!

L'honorable M. Barré (Rouville) répond à certaines questions du député de Québec (M. Chaloult) et fait l'historique du drainage dans la province de Québec. Il reproche d'abord à l'ancien gouvernement d'avoir mal payé les techniciens du

département de l'Agriculture. Certains agronomes, soutient-il, n'avaient que \$1,200 par année. Plusieurs sont partis pour des situations plus lucratives en effet, mais ça n'empêche pas le ministère de l'Agriculture de faire un travail de plus en plus efficace dans le domaine du drainage des terres du Québec.

Depuis que je suis ministre de l'Agriculture, j'ai fait augmenter le salaire de plusieurs, mais je n'ai pas eu le temps de le faire pour tous. D'autres sont venus par contre et l'on a offert à des ingénieurs frais émoulus de l'école un salaire de \$2,200, ce qui ne s'était jamais vu.

Mon ministère a eu beaucoup de difficulté à obtenir les pelles et les bulldozers. J'ai tenté d'acheter des machines de la Corporation des biens de guerre du gouvernement fédéral, mais c'étaient de vieilles machines¹⁸. Elles n'offraient pas de garanties suffisantes. Son inspection de la machinerie de guerre de seconde main lui a montré, dit-il, la sagesse de ne pas acheter de biens de seconde de main qui n'étaient pas fiables. Je veux des appareils neufs.

Il (l'honorable M. Barré) accuse l'ancien gouvernement d'avoir donné des contrats sans avoir l'argent pour les payer, d'avoir donné des contrats à la veille des élections et même en période électorale.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Cela ne s'est pas fait dans la Beauce¹⁹?

L'honorable M. Barré (Rouville): Peut-être, mais nous avions de l'argent pour payer.

M. Dumaine (Bagot) pose une question.

L'honorable M. Barré (Rouville): Le nombre de verges cube enlevées atteint 1,291,000 pour l'année 1944-1945 à comparer avec 1,367,500 verges cubes, pour les 9 mois écoulés d'avril à décembre 1945.

M. Dumaine (Bagot): Au rythme où vont les travaux, cela va prendre 500 ans avant qu'on ait fini de drainer les terres de la province. On devrait affecter \$10,000,000 chaque année à ces travaux nécessaires et urgents. Il reproche au ministre de n'avoir pas profité des facilités d'achat de pelles et de bulldozers par l'intermédiaire de la Corporation des biens de guerre, alors que les entrepreneurs en achètent à des conditions très avantageuses. Ottawa, dit-il, a donné la priorité aux gouvernements provinciaux à l'achat de ce type de machinerie.

Certains entrepreneurs ont acheté des machines de \$15,000 pour \$3,000 à \$4,000 et les agriculteurs obtenaient aussi de bonnes aubaines. Ces machines sont inspectées et on sait ce qu'elles valent. Le matériel jugé bon par les entrepreneurs aurait été aussi bon pour le gouvernement. S'il faut attendre des machines neuves, c'est trois ans qu'il faudra attendre.

M. Godbout (L'Islet): Quand un ministre achète de ces machines d'un intermédiaire et paie deux fois le prix que ce dernier a payé à la Corporation des biens de guerre, on fait moins éclat de l'état des appareils.

L'honorable M. Barré (Rouville): Est-ce moi?

M. Godbout (L'Islet): Non, ce n'est pas votre département.

L'honorable M. Barré (Rouville) ajoute quelques mots.

Les résolutions sont adoptées.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues et agréées.

L'honorable M. Barré (Rouville) propose que le bill 6 soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Dépôt de documents:

Dépenses pour bureaux administratifs

L'honorable M. Lorrain (Papineau) dépose sur le bureau de la Chambre copies des ordres en conseil passés en vertu de la loi pour diminuer les dépenses publiques relativement aux bureaux pour les services administratifs du gouvernement (9 George VI, chapitre 8). (Document de la session no 11)

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)
propose que la Chambre s'ajourne maintenant.
Adopté.

La séance est levée à 11 h 30.

NOTES

1. M. Poirier est président de l'Office du crédit agricole.
2. \$4,400,438, selon *L'Action catholique* du 27 février 1946, à la page 15; \$4,004,438 selon *L'Événement* du 27 février 1946, à la page 5.
3. *La Presse* du 27 février 1946, à la page 2, rapporte plutôt 50 milles.
4. Une "slot machine" est un appareil à jetons.
5. John Babbitt McNair est premier ministre (libéral) du Nouveau-Brunswick de 1940 à 1952.
6. Outre ses fonctions de premier ministre et de président du Conseil exécutif, Maurice Duplessis est aussi procureur général de la province de Québec du 26 août 1936 au 8 novembre 1939 et du 30 août 1944 au 7 septembre 1959.
7. La loi du "cadenas" a été adoptée en 1937 (Loi concernant la propagande communiste). Elle permet au procureur général de la province de Québec de fermer, pour une période d'un an, tout édifice utilisé pour faire la propagande du "communisme et du bolchevisme". Le procureur général peut également confisquer et détruire tout matériel imprimé de propagande communiste. Toute personne ayant imprimé, publié ou diffusé ces documents peut être emprisonnée pendant un an. Cette décision est d'ailleurs sans appel. Ce n'est qu'en 1957 que la Cour suprême du Canada déclare cette loi inconstitutionnelle parce qu'elle empiète sur un champ de compétence fédéral, le droit criminel.
8. Il s'agit d'un lapsus. M. Francoeur voulait plutôt dire qu'elles "foisonnent".
9. Plus de \$20,000 selon *L'Événement* du 27 février 1946, à la page 9.
10. *L'Action catholique* du 27 février 1946, à la page 15, mentionne plutôt dans 25 ans.
11. Une table de barbotte.
12. Voir à ce sujet la séance du 20 février 1946.
13. Identité du candidat aux dernières élections (1944) dans Jeanne-Mance.
14. Il fait allusion aux élections partielles qui ont eu lieu en novembre 1945 en Beauce.
15. M. Léon Casgrain est procureur général de la province du 10 juin 1942 au 30 août 1944.
16. \$260,000, selon *L'Action catholique* du 27 février 1946, à la page 5.
17. Selon l'hebdomadaire *Le Temps* du 1^{er} mars 1946, à la page 4, deux ingénieurs ont quitté le service du drainage au ministère de l'Agriculture.
18. Corporation des biens de guerre.
19. Il s'agit encore des élections partielles qui ont eu lieu en Beauce.

Première séance du mercredi 27 février 1946

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Corporation des instituteurs
et institutrices catholiques**

M. Gatien (Maisonneuve) propose, appuyé par le représentant de Terrebonne (M. Blanchard), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de Léo Guindon et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant la Corporation générale des instituteurs et institutrices catholiques de la province de Québec, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de Léo Guindon et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant la Corporation générale des instituteurs et institutrices catholiques de la province de Québec.

**Succession
François-Xavier Beaudry**

M. Tellier (Montcalm) propose, appuyé par le représentant de Laviolette (M. Ducharme), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de MM. R. Beaudry Leblanc et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu F.-X. Beaudry, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée lue et reçue:

- de MM. R. Beaudry Leblanc et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu F.-X. Beaudry.

**Résolutions
de la municipalité et des commissaires
d'écoles de Saint-Basile**

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine) propose, appuyé par le représentant de Bonaventure (M. Jolicoeur), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de la corporation municipale de Saint-Basile et des commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Basile village, dans le comté de Portneuf, demandant l'adoption d'une loi ratifiant certaines résolutions de la corporation municipale de Saint-Basile et des commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Basile village, dans le comté de Portneuf, province de Québec, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de la corporation municipale de Saint-Basile et des commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Basile village, dans le comté de Portneuf, demandant l'adoption d'une loi ratifiant certaines résolutions de la corporation municipale de Saint-Basile et des commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Basile village, dans le comté de Portneuf, province de Québec.

**Association
des auditeurs publics**

M. Bellemare (Champlain) propose, appuyé par le représentant de Maskinongé (M. Caron), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de MM. Charles-Henri Lavertue, Émile Langlais et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation l'Association des auditeurs publics accrédités de Québec (The Association of Accredited

Public Auditors of Quebec), et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de MM. Charles-Henri Lavertue, Émile Langlais et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation l'Association des auditeurs publics accrédités de Québec (The Association of Accredited Public Auditors of Quebec).

Rapports des comités permanents:

M. Blanchard (Terrebonne): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de la ville de Montmagny, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la ville de Louiseville, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de dame Alice Fraser et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Hector Prévost;

- de dame Elizabeth Hastings et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Helen Peebles Hossack;

- de dame Marie-Anne Le Droit et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Théophile Le Droit;

- de dame Eva Archambault et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Joseph Narcisse Perrault;

- de Wenceslas Tremblay, demandant l'adoption d'une loi concernant son mariage avec demoiselle Madeleine Tremblay;

- de Albéric Pariseau et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de J.-Honorius Pariseau;

- de dame Marguerite Mary Geraldine Smith, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Charles Francis Smith;

- de l'Association des Courtiers d'assurance de la province de Québec, demandant l'adoption d'une loi concernant ladite association.

Projets de loi:

Charte de Louiseville

M. Caron (Maskinongé) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 121 modifiant la charte de la ville de Louiseville.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Succession

Joseph-Narcisse Perrault

M. Blanchard (Terrebonne) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 129 concernant la succession de Joseph-Narcisse Perrault.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Succession Charles-Francis Smith

M. Tellier (Montcalm) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 107 concernant la succession de feu Charles-Francis Smith.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Association

des courtiers d'assurance

M. Tellier (Montcalm) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 114 concernant l'Association des courtiers d'assurance de la province de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Ville-des-Îles-Laval

M. Tellier (Montcalm) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 141 modifiant la charte de la Ville-des-Îles-Laval.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Mariage Wenceslas Tremblay

M. Tellier (Montcalm) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 143 concernant le mariage de Wenceslas Tremblay.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Succession Théophile Le Droit

M. Ducharme (Laviolette) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 109 concernant la succession de feu Théophile Le Droit.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Succession Hector Prévoist

M. Ducharme (Laviolette) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 110 concernant la succession de feu Hector Prévoist.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Succession Helen Peebles Hossack

M. Ducharme (Laviolette) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 113 concernant la succession de feu Helen Peebles Hossack.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Montmagny

M. Jolicoeur (Bonaventure) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 124 modifiant la charte de la ville de Montmagny.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Questions et réponses:

Yachts

M. Côté (Rouyn-Noranda): 1. Depuis le 1^{er} janvier 1945 jusqu'au 15 février 1946 inclusivement, le gouvernement de la province a-t-il:

- a) acheté ou
- b) loué un ou plusieurs yachts?
2. Dans l'affirmative:
 - a) combien de yachts ont été achetés?
 - b) combien de yachts ont été loués?
 - c) quel prix a été payé dans chaque cas?
 - d) par l'intermédiaire de quel département ou service ce ou ces yachts ont-ils été achetés ou loués?
 - e) quelle est la force motrice de tous et chacun desdits yachts?
 - f) quelle est la vitesse de chacun desdits yachts?
 - g) combien de gasoline dépense, au mille à l'heure, chacun desdits yachts?
 - h) à quelle fin chacun desdits yachts est-il employé?
 - i) de quelle personne ce ou ces yachts ont-ils été achetés ou loués?
 - j) en plus du prix d'achat ou de location, combien le gouvernement a-t-il dépensé, au cours de la saison 1945, en salaires et dépenses de toutes sortes, pour le fonctionnement et l'entretien desdits yachts?

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): 1. a)

Aucun;

b) Oui, il a loué un yacht.

2. a) Non;

b) Un;

c) \$20 par jour;

d) Le département de la Chasse et des Pêcheries;

e) 200 chevaux-vapeur;

f) Environ 20 nœuds à l'heure;

g) Un gallon au mille;

h) Pour continuer la patrouille de la rivière Saguenay commencée il y a quelques années contre le braconnage et la pêche illégale et l'effectuer d'une façon plus effective et aussi économique que possible, afin de protéger le saumon et la truite de mer;

i) De la raison sociale: Maître voilier;

j) Salaire du pilote: \$135; essence, huile, etc., \$469.16.

Motions des députés:

Drapeau canadien

M. Chaloult (Québec) propose: Attendu que le 24 novembre 1945 la Chambre des communes a passé une résolution instituant un comité parlementaire "dans le but de faire étude et rapport sur un motif approprié" pour un drapeau canadien;

Cette Chambre prie le comité parlementaire fédéral de choisir un drapeau véritablement canadien, c'est-à-dire un drapeau qui exclut tout signe de servage, de colonialisme et que peut arborer fièrement tout Canadien sans distinction d'origine; et

Que copie de la présente résolution soit adressée au président et à tous les membres du comité.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): L'article 156 des règlements dit: "Nulle motion annoncée ne peut être considérée si elle est dans des termes autres que ceux de l'avis, à moins du consentement unanime de la Chambre". Je ne veux pas empêcher le député de Québec-Comté de parler, mais je demande que les règlements soient observés. La motion qui apparaît sur le *Feuilleton* d'aujourd'hui est toute différente de celle qui apparaissait sur le *Feuilleton* d'hier, et cette dernière était conforme à l'avis de motion. J'ai une autre raison pour soulever la question d'ordre.

M. l'Orateur: L'honorable ministre, pardon, l'honorable député.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): (Souriant)
C'est une question de date. Ma seconde raison...

M. l'Orateur: L'honorable député devrait s'en tenir à la première.

M. Chaloult (Québec): J'avoue qu'on a retranché des attendus de ma motion mais les termes de la motion elle-même sont identiques.

Voix à gauche: Oh! Non.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Ce serait un mauvais précédent à créer de permettre à un député de changer sa motion et de garder la préséance sur le *Feuilleton* de la Chambre. Le député de Québec-Comté aurait dû retirer sa première motion, puisqu'il voulait la changer, et en présenter une seconde qui eût été inscrite à son ordre de préséance.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je partagerais cet avis si la motion était complètement différente, mais elle ne l'est pas.

M. Godbout (L'Islet): M. l'Orateur, vous avez dû lire vous-même les textes des deux motions, celle qui était sur le *Feuilleton* d'hier et celle qui est sur le *Feuilleton* d'aujourd'hui. Vous vous êtes rendu compte sans doute que les motions diffèrent complètement. On pouvait lire dans la motion initiale que la Chambre avait demandé à la commission parlementaire fédérale de choisir un "drapeau essentiellement canadien" alors que la motion réécrite disait un "drapeau réellement canadien".

M. Chaloult (Québec): Je vais essayer de me retenir dans ma façon de m'exprimer et je ne vais pas dire tous mes sentiments.

M. Godbout (L'Islet): Mais, depuis plusieurs semaines, la première motion a été répandue dans le public et, si la Chambre la votait, on dirait qu'elle a voté la première motion.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Les gens ne sont pas fous dans Québec.

M. Godbout (L'Islet): Pour parler comme cela, on pourrait croire que le premier ministre n'a

pas lu la deuxième motion qui diffère de la première dans ses attendus et ses conclusions.

(Applaudissements à gauche)

M. l'Orateur: J'en viens à la conclusion que la motion est la même.

(Consternation générale)

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Comme on ne m'a pas permis d'invoquer ma seconde raison, je soulève la question d'ordre en disant que la nouvelle motion est rédigée sur un ton de pamphlet et est contraire aux règlements, car on y attaquait notamment M. Louis Saint-Laurent

M. Chaloult (Québec) soulève un point d'ordre et invoque les règlements pour faire rejeter une motion du député de Montréal-Mercier (M. Francoeur).

Un député de l'opposition officielle: La seconde motion peut donner l'impression que les membres de l'Assemblée législative formulent un blâme à l'endroit de M. Saint-Laurent¹.

M. Chaloult (Québec): Quelle décision a été rendue?

M. l'Orateur: Votre point d'ordre a été maintenu et la motion rejetée. Le cas est le même.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup) demande des directives à l'Orateur sur la rédaction des motions à présenter afin de savoir celles qui seront acceptées ou rejetées.

M. l'Orateur: Je n'ai pas à me prononcer d'avance.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Il y a là deux points d'ordre. On doit discuter le premier d'abord.

M. l'Orateur approuve le premier ministre.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): La motion ne peut être modifiée sans avis.

M. l'Orateur: Je rejette le deuxième point d'ordre et déclare la motion régulière².

(Nouvelle consternation)

M. Chaloult (Québec): Cette question du drapeau canadien est chargée de dynamisme³

sentimental et peu de sujets, dans un pays comme le nôtre, peuvent soulever autant d'animosité. Je m'efforcerai toutefois de traiter le sujet sans passionner le débat.

Un comité parlementaire a été formé le 24 novembre 1945 à Ottawa pour faire étude et rapport sur un motif approprié pour un drapeau canadien. En principe, dit-il, j'approuve le comité.

Le 8 novembre 1945, M. Ilsley a présenté une motion à la Chambre des communes du Canada, proposant la formation d'un comité mixte chargé de choisir un drapeau canadien distinctif.

L'atmosphère était chargée d'électricité à Ottawa. Le débat fut animé et l'opposition conservatrice a tenté tout de suite au début d'apporter deux amendements à la motion Ilsley pour ordonner que l'on incorpore l'Union Jack à ce drapeau futur du Canada⁴. La motion fut adoptée le 14 décembre 1945.

J'ai le droit de parler de cette question fédérale dans la Législature de Québec dont Ottawa est le mandataire. La province a donc le droit de faire connaître son opinion surtout quand elle a comme représentants à Ottawa des mandataires qui ne représentent pas le sentiment de Québec. Il (M. Chaloult) mentionne entre autres l'honorable Louis Saint-Laurent.

Est-il opportun d'avoir notre drapeau à nous? Les Canadiens français ont déjà un drapeau qui est le symbole de l'unité canadienne-française: unité de langue, de foi et de traditions. Ce drapeau symbolique, c'est le drapeau fleurdelisé, c'est le drapeau de la province de Québec, celui de la petite patrie, de notre premier amour. La patrie que nous devons chérir avant tout, c'est le Québec.

J'admets volontiers qu'il nous faut un drapeau canadien, mais je ne crois pas que ce drapeau devienne jamais le symbole d'une unité canadienne, qui ne peut exister dans un pays comme le nôtre, à cause des différences de langue, de religion, de race et de traditions. L'unité voudrait dire fusion et nous ne voulons pas de cette unité-là.

Non seulement il ne faut pas d'unité nationale, ce qui voudrait dire la fusion et notre annihilation, mais il faut la combattre, se contentant d'atteindre à l'union nationale canadienne, entre gens qui se connaissent et se respectent, dont le nouveau drapeau sera le symbole le plus important. Les deux grandes races au pays doivent s'entendre afin de revendiquer en commun les droits qui sont les leurs dans la Confédération canadienne.

Cette union est certainement désirable, mais en relisant les discours prononcés à Ottawa, pendant

trois jours, sur la question du drapeau, il y a lieu de se demander si cette union est possible.

Je regrette qu'il y ait en Canada trop de Canadiens anglais qui n'ont pas l'esprit canadien et ne veulent pas accepter le fait français. On considère que nous sommes une minorité dans un pays conquis et que nous devons endurer notre sort, alors que nous représentons 30 % de la population, tandis que la proportion des citoyens de langue anglaise n'est que de 25 %.

Tous les pays civilisés ont leur drapeau national. L'Irlande et l'Afrique-Sud possèdent un drapeau distinctif. On ne peut dire toutefois que l'Australie et la Nouvelle-Zélande jouissent du même honneur parce que leur drapeau comporte l'Union Jack.

Seul le Canada n'en a pas et, dans nos fêtes nationales, on emploie les drapeaux des pays étrangers. On a vu le drapeau chinois flotter dans les rues de Montréal à l'occasion d'une fête nationale et même celui de la Russie soviétique. Je me sens profondément humilié quand je vois l'Union Jack, le drapeau d'un pays étranger, flotter sur la tour du Parlement de Québec.

M. King a promis un drapeau distinctif, mais il a aussi déclaré que le drapeau canadien devrait reproduire l'Union Jack. Il (M. Chaloult) fait une revue des principaux discours prononcés au cours du débat sur la question du drapeau à Ottawa. Il distingue trois groupes parmi eux. Il y a, dit-il, celui de ceux qui ne veulent plus de l'Union Jack, puis celui de ceux qui sont pour qu'on l'incorpore au drapeau canadien, puis celui qui reste favorable au Red Ensign qui est le drapeau de la marine marchande.

M. Coldwell, chef de la CCF, a parlé comme un véritable Canadien et un vrai homme d'État, en s'opposant à ce qu'il y ait un signe de servilisme sur notre drapeau. Il a réclamé un drapeau bien distinct, sans Union Jack, un hymne vraiment national, *Ô Canada*. Mais je regrette que M. Coldwell ait dû rétrograder ensuite. M. Jean-François Pouliot a prononcé un excellent discours et il s'est opposé à une ménagerie sur le drapeau. Dans le premier groupe, il cite encore les noms de M. Frédéric Dorion et de M. René Hamel, tous deux députés à Ottawa⁵.

Les vieux tories ont fait du racisme, Hitler et Goebbels n'auraient pu faire mieux. Ils ont dit que nous avions été battus sur les Plaines d'Abraham et que l'Union Jack était le symbole de la chrétienté et de la liberté. M. Tommy Church, M. T. S. Kidd, M. Garfield Case, M. John Blackmore, chef des

créditistes, ont proclamé l'Union Jack comme drapeau⁶. Encore un peu et ils demandaient au pape de changer son drapeau jaune et blanc pour l'Union Jack. M. MacNicol, un bleu, a dit que l'Union Jack ne nous avait jamais abandonné⁷.

Ces hommes sont des valets et ils sont heureux d'être des valets. Ils pensent que le Canada n'est qu'une succursale de l'Angleterre, et ils le considèrent comme Bennett l'a fait, comme une place pour devenir riches puis de s'en aller. Je ne veux pas généraliser, ce sentiment n'est pas celui de tous les Anglais du Canada. C'est plutôt le fait d'un petit groupe de sectaires et de coloniaux.

Mais alors que les sentiments des députés mentionnés peuvent être compris, c'est différent avec le très honorable Louis Saint-Laurent, un Canadien français qui représente à 100 % le milieu francophone et qui représente la province de Québec.

Je peux comprendre les fanatiques et les "Tories", on peut les excuser en quelque sorte puisque leur cœur est à Londres, mais pour M. Saint-Laurent, homme distingué, fort intelligent et grand avocat, qui nous fait honneur au Canada et dans les conférences internationales, c'est une autre histoire.

Il a dit au cours du débat aux Communes qu'il serait bien surpris et bien déçu si le comité ne recommandait pas l'inclusion de l'Union Jack dans le dessin du drapeau. Il a fait un grand éloge de l'Union Jack en disant que c'est sous ce drapeau que le Canada est devenu un État autonome et qu'il n'était pas un emblème de domination ou de conquête. Je ne peux pas le comprendre. Je n'en veux pas à la personnalité du ministre de la Justice, mais ses idées ne sont pas celles des électeurs de Québec-Est et des Canadiens français en général.

Si j'avais pensé que nous n'aurions pas un drapeau distinctif, je n'aurais pas proposé ma motion. Je veux un drapeau canadien, quel qu'en soit le dessin. Je ne veux ni Union Jack, ni Tricolore, ni fleurs de Lys, ni rien qui rappelle l'assujettissement et l'asservissement sur notre drapeau. Je n'approuve pas plus le drapeau français de Napoléon, sous lequel on a égorgé des femmes et des enfants en Europe. Je veux un drapeau qui soit un emblème distinctif et qui ne représente pas celui d'un autre pays. Nous sommes mieux de n'avoir pas de drapeau du tout que d'avoir le Red Ensign reproduisant l'Union Jack, car il sera difficile après cela de s'en débarrasser.

Les Canadiens anglais veulent nous imposer l'Union Jack parce que c'est un symbole de conquête. C'est sous l'égide de ce drapeau que l'on nous a entraînés dans trois guerres. Si on nous l'impose, il faudra le boycotter.

Il donne ensuite cinq arguments à l'encontre de l'adoption de l'Union Jack sur le drapeau. Cela serait contraire à l'art héraldique, dit-il. On ne met pas deux drapeaux dans un. Si on accepte l'Union Jack, vaudrait autant inclure tous les drapeaux du monde. De plus, c'est le drapeau d'un autre pays, c'est un signe de servilisme, c'est le symbole de la conquête du Canada et c'est un symbole d'impérialisme. Nous, les Canadiens français, nous en avons un drapeau. Je vais vous le montrer, M. l'Orateur. Si nous n'avons pas de drapeau canadien distinctif, nous devons arborer dans nos fêtes le drapeau fleurdelisé, qui ne doit pas être confondu avec le drapeau de Carillon.

(Il sort une boîte de son pupitre et en tire un drapeau bleu et blanc avec des fleurs de lys aux quatre coins. Il s'avance au milieu de la Chambre et en explique les motifs.)

Ce drapeau, que l'on a appelé le drapeau de Carillon, porte la Croix de Clovis, de Jeanne d'Arc, de Saint-Louis. Ce sont les couleurs françaises qui ont flotté depuis Clovis.

C'est ce drapeau qui flotte sur l'Université Laval et l'Université de Montréal. Je sais bien que sur la Grande-Allée de Québec, à Westmount, à Outremont et à Notre-Dame de Grâce, on ne l'arbore pas. Le jour de la Saint-Jean-Baptiste, on ne l'arbore pas sur la Grande-Allée à Québec mais on l'arbore dans les quartiers pauvres des grandes villes. C'est là que s'est réfugié le patriotisme, c'est là que le sentiment canadien-français est le plus fort, sur la rue Saint-Jean, à Saint-Sauveur et autres quartiers ouvriers.

Pour ma part, je l'arbore sur ma poitrine, sur mon automobile, dans toutes mes assemblées et, le jour de la Confédération, je n'hésite pas à l'arbore sur ma maison de campagne de Kamouraska, mais à mi-mât, pour signifier que la Confédération ne rend pas justice aux Canadiens français.

(Rires)

Ah! On peut rire. Vous pouvez rire, mon cher collègue.

Un député: Je ne ris pas du drapeau, mais je ris de vous.

M. Chaloult (Québec): (Brandissant son drapeau) Ce drapeau, on l'a arboré au banquet qui m'a été offert au lendemain d'un procès, au Marché Atwater, à Montréal, banquet dont mon honorable ami de Laurier avait été organisateur⁸. Il devrait flotter sur la citadelle de Québec, près de la croix du Mont-Royal, à Gaspé, près de la croix de Jacques-

Cartier, et sur la tour centrale du Parlement de Québec, pour affirmer que dans notre État français, nous l'avons adopté⁹.

La motion est adoptée.

Demandes de documents:

L'ordre du jour appelle l'étude de l'item 23 du *Feuilleton*, au nom de M. Hamel (Saint-Sauveur):

Forces hydrauliques de la rivière Outaouais

Qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre:

1. Une copie authentique de tous télégrammes, correspondances, etc., échangés entre le gouvernement de la province, aucun de ses membres ou officiers, et le gouvernement de la province d'Ontario, aucun de ses membres ou officiers, et toutes personnes, compagnies, sociétés ou corporations, depuis le 1^{er} janvier 1945 jusqu'au 13 février 1946 inclusivement, relativement au chapitre 33, 6 George VI, 1942, intitulé: Loi concernant les forces hydrauliques de la rivière Outaouais, ainsi qu'au chapitre 20, 7 George VI, 1943, intitulé: Loi ratifiant une convention concernant les forces hydrauliques de la rivière Outaouais;

2. Une copie authentique de tous les arrêtés ministériels adoptés depuis le 1^{er} janvier 1945 jusqu'au 13 février 1946 inclusivement, relativement au chapitre 33, 6 George VI, 1942, intitulé: Loi concernant les forces hydrauliques de la rivière Outaouais, ainsi qu'au chapitre 10, 7 George VI, 1943, intitulé: Loi ratifiant une convention concernant les forces hydrauliques de la rivière Outaouais.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier) soulève un point d'ordre et de règlement, alléguant que, suivant les dispositions de l'article 126 du Règlement, l'on devrait d'abord appeler l'item 14 du *Feuilleton*, soit une motion dont il est l'auteur.

Ma motion, dit-il, a préséance sur celle du député de Saint-Sauveur (M. Hamel), car elle a été inscrite immédiatement après celle du député de Québec (M. Chaloult). Le sujet de ma motion sur le logement urbain me semble important et urgent.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): S'il y a un député qui est traité ici avec autant de bienveillance et de magnanimité par le gouvernement,

c'est bien mon collègue de Laurier. Il a un bureau privé et un secrétaire payé, alors que je n'en avais même pas autrefois.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): Il ne s'agit pas de ça.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je voulais dire que le député de Laurier est traité avec condescendance. L'ordre des délibérations de la Chambre suit des coutumes et des décisions. Cet ordre appartient à la discrétion du chef du gouvernement.

Après avoir permis à la Chambre de discuter la motion d'un député indépendant, il convient d'appeler une motion de l'opposition libérale officielle. Après tout, le gouvernement et l'opposition officielle représentent, ici, 76 % des votes des électeurs. Ils possèdent donc des prérogatives en Chambre.

Hier, on s'était entendu en cette Chambre que, dans le but d'observer l'ordre aujourd'hui, il fallait que la motion du député de Québec (M. Chaloult) sur le drapeau doivent passer en premier et qu'ensuite ce serait le tour de la motion du chef de l'opposition. Étant donné que le député de L'Islet (M. Godbout) n'était pas prêt et qu'il a retiré sa chance, il avait été décidé que la motion de ce lieutenant, le député de Saint-Sauveur (M. Hamel), serait considérée. Personne n'a alors protesté.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier):

Changeons les règlements alors, car les règlements disent le contraire.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Hier soir, il a été convenu unanimement que la motion du député de Saint-Sauveur serait appelée en deuxième.

M. Francoeur (Montréal-Mercier):

La motion du député de Laurier vient immédiatement après celle du drapeau et le problème du logement est d'une extrême urgence.

Décisions de l'Orateur:

Entente préalable pour l'ordre des affaires du jour

M. l'Orateur, après avoir entendu les diverses expressions d'opinion de quelques députés, renvoie le point d'ordre, attendu qu'il est d'opinion

qu'il y a eu entente, lors de la séance précédente, à l'effet qu'on appellerait l'affaire actuelle (item 23), immédiatement après l'item 13, que la Chambre vient d'adopter.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier) en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Blanchard, Bourque, Caron, Chartier, Chartrand, Choquette (Shefford), Cossette, Côté (Montréal-Sainte-Marie), Côté (Montréal-Saint-Jacques), Delisle, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fleury, Gatien, Goudreau, Jolicoeur, Labbé, Langlais, Larochelle, Leclerc, Lesage, Lorrain, Marcotte, Paquette, Pelletier (Gaspé-Nord), Poulin, Pouliot, Riendeau, Robinson, Sauvé, Talbot, Tardif, Tellier, Thuot, Trudel, Vachon, 45.

Contre: MM. Bergeron, Bienvenue, Casgrain, Chaloult, Dansereau, Drouin (Abitibi-Est), Drouin (Québec-Est), Dubreuil, Dumaine, Dumoulin, Dupré, Fillion, Francoeur, Godbout, Gosselin, Groulx, Guerin, Hamel, Hartt, Joyal, Laurendeau, Lawn, Leduc, Lemieux, Marler, Mathewson, Mercier petit-fils, Nadon, O'Connor, Plourde, Robidoux, Ross, Sylvestre, 33.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

M. Hamel (Saint-Sauveur) propose qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre:

1. Une copie authentique de tous télégrammes, correspondances, etc., échangés entre le gouvernement de la province, aucun de ses membres ou officiers, et le gouvernement de la province d'Ontario, aucun de ses membres ou officiers, et toutes personnes, compagnies, sociétés ou corporations, depuis le 1^{er} janvier 1945 jusqu'au 13 février 1946 inclusivement, relativement au chapitre 33, 6 George VI, 1942, intitulé: Loi concernant les forces hydrauliques de la rivière Outaouais, ainsi qu'au chapitre 20, 7 George VI, 1943, intitulé: Loi ratifiant une convention concernant les forces hydrauliques de la rivière Outaouais;

2. Une copie authentique de tous les arrêtés ministériels adoptés depuis le 1^{er} janvier 1945 jusqu'au 13 février 1946 inclusivement, relativement

au chapitre 33, 6 George VI, 1942, intitulé: Loi concernant les forces hydrauliques de la rivière Outaouais, ainsi qu'au chapitre 10, 7 George VI, 1943, intitulé: Loi ratifiant une convention concernant les forces hydrauliques de la rivière Outaouais. Que l'item 23 du *Feuilleton* soit maintenant adopté.

Les pouvoirs de l'Outaouais étaient jusqu'en 1942 la propriété indivise de deux provinces. Comme il n'était pas avantageux de les exploiter conjointement, Québec et l'Ontario ont conclu une entente en 1942 et en 1943 pour échanger les forces hydrauliques de la rivière Outaouais sur les recommandations d'experts des deux provinces sans esprit politique. L'Ontario avait besoin, alors, d'un plus fort volume d'électricité.

Certaines sections de ce vaste cours d'eau constituent un potentiel électrique considérable, et comme elle sert de ligne de démarcation entre les deux provinces, il s'agissait de déterminer les intérêts et les responsabilités de chacune d'elles.

Se basant sur les recommandations des experts, les chutes de la rivière Outaouais ont alors été réparties entre les deux provinces. Cette division fut alors ratifiée par les gouvernements intéressés. Québec a obtenu les rapides de Carillon et du Rocher Fendu et 50 % du rapide Paquette, soit en tout 361,000 chevaux-vapeur. L'Ontario a obtenu les rapides de Caves et Fournaux, des Joachims et des Chenaux et 50 % des rapides de la chute Paquette, soit en tout 345,000 chevaux-vapeur.

Les plus importants de ces rapides étaient sans contredit pour l'Ontario, les Joachims (178,000 chevaux-vapeur) et, pour Québec, Carillon (212,000 chevaux-vapeur). Le partage devenait avantageux pour les deux provinces.

L'entente avait été jugée nécessaire parce que le rapide des Joachims est situé à 240 milles de Montréal, mais près des centres populeux de l'Ontario. Comme c'était à seulement 100 milles de Toronto, le cœur industriel de l'Ontario. Le rapide du Carillon n'est qu'à 40 milles de Montréal et loin du secteur industriel de l'Ontario. Ces facteurs ont déterminé la division des sites.

En cédant les Joachims à l'Ontario, on évitait la construction d'une ligne de transmission de 240 milles de long qui aurait coûté \$6,000,000 au tarif d'avant-guerre, sans compter la perte d'énergie. Le coût de construction des deux installations était le même, soit environ \$40,000,000 tant pour les Joachims que pour Carillon. L'Ontario s'engageait à payer tous les frais d'expropriation causés par l'inondation. Québec payait tous les dommages d'un

côté comme de l'autre du Rocher Fendu et 50 % des dommages aux rapides Paquette.

On nous dit aujourd'hui que l'Ontario est disposée à dépenser \$50,000,000 pour l'exploitation des Joachims. Dans le contrat qui a été passé, toutes les conditions avaient été prévues et rien n'a été fait à la légère. En résumé, chaque province accordait à l'autre des sites de puissance équivalente, ainsi que des terrains et droits nécessaires pour aménager ces chutes. Chaque province qui développait un site s'engageait à payer les dommages chez elle et en dehors.

À Carillon cependant, un cas spécial se présentait et Québec ne voulait payer qu'un montant bien établi qui ne devait pas dépasser \$2,462,933. Tout cela était consigné au contrat. Il n'était pas avantageux d'aménager les deux pouvoirs conjointement parce que le voltage n'est pas le même en Ontario. Nos voisins emploient du 25 cycles et nous du 60 cycles.

Il fut aussi entendu que si le Québec commençait ses développements après l'Ontario, cette dernière province ne serait pas tenue de payer comme auparavant à l'autre province, sur la base de chevaux-vapeur développés.

Pour éviter des frais judiciaires élevés, le problème fut soumis à un tribunal d'arbitrage qui devait déterminer les dommages subis dans les deux provinces. La convention préliminaire fut soumise à cette Chambre en 1942 et autorisée par une loi, selon la méthode libérale de tout faire au grand jour en conformité avec les coutumes, en respectant les prérogatives du Parlement et des députés. L'année suivante, lorsque l'entente fut conclue, une autre loi fut présentée à la Législature. Elle ratifiait l'entente intervenue.

J'avais l'honneur de présider le département des Terres et Forêts, et je me rappelle encore les dénonciations violentes du chef de l'opposition de l'époque, devenu depuis premier ministre, quand nous avons présenté ces lois.

Et notre loi, celle de 1943, ne passa pas comme une lettre à la poste. Il (l'honorable M. Duplessis) vota contre et nous accusa de céder les droits de la province à l'Ontario, de pactiser avec des concurrents, de vendre une partie du patrimoine de la province à des étrangers et que sais-je encore. D'après le premier ministre, nous étions de mauvais serveurs de la province. Il nous obligea à siéger jusqu'à 5 heures du matin afin de protester contre la loi de 1942.

Mais les temps ont passé. Ironie du sort, le gouvernement actuel vient de donner suite à notre entente et proclamer à la face du monde que le

gouvernement libéral d'alors a su prévoir, a su s'entendre avec ses voisins, a su protéger Québec et en définitive bien gouverner, puisque gouverner c'est prévoir. J'espère que le gouvernement actuel fera la même chose.

Il arrive que c'est le premier ministre qui applique les lois contre lesquelles il avait si vigoureusement protesté, qu'il se prévaut de notre politique. Il a fait un beau geste en appliquant une bonne loi, mais nous lui reprochons de l'appliquer avec des méthodes moins franches et moins ouvertes. Contrairement aux libéraux, nos amis d'en face procèdent en cachette et nous sommes forcés de demander qu'ils déposent devant cette Chambre copie des documents échangés entre les deux provinces. Tout ce que nous avons appris jusqu'ici, ce sont les journaux qui l'ont publié. Ils nous ont ainsi appris en novembre qu'il avait conclu un arrangement avec l'Ontario à ce sujet.

La Chambre n'est pas renseignée sur cette entente que viennent de conclure les deux provinces. Nous demandons la production de tous les documents qui s'y rapportent afin de sauvegarder les prérogatives des députés.

Cependant, je dois dire que c'est avec satisfaction que nous avons vu le premier ministre donner suite à notre œuvre. Je le félicite de sa conversion. Hier, il a prononcé un discours si différent de ceux que j'ai entendus de sa part dans le passé que je me suis demandé si c'était le chef de l'opposition de 1939 à 1944 qui parlait. J'ai mis mes lunettes pour le regarder et être bien sûr que c'était le même homme.

(Rires et applaudissements)

Le premier ministre peut être assuré que nous ne le critiquerons jamais quand nous aurons conscience qu'il a fait son devoir. Quant à lui, il semble avoir appris tout récemment que l'homme est fait pour vivre en société, même avec les gens des provinces voisines.

(Applaudissements prolongés à gauche)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

L'entente dont parle l'ancien ministre a été faite sous l'ancien régime. Je ne suis pas responsable de cette entente. Nous allons voir cependant ce qu'il y a moyen de faire. Nous collaborerons avec l'Ontario.

La rivière Outaouais est la ligne de démarcation entre Québec et Ontario. En 1942, le ministre des Terres du temps, qui est aujourd'hui l'honorable juge P.-Émile Côté, a demandé l'autorisation de faire un arrangement avec l'Ontario au sujet des forces hydrauliques de l'Outaouais.

Si j'ai voté contre cette loi, ce n'est pas qu'une entente entre les deux provinces n'était pas désirable, mais à cause des modalités de cette entente. Elles nous paraissaient indésirables, inopportunes et inconstitutionnelles parce qu'elles changeaient les limites de la province. L'Ontario devenait maîtresse de toute la partie du territoire inondé de la province de Québec.

En 1943, on présenta à la Chambre une nouvelle législation et je me souviens que le débat dura longtemps. Nous avons combattu cette loi parce que le député de Saint-Sauveur, étant ministre des Terres, nous a demandé de ratifier l'entente avec l'Ontario.

Nous lui avons demandé s'il avait des rapports d'experts tant au point de vue du potentiel hydraulique qu'au point de vue de la richesse du territoire à inonder. On avait besoin de ces rapports parce que nous voulions savoir si le développement hydraulique était plus désirable que le développement minier, forestier ou agricole.

Le ministre, qui est un gentilhomme, nous a répondu qu'il n'avait pas d'opinions écrites et que par conséquent il ne savait pas où il allait. Raison additionnelle pour combattre le bill.

M. Hamel (Saint-Sauveur) sourit.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Nous ne doutions pas de la parole du ministre, mais il y avait imprévoyance apparente. Je regrette encore qu'il n'ait pas eu la précaution élémentaire de produire ces rapports.

De plus, l'entente était conclue pour 99 ans. Elle affectait les rivières navigables et il fallait l'autorisation d'Ottawa pour établir des barrages sur l'Outaouais. Or, Ottawa a accordé cette permission en vertu de la loi des mesures de guerre. Ce qui nous révoltait et ce qui nous révolte encore, c'est qu'on insérait dans une entente, dans la province de Québec, une clause qui stipulait que la loi des mesures de guerre pouvait rester en vigueur pendant 99 ans. Je n'ai jamais avalé ça et je ne l'avalais pas plus aujourd'hui.

Il est arrivé ce qui devait arriver. Nous avons pris le pouvoir après une campagne au cours de laquelle j'ai dénoncé cette entente. Nous sommes restés du même avis. Contrairement à ce que prétend le charmant député de Saint-Sauveur, je n'ai jamais changé d'idée.

M. Hamel (Saint-Sauveur) sourit.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Mais les autorités de l'Ontario, dont M. Challies de

l'Hydro et M. Frost, ministre des Mines, sont venues voir le ministre des Terres à ce sujet, qui m'a prié de l'accompagner pour recevoir les Ontariens¹⁰.

C'est mon intention, je le répète, de collaborer avec tous les gouvernements provinciaux sur une base juste et équitable, dans une harmonie fraternelle étayée sur la Constitution et la sauvegarde des droits de chaque province, pour le progrès et le futur du pays. Je réclame une plus grande coopération entre toutes les provinces.

Les représentants de l'Ontario nous ont dit: "Nous considérons l'entente injuste et inconstitutionnelle, car les développements hydrauliques doivent être faits dans l'intérêt des provinces où ils sont situés". Il nous a fait plaisir de constater que les gens de l'Ontario partageaient notre point de vue.

Les représentants de l'Ontario, auxquels devait se joindre M. Drew lui-même à une reprise, nous ont dit ensuite: "Nous voulons développer le rapide des Joachims et nous voulons savoir s'il y a moyen de changer l'entente et de conclure une nouvelle convention étayée sur la justice pour les deux provinces¹¹. Mais, en attendant, nous demandons le droit de commencer nos travaux sans acquiescer à une entente que nous considérons inconstitutionnelle".

(Sourires à gauche)

Nous avons répondu aux délégués, MM. Drew, Cross et Challie: "Nous ne pouvons prendre de décision maintenant et définitivement sur les possibilités d'améliorer ou de modifier la première entente. Nous voulons étudier la question. Nous sommes en présence d'un fait accompli, d'un enfant qui n'est pas le nôtre."

Je répète que nous voulons collaborer avec toutes les provinces. Il ne faut pas oublier que nous sommes dans une confédération. Mais pour collaborer avec l'Ontario, comme nous collaborons avec notre autre voisin, le Nouveau-Brunswick, et comme nous sommes prêts à collaborer avec Ottawa sans nous occuper de l'étiquette politique, nous avons dit à l'Ontario: "Faites les travaux nécessaires sur le rapide des Joachims et ces travaux ne seront pas considérés comme un commencement d'exécution de l'entente passée en 1943, comme un acquiescement du Québec, une approbation du Québec à la convention originaire, mais comme un geste de collaboration, chaque province conservant ses droits".

Nous n'avons passé aucun arrêté ministériel, je tiens à le dire à mon honorable ami de Saint-Sauveur. Nous n'en avons pas besoin pour agir en excellents voisins. Un arrêté ministériel aurait signifié que nous ratifions complètement ce qui

s'était passé sous l'ancien régime. Nous nous sommes contentés de faire un geste de bon voisinage.

Des lettres ont été échangées. Il a été spécifié que les travaux de l'Ontario au rapide des Joachims seront exécutés sous la surveillance du ministre des Terres et Forêts de la province de Québec. Les experts et les ouvriers employés par le gouvernement ontarien seront des experts et des ouvriers de la province de Québec, et ils seront nombreux, et que tout l'argent dépensé ira à des Québécois. C'est ce que j'appelle de la saine collaboration. Grâce à cette entente, Québec et l'Ontario gardent leurs droits et donnent l'avantage des travaux à la population de la province de Québec.

(Applaudissements à droite)

Mais il est 6 heures et je propose l'ajournement du débat.

Adopté.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures.

Deuxième séance du 27 février 1946

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 8 h 15.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:

Charte de Sherbrooke

M. Goudreau (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 130 modifiant la charte de la cité de Sherbrooke soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de La Tuque

M. Ducharme (Laviolette) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 118 modifiant la charte de

la ville de La Tuque soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Changements de noms

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 140 changeant les noms de Joseph Chrzaszcz, Carolina Chrzaszcz, Stephanie Frances Chrzaszcz, Frank Chrzaszcz, Henry Chrzaszcz, Edward Chrzaszcz, et John Walter Chrzaszcz, en ceux de Joseph Kross, Carolina Kross, Stephanie Frances Kross, Frank Kross, Henry Kross, Edward Kross, et John Walter Kross respectivement soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Chiropraticiens

M. Tellier (Montcalm) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 105 constituant en corporation les chiropraticiens de la province de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

David Gordon Gibb

M. Tellier (Montcalm) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 106 autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec à admettre David Gordon Gibb à l'étude de la profession de notaire et à régulariser son brevet de cléricature soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Lauzon

M. Jolicoeur (Bonaventure) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 122 modifiant la charte de la ville de Lauzon soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Hyacinthe Médéric Robichaud

M. Gatien (Maisonnette) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 133 autorisant le Collège

des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Hyacinthe Médéric Robichaud au nombre de ses membres, après examen soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Montmagny

M. Jolicoeur (Bonaventure) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 124 modifiant la charte de la ville de Montmagny soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Ville-des-Îles-Laval

M. Tellier (Montcalm) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 141 modifiant la charte de la Ville-des-Îles-Laval soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Louiseville

M. Caron (Maskinongé) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 121 modifiant la charte de la ville de Louiseville soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Loi de l'Hôtel-Dieu de Roberval

M. Marcotte (Roberval) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 104 modifiant la loi constituant en corporation l'Hôtel-Dieu Saint-Michel de Roberval soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Bureau de fiducie de l'Église presbytérienne

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 116 concernant le Bureau de fiducie de l'Église presbytérienne au Canada soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Société St. George de Montréal

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 115 concernant la Société St. George de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Woman's General Hospital

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 102 refondant et modifiant la charte de The Woman's General Hospital soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

John Alderson Folkins

M. Blanchard (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 128 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre John Alderson Folkins à l'exercice de l'art dentaire, après examen, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Charles-Édouard Cliche

M. Poulin (Beauce) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 103 autorisant la Chambre des notaires à admettre Charles-Édouard Cliche à l'exercice de la profession de notaire après examen soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Vente d'immeuble de Joseph Charest

M. Tellier (Montcalm) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 117 autorisant et ratifiant une convention de vendre un immeuble de feu Joseph Charest soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Sœurs de Sainte-Croix

M. Tellier (Montcalm) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 148 concernant la

congrégation des sœurs de Sainte-Croix et des Sept Douleurs soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Succession Théophile Le Droit

M. Ducharme (Laviolette) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 109 concernant la succession de feu Théophile Le Droit soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Succession Helen Peebles Hossack

M. Ducharme (Laviolette) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 113 concernant la succession de feu Helen Peebles Hossack soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Succession Charles-Francis Smith

M. Tellier (Montcalm) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 107 concernant la succession de feu Charles-Francis Smith soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Association des courtiers d'assurance

M. Tellier (Montcalm) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 114 concernant l'Association des courtiers d'assurance de la province de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Succession Hector Prévost

M. Ducharme (Laviolette) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 110 concernant la succession de feu Hector Prévost soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Mariage Wenceslas Tremblay

M. Tellier (Montcalm) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 143 concernant le mariage de Wenceslas Tremblay soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Succession Joseph-Narcisse Perrault

M. Blanchard (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 129 concernant la succession de Joseph-Narcisse Perrault soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Demandes de documents:

Forces hydrauliques de la rivière Outaouais

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné à la séance précédente, sur la motion du représentant de Saint-Sauveur (M. Hamel) proposant qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre:

1. Une copie authentique de tous télégrammes, correspondances, etc., échangés entre le gouvernement de la province, aucun de ses membres ou officiers, et le gouvernement de la province d'Ontario, aucun de ses membres ou officiers, et toutes personnes, compagnies, sociétés ou corporations, depuis le 1^{er} janvier 1945 jusqu'au 13 février 1946 inclusivement, relativement au chapitre 33, 6 George VI, 1942, intitulé: Loi concernant les forces hydrauliques de la rivière Outaouais, ainsi qu'au chapitre 20, 7 George VI, 1943, intitulé: Loi ratifiant une convention concernant les forces hydrauliques de la rivière Outaouais;

2. Une copie authentique de tous les arrêtés ministériels adoptés depuis le 1^{er} janvier 1945 jusqu'au 13 février 1946 inclusivement, relativement au chapitre 33, 6 George VI, 1942, intitulé: Loi concernant les forces hydrauliques de la rivière Outaouais, ainsi qu'au chapitre 10, 7 George VI, 1943, intitulé: Loi ratifiant une convention

concernant les forces hydrauliques de la rivière Outaouais.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'en ai assez dit cet après-midi. Je produirai les documents demandés concernant l'entente entre l'Ontario et Québec au sujet des forces hydrauliques de la rivière Outaouais.

M. Godbout (L'Islet): Comme d'habitude, le premier ministre critique ce qui a été fait avant lui tout en profitant de l'œuvre édiflée par le gouvernement précédent. Il met ainsi maintenant la loi libérale de 1942 en application.

L'échange de forces hydrauliques sur la rivière Outaouais, conclue en 1942, offre des avantages aux deux provinces. Ni l'une ni l'autre ne pouvaient développer économiquement leurs forces respectives qui étaient trop éloignées des grands centres. Nous les avons échangées dans un intérêt réciproque. Toutes deux se sont comportées comme deux bons voisins qui ont un bien en commun et se mettent d'accord pour le développer à l'avantage des deux.

Les chutes sur la rivière Outaouais sont à 400 milles de distance. Certaines sont plus avantageuses à exploiter pour l'Ontario et d'autres pour Québec. Les experts ont étudié l'entente et l'ont déclarée avantageuse pour les deux provinces.

Le premier ministre prétend que la loi que nous avons fait passer est inconstitutionnelle, mais il a pris action en vertu de cette loi. Il nous dit que le premier ministre d'Ontario jugeait lui-même la loi de l'échange inconstitutionnelle, mais il a pris action lui aussi quand même. Si les deux premiers ministres actuels de Québec et d'Ontario ne sont pas plus sérieux dans leurs relations, celles-ci offrent des dangers pour leurs provinces.

Le premier ministre a reproché à l'honorable député de Saint-Sauveur de n'avoir pas obtenu d'opinions d'experts, mais elles sont renfermées dans la convention et dans la loi.

Nous ne regrettons pas l'entente que nous avons conclue avec Ontario en 1943. Elle était plus avantageuse pour Québec que pour Ontario. Après avoir été porté au pouvoir, l'honorable M. Drew est venu me voir et me le dire à Québec en demandant qu'une nouvelle étude soit faite de la question. Il proclamait alors que l'entente était injuste pour sa province. Je ne le crois pas. Je crois plutôt que les provinces y ont des avantages égaux. Mais, M. Drew ne voulait pas commencer ses travaux aux rapides des Joachims parce que l'entente ne lui semblait pas suffisamment favorable à l'Ontario.

S'il a décidé, maintenant, de commencer des travaux de plusieurs millions sur une simple lettre du premier ministre de notre province, c'est qu'il a conclu une nouvelle entente avec lui, qui serait un arrangement verbal, puisqu'on nous dit qu'il n'y a pas d'arrêté ministériel. Et, jusqu'à preuve du contraire, cela démontre qu'Ontario a obtenu des modifications importantes, plus favorables que celles qui avaient été accordées par le gouvernement libéral.

(Applaudissements à gauche)

Le premier ministre fait grand éclat de la main-d'œuvre de la province de Québec qui pourrait être employée aux travaux que l'Ontario va faire. La même chose se produira quand ce sera Québec qui fera ces travaux.

Où est la garantie pour notre province? Nous a-t-on produit des rapports écrits des experts?

La province n'a rien cédé et, au contraire, elle a gardé un pouvoir en puissance de 560,000 chevaux-vapeur. Le premier ministre était tenu de suivre la loi votée par la Législature. Le point important, c'est que, s'il a modifié l'entente qui était basée sur la loi votée par cette Législature, il a commis un acte illégal parce que la loi déterminait formellement les conditions de l'entente. Je reste convaincu qu'en modifiant cette entente, il l'a rendue moins favorable à la province de Québec.

(Applaudissements à gauche)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) et **M. Leduc (Laval)** se lèvent en même temps pour parler.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) prend la parole et réplique au chef de l'opposition.
(Des députés protestent)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) fait référence à l'article 271 des règlements qui permet à un ministre, suite à une motion, de produire des documents pour corriger des énoncés faits en Chambre pour rétablir les faits et de parler à cette fin aussi souvent que cela est nécessaire.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup) soulève un point d'ordre et de règlement à l'encontre des paroles que prononce l'honorable premier ministre. Il a déjà parlé sur le sujet et il ne se borne pas à rétablir les faits qui ont été prononcés depuis son premier discours, tel que prévu par l'article 271 du Règlement de la Chambre. Le premier ministre prononce en fait un nouveau discours. Je demande que les règlements soient observés.

M. l'Orateur: En vertu de l'article 271, un ministre peut répliquer autant de fois qu'il le veut.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Pour rétablir les faits mais pas plus. Ceci a pris beaucoup de temps au premier ministre pour rétablir les faits.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ceci a été long pour que les membres de l'opposition entendent la vérité. Je veux rétablir les faits. Le chef de l'opposition n'a pas compris mes explications. Il a dit que les premiers ministres avaient conclu une entente en vertu d'une loi qu'ils jugeaient inconstitutionnelle. J'ai dit, cet après-midi, que l'entente qui vient d'être conclue avec l'Ontario ne constitue pas une approbation de la première convention.

C'est clair que le chef de l'opposition ne connaît rien de la situation qui existe. En 1942 et 1943, il y a eu des arrêtés ministériels de passés à Ottawa en vertu des mesures de guerre qui pouvaient contrôler les ententes passées ces années-là entre les deux gouvernements. De ce fait, l'entente est inconstitutionnelle parce que pour 99 ans, pendant que la loi des mesures de guerre était temporaire.

Depuis l'an dernier, cette situation est changée et nous avons fait savoir au gouvernement d'Ontario que, ne voulant pas s'engager encore, le gouvernement de Québec tenait à se renseigner davantage avant de mettre à exécution l'entente passée autrefois ou s'engager dans une nouvelle entente. Nous marchons actuellement avec l'Ontario en amis. Il n'y a pas eu de modifications à l'ancienne entente et nous attendons d'en connaître davantage avant d'arrêter les détails d'une nouvelle entente entre les deux provinces sur cette question des ressources hydrauliques de l'Outaouais.

M. Godbout (L'Islet): Le premier ministre ne doit pas recommencer son discours de cet après-midi. Il demande une décision de l'Orateur à ce sujet.

Décisions de l'Orateur:

Droit de parole sur une motion portant dépôt de documents

M. l'Orateur rejette le point d'ordre, exprimant l'opinion que les paroles prononcées par l'honorable premier ministre sont de la nature de celles qu'autorise l'article 271 du Règlement.

Il peut rétablir les faits, dit-il, et répondre au chef de l'opposition. Je renvoie le point d'ordre.

M. Godbout (L'Islet): De la bouche du premier ministre à l'oreille de l'Orateur, il y a une bien faible distance.

Il (M. Godbout) en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

(Plusieurs députés ministériels sont alors absents. M. Langlais, whip en chef, part à leur recherche accompagné de MM. Vachon, Caron et Camille Côté. Dix minutes plus tard, ils ne sont toujours pas revenus. Les députés de l'opposition commencent à s'impatier.)

M. Dumaine (Bagot): (Souriant) Votons donc! Quand même on battrait le gouvernement, ce n'est pas une motion de non-confiance.

(Le whip ministériel arrive alors avec les députés)

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Blanchard, Bourque, Caron, Chaloult, Chartier, Chartrand, Choquette (Shefford), Cossette, Côté (Montréal-Sainte-Marie), Côté (Montréal-Saint-Jacques), Delisle, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fleury, Gatien, Goudreau, Jolicoeur, Labbé, Langlais, Larochelle, Leclerc, Lesage, Lorrain, Marcotte, Paquette, Pelletier (Gaspé-Nord), Poulin, Pouliot, Riendeau, Robinson, Sauvé, Talbot, Tardif, Tellier, Thuot, Trudel, Vachon, 46.

Contre: MM. Bergeron, Bienvenue, Casgrain, Dansereau, Drouin (Abitibi-Est), Drouin (Québec-Est), Dubreuil, Dumaine, Dumoulin, Dupré, Fillion, Francoeur, Godbout, Gosselin, Groulx, Guerin, Hamel, Hartt, Joyal, Laurendeau, Lawn, Leduc, Lemieux, Marler, Mathewson, Mercier petit-fils, Nadon, Plourde, Roberge, Robidoux, Ross, Sylvester, 32.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je n'ai rien à retirer dans ce que j'ai dit au sujet de l'entente de 1943. Je n'ai pas conclu de nouvelle entente avec l'Ontario, pas comme le député de L'Islet (M. Godbout) l'affirme, mais j'ai simplement donné une lettre disant que les travaux faits par la province voisine au rapide des Joachims ne seraient

pas considérés par la province de Québec comme une ratification de l'entente de 1943 ou comme un acquiescement. Nous voulions obtenir des renseignements additionnels.

Une chose est certaine, en autorisant les travaux d'Ontario au rapide des Joachims, nous avons assuré à la province de Québec des millions de dollars et d'emplois que l'entente du gouvernement précédent ne lui assurait pas.

M. Godbout (L'Islet): Point d'ordre.

M. l'Orateur, je veux savoir si le premier ministre a une parole pour une fois. Je veux savoir si c'est le premier ministre qui mène ou si c'est le Règlement. Sous prétexte de rétablir les faits, sa réplique est plus longue que son premier discours. Je demande à l'Orateur de le rappeler à l'ordre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Oui, le premier ministre a une parole. Il ne fait pas serment par oubli ou par distraction. Il (M. Duplessis) tente de continuer son discours.

M. Godbout (L'Islet): M. l'Orateur, le premier ministre ignore le point d'ordre et continue son discours et vous le laissez faire. Si nous ne pouvons faire respecter les règlements, je veux que la province sache ce qui se passe ici. Si vous prenez la responsabilité de laisser parler le premier ministre alors qu'il est hors d'ordre et qu'il ignore les règles de la Chambre, je vous la laisse.

(Applaudissements)

Nous voulons avoir justice et nous l'aurons. Il y a assez longtemps que le premier ministre se permet tout. Il se fiche des règlements qui sont édictés pour la protection des intérêts du peuple.

M. l'Orateur: Je renvoie le point d'ordre. En vertu de l'article 271, le premier ministre a droit de répondre et de rétablir les faits.

M. Godbout (L'Islet) en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Blanchard, Bourque, Caron, Chartier, Chartrand, Choquette (Shefford), Cossette, Côté (Montréal-Sainte-Marie), Côté (Montréal-Saint-Jacques), Delisle, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fleury, Gatién, Goudreau, Jolicoeur, Labbé, Langlais, Larochelle, Leclerc, Lesage,

Lorrain, Marcotte, Paquette, Pelletier (Gaspé-Nord), Poulin, Pouliot, Riendeau, Robinson, Sauvé, Talbot, Tardif, Tellier, Thuot, Trudel, Vachon, 45.

Contre: MM. Bergeron, Bienvenue, Casgrain, Chaloult, Dansereau, Drouin (Abitibi-Est), Drouin (Québec-Est), Dubreuil, Dumaine, Dumoulin, Dupré, Fillion, Francoeur, Godbout, Gosselin, Groulx, Guérin, Hamel, Hartt, Joyal, Laurendeau, Lawn, Leduc, Lemieux, Marler, Mathewson, Mercier petit-fils, Nadon, Plourde, Roberge, Robidoux, Ross, Sylvestre, 33.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je répète que l'entente que nous avons conclue avec l'Ontario et que les travaux que nous avons autorisés par lettre rapporteront des millions à la province de Québec. C'est nous qui avons fait l'entente de bon voisinage.

(Applaudissements à droite)

L'entente ne fait perdre aucun droit à la province, lui conserve ceux qu'elle a et lui permet en plus de faire bénéficier ses ouvriers et techniciens des travaux qui seront faits en territoire québécois. La province a donc obtenu des avantages additionnels.

M. Leduc (Laval): Le gouvernement actuel, alors qu'il était dans l'opposition, prétendait que nous ne devions pas fournir à nos voisins les moyens de nous concurrencer. Or la province d'Ontario est à développer à nos portes une nouvelle source d'énergie de 175,000 chevaux-vapeur.

L'Hydro d'Ontario se prépare à dépenser \$300,000,000 pour développer la centrale dont \$50,000,000 au rapide des Joachims. Il y a donc un sujet de concurrence et un motif d'inquiétude pour Québec, à moins que nous ne devenions aussi agressifs que l'Ontario. Il (M. Leduc) demande au gouvernement quelle est sa politique sur la question du développement des ressources hydrauliques et ce qu'il entend faire pour aider l'industrie québécoise à concurrencer efficacement dans ce domaine celle des autres provinces.

Nous avons créé l'Hydro-Québec pour concurrencer nos voisins. Malheureusement, il y a de l'inquiétude dans les grands centres comme Montréal à cause de l'activité de l'Hydro d'Ontario. Le moyen de protéger les ouvriers est de vendre l'électricité à bon marché. Il faudrait aussi établir chez nous des conditions plus favorables qui inciteront les industriels étrangers à s'installer dans la province.

L'industrie ira en Ontario seulement s'il y a beaucoup d'électricité à un prix intéressant. Le gouvernement est content de faire des discours en l'air et de conserver les tarifs de l'électricité. C'est la meilleure façon de garder les nouvelles industries loin du Québec et de les envoyer en Ontario.

Les grands développements hydroélectriques d'Ontario ont raison de nous rendre inquiets. Y a-t-il moyen d'empêcher la concurrence des autres provinces? Non! Mais nous devons aller de l'avant nous-mêmes.

La protection des ouvriers dont on a parlé me paraît illusoire. Les travaux seront exécutés en vertu des plans préparés par les experts de l'Hydro d'Ontario. Le premier ministre a voulu faire de la politique en disant que l'ouvrier québécois serait favorisé par une entreprise ontarienne. Il faut se déplacer pour aller au travail, car le travail vient rarement à nous. La main-d'œuvre de Québec y trouvera des avantages bien éphémères. Il n'y a rien de concret dans la politique du gouvernement actuel. J'ai voté pour l'entente ratifiée en 1943 et je suis heureux de l'avoir fait.

(Applaudissements à gauche)

M. Dansereau (Argenteuil)¹²: Comme la motion traite du développement des forces hydrauliques de l'Outaouais et du rapide de Carillon, situé dans le comté que je représente, je suis heureux de féliciter le chef de l'opposition et le député de Saint-Sauveur de l'entente qu'ils ont conclue en 1943. Les deux provinces ont lieu d'être satisfaites de la convention qu'elles ont signée.

Les conditions géographiques de la rivière Outaouais n'auraient pu permettre les développements sans une entente amicale entre les deux provinces. La province d'Ontario a plus besoin d'électricité que Québec. Elle voulait développer le rapide des Joachims, situé à 100 milles de Toronto, et elle en a obtenu le droit par l'entente dans laquelle les deux provinces ont fait un bon marché. Le rapide de Carillon, qui a un potentiel de 200,000 chevaux-vapeur, devrait être développé aussi et la population se demande quand il le sera.

Dans la période d'après-guerre, le temps serait peut-être opportun de préparer ces travaux et de les mettre à exécution. Nous sommes déjà dans une période de chômage. Il faut donner du travail à nos ouvriers. Le développement de Carillon devrait être le sujet d'une étude sérieuse sans délai. L'industrie de la province de Québec ne doit pas être négligée et nous devons organiser son développement le plus rapidement possible. Il y

aurait du travail pour plusieurs milliers d'ouvriers durant deux ou trois ans. Cette construction coûterait \$40,000,000. Cela contribuerait à résoudre quelque peu les angoissants problèmes industriels qui sont nés de la guerre.

Je félicite le chef de l'opposition et le député de Saint-Sauveur de leur esprit d'initiative, mais je voudrais qu'il profite autant à notre province qu'à la province voisine.

(Applaudissements à gauche)

M. Hamel (Saint-Sauveur): Le premier ministre a fait deux discours sur la question, il a donné deux versions sur son attitude. Il a prétendu que l'entente est anticonstitutionnelle mais il a autorisé les travaux. Étrange attitude. La loi était juste et constitutionnelle. Des sommités légales avaient alors conseillé le gouvernement libéral d'agir comme il l'a fait. Mais les gouvernements qui avaient conclu l'entente ont été remplacés et je me demande si l'électoralisme n'a pas inspiré certaines affirmations comme celles que nous avons entendues aujourd'hui de la droite.

Quant à la façon dont Ottawa a ratifié la convention, cela n'a aucune importance et ce n'est pas là le problème des provinces. Il importe peu que l'entente conclue entre Québec et Ontario ait été ratifiée en vertu de la loi des mesures de guerre. Ottawa n'a exercé en somme qu'un droit de routine. Aucune des provinces n'a intérêt à contester ce point.

Il (M. Hamel) reproche au gouvernement d'avoir donné verbalement à l'Ontario la permission de faire des travaux pour des millions de dollars en territoire québécois. Il est vrai, dit-il, que deux autres gouvernements ont succédé à Québec et dans l'Ontario aux deux autres gouvernements.

Si le gouvernement de l'Ontario a décidé de protester, sur une simple permission verbale du premier ministre de Québec, c'est qu'il se sent entièrement protégé. Je doute que les ouvriers du Québec soient mieux protégés qu'ils ne l'étaient auparavant.

D'ailleurs, il est bien évident que la main-d'œuvre locale aurait été utilisée même si les travaux avaient été exécutés sous un gouvernement ou un autre. Dans tout cela, nous avons voulu être justes pour la province de l'Ontario et nous avons voulu faire véritablement quelque chose pour notre province.

(Applaudissements à gauche)

La motion principale est mise aux voix et la Chambre l'adopte.

Motions des députés:**Logement
unifamilial¹³**

M. Laurendeau (Montréal-Laurier) propose que le gouvernement de la province de Québec mette immédiatement à l'étude:

1. L'organisation ou la subvention de recherches intensives, pour en arriver, dans le plus bref délai et à quelque prix que ce soit - par des études de matériaux, d'architecture, d'urbanisme, de méthodes de construction ou d'organisations sociales, etc. - à donner à la famille nombreuse urbaine, la propriété à logement unifamilial et bon marché dont elle a un si pressant besoin;

2. La mise en train d'un système convenable de crédit urbain susceptible d'assurer le financement, à long et à court terme, et à des conditions d'intérêt et de remboursement suffisamment avantageuses, de tous les plans établis par le gouvernement provincial.

La question du logement n'est pas nouvelle. Nos sociologues mettent de l'avant depuis plusieurs années le problème du logement. Ce problème est grave et urgent. Il prend aujourd'hui une ampleur et une complexité que tout le monde reconnaît.

Je vais abréger mon exposé car le sujet est très vaste. Je ne pourrai qu'effleurer l'aspect des taudis. Je parlerai surtout de Montréal, mais cela vaudra aussi pour les autres villes de la province. Qui doit intervenir dans ce domaine: est-ce Ottawa ou est-ce Québec? Je traiterai aussi des recherches à entreprendre et ensuite d'un crédit urbain.

À Montréal des dizaines de milliers de familles vivent de façon peu convenable parce qu'il manque environ 50,000 maisons nouvelles. Environ 50 % de la population urbaine en souffre. Je n'exagère rien parce que selon le rapport Curtiss, il en manque au-delà de 700,000 dans tout le pays.

Au surplus, les maisons existantes sont surpeuplées, les gens vivent les uns sur les autres. En 1941, 25 % des logements recevaient trop de gens et depuis la situation n'a fait qu'empirer.

Que devient la famille? Le foyer devient un enfer pour les enfants qui ne cherchent qu'à en sortir. L'hygiène et la morale sont maltraitées. J'estime que l'on n'a pas le droit de laisser les choses dans l'état où elles sont. À Montréal, 10 % des maisons sont insalubres et antihygiéniques. La moyenne est de 4 personnes par pièce.

Les maisons existantes sont trop petites et, par là, le problème du logement se rattache à celui de

la famille. Le père d'une famille nombreuse ne peut plus se loger. Malheureusement, on adapte la famille à la maison plutôt que la maison à la famille.

Les statistiques indiquent que 29 % de la population québécoise habitent des maisons trop exigües. À Montréal, 20 % des logements sont trop petits, tandis que la moyenne pour tout le Canada n'est que 12 %. Ce qu'il faudrait, c'est le logement unique, unifamilial. À Toronto, le logement unifamilial représente 70 % des maisons de la ville, à Montréal, seulement 8 %. Pourtant, c'est le contraire qui devrait se produire, puisque les familles nombreuses sont plus considérables dans Québec que dans l'Ontario. Le mauvais logement explique pour une bonne part le délabrement dans lequel se trouve la santé publique chez nous.

Par surcroît, on ne compte pas assez de propriétaires chez nous. À Montréal, on en compte seulement 11 %. Aux Trois-Rivières, la proportion est de 25 %¹⁴, à Québec, 25 % et, par contre, à Toronto, 50 %.

Il faut profiter de la crise actuelle pour faciliter aux classes moyennes l'accès à la propriété. Il faut orienter la construction dans un sens plus social et augmenter le nombre des propriétaires. Jusqu'ici, les lois n'ont pas permis à la majorité de la population de se loger chez elle. Le système du prêt fédéral n'est pas à la portée de toutes les bourses. Le déboursé initial requis est trop considérable et le taux de l'intérêt, 4½ %, trop élevé. La loi québécoise n'est guère utilisée. Le législateur devra chercher une solution ailleurs.

La situation se complique, aujourd'hui, du coût trop élevé des matériaux et de la main-d'œuvre. Une maison unifamiliale de 7 pièces coûte actuellement de \$6,000 à \$7,000, ce qui représente un loyer de \$45 par mois, prix inaccessible à la masse des ouvriers quand on songe que la moitié ne gagne pas \$30 par semaine. Il serait possible de réduire ce prix à \$4,000.

Qui doit régler cette question? Au point de vue constitutionnel, ce sont les provinces et non pas le fédéral. La question du logement relève des droits civils des provinces et les provinces ne pourront agir que si elles reprennent leurs droits d'imposer des taxes.

D'ailleurs, si nous laissons la solution de la question à Ottawa, le fédéral ne tiendrait pas compte des familles nombreuses. Et si la province reprenait ses pouvoirs de taxation, elle aurait amplement d'argent pour régler la question du logement.

On objectera que la crise a été causée par la politique de guerre. S'il fallait abandonner à Ottawa tout ce que la guerre a touché, il ne resterait qu'à

mettre la clef à la porte de la Législature. Quant aux restrictions qui sont le fait du fédéral et de la guerre, j'estime que les provinces devraient se liguer pour obtenir des améliorations. Puisque la question du logement est une responsabilité provinciale, il appartient à nos gouvernants d'intervenir tout de suite et d'orienter la construction vers le type de maison unifamiliale.

On objectera aussi que le fédéral immobilise les matériaux. Ce n'est pas une raison pour ne pas faire quelque chose. Il faut orienter la construction. Les maisons, telles celles que construit la "War Time Housing" et qui reviennent à \$5,500, sont trop petites, trop froides et peu pratiques. Il faudrait aussi travailler à dominer le prix des matériaux, pour ramener de \$7,000 à \$4,000 le prix d'une maison de 7 pièces.

Un moyen s'offre pour cela et c'est des recherches intensives sur le bâtiment que le petit constructeur ne peut entreprendre. Elles devraient être organisées ou subventionnées par l'État, pour en arriver, dans le plus bref délai, par des études de matériaux, d'architecture, d'urbanisme, de méthodes de construction ou d'organisations sociales, etc., à donner à la famille nombreuse urbaine la propriété d'un logement unifamilial et à bon marché dont elle a un si pressant besoin. Il y a, par exemple, le problème du lotissement à Montréal. Tout cela nécessiterait l'établissement d'une commission d'experts.

Nos méthodes sont vieilles. Il s'agirait de procéder comme Ford a procédé. Il y a moyen d'arriver à la production en série des maisons comme on l'a fait des automobiles. Pendant la guerre, on a réussi des entreprises plus difficiles que cela. S'il eut été nécessaire de construire 50,000 maisons pour obtenir la victoire, on les aurait construites. Ce qu'on est capable de faire pour tuer, on doit être capable de le faire pour loger la population.

Il suffirait maintenant que l'État mette sur pied un organisme de recherches composé de spécialistes compétents. Il étendrait ses activités dans divers domaines: utilisation des découvertes de la guerre dans le domaine des matériaux, examen des règlements municipaux, étude du problème de lotissement, de la coopérative d'habitation, de la taxation, etc.

Mais cela ne suffirait pas. Il faudrait un crédit urbain réclamé par toutes sortes d'associations et permettant, moyennant un déboursé initial de quelques cents dollars et l'équivalent d'un loyer d'une trentaine de dollars, l'achat d'une maison qui convienne aux besoins du petit employé et de l'ouvrier.

Le crédit urbain serait susceptible d'assurer le financement, à long et à court terme, et à des conditions d'intérêt et de remboursement suffisamment avantageuses, de tous les plans individuels ou collectifs, privés ou commerciaux, entrepris selon les plans établis par le gouvernement provincial.

On peut organiser un crédit urbain analogue au crédit agricole. Le gouvernement provincial pourrait prêter de l'argent aux gens qui veulent se construire. On pourrait ainsi établir un plan de 25 ans avec déboursé initial de 10 % par l'acquéreur. Si l'on construisait 60,000 maisons d'une valeur de \$4,000, cela représenterait une dépense de \$240,000,000. Comme le gouvernement ne paierait que la moitié de 1½ % d'intérêt, cela lui coûterait \$1,200,000 par année.

La part de l'ouvrier serait facile à acquitter. Un homme possédant quelques centaines de dollars serait capable de se procurer une maison avec ce petit versement initial, et acquitter le reste par des versements mensuels d'environ \$30.

Le gouvernement peut aussi se servir de son crédit pour des prêts à bon marché. La garantie du gouvernement aux compagnies prêteuses ne devrait pas être de 20 % comme dans la loi fédérale, mais de 40 % à 50 % afin que l'évaluation des maisons ne soit pas fixée trop bas par les mêmes compagnies prêteuses, ce qui oblige à déboursier \$2,000 et \$3,000 au lieu de \$1,000.

Quant au risque, il n'est pas considérable. Avec le crédit rural, les pertes ont été à peu près nulles. Si la vie est instable en ville, il y a les mauvaises récoltes à la campagne. Quant au chômage, il est moins à craindre que par le passé, par suite des mesures de sécurité. C'est l'homme qui travaille le plus régulièrement qui se prévaudrait le plus du crédit urbain. Par surcroît, la propriété constitue elle-même un facteur de stabilisation.

Il termine en faisant un appel en faveur de cette nouvelle croisade.

M. Francoeur (Montréal-Mercier): J'appuie le projet de l'honorable député de Laurier, bien que nous ne partagions pas les mêmes idées politiques. La province de Québec a tous les matériaux nécessaires pour assurer la construction de tous les logements dont elle a besoin. Il suffit que le gouvernement prenne action.

M. Francoeur (Montréal-Mercier) propose, appuyé par le représentant de Laval (M. Leduc), que le débat soit maintenant ajourné.

Adopté.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 11 h 30.

NOTES

1. Selon *Le Devoir* du 28 février 1946 en page 14, l'opposition officielle demandait le rejet de la motion proposée par M. Chaloult, car elle attaquait Louis Saint-Laurent dans sa première version. Le texte que la Chambre a adopté n'est pas celui que M. Chaloult avait communiqué aux journaux en novembre et qu'il avait d'abord inscrit au *Feuilleton*. Dans sa forme première, la motion contenait un blâme à l'endroit de l'honorable Louis Saint-Laurent et des considérations sur l'Union Jack. Avant de la présenter, il en a heureusement élagué les parties les plus épineuses, de sorte qu'elle ne posait dans son texte définitif que la stricte question de principe, selon le *Progrès du Saguenay* du 7 mars 1946, à la page 6.
2. Ces discussions sur les points d'ordre durèrent tout près d'une heure, selon *Le Nouvelliste* du 28 février 1946, à la page 9.
3. *Le Devoir*, 28 février 1946, à la page 14, parle plutôt de "dynamite sentimentale".
4. James Lorimer Ilsley est ministre libéral fédéral des Finances de 1940 à 1946.
5. Frédéric Dorion est député indépendant à la Chambre des communes dans la circonscription de Charlevoix-Saguenay du 30 novembre 1942 au 26 juin 1949. René Hamel est député du Bloc populaire à la Chambre des communes dans la circonscription de Saint-Maurice-Lafleche (Québec) du 11 juin 1945 au 26 juin 1949.
6. Thomas Langton Church, Wilfrid Garfield Case et Thomas Ashmore Kidd sont élus députés du Parti Progressiste conservateur à la Chambre des communes le 11 juin 1945, respectivement dans la circonscription de Broadview (Ontario), Grey North (Ontario) et Kingston City (Ontario). John Horne Blackmore est pour sa part député du Crédit social dans la circonscription de Lethbridge (Alberta) depuis le 1^{er} janvier 1935.
7. John Ritchie MacNicol est député du Parti conservateur à la Chambre des communes dans la circonscription de Davenport (Ontario) du 28 juillet 1930 au 27 juin 1949.
8. M. Chaloult fut accusé de s'être opposé à la conscription obligatoire pour service outre-mer. Il subit son procès le 6 juillet 1942 et est acquitté le 3 août 1942.
9. M. Chaloult a fait un discours d'une heure, selon *Le Droit* du 28 février 1946, à la page 1.
10. Leslie Miscampbell Frost est nommé trésorier provincial et ministre des Mines dans le cabinet de George Drew en 1943.
11. George Alexander Drew est premier ministre de la province d'Ontario de 1943 à 1948.
12. Georges-Étienne Dansereau a été ministre des Travaux publics dans le cabinet Godbout du 5 novembre 1942 au 30 août 1944 et ministre de la Voirie du 15 mars au 30 août 1944.
13. Il est alors 10 heures, selon *Le Canada* du 28 février 1946, à la page 1.
14. 23 %, selon *Le Devoir* du 28 février 1946, à la page 14.

Séance du jeudi 28 février 1946

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

M. Blanchard (Terrebonne): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de J.-H.-René de Cotret et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de l'Association des comptables généraux licenciés de la province de Québec;

- de J.-Arthur Deschamps et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de dame Anna Vallée-Cheff;

- de dame Lorette Dufresne, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de dame Léona Masse-Dufresne;

- de la ville de Dorion, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de dame Pauline Marois-Mercier et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Olivier Robitaille;

- de la cité de Thetford Mines, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la cité de Lachine, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la cité de Drummondville, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la ville de Val-d'Or, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte;

- de la municipalité du village de Gatineau, dans le comté de Papineau, et de la Commission scolaire de la municipalité scolaire de Saint-Jean-Vianney, dans le comté de Papineau, demandant l'adoption d'une loi ratifiant un certain contrat passé entre ladite municipalité et International Plywoods, Limited;

- de la municipalité du village de Bernierville, demandant l'adoption d'une loi concernant certains pouvoirs de ladite corporation de la municipalité du village de Bernierville.

Projets de loi:

Charte de Drummondville

M. Bernard (Drummond) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 146 modifiant la charte de la cité de Drummondville.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Lachine

M. Gatien (Maisonnette) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 136 modifiant la charte de la cité de Lachine.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Association des comptables généraux

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 138 constituant en corporation l'Association des comptables généraux licenciés de la province de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Val-d'Or

M. Lesage (Abitibi-Ouest) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 112 concernant la ville de Val-d'Or.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Dorion

M. Sabourin (Vaudreuil-Soulanges) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 120 modifiant la charte de la ville de Dorion.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Contrat entre Gatineau et International Plywoods

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 144 ratifiant certaines résolutions de la municipalité du village de Gatineau, dans le comté de Hull, et de la

Commission scolaire de la municipalité scolaire de Saint-Jean-Vianney, dans le comté de Papineau, et un certain contrat passé entre ladite municipalité et International Plywoods Limited.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Donation faite par Olivier Robitaille

M. Tellier (Montcalm) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 108 relatif à une donation faite en un contrat de mariage par feu Olivier Robitaille.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Succession Anna Vallée-Cheff

M. Tellier (Montcalm) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 142 concernant la succession de dame Anna Vallée-Cheff.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Succession Léona Masse-Dufresne

M. Tellier (Montcalm) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 150 concernant la succession de dame Léona Masse-Dufresne.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Bernierville

M. Vachon (Wolfe) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 151 conférant certains pouvoirs à la corporation du village de Bernierville.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Thetford Mines

M. Vachon (Wolfe) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 132 modifiant la charte de la cité de Thetford Mines.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Domaine cultivable de la province

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 7 pour augmenter le domaine cultivable de la province.

L'honorable M. Barré (Rouville) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a

pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Barré (Rouville) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de Maurice Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Barré (Rouville) propose: Attendu qu'il est dans l'intérêt de la province et du Canada que les vastes étendues de terres actuellement incultes, faute d'égouttement approprié, soient mises en valeur;

Attendu que l'assainissement de ces terres, par le drainage, constituerait un apport précieux à la colonisation, à l'agriculture, à l'agrandissement et à la consolidation des paroisses existantes et au progrès général de la province et du pays;

Attendu, de plus, que ces travaux apporteraient une puissante et féconde contribution au règlement des problèmes économiques de l'après-guerre;

Qu'il soit en conséquence résolu:

1. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra autoriser le ministre de l'Agriculture à conclure avec le gouvernement fédéral toute convention qu'il jugera équitable et opportune pour l'exécution, en collaboration avec ledit gouvernement, d'un programme de travaux de drainage dans la province.

2. Que le gouvernement sera autorisé à dépenser à cette fin, à même le fonds consolidé du revenu, une somme n'excédant pas cinq millions de dollars, en la manière, aux conditions et aux époques qu'il déterminera.

3. Que tous les arrêtés en conseil adoptés en vertu de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions devront être présentés aussitôt à l'Assemblée législative, si elle est alors en session; sinon, ils doivent l'être dans les quinze premiers jours de la session suivante.

4. Que l'exécution de ladite loi qui sera basée sur les présentes résolutions sera confiée au ministre de l'Agriculture.

5. Que la loi qui sera basée sur les présentes résolutions entrera en vigueur le jour de sa sanction.

Le projet a tout simplement pour but de nous autoriser à conclure des arrangements avec le fédéral

pour faire des travaux de drainage en coopération. Ce bill est conforme à la politique du gouvernement d'augmenter le domaine cultivable de la province de Québec et de collaborer avec tous les pouvoirs publics qui sont prêts à nous aider. Pour cela, nous demandons à la Chambre de voter \$5,000,000. J'espère que cette loi sera votée rapidement et sans discussion.

M. Godbout (L'Islet): Aucun département ne peut offrir au gouvernement autant de chance de faire son devoir durant la période de reconstruction que le département de l'Agriculture. Le ministre a eu raison de présenter cette loi et j'espère que tous les députés vont l'accepter.

Mais, il lui faut des projets bien définis, des plans bien préparés par ses techniciens s'il veut que l'entente ait des résultats pratiques. Car le ministère de l'Agriculture est de tous les ministères de l'administration provinciale celui qui peut contribuer davantage à la préparation de l'avenir de nos jeunes, dans la province, en facilitant l'établissement sur les terres de tous ceux qui se trouvent momentanément désemparés par la fin de la guerre. J'appuie la loi avec enthousiasme. Cependant, le ministre de l'Agriculture ne devra pas faire comme le ministre de la Colonisation qui s'est fait voter \$16,000,000 l'an dernier et qui n'a rien fait¹.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Point d'ordre. Il n'est pas question de colonisation dans cette résolution. On discutera de la colonisation en temps et lieu.

M. Godbout (L'Islet) consent à attendre un temps plus propice. Le premier ministre, dit-il, avait l'air de bonne humeur au début de la séance. Que se passe-t-il donc?

Il demande au ministre (l'honorable M. Barré) de préparer rapidement ses plans et de les mettre à exécution rapidement. J'espère, dit-il, que le ministre consacra beaucoup d'activité à la dépense bien préparée et bien effective du montant de \$5,000,000. S'il m'arrive souvent de dénoncer la tendance du gouvernement à se faire autoriser par des lois à dépenser les deniers publics au lieu d'inscrire des montants spécifiques dans le budget, cette critique n'a plus sa raison d'être dans le cas présent.

J'approuve, pour une fois, le principe de laisser au ministre la latitude de puiser dans le fonds consolidé du revenu parce qu'il lui sera impossible de prévoir le montant dont on aura besoin tant que

les projets n'auront pas été préparés et acceptés par Ottawa.

Je ne m'oppose certainement pas au projet, mais je voudrais que le ministre nous dise où il entend commencer ses principaux travaux de drainage. Il y en a d'urgents à faire près de Montréal et en Abitibi. Dans une seule paroisse de la région de Montréal, il y a des milliers et des milliers d'acres qui peuvent être rendus à la culture et de façon très profitable pour les cultivateurs par de bons travaux d'égouttement ou d'assainissement.

L'honorable M. Barré (Rouville): Je ne suis pas en mesure d'énumérer dans le détail tous les projets que j'ai en vue. Je ferai des travaux notamment dans les comtés de Chambly et de Yamaska où il y a d'immenses étendues de terre à drainer pour les rendre productives. Cela représente une dépense de plusieurs centaines de mille dollars.

On se rend difficilement compte de ce que peut coûter le drainage. Au cours de l'année dernière seulement, le gouvernement a engagé une somme d'un million de dollars pour des travaux en cours ou qui seront exécutés dans les prochaines années et l'on n'a fait que toucher au problème.

Nous sommes prêts à travailler si le fédéral veut collaborer avec nous. J'ai déjà eu l'occasion de dire que je suis prêt à coopérer avec tous les gouvernements, quels qu'ils soient, pour ces travaux urgents du moment que cela soit avantageux pour la province et qu'on respecte les droits du Québec.

À cette fin, une entente sera conclue avec le pouvoir central puis, après cette entente, un vaste programme de travaux de drainage sera entrepris suivant des plans soigneusement préparés. Nous allons collaborer avec Ottawa dans cette grande œuvre du drainage de nos terres.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le ministre a changé pour le mieux.

L'honorable M. Barré (Rouville): Le député de Rivière-du-Loup me fait penser à une jeune femme...

M. Godbout (L'Islet): (Souriant) Vous ne l'avez pas connue.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Est-ce dans "Rosa et Rosette" cette histoire-là²?

L'honorable M. Barré (Rouville): Je souhaite des "Rosette" au député de Rivière-du-Loup.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier) approuve le principe de la loi. Mais, dit-il, les provinces vont chercher à Ottawa des argents pour l'exécution de travaux qui sont du seul ressort des provinces. Il est temps que les provinces récupèrent du fédéral les sources de revenus qui leur permettront de subvenir à leurs besoins.

Québec devrait être plus indépendant et ne pas toujours solliciter l'aide d'Ottawa. Je vois là un autre exemple que Québec devra, à la prochaine reprise de la conférence interprovinciale, faire en sorte de retrouver certaines sources de revenus bien à elle afin de n'avoir pas toujours besoin d'aller quémander à Ottawa à propos de tout.

M. Chaloult (Québec): Le ministre a-t-il élaboré des plans justifiant une dépense de \$10,000,000 pour le drainage? Pourra-t-il se procurer la machinerie nécessaire à l'exécution des travaux?

L'honorable M. Barré (Rouville): Il vaut mieux ne pas faire de plans d'avance parce qu'il faut les faire approuver par Ottawa. Nous avons actuellement des plans pour dépenser plus que la somme que nous voulons être autorisés à dépenser.

Quant à la machinerie, on aura toujours la latitude de donner des contrats à des entrepreneurs qui se spécialisent dans ce genre de travaux et qui peuvent les faire à un coût aussi avantageux que la province elle-même.

Le député de Laurier (M. Laurendeau) a parlé de la situation des provinces. J'ai été jeune comme lui. Je pensais que je pouvais refaire le monde à mon goût. J'ai appris plus tard que ça prend bien des sortes de monde pour faire du monde.

(Mouvements divers)

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le ministre aurait dû parler comme ça avant les élections de 1944.

(Rires)

L'honorable M. Barré (Rouville): Il me semble que j'ai toujours eu de belles relations avec le député de Rivière-du-Loup.

M. Dumoulin (Montmorency): ConteZ-nous ça.

(Rires)

L'honorable M. Barré (Rouville): Il faut prendre le monde tel qu'il est. Il y a dans notre pays des choses dont je ne suis pas responsable. Dans le

cas actuel, il existe un pouvoir central. Ottawa a de l'argent.

Mon devoir à moi se limite à ceci: faire ce qui est possible pour que la province de Québec ait la meilleure part possible de ce que le fédéral peut donner. Qu'il ait pris cet argent dans la poche du contribuable du Québec ou d'ailleurs, cela ne fait pas de différence. La collaboration a et aura toujours sa place et je veux marcher suivant cette ligne de conduite que je me suis tracée.

M. Drouin (Abitibi-Est): M. l'Orateur, j'ai trois suggestions à faire au gouvernement s'il veut vraiment augmenter le domaine cultivable dans la province de Québec. J'ai toujours pensé que c'est avec la colonisation que l'on peut augmenter le domaine cultivable.

Ma première suggestion est celle-ci: que le ministre de l'Agriculture s'adjoigne la collaboration du ministre de la Colonisation dans cette œuvre à laquelle tous les députés veulent collaborer. À Ottawa, il n'y a pas de ministère de la Colonisation. Il n'y a qu'un ministère de l'Agriculture. Chez nous, il y en a deux. Qu'ils s'unissent et au besoin qu'ils s'adjoignent le député de Frontenac (M. Tardif) pour être plus forts.

Ma deuxième suggestion est la suivante: il y a en Abitibi d'immenses territoires qui n'ont pas encore été ouverts à la colonisation et à l'agriculture. Si le ministre veut être au courant, je lui suggère de consulter le magistral exposé présenté par l'honorable Hector Authier, ancien ministre de la Colonisation appelé le "père de l'Abitibi", au comité de reconstruction du Parlement fédéral et qui signale les territoires pouvant être ouverts à la colonisation³. La région par excellence pour accroître le domaine cultivable de la province, c'est l'Abitibi.

Enfin, ma troisième suggestion concerne la science agricole. Nous avions autrefois à Amos, en Abitibi, une ferme expérimentale fédérale qui rendait de grands services à l'agriculture. Le gouvernement Bennett a démantagé cette ferme à Kapuskasing, dans le nord de l'Ontario. Aujourd'hui, le gouvernement provincial remplace la ferme expérimentale par des écoles moyennes d'agriculture...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Qu'est-ce que tout cela a à faire avec le bill qui ne parle que de drainage?

M. Drouin (Abitibi-Est): Le bill a pour but d'augmenter le domaine cultivable de la province et je répondrai au premier ministre que mes suggestions

sont aussi intéressantes que l'histoire des "Rosettes" que le ministre a voulu raconter tout à l'heure au député de Rivière-du-Loup.

(Applaudissements à gauche)

Je veux savoir si le ministre de l'Agriculture a des plans pour augmenter le domaine cultivable et, comme il me paraît ne pas en avoir, je lui offre des suggestions pratiques.

(Applaudissements à gauche)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le drainage est mentionné en toutes lettres dans la loi. Pourquoi prolonger les débats?

M. Godbout (L'Islet): Le député de l'Abitibi a parfaitement raison de faire des suggestions opportunes au ministre qui n'oserait pas soutenir ce que le premier ministre vient de dire. Si on veut augmenter le domaine cultivable et mettre en valeur de nouveaux territoires, le gouvernement devrait écouter les suggestions du représentant d'une immense région.

(Applaudissements à gauche)

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le chef de l'opposition est de bonne foi, mais on devrait garder le débat sur le drainage.

M. Dumaine (Bagot): Le mot colonisation est dans la résolution et même s'il n'y était pas, les suggestions de l'honorable député de l'Abitibi sont très heureuses. Le gouvernement devrait le laisser parler.

(Applaudissements)

L'honorable M. Barré (Rouville): Le député de l'Abitibi fait le tour des régions agricoles.

(Protestations à gauche)

Il n'a pas le droit de faire le procès du gouvernement.

M. Godbout (L'Islet): Le député de l'Abitibi a offert des suggestions pratiques et on doit le laisser parler.

(Applaudissements à gauche)

M. Drouin (Abitibi-Est): M. l'Orateur...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le député n'a certainement pas le droit de faire des incursions dans les écoles d'agriculture.

M. Drouin (Abitibi-Est): M. l'Orateur, je ne parlerai plus de la ferme expérimentale que l'on nous

a enlevée, je ne parlerai plus du gouvernement Bennett. J'ai tenu à participer à ce débat parce que, si le gouvernement veut vraiment, veut sérieusement augmenter le domaine cultivable de la province de Québec, c'est vers la grande région de l'Abitibi qu'il doit tourner ses regards. J'ai indiqué au ministre le moyen d'apprendre où sont les territoires qui peuvent être ouverts. Voilà ce que j'avais à dire.

(Applaudissements à gauche)

Les résolutions sont adoptées.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues et agréées.

L'honorable M. Barré (Rouville) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 7 soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Appareils de jeu

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 10 concernant les appareils de jeu soit maintenant lu une troisième fois.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Verdun (M. Ross), que la motion en discussion soit amendée en remplaçant tous les mots après "que" par les suivants:

"Le bill 10 intitulé: Loi concernant les appareils de jeu, soit renvoyé de nouveau au comité plénier de cette Chambre avec instruction de l'amender de façon que les appareils de jeu confisqués soient obligatoirement détruits dans tous les cas."

Le premier ministre, dit-il, a accepté la suggestion de l'opposition pour que le juge dispose des "slot-machines" qui seront saisies ou confisquées. Mais, cela impose un fardeau trop lourd aux juges devant qui comparaitront les propriétaires

des appareils de jeu. Nous devrions aller plus loin et amender la loi pour que les machines soient obligatoirement détruites. Je propose un amendement à cet effet.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

L'amendement ne veut rien dire, car la destruction est complète du fait que les appareils sont saisis et immédiatement placés sous le contrôle de la couronne. Il ne peut y avoir de saisie plus complète que celle-là. La loi dit que les appareils de jeu seront confisqués. Cela suffit. Ils seront détruits.

M. Bienvenue (Bellechasse): Alors dites-le dans la loi.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

C'est pas des fous les juges.

M. Bienvenue (Bellechasse): Si le premier ministre laisse les appareils de jeu au palais de justice, ils ne seront pas détruits. Il n'y a pas de mal à détruire des machines qui servent à la corruption de la jeunesse comme le disait l'autre jour le premier ministre. Alors, que la loi ordonne leur destruction! Il cite des articles du Code criminel qui prévoient la destruction des appareils employés dans les fumeries d'opium.

Le procureur général a-t-il des arrière-pensées? Je ne le crois pas. S'il est sincère, il devrait être le premier à accepter cet amendement.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier) se prononce en faveur de l'amendement.

M. Chaloult (Québec): On veut éviter des interventions politiques qui pourraient empêcher la destruction des appareils. Je me demande si l'amendement est opportun mais je n'y vois pas d'objection.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) réclame le vote.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Bergeron, Bienvenue, Casgrain, Chaloult, Côté (Rouyn-Noranda), Dansereau, Drouin (Abitibi-Est), Dubreuil, Dumaine, Dumoulin, Dupré, Fillion, Godbout, Gosselin, Groulx, Guerin, Hamel, Hart, Joyal, Laurendeau, Lawn, Leduc, Lemieux, Marler, Mathewson, Mercier petit-fils, Nadon, Plourde, Roberge, Robidoux, Ross, Sabourin, Samson, Sylvestre, 34.

Contre: MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Blanchard, Bourque, Caron, Chartier, Chartrand, Choquette (Shefford), Cossette, Côté (Montréal-Sainte-Marie), Côté (Montréal-Saint-Jacques), Delisle, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fleury, Gatien, Goudreau, Jolicoeur, Labbé, Langlais, Larivière, Larochelle, Leclerc, Lesage, Lorrain, Marcotte, Paquette, Pelletier (Gaspé-Nord), Poulin, Pouliot, Riendeau, Robinson, Sauvé, Talbot, Tardif, Tellier, Thuot, Trudel, Vachon, 46.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

Et la motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" étant mise aux voix, la Chambre l'adopte, après s'être divisée, comme dans le cas du vote précédent, mais en sens inverse.

Le bill 10 est, en conséquence, lu une troisième fois.

Prêts hypothécaires d'Hydro-Québec et de Beauharnois Power Company

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke)

propose, selon l'ordre du jour, que le bill 3 autorisant Hydro-Québec et Beauharnois Light, Heat and Power Company à favoriser la diffusion de la petite propriété parmi leurs employés soit maintenant lu une deuxième fois.

Il s'agit, dit-il, d'un commencement de crédit urbain que le gouvernement veut mettre à l'essai. Pour le moment, ce crédit ne favorisera que les employés de l'Hydro-Québec et de la Beauharnois, mais le système pourra être étendu à d'autres classes d'employés civils plus tard s'il s'avère effectif, comme on l'espère.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke)

propose que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de Maurice Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Le titre du bill parle par lui-même. Nous voulons établir, à l'intention des employés de l'Hydro-Québec et de

la Beauharnois, un système d'assistance calqué en quelque sorte sur celui du crédit agricole. Nous voulons autoriser l'Hydro-Québec à prêter jusqu'à concurrence de \$1,000,000 à ses employés, et la Beauharnois jusqu'à concurrence de \$100,000 aux siens, pour leur permettre de se construire ou d'acquérir pour eux et leurs familles des maisons d'habitation ou d'y faire des améliorations, ou encore d'acquitter des hypothèques qui les grèvent s'ils sont déjà propriétaires.

Ces prêts se feront à 3 % d'intérêt et seront remboursables en 20 ans. Nous estimons que c'est là une mesure sociale destinée à aider l'employeur et l'employé et à résoudre, en partie du moins, la crise du logement à Montréal et aux environs.

Je crois que, sous des conditions normales et si les autres compagnies faisaient la même chose que l'Hydro va faire, on pourrait construire facilement en un an 10,000 ou 12,000 logements à Montréal. L'Hydro a 1,400 employés, la Beauharnois, 100. Si l'on tient compte des célibataires, 1,000 à 1,200 de ces employés seront en mesure de bénéficier de la loi.

En encourageant la dissémination de la propriété immobilière chez ce groupe d'employés, le gouvernement est sûr d'assurer la stabilité de ces gens dans leur emploi et de contribuer au règlement des problèmes économiques et sociaux de l'après-guerre.

M. Côté (Montréal-Sainte-Marie): J'ai été tellement enthousiasmé par cette loi que j'ai proposée aux autorités municipales de Montréal d'adopter pareille mesure à l'intention des employés civiques.

M. Bienvenue (Bellechasse): Sans attaquer le principe de la mesure, le gouvernement, qui a fait de si violentes attaques contre la création de l'Hydro, entoure les employés de cette institution de beaucoup de sollicitude, qui après tout sont des nouveaux venus dans le service civil de la province par suite d'une récente expropriation.

Je ne m'objecte pas à ce qu'on leur accorde des faveurs, mais pourquoi oublie-t-on les vieux, les expérimentés, les loyaux et les fiables employés qui servent la province depuis 5, 10, 15 et 25 ans⁴? Il y a discrimination

(Applaudissements à gauche)

Le gouvernement gâte les employés de l'Hydro qui ne servent la province que depuis deux ans. Si encore les salaires des fonctionnaires étaient raisonnables, mais on sait que le régime actuel les a réduits. On fait une loi spéciale pour des nouveaux

arrivés parce qu'un gouvernement libéral a décrété l'expropriation de la Montreal Light Heat.

Pourquoi limiter les avantages de cette loi à Montréal et aux environs?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

On ne restreint pas le projet à Montréal uniquement. Sous la législation, l'aide serait fournie aux employés de l'Hydro, peu importe où ils habitent, et certains habitent à Longueuil, Chambly, Beauharnois et d'autres endroits dans la grande région de Montréal.

M. Bienvenue (Bellechasse): Pourquoi ne pas faire profiter de semblables avantages tous les employés du Parlement? Il y a de la discrimination dans ce projet. Pourquoi tant favoriser les nouveaux venus et ignorer les anciens? Les employés de l'Hydro ne paient pas plus de taxes que les autres. Pourquoi leur créer un prêt immobilier?

(Applaudissements à gauche)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je ne comprends pas l'attitude du député de Bellechasse. Il voudrait faire de la démagogie qu'il ne s'y prendrait pas autrement.

Le projet du ministre (M. Bourque) constitue une amélioration considérable sur les conditions existantes. Le gouvernement cherchait à bâtir des fondations et s'occupait d'un sujet qui concerne près de 1,200 personnes qui pourront profiter de la loi. Le gouvernement est entré dans ce domaine pour faire une expérience parce que les circonstances s'y prêtaient particulièrement. Il prend une nouvelle initiative qu'aucun autre gouvernement avant lui n'a risquée, mais il entend procéder avec précaution. Le projet de loi peut mener à l'adoption de mesures similaires par d'autres provinces.

Avant de courir, il faut savoir marcher et avant de marcher, il faut faire le premier pas. Le projet de loi est un premier pas dans la bonne voie et il importe de ne pas s'aventurer à l'aveuglette dans une entreprise de ce genre.

Le gouvernement prend des responsabilités, le gouvernement va de l'avant et le gouvernement veut faire des réformes, mais graduellement en sachant où il va. Le programme offre les meilleures chances de succès et il contient les graines de la meilleure garantie pouvant être obtenue. C'était une initiative et, bien entendu, une expérience. C'était l'obligation du gouvernement que de lancer ces initiatives, mais aussi de prendre des précautions en allant de l'avant. Je crois en la politique de la

réforme graduelle qu'a prêchée récemment un homme d'État américain. Il n'y a rien à gagner et beaucoup à perdre en se pressant à adopter des programmes sous prétexte de la réforme, parce que de telles réformes vont ruiner l'édifice public.

Le plan du député de Bellechasse ne pourrait se réaliser. Il ne sert à rien de remplir un fossé pour en creuser un autre. On ne peut pour le moment faire profiter les 14,000 employés de la province des mêmes avantages. Ils sont éparpillés partout dans la province et les conditions ne sont pas les mêmes que celles du programme de ce projet de loi.

Dans l'état actuel des choses, on ne pourrait établir avec des garanties de succès un système de prêt pour tous ces employés. Nous allons d'abord faire une expérience. J'estime quand même que le gouvernement a fait un pas de géant dans la voie de la solution du problème de l'habitation et de la crise du chômage.

Nous posons le principe que les employeurs doivent donner une chance à leurs employés d'acheter une maison. Les employeurs doivent s'apercevoir de l'importance d'avoir des employés heureux, contents non seulement de leurs salaires, mais aussi de leurs conditions de vie. L'employeur et l'employé ont le devoir de coopérer à l'application de mesures qui donnent des garanties de justice pour l'un et l'autre. Au lieu d'essayer d'éveiller des appétits qui ne le seraient pas sans cela, j'ai beaucoup plus confiance dans cette collaboration entre l'employeur et l'employé que dans l'intervention souvent paralysante de l'État.

Je suis surpris que mon honorable ami essaie de soulever les 14,000 fonctionnaires civils de la province contre une autre catégorie d'employés et de créer du trouble dans les différentes régions de la province, au lieu de coopérer avec le gouvernement à la mise en application d'une mesure salubre qui va réduire d'une façon très appréciable la crise du logement. Ce n'est pas le temps de monter une classe contre l'autre dans un but purement politique. Ce n'est pas aider une bonne cause.

Notre projet a un but social, familial et national. Nous établissons un système viable. Le gouvernement ne dit pas avoir fait de grandes découvertes en lançant cette initiative, mais il pense avoir bien fait en cherchant à établir un système qui servira d'exemple et de leçon pour les autres employeurs et les grandes compagnies, exemple qui sera probablement suivi dans un avenir rapproché si nous obtenons satisfaction avec le plan que nous préconisons, plus particulièrement au moment où le problème du logement qui est si grand.

Nous voulons poser des jalons solides dans la direction des réformes salutaires, mais il faut procéder graduellement. Les gouvernements ne sont pas des mines, des créateurs d'argent. Ils doivent administrer les fonds publics d'une façon rationnelle. Nous voulons donner l'exemple d'une administration saine, d'une administration progressive, mais d'une administration progressive ordonnée et méthodique, ainsi qu'une progression calculée.

À l'heure actuelle, les perspectives de progrès sont roses, très brillantes dans la province de Québec. Il faut que tous ensemble nous donnions à ceux qui ont l'intention d'établir des industries, ici, des éléments de sécurité raisonnable, que nous leur montrions qu'employeurs et employés savent s'unir pour le bien commun. La sécurité ne veut pas dire monopole et privilège, mais la sécurité basée sur la bonne compréhension de la justice. Avant tout, j'espère qu'on s'en tiendra au projet de loi et qu'on ne tentera pas de provoquer inutilement des jalousies.

M. Dumoulin (Montmorency): Le premier ministre n'a pas saisi le sens des paroles du député de Bellechasse. S'il doit y avoir de la jalousie, ce n'est pas nous qui l'aurons provoquée mais le premier ministre avec sa loi. Pourquoi on favorise particulièrement les employés de l'Hydro-Québec alors que les 14,000 employés civils ne peuvent en profiter?

On pourrait commencer par offrir la même chose aux fonctionnaires qui ont cinq ou 10 ans de service. On devrait favoriser plutôt les vieux employés de la province avec une pareille législation que des nouveaux venus à l'emploi de la province.

(Applaudissements à gauche)

M. Leduc (Laval): Ce bill ne serait pas devant la Chambre si le chef de l'opposition n'avait pas étatisé la Montreal Light, Heat and Power et créé l'Hydro-Québec. Il a permis aujourd'hui au gouvernement actuel de se montrer généreux envers les employés de cet organisme provincial.

Seule l'Hydro peut prendre un million de ses revenus et le mettre à la disposition de ses employés parce que l'entreprise a été étatisée. Les compagnies ne le peuvent pas. Le premier ministre a parlé de jalons. Les premiers jalons dans cette affaire ont été posés par le chef de l'opposition.

(Applaudissements à gauche)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Point d'ordre. Il n'est pas question de cela.

M. Leduc (Laval): Le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Bourque) a demandé aux compagnies d'imiter ce geste. Les compagnies ne le peuvent pas. L'Hydro-Québec cependant doit appliquer ses revenus à la réduction des taux payés par ses clients et ils ne devraient pas être utilisés pour financer le logement des employés. Je demande au gouvernement de ne pas l'oublier.

(Applaudissement à gauche)

Il eut été préférable d'autoriser l'Hydro à emprunter \$1,000,000 au lieu de lui permettre de prendre \$1,000,000 dans ses revenus.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il n'y a rien dans la loi qui dit que le \$1,000,000 sera pris dans les revenus de l'Hydro.

M. Leduc (Laval): Je suis favorable au projet mais si le gouvernement n'utilise pas les millions de profit de l'Hydro pour réduire les taux d'électricité, la population de Montréal aura raison d'être inquiète.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): Le gouvernement fait réellement un effort pour régler le problème du logement, mais il est bien insuffisant. C'est un début timide.

Nous ne sommes pas opposés à ce bill mais, avec le montant en jeu, on ne règlera pas le quart du cinquième du problème du logement. Il ne permettra ainsi la construction que de 200 maisons. Il faut généraliser le système pour obtenir des résultats.

Je vois cependant un danger dans le bill, le danger que l'employé devienne le prisonnier de l'employeur en ce sens qu'il sera obligé de demeurer à son service s'il ne veut pas payer une somme importante. Au prix actuel de la construction, les loyers prévus s'élèveront à \$45, \$50 ou \$55 par mois et ce n'est pas tout le monde qui pourra payer cela.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): C'est un commencement.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): Oui, c'est un commencement et nous sommes heureux de constater que le gouvernement y ait pensé. Mais, il faut que le privilège soit étendu.

M. Chaloult (Québec): J'approuve cette initiative, mais pourquoi commencer par l'Hydro-Québec, qui est dominée par nos compatriotes de langue anglaise? C'est M. McCammon qui conduit tout à l'Hydro⁵. Il remplit les fonctions de gérant général.

M. Dumaine (Bagot): M. McCammon parle aussi bien le français que l'anglais.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): À la Régie de l'électricité, plus importante que l'Hydro, et à l'Office de l'électrification rurale, il n'y a pas un seul Anglais.

M. Chaloult (Québec): Mais pourquoi commencer par l'Hydro?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est tout simplement parce que les commissaires de l'Hydro ont été les premiers employeurs à nous le demander. Parce que le notaire Savoie, un des commissaires, a été un des premiers instigateurs et l'inspirateur du projet⁶. Il a eu l'idée de ce système de prêts pour favoriser la petite propriété et l'idée a été acceptée.

M. Chaloult (Québec): Le premier ministre a-t-il l'intention d'étendre les avantages de la loi à d'autres employés de la province?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous voulons étendre nos bonnes initiatives dans le domaine du possible.

M. Côté (Rouyn-Noranda) se réjouit de l'initiative mais il demande au gouvernement de faire profiter les fonctionnaires des mêmes avantages. Avant de l'étendre aux employés civils, il faudra les assurer qu'ils ne perdront pas leur position.

Il s'inquiète en particulier du paragraphe B de la clause 8 qui se lit comme suit:

"8. Les prêts prévus par la présente loi seront personnels aux employés. Ils deviendront immédiatement remboursables dans les cas suivants (sans préjudice des causes ordinaires de déchéance du bénéfice du terme prévues par le Code civil), à savoir:

"(...)

"b) lorsque l'emprunteur cessera de travailler pour le compte de la créancière.

"(...)"

M. Côté (Rouyn-Noranda): La loi dit que du jour où un homme cesse d'être à l'emploi de l'Hydro ou de la Beauharnois, son prêt est immédiatement remboursable.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est le même principe que pour le crédit agricole. Le cultivateur qui emprunte doit rester sur sa terre.

Les conditions offertes sont tellement généreuses que, dans le cas suggéré par le député d'Abitibi-Est, il est facilement possible de trouver de l'argent pour compléter les paiements à la compagnie.

L'honorable M. Barré (Rouville): Il faut tout de même des garanties au prêteur, en l'occurrence le gouvernement provincial.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le bill est basé sur le principe de la coopération entre employeurs et employés.

M. Côté (Rouyn-Noranda): Un homme doit avoir le droit d'améliorer sa situation.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Si l'employé quitte le service de l'employeur, il cesse de collaborer.

M. Côté (Rouyn-Noranda): On devrait donner un certain délai pour rembourser.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Si l'homme améliore sa situation, il trouvera facilement de l'argent.

M. Côté (Rouyn-Noranda): Je ne crois pas cela et j'ai peur que l'employé perde sa maison.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier) appuie les remarques du député de Rouyn-Noranda (M. Côté). En vertu de cette clause (article 8), dit-il, l'employé devient le prisonnier de son employeur. L'expression "immédiatement remboursable" me paraît présenter des embûches pour les employés. Pour celui qui pourrait obtenir une meilleure position, il devra choisir entre prendre cette meilleure position ou perdre sa maison s'il ne peut rembourser immédiatement.

On devrait accorder un délai à ceux qui quittent la compagnie pour une raison ou une autre, afin de leur permettre de rembourser leur prêt sans être pris à la gorge.

L'honorable M. Barré (Rouville) compare le projet de loi et le système du crédit agricole. On devrait féliciter le gouvernement, dit-il, d'avoir appliqué semblable initiative.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): La question n'est pas du tout la même.

M. Dumaine (Bagot): Le principe de la loi est bon mais, à l'article troisième, on est trop généreux en prêtant jusqu'à concurrence de 85 % du coût de la maison⁷.

L'article 3 se lit comme suit:

"3. La Commission hydroélectrique de Québec et Beauharnois Light, Heat and Power Company sont autorisées à prêter à leurs employés respectifs, la première jusqu'à concurrence d'un million de dollars, et la seconde jusqu'à concurrence de cent mille dollars, pour permettre à leurs employés de se construire ou d'acquérir des maisons d'habitation pour eux et leurs familles, ou d'y faire des améliorations, ou d'acquitter les hypothèques qui les grèvent."

Le pourcentage du prêt est trop élevé. Je ne crois pas que le geste posé par la présente loi serve d'exemple aux autres institutions. Il n'y a pas une compagnie de prêt ni un notaire qui recommanderait un prêt représentant 85 % de la valeur d'une propriété. On devrait mettre cela à 75 %. On devrait aussi poser une limite à de semblables prêts, \$6,000 par exemple. Les garanties du crédit agricole sont meilleures que celles que l'on exige des employés de l'Hydro.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le fait que l'emprunteur est un employé est une garantie additionnelle.

M. Dumaine (Bagot) est d'opinion contraire. L'employé, dit-il, peut être mis à la porte et cette garantie cessera par le fait même. Pas une compagnie de prêt ne fait des placements dans les mêmes conditions.

M. Côté (Rouyn-Noranda): Le gouvernement ne peut-il pas donner un délai pour le remboursement?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La suggestion du député de Montréal-Laurier (M. Laurendeau) mérite d'être étudiée. Mais je ne peux accepter immédiatement de déterminer un délai parce que je ne sais pas l'effet que cela aura sur l'ensemble de la loi. Il faut se rappeler cependant qu'un employé congédié ou qui quitte l'employeur bénéficie d'un avis d'un mois. Faudrait-il étendre encore ce délai?

Il suggère que le projet soit adopté en comité plénier et que la troisième lecture soit remise à une autre séance. Dans l'intervalle, dit-il, je consulterai ceux qui ont préparé le projet de loi, des experts et des actuaire, pour savoir s'il y aurait moyen

d'accorder un certain délai additionnel à l'employé. S'il y a lieu d'amender la clause 8, je le ferai.

M. Godbout (L'Islet): Nous allons adopter le projet en comité et nous verrons cela à la troisième lecture.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 3 sans l'amender.

Il est ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

Mode d'enregistrement de certains documents

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 17 relatif au mode d'enregistrement de certains documents soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 17 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Après avoir fait trois jours de bon travail et comme l'opposition s'est améliorée, je propose l'ajournement de la Chambre à mardi après-midi, trois heures, pour un dernier long congé. Mais, mardi matin, il y aura réunion du comité des bills publics,

et, mercredi matin, réunion du comité des bills privés. Je m'attends à avoir un quorum et j'espère qu'à ce moment-là, le tempérament de l'opposition continuera à s'améliorer.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

NOTES

1. *Le Canada* du 1^{er} mars 1946, à la page 12, avance plutôt le chiffre de \$14,000,000.

2. Il fait référence au roman du terroir de Laurent Barré, *Bertha et Rosette*, publié en 1929 à Saint-Hyacinthe.

3. Hector Authier, journaliste, est député libéral à l'Assemblée législative dans la circonscription de l'Abitibi de 1923 à 1936. Il est nommé ministre de la Colonisation dans les cabinets Taschereau et Godbout le 13 mars 1936. M. Authier devient ensuite député libéral à la Chambre des communes dans la circonscription de Chapleau de 1940 à 1945.

4. *L'Événement* du 1^{er} mars 1946, à la page 10, parle plutôt de 30, 40 ou 50 ans de service.

5. L.-Eugène Potvin est président d'Hydro-Québec de 1944 à 1955. Il est assisté de quatre commissaires: Georges C. McDonald, Raymond Latreille, J.-Arthur Savoie et John W. McCammon.

6. Le notaire J.-Arthur Savoie, intime de Maurice Duplessis, est commissaire, vice-président puis président d'Hydro-Québec de 1955 à 1960. Il s'occupe également à plusieurs reprises des comptes de la caisse électorale de l'Union nationale et supervise en partie l'organisation de Montréal.

7. Il fait sans doute plutôt référence à l'article 4 "ces prêts ne devront, en aucun cas, excéder quatre-vingt-cinq pour cent de la valeur, telle qu'établie par la créancière, de la propriété qui en garantit le remboursement".

Première séance du mardi 5 mars 1946

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Succession
Miriam Hadley Belasco**

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine) propose, appuyé par le représentant de Bonaventure (M. Jolicoeur), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de Harry-E. Davis, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Miriam Hadley Belasco, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de Harry-E. Davis, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Miriam Hadley Belasco.

George Borchardt

M. Blanchard (Terrebonne) propose, appuyé par le représentant de Maisonneuve (M. Gatien), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de M. George Borchardt, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à l'admettre à la pratique de la chirurgie dentaire, après avoir subi ses examens et payé les honoraires fixés pour cet examen, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de M. George Borchardt, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des chirurgiens

dentistes de la province de Québec à l'admettre à la pratique de la chirurgie dentaire, après avoir subi ses examens et payé les honoraires fixés pour cet examen.

**Pères
du Saint-Esprit**

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, appuyé par le représentant de Maisonneuve (M. Gatien), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition des révérends pères Louis Taché, Hilaire Beaulieu et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de la congrégation missionnaire des pères du Saint-Esprit, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- des révérends pères Louis Taché, Hilaire Beaulieu et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de la congrégation missionnaire des pères du Saint-Esprit.

Ludger Craig Amiot

M. Marcotte (Roberval) propose, appuyé par le représentant de Bonaventure (M. Jolicoeur), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de Ludger Craig Amiot, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Ludger Craig Murdock, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de Ludger Craig Amiot, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Ludger Craig Murdock.

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 103 pour autoriser la chambre des notaires à admettre Charles-Édouard Cliche à l'exercice de la profession de notaire, après examen;
- bill 117 autorisant et ratifiant une convention de vendre un immeuble de la succession de feu Joseph Charest;

- bill 110 concernant la succession de feu Hector Prévost;

- bill 113 concernant la succession de feu Helen Peebles Hossack.

Et, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 104 modifiant la loi constituant en corporation l'Hôtel-Dieu Saint-Michel de Roberval;

- bill 107 concernant la succession de feu Charles-Francis Smith;

- bill 115 concernant la Société Saint-George de Montréal;

- bill 102 refondant et modifiant la charte de The Woman's General Hospital;

- bill 128 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre John Alderson Folkins, à l'exercice de l'art dentaire, après examen;

- bill 109 concernant la succession de feu Théophile Le Droit.

Votre comité recommande de prolonger, au 14 mars courant inclusivement, les délais relatifs à la présentation des bills privés.

Votre comité recommande aussi de prolonger au 28 mars courant, inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels, prescrits par le paragraphe 1 de l'article 653 du Règlement, les promoteurs des bills privés qui profiteront de ces différents délais.

Le rapport est adopté.

Questions et réponses:

Clinique d'aide à l'enfance

M. Groulx (Montréal-Outremont): Depuis le 1^{er} juin 1945 inclusivement jusqu'au 13 février 1946 inclusivement:

1. Quelles sont les personnes qui ont obtenu des positions ou fonctions payées en vertu du chapitre 25, 9 George VI, intitulé: Loi instituant une clinique d'aide à l'enfance?

2. Quel est le salaire payé par la province à chacune de ces personnes?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

1. Aucune;

2. Répondu par no 1.

Régie des transports et communications, Régie de l'électricité

M. Dupré (Verchères): Depuis le 24 mai 1945 inclusivement jusqu'au 13 février 1946 inclusivement:

1. Quelles sont les personnes qui ont obtenu des positions ou fonctions payées en vertu du chapitre 21, 9 George VI, intitulé: Loi rétablissant la Régie provinciale des transports et communications et la Régie provinciale de l'électricité?

2. Quel est le salaire payé par la province à chacune de ces personnes?

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): 1. et 2. Conformément aux suggestions et recommandations de la Commission présidée par le très honorable Ernest Lapointe, et pour répondre aux besoins publics, deux organismes distincts ont été créés: la Régie provinciale de l'électricité et la Régie provinciale des transports et communications. Quant à la Régie provinciale de l'électricité:

L'honorable juge Ariste Brossard, président, \$10,000 par année; M. A.-B. Normandin, I.C., vice-président, \$8,500 par année; transféré de la Régie des services publics, instituée par le gouvernement précédent, à la Régie provinciale de l'électricité, instituée par le gouvernement actuel.

M. Charles-Eugène Dubé, régisseur, \$8,500 par année;

M. Alphonse Cossette-Trudel, régisseur, \$8,500 par année.

Les employés dont les noms suivent ont été transférés de la Régie des services publics, instituée par le gouvernement précédent, à la Régie provinciale de l'électricité, instituée par le gouvernement actuel:

M. J.-A. Beauchesne, I.C.....	\$ 6,000.00 par année
M. Charles Boulva, I.C.....	3,000.00 par année
M. J.-S. Bryant, I.C.....	3,800.00 par année
M. J.-R. Desloover, I.C.....	5,000.00 par année
M. L.-Adrien Dubreuil, I.C.....	3,600.00 par année

M. Aimé Gervais, I.C.....	\$3,000.00 par année
M. René Laplante, I.C.....	3,800.00 par année
M. Armand Léger, I.C.....	3,400.00 par année
M. L.-Maurice Nantel, I.C.....	3,000.00 par année
M. A.-J. Papineau, I.C.....	3,100.00 par année
M. Maurice Prévost, I.C.....	4,200.00 par année
M. Charles Tremblay, I.C.....	3,300.00 par année
M. Ed. M. VanKoughmet, I.C.....	3,300.00 par année
M. C.-A. Ellis.....	6,500.00 par année
M. Antonio Carboneau.....	2,800.00 par année
M. Léon Gagné.....	2,200.00 par année
M. Chs-Henri Lemieux.....	2,200.00 par année
M. René Nadeau.....	2,200.00 par année
M. J.-A. Morin.....	5,200.00 par année
M. P.-A. Thibodeau.....	3,000.00 par année
M. Chs-E. Pelletier.....	2,000.00 par année
M. Paul Bédard.....	1,800.00 par année
Mlle Kathleen Haynes.....	1,400.00 par année
Mlle Rose Fournier.....	1,100.00 par année
Mlle Mireille Thibault.....	1,400.00 par année
Mlle Aline Tousignant.....	1,000.00 par année
Mlle Aline Delfosse.....	1,200.00 par année
M. Maurice Ahern.....	800.00 par année

Les employés dont les noms suivent ont été engagés depuis le 24 mai 1945:

M. Ed.-A. Ryan, I.C., \$300.00 par mois plus \$50.00 frais de représentation;	
M. Sylvain Thibault, I.C.....	\$2,400.00 par année
M. Jos.-Henri Morin, I.C.....	2,400.00 par année
M. Marcel Lefebvre, I.C.....	2,700.00 par année
Mlle Thérèse Charlebois.....	1,200.00 par année
Mlle Claire Morin.....	1,200.00 par année
Mlle Carmen Lelièvre.....	1,200.00 par année
Mlle Madeleine Beaumier.....	1,200.00 par année
Mlle Henriette Alluisi.....	1,200.00 par année

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

1. et 2. Conformément aux suggestions et recommandations de la commission présidée par le très honorable Ernest Lapointe et pour répondre aux besoins publics, deux organismes distincts ont été créés: la Régie provinciale de l'électricité et la Régie provinciale des transports et communications.

Quant à la Régie provinciale des transports et communications:

Antoine Lamarre.....	\$10,000.
E.-Charles Girouard...	8,500.
Roger Desjardins.....	3,600. (transféré de l'Hydro-Québec)
Thomas Cabana.....	2,000.
Maurice Dupuis.....	2,000.
Louis Favre.....	2,000.
Joseph Fortier.....	2,000.
Clément-P. Gagné.....	2,000. (transféré à la Sûreté)
Aimé Laplante.....	2,000.

Albert Martineau.....	\$2,000.
René Rajotte.....	2,500. (transféré du département du procureur général)
Marielle Beaulieu.....	1,500.
Pauline Bussière.....	1,200. (transférée du département du travail)
Lucille Chabot.....	1,000.
Gabrielle Lachance	1,200. (transférée du greffe des appels)
Pauline Lagacé- Lavoie.....	100. par mois
Lucine Picard.....	1,000.

Les personnes dont les noms suivent faisaient partie du personnel de la Régie des services publics instituée par le gouvernement précédent et ont été réengagées à la Régie provinciale des transports et communications instituée par le gouvernement actuel:

Alexandre Larivière.....	\$ 8,500.00
A. W. G. MacAllister.....	8,500.00
M. Joseph Ahern.....	4,800.00
J.-U. Archambault.....	5,000.00
Charles-H. Boisvert.....	6,000.00
Gustave St-Jacques.....	5,000.00
Armand Beaudry.....	1,800.00
Marcelle Aubry.....	800.00
René Bernier.....	1,400.00
Joseph Bouchard.....	1,200.00
Grégoire Bussiès.....	1,200.00
Marguerite DeBlois.....	1,000.00
Gabrielle Durand.....	800.00
Jeanne Gauvreau.....	1,200.00
Gabrielle Lemay.....	900.00
Corinne Michaud.....	1,200.00
J.-Edmond Paquet.....	1,200.00
Cécile Raymond.....	900.00
Marie-Boucher Thibadeau.....	1,200.00
Yvonne Turcotte.....	1,500.00

Département des Ressources hydrauliques

M. Plourde (Arthabaska): Depuis le 1^{er} juin 1945 inclusivement jusqu'au 13 février 1946, inclusivement:

1. Quelles sont les personnes qui ont obtenu des positions ou fonctions payées en vertu du chapitre 32, 9 George VI, 1945, intitulé: Loi constituant le département des Ressources hydrauliques?

2. Quel est le salaire payé par la province à chacune de ces personnes?

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): 1. et 2. Un seul nouvel employé a été nommé, le sous-ministre, M. Adjutor Dussault, C.R., dont le salaire est de \$6,000 par année.

Explications sur des faits publiés:

Éditoriaux parus dans deux journaux libéraux¹

M. Chaloult (Québec): Deux journaux libéraux m'ont attaqué dans leurs articles éditoriaux pour me reprocher d'avoir réclamé un drapeau canadien avec des fleurs de lys. C'est précisément le contraire que j'ai dit.

J'ai proposé que le Canada adopte un drapeau vraiment distinctif, qui ne reproduise ni l'Union Jack, ni le drapeau de la France, ni aucun signe de servilisme quelconque.

J'ai cependant ajouté que même si nous avions un drapeau canadien, il faudrait conserver dans la province de Québec le drapeau fleurdelisé. La mauvaise foi des deux rédacteurs est évidente, d'autant plus que leurs correspondants parlementaires ont bien rapporté mes paroles.

Projets de loi:

Prêts hypothécaires d'Hydro-Québec et de Beauharnois Power Company

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 3 autorisant Hydro-Québec et Beauharnois Light, Heat and Power Company à favoriser la diffusion de la petite propriété parmi leurs employés soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Pensions des employés d'Hydro-Québec et de Beauharnois Power Company

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 4 assurant des pensions aux employés d'Hydro-Québec et de Beauharnois Light, Heat and Power Company soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Godbout (L'Islet) demande au ministre d'expliquer son bill.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Le bill pourvoit à un système de pensions contributives. Ce fonds de pension sera modelé sur le principe de celui des fonctionnaires civils de la province, à l'heure actuelle. Les employés paieront 3 % et l'Hydro-Québec et la Beauharnois paieront le double, c'est-à-dire 6 %. Si le fonds devient insuffisant, l'Hydro et la Beauharnois combleront le déficit par une contribution spéciale. Il faudra avoir au moins dix ans de service pour avoir droit à la pension.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de Maurice Tellier (Montcalm)

M. Godbout (L'Islet): Je suis favorable au projet, mais j'eus trouvé plus normal que le fonds de pension fût créé par les deux corporations elles-mêmes, ce qui aurait davantage consacré leur indépendance. Nous avons donné à ces deux organisations en les créant une indépendance complète et nous regrettons que le gouvernement actuel continue de saboter notre œuvre.

L'Hydro et la Beauharnois, corporations censées indépendantes du gouvernement, devraient avoir un fonds de pension basé sur le même principe que le fonds de pension de la province. La contribution de 3 % de la part des employés n'est peut-être pas suffisante pour assurer un fonds de pension solide et durable.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je dirai au chef de l'opposition que l'Hydro-Québec est plus indépendante du gouvernement que l'Hydro-d'Ontario du gouvernement d'Ontario. C'est l'Hydro-Québec et la Beauharnois qui nous ont demandé cette loi dans le but d'uniformiser le système du fonds de pension.

Le fonds de pension en question ne pouvait être constitué sans une loi spéciale. Le gouvernement est propriétaire de l'Hydro, mais actionnaire de la

Beauharnois. Une compagnie est productrice et l'autre distributrice. Au fond, c'est la même entreprise, mais au point de vue légal, ce sont deux choses différentes. Le projet de loi constitue un fonds de pension commun pour les deux corporations. Les employés paieront 3 %, les corporations 6 % et aussi, l'argent retenu pour les pensions depuis le 15 avril 1944 des employés de la Montreal Light, Heat & Power, Cons. ira dans un fonds.

Cependant, s'il arrive des cas exceptionnels, tels qu'épidémie, hécatombe, et qu'il y ait déficit, le déficit sera comblé par les deux organismes. Une contribution spéciale sera répartie entre elles proportionnellement au salaire payé.

Au sujet de l'argent prélevé par la Montréal Trust, les employés de la compagnie n'ont jamais été légalement protégés par le fonds de pension de la compagnie étant donné qu'il n'y avait aucune obligation de la compagnie de leur payer une pension.

Il y a maintenant une protection pour eux et ils pourront recevoir une pension sur la base des règlements de la Montreal, Light, Heat and Power, alors que les nouveaux employés seront protégés par le règlement administratif relatif aux pensions qui sera passé par la Commission.

M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) pose une question sur les taux d'intérêt.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le taux de 3 % a été établi par des actuaires et il doit être suffisant pour prendre soin de tous les cas. La contribution des fonctionnaires de la province est de 5 %. Je n'ai aucune hésitation à dire que le fonds de pension que nous créons, à 3 %, est meilleur que le fonds de pension des autres employés civils de la province.

M. Hartt (Montréal-Saint-Louis): Une contribution de 3 % c'est généreux pour les employés. Mais, en définitive, ce sont les contribuables de Montréal qui paieront si le fonds de pension n'est pas suffisant. Un sous-paragraphe du projet stipule, en effet, que si le fonds est déficitaire, le déficit sera comblé par une contribution spéciale de l'Hydro et de la Beauharnois.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Notre projet de fonds de pension prévoit beaucoup pour l'avenir des employés. Comme question de fait, je n'hésite pas à dire que le système que nous voulons créer sera infiniment supérieur à celui de la province, qui n'existe que sur le papier, seulement.

M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Le gouvernement veut bâtir des maisons et donner des pensions aux employés de l'Hydro. Très bien, mais il devrait commencer par payer les actionnaires de la compagnie que nous avons étatisée.

(Applaudissements à gauche)

Quels fonds de pension offre-t-on aux employés de l'Hydro? Les fonctionnaires de la province paient 5 % de leur salaire au fonds de pension, le gouvernement paie pour un autre 5 %.

Les employés de l'Hydro ne paieront que 3 %. S'ils quittent le service de l'Hydro avant 10 ans, ils ne seront pas remboursés des versements qu'ils auront faits, tandis que les fonctionnaires de la province ont droit à un remboursement en tout temps. Quelle loi de camouflage! Il y a injustice à faire payer les fonctionnaires plus cher et il y a injustice criante à l'égard de certains employés de l'Hydro. Dans le cas des employés de l'Hydro qui ont dépassé l'âge de 55 ans, ceux-ci sont forcés de verser 3 % de leur salaire sans aucun espoir de retour. Car, à 65 ans, ils devront quitter leur emploi et on ne leur remboursera rien du tout.

Il ne lui semble pas suffisant d'établir un fonds de pension protégé. Alors que c'est bien pour l'Hydro-Québec d'établir un tel fonds, il faudrait également indemniser les actionnaires de la Montreal Light Heat & Power Company qui attendent encore une compensation.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): C'est de la confiscation et j'appuie les remarques de l'honorable député de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce (M. Mathewson).

M. Chaloult (Québec): Je rappelle que la majorité des employés de la Commission hydroélectrique étaient des représentants de la minorité anglaise. Les quatre cinquièmes des salaires payés le sont aux représentants de la minorité anglaise.

Le gouvernement n'est pas responsable, mais c'est un fait et il est très urgent de corriger la situation. La condition est survenue parce que c'était une compagnie qui s'en occupait avant, mais maintenant que la province est propriétaire de l'entreprise, il devrait y avoir des corrections et des postes devraient être offerts pour représenter la population ethnique de la province, au lieu d'offrir de gros salaires aux représentants d'une minorité. Le total des salaires devrait être en proportion de la majorité raciale de toute la population.

C'est une situation injuste pour les nôtres que l'on ne tolérerait pas à Toronto. Pourquoi la tolérer

ici? En Ontario, des présents comme ceux qui sont donnés ici à la minorité ne sont pas offerts et ça devrait être ainsi et il n'y a aucune raison pour que les minorités d'ici reçoivent de tels cadeaux.

M. Hartt (Montréal-Saint-Louis): On parle trop des majorités et des minorités. Je regrette que l'on ait soulevé la question de races.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
À l'ordre.

M. Hartt (Montréal-Saint-Louis): C'est tout ce que je voulais dire.

M. Dumoulin (Montmorency): Les employés de l'Hydro et de la Beauharnois seront obligés de contribuer au fonds de pension?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Certainement.

M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Pourquoi alors faire payer 5 % aux fonctionnaires et 3 % aux employés de l'Hydro et priver ces derniers de tout remboursement quand ils auront payé durant 9 ans pour rien?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
L'Hydro-Québec et la Beauharnois sont administrées sur des bases d'affaires et la province, sur des bases démocratiques.

M. Godbout (L'Islet): Pourquoi laisser ainsi les employés dans une situation embarrassante? L'histoire de la Montreal Power prouve que le fonds de pension de cette compagnie a été généreux, parfois, pour certains employés. Le sachant, les employés actuels se demanderont quoi faire.

Si on ne rembourse pas les employés de l'Hydro à moins qu'ils aient payé durant 10 ans et plus, on devrait au moins les laisser libres de bénéficier du fonds de pension ou non.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier) propose un amendement pour assurer aux membres du fonds de pension un remboursement des argentés qu'ils auront versés, s'il arrive qu'ils quittent leur emploi avant qu'ils arrivent à l'âge de prendre leur pension. Autrement, ce serait comme une confiscation de leur salaire.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Dans la constitution d'un fonds de pension, il y a

tellement d'éléments futurs, accidents, épidémies, etc., qu'il faut que la loi en tienne compte. Si les employés de l'Hydro ne veulent pas souscrire au fonds de pension, ils n'ont qu'à démissionner.

Dans tout fonds de pension, il y a des risques qui ne doivent pas être portés par une seule partie. Il n'y a pas que le gouvernement ou l'Hydro qui doivent prendre des responsabilités dans l'élaboration d'un plan de pension, les employés également. Ce n'est que juste. Les corporations paient un fort pourcentage, elles assument tous les risques et elles doivent bénéficier de certains aléas.

Les employés de l'Hydro, comme tous ceux qui prennent des assurances, doivent subir les risques du jeu. Dans les compagnies d'assurance, ceux qui cessent de payer perdent leur mise de fonds originale.

Il cite en exemple la loi de l'assurance-chômage. Grand nombre de personnes qui vont payer toute leur vie leurs cotisations n'en tireront cependant jamais un sou si elles travaillent constamment. La loi les oblige à payer de toute façon cependant. Ce sera la même chose dans ce cas-ci et c'est partie des aléas que comporte toujours un fonds de pension.

Mon honorable ami de Montréal-Laurier (M. Laurendeau) ne prendra jamais le pouvoir et c'est heureux parce qu'il y a là une question de sécurité.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): Même au nom de la sécurité, on n'a pas le droit d'obliger un homme à payer au fonds de pension en refusant de le rembourser s'il quitte le service. On semble vouloir geler les employés de l'Hydro et de la Beauharnois à leur emploi.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
C'est de nature à assurer la sécurité du patron et de l'ouvrier. Si l'on peut réussir à développer la sécurité de l'employeur et de l'employé, ce sera une bonne politique. Il n'y a pas de doute que le travail et la persévérance dans l'emploi sont un gage de succès.

M. Godbout (L'Islet) appuie les remarques du député de Montréal-Laurier. Il s'agit, dit-il, d'un principe très important. Les employés civils paient une contribution de 5 % mais ont droit à un remboursement lorsqu'ils quittent le service.

Les employés de l'Hydro et de la Beauharnois n'ont pas de garanties de stabilité. Ils préféreraient sans doute payer 4 % au lieu de 3 % de contribution et avoir droit au remboursement de ce qu'ils ont versé. Ce serait un excellent moyen d'assurer la sécurité sociale de tous ces gens.

Si le premier ministre continue à présenter des lois de camouflage comme celle-ci, le groupe du député de Laurier a des chances d'avoir plus de députés que l'Union nationale ici après les prochaines élections.

Le premier ministre est même certain de ne jamais reprendre le pouvoir lorsque le peuple jugera des lois semblables.

Le premier ministre dit: "L'Hydro ne remboursera pas les employés qui n'auront pas 10 ans de service et payé pendant 10 ans. Par conséquent, si les employés ne sont pas contents, qu'ils s'en aillent". C'est bien mal comprendre la sécurité sociale et, sur ce point, nous devrions mettre de côté nos différends politiques.

(Applaudissements à gauche)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Pour les employés qui laissent leur emploi avant d'atteindre 10 ans de service, leur dépôt est perdu. Après cette période, ils auront droit à une partie de leur pension.

M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Je répète que le gouvernement est injuste pour toutes les catégories d'employés de la province, en particulier pour ceux qui, forcés de payer durant 9 ans, quitteront le service de l'Hydro et ne recevront pas un sou de ce qu'ils auront payé au fonds de pension. Cette mesure est injuste pour les employés comptant 50 ans ou plus d'années de service, car ils ne pourront pas bénéficier du système de pension.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Comme la participation des employés au fonds est volontaire, ils ne sont pas obligés d'y souscrire. Alors ils sont tous protégés. Depuis que l'Union nationale est au pouvoir, aucun changement n'a été apporté au personnel de l'Hydro, sauf ceux qui étaient nécessaires pour remplacer les personnes décédées et ceux qui avaient quitté volontairement leur poste.

Les articles 1 à 6 sont adoptés.

L'article 7 est amendé en ajoutant après les mots: "Beauharnois Light, Heat and Power Company", les mots: ", leurs compagnies subsidiaires et composantes".

L'article 7, tel qu'amendé, est adopté.

Les articles 8 à 13 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 4 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

Spécialistes en génie électrique

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 5 pour aider les jeunes et former des spécialistes en génie électrique soit maintenant lu une deuxième fois.

Il s'agit d'une excellente initiative de la part du gouvernement de l'Union nationale. À plusieurs reprises dans le passé, nous avons constaté que nous n'avions pas d'ingénieurs électriciens en quantité suffisante, qu'il nous manquait des compétences. Nous avons dû aller en chercher ailleurs. C'est ce vide que nous voulons combler, et cela est tout particulièrement important dans une province comme la nôtre. Je ne connais pas, dans le moment, de carrière aux perspectives plus brillantes que celle d'ingénieur en génie électrique, à cause de l'électrification rurale et du développement minier.

Le but de la loi est d'aider les étudiants en génie électrique qui veulent se perfectionner, de leur permettre de profiter des leçons et des connaissances pratiques d'ingénieurs de réputation internationale.

Nous avons cru devoir donner aux étudiants l'occasion d'acquérir des connaissances nouvelles grâce à cette loi. Il y a à l'Hydro-Québec des ingénieurs de réputation internationale. Nous demandons à la Chambre d'autoriser l'Hydro-Québec et la Beauharnois à dépenser \$20,000 par année pour payer ces ingénieurs qui donneront des cours gratuits aux étudiants et pour assurer une légère rémunération aux étudiants qui suivront ces cours durant leurs vacances. Cela vaut mieux que de leur donner des bourses pour aller étudier à l'étranger.

Autrefois, on envoyait un certain nombre d'étudiants à l'étranger, grâce à un système de bourses qui coûtait fort cher et qui ne favorisait qu'un nombre restreint d'étudiants. Avec cette loi dans le domaine précité, on va favoriser un grand nombre de nos jeunes gens qui veulent se spécialiser en génie civil et en génie électrique en faisant venir chez nous les compétences. Il n'y a pas de système de bourses qui vaille cette loi. Il n'y a pas eu de meilleure loi pour aider la race.

M. Godbout (L'Islet): Si le gouvernement actuel n'a pas l'ambition de faire mieux que cela pour la race canadienne-française, la race vivra bien maigrement parce que cette loi ne veut absolument rien dire.

L'Hydro-Québec est déjà autorisée à faire tout ce que ce bill veut autoriser. Présentement, la Commission et la compagnie peuvent embaucher qui ils veulent, lorsqu'ils le veulent, peu importe leur âge et s'ils sont des étudiants ou non. Elle a le droit de faire tout ce qui est possible pour aider les jeunes gens, en particulier les étudiants en génie électrique, à recevoir un entraînement pratique.

Le principe en est bon parce qu'il cherche à permettre aux étudiants à améliorer leurs connaissances, mais la loi n'est pas nécessaire. Elle ne fait que limiter à \$20,000 par année la dépense que l'Hydro-Québec et la Beauharnois pourront faire à cette fin et qui, actuellement, sont sans limite.

Jusqu'à maintenant, l'Hydro pouvait dépenser \$100,000 par année pour aider des étudiants à se spécialiser dans le génie électrique. L'Hydro et la Beauharnois, comme toutes les autres compagnies, pouvaient faire étudier le nombre de gens qu'on voulait et les envoyer à l'endroit de son choix. Si cela satisfait le premier ministre, tant mieux pour lui.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): La loi ne mérite peut-être pas le lyrisme du premier ministre ni le pessimisme du chef de l'opposition. Il approuve le principe de la loi et appuie la nécessité d'encourager nos jeunes à s'engager dans les carrières scientifiques.

M. Hamel (Saint-Sauveur) approuve le principe du bill. Mais, soutient-il, il est inutile parce que les deux corporations ont le droit de faire ce que la loi leur permet actuellement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) nie cet avancé.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier) veut parler de la nécessité de manuels français pour les étudiants en génie électrique.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a déjà une motion à ce sujet sur le *Feuilleton* de la Chambre. Il y a une motion, peut-être un bill qui s'en vient.

M. Chaloult (Québec): La loi est une excellente affaire parce qu'elle évitera les critiques

toujours possibles qui pourraient être faites si l'Hydro décidait à un moment donné d'employer une vingtaine d'étudiants. L'intention du gouvernement paraît bonne et favorise les carrières scientifiques, où les nôtres sont si peu représentés.

Je répète que l'Hydro-Québec est dominée par la minorité anglaise. Les Canadiens français n'ont pas leur part et ne sont pas favorisés. C'est le commissaire McCammon qui dirige l'emploiement à l'Hydro et il ne favorise pas les nôtres. J'ai une documentation formidable à ce sujet. Je demande au premier ministre de ne pas oublier d'accorder des bourses aux étudiants canadiens français.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il est élémentaire que l'Hydro-Québec n'a pas le pouvoir d'employer des étudiants et de se servir de ses techniciens et de ses ingénieurs de réputation mondiale pour donner des cours aux étudiants pauvres durant leurs vacances.

La loi était absolument nécessaire. C'est à la suite de conseils de juristes que le gouvernement a décidé de la présenter. Il ne s'agit pas pour les étudiants de faire du travail proprement dit, mais d'obtenir les moyens de s'instruire et de profiter des connaissances d'ingénieurs très réputés.

M. Francoeur (Montréal-Mercier): La profession d'ingénieur électrique s'impose dans la province depuis la nationalisation de l'électricité. Le gouvernement Godbout a fondé une école de génie électrique. Nous avons déjà d'excellents ingénieurs parmi les nôtres et l'on peut en rencontrer à la General Electric. Ils ont reçu leur formation lorsque la province était administrée par des gouvernements libéraux.

(Applaudissements à gauche)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): À l'ordre!

M. Francoeur (Montréal-Mercier): Le premier ministre ne me bâillonnera pas. J'ai dit ce que je voulais dire.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de Maurice Tellier (Montcalm)

M. Francoeur (Montréal-Mercier): La loi n'ajoute rien aux pouvoirs que possède l'Hydro-Québec.

M. Godbout (L'Islet): Je défie le premier ministre de me trouver dans la province un avocat qui appuie ses prétentions à l'effet que la Commission hydroélectrique, par sa constitution, ne peut employer d'étudiants. Pourquoi l'Hydro ne pourrait pas le faire quand toutes les compagnies importantes de la province le font? Pourquoi priverait-on l'Hydro de l'avantage de préparer des hommes pour l'avenir?

Le premier ministre cherchera à tirer des avantages électoraux de cette loi, mais celle-ci limite tout simplement à \$20,000 le montant que l'Hydro pourra dépenser pour aider les étudiants et payer les ingénieurs qui donneront des cours.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les seuls pouvoirs de l'Hydro sont de fournir le gaz et l'électricité, pas autre chose. Sans cette loi, l'Hydro ne pourrait dépenser un seul sou pour aider et faire donner des cours gratuits par ses ingénieurs aux étudiants pauvres. Nous avons affecté une somme de \$20,000 à cette fin. Si nous demandions plus, l'opposition critiquerait et trouverait que la dépense est exagérée. On nous accuserait de prendre les fonds à même l'argent qui doit être affecté à la réduction des taux.

M. Godbout (L'Islet): Le premier ministre se trompe sur l'attitude de l'opposition. S'il changeait le chiffre de \$20,000 pour \$200,000, cela ne changerait rien dans la province. Je voterais avec plaisir le montant, à condition que la loi ait quelque utilité. Mais le zéro qu'il ajouterait ne changerait pas la loi, qui est inutile.

M. Dumaine (Bagot): Cette loi ne donnera aucun résultat pratique. Le premier ministre dit qu'une partie de l'argent va servir à payer des ingénieurs de l'Hydro qui donneront des cours. Si on veut aider les étudiants en génie électrique, qu'on leur donne la chance de travailler dans une grande entreprise comme l'Hydro-Québec. Ils pourraient y faire le travail que des officiers spécialisés accomplissent.

Dans la majorité des cas, les étudiants qui ont des diplômes n'aiment pas toujours le travail manuel.

Ils ont peur de se salir les mains. Mais, si on leur en fournit l'occasion, ils deviendront des hommes pratiques.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Bagot dit que les étudiants sont paresseux.

M. Dumaine (Bagot): Je n'ai jamais dit cela.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je proteste contre les paroles du député de Bagot qui nous a habitués à mieux que cela.

M. Dumaine (Bagot): Le premier ministre a recours à sa vieille tactique. Il m'a mis dans la bouche des paroles que je n'ai jamais prononcées. Il y a des étudiants qui ont gagné leurs cours en travaillant dans le passé. J'en suis un.

(Applaudissements à gauche)

Il y en a encore. Mais il y a des étudiants qui n'aiment pas le travail manuel. À la Marine Industries de Sorel, on a fait venir des étudiants et on leur a proposé de travailler dans les usines. Sur 20, il n'y en a que trois qui ont accepté. Si nos jeunes gens apprenaient ce que c'est que de commencer au bas de l'échelle, nous aurions parmi les nôtres un plus grand nombre de capitaines d'industries.

(Applaudissements prolongés à gauche)

M. Leduc (Laval): À l'École polytechnique, les étudiants ne demandent pas mieux que de travailler dans les usines. Jamais le député de Bagot n'a laissé entendre que les étudiants manquaient de courage. Les étudiants sont courageux et ils veulent avoir une formation pratique.

Les grandes compagnies font toutes ce que fait actuellement le gouvernement. Il cite le cas de la Shawinigan Water and Power.

M. Francoeur (Montréal-Mercier): Les étudiants pourront-ils travailler à la construction?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les heures des cours en génie civil ne concordent pas avec les heures de travail dans les grandes entreprises.

M. Dumaine (Bagot): Qui fera les recommandations à l'Hydro pour l'octroi des bourses? Le directeur de l'École Polytechnique ou le gouvernement? Il suggère de n'accepter que les recommandations des directeurs des écoles.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Les étudiants seront recommandés par les commissaires de l'Hydro, dont quatre ont été nommés par le gouvernement libéral.

M. Bienvenue (Bellechasse): S'il y a 75 demandes d'étudiants et qu'il n'y a que 50 places, qui fera le choix?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Les commissaires de l'Hydro!

M. Dumaine (Bagot): Je me demandais pourquoi le notaire Savoie avait été nommé directeur de l'Hydro-Québec². Je le sais maintenant.

Les articles 1 à 4 sont adoptés.

Rapport du comité:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 5 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Loi
des licences**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 11 modifiant la loi des licences soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté, après division.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 11 modifiant la loi des licences.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

Il propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de Maurice Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose: 1. Que l'article 139 de la loi des licences (Statuts refondus, 1941, chapitre 76) soit remplacé par le suivant:

"139. L'expression "distributeur automatique" désigne toute machine et tout appareil, munis ou non de mécanisme, automatique ou autre, et tout autre objet ou ensemble d'objets, quelle qu'en soit la forme et quel que soit le nom sous lequel il est communément connu, qui sert ou est destiné à servir ou dont la confection ou l'agencement indique qu'il est destiné à servir à la vente ou à la livraison de marchandises, de services, de récréation, d'amusement ou d'objets quelconques, soit par fonctionnement automatique, soit par l'adresse ou grâce au choix de l'opérateur, soit par suite du hasard ou de la chance ou d'une combinaison de l'adresse de l'opérateur et du hasard ou de la chance.

"L'expression "distributeur automatique" ne comprend pas les appareils visés par la loi concernant les appareils de jeu (10 George VI, chapitre (insérer ici le numéro du chapitre du bill 10))."

2. Que l'article 140 de ladite loi soit modifié en remplaçant le paragraphe 1^o par le suivant:

"1^o Sans avoir obtenu une licence annuelle à cet effet, laquelle est émise sur paiement des droits prévus par l'article 140a; et".

3. Que ladite loi soit modifiée en y insérant, après l'article 140, le suivant:

"140a. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, pour les fins de la présente section XV, classer les distributeurs automatiques d'après leur nature, leur objet et leur mode de fonctionnement et déterminer les droits exigibles pour l'obtention d'une licence prévue par l'article 140.

"Ces droits doivent être les mêmes pour chacun des distributeurs classés dans la même catégorie, mais ils peuvent être différents selon les catégories résultant de cette classification et suivant le lieu où ils sont mis en opération.

"Ces droits ne doivent dans aucun cas excéder mille dollars pour chaque distributeur automatique. Ces droits seront payables quinze jours

après leur publication dans la *Gazette officielle de Québec*."

4. Que la loi qui sera basée sur les présentes résolutions entrera en vigueur le 1^{er} mai 1946.

Ce projet de loi complète celui qui a été adopté la semaine dernière au sujet des gobe-sous³. Ce dernier ne couvre peut-être pas tout et le gouvernement propose une autre mesure qui, apportant des modifications à la loi générale des licences, aidera considérablement à empêcher la population de se faire exploiter par ceux qui veulent transgresser les lois par toutes sortes de moyens.

Il donne le pouvoir au gouvernement d'imposer une licence de \$1,000 par machine, après avis de quinze jours, et ce, sur toutes les machines automatiques. Pourquoi? Pour déjouer les gens qui s'ingénient à violer et à contourner la loi, surtout depuis que la Cour suprême a donné une définition restrictive des "slot-machines".

Il y a une foule d'appareils qui n'entrent pas dans cette définition, qui par conséquent ne sont pas illégaux au point de vue du Code criminel, et qui cependant contribuent à alimenter la passion du jeu et des paris. Nous voulons imposer une licence qui sera prohibitive et qui nous aidera à faire la guerre au jeu.

Il se peut en effet qu'on se serve de machines automatiques tout à fait inoffensives en leur faisant subir des ajustements qui les transformeraient en machines illégales, au sens de cette loi. Nous voulons maintenant éviter que les machines automatiques soient utilisées à des fins illégales. La loi ne vise pas la machine à gomme, à cigarettes, à bonbons, la machine à Coca-Cola, ou d'autres distributeurs automatiques légaux.

La loi ne vise pas non plus les téléphones publics. Cependant, dans ce dernier cas, si on emploie des appareils téléphoniques dans les "bookies", ou pour d'autres fins illégales, nous aurons les pouvoirs d'agir. Elle ne vise que les appareils qui servent à encourager le jeu ou les paris. Et il y en a de toutes sortes, car l'ingéniosité des criminels ne connaît pas de bornes.

Mon but est de prévenir la transformation des machines automatiques en instruments de jeux illégaux comme les "slot-machines". Nous demandons donc des pouvoirs étendus pour combattre l'ingéniosité de ceux qui changent l'objet de toutes les machines automatiques. Avec la présente législation, toute machine devant être enregistrée, le gouvernement pourra plus facilement contrôler les machines automatiques en opération. Notre première

loi couvre le cas des "slot-machines", la loi actuelle couvrira le cas de toute autre machine à jeu qui pourrait être mise en opération par ces sortes de gens qui se font un plaisir de transgresser les lois.

M. Godbout (L'Islet): Si la loi n'a pas d'autre objet que celui de faire la guerre aux machines de jeux de hasard, son intention est bonne, mais elle va malheureusement bien au-delà et elle met entre les mains du gouvernement un pouvoir discrétionnaire et exorbitant.

Si le gouvernement veut combattre les appareils de jeu, nous en sommes, mais il n'est pas convenable de lui donner pour cela le pouvoir de taxer toutes les machines automatiques. Nous devons exiger plus de précision dans une loi. Que l'on dresse une liste des machines que l'on veut taxer! Mais nous ne pouvons voter une loi aussi imprécise et qui peut donner lieu à des abus.

Il y a une foule de machines automatiques qui n'ont pas d'autre objet que celui d'assurer la livraison rapide des marchandises. Ces machines épargnent de la main-d'œuvre et constituent un progrès. On pourra les taxer et se mettre ainsi en travers du progrès. Il ne faudrait pas ennuyer les marchands qui en ont avec des tracasseries de toutes sortes.

Si le gouvernement veut atteindre les jeux de hasard, qu'il se limite aux jeux de hasard. Le principe posé est mauvais et la loi va trop loin.

M. Francoeur (Montréal-Mercier): Est-ce le retour camouflé de la taxe de luxe? En effet, la mesure vise à compenser le gouvernement pour les pertes qu'il a essayées lorsque le Conseil législatif a rejeté le projet de loi de la taxe de luxe de 6 % l'année dernière.

M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): La loi donne au gouvernement un pouvoir illimité de taxation, par simple arrêté ministériel, et je m'y oppose formellement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a dans nos Statuts d'innombrables lois qui donnent au gouvernement le droit d'imposer n'importe quelle taxe. Par exemple, le lieutenant-gouverneur en conseil a l'autorité d'imposer une taxe à certains courtiers autant qu'il le veut, même \$50,000 par année en raison d'une erreur dans un amendement à la loi sur les permis en 1928.

Sous les gouvernements antérieurs, il a été convenable d'augmenter les permis par décret, sans

avoir à consulter la Chambre. En effet, le lieutenant-gouverneur en conseil avait beaucoup de latitude à l'égard de la modification des droits de permis, comme il a été démontré précédemment.

M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Eh bien, ce sont de mauvaises lois!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député ne s'en souvient pas parce qu'il n'était pas membre de la Chambre à l'époque et qu'il était très occupé par sa candidature comme maire de Montréal cette année-là.

C'est le seul moyen de nous débarrasser des "slot-machines". Le gouvernement a tenté pendant plusieurs mois de débarrasser certaines villes des "slot-machines". Il a rencontré des difficultés particulières. Parfois, les propriétaires étaient avertis de la venue de la police et les appareils disparaissaient. Bref, il est difficile d'agir, surtout depuis le jugement de la Cour suprême.

En face de cette situation, j'ai consulté des avocats éminents pour trouver des moyens de lutter contre cette menace. J'ai d'abord pensé à imposer une licence assez élevée pour décourager les gens de posséder de ces machines puis j'ai appris que la province du Nouveau-Brunswick avait passé une loi pour défendre la possession de ces "slot-machines". Québec a alors suivi l'exemple de cette province de l'Est.

Nous avons copié la loi du Nouveau-Brunswick, avec des modifications, contre les "slot-machines". Cette loi avait été préparée par M. John Crankshaw, associé de l'honorable Édouard Asselin⁴. Nous avons amélioré cette loi, mais, comme nous constatons qu'il est extrêmement difficile de faire disparaître les "slot-machines", nous présentons une deuxième loi.

M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): En temps de guerre, un gouvernement dirigeant par ordres en conseil est admissible, mais pas en temps normal.

M. Francoeur (Montréal-Mercier): Le premier ministre n'est pas aimable pour l'honorable M. Asselin et son associé. Il nous dit qu'il a dû corriger une de leurs lois. La loi que l'on nous présente n'atteindra pas encore les tables de barbottes.

M. Godbout (L'Islet): La définition contenue dans le bill est trop large.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il faut faire le bill assez large pour prévoir tous les

cas étant donné l'ingéniosité dont on fait preuve pour éluder la loi. Je répète qu'il n'est pas question de taxer les machines automatiques légales.

M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) demande au premier ministre de publier dans la *Gazette Officielle de Québec* la liste des licences imposées par le gouvernement sur ces machines. De cette façon, tout le monde sera traité sur le même pied.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) accepte la suggestion. Ces licences, dit-il, seront payables 15 jours après la publication officielle des tarifs.

Les résolutions sont adoptées.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que ces résolutions soient maintenant agréées. Adopté, après division.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 11 modifiant la loi des licences soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Centenaire du Collège Sainte-Marie

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 16 concernant le centenaire du Collège Sainte-Marie.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil. Adopté.

En comité:

Présidence de Maurice Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose: Attendu que le collège Sainte-Marie, dirigé à Montréal par les révérends pères Jésuites, projette de célébrer en 1948 le centenaire de sa fondation et de faire, à cette occasion, des améliorations et des agrandissements devenus nécessaires par suite de l'accroissement continu des demandes d'admission aux études;

Attendu que les anciens élèves de ce Collège, parmi lesquels figurent un grand nombre de citoyens en vue de la province et du pays, ont décidé de lui prouver de façon tangible leur reconnaissance et de l'aider, au moyen d'une souscription publique, à réaliser ses projets d'expansion;

Attendu qu'en raison des éminents services rendus à la cause de l'éducation depuis près d'un siècle par cette institution et de ceux qu'elle est appelée à lui rendre à l'avenir, il convient que la province s'associe à ce témoignage de gratitude et contribue à cette souscription;

En conséquence:

1. Que le trésorier de la province soit autorisé à payer, à même le fonds consolidé du revenu, à la corporation du Collège Sainte-Marie à Montréal, une somme de cinquante mille dollars à raison de dix mille dollars par année à compter du 1^{er} avril 1946, à titre de contribution du gouvernement de la province à la souscription publique que doivent organiser les anciens élèves du Collège Sainte-Marie, en témoignage de reconnaissance envers leur *Alma Mater*.

2. Que la loi qui sera basée sur les présentes résolutions entrera en vigueur le jour de sa sanction.

J'ai eu il y a quelque temps la visite des révérends pères Jésuites du Collège Sainte-Marie de Montréal. On m'a représenté que les anciens élèves de l'institution ont organisé une souscription publique en faveur du collège, leur *Alma Mater*, qui célébrera son centenaire en 1948. Ils ont demandé au gouvernement de faire sa part.

Je crois que la province doit contribuer à la célébration que veulent faire les anciens du Collège Sainte-Marie. J'ai accepté l'invitation avec beaucoup de plaisir et mes collègues ont été heureux de seconder ma proposition d'accorder une somme de \$50,000 à raison de \$10,000 par année durant cinq ans, à compter du premier avril 1946, d'autant plus que les anciens élèves avaient compris leurs

responsabilités et qu'il s'agissait de collaborer avec eux. Le Collège Sainte-Marie est une de nos belles institutions d'enseignement sous la direction de professeurs distingués, les révérends pères Jésuites. Son travail est fécond. Des milliers d'élèves lui font honneur.

M. Godbout (L'Islet) appuie le premier ministre. Parmi les œuvres éducationnelles de la province, dit-il, celle des révérends pères Jésuites est de celles qui nous intéressent le plus. Ces œuvres ont donné des résultats merveilleux pour notre jeunesse et je félicite le gouvernement du geste qu'il pose. Cet argent ne peut pas être mieux dépensé. Le bill actuel est un encouragement convenable.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): Comme ancien élève du Collège Sainte-Marie, j'approuve avec plaisir ce projet de loi⁵. Les Jésuites et le Collège Sainte-Marie ont rendu de grands services à notre race. Le bill est une façon tangible de le reconnaître.

M. Chaloult (Québec): Je ne suis pas un ancien élève, mais un admirateur des Jésuites, de leur hardiesse de pensée et de leur courage à dire la vérité dans les circonstances difficiles.

M. Dumaine (Bagot): Le centenaire sera célébré en 1948. Le gouvernement devrait se hâter pour que les \$50,000 soient payés pour cette date.

Les résolutions sont adoptées.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues et agréées.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 16 concernant le centenaire du Collège Sainte-Marie soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 16 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures.

Deuxième séance du 5 mars 1946

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 8 h 15.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:

Développement minier et industriel dans le Nouveau-Québec

L'honorable M. Robinson (Brome) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 20 pour faciliter le développement minier et industriel dans le Nouveau-Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi des syndicats professionnels

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 22 modifiant la loi des syndicats professionnels.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

École régionale d'agriculture à Sherbrooke

L'honorable M. Barré (Rouville) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 24 concernant l'établissement d'une école régionale d'agriculture à Sherbrooke.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Oka-sur-le-Lac

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 21 modifiant la charte de la ville d'Oka-sur-le-Lac.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

École forestière à Québec

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 19 pourvoyant à l'établissement, à Québec, d'une école forestière.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi des relations ouvrières

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 25 modifiant la loi des relations ouvrières.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi de la convention collective

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 26 modifiant la loi de la convention collective.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi du salaire minimum

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 27 modifiant la loi du salaire minimum.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charles-Édouard Cliche

M. Poulin (Beauce) propose, selon l'ordre du jour, que cette Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 103 autorisant la Chambre des notaires à admettre Charles-Édouard Cliche à l'exercice du notariat après examen.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 103 sans l'amender.

M. Poulin (Beauce) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Vente d'immeuble de Joseph Charest

M. Tellier (Montcalm) propose, selon l'ordre du jour, que cette Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 117 autorisant et ratifiant une convention de vendre un immeuble de feu Joseph Charest.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 117 sans l'amender.

M. Tellier (Montcalm) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Succession Hector Prévost

M. Ducharme (Laviolette) propose, selon l'ordre du jour, que cette Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 110 concernant la succession de feu Hector Prévost.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 110 sans l'amender.

M. Ducharme (Laviolette) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Succession Helen Peebles Hossack

M. Ducharme (Laviolette) propose, selon l'ordre du jour, que cette Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 113 concernant la succession de feu Helen Peebles Hossack.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté sans amendement.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 113 sans l'amender.

M. Ducharme (Laviolette) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Succession Charles-Francis Smith

M. Tellier (Montcalm) propose, selon l'ordre du jour, que cette Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 107 concernant la succession de feu Charles-Francis Smith.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 107 sans l'amender.

M. Tellier (Montcalm) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Société St. George de Montréal

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) propose, selon l'ordre du jour, que cette Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 115 concernant la Société St. George de Montréal.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 115 sans l'amender.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Woman's General Hospital

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) propose, selon l'ordre du jour, que cette Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 102 refondant et modifiant la charte de The Woman's General Hospital.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 102 sans l'amender.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

John Anderson Folkins

M. Blanchard (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que cette Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 128 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre John Anderson Folkins à l'exercice de l'art dentaire, après examen.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 128 sans l'amender.

M. Blanchard (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Succession Théophile Le Droit

M. Ducharme (Laviolette) propose, selon l'ordre du jour, que cette Chambre se forme en

comité plénier pour étudier le bill 109 concernant la succession de feu Théophile Le Droit.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 109 sans l'amender.

M. Ducharme (Laviolette) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Association des comptables généraux

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 138 constituant en corporation l'Association des comptables généraux licenciés de la province de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Donation faite par Olivier Robitaille

M. Tellier (Montcalm) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 108 relatif à une donation faite en un contrat de mariage par feu Olivier Robitaille soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Succession Anna Vallée-Cheff

M. Tellier (Montcalm) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 142 concernant la succession de dame Anna Vallée-Cheff soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Succession Léona Masse-Dufresne

M. Tellier (Montcalm) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 150 concernant la succession de dame Léona Masse-Dufresne soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Thetford Mines

M. Vachon (Wolfe) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 132 modifiant la charte de la cité de Thetford Mines soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Bernierville

M. Vachon (Wolfe) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 151 conférant certains pouvoirs à la corporation du village de Bernierville soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Lachine

M. Gatién (Maisonnette) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 136 modifiant la charte de la cité de Lachine soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Dorion

M. Sabourin (Vaudreuil-Soulanges) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 120 modifiant la charte de la ville de Dorion soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Drummondville

M. Bernard (Drummond) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 146 modifiant la charte de la cité de Drummondville soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Val-d'Or

M. Lesage (Abitibi-Ouest) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 112 concernant la ville de Val-d'Or soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Contrat entre Gatineau et International Plywoods

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 144 ratifiant certaines résolutions de la municipalité du village de Gatineau, dans le comté de Hull, et de la Commission scolaire de la municipalité scolaire de Saint-Jean-Vianney, dans le comté de Papineau, et certain contrat passé entre ladite municipalité et International Plywoods soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Développement minier et industriel dans le Nouveau-Québec

L'honorable M. Robinson (Brome) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 20 pour faciliter le développement minier et industriel dans le Nouveau-Québec.

Adopté.

École régionale d'agriculture à Sherbrooke

L'honorable M. Barré (Rouville) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 24 concernant l'établissement d'une école régionale d'agriculture à Sherbrooke.

Adopté.

École forestière à Québec

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 19 pourvoyant à l'établissement, à Québec, d'une école forestière.

Adopté.

Loi des relations ouvrières

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un

projet de résolutions relatives au bill 25 modifiant la loi des relations ouvrières.

Adopté.

Pensions des employés d'Hydro-Québec et de Beauharnois Power Company

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 4 assurant des pensions aux employés d'Hydro-Québec et de Beauharnois Light, Heat and Power Company soit maintenant lu une troisième fois.

M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)⁶ répète ce que l'opposition a répété ce qu'il a dit lors de la séance de l'après-midi, notamment, qu'il n'y a pas de provision pour un employé qui quitte la Commission avant d'avoir complété 10 ans de service.

Adopté, sur division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Motions des députés:

Logement unifamilial

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné mercredi le 27 février dernier, sur la motion de l'honorable M. Laurendeau (Montréal-Laurier) proposant:

Que le gouvernement de la province de Québec mette immédiatement à l'étude:

1. L'organisation ou la subvention de recherches intensives, pour en arriver, dans le plus bref délai et à quelque prix que ce soit - par des études de matériaux, d'architecture, d'urbanisme, de méthodes de construction ou d'organisations sociales, etc. - à donner à la famille nombreuse urbaine, la propriété à logement unifamilial et bon marché dont elle a un si pressant besoin;

2. La mise en train d'un système convenable de crédit urbain susceptible d'assurer le financement, à long et à court terme, et à des conditions d'intérêt et de remboursement suffisamment avantageuses, de tous les plans individuels ou collectifs, privés ou commerciaux, entrepris selon les plans établis par le gouvernement provincial.

M. Francoeur (Montréal-Mercier)⁷ souligne d'abord la rareté des matériaux de construction. Je demande au gouvernement, dit-il, de faire quelque

chose pour régler le problème du logement. Il invoque les statistiques pour montrer que le problème du logement à Montréal est très sérieux.

On a raison de dire, dit-il, que le manque de logements dans la province est dû à l'imprévoyance du gouvernement provincial. Les méthodes de la War Time Housing ne doivent pas être continuées⁸. Ces maisons ne sont pas construites sur des bases solides. Enfin, il approuve la motion du député de Montréal-Laurier (M. Laurendeau)

M. Lemieux (Beauharnois): Je félicite mon chef d'avoir présenté une motion de si grand intérêt. Je parlerai de la situation du logement dans les petites villes. La crise du logement n'existe pas seulement à Montréal, mais dans mon comté, à Valleyfield et à Beauharnois. Le gouvernement provincial à ce sujet devrait faire une enquête intensive.

La situation du logement fut aggravée au cours de la guerre par la migration constante vers les villes. Le crédit urbain, comme celui pour les agriculteurs du Québec, est le moyen de régler la situation. Le gouvernement devrait y apporter une attention immédiate. Si nous voulons travailler dans le sens de nos intérêts familiaux, sociaux et nationaux, notre devoir est de voir à instaurer un système qui permettra aux masses d'avoir accès à la propriété par la création d'un système de crédit urbain.

M. Bergeron (Stanstead) aborde également la question de la situation dans les petites villes. L'ouvrier ne demande pas la charité, dit-il, mais l'assistance du gouvernement. Je suis favorable à la motion car un crédit urbain, c'est le seul moyen pour les ouvriers de venir à posséder une maison bien à eux. L'institution d'un crédit urbain est très complexe, mais j'espère que d'ici à la prochaine session, le gouvernement aura étudié la question et pourra présenter une mesure répondant aux désirs de la population.

M. Leduc (Laval): C'est une des rares fois où je me suis accordé avec le député de Laurier. Je déplore que le projet doive rencontrer une vive opposition de la part du gouvernement. On demande de faire des recherches. Je ne sais pourquoi dans la province de Québec, on a tellement horreur des recherches. On veut profiter de ce qui se fait ailleurs, mais on ne veut pas travailler pour faire les recherches qui aideraient à solutionner les problèmes.

Je ne veux enlever aucun mérite au député de Laurier et au député de Québec-Comté, mais le premier qui ait réclamé un crédit urbain à la Législature de Québec, c'est l'honorable sénateur P. R. Du Tremblay, conseiller législatif⁹.

M. Hartt (Montréal-Saint-Louis) se déclare en faveur du crédit urbain. Au cours des derniers mois, dit-il, le parti ouvrier-progressiste a mené une campagne à la grandeur du pays, et récemment dans la province, en disant que les gouvernements ne faisaient rien pour que les gens aient accès à des logements adéquats.

Il insiste sur la situation à Montréal, où plus d'un million de personnes subissent un sérieux problème de logement. La situation ne peut plus durer, soutient-il. Il approuve certains arguments du député de Montréal-Laurier (M. Laurendeau) et d'autres orateurs et il demande au gouvernement de faire attention aux dangers avant qu'il ne soit trop tard. À moins que les gouvernements ne fassent que ce qui convient pour donner aux ouvriers du Canada le standard de vie auquel ils ont droit, le communisme et tous ce qui s'en suit s'installeront dans les milieux ouvriers, au grand détriment de notre intérêt national.

M. Chaloult (Québec) endosse tout ce qu'a dit le député de Montréal-Laurier. Je crois, dit-il, qu'un projet de crédit urbain est réalisable pour l'ouvrier des villes.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) reconnaît que le problème du logement à Montréal est grave. Les autorités locales en ont étudié tous les aspects, dit-il. Un examen de la situation a révélé certains faits impossibles à ignorer. Il est vrai qu'à Montréal, comme l'affirme le député de Laurier, que les petits propriétaires constituent 11 % du total seulement.

Les autorités compétentes devront chercher à améliorer la situation en donnant une meilleure sécurité au détenteur du titre lors de la construction. Il insiste aussi sur les coûts élevés des améliorations locales qui nuisent à la construction de maisons unifamiliales. Les taxes de toutes sortes et le coût des matériaux rendent pratiquement prohibitive pour un ouvrier la construction d'un logement à Montréal et dans les grandes villes. Il décrit les diverses catégories de construction individuelle à Montréal, en montrant plusieurs problèmes auxquels les éventuels constructeurs de maisons doivent faire face.

La meilleure solution, dit-il, c'est encore pour le chercheur d'une maison de bénéficier de la loi

nationale sur le logement. Il faut encourager la construction.

M. Morin (Québec-Centre): J'ai déjà préconisé le crédit urbain. Le meilleur moyen de lutter contre le communisme, c'est de faire disparaître les taudis. C'est là un des premiers devoirs du gouvernement. La maison est pour l'ouvrier le meilleur port d'attache.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier) apporte quelques précisions. Tous les orateurs ont parlé en faveur de ma motion, dit-il. Il (M. Laurendeau) insiste sur la nécessité d'utiliser les découvertes faites pendant la guerre dans le domaine des matériaux de construction, d'organiser un organisme de recherches et d'établir le crédit urbain.

J'ai proposé, soutient-il, une motion parce qu'en ma qualité de député de l'opposition, je ne puis faire davantage. Si j'étais de l'autre côté de la Chambre, c'est un projet de loi que j'aurais proposé. Nous avons exposé une idée. Il appartient maintenant au gouvernement de prendre l'initiative.

Les maisons de la War Time Housing ne sont pas pratiques à cause du climat. De plus, il nous faut des maisons pour les gens qui veulent élever des enfants. Le gouvernement nous a fait voter une loi pour construire 100 logements à Montréal. Il faut 50,000 maisons nouvelles. Malheureusement, nos villes sont devenues des villes de locataires.

La motion est adoptée.

Projets de loi:

Département du Bien-être social et de la Jeunesse¹⁰

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 18 constituant le département du Bien-être social et de la Jeunesse soit maintenant lu une deuxième fois.

À la première session de la législature actuelle, en février 1945, le gouvernement affirmait son désir de créer un service administratif chargé du bien-être de la jeunesse. Au début de la session actuelle, pour la première fois dans l'histoire de la Législature, le discours du trône énonçait catégoriquement le principe que, dans le domaine de l'éducation, les droits des parents et du Conseil de l'instruction publique doivent être intégralement sauvegardés.

Mon gouvernement ne crée pas de nouveau ministère. Il ne fait que greffer au ministère du Bien-être social, formé en 1944, celui de la Jeunesse. Je veux, par ce projet de loi, exposer à toute la Chambre et à la province les divers angles de la question et y apporter des améliorations si c'est possible.

Nous avons cru devoir présenter une loi par laquelle nous refaisons ce que le gouvernement Godbout a fait en instituant en 1944 un département du Bien-être social, à qui il a confié, entre autres responsabilités, celle de la délinquance et de la protection de l'enfance. Nous y ajoutons le bien-être de la jeunesse.

Tous les programmes d'études des écoles soumises à la juridiction du nouveau ministre devront être approuvés par le Conseil de l'instruction publique. Nous voulons que tous les problèmes du bien-être social et de la jeunesse aient l'attention d'un seul homme.

En vertu de l'article 7 du chapitre 7 des Statuts Refondus de 1941, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, de sa propre autorité, modifier les attributions des ministres et changer les noms et la constitution des divers départements.

Il ne faut pas oublier que la province de Québec est la plus grande du Canada. Sa superficie égale deux fois celle de la France et cinq fois celle des Îles Britanniques. Cette immensité géographique cause des problèmes dont la solution est très compliquée. Il est donc nécessaire, pour un gouvernement démocratique, d'avoir au sein du Conseil exécutif des représentants de toutes les classes, de toutes les religions, et de toutes les régions de la province, car les problèmes diffèrent d'une région à l'autre.

À ces problèmes déjà complexes s'ajoute le fait que nous sommes au lendemain d'une guerre qui a provoqué des secousses économiques et sociales dont les répercussions se feront longtemps sentir. Les besoins sont plus nombreux et les demandes plus variées. Il est donc plus que jamais nécessaire de décentraliser l'administration de façon à mieux répondre aux besoins de chacun.

Dès la présentation de cette loi, nous répétons l'affirmation catégorique contenue dans le discours du trône au sujet des droits des parents et ceux du Conseil de l'instruction publique en matière d'enseignement. L'article 1 déclare que "les programmes d'étude dans toute école ou institution", relevant du futur ministère, seront préparés sous "l'autorité et la surveillance du Conseil de l'instruction publique".

Nous aurions pu créer ce nouveau ministère par arrêté en conseil. Nous avons préféré rédiger une

loi parce qu'elle aura l'avantage d'être soumise à l'examen et à l'étude des députés, de recevoir une publicité plus grande qu'un arrêté ministériel, généralement peu connu, et de provoquer des opinions plus nombreuses. Encore une fois, nous ne créons pas de nouveau ministère au point de vue du nombre, car le ministère du Bien-être social existe déjà, bien que la loi qui le créait n'ait jamais été proclamée officiellement.

La santé publique requiert toute notre sollicitude et suscite des problèmes de grande envergure, qui sont aujourd'hui tellement nombreux et tellement variés qu'ils nécessitent l'attention particulière d'un ministre.

Dans le domaine de la jeunesse, d'autres problèmes doivent être solutionnés, notamment ceux de la délinquance juvénile et de la protection de l'enfance. Ce sont des problèmes très complexes que nous n'avons pas créés, mais auxquels nous devons faire face.

Ces problèmes relèvent actuellement, dans une large mesure, du procureur général. Ce département a pris tellement d'importance qu'il n'est ni raisonnable, ni possible, ni humain de donner à celui qui l'administre la responsabilité des problèmes de la délinquance juvénile et de la protection de l'enfance qui s'ajoutent à ceux de son département.

Le problème scolaire est aussi extrêmement compliqué et il faut qu'un homme consacre tout son temps à leur étude et à leur solution sous la direction du Conseil de l'instruction publique. Au Secrétariat provincial, les difficultés financières des commissions scolaires posent des problèmes urgents, de nouvelles écoles sont créées tous les jours. Encore là, un ministre ne peut réussir à tout faire.

C'est pour cela que nous avons voulu créer un département qui va s'occuper de questions dont l'importance et la complexité requièrent l'attention entière d'un seul homme et qui va en même temps alléger le fardeau de certains autres ministres, comme le procureur général, les ministres de la Santé et du Travail, le secrétaire provincial.

Il faut être à la tête de l'administration pour réaliser combien il est difficile de suivre toutes les ramifications d'un acte qui peut être posé de bonne foi au milieu d'un tourbillon de problèmes et ne pas réaliser les conséquences désirées. La décentralisation administrative est plus que jamais nécessaire et ce projet de loi en consacre le principe. Nous ne créons pas de nouveau ministère, mais nous assurons une meilleure répartition des responsabilités de chacun pour obtenir plus d'efficacité dans la solution des problèmes sociaux.

Nous avons consulté et nous avons réfléchi avant de poser ce geste et, pour ceux qui pourraient tirer autre chose que ce qui existe dans le projet de loi, je puis déclarer qu'au point de vue administratif, il est une amélioration énorme. Ce projet de loi donne plus de pouvoirs au Conseil de l'instruction publique, il lui accorde des prérogatives qu'il n'a jamais eues auparavant.

M. Chaloult (Québec): Puis-je demander au premier ministre si le projet de loi a été soumis au Conseil de l'instruction publique?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le projet d'organisation de ce département a été soumis aux autorités compétentes. J'ai pris des renseignements et j'ai reçu de la part des autorités plusieurs déclarations à l'effet qu'elles n'exprimaient aucune opinion sur le projet lui-même, mais qu'elles demandaient seulement de donner au Conseil de l'instruction publique des droits qu'il ne possédait pas.

Ainsi, auparavant, le Conseil de l'instruction publique n'avait aucun pouvoir sur les écoles techniques, sur les écoles spécialisées. Aujourd'hui, il pourra fixer et surveiller leur programme. À ce nouveau ministère se rattacheront aussi des services comme celui pour vaincre la tuberculose et d'autres maladies, le contrôle de la délinquance juvénile et la protection générale de l'enfance. Nous faisons donc un pas de géant dans le domaine des lois sociales de cette province.

Mais j'ai la conviction intime de faire mon devoir et la certitude de poser un acte urgent qui constitue une amélioration, qui est approuvé par de hautes autorités, qui augmentera les pouvoirs du Conseil de l'instruction publique et qui donnera plus d'efficacité aux différents services. Aucune personne de bonne foi ne peut nier cela.

Nous étudierons la loi en comité plénier et s'il y a des objections sérieuses, si des suggestions sont faites pour l'améliorer, nous sommes ouverts à conviction. Et je tiens à dire ici que la loi de protection de l'enfance, passée par l'administration précédente et qui est actuellement dans les Statuts, a été condamnée par des autorités et qu'elle ne sera pas appliquée. Nous allons l'abroger et faire une autre loi qui donnera satisfaction à tous.

M. Dumoulin (Montmorency): La vôtre a l'air pas mal condamnée. Avez-vous lu *L'Action catholique*? Il n'approuve pas votre projet.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): M. Louis-Philippe Roy¹¹ de *L'Action catholique* n'est pas l'évêque de Trois-Rivières.

M. Dumoulin (Montmorency): Vous non plus.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je respecte l'opinion de tous ceux qui portent des jugements sur les actes de l'Union nationale.

M. Drouin (Abitibi-Est): Le premier ministre me permettra-t-il de lui poser une question?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Non. Nous avons la conviction d'avoir fait notre devoir et de répondre à un besoin urgent qui constitue une amélioration, qui est approuvé par les hautes autorités, qui augmentera les pouvoirs du Conseil de l'instruction publique et qui donnera plus d'efficacité aux différents services. Nous sommes à la deuxième lecture de la loi et notre projet sera étudié article par article. Nous sommes ouverts à la conviction et nous accepterons les suggestions sérieuses faites pour l'améliorer. Nous voulons d'abord de l'action dans le cadre de nos traditions, conformément à nos droits inviolables.

M. Godbout (L'Islet): M. l'Orateur, la jeunesse de la province, qui avait entendu ou lu le discours du premier ministre à Granby en août 1945¹², s'attendait à un autre projet de loi et à un autre discours que celui que vient de prononcer le chef du gouvernement.

Après avoir promis un ministère de la Jeunesse, il se défend ce soir d'en créer un. La vérité est entre les deux. Le premier ministre ne remplit pas sa promesse de Granby aux jeunes de cette province. Il se défend de vouloir créer un nouveau ministère, mais il ne donne pas à ceux qui craignent pour les prérogatives du Conseil de l'instruction publique sur ces diverses lois les garanties qu'ils veulent avoir.

La jeunesse va se trouver bien choyée par le gouvernement avec une telle législation. Pareil projet ne contentera personne. Le gouvernement de l'Union nationale n'a fait que refaire, en partie seulement, ce que le gouvernement libéral avait accompli en 1944 en créant le département du Bien-être social, ministère qui ne put être opérant à cause des élections et du temps qu'il fallut consacrer à son organisation. L'Union nationale a pris le pouvoir et n'a pas mis en action l'organisme qui avait été créé.

Le ministère que le premier ministre refait aujourd'hui est établi en dépouillant les autres. Il

devra s'occuper des tâches que mon gouvernement lui avait confiées, mais, en plus, on le chargera d'autres tâches relevant notamment du Secrétariat provincial, du département du procureur général, du ministère du Travail et du ministère de la Santé.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Et de l'Agriculture.

M. Godbout (L'Islet): Pour ne pas parler de celui de l'Agriculture. Je ne crois pas que le changement soit opportun. Le premier ministre nous en a donné lui-même la preuve, lorsqu'il a dit, tout à l'heure: "une tâche pour chaque homme et un homme pour chaque tâche".

Au lieu de cela, on crée une sorte de chaos. En effet, le chef du gouvernement prétend sérieusement qu'il faut diviser la besogne et en même temps, il concentre entre les mains d'un seul homme une foule d'attributions disparates. Il ne laisse presque rien qui concerne l'éducation au secrétaire provincial, pour faire un ministère auquel on ne pourra raisonnablement donner de nom, et il enlève au Travail et à d'autres départements des questions importantes. Il y a de tout et il n'y a rien dans ce nouveau ministère.

Et qu'est-ce qu'il ajoute pour la jeunesse au Conseil exécutif? Rien. Pas un mot, pas une orientation, pas un programme, pas une garantie pour assurer l'avenir des jeunes. C'est seulement une répartition nouvelle et inopportune des attributions de quatre ou cinq des ministères de l'administration. C'est une bouillie. Le département du Bien-être social et de la Jeunesse aura un fouillis d'attributions mais aucune qui soit nouvelle. Il y avait des traditions qui existaient depuis toujours entre le Secrétariat provincial et le Conseil de l'instruction publique. On n'en a rien respecté.

Quand on fait des discours aussi contradictoires que celui du 26 août à Granby et celui de ce soir, on n'offre aucune garantie sérieuse à la jeunesse de la province. Parler et agir, ce n'est pas du tout la même chose.

C'est aussi un principe inadmissible que de mettre dans le département du Bien-être social, sans donner les garanties suffisantes, les écoles spécialisées et les écoles de réforme, les premières non-confessionnelles, les secondes confessionnelles.

Le comité catholique et le comité protestant auront droit de regard sur les mêmes écoles. Le principe de la confessionnalité n'est pas clairement reconnu. Ceci peut créer des complications. Les écoles de réforme, suivant leur confession religieuse,

devraient être sous le contrôle des comités catholiques ou protestants du Conseil de l'instruction publique.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
La loi y pourvoit.

M. Godbout (L'Islet): Non, la loi n'y pourvoit pas. Nous réclamons le droit de pratiquer notre religion, et ce que nous réclamons pour nous, d'autres ont le droit de le réclamer pour eux-mêmes. Le premier ministre a parlé de notre loi de la protection de l'enfance en disant qu'elle n'avait pas l'approbation de l'autorité compétente, et il a dit que c'est la raison pour laquelle il ne l'a pas appliquée. Nous avons fait approuver la loi par ce que je considère, moi, comme l'autorité religieuse compétente en cette province. J'ai consacré le principe de la confessionnalité dans les écoles.

Je sais que certaines personnes ont exprimé des doutes parce que le Conseil général de la protection était composé de membres catholiques et protestants, mais c'est là une suggestion approuvée par l'autorité compétente.

M. l'Orateur, cette loi du gouvernement, c'est zéro pour la jeunesse. Si le premier ministre voulait alléger les attributions de l'un de ses ministres, il aurait dû procéder autrement au lieu de faire ce chambardement de nos lois. Qu'il change de ministres au lieu de répartir les attributions des ministres de façon aussi irrationnelle.

(Applaudissements prolongés à gauche)

Qu'il laisse les problèmes de l'éducation au Secrétariat, les lois pénales au procureur général, et le reste. Le premier ministre introduit un brouhaha dans l'administration et il inspire des craintes à ceux qui représentent l'autorité morale en notre province. Il y a certainement quelque chose à faire pour notre jeunesse. Il y a quelque chose qui manque dans notre législation. La jeunesse attendait quelque chose, mais pas ce qu'on fait actuellement.

Si le premier ministre avait voulu s'occuper des œuvres de jeunesse, il aurait eu l'appui de toute la Chambre. Il ne nous propose que le chaos complet. Jamais le nouveau ministre ne pourra faire tout le travail qu'on lui impose. Peu nous importe que le premier ministre n'aime pas d'une affection débordante le secrétaire de la province et lui préfère un autre de ses partisans. Ce qui nous intéresse, c'est l'avenir de la jeunesse.

Nous voyons un danger dans cette législation et une condition certaine de retard, car le nouveau ministre ne pourra rien faire sans aller demander la

coopération de plusieurs départements. Il devrait agir avec le secrétaire de la province et un autre ministre dont on va lui confier les attributions.

Comme le disait si bien le premier ministre dans son discours, il n'y a rien de mieux que chaque homme à sa place avec ses responsabilités propres. Voilà le principe qui doit être à la base du Conseil exécutif. Il y aura peut-être une grande harmonie entre les ministres, mais je me demande si les sous-ministres réussiront à se comprendre dans ce brouhaha.

J'ai hâte d'entendre le concert d'éloges qui va monter de la bouche de chacun des ministres concernés par ce projet de loi.

(Applaudissements et rires à gauche et dans les galeries)

J'ai hâte d'entendre les protestations du secrétaire provincial qui a fait dans cette province, depuis un an, les plus beaux sermons que j'ai jamais entendus sur la question de l'enseignement. J'espère qu'il nous dira ce qu'il pense de ce nouveau ministère.

(Applaudissements à gauche)

Pour ma part, à part le fait que dans le cabinet tous les ministres ne sont pas près du cœur du premier ministre, ce dont je suis sûr, c'est du découragement profond de la jeunesse en apprenant que l'Union nationale ne se préoccupe pas de son avenir.

(Applaudissements prolongés à gauche)

Il assure le premier ministre que sa loi sera étudiée au mérite, article par article, en comité plénier.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): Je ne me scandalise pas du projet de loi en discussion mais, des projets de loi qui impliquent une aussi vaste redistribution des services publics que celui-ci supposent une plus ample étude que celle que l'on paraît y avoir donnée. C'est un projet de loi très important. Quand on chambarde une vingtaine de lois déjà existantes et qu'on touche aux attributions de quatre ou cinq ministères, il faut examiner un projet de cette sorte d'assez près et c'est ce que je me propose de faire.

Sur le plan des pensions de vieillesse, des allocations aux mères nécessiteuses ainsi qu'à tous les aspects que peut prendre le problème de sécurité sociale, c'est un progrès d'avoir enlevé l'administration de ces lois au ministère du Travail pour la confier au ministre du Bien-être social. Je ne vois pas bien comment elles pouvaient s'accorder avec les attributions du ministère du Travail. À ce point de vue, c'est une amélioration notable sur le passé.

Mais si nous cherchons là-dedans ce qui concerne la jeunesse, nos observations deviennent moins optimistes. Ma première constatation est que le ministère de la Jeunesse est constitué aux dépens des autres départements. Il ne donne pas lui-même naissance à des projets nouveaux, à des idées nouvelles. Au contraire, les initiatives sont rares. On prend un certain nombre de lois qui existent déjà, on les enlève au contrôle d'un département et on les passe à un nouveau ministère. C'est tout. Ce que le nouveau ministre pourra faire, ses collègues dépouillés pouvaient le faire avant lui.

C'est important de dire cela parce que des gens peuvent croire qu'avec ce ministère de la Jeunesse, nous avons une politique de la jeunesse. Ce sont deux idées bien différentes. On taille dans les ministères existant déjà et de tout cela on fait une sorte de rapiéçage, avec des morceaux dépareillés, qui s'appelle le ministère de la Jeunesse.

Les ministères doivent être composés de façon normale et logique. Au département du procureur général, on enlève la charge de la délinquance juvénile qui était partie intégrale du système pénal de la province. Au ministère du Travail, outre la pension de vieillesse et les allocations aux mères nécessiteuses, ce qui est très bien, on enlève la loi relative au travail des enfants de 16 à 18 ans¹³.

Au ministère de l'Industrie et du Commerce, on enlève ce qui a trait à un Conseil des sports, la loi de protection des enfants émigrants. La grande victime, c'est le Secrétariat provincial à qui on enlève pas moins de neuf attributions importantes, en particulier tout l'enseignement spécialisé. C'est un morceau formidable qui tombe dans la corbeille de la nouvelle épousée.

Ce qui me frappe dans cette loi, c'est le désordre de cette conception, le manque absolu de logique. Ce n'est ni un ministère ni une politique de la jeunesse que le premier ministre nous propose. On ne rencontre pas de véritables principes de démarcation dans les pouvoirs. On en arrive avec ce plan à un espèce de monstre au point de vue administratif parce qu'on a mis ensemble un tas de choses qui n'ont aucun rapport entre elles. C'est un mauvais rapaillage, une erreur et une reculade de détacher tous ces services du Secrétariat provincial.

Je ne vois pas ce qui a pu donner un sens à tout cet assemblage. Je ne vois pas comment on pourra donner une impulsion à ce nouveau ministère, comment on pourra donner aux jeunes ce qu'ils sont véritablement en droit d'attendre d'un ministère de la Jeunesse.

Dans le passé, on avait tendance à mettre dans les mains du Secrétariat provincial les principales attributions en matière d'éducation et d'instruction. Il vaut mieux que tout soit centralisé dans les mains du secrétaire provincial, en tenant toujours compte du Conseil de l'instruction publique. On s'est plaint dans le passé que notre système d'éducation manquait d'ordre, mais on pourra s'en plaindre davantage encore, car c'est une erreur de détacher du Secrétariat provincial une partie importante de l'enseignement parce qu'il existe des liens étroits entre les écoles spécialisées et les écoles primaires.

Le problème de l'éducation est assez vaste pour absorber toutes les activités d'un homme. Je vois dans le projet de loi actuel une entorse à la bonne administration. C'est une violation flagrante du principe de décentralisation énoncé par le premier ministre qui voit dans le nouveau système une meilleure répartition des obligations. Ce n'est pas une bonne répartition et ce n'est sûrement pas la plus logique. Du point de vue administratif c'est une grave erreur de lier ensemble des choses aussi disparates.

Si je faisais partie d'un mouvement de jeunesse, je verrais le nouveau projet de loi avec méfiance, car j'estime qu'il constitue un organisme de patronage politique beaucoup plus qu'autre chose, surtout si l'on considère les problèmes qui intéressent les jeunes.

Je place au premier rang de ces problèmes celui de l'éducation, en deuxième lieu celui de l'établissement des jeunes, de l'apprentissage. Tous deux appartenaient jusqu'ici au secrétaire provincial et on les passe maintenant au ministère de la Jeunesse.

Il propose que le débat soit ajourné.

Cette dernière motion est adoptée. Le débat est ajourné.

Projets de loi:

Loi de l'Hôtel-Dieu de Roberval

M. Marcotte (Roberval) propose, selon l'ordre du jour et du consentement unanime, que cette Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 104 modifiant la loi constituant en corporation l'Hôtel-Dieu Saint-Michel de Roberval.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 104 sans l'amender.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté sans amendement.

M. Marcotte (Roberval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 11 h 30.

NOTES

1. Les deux journaux en question sont *Le Canada* du 5 mars 1946 à la page 4 et *Le Soleil* du 1^{er} mars 1946 page 4. *Le Canada* titrait "Le *"Devoir"* et la nuance de Pompadour" et nommait M. Chaloult dans son article en citant un reportage du *Devoir*. *Le Soleil* pour sa part ne nomme pas explicitement M. Chaloult dans son article mais donne des indices qui permettent de l'identifier. Comme : "Il (Louis Saint-Laurent) n'a pas eu lui, à changer de comté pour se faufiler de justesse parmi les représentants du peuple". Les deux journaux ont bien déformé les propos de M. Chaloult tels qu'ils sont rapportés dans les diverses chroniques parlementaires.

2. Voir note 6, séance du 28 février 1946.

3. Voir la séance du 26 février 1946 à ce sujet.

4. Édouard Asselin est un ami et collaborateur de Maurice Duplessis. Cet avocat de formation fonde à Montréal, en 1939, le cabinet Asselin, Crankshaw, Gingras, Trudel et Saylor. S'y joignent ensuite Brais, Turgeon, Valade et Langevin. Candidat défait de l'Union nationale dans la circonscription de Montréal-Mercier en 1944, M. Asselin est nommé

conseiller législatif le 25 janvier 1946. Duplessis lui demande des conseils juridiques à de nombreuses reprises et sollicite son aide dans la rédaction des textes législatifs.

5. Il s'agit d'un collège d'enseignement classique pour garçons fondé en septembre 1848 à Montréal par les Jésuites.

6. À ce moment, M. Mathewson dirige l'opposition en l'absence de M. Godbout, selon *The Gazette* du 6 mars 1946, à la page 6.

7. Il continue son discours commencer la semaine dernière, comme le rapporte *L'Action catholique* du 6 mars 1946, à la page 3.

8. En 1941, le gouvernement fédéral, désireux de résoudre en partie le problème du logement, met sur pied la "War Time Housing Limited". Dans les six années qui suivent, cette société de la couronne construit 30,000 maisons au Canada, dont 4,172 au Québec. Ces maisons étaient destinées aux ouvriers des usines de guerre, puis aux anciens combattants.

9. Pamphile Réal Blaise Du Tremblay est sénateur libéral du 19 novembre 1942 au 6 octobre 1955.

10. Il est alors 10 h 15, selon *L'Événement-Journal* du 6 mars 1946, à la page 3.

11. *Le Canada* du 6 mars 1946, à la page 1, est dans l'erreur lorsqu'il mentionne le nom d'André Roy.

12. Ce discours fut prononcé à l'ouverture du 10^e Congrès provincial de la Fédération des Chambres de commerce des jeunes, à Granby, le 26 août 1945. "M. Duplessis annonce la création d'un ministère de la jeunesse", selon *Le Devoir* du 27 août 1945, à la page 8.

13. Plutôt de 10 à 18 ans, selon *Le Devoir* du 6 mars 1946, à la page 2.

Première séance du mercredi 6 mars 1946

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Succession
Charles-Séraphin Rodier**

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, appuyé par le représentant de Terrebonne (M. Blanchard), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de Marie-Joseph-Félix-Edmond Rodier et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de l'honorable Charles-Séraphin Rodier, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de Marie-Joseph-Félix-Edmond Rodier et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de l'honorable Charles-Séraphin Rodier.

Rapports des comités permanents:

M. Ducharme (Laviolette): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 106 autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec, à admettre David Gordon Gibb, à l'étude de la profession de notaire et à régulariser son brevet de cléricature;

- bill 133 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Hyacinthe-Médéric Robichaud au nombre de ses membres, après examen.

Et, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 130 modifiant la charte de la cité de Sherbrooke;

- bill 118 modifiant la charte de la ville de La Tuque;

- bill 122 modifiant la charte de la ville de Lauzon.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 114 concernant l'Association des courtiers d'assurance de la province de Québec.

M. Blanchard (Terrebonne): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de la cité des Trois-Rivières, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la corporation de la cité du Cap-de-la-Madeleine et des commissaires d'écoles de la municipalité du Cap-de-la-Madeleine, demandant l'adoption d'une loi relativement aux taxes payables par Dominion Foils (Canada), Limited;

- de MM. Rosario Laurin, prêtre-curé, Ludger Paquin, cultivateur, et autres, demandant l'adoption d'une loi érigeant la municipalité de la paroisse de Sainte-Anne-des-Lacs et la municipalité scolaire de Sainte-Anne-des-Lacs;

- de M. George Baranovsky, demandant l'adoption d'une loi changeant le nom de famille de George Baranovsky *et uxore*, de Baranovsky en celui de Bromley;

- de la cité de Verdun, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de l'Association d'hospitalisation du Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la corporation de la paroisse de l'Île-Perrot demandant l'adoption d'une loi lui accordant certains pouvoirs;

- de la ville de Mont-Royal, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte et lui accordant certains pouvoirs;

- de l'Association des infirmières de la province de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

Votre comité recommande de prolonger au 14 mars courant, inclusivement, les délais relatifs à la présentation des bills privés.

Votre comité recommande aussi de prolonger au 28 mars courant, inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels prescrits par le paragraphe 1^o de l'article 653 du Règlement, les promoteurs des bills privés qui profiteront de ces différents délais.

Le rapport est adopté.

Projets de loi:

Charte de Verdun

M. Ross (Montréal-Verdun) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 147 modifiant la charte de la cité de Verdun.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Trois-Rivières

M. Bellemare (Champlain) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 153 modifiant la charte de la cité de Trois-Rivières.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Cap-de-la-Madeleine

M. Bellemare (Champlain) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 127 ratifiant certains contrats et résolutions relatifs aux taxes payables par Dominion Foils (Canada), Limited à la cité et aux commissaires d'écoles du Cap-de-la-Madeleine.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Sainte-Anne-des-Lacs

M. Blanchard (Terrebonne) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 135 érigeant la municipalité de la paroisse de Sainte-Anne-des-Lacs et la municipalité scolaire de Sainte-Anne-des-Lacs.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Association d'hospitalisation

M. Gatien (Maisonneuve) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 149 modifiant la charte de l'Association d'hospitalisation du Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Mont-Royal

M. Gatien (Maisonneuve) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 155 concernant la ville de Mont-Royal.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Île-Perrot

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 156 concernant la municipalité de la paroisse de l'Île-Perrot.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

George Baranovsky

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 139 changeant le nom de famille de George Baranovsky *et uxor* en celui de Bromley.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Motions des députés:

Diffusion des débats parlementaires

M. Chaloult (Québec) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Laurier (M. Laurendeau), que:

Attendu que la publicité des débats à l'Assemblée législative est un principe de la constitution qui nous régit;

Attendu que la connaissance de ces débats est de nature à servir le bien public en permettant aux électeurs de mieux apprécier les attitudes de leurs mandataires;

L'Assemblée législative invite le gouvernement à étudier le problème d'assurer la publication des débats et d'installer en Chambre un système de radiodiffusion.

Il note d'abord la présence de M. Robert Rumilly, sur le parquet de la Chambre. J'ai puisé, dit-il, une bonne partie de mes renseignements au sujet de ma motion dans l'*Histoire de la province de Québec*¹.

En 1880, M. Alphonse Desjardins, journaliste de talent, plus tard fondateur des Caisses populaires, prenait l'initiative de recueillir les discours et les débats en sténographie². Chaque année, il publiait un volume qu'il vendait aux députés et pour lequel le

gouvernement lui votait un subside. En 1890, Mercier exigea que l'on puisse corriger le fond aussi bien que la forme de ses discours avant leur publication officielle et Desjardins s'y opposa³. Son salaire fut coupé et notre premier *Hansard* fut abandonné.

Plus tard, Louis-Jacques Desjardins, frère du précédent, devait reprendre la publication des débats pendant une brève période⁴. À Ottawa, le *Hansard* existe depuis la Confédération. Il constitue un document infiniment précieux et rend des services inappréciables.

Dans notre régime parlementaire, l'opposition officielle constitue un rouage essentiel, qui prévient l'autocratie et la dictature. La crainte est le commencement de la sagesse, même pour le gouvernement. Pour qu'elle soit efficace, il faut qu'on donne de la publicité à ses activités, qu'on explique ce qui constitue un parti de l'opposition en lui-même.

Si ce n'était pas pour la tribune de la presse, il serait inutile de faire des discours en Chambre parce que les discours n'influencent pas le gouvernement et ce n'est que la publicité accordée à ces discours qui est en mesure de tenir le gouvernement en échec et qui le pousse à hésiter à certains moments. Je suis en Chambre depuis 10 ans et je ne connais aucun discours qui a fait changer le vote d'un député, mais la publicité accordée aux politiques et aux discours avait un effet salutaire. Une forte opposition avec une large publicité est de nature à donner à la province un bon gouvernement.

Cependant, aujourd'hui, à cause des circonstances, la publicité donnée aux débats diminue. Les journaux ont souffert du rationnement du papier journal et, par conséquent, ils accordent moins de place à l'Assemblée législative que dans les années antérieures. Je comprends très bien la position des journaux. Le service est coûteux et les rapports ont certainement été coupés d'au moins de moitié depuis les 10 dernières années. Depuis que les journaux sont obligés de revoir les discours brièvement, il est parfois arrivé qu'ils ne pouvaient pas exprimer ce que pensait réellement l'orateur, et le public a l'impression que le député a parlé pendant 10 minutes alors qu'il avait parlé pendant une heure. Même avec les meilleures intentions du monde et les journalistes les plus chevronnés, la pensée d'un député ne peut pas être rendue dans son ensemble. Il en résulte des inexactitudes et des raccourcis souvent incomplets.

Je comprends que le rôle des journalistes est ingrat à Québec. D'un côté, les députés se plaignent

du manque d'espace consacré à leurs discours, d'un autre côté, les journalistes se font reprocher par leur journal qu'ils écrivent trop.

La tâche des membres de la Galerie de la presse à Ottawa est plus facile grâce aux rapports sténographiés fournis par le service du *Hansard*. En l'espace de quelques minutes, les journalistes obtiennent des copies des discours. C'est toute une tâche pour les journalistes ici lorsqu'il y a trois séances par jour et qu'ils doivent écouter et écrire leurs rapports. Ils sont obligés de résumer les débats et les discours. Ils ne peuvent, malgré toute leur bonne volonté, rendre les nuances de la pensée d'un orateur.

Je ne fais pas de reproche, mais je souligne la situation. Par ailleurs, comme il n'y a pas beaucoup de circonstances qui permettent de rendre hommage aux journalistes dévoués qui sont présents, je profite de l'occasion pour le faire.

Un *Hansard* et un système de radiodiffusion auraient donc leur raison d'être. Ils rendraient l'opposition plus efficace, ce qui améliorerait notre système de gouvernement. Les discours des députés seraient plus soignés et plus courts s'ils étaient prononcés devant un microphone. La forme et le fond y gagneraient.

Les débats auraient une meilleure tenue, il y aurait plus de décorum en Chambre, on parlerait moins à la blague. Les députés seraient plus sérieux. Les gens qui sont venus écouter les discours sont partis après un moment, en pensant que les députés ne sont pas sérieux et qu'ils cherchent seulement à s'amuser. Si les discours étaient diffusés à la radio, ce serait différent cependant. De plus, les sessions seraient plus courtes. Il n'y a aucune raison d'avoir une session de quatre mois alors qu'en Ontario la dernière session a duré seulement deux mois et les problèmes là-bas sont aussi importants que ceux d'ici.

Cela relèverait le niveau des débats et ce serait plus juste pour le public, les députés et les journalistes qui ont une tâche bien difficile. Puis, cela empêcherait les députés de se contredire et de changer leurs opinions si souvent, selon qu'ils expriment une opinion quand ils sont au pouvoir ou dans l'opposition, car ils seraient vite mis en face de la copie sténographiée de leurs discours.

Les journaux sont forcés de résumer les débats. Il en résulte une injustice envers les orateurs qui se donnent la peine de travailler longuement leurs discours. Ceux qui ont étudié une question et préparé un discours pendant des semaines et des mois, pour parler ensuite devant une Chambre peu

sympathique et avoir un très bref rapport dans les journaux se remettraient au travail avec plus d'ardeur.

On m'accuse parfois de parler pour la galerie. Je le reconnais avec ingénuité. Si nous siégeons à huis clos, je parlerais beaucoup moins. En fin de compte, la députation, par-dessus la Chambre, désire atteindre surtout la tribune des journalistes et, pour mon compte, je n'ai aucune hésitation à dire que je parle principalement pour la presse afin qu'elle transmette mes idées. Nous ne siégeons pas d'ailleurs pour la Chambre seule, mais pour toute la province.

Un *Hansard* ne coûterait pas très cher et même s'il devait coûter \$50,000 ou \$75,000, la province y gagnerait encore. Il se paierait lui-même en abrégant les sessions et en rendant les débats plus courts et plus soignés.

Quant au système de radiodiffusion, il existe ailleurs. Il vient d'être inauguré en Saskatchewan et on en dit beaucoup de bien. Une installation semblable existe d'ailleurs en Nouvelle-Zélande et probablement en Australie. On placerait un microphone sur la table du greffier ou sur le pupitre des députés. On conviendrait d'irradier les principaux débats seulement.

Je ne demande pas qu'on mette immédiatement sur pied un *Hansard* provincial, non plus qu'un système de radio à la Chambre. Je prie pour le moment le gouvernement d'étudier la question du *Hansard* le plus vite possible. Il invite le premier ministre à donner son opinion sur le sujet.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je n'ai pas pu résister au plaidoyer éloquent du député de Québec (M. Chaloult) Il y a du pour et du contre quand il s'agit du *Hansard*. À Ottawa, le *Hansard* ne reproduit pas exactement les paroles des députés, puisque les députés peuvent corriger leurs discours avant publication. Il ne peut donc pas traduire exactement les paroles prononcées. Par surcroît, ceux qui parlent avec une grande volubilité courent le risque de voir quelques-unes de leurs paroles escamotées par les sténographes.

De plus, il y a l'aspect du coût. Cela coûterait cher et c'est là une objection sérieuse quand on connaît les immenses besoins de tous les départements de l'administration. La publicité intégrale accordée aux débats parlementaires nécessite une équipe d'experts. Il arrive que les meilleurs sténographes eux-mêmes ne soient pas capables de prendre certains discours de façon impeccable. Il m'est arrivé assez souvent de retenir

les services de sténographes experts qui ont eu beaucoup de difficulté à me suivre. Quant à la radiodiffusion, il est certain qu'elle peut offrir de grands avantages, mais l'établissement d'un système efficace semble présenter de sérieuses difficultés.

Il n'y a pas de doute qu'une publicité complète et impartiale est une garantie que les discours seront sérieux, qu'on ne fera pas de débats inutiles et que le décorum et la dignité s'amélioreraient. Les journalistes jouent ici un rôle important et ils ont à faire face au rationnement du papier journal et à d'autres raisons pour lesquelles ils ne sont pas responsables.

Je promets d'étudier la demande contenue dans cette motion, à l'effet que le système *Hansard* soit installé en Chambre, comme à Ottawa, et généralement là où le système du Parlement britannique a existé. Je l'examinerai avec attention parce qu'il faut que le peuple soit complètement renseigné sur ce qui se passe en Chambre.

En démocratie, la publicité la plus complète donnée aux débats est essentielle. Le gouvernement fera tout son possible pour rendre justice aux députés, au public et à la Chambre sur ce point. On ne peut cependant établir un *Hansard* et un système de radiodiffusion sans surmonter de nombreuses difficultés.

La motion est adoptée.

Demandes de documents:

**Développement minier
dans le Nouveau-Québec**

M. Godbout (L'Islet) propose, appuyé par le représentant de Rivière-du-Loup (M. Casgrain), qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie authentique de tous les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province, depuis le 24 mai 1945 inclusivement jusqu'au 13 février 1946 inclusivement, relativement au chapitre 54, 9 George VI, intitulé: Loi pour faciliter et encourager le développement minier dans le territoire du Nouveau-Québec.

J'ai l'impression, dit-il, d'entreprendre en ce moment l'une des plus importantes discussions de la session et l'une des plus importantes qui se soient présentées dans cette Chambre depuis plusieurs années.

Je veux parler aujourd'hui d'une transaction que le gouvernement est en train de compléter et par laquelle il cède peut-être, pour une bouchée de pain, la moitié des richesses minérales du Québec à une compagnie dont la majorité des parts appartiennent à des étrangers à la province, en sacrifiant des revenus considérables et sans s'assurer que les développements qu'on veut faire profiteront à la population de notre province.

Nous traversons une époque difficile et nous ne faisons pour bien dire que de découvrir, que de commencer à connaître l'étendue des ressources naturelles de notre province et nous avons appris qu'aucune n'offre autant de promesses d'avenir que nos ressources minières. Les ressources naturelles nous ont été données par la Providence pour en faire profiter les nôtres et on ne doit assurer leur développement que dans l'intérêt et pour le bénéfice de notre population.

Depuis 25 ans, le monde entier a employé le produit des mines en plus grandes quantités que depuis le commencement du monde. Un coup d'œil sur l'étendue du territoire concédé nous prouve que c'est la moitié de toutes nos richesses minérales que, par la seule signature du premier ministre, l'on cède à une compagnie dominée en grande majorité par des intérêts étrangers.

Et on cède aujourd'hui, je le répète, au-delà de la moitié de notre patrimoine minier à des conditions incroyables. Ainsi, d'après les termes de l'arrêté en conseil adopté par le gouvernement, la province retirera de cette transaction \$6,000 par année pendant cinq ans, rien pendant sept ans, puis \$100,000 par année pendant 60 ans, alors que nous serions en droit d'attendre des revenus de plusieurs millions, probablement \$100,000,000 par année, de l'exploitation de ces mines.

Et l'on cède ce territoire immense, aux possibilités illimitées, pour une période qui nous mènera jusqu'à l'an 2000. A-t-on réfléchi sérieusement aux conséquences de cet acte?

S'il y a une époque où les ressources naturelles ne doivent être concédées qu'avec la plus grande précaution, c'est bien la nôtre.

L'Abitibi n'est exploitée que depuis 25 ans à peine et déjà l'industrie minière constitue une source de revenus importante de la province. Ce ne sont pas seulement les deux millions de dollars que payent les compagnies, mais aussi ce qu'elles versent en impôt sur le revenu, en taxe de vente, etc.

Le capital étranger qui vient exploiter nos ressources naturelles conformément à la législation et dans l'intérêt de notre province est toujours le

bienvenu. Mais, on court le risque, si on n'entoure pas cette exploitation de toutes les précautions voulues, que nos ressources soient exploitées à l'avantage des étrangers.

On donne le contrôle de la moitié de notre patrimoine à des intérêts étrangers. On risque que cette entreprise soit exploitée à l'avantage exclusif des étrangers.

Dans le présent cas, la compagnie à qui l'on fait une concession de 8,000 milles carrés dans le Nouveau-Québec a déjà obtenu une immense concession forestière à côté, dans le Labrador terre-neuvien. Se rend-on compte des répercussions que le geste du gouvernement peut avoir? Ma crainte est que la compagnie qui reçoit la concession se contente d'extraire le minerai et aille le faire travailler ailleurs, du côté de Terre-Neuve ou encore aux États-Unis. On ne lui impose qu'une charge de \$6,000 en cinq ans alors que cette société pourrait payer \$100,000,000.

Cette concession est accordée à des étrangers. Le capital est bienvenu chez nous pour développer nos ressources naturelles, mais pas dans des conditions comme celles-là. C'est \$100,000,000 et non quelques milliers de dollars que la province devrait retirer de cette transaction.

La région de l'Ungava contient la moitié des ressources minières de la province, peut-être plus, et elle est cédée pour un potage, un bout de pain, principalement aux profits d'étrangers qui ne s'intéressent pas à la province. S'il y a un moment où les ressources naturelles de la province doivent être protégées, c'est maintenant, parce que c'est maintenant que la population doit tirer avantage de ces ressources.

Mon sang bouille dans mes veines, mais je resterai calme. L'arrêté en conseil du gouvernement a été préparé avec incurie, pour ne pas employer une expression plus forte qui ne serait peut-être pas parlementaire. Je veux que le gouvernement réfléchisse, qu'il se rende compte des conséquences de sa transaction, s'il en est temps encore, avant d'appliquer intégralement cet arrêté ministériel.

On a concédé apparemment à une compagnie la permission de faire des explorations sur une région de 3,900 carrés dans l'un des territoires les plus riches en minerai de la province. Ce n'est pas suffisant encore et l'on défend la prospection sur une bande de 10 milles de largeur autour de ce territoire, ce qui fait encore 3,500 milles carrés de superficie. C'est donc au-delà de 7,000 milles carrés de territoire qu'on trouve à paralyser pour une période d'au moins 10 ans.

Si on réfléchit sur le développement rapide de la région de l'Abitibi et du Témiscamingue, il est permis de se demander ce qu'il aurait été s'il n'avait pas été paralysé par six années de guerre. Sans cette guerre qui a retardé les progrès de l'industrie minière, celle-ci donnerait au moins 10 millions de dollars en revenus à la province. Et l'on veut maintenant détacher de la province un territoire immense jusqu'au-delà de l'an 2000 pour un revenu éventuel de \$100,000 par année après n'avoir reçu que \$25,000 pendant les douze premières années de son exploitation. Si le territoire est riche comme le prétendent les experts, il pourra rapporter jusqu'à \$100,000,000.

Je ne jette le blâme sur personne mais notre histoire passée devrait nous avoir instruits de la valeur de nos ressources naturelles. Je comprends qu'autrefois les premières concessions forestières devaient être faites à des conditions plus avantageuses, parce qu'on ne connaissait pas toute la valeur de nos biens. Nous devrions profiter des leçons de l'expérience.

Le passé devrait avoir appris au gouvernement qu'il ne devait pas accorder de concessions sans les entourer de toutes les conditions voulues, pour que l'exploitation des territoires concédés soit faite à l'avantage de la province. Aujourd'hui, nous donnons la moitié de nos ressources minières pour une bouchée de pain.

Le gouvernement a fait semblant de vouloir sauvegarder les droits de la Législature en disant à la fin de son arrêté ministériel que l'entente serait soumise à la Législature, mais le gouvernement a de fait accordé la concession. Que les députés lisent le document et ils pourront se rendre compte que les clauses de l'ordre en conseil ont pris effet lors de son adoption, dès que le premier ministre y a apposé sa signature. L'entreprise est déjà commencée, le transport des hommes et des bagages se poursuit.

Quelle garantie, alors, pour les députés? C'est dire que l'Assemblée législative n'aura pas grand voix au chapitre, quoiqu'en ait assuré le chef du gouvernement lorsqu'il a passé son arrêté ministériel favorisant la Hollinger.

Le gouvernement va présenter un projet de loi et dire aux députés: "Nous avons vendu la moitié de notre patrimoine national pour une bouchée de pain à une compagnie où le capital étranger prédomine, et qui, en d'autres domaines, travaillera peut-être contre la province de Québec, on ne sait jamais". C'est seulement maintenant qu'on vient dire aux députés, lorsque tout est consommé: "Qu'est-ce que vous en pensez?".

Jamais dans l'histoire de notre pays on trouvera une transaction qui approche en iniquité celle dont nous prenons connaissance présentement.

(Applaudissements à gauche)

Le premier ministre sourit. Il ne peut expliquer son attitude que de deux façons: ou il n'a rien compris à la valeur de cette région et la portée de son acte, ou il se rit cyniquement de la population de la province, lui qui faisait autrefois des discours aussi enflammés pour se faire le champion de la protection de nos ressources naturelles. Il en concède la moitié à des intérêts étrangers, à une compagnie contrôlée en majorité par des étrangers.

Je n'ai pas d'objection à ce que le capital étranger vienne dans la province de Québec, mais cela n'autorise pas le gouvernement à donner la moitié de la province aux étrangers. Je n'en veux pas aux étrangers à cause de leur langue ou de leur pays, mais je m'objecte à ce qu'on accorde une telle liberté à une compagnie qui pourra exploiter son entreprise dans la proportion des sept huitièmes contre nous et au bénéfice d'un autre pays.

Le premier ministre, pour ne pas avoir prévu cela, passera pour l'homme politique le plus imprévoyant - parce que je ne veux croire qu'à de l'imprévoyance - de l'histoire de la province de Québec.

On dira peut-être qu'il y a de nos amis politiques, des rouges, dans cette compagnie. C'est possible, je ne le sais pas. Mais la concession serait faite à mon frère que je me ferais un devoir d'attirer l'attention du gouvernement pendant qu'il en est encore temps sur le désastre que peut provoquer cette transaction.

(Applaudissements à gauche)

Regardons près de nous ce qui s'est passé. Il y a un autre pays (Terre-Neuve) intéressé à la même transaction qui ne s'appartient plus à lui-même aujourd'hui justement parce qu'il a cédé naguère ses ressources naturelles à d'autres. Et pourtant, le gouvernement de notre province pouvait faire de si grandes choses avec toutes ces richesses.

Le gouvernement fédéral met à la disposition des provinces des sommes considérables pour de grands travaux. Je ne veux pas faire de critique destructive, mais le premier ministre aurait dû demander l'appui du gouvernement fédéral, qui aide une autre province à ouvrir le district de Yellowknife en contribuant à la construction d'une route au coût de dizaines de millions de dollars, pour développer lui-même le territoire minier du Nouveau-Québec.

Pourquoi le gouvernement de Québec n'aurait-il pas, en coopération avec Ottawa, entrepris en même temps que cette transaction, la construction

d'une route carrossable ou d'un chemin de fer reliant ce nouveau district à un port océanique d'hiver sur la Côte-Nord, Havre-Saint-Pierre ou Sept-Îles, par exemple?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est enfantin.

M. Godbout (L'Islet): C'est enfantin parce que le premier ministre n'y comprend rien. Ce serait une dépense de plusieurs millions en collaboration avec Ottawa pour extraire les minéraux. Ce serait environ 300 milles en ligne droite.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) rit très fort.

M. Godbout (L'Islet): Bon, disons 350 milles à cause des détours, mais c'est 300 milles en ligne droite. Cette voie de communication coûterait quelques millions et offrirait l'avantage à la province de pouvoir développer ses immenses richesses forestières de la Côte-Nord.

Le premier ministre ne sait pas cela, mais le peuple le sait et il lui en demandera des comptes sévères. Si la transaction garantissait l'exploitation de notre minerai de fer du Nouveau-Québec chez nous, on pourrait faire surgir à Havre-Saint-Pierre ou ailleurs une grande aciérie et travailler les minéraux sur place avec le résultat que la province de Québec retirerait plusieurs millions par année dans un espace très court de temps. On assurerait en même temps le développement forestier et une usine pourrait être construite à Rivière Saint-Pierre, de laquelle la province pourrait obtenir des millions au lieu de la somme insignifiante mentionnée dans l'entente.

Je demande au gouvernement encore une fois de réfléchir, de ne pas aller jusqu'au bout dans cette transaction la plus inique et la plus désavantageuse qui n'a jamais été préparée ici. Je n'aimerais pas assumer la responsabilité d'une telle action pour la postérité. Le premier ministre répondra peut-être que l'arrêté en conseil parle de \$100,000,000 de dépenses. En effet, il en est question dans les attendus et non pas dans les conclusions.

J'espère que toute la Chambre et toute la province feront entendre à ce sujet une voix unanime qui arrêtera le gouvernement sur le chemin où il s'est engagé. Jamais nos intérêts n'auront été gérés de façon plus imprévoyante. J'espère que le gouvernement reculera et que le premier ministre ne mettra pas sur son nom la tache de l'Ungava.

(Applaudissements et ovation à gauche)

L'honorable M. Robinson (Brome): Je siège depuis 10 ans en Chambre et je n'ai jamais vu de spectacle tel que celui que vient de présenter le chef de l'opposition. Il est dommage que le chef d'un parti si important soit imprégné de tels préjugés et de haine envers le gouvernement pour que son sens de la justice soit bouleversé et qu'il perde son sens du bien et de la raison. Il a parlé de façon injuste d'une chose qu'il ne connaît point puisque la loi que l'on doit présenter n'a pas encore été soumise à la Chambre.

Le projet de loi à ce sujet vient à peine d'être introduit. Lorsqu'il sera présenté à la Chambre, on verra le peu de chose que le chef de l'opposition sait sur ce dossier. Il se rendra compte qu'il n'y a pas de danger que la province ne perde aucun de ses droits par cette transaction avec le gouvernement au pouvoir.

Des discours du genre de celui du chef de l'opposition découragent le capital étranger de venir s'installer dans la province. Le devoir du gouvernement est de corriger les abus et non pas de conduire l'industrie. On a bien tort, du côté de l'opposition libérale, de parler de concessions à des compagnies étrangères, car s'il y a jamais eu de concessions de nos richesses naturelles à des étrangers, c'est bien au cours des administrations libérales. Le Parti libéral a commencé dans ce sens en confisquant le capital de la Montreal Light, Heat and Power, et maintenant il énonce en gros que nous ne sommes pas intéressés au capital étranger. Le chef du gouvernement a souvent dit que le capital honnête était bienvenu dans la province et s'il y avait des abus, c'était la responsabilité du gouvernement de corriger de tels abus.

Le chef de l'opposition et tous les députés de la gauche feraient beaucoup mieux d'attendre la présentation prochaine de la loi que le gouvernement veut faire passer pour ratifier cette entente survenue entre la Hollinger et le gouvernement avant de critiquer. Notre législation, une fois qu'elle sera connue de tous les députés, démontrera qu'elle est la plus avantageuse jamais passée sous aucun régime politique dans ce domaine. Elle n'attirera pas de critique au gouvernement, mais lui méritera des félicitations pour sa largeur de vues, sa prévision, grâce auxquelles cette partie de notre province sera développée.

Du reste, le gouvernement ne donne aucune concession réelle. Cette région est connue depuis plus de 100 ans et les gens ont fait de nombreux voyages là-bas, et le député de l'Islet ne devrait pas oublier qu'il est connu qu'aussi loin que 1919, le

territoire avait été offert en concession pour aussi peu que \$2,000 par année à la compagnie Hollinger, et encore en 1921 et encore en 1927 selon les mêmes conditions⁵. Aujourd'hui, le gouvernement reste propriétaire de chaque pied du terrain qu'il a concédé. Je donnerai plus de précisions lorsque le bill sera présenté à la Chambre.

M. Roberge (Lotbinière): Je trouve que le ministre des Mines dispose d'une façon bien brève d'une question aussi importante que celle soulevée par le chef de l'opposition. Il en dispose de la même façon que dans l'interview qu'il a accordée au *Northern Miner* pour dire à propos de la concession minière du Nouveau-Québec: "Ça peut paraître immense mais sur la carte de la province, c'est grand comme mon pouce". Évidemment, sur la carte du ministère des Mines, que j'ai ici et que je montre à la Chambre, l'étendue de la concession est grande comme le pouce du ministre.

Comme question de fait, la concession qu'on est sur le point de faire couvre un deux centièmes de la superficie totale de la province. Elle est aussi grande que les comtés de Lotbinière, Dorchester, Beauce et Bellechasse réunis. Comme question de fait, elle représente la superficie de 39 cantons de l'Abitibi. Dans le seul canton de Rouyn, il y a 19 mines très riches en opération, et dans les 39 cantons de l'Abitibi, il y a au-delà de 100 mines actuellement en opération. On peut voir toute la richesse que le gouvernement, par un seul arrêté ministériel, met entre les mains d'une compagnie comme la Hollinger, et cela, à peu près pour rien. La concession place cette compagnie dans une situation unique.

Il est vrai que le gouvernement de 1919 a accordé une concession pour fins d'exploration et sujette aux lois de la province, mais sans la bande de 10 milles à l'entour que l'ordre en conseil du mois de janvier dernier ajoute. De plus, la Hollinger avait obtenu une concession en 1942, mais sans aucune disposition spéciale, suivant la loi des mines.

Cette concession était d'est à l'ouest et elle met cette direction de côté aujourd'hui pour pousser vers le nord, suivant par le fait même toute la bande minéralisée de la région du Nouveau-Québec. Que le ministre consulte le rapport de 1895 de M. Low, ingénieur fédéral, qu'il consulte le rapport de son propre département, et il verra que M. Low a dit, au cours de recherches effectuées de 1895 à 1898: "Ce territoire est aussi riche et aussi minéralisé que la région de Massabi, sur le lac Supérieur". Cette bande n'est donc pas une découverte de la Hollinger. C'est

cette richesse immense que l'on a concédée par ordre en conseil.

Tout à l'heure, le chef du Parti libéral mettait le gouvernement en garde contre les concessions faites sans garantie à des étrangers. Je n'ai aucune prévention contre les Américains, les Anglais ou les Français. Il y a de très bons Canadiens parmi les directeurs de la Hollinger. Mais la Hollinger est associée aux intérêts Hannah de Cleveland, Ohio, qui recherchent du fer pour parer à la pénurie dans laquelle se trouvent les États-Unis.

La Chambre veut-elle une nouvelle preuve de l'immensité des richesses que le gouvernement concède par ordre en conseil? Dans son numéro de décembre, le magazine *Fortune*, un magazine capitaliste, déclare que si une guerre éclatait, les États-Unis n'auraient pas le fer voulu pour fabriquer les munitions dont ils auraient besoin.

L'article de *Fortune*, intitulé "Le dilemme du fer", dit qu'entre 1950 et 1954, les mines de la région Mesabi seront épuisées. Il n'y reste plus que 500,000,000 de tonnes de fer de qualité que l'on a trouvée dans l'Ungava (Nouveau-Québec).

La U. S. Steel contrôle 350,000,000 de tonnes dans la Mesabi et la balance est partagée entre les autres compagnies d'acier, dont celle de M. Hannah, intéressé dans Hollinger. Les intérêts Hannah ont 25 % du stock de toutes les compagnies intéressées dans le fer aux États-Unis.

Il n'est donc plus, en dehors du Mexique et de quelques États américains où les dépôts ne sont pas considérables, que les richesses du Labrador. Le seul endroit où les États-Unis peuvent trouver des gisements de fer importants, c'est au Labrador et dans la province de Québec. Le fer qu'on y trouve est de qualité supérieure. On conseille au gouvernement américain de geler les 500,000,000 de tonnes de fer qui restent à exploiter dans la région de Massabi et du lac Supérieur afin d'avoir des approvisionnements disponibles en cas de guerre. Et pendant ce temps-là, on viendrait chercher les immenses richesses dont on a besoin chez nous "pour une bouchée de pain", comme a dit le chef du Parti libéral.

En lisant l'ordre en conseil du gouvernement de l'Union nationale, on constate que la province de Québec ne retirera de la transaction que \$6,000 par année pendant cinq ans, rien pendant sept ans puis \$100,000 par année pendant 60 ans, les droits du département des Mines, 7 % sur les profits.

Ce qui veut dire que lorsque la compagnie sera en pleine exploitation, si elle paie \$4,000,000 de dividendes à ses actionnaires, la province retirera

7 % de ces profits, soit \$280,000. Ce qui veut dire que le peuple du Québec, à qui appartiennent les ressources naturelles, ne tirera qu'un quarantième des profits perçus par la Hollinger à même nos richesses naturelles.

M. l'Orateur, pour ma part, je n'accepterai certainement pas de ratifier l'arrêté qui sera soumis à la Chambre. Et, à moins que les documents demandés par le chef du Parti libéral ne soient produits et ne nous éclairent suffisamment sur les conséquences de l'acte qu'on veut poser, nous serons encore ici le 1^{er} juillet, jour de la Confédération, pour empêcher que vous cédiez à des étrangers un deux-centièmes du territoire de la province de Québec.

(Applaudissements à gauche)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Lorsque nous étions au collège, nous parlions souvent de tomber de Charybde en Scylla. En écoutant le chef de l'opposition et son lieutenant, j'ai eu cette impression. Le chef de l'opposition condamne une loi qu'il ne connaît pas et mentionne des conditions de la transaction qui n'existent que dans son cerveau. Quelle chute pour le chef d'un parti qui fut grand! Et le jeune homme de Lotbinière fait des menaces puériles. Le Parti libéral veut retenir la Chambre jusqu'au 1^{er} juillet? Je le défie.

Le député de Lotbinière (M. Roberge) ne connaît pas, lui non plus, ce dont il parle. On fait des déclarations extravagantes alors que la loi n'est pas encore soumise. Elle va être imprimée aujourd'hui ou demain. On parle de ce qu'on ne connaît pas et on fait des calculs fantaisistes. On mentionne un deux centièmes d'une chose, un quarantième de l'autre. Personne ne peut discuter du dossier avant la présentation du projet de loi.

Au lieu d'attendre, le député de Lotbinière, qui est probablement inspiré par les paroles de son chef, a fait des calculs qui sont faux, et pas un de ces derniers ne s'applique aux faits.

Je n'aime pas le ton rempli de sous-entendus du député de Lotbinière lorsqu'il dit que le gouvernement ne veut pas produire les documents demandés, alors que par magnanimité, avant même que la motion ne soit adoptée, j'ai moi-même fourni au chef de l'opposition l'arrêté ministériel qu'il a entre les mains dès qu'il eut fait publier une copie de sa motion dans les journaux, avant la session. L'Union nationale n'a rien à cacher.

M. Drouin (Abitibi-Est): Je soulève un point d'ordre. L'honorable député de Lotbinière n'a pas parlé de la loi, mais de l'ordre en conseil.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'honorable député de Lotbinière a fait des calculs que nous avons écoutés. Il prétend que nous cédon un deux-centième du territoire de la province de Québec.

M. Roberge (Lotbinière): C'est exact.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'honorable député de Lotbinière a dit: "Si les documents ne sont pas produits". Pour montrer ma magnanimité, j'ai produit l'ordre en conseil avant même la présentation de la loi.

M. Roberge (Lotbinière): Je soulève un point d'ordre. La motion ne réclame pas seulement la production de l'arrêté ministériel. Elle mentionne aussi la correspondance échangée avec les compagnies et tous les documents concernant la transaction.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le point d'ordre ne tient pas debout. C'est seulement pour interrompre.

M. Roberge (Lotbinière): Le point d'ordre tient debout et nous aussi nous allons nous tenir debout devant le gouvernement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): On cherche à interrompre celui qui parle parce qu'on ne veut pas entendre la vérité. Je regrette que le chef de l'opposition ait oublié l'importance de sa position et prononcé des paroles qui sont de nature à nuire au progrès du Québec, en cette période de conversion à l'heure où nous avons besoin du capital étranger pour donner du travail à des milliers d'ouvriers et pour développer nos ressources naturelles. C'est regrettable qu'il ne réalise pas la responsabilité qui lui incombe.

(Pointant du doigt les députés de la gauche)
Ces gens-là montrent...

M. Dumaine (Bagot): Qu'ils ont du bon sens.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai été condescendant pour la gauche. D'après les règlements de la Chambre, nous aurions pu empêcher tout ce débat, qui est hors d'ordre, étant donné qu'il y a un projet de loi au *Feuilleton* sur lequel on pourra dire tout ce que l'on voudra. Nous établirons en temps et lieu que la mesure soumise par le ministre des Mines est l'une des plus progressives, des plus patriotiques que la Législature n'ait jamais été appelée à voter.

(Mouvements de protestations à gauche)

Le Parti libéral doit être assez désespéré pour adopter les mesures qu'il adoptait. Pas une des déclarations substantielles du chef de l'opposition n'est conforme à la vérité. Plus que cela, le projet que nous allons présenter a été mûri pendant des mois.

Nous avons obtenu l'avis d'experts, entre autres de M. A.-O. Dufresne, sous-ministre des Mines, un libéral et un honnête homme, dont la compétence, l'intégrité et les connaissances sont incontestables et connues de tout le monde. Il nous a recommandé de passer cette loi. J'aime mieux l'opinion de M. Dufresne que l'opinion des petits politiciens qui veulent faire une tempête dans un verre d'eau.

Des députés libéraux lancent des huées.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il n'est pas nécessaire de fournir des noms, ils savent de qui il s'agit. Nos amis d'en face sont jaloux et ils noient le projet dans un flot d'imagination intempestive.

Que le chef de l'opposition se le tienne pour dit: il n'empêchera pas l'Union nationale d'obtenir les capitaux dont nous avons besoin pour développer nos ressources naturelles et pour donner du travail à nos ouvriers. Jamais un projet sérieux et aussi rempli de réalisations pour les nôtres n'aura été présenté.

L'Ungava existe depuis toujours et notre gouvernement a été le premier à s'occuper de son développement. Le projet de loi sera présenté bientôt et il attirera l'attention sur les tactiques des adversaires qui ont des préjugés à un point tel où ils dénoncent à l'avance une loi dont ils ne savent rien. Ils désirent manifester, je ne dirais pas de la haine, mais leur mécontentement d'être à la place qu'ils méritent en cette Chambre. Dans le désir mesquin de faire oublier cette imprévoyance, les membres de l'opposition s'attaquent, aujourd'hui, à des hommes honnêtes qui vont de l'avant avec le capital nécessaire et qui veulent nous aider à développer nos ressources.

C'est l'Union nationale qui a passé une loi obligeant les compagnies qui exploitent nos ressources naturelles à s'incorporer dans la province. La compagnie qui fera de l'exploitation dans le Nouveau-Québec devra respecter nos droits et donner à la population du Québec le plein bénéfice des ressources du Québec. Je n'en dirai pas davantage pour aujourd'hui.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier) rappelle les luttes soutenues par Bourassa à propos de nos

ressources naturelles⁶. Suivant qu'ils sont dans l'opposition ou au pouvoir, dit-il, nos deux vieux partis se montrent de farouches gardiens des ressources naturelles de la province ou des gens prêts à faire des affaires avec les grandes compagnies. Nous sommes aujourd'hui dans une position étrange. Les critiques de l'opposition sont apparemment fondées sur un arrêté ministériel et on vient de nous laisser entendre qu'il y aura de grandes divergences entre l'arrêté ministériel et la loi.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je n'ai jamais dit ça.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): Alors, les données puisées dans l'arrêté ministériel par le chef de l'opposition doivent être les bonnes. En tout cas, que la loi soit ou non conforme à l'arrêté ministériel, on peut tout de suite présenter des réflexions préliminaires, faire une mise en garde.

On nous a souvent parlé de la grande tragédie de nos pouvoirs d'eau, de nos forêts, de nos mines qui ont été cédées à vil prix. Cela change de formule selon que les partis sont au pouvoir ou dans l'opposition.

Que l'on parle d'un arrêté ministériel ou d'un projet de loi, cela ne change rien à la superficie de la province. Une chose certaine, si la loi est conforme à l'arrêté, j'estime que c'est une nouvelle tragédie de nos ressources naturelles qui se produit. Les idées exprimées par le premier ministre tantôt peuvent prêter à des abus extrêmement graves. Il est souhaitable que ces ressources soient mises en valeur, mais si elles profitent principalement à une compagnie étrangère, qu'est-ce que les Québécois y gagnent ?

Les richesses de l'Ungava sont très considérables. Certains experts les évaluent même à un demi-milliard⁷. Il est inconcevable qu'on les concède par périodes de six ans, jusqu'à au-delà de l'an 2000, comme on l'a fait observer, pour quelques milliers de dollars. Donner un petit royaume à exploiter pour \$100,000 par année, voilà qui est absolument inexplicable.

Ça me paraît même un fait sans précédent dans l'histoire de notre industrie minière. Il faut admettre que certains actes accomplis par l'administration libérale nous y ont conduits. C'était pour le moins une imprévoyance que de concéder en 1942 un permis spécial d'exploration à une seule compagnie sur une région considérable, de 3,900 milles carrés, alors qu'on venait aussi de découvrir des gisements extrêmement importants au Labrador, territoire adjacent.

D'après un expert de la compagnie, le chemin de fer coûtera \$15,000,000, alors que le ministre des Mines a cité le chiffre de \$150,000,000. On sait qu'il y a là une richesse énorme. On aurait dû envoyer des experts faire des enquêtes. Les prospecteurs de la Hollinger ont constaté qu'il y a au moins 15 dépôts de minerai de fer dans le Nouveau-Québec. On ne le sait pas d'une façon assez précise parce que le gouvernement n'a pas contrôlé lui-même les données des compagnies.

Ce serait un aveu d'impuissance que de céder des choses dont on ne se fait qu'une vague idée. C'est bien mal défendre l'autonomie, c'est inviter même les poussées centralisatrices. Nous ne devrions pas agir comme des coloniaux qui ignorent tout des richesses de leur pays et qui sont prêts à tout donner pour rien. Il faudra procéder avec une extrême prudence. Il ne faut pas céder tout cela inconsidérément, au moment de la conférence fédérale-provinciale.

Je veux faire une mise en garde contre la répétition des erreurs passées, dénoncées par tous les partis dans l'opposition, mais répétées par eux au pouvoir. Généralement, quand on construit un chemin de fer, on ouvre une région. Mais, si c'est la compagnie qui construit le chemin de fer, il faut prendre garde que le contraire ne se produise et que la région ne soit fermée à tout jamais pour les compagnies concurrentes qui pourraient être intéressées à y faire de l'exploitation. À tout événement, on étudiera la loi sous tous ses angles lorsqu'elle sera présentée.

Je demande que l'on produise non seulement les documents remontant jusqu'au 1^{er} juin 1945, mais aussi ceux qui ont pu être passés depuis le 1^{er} juillet 1942.

M. Godbout (L'Islet) seconde cette suggestion.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je les produirai.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier) propose, appuyé par le représentant de Beauharnois (M. Lemieux), que la motion en discussion soit amendée en remplaçant, à la quatrième ligne du deuxième paragraphe, les mots "24 mai 1945" par les mots "24 mai 1942".

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que cette Chambre adopte ledit amendement. Adopté.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, que le débat sur

cette motion couvre en même temps une deuxième motion inscrite au nom du représentant de L'Islet (M. Godbout), et qui se lit comme suit:

Qu'il soit déposé, sur le bureau de la Chambre, une copie authentique de tous télégrammes, correspondances, etc., échangés entre le gouvernement de la province, aucun de ses membres ou officiers, et toutes personnes, compagnies, sociétés ou corporations, depuis le 24 mai 1945 inclusivement jusqu'au 13 février 1946 inclusivement, relativement au chapitre 54, 9 George VI intitulé: Loi pour faciliter et encourager le développement minier dans le territoire du Nouveau-Québec.

M. Chaloult (Québec): Le premier ministre nous demande d'attendre le texte de la loi avant de discuter de cette question. Je crois que c'est sage. Mais, je rappellerai certaines de mes attitudes du passé sur des sujets semblables.

Je n'ai cessé de demander que les ressources naturelles de la province soient exploitées par et pour les Québécois. Sous les anciens régimes libéraux de Parent, Gouin et Taschereau, on les a sacrifiées à vil prix pour garnir la caisse électorale. J'ai condamné les concessions de nos ressources naturelles à des étrangers faites sous les anciens gouvernements.

M. Godbout (L'Islet): Et cela, pendant que vous appuyiez le régime libéral?

M. Chaloult (Québec): Je voudrais bien savoir quand j'ai appuyé le Parti libéral à Québec. Qu'on me cite un seul discours, une seule déclaration à cet effet. J'ai appuyé MM. King et Lapointe, à un certain moment, et j'ai bien fait⁸. Par la suite, ils sont devenus impérialistes et je les ai quittés.

Je n'ai jamais approuvé de gouvernements provinciaux, mais je trouve fort justes les paroles du chef de l'opposition contre les concessions faites à la légère. Il vaut mieux ne pas exploiter du tout nos ressources naturelles que de les concéder à des étrangers.

Je n'ai pas d'antipathie pour les étrangers, mais nous devons avoir de la sympathie pour les nôtres. Je n'ai pas lu l'arrêté ministériel et je jugerai le projet de loi quand il sera présenté. S'il aliène nos ressources naturelles, je ne manquerai pas de le combattre et de voter contre.

M. Bienvenue (Bellechasse): La question est tellement importante, tellement vitale que c'est le devoir des députés de l'examiner même avant que le

bill lui-même ne nous soit distribué et de voir à ce que nos ressources naturelles ne soient pas dilapidées.

Je veux tout d'abord féliciter l'honorable chef de l'opposition de l'avoir soulevée en Chambre. Je félicite le chef de l'opposition, le député de Lotbinière et tous ceux de mes collègues de la gauche qui ont parlé avant moi des excellents discours qu'ils ont prononcés.

Le premier ministre n'est pas convaincu de la justice de sa cause et c'est pour cela qu'il a été si faible. C'est peut-être aussi parce que le ministre des Mines n'a rien trouvé à dire pour répondre au chef de l'opposition. Le mal est déjà consommé. Il y a un ordre en conseil qui a été passé et qui lie la province pour 76 ans puisqu'il dit ...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je soulève un point d'ordre. Un député ne peut lire un document dont on demande la production, article 285.

M. Bienvenue (Bellechasse): Il s'agit de renseignements que j'ai obtenus. Je remercie le premier ministre de m'appliquer l'article 285 à moi tout seul.

(Rires)

Tous les orateurs qui m'ont précédé ont parlé de l'ordre en conseil tant qu'ils ont voulu.

M. l'Orateur: Le point d'ordre est maintenu.

M. Bienvenue (Bellechasse): Le premier ministre a prétendu que le gouvernement n'avait que fait revivre un ancien ordre en conseil.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est le ministre des Mines qui a dit cela.

M. Bienvenue (Bellechasse): C'est une mine dans laquelle je vais puiser. L'ordre en conseil dit...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je soulève un point d'ordre.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): M. l'Orateur, est-ce que je puis parler sur le point d'ordre?

M. l'Orateur: Si l'honorable député de Rivière-du-Loup veut parler, qu'il se lève.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup) se lève. Le point d'ordre est mal venu, dit-il.

M. l'Orateur: À l'ordre! C'est le député de Bellechasse qui a la parole.

M. Bienvenue (Bellechasse): Le Règlement dit qu'un député peut donner la substance d'un document dont la production est demandée.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Je voulais vous faire remarquer, M. l'Orateur, cette note du Règlement, mais lorsque je me suis levé, vous vous êtes levé vous-même et vous m'avez empêché de parler.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Point d'ordre. Que le député retire ses paroles, qui sont injurieuses pour l'Orateur de la Chambre, ou nommez-le.

(Mouvements de protestation à gauche)

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Je retire, mais toute vérité n'est évidemment pas bonne à dire.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je demande que le député retire ses paroles aussi.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): (Souriant) Je n'ai rien dit d'offensant.

M. l'Orateur: Que le député retire sans commentaires. Sinon, je devrai le nommer.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Eh bien, je retire sans commentaires.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Bon.

M. Bienvenue (Bellechasse): Le gouvernement a accordé une concession de 72 ans pour \$6,000 par année⁹.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je n'ai pas objection à ce que le député parle, mais il ne faut pas éterniser le débat.

M. Bienvenue (Bellechasse): Si le premier ministre n'a pas d'objection, qu'il me laisse enfin parler. Le gouvernement donne cette monstrueuse concession pour \$6,000, le prix d'une petite usine. Ah!

Si nous avions un *Hansard*, nous lirions au premier ministre ses déclarations dans l'opposition contre les concessions à vil prix. Le premier ministre

et le ministre des Mines n'ont rien dit. Mais je préfère la manière du ministre des Mines. Il n'a rien à dire tandis que le premier ministre parle de patriotisme pour nous faire accepter le don de l'Ungava à des étrangers.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Pas à des étrangers.

M. Bienvenue (Bellechasse): Quels sont les directeurs de la Hollinger¹⁰?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y en a un, M. Timmins, qui est un Canadien puissamment riche et marié à une Canadienne française, tout comme ses frères. C'est un bon libéral.

M. Bienvenue (Bellechasse): J'ai beaucoup de respect pour ce Canadien, mais il n'est pas question de savoir s'il y a des libéraux parmi les directeurs.

Il s'agit de savoir si les droits de la province de Québec sont protégés. Si la loi que l'on va nous présenter est semblable à l'ordre en conseil, nous offrons le spectacle d'une province qui se donne sans considération.

(Applaudissements à gauche)

Le gouvernement libéral n'accordait, en 1942, qu'un permis de recherche. Le présent gouvernement a cédé un droit d'exploration et de recherche et même un droit d'exploitation pour une bouchée de pain. Ce permis durera 76 ans à \$6,000 par année de bénéfice pour la province.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ces chiffres sont inexacts. Pareilles prétentions sont contraires à la réalité. Si on continue sur ce ton, je me verrai obligé de soulever un point d'ordre pour mettre fin à une discussion illégale.

M. Bienvenue (Bellechasse): La période de 76 ans prévue dans l'arrêté ministériel est exagérée. Je rappelle au premier ministre que, dans l'opposition, il dénonçait avec âpreté ceux qui cédaient les ressources de la province à des étrangers pour un plat de lentilles. La province sortira appauvrie de cette transaction.

M. Drouin (Abitibi-Est) propose, appuyé par le représentant d'Arthabaska (M. Plourde), que le débat soit ajourné.

Adopté.

Dépôt de documents:

Chemins de fer, rapport 1944

L'honorable M. Lorrain (Papineau) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport des chemins de fer pour l'année expirant le 31 décembre 1944. (Document de la session no 12)

Chemins de fer, États et statistiques, 1944

L'honorable M. Lorrain (Papineau) dépose sur le bureau de la Chambre les états, rapports et statistiques des chemins de fer jusqu'au 31 décembre 1944. (Document de la session no 13)

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures.

Deuxième séance du 6 mars 1946

Présidence de l'honorable A. Taché.

La séance est ouverte à 8 h 15.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:

Prêts aux pêcheurs par les caisses populaires

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 23 concernant les prêts aux pêcheurs par les caisses populaires.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au

bill 23 concernant les prêts aux pêcheurs par les caisses populaires.

Adopté.

Association des courtiers d'assurance

M. Tellier (Montcalm) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 114 concernant l'Association des courtiers d'assurance de la province de Québec.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 114 sans l'amender.

M. Tellier (Montcalm) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

David Gordon Gibb

M. Tellier (Montcalm) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 106 autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec à admettre David Gordon Gibb à l'étude de la profession de notaire et à régulariser son brevet de cléricature.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 106 sans l'amender.

M. Tellier (Montcalm) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Hyacinthe Médéric Robichaud

M. Gatién (Maisonneuve) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 133 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Hyacinthe Médéric Robichaud au nombre de ses membres, après examen.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 133 sans l'amender.

M. Gatién (Maisonneuve) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de La Tuque

M. Ducharme (Laviolette) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 118 modifiant la charte de la ville de La Tuque.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 118 sans l'amender.

M. Ducharme (Laviolette) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Lauzon

M. Jolicoeur (Bonaventure) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 122 modifiant la charte de la ville de Lauzon.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 122 sans l'amender.

M. Jolicoeur (Bonaventure) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Sherbrooke

M. Goudreau (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité

plénier pour étudier le bill 130 modifiant la charte de la cité de Sherbrooke.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 130 sans l'amender.

M. Goudreau (Richmond) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Verdun

M. Ross (Montréal-Verdun) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 147 modifiant la charte de la cité de Verdun soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Trois-Rivières

M. Bellemare (Champlain) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 153 modifiant la charte de la cité de Trois-Rivières soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Cap-de-la-Madeleine

M. Bellemare (Champlain) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 127 ratifiant certains contrats et résolutions relatifs aux taxes payables par Dominion Foils (Canada), Limited à la cité et aux commissaires d'écoles du Cap-de-la-Madeleine soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

George Baranovsky

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 139 changeant le nom de famille de George Baranovsky *et uxor* en celui de Bromley soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Sainte-Anne-des-Lacs

M. Blanchard (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 135 érigeant la municipalité de la paroisse de Sainte-Anne-des-Lacs et la municipalité scolaire de Sainte-Anne-des-Lacs soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Association d'hospitalisation

M. Gatien (Maisonneuve) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 149 modifiant la charte de l'Association d'hospitalisation du Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Mont-Royal

M. Gatien (Maisonneuve) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 155 concernant la ville de Mont-Royal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Île-Perrot

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 156 concernant la municipalité de la paroisse de l'Île-Perrot soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Demandes de documents:

Développement minier dans le Nouveau-Québec

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné ce jour, sur les motions du représentant de L'Islet (M. Godbout) proposant qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre:

Une copie authentique de tous les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province, depuis le 24 mai 1942 inclusivement jusqu'au 13 février 1946 inclusivement, relativement au chapitre 54, 9 George VI, intitulé:

Loi pour faciliter et encourager le développement minier dans le territoire du Nouveau-Québec.

Et, aussi, sur une deuxième motion du député de L'Islet (M. Godbout) proposant qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre:

Une copie authentique de tous télégrammes, correspondances, etc., échangés entre le gouvernement de la province, aucun de ses membres ou officiers, et toutes personnes, compagnies, sociétés ou corporations, depuis le 24 mai 1945 inclusivement jusqu'au 13 février 1946 inclusivement, relativement au chapitre 54, 9 George VI, intitulé: Loi pour faciliter et encourager le développement minier dans le territoire du Nouveau-Québec.

M. Drouin (Abitibi-Est)¹¹: Ceux qui projettent de grands développements dans le Nouveau-Québec sont de grands Canadiens associés à des étrangers. Ce sont des hommes d'affaires avertis et ceux qui traitent avec eux au nom du gouvernement devraient agir en hommes d'affaires, car ils ont les intérêts de la province en main. Tout d'abord, je ferai une mise au point. Le ministre des Mines a prétendu qu'un permis semblable avait été accordé en 1942. C'est une erreur. Le permis de 1942 était un simple permis d'exploration d'une durée de cinq ans et n'autorisait ses détenteurs qu'à développer 1,000 acres par an seulement et suivant les obligations de la loi des mines.

(Applaudissements à gauche)

La Hollinger, ou plutôt la Labrador Mining - les intéressés sont les mêmes dans les deux compagnies - a des concessions encore plus considérables dans le Labrador terre-neuvien que dans le Nouveau-Québec. Terre-Neuve a en effet accordé une concession à la Labrador Exploration dans des conditions identiques aux concessions du gouvernement. Mais, Terre-Neuve n'a pas d'industrie. Il y a danger pour le développement de la partie québécoise.

De plus, au nord de la concession accordée à la Hollinger, dans le Nouveau-Québec, il y a encore des territoires miniers très riches. Les pouvoirs exclusifs conférés à la Hollinger empêcheront le développement de ces territoires.

Le gouvernement de Québec aurait dû être plus prévoyant. Jusqu'en 1962, aucune autre compagnie que la Hollinger ne pourra faire de développement dans le Nouveau-Québec. De plus, l'entente conclue ne nous garantit nullement que l'exploitation sera faite au bénéfice de notre province et de nos ouvriers. Tout le bénéfice que nous allons retirer, c'est une grande carrière à 700 milles des grands centres.

Nous ne sommes pas opposés au développement minier, bien au contraire, mais le gouvernement ne devrait pas paralyser le développement de tout un coin de notre province, le Nouveau-Québec, au profit d'une seule compagnie et au détriment de toutes les autres compagnies minières qui voudraient aller s'établir en ces lieux.

La province doit veiller à ses intérêts avec autant de soins que les financiers américains et canadiens qui forment cette compagnie. Nous avons cherché à savoir ce qui se tramait dans cette affaire. On a fait du mystère. Cela donne des inquiétudes. La province n'a encore fait que des explorations superficielles dans le Nouveau-Québec. On n'a fait aucune recherche géologique. Une étude plus approfondie de la région l'aurait peut-être convaincu de la nécessité de construire un chemin de fer.

J'ai demandé des renseignements au ministère des Mines. On m'a référé à un rapport de 1895. À cette époque, les méthodes d'exploration n'étaient pas perfectionnées et les explorateurs étaient si conservateurs qu'ils allaient jusqu'à prétendre qu'il n'y avait pas de gisements miniers dans le Nord-Ouest de la province de Québec, qui est aujourd'hui la grande région minière de l'Abitibi. C'était sous un gouvernement conservateur.

M. Lesage (Abitibi-Ouest): Les gouvernements sont devenus libéraux.

M. Drouin (Abitibi-Est): Est-ce que quelqu'un m'a interrompu M. l'Orateur? Je n'ai vu personne se lever. L'ordre en conseil n'accorde aucune protection à la province. Le gouvernement aurait dû obliger les promoteurs à faire surgir de grandes aciéries dans notre province. Le ministre des Mines a dit que la production du minerai du fer atteindra 40,000 tonnes par jour.

L'honorable M. Robinson (Brome): J'ai dit que la compagnie serait obligée de faire cette production.

M. Drouin (Abitibi-Est): Eh bien, quelle garantie le ministre a-t-il prise pour assurer cette immense production? J'attends une réponse. Il n'y a pas de garanties. Pas de garantie non plus que la carrière sera dans la province de Québec au lieu d'être au Labrador, du côté appartenant à Terre-Neuve. Et comment expédierait-on ce minerai à l'étranger? Car le minerai sera envoyé à l'étranger à l'état brut.

A-t-on choisi un port pour l'expédition? Ce port est-il situé dans notre province? Si la compagnie

ne sert qu'aux intérêts américains, Québec ne retirera aucun avantage. Est-ce que le gouvernement a étudié les répercussions de son ordre en conseil sur la production de fer au Canada? Aucune mesure n'a été prise pour protéger les ouvriers. Aucune mesure n'a été prise pour protéger les intérêts canadiens et québécois. Les Américains sont en grand nombre dans la Hollinger. Ils seront excusables de travailler d'abord pour eux-mêmes.

Rien n'empêche la compagnie d'aller construire ses moulins au Labrador. Quant à nous, nous avons besoin de fer. Nous avons à Sorel une grande industrie qui pourrait être intéressée à ce grand développement des richesses de la province de Québec. Elle pourrait avantageusement construire des autos, si le fer pouvait s'obtenir à bonnes conditions.

Le ministre des Mines est gravement coupable d'imprévoyance s'il n'a pas étudié tous les aspects de la question. Quant aux revenus pour la province, ils seront aléatoires. Le prix du fer n'est pas fixé comme celui de l'or par convention internationale. La Hollinger pourra vendre à bas prix son minerai à une subsidiaire américaine, qui fera tous les profits, et celle-ci le revendra aux États-Unis, et le tour sera joué. La province de Québec ne retirera pas le 7 % qu'on lui promet.

Le gouvernement devrait aussi s'entendre avec le fédéral pour que le développement se fasse selon les intérêts canadiens. On pourrait également intéresser Ottawa à la construction du chemin de fer afin que la nouvelle voie ferrée serve toute la région et toutes les industries.

Je crois en avoir assez dit pour que le ministre des Mines, au lieu de répondre avec légèreté, suive les conseils que l'opposition lui a donnés. Je répète que je suis en faveur du développement du Nouveau-Québec, mais j'ai soulevé des objections afin de prévenir des erreurs que la province pourrait regretter plus tard.

(Applaudissements prolongés à gauche)

M. Hartt (Montréal-Saint-Louis): M. l'Orateur, je ne parle pas comme un partisan, mais comme un citoyen de la province de Québec désireux de voir les intérêts de la province sauvegardés. Les ressources naturelles d'un pays appartiennent à la population de ce pays et le gouvernement, n'en étant que le dépositaire, se doit de bien les administrer dans l'intérêt de ses commettants. Un gouvernement qui dilapide les richesses naturelles commet un crime à l'endroit des générations futures.

Le premier ministre, quand il était chef de l'opposition, a longtemps critiqué des lois en prétendant qu'elles hypothéquaient le patrimoine national. Que pense-t-il de cette loi-ci? Il évoque les campagnes du premier ministre en 1935 et 1936. Il parlait alors, dit-il, contre les étrangers et promettait de garder les richesses naturelles pour le peuple de la province de Québec. Comme il est changé!

Aujourd'hui, c'est le premier ministre qui donne ces richesses à des gens qui n'ont aucun intérêt dans la province. La province fait de l'argent en forçant les compagnies étrangères à s'incorporer en vertu des lois provinciales. Mais cela ne donne que \$700, alors que la Hollinger va faire des profits dans les millions.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) soulève un point d'ordre alléguant que la discussion en cours est contraire aux règlements de la Chambre qui ont été édictés en 1941. L'article 153 du Règlement décrète que nulle motion ne doit soulever une question identique, au fond, à une motion qui est alors, sous quelque forme que ce soit, inscrite au *Feuilleton*.

Le temps de la Chambre, dit-il, ne doit pas être perdu par des répétitions et des redites. Ce débat anticipe sur une loi qui est au *Feuilleton* et a été distribuée à la Chambre. J'ai dit dès le début que ce débat était hors d'ordre. J'espérais qu'on ne le ferait pas durer inutilement. Tout ce qui a été dit ou se dira sera répété sur la loi proprement dite. De plus, on ne peut citer un document dont on demande la production.

Ce n'est que par condescendance que j'ai appelé la motion du chef de l'opposition, pensant qu'on s'en tiendrait à une discussion plutôt restreinte, mais les discours durent depuis le début de la séance de l'après-midi. Il est plus que temps de faire observer les règlements de la Chambre. Il demande de faire respecter l'article 5 de 281.

Voix à gauche: C'est le bâillon!

M. Godbout (L'Islet): Si le premier ministre ne voulait pas voir discuter ma motion, il n'avait tout simplement qu'à ne pas l'appeler. Il n'y a aucun fondement pour le point d'ordre. Nous discutons sur des actes du gouvernement, des actes qui sont légaux, puisque posés en vertu d'une loi de 1945. L'ordre en conseil est basé sur cette loi et il est donc légal et il lie la province.

Cependant, le principe posé par le premier ministre ne peut pas s'appliquer, autrement on

pourrait, par l'inscription subséquente d'une loi à l'ordre du jour, empêcher toute discussion. La motion est inscrite sur l'ordre du jour depuis le début de la session. Elle a donc préséance sur le projet de loi qui n'a été distribué que ce soir. Je réclame le respect du droit de parole donné aux députés.

M. Hartt (Montréal-Saint-Louis): J'ai droit de parler. Je n'ai fait aucune allusion à l'ordre en conseil.

M. Dumoulin (Montmorency): En vertu du paragraphe 11 de 285, il est clair que la motion du chef de l'opposition et la loi dont parle le premier ministre ont le même objet. Donc, le point d'ordre du premier ministre doit être renvoyé.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) prétend le contraire. La motion du député de L'Islet (M. Godbout), dit-il, a été appelée auparavant et le chef de l'opposition n'était pas prêt.

M. Bienvenue (Bellechasse): Le premier ministre a dit tout ce qu'il a voulu sur la question et tente maintenant d'empêcher les autres de parler.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je n'ai parlé que durant 10 minutes et vous autres tout l'après-midi.

M. Bienvenue (Bellechasse): C'est parce que nous avons quelque chose à dire!

M. l'Orateur: Le débat aurait pu continuer s'il n'y avait pas eu d'objection. Il y a une jurisprudence établie à l'effet que si on permettait un débat sur une motion et un débat sur la présentation d'une même loi, on s'exposerait à des redites. Le point d'ordre est maintenu. En vertu des articles du Règlement et des décisions rendues en 1934 et 1935. Le débat est clos¹².

M. Godbout (L'Islet): M. l'Orateur, dois-je comprendre que vous mettez fin au débat par le point d'ordre?

M. l'Orateur répond dans l'affirmative. Je maintiens le point d'ordre, dit-il.

M. Godbout (L'Islet): Dois-je aussi comprendre qu'après avoir subi les attaques du premier ministre, on me prive de mon droit de réplique sur la motion que j'ai présentée?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je n'ai pas d'objection à ce que le chef de l'opposition exerce son droit de réplique en autant qu'il se tiendra dans les limites des règlements.

M. Godbout (L'Islet): Je demande une directive à l'Orateur. Je ne veux pas des opinions du premier ministre, je n'en ai pas besoin.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) insiste pour qu'on suive les règlements. M. l'Orateur, dit-il, je demande le maintien du point d'ordre.

Décisions de l'Orateur:

Débat sur une motion soulevant un sujet déjà inscrit au *Feuilleton*

M. l'Orateur: Or, le débat fait quant aux dites motions est identique, au fond, à un bill et à des résolutions inscrites aux items 40 et 41 du même *Feuilleton*. Le bill et les résolutions sont même déposés sur la table du greffier.

Il est allégué, à l'encontre du point d'ordre, qu'il serait tardif. L'article 200, paragraphe 1 du Règlement, est clair. Il décrète qu'une violation du Règlement peut être signalée pendant le temps que la violation se continue. Je considère que le point d'ordre soulevé par l'honorable premier ministre est bien fondé et que le débat sur les motions en question est contraire au Règlement. Voir: Campion sur *Anticipation in debate*; Beauchesne, 3^e édition, 1943, page 182; de plus, voir *Journaux de l'Assemblée législative*, 1934, page 157.

M. Godbout (L'Islet): Dans ce cas, M. l'Orateur, je me vois obligé d'en appeler de votre décision.

Il en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: M. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Blanchard, Bourque, Caron, Chartier, Chartrand, Choquette (Shefford), Cossette, Côté (Montréal-Sainte-Marie), Côté (Montréal-Saint-Jacques), Delisle, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fleury, Gatién, Goudreau, Jolicoeur, Labbé, Langlais, Larivière, Larochelle, Leclerc,

Lesage, Lorrain, Marcotte, Paquette, Pelletier (Gaspé-Nord), Poulin, Pouliot, Riendeau, Robinson, Sauvé, Talbot, Tardif, Tellier, Thuot, Trudel, Vachon, 46.

Contre: MM. Bergeron, Bienvenue, Casgrain, Chaloult, Côté (Rouyn-Noranda), Dansereau, Drouin (Abitibi-Est), Drouin (Québec-Est), Dubreuil, Dumaine, Dumoulin, Dupré, Fillion, Francoeur, Godbout, Gosselin, Groulx, Guerin, Hamel, Hartt, Joyal, Kirkland, Laurendeau, Lawn, Leduc, Lemieux, Marler, Mathewson, Morin, Plourde, Roberge, Robidoux, Ross, Sylvestre, 34.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est maintenue.

Les deux motions portant dépôt de documents sont mises aux voix et la Chambre les adopte.

Demandes de documents:

Progrès industriel du Québec

M. Godbout (L'Islet) propose, appuyé par le représentant de Rivière-du-Loup (M. Casgrain):

1. Qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une copie authentique de tous télégrammes, correspondances, etc., échangés entre le gouvernement de la province, aucun de ses membres ou officiers, et toutes personnes, compagnies, sociétés ou corporations, depuis le 1^{er} juin 1945 inclusivement jusqu'au 13 février 1946, inclusivement, relativement au chapitre 29, 9 George VI, intitulé: Loi concernant la stabilité et le progrès industriels du Québec.

2. Qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie authentique de tous les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province, depuis le 1^{er} juin 1945 inclusivement jusqu'au 13 février 1946 inclusivement, relativement au chapitre 29, 9 George VI, intitulé: Loi concernant la stabilité et le progrès industriels du Québec.

J'espère, dit-il, qu'on aura assez d'esprit démocratique pour me permettre de discuter cette motion jusqu'au bout. Le gouvernement a fait accepter dans une de ses législations, votée l'an dernier, un principe antidémocratique et antinational lorsqu'il s'est fait autoriser à faire des échanges de concessions forestières. Elle permettait de concéder à une compagnie, qui n'en avait pas besoin, des limites...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) s'objecte à cette critique et soulève un point d'ordre.

M. l'Orateur: Je dois dire qu'il est défendu de critiquer une loi sans en demander le rappel.

M. Godbout (L'Islet): Je suis à critiquer les actes du gouvernement. J'ai ce droit et je vais l'exercer. Je vais l'exercer sur toutes les questions d'intérêt public et dans toute la mesure de nos ressources, même s'il faut prendre des détours et prolonger les débats.

Il n'y a pas de dictature et nous ne reconnaissons pas de dictateur dans la province de Québec. Malgré les points d'ordre que le premier ministre s'ingénie à soulever, je trouverai bien le moyen de dire ce que je pense sur cette affaire.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je soulève un point d'ordre. Le chef de l'opposition devrait connaître les règlements de la Chambre. Il ne peut parler que des conséquences de la loi. Qu'on s'en tienne à la résolution! Les bravades ne font peur à personne.

M. l'Orateur: Je n'ai l'intention d'empêcher personne de parler. J'ai simplement lu un règlement de la Chambre. Je ne suis pas ici pour juger les règlements, mais pour les appliquer.

M. Godbout (L'Islet): Quand j'ai parlé de dictateur, personne n'a pensé à vous. On a pensé plutôt à celui qui est en face de moi. Je veux savoir où le gouvernement en est rendu dans l'exécution de ces échanges de limites forestières. En d'autres circonstances, j'aurai l'occasion de dire plus pleinement ce que je pense sur la question.

M. Hamel (Saint-Sauveur) parle d'abord de l'industrie forestière en général. Le gouvernement, dit-il, a dérogé à la loi et à la coutume établie en ne mettant pas les réserves aux enchères publiques. Soixante-quinze mille milles de forêts appartenant à la couronne ont été concédés dans la province aux compagnies forestières et on a réussi à développer l'industrie la plus importante que nous ayons. En 1943, cette industrie a distribué \$80,000,000 en salaires à ses employés et mis sur le marché des produits ayant une valeur de \$300,000,000.

Cependant, l'industrie n'emploie que 25 % du bois abattu dans nos forêts, laissant 75 % en perdition. C'est un problème énorme. Il faut donc veiller avec un soin jaloux sur cette industrie. Au

nord du 52° degré, les forêts sont encore inaccessibles. Au sud, il reste à la province 155,000 milles carrés de forêts pour alimenter l'industrie. Il faut soustraire à ce chiffre 110,000 milles carrés de forêts inaccessibles, ce qui laisse 45,000 milles carrés pour l'industrie. En définitive, en enlevant à ce dernier chiffre, 25,000 milles carrés de lacs et de brûlés, nous possédons une réserve de quelques 25,000 milles carrés seulement.

À ce régime, si on exploite 2,000 milles carrés par année, dans 10 ans il ne restera plus rien. C'est dire qu'il faut être très prudent dans les concessions que nous faisons. Certaines compagnies sont très favorisées. Quelques-unes détiennent des réserves de 18,000 milles carrés, de 14,000 milles carrés, de 8,000 milles carrés, ce qui constitue d'immenses concessions.

Le gouvernement a fait tout le contraire de ce qu'il avait annoncé l'an dernier en présentant sa loi, à savoir de concéder des limites aux compagnies à proximité de leurs moulins. En dépit de cette déclaration de principe, on a donné des limites contenant du bois mou à la Singer Manufacturing Company, qui a surtout besoin de bois franc, lui permettant de l'échanger avec d'autres compagnies pour du bois franc.

D'immenses limites ont été concédées dans le passé et il y a des raisons de limiter davantage les concessions aux règlements qui imposent les appels d'offres lorsqu'il est possible d'en faire. Dans le cas couvert par le projet de loi de l'année dernière, un échange de limites est supposé avoir été fait entre les compagnies Singer et McLaren pour faciliter la sécurité du bois dur pour la fabrication de machines à coudre.

Selon mes informations, les limites forestières à être échangées n'offrent pas les aménagements si vantés par les promoteurs de la mesure de l'année dernière. Il semble que la compagnie qui cherche du bois dur obtienne une limite remarquable pour son bois mou. Sans aucun doute, on en saura davantage lorsque les documents demandés seront présentés.

Pourquoi ne pas procéder au grand jour et donner directement aux compagnies ce dont elles ont besoin? On a cédé des terrains sur lesquels 25 compagnies avaient les yeux. Le gouvernement doit y aller avec prudence. Ce n'est pas ce qu'il a fait dans le cas des échanges pour favoriser la compagnie Singer.

Les statistiques démontrent que la compagnie Singer expédiait, avant la guerre, 22,000 moulins à coudre en Amérique du Sud mais qu'elle n'emploie pour la fabrication des machines à coudre qu'une

minime fraction du bois qu'elle fabrique. Le reste est vendu au grand public. Il ne faut tout de même pas accorder l'exclusivité à ces corporations qui, je l'admets, rendent cependant de grands services à notre population.

J'espère que le gouvernement fournira à la Chambre tous les documents demandés au sujet des échanges permis par la loi de l'an dernier. Le ministre a-t-il pris connaissance des inventaires des relevés des ingénieurs avant de consentir à ces transactions? Il demande alors qu'on produise des rapports détaillés sur ces transactions et qu'on montre ce que pouvaient valoir les terrains pour la colonisation, l'agriculture et les mines.

Il dénonce ensuite la pratique de faire des échanges en donnant un pour un ou deux pour deux. Un échange doit être juste, dit-il. On doit échanger un dollar pour un dollar et non pas un mille de forêt pour un autre mille. Les valeurs ne sont pas toujours les mêmes. Le gouvernement a manqué de logique. Ainsi, on a attribué des concessions dans l'Abitibi à des compagnies dont les moulins sont situés dans l'est de la province, soit une distance de plus de 500 milles. C'est ça la politique du gouvernement. C'est là une politique imprévoyante qui doit cesser.

On ne peut prétendre avoir protégé la province en donnant un mille carré pour un mille carré. Un pied carré sur la rue Sherbrooke n'a pas la même valeur qu'un pied carré dans la banlieue. Le premier ministre a prononcé jadis des discours enflammés pour dénoncer exactement ce qu'il fait aujourd'hui et même bien pire.

Actuellement, on est en train de donner tout ce qu'il y a de bois en Abitibi. On donne aux compagnies les régions les mieux boisées de notre province. Certaines d'entre elles possèdent des concessions immenses auxquelles elles ne touchent pas, au préjudice de toute la province.

Il demande en terminant au gouvernement de réaliser les plans d'aménagements de nos forêts préparés depuis longtemps déjà. Il faut donner "fair-play" aux compagnies, dit-il, mais penser aussi aux intérêts de la masse.

M. Hartt (Montréal-Saint-Louis) dénonce les échanges faits par le gouvernement avec quatre compagnies et fait l'histoire de la structure financière de ces compagnies. La Canadian International Paper Company, dit-il, est une compagnie possédée et contrôlée par des intérêts américains. Elle a fait des profits considérables grâce à cette transaction qui a permis de faire monter la valeur de ses actions sur les marchés.

Au sujet de la Singer Sewing Machine, il soutient qu'on a donné à cette compagnie de vastes concessions forestières quand elle n'en avait aucunement besoin.

Nous avons, dit-il, des ressources hydrauliques considérables qui ont été en partie données, des ressources minières qu'on commence à peine à exploiter. La grande richesse de la province, ce sont ses forêts. Si nous ne les conservons pas, nous n'aurons rien à laisser aux autres générations. Cette loi fut une mesure injuste pour la population de la province.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) soulève un point d'ordre pour demander au député de s'en tenir au point. La structure financière des compagnies, dit-il, n'a rien à faire là-dedans.

M. Hartt (Montréal-Saint-Louis) propose, appuyé par le représentant de Pontiac (M. Lawn), que le débat soit ajourné.

Adopté.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 11 h 30.

NOTES

1. M. Rumilly, auteur d'une vaste *Histoire de la province de Québec* en 41 volumes a assisté aux débats pendant une heure, selon *Le Canada* du 7 mars 1946, à la page 2.

2. Alphonse Desjardins (1854-1920) a publié un compte rendu des débats parlementaires pour la période de 1878 à 1889.

3. Honoré Mercier (1840-1894), premier ministre (libéral-national) du Québec de 1887 à 1891.

4. Il s'agit de Louis-Georges, et non pas de Louis-Jacques, Desjardins (1849-1928). Lieutenant-colonel du 17^e bataillon d'infanterie de Lévis, journaliste, propriétaire, éditeur et rédacteur, avec Joseph-Israël Tarte, du journal *Le Canadien* (1875-1880). Député

conservateur à l'Assemblée législative dans Montmorency de 1881 à 1890, il est défait en 1890. M. Desjardins est par contre élu député conservateur à la Chambre des communes dans la même circonscription lors de l'élection partielle du 25 juillet 1890. Il est réélu dans l'Islet en 1891, puis démissionne le 11 octobre 1892. Il occupe par la suite le poste de greffier de l'Assemblée législative de 1892 à 1912 et publie un compte rendu des débats parlementaires en 1892 et en 1893.

5. *Le Canada* du 7 mars 1946, à la page 2, mentionne 1929 et 1942 au lieu de 1921 et 1927.

6. M. Laurendeau fait sans doute allusion à Henri Bourassa (1868-1952).

7. Selon *L'Action catholique* du 7 mars 1946, à la page 17, *Le Droit* du 7 mars 1946, à la page 10, et *Le Nouvelliste* du 7 mars 1946, à la page 9, les richesses minières de la région concernée par l'entente seraient d'un milliard de dollars contrairement au demi-milliard avancé par les autres journaux.

8. Ernest Lapointe (1876-1941), député libéral fédéral de Kamouraska de 1904 à 1919, puis de Québec-Est de 1919 à 1941. Ministre de la Marine et des Pêcheries (1921-1924) et ministre de la Justice (1924-1930, 1935-1941) dans le cabinet de Mackenzie King.

9. 76 ans plutôt.

10. Les directeurs de la Hollinger North Shore Exploration Company sont, en 1945, J. R. Timmins, président, P. C. Finlay, Toronto, secrétaire, B. M. Evans, Toronto, S. M. Hutchison, Toronto et M. Ritchie, Montréal, selon *Le Devoir* du 7 mars 1946, à la page 10.

11. M. Drouin (Abitibi-Est) poursuit dans la soirée son discours pendant qu'on distribue le projet de loi selon *Le Droit* du 7 mars 1946, à la page 10 et *La Tribune* du 7 mars 1946, à la page 12.

12. Il est 9 h 45 lorsque l'Orateur de la Chambre maintient le point d'ordre du premier ministre qui prétendait que toute cette discussion était contraire aux règlements, *Le Droit* du 7 mars 1946, à la page 10.

Séance du jeudi 7 mars 1946

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

M. Blanchard (Terrebonne): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de la corporation de la municipalité de Granby, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de Harry E. Davis, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Miriam Hadley Belasco.

Projets de loi:

**Succession
Miriam Hadley Belasco**

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 126 concernant la succession de feu Miriam Hadley Belasco.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Charte de Granby

M. Choquette (Shefford) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 119 modifiant la charte de la cité de Granby.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Questions et réponses:

**Employés de
l'Office de l'électrification rurale**

M. Fillion (Lac-Saint-Jean)¹: Depuis le 24 mai 1945 inclusivement jusqu'au 13 février 1946 inclusivement:

1. Quelles sont les personnes qui ont obtenu des positions ou fonctions payées en vertu du chapitre 48, 9 George VI, 1945, intitulé: Loi pour favoriser l'électrification rurale par l'entremise de coopératives d'électricité?

2. Quel est le salaire payé par la province à chacune de ces personnes?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

1. et 2. Liste des membres et des employés réguliers de l'Office de l'électrification rurale, à la date du 1^{er} mars 1946, avec les fonctions et le salaire de chacun:

Le juge Thomas

Tremblay	président	\$10,000.00
Albert Rioux	membre	8,000.00
Albert Bouchard	membre	8,000.00
Marc Laforce	assistant-secrétaire	2,400.00
Guy Daigneault	propagandiste	3,600.00
Rodolphe Laplante	secrétaire	2,100.00
Alice Choinière	commis senior	1,600.00
Jeanne Champagne	commis interm.	1,400.00
Jean Blanchet	organisateur de coopératives	3,000.00
J.-A. Dagneault	commis	1,200.00
Marguerite Godbout	secrétaire du président	1,600.00
C.-E. Lachance	commis	1,650.00
J.-A. Marcheterre	commis	1,400.00
Gustave-E. Tremblay	comptable-en-chef	1,200.00
Jules Leblanc	ingénieur-en-chef	6,000.00
Gemma Turgeon	sténographe	900.00
Yolande Mathieu	sténographe	960.00
Roland-B. Brosseau	ingénieur-en-chef adj.	6,000.00
Roméo Laliberté	monteur de ligne et inspecteur de matériaux	3,000.00
Louis Lasnier	ingénieur-électricien	4,200.00
Julien Ricard	ingénieur-électricien	3,000.00
Robert Painchaud	ingénieur-électricien	3,000.00
P.-E. McGough	registraire	1,600.00

Employés de la Commission hydroélectrique de Québec

M. Hamel (Saint-Sauveur): Depuis le 1^{er} juin 1945, inclusivement, jusqu'au 13 février 1946 inclusivement:

1. Quelles sont les personnes qui ont obtenu des positions ou fonctions payées en vertu des articles 7a à 7f inclusivement, du paragraphe 26, chapitre 30, 9 George VI, intitulé: Loi modifiant la Loi de la Commission hydroélectrique de Québec?

2. Quel est le salaire payé à chacune de ces personnes?

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): 1. L'arbitre nommé par la Commission est M. L.-E. Potvin, ancien président de la Commission municipale de Québec, et comptable, de Montréal.

L'arbitre nommé par l'exproprié est M. J. McG. Stewart, avocat, de Halifax.

Le troisième arbitre, nommé par le magistrat de district en chef de la province, M. Ferdinand Roy, de Québec, est M. le juge Thomas Tremblay, de Québec.

Le secrétaire des arbitres est M. le notaire Marcel Faribeault, de Montréal.

2. Les émoluments seront déterminés en temps et lieu, conformément à l'alinéa 7f du paragraphe 26, du chapitre 30, 9 George VI.

Louis-Philippe Lessard

M. Samson (Québec-Ouest): 1. M. Louis-Philippe Lessard est-il à l'emploi du ministère de la Colonisation ou d'un autre département de l'administration provinciale?

2. Dans l'affirmative: a) Depuis quand? b) Quelles sont ses fonctions? c) Fait-il partie du service intérieur ou du service extérieur? d) Quel est son salaire?

L'honorable M. Bégin (Dorchester): 1. Ministère de la Colonisation.

2. a) 1^{er} novembre 1936 (destitué le 1/1/40 et réinstallé le 21/5/40); b) Commis intermédiaire; c) Service intérieur; d) \$1,400.

Prime à la production de fromage

M. Sabourin (Vaudreuil-Soulanges): 1. Depuis le 1^{er} janvier 1940, inclusivement, jusqu'au 31 octobre 1944 inclusivement, combien le gouvernement de la province a-t-il payé aux cultivateurs de la province

de Québec comme prime pour encourager la production du fromage?

2. Combien le gouvernement a-t-il déboursé pour cette même fin du 1^{er} novembre 1944 inclusivement jusqu'au 13 février 1946 inclusivement?

L'honorable M. Barré (Rouville): 1. et 2. \$3,581,115.10 dont \$150,029.63 du 1^{er} novembre 1944 inclusivement jusqu'au 13 février 1946 inclusivement.

Employés du service provincial de radiodiffusion

M. Mercier (Châteauguay): Depuis le 20 avril 1945, inclusivement, jusqu'au 13 février 1946 inclusivement:

1. Quelles sont les personnes ou fonctions payées en vertu du chapitre 56, 9 George VI, 1945, intitulé: Loi autorisant la création d'un service provincial de radiodiffusion?

2. Quel est le salaire payé par la province à chacune de ces personnes?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): 1. et 2. Aucun.

J.-A. Savoie

M. Sylvestre (Berthier): Quel montant la Commission hydroélectrique de Québec a-t-elle payé en décembre 1945 à son commissaire, M. J.-A. Savoie, à titre de dépenses de voyage, entre Montréal et Québec, du 5 au 7 décembre 1945 inclusivement?

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Aucune dépense.

Établissement des jeunes

M. Drouin (Abitibi-Est): Depuis le 1^{er} juin 1945, inclusivement, jusqu'au 13 février 1946 inclusivement:

1. Quelles sont les personnes qui ont obtenu des positions ou fonctions payées en vertu du chapitre 27, 9 George VI, intitulé: Loi pour faciliter l'établissement des jeunes?

2. Quel est le salaire payé par la province à chacune de ces personnes?

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques): 1. et 2. À date, et ce, à compter du 1^{er} avril 1945, il a été dépensé, conformément à la loi, une somme de

\$1,133,800 dont \$566,900 payable par le gouvernement fédéral et \$566,900 payée par le gouvernement de la province, pour les traitements et salaires d'environ 700 professeurs et employés des écoles techniques, écoles d'arts et métiers et des autres écoles spécialisées.

Projets de loi:

Loi des syndicats professionnels

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 22 modifiant la loi des syndicats professionnels soit maintenant lu une deuxième fois.

La loi actuelle, dit-il, exige la publication dans la *Gazette officielle* et le dépôt au greffe de la Cour supérieure d'un avis à l'effet que la formation d'une association ou syndicat professionnel a été autorisée; l'association ou le syndicat est constitué en corporation à compter de cette publication.

Adopté, après division. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de Maurice Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques): Le bill dispense le syndicat de déposer à la Cour suprême un avis de sa constitution et réduit d'un an à trois mois la cotisation payable par un membre qui cesse d'adhérer au syndicat.

M. Bienvenue (Bellechasse): Pourquoi trois mois?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous avons décidé trois mois.

M. Côté (Rouyn-Noranda) félicite le gouvernement de réduire d'un an à trois mois le temps qu'un ouvrier sortant d'un syndicat sera forcé

de continuer à verser ses contributions. Un mois de cotisation suffirait toutefois, dit-il.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) et l'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques): Trois mois c'est raisonnable. C'est une grande amélioration sur l'ancienne législation.

M. Francoeur (Montréal-Mercier): Le gouvernement a pris sur lui d'exiger une cotisation de trois mois. On devrait procéder avec prudence car on veut chambarder les unions ouvrières dans la province.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): À l'ordre!

M. Francoeur (Montréal-Mercier): Le premier ministre devrait laisser ses ministres expliquer leurs projets et répondre aux députés qui veulent être renseignés.

M. Dubreuil (Montréal-Jeanne-Mance): C'est le système du "one man car" qui prévaut.

M. Côté (Rouyn-Noranda): Les changements peuvent rendre plus difficile aux membres d'un syndicat le changement d'allégeance.

M. Francoeur (Montréal-Mercier): Chaque ministre devrait assumer la responsabilité de tels changements.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le projet de loi vise seulement à réduire le coût d'adhésion.

Les articles 1 à 5 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 22 sans l'amender.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Dépôt de documents:**Rapport de l'Office
de l'électrification rurale**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) dépose sur le bureau de la Chambre le premier rapport de l'Office de l'électrification rurale. (Document de la session no 14)

**École régionale d'agriculture
à Sherbrooke**

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 24 concernant l'établissement d'une école régionale d'agriculture à Sherbrooke.

L'honorable M. Barré (Rouville) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Barré (Rouville) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.
Adopté.

En comité:

Présidence de Maurice Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Barré (Rouville) propose: Attendu que la diffusion de l'enseignement agricole dans la province est une œuvre éminemment nationale et que la création d'écoles régionales d'agriculture est l'un des moyens les plus propres à assurer le développement normal de cette œuvre;

Attendu qu'il y a lieu pour la province de contribuer généreusement à l'établissement d'une école régionale d'agriculture à Sherbrooke:

Qu'il soit en conséquence résolu:

1. Que le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du ministre de l'Agriculture, soit autorisé à conclure, aux conditions qu'il déterminera avec l'École d'agriculture de Sherbrooke, corporation constituée en vertu des lois de la province, une entente pour l'établissement et le maintien, à Sherbrooke, d'une école régionale d'agriculture et à payer pour cette fin à cette corporation, à même le fonds consolidé du revenu,

pendant une période de cinq années, une subvention annuelle de cinquante mille dollars et une bourse mensuelle de neuf dollars par élève jusqu'à concurrence de cent élèves.

M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Nous ne nous opposons pas à la fondation d'une école régionale d'agriculture à Sherbrooke. Mais, ne serait-il pas préférable de placer ce montant dans le budget qui est voté chaque année par la Législature?

L'administration actuelle devrait suivre la pratique adoptée par le gouvernement Godbout. Il faut que les dépenses du gouvernement soient contrôlées tous les ans par la Chambre, sauf en ce qui concerne les dépenses pour le service de la dette. En n'inscrivant pas ses dépenses dans le budget, un gouvernement peut facilement présenter des surplus fictifs à la Chambre.

L'honorable M. Barré (Rouville): Le gouvernement a pris cette attitude pour assurer d'avance à l'institution les moyens de s'établir, lui donner la certitude qu'elle aura des revenus suffisants durant les premières années. Comment pourrions-nous lui offrir ces garanties quand les fonds budgétaires doivent être épuisés le 31 mars de chaque année?

Il n'y a qu'un moyen de lui assurer d'avance les revenus dont elle a besoin, et c'est par une loi. C'est pour cette raison que l'argent avait été inclus et spécifiquement mentionné dans le projet de loi devant la Chambre. L'École régionale de Sherbrooke coûtera environ \$300,000 et le gouvernement lui donne \$50,000 par an durant cinq ans, soit \$250,000.

M. Godbout (L'Islet) approuve l'objection du député de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce (M. Mathewson). On devrait au moins inscrire dans le budget, dit-il, le montant de la bourse mensuelle de \$9 par élève, car c'est une dépense annuelle et non une dépense de capital.

Sous des lois spéciales adoptées par les gouvernements précédents, des millions ont été votés à l'avance, prévus par des législations spéciales, qui n'étaient pas inclus dans les budgets ordinaires. La coutume a été adoptée par tous les gouvernements.

L'honorable M. Barré (Rouville): Ceci peut être possible en principe, mais en pratique c'est impossible de procéder ainsi, vu qu'on ne peut savoir à l'avance le montant qui sera réellement dépensé dans le sens précité.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Que la dépense soit inscrite dans le budget ou autorisée par la Chambre, cela revient au même.

M. Plourde (Arthabaska): Je ne partage pas l'opinion du député de Deux-Montagnes. Le gouvernement se fait autoriser à emprunter pour payer une subvention à cette école et des bourses à ses élèves. Ces dépenses n'apparaîtront pas dans le budget et le gouvernement pourra cacher ainsi ses déficits.

Je préfère les méthodes d'affaires de l'ancien trésorier de la province (M. Mathewson) qui veut que l'on inscrive toutes les dépenses dans le budget afin de connaître le véritable état financier de la province à la fin de l'année².

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je remercie l'honorable député d'Arthabaska du cours de comptabilité qu'il m'a donné.

M. Godbout (L'Islet): Les remarques du député d'Arthabaska sont fort justes.

L'honorable M. Barré (Rouville): La corporation de l'école d'agriculture de Sherbrooke est venue me trouver et m'a demandé une subvention et des bourses. J'ai dit que je ne pouvais m'engager sans le consentement de la Chambre. Nous espérons rester au pouvoir.

M. Godbout (L'Islet): C'est bien douteux.

L'honorable M. Barré (Rouville): Il n'y a qu'une quasi-certitude.

M. Dumaine (Bagot): Pas même cela.

L'honorable M. Barré (Rouville): La loi donnera une certitude à la corporation. Quant au reproche que nous n'inscrivons pas la dépense dans le budget, il n'est pas nouveau.

M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Le reproche est fondé sur un bon principe.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La loi de la voirie et la loi du chômage, votées sous le gouvernement de M. Taschereau, permettent de dépenser des millions. Le chef de l'opposition ne s'y est pas opposé.

M. Dumoulin (Montmorency): Le premier ministre non plus, puisqu'il présente un grand

nombre de lois autorisant des dépenses en dehors du budget.

M. Bienvenue (Bellechasse): Qui va distribuer les bourses?

L'honorable M. Barré (Rouville): Le choix des élèves qui bénéficieront de telles bourses est laissé à la corporation de l'école qui est la plus à même de juger en la matière.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Barré (Rouville) propose:
2. Que la loi qui sera basée sur les présentes résolutions entrera en vigueur le jour de sa sanction.
Adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues et agréées.

L'honorable M. Barré (Rouville) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 24 concernant l'établissement d'une école régionale d'agriculture à Sherbrooke soit maintenant lu une deuxième fois.
Adopté.

L'honorable M. Barré (Rouville) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.
Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

École forestière à Québec

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 19 pourvoyant à l'établissement, à Québec, d'une école forestière.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.
Adopté.

En comité:

Présidence de Maurice Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: Attendu que l'industrie forestière occupe dans la vie économique et nationale de la province une place très importante et qu'elle offre d'intéressantes carrières à la jeunesse;

Attendu que l'Université Laval, pionnière de l'enseignement professionnel au Canada, est prête à collaborer avec le gouvernement, par l'établissement d'une école forestière dans la cité de Québec, à la formation de techniciens en industrie forestière et qu'il y a lieu d'aider à la réalisation de ce projet par l'apport d'un concours financier raisonnable;

Qu'il soit en conséquence résolu:

1. Que le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du ministre des Terres et Forêts, soit autorisé à conclure avec l'Université Laval une entente pour l'établissement et le maintien, à Québec, d'une école forestière et à payer pour cette fin à ladite université, à même le fonds consolidé du revenu, pendant une période de dix ans, à compter du premier avril 1946, une subvention annuelle de soixante mille dollars, aux conditions qu'il déterminera.

2. Que la loi qui sera basée sur les présentes résolutions entrera en vigueur le jour de sa sanction.

Il est bien inutile de rappeler la nécessité de former de plus en plus d'habiles techniciens de la forêt. Pour les avoir, il faut absolument agrandir les cadres existants de façon à pouvoir recevoir les étudiants en génie forestier. C'est là la portée du bill.

Les résolutions sont adoptées.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues et agréées.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 19

pourvoyant à l'établissement, à Québec, d'une école forestière soit maintenant lu une deuxième fois.

Nous avons, dans la province, une industrie très importante, l'industrie forestière qui a besoin de techniciens pour la protection et l'exploitation des forêts.

Nous voulons aider l'Université Laval à construire un nouvel immeuble pour cette école qui nous donnera les techniciens dont les services sont requis.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Département du Bien-être social
et de la Jeunesse**

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 18 constituant le département du bien-être social et de la jeunesse.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de Maurice Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose: Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra ordonner que toute partie des sommes votées par la Législature pour l'année financière 1946-1947, pour les fins des lois dont l'exécution est transférée par la présente loi au ministre du Bien-être social et de la Jeunesse, soit employée pour les fins du ressort

du département du Bien-être social et de la Jeunesse et il peut ordonner que, pour la même année, une somme n'excédant pas cent cinquante mille dollars, à prendre sur le fonds consolidé du revenu, soit mise à la disposition du département du Bien-être social et de la Jeunesse, pour le paiement des traitements et dépenses de ce département.

Cette résolution est bien simple, dit-il. Nous demandons tout simplement à la Chambre de mettre à la disposition du futur ministère une somme de \$150,000.

Cette résolution n'engage pas l'opinion des députés sur le bill lui-même, qui n'est pas encore rédigé dans sa forme définitive, puisqu'il n'est pas voté. Ils auront tout le temps voulu pour se prononcer sur le bill lorsqu'il sera appelé pour discussion.

Nous avons l'intention de l'amender et nous accepterons toutes les suggestions constructives que les membres de cette Chambre pourraient suggérer.

M. Chaloult (Québec): Le bill sera-t-il retiré?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il ne sera pas retiré.

M. Godbout (L'Islet): Est-ce que le bill sera battu?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Non, il ne sera pas battu! Je ne suis pas surpris d'entendre le chef de l'opposition parler de la sorte après l'élection de la Beauce³.

Les résolutions n'affectent nullement le projet de loi. Si l'opposition veut les adopter sans discussion, en fin de semaine, les députés auront l'avantage de rencontrer leurs électeurs. Je leur demande de les consulter sur le bill. Les députés ont l'avantage, maintenant, de recevoir les projets de loi longtemps à l'avance et de pouvoir les étudier sérieusement.

Je répète que si tous les députés veulent coopérer et si l'opposition consent à adopter les résolutions, je suis prêt à ajourner à mardi prochain afin de laisser aux membres de la Chambre le soin de scruter attentivement cette mesure importante qui est au *Feuilleton*. Le chef de l'opposition aura le temps d'étudier nos projets.

M. Godbout (L'Islet): Je n'ai pas d'objection à ce que la résolution soit approuvée. Le premier ministre nous promet qu'il y aura des changements, c'est déjà quelque chose.

Je constate que le gouvernement commence à s'amender. C'est bon signe. Je lui suggère de s'appliquer à lui-même les recommandations qu'il fait de réfléchir et d'étudier. S'il étudiait et s'il réfléchissait aussi sur ses projets, il y aurait une amélioration dans la province, au moins d'ici à ce qu'il soit battu dans quelques mois.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): On admettra que je suis large.

M. Godbout (L'Islet): Est-ce que cela va durer?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Oh oui.

M. Godbout (L'Islet): Je ne sais pourquoi mais le gouvernement s'est un peu amélioré aujourd'hui. Si le premier ministre continue d'être large, il préviendra peut-être le désastre qu'entrevoit tout à l'heure pour le gouvernement le ministre de l'Agriculture⁴.

L'honorable M. Barré (Rouville): Je n'ai pas parlé de désastre. J'ai parlé de quasi-certitude.

M. Godbout (L'Islet): Quasi-certitude d'un désastre pour le gouvernement.

M. Chaloult (Québec): Le premier ministre paraît disposé à la générosité. Peut-il nous faire connaître les amendements qu'il se propose d'apporter au bill?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je me suis montré gentil pour l'opposition. Je viens de déposer un rapport important, sans être obligé de le faire. Je ne manque jamais de distribuer les projets de loi au député de L'Islet (M. Godbout), au député de Montréal-Laurier (M. Laurendeau) et au député de Québec (M. Chaloult).

Nous apporterons des amendements au bill en troisième lecture, mais je ne connais pas encore la nature de ces amendements, puisqu'ils ne sont pas encore prêts.

Je puis toutefois assurer d'avance la Chambre que ce seront des amendements importants. Je dois dire que, depuis la présentation de la loi, j'ai rencontré les autorités compétentes pour améliorer la loi, si c'est possible...

M. Casgrain (Rivière-du-Loup):⁵ Les négociations se poursuivent.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il ne s'agit pas de négociations, ni de négociants. Nous avons eu des entrevues. Quand nous discutons avec les autorités, nous pouvons nous attendre à des lumières que la gauche ne peut pas nous donner. Nous prenons les moyens pour avoir la meilleure loi possible.

C'est pour cela que nous donnons aux députés le temps voulu pour l'étudier. Dès que les amendements auront été préparés, je les ferai parvenir au chef de l'opposition, au député de Laurier et au député de Québec-Comté.

M. Godbout (L'Islet): Le premier ministre peut-il nous dire si le secrétaire provincial actuel (l'honorable M. Côté) va prendre la direction du nouveau ministère, qui comprendra une partie de ses attributions actuelles, ou si on lui préférera le député des Deux-Montagnes (M. Sauvé)?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

De ce côté-ci de la Chambre, personne ne veut déplacer les autres. Je demanderai à mon honorable ami de faire attention. Je lui dirai qu'il y a des gens dans son parti qui considèrent qu'il n'est pas le bienvenu!

La résolution est adoptée.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

propose que cette résolution soit maintenant agréée.

Adopté, après division.

Dépôt de documents:**Ministère de l'Agriculture,
rapport 1944-1945**

L'honorable M. Barré (Rouville) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du ministère de l'Agriculture de la province de Québec, pour l'année finissant le 31 mars 1945. (Document de la session no 15)

**Office du crédit agricole,
rapport 1945**

L'honorable M. Barré (Rouville) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport de l'Office du crédit agricole du Québec pour l'année terminée le 31 décembre 1945. (Document de la session no 16)

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à mardi prochain, à trois heures de l'après-midi.

Les députés ont bien travaillé depuis mardi dernier, dit-il.

Adopté.

La séance est levée à 4 h 30.

NOTES

1. M. Hamel, selon *L'Action catholique* du 8 mars 1946, à la page 18.
2. M. Mathewson a été trésorier de la province dans le cabinet Godbout du 8 novembre 1939 au 30 août 1944.
3. L'élection partielle en Beauce a eu lieu en novembre 1945.
4. Il fait référence au débat qui a eu lieu pendant l'étude du bill 24 concernant l'établissement d'une école régionale d'agriculture à Sherbrooke.
5. Certains journaux attribuent cette réplique au député libéral de Rivière-du-Loup, Léon Casgrain. C'est le cas du journal *Le Droit*, *Le Nouvelliste*, *The Gazette* ainsi que de *L'Action catholique*, *L'Événement-Journal*, *Le Devoir* et *Le Canada* accordent l'intervention au député de Québec, René Chaloult.

Première séance du mardi 12 mars 1946

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Charte de Roxboro

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, appuyé par le représentant de Terrebonne (M. Blanchard), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de George H. Whitehead et autres, demandant l'adoption d'une loi modifiant la charte de la ville de Roxboro, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:
- de George H. Whitehead et autres, demandant l'adoption d'une loi modifiant la charte de la ville de Roxboro.

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 135 érigeant la municipalité de la paroisse de Sainte-Anne-des-Lacs et la municipalité scolaire de Sainte-Anne-des-Lacs;
- bill 108 relatif à une donation faite en un contrat de mariage par feu Olivier Robitaille;
- bill 116 concernant le Bureau de fiducie de l'Église presbytérienne au Canada;
- bill 149 modifiant la charte de l'Association d'hospitalisation du Québec;
- bill 148 concernant la congrégation des sœurs de Sainte-Croix et des Sept-Douleurs. Le préambule de ce projet de loi a aussi été amendé en y retranchant le paragraphe II.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Conseil législatif

le 7 mars 1946

Résolu: Qu'un message soit transmis à l'Assemblée législative à l'effet de l'informer que le Conseil législatif consent à se joindre à elle, ainsi qu'il en a été prié, pour constituer une commission mixte devant avoir charge des impressions législatives, et qu'il a désigné pour faire partie de cette commission mixte les honorables MM. Asselin, Baribeau, Bovey, Brillant, Chapais, Connors, Delagrave, Grothé, Laferté, Marchand, Martin, Messier, Moreau, Ness, Nicol, Ouellet et Raymond auxquels avaient déjà été confiée la surveillance des impressions du Conseil législatif au cours de la présente session.

Ordonné que le greffier porte ce message à l'Assemblée législative.

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 2 autorisant l'Office du crédit agricole à prêter une somme additionnelle de cinq millions de dollars aux agriculteurs;
- bill 7 pour augmenter le domaine cultivable de la province;
- bill 12 relatif à la fonction de député-shérif aux Îles-de-la-Madeleine;
- bill 13 concernant les serments d'allégeance et d'office des députés-coroners;
- bill 17 relatif au mode d'enregistrement de certains documents.

Disette de beurre

M. Francoeur (Montréal-Mercier) attire l'attention du ministre de l'Agriculture sur la disette de beurre à Montréal. Il lui demande s'il a pris les mesures nécessaires pour augmenter la production du

beurre, de façon à en fournir une plus grande quantité à la population de Montréal.

Des voix à droite: Demandez cela au fédéral! Demandez ça à M. King! Demandez-le à vos amis libéraux d'Ottawa!

L'honorable M. Barré (Rouville) ne répond pas mais sourit.

Projets de loi:

Département du Bien-être social et de la Jeunesse

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné mardi le 5 mars courant, sur la motion du représentant de Trois-Rivières (l'honorable M. Duplessis) proposant que le bill 18 constituant le département du Bien-être social et de la Jeunesse soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier) résume les arguments qu'il avait apportés au début de son discours, lors de la séance précédente. Un bon point en faveur du bill, dit-il, c'est le fait qu'on a relié au nouveau ministère le département des pensions de vieillesse et des allocations aux mères nécessiteuses. Ces choses appartiennent véritablement au ministère du Bien-être social et non du Travail.

Malgré cela, le bill est une déception profonde pour les jeunes. C'est un morcelage et un mélange de divers départements. On lie ensemble des éléments qui devraient être séparés et on sépare ce qui, normalement devrait être lié ensemble.

Il n'y a rien de neuf là-dedans, ni pour la jeunesse ni pour qui que ce soit si ce n'est un bariolage de différentes choses empruntées à droite et à gauche. On dépouille d'autres départements, spécialement celui du secrétaire provincial, au profit du nouveau ministère.

Une voix: On ne pouvait sortir l'honorable député de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Côté) du Secrétariat, alors on a sorti le Secrétariat de l'honorable député de Montréal-Saint-Jacques.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): Ce bill est un bill de patronage, surtout auprès des jeunes. Il jouera au profit du gouvernement au pouvoir. On pourrait appeler ce ministère le "ministère du patronage de la jeunesse".

On pratique le sabotage du Secrétariat provincial, auquel on a enlevé ses attributions essentielles, telles que les écoles spécialisées, Écoles des hautes études, écoles des beaux-arts, écoles techniques.

J'admets, avec le premier ministre, que, au point de vue du Conseil de l'instruction publique, ce bill est un pas en avant, en ce qui concerne les écoles spécialisées. On entre ici sur un terrain extrêmement délicat, et ce qui frappe d'abord, c'est qu'on semble ne donner au Conseil de l'instruction publique qu'une garantie illusoire.

Il ne pourra pas exercer son influence, à cause de la multiplication des contrôles sur les programmes des écoles, et ce sera une cause de lenteur. Les complications seront extrêmes. Le programme des études deviendra l'affaire de tout le monde, c'est-à-dire l'affaire de personne.

Il faut coordonner l'ensemble de notre enseignement. En tenant compte de ce principe, le présent bill est un pas en arrière puisqu'il morcelle ce qui devrait être lié.

Au point de vue confessionnel, il y a là un aspect très délicat du problème à envisager. Pour le présent, je me contenterai de citer ceux qui l'ont étudié à fond.

Il cite l'opinion de la revue des Jésuites, *Relations*¹, celle de *Chantier*², organe de la Fédération de la jeunesse, et une déclaration officielle des Jeunesses catholiques.

Le principe de la confessionnalité de notre enseignement, dit-il, est fondamental et il doit être respecté dans le projet de loi. Celui-ci, tel que conçu, présente le danger de l'intervention constante de l'État et du patronage politique.

Au point de vue administratif, même si la coordination existe et qu'on accepte l'autorité du Conseil de l'instruction publique, cela ne suffit pas. Il restera toujours une véritable cacophonie. Il faudrait modifier profondément le bill pour qu'il ne cause pas plus de mal que de bien.

Ce dont la jeunesse a besoin, ce n'est pas tant d'un ministère, formé de fragments des autres ministères comme on propose, que d'une véritable politique de la jeunesse.

Si nous avons un ministère de la Jeunesse, rien n'empêche que nous ayons un ministère des moins de 50 ans et un ministère des plus de 50 ans. Donc, ce qu'il faut réellement, c'est une grande politique de la jeunesse. Non seulement cela, mais les jeunes devraient être accueillis également bien dans tous les ministères, à l'Agriculture, aux Mines, au Travail, etc.,

Ceux-ci devraient coordonner leurs politiques de façon à les favoriser chaque fois qu'il sera nécessaire pour les orienter et les encourager. Il faut, en un mot, que l'ensemble de la politique soit conçu en fonction de la jeunesse. Mais, cela ne peut se faire avec un ministère de la Jeunesse, surtout avec un ministère comme celui que le gouvernement veut créer.

Ce projet n'a donc pas été mûri à fond. Il a été seulement improvisé et il n'aura pas de bonnes conséquences. L'an dernier, nous avons proposé un projet de loi pour abolir les appels au Conseil privé. Le premier ministre nous a dit que notre bill n'était pas assez mûri. Il a proposé qu'il soit référé à un comité pour étude. C'est ce que je propose aujourd'hui, appuyé par le représentant de Beauharnois (M. Lemieux): que les mots après "que", de la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants:

"Le bill 18 intitulé: Loi constituant le département du Bien-être social et de la Jeunesse soit renvoyé et soumis pour enquête et étude sur le principe et les détails de ce bill à un comité élu spécial, avant d'être lu une seconde fois".³

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) soulève un point d'ordre et de règlement à l'encontre de cet amendement. Il est évident, dit-il, que l'amendement du député de Laurier est irrégulier parce qu'il enfreint les dispositions des articles 557 et 558 du Règlement.

En deuxième lecture, il s'agit du principe même du bill et on ne peut faire que deux sortes d'amendements: 1° - pour renvoyer le bill à deux, trois ou six mois, et 2° - pour donner les raisons pour lesquelles on s'oppose au projet de loi.

Un projet de loi d'intérêt public présenté par un simple député peut être envoyé à un comité, mais pas une mesure gouvernementale sur un amendement présenté par un député.

Bien plus, cette motion est irrégulière parce qu'elle n'est pas exécutoire. Elle ne mentionne pas quel est le comité élu auquel le bill serait référé ou quels seraient les membres qui le composeraient. Elle réfère à un comité qui n'existe pas.

M. Bienvenue (Bellechasse): L'amendement est parfaitement dans l'ordre.

M. Bergeron (Stanstead) intervient.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): C'est hors d'ordre. On ne peut soumettre un projet à un comité

non-existant. En passant l'amendement, le projet de loi est étouffé.

M. Bienvenue (Bellechasse): Le comité sera formé après l'adoption de l'amendement.

M. Lemieux (Beauharnois) insiste aussi sur le fait que l'amendement est à l'ordre.

M. Hartt (Montréal-Saint-Louis): La Chambre peut amender tout projet qui lui est soumis.

M. l'Orateur: Le point est particulièrement compliqué, car les orateurs de l'opposition se basent tous sur des articles différents des règlements. Alors, je ne suis pas prêt à rendre ma décision et je demande de continuer tout de même le débat sur le bill. Je donnerai mon opinion au début de la séance du soir.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): On ne peut pas procéder de cette façon.

M. l'Orateur: Je suggère de suspendre la séance pendant dix minutes pour me permettre d'étudier la question.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (M. Langlais), que le débat soit de nouveau ajourné.

Développement minier et industriel dans le Nouveau-Québec

L'honorable M. Robinson (Brome)⁴ propose, selon l'ordre du jour, que le bill 20 pour faciliter le développement minier et industriel dans le Nouveau-Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

On s'est montré si peu renseigné sur la question à l'étude, dit-il, que je crois bon de donner à la Chambre des explications précises.

Il fait apporter à cette fin deux cartes de 6 pieds de hauteur de l'Ungava et de grandes photographies du territoire, et il demande à la Chambre la permission de faire déposer sur le bureau du greffier la carte du Québec sur laquelle est indiquée en rouge la partie du territoire du Nouveau-Québec concédée pour 80 ans par le bill.

M. Dumoulin (Montmorency): Le gouvernement essaie de nous faire croire qu'il n'a pas perdu la carte.

L'honorable M. Robinson (Brome): Le but du projet est d'autoriser le gouvernement à concéder une partie du territoire du Nouveau-Québec annexé à notre province en 1912 et dont la superficie totale est de 313,000 milles carrés.

Il y a un an et demi que nous étudions cette affaire. Avant d'accorder cette concession à la Hollinger North Shore Exploration Company, j'ai consulté de nombreux experts⁵ dont la coopération pouvait nous être utile. Plusieurs d'entre eux l'ont approuvé, notamment le sous-ministre des Mines, M. A.-O. Dufresne, I.C. Il est lui-même un expert que tous les gouvernements du pays consultent régulièrement, qui est entré au département il y a 33 ans sous un régime libéral et qui est mêlé depuis ce temps à tout ce qui concerne le développement des mines en notre province et ailleurs, et dont l'intégrité ne peut être mise en doute. J'ai une absolue confiance en lui.

Le territoire du Nouveau-Québec comprend 313,000 milles carrés s'étendant du terrain qui va du nord de la rivière Eastmain jusqu'à la tête des eaux et ensuite au nord d'une ligne qui forme le sommet de la hauteur des terres de ces rivières dont les eaux coulent vers le nord dans la Baie de l'Ungava jusqu'à Cap Chidley, à l'extrémité nord-est de la province.

L'intérieur est un immense plateau de roc, de sable et d'argile, qui s'élève à certains endroits de 500 à 2,500 pieds. Ce pays n'a été découvert pour ainsi dire qu'en 1877 lors de la première expédition du géologue A. P. Low, qui fut pendant un certain temps directeur du Service géologique du Canada⁶.

Vous voyez sur la carte les 3,900 milles de la concession. Le climat de ce territoire est exécrable. Au Nouveau-Québec, la saison d'été commence presque simultanément partout sur le plateau intérieur vers le 15 juin et avec la disparition de la neige et de la glace, l'été commence rapidement. Il y fait alors très chaud.

La neige recommence à tomber au milieu de septembre et la glace commence à se former. Dès le début d'octobre, la neige reste en permanence. La glace est prise solidement sur les lacs et rivières; ainsi, pour une bonne partie du plateau intérieur, l'été dure seulement trois mois tout au plus. L'hiver, la température se maintient entre 50 et 60 degrés sous zéro.

La forêt se continue dans la partie sud de la péninsule, entre les latitudes 52 et 54, avec la seule exception des sommets des collines rocheuses. À ces latitudes, les arbres ont 250 ans d'existence et 4 ou 5 pieds de hauteur.

Mais ailleurs ne pousse que de petits arbres rabougris ici et là. Au nord de la latitude 53, les collines les plus hautes sont dénuées d'arbres, et la taille et le nombre de zones dénudées augmentent rapidement. À la latitude 55, plus de la moitié de la surface est dénudée; les forêts se formant uniquement en bordure des petits lacs et dans les vallées des rivières. La taille des arbres diminue et ceux-ci disparaissent complètement près de la rive sud de la baie d'Ungava.

À l'exception de quelques blancs employés par la Hudson Bay Company, la population de ce pays désertique est formée de quelques tribus sauvages et, à l'ouest de Cape Chidley, d'environ 1,200 Esquimaux selon une estimation d'il y a 20 ans.

Le territoire qui nous intéresse particulièrement est situé à la hauteur des terres de la baie Swampy et du bassin de la rivière Hamilton. Le premier longeant le côté nord et étant un embranchement de la rivière Kaniapisku qui se déverse dans la baie d'Ungava et le deuxième, qui est une très grosse rivière, longe le côté est vers l'océan Atlantique.

Ce fut le Dr P. Low, qui a exploré le bassin de la rivière Koksoak, et qui le premier apporta la nouvelle de gisements de minerai de fer en 1895. Plus tard, le premier prospecteur consigné était R. B. Daigle qui, pendant 1914 et 1915, traça la ligne frontière entre les territoires de Terre-Neuve et du Canada.

Comme résultat de ces découvertes, à partir de 1919, des permis d'exploitation furent accordés à diverses compagnies, mais sans profit aucun ni pour ces compagnies, ni pour la province jusqu'en 1942.

W. W. Sloan obtint, en 1919, du gouvernement de la province de Québec un permis spécial d'exploration couvrant une étendue de 2,100 milles carrés pour une période de cinq ans. Ce permis l'obligeait à dépenser \$2,100 annuellement. Le permis fut ensuite révoqué et en 1929 un autre permis fut émis au nom de New Quebec Company. Cette compagnie était formée de MM. James Y. Murdoch, président de la Noranda Mining Company, et Richard S. Denning. Ce permis était aussi valable pour cinq ans et ses détenteurs devaient dépenser \$2,500 par année.

La première tentative sérieuse à explorer la région a été faite par le Dr W. F. James et par le Dr J. E. Gill dont les travaux étaient couverts par le permis de la New Quebec Company. La durée du permis est terminée.

En 1939, un autre permis d'exploration fut émis au nom de la McKay (Quebec) Exploration Company. Ce permis couvrait 3,900 milles carrés et il

était valable pendant deux ans. La rente annuelle avait été fixée à \$1,000 pour la première année, \$2,000 pour la seconde et \$3,000 au renouvellement du permis.

Ce permis a été abandonné et enfin, en 1942, une licence fut émise au nom de la Hollinger North Shore Exploration Company pour le même territoire et pour une période de cinq ans, moyennant une rente annuelle de \$2,000. Cette société devait dépenser en exploration un minimum de \$10,000 par année.

En 1938, le Labrador Mining and Exploration Co., obtint de Terre-Neuve un permis couvrant un territoire de 20,000 milles carrés à la partie de l'extrême ouest de leur territoire au Labrador, contiguë au terrain actuellement concédé à la Hollinger North Shore.

Au nom de la Compagnie du Labrador, le Dr J. A. Retty fit plusieurs explorations géologiques et, de 1942 à 1945, ce travail se continua dans la province de Québec⁷. Il fournit au ministère des Mines des rapports très détaillés de ces expéditions. Ce ne fut cependant qu'au moment de la demande de la Hollinger North Shore Exploration Company que l'on songea sérieusement à exploiter ce terrain minier.

Soyons pratiques et oublions la politique. À part ces gisements de minerai de fer, les seuls gisements connus au Canada sont ceux de Steep Rock en Ontario, à 142 milles à l'ouest de Port-Arthur, les mines Helen, de l'Algoma Steel Corporation et la mine Josephine, de la Michipicoten Iron Mines. Les deux dernières se trouvant dans la région Michipicoten dans le nord de l'Ontario.

Le forage et le développement ont démontré que les gisements de Steep Rock contiennent les plus importants tonnages et la meilleure qualité de minerai de fer du continent. On y a déjà extrait 50 millions de tonnes de minerai de première qualité et la compagnie croit pouvoir y travailler pendant de nombreuses années.

La mine Steep Rock a obtenu de l'aide du provincial et du fédéral. On obtient pour cette mine des gouvernements d'Ottawa et de l'Ontario près de \$3,000,000 et \$5,000,000 d'une autre source. La Hollinger ne nous demande pas un sou pour entreprendre ce grand développement, construire un chemin de fer de \$70,000,000, une ville et le reste.

(Applaudissements à droite)

Et maintenant, quels sont les directeurs de la Hollinger? Des Canadiens pour la plupart. M. Noah Timmins est de Montréal de même que la plupart de ses collaborateurs. Les Timmins sont au Canada depuis 1900. Deux d'entre eux ont épousé des Canadiennes françaises⁸. Ils ont développé des mines de la province de Québec, fondé la ville de Timmins

(35,000 de population) et la ville de Rouyn (11,000 de population). Ils ont fait leur argent avec les mines de la province de Québec et ils sont prêts à remettre leur argent dans le sol. Ils veulent le remettre dans le sol de la province de Québec en prenant un immense risque.

(Applaudissements à droite)

Avec leurs associés, ils vont dépenser \$200,000,000.

Cette compagnie est la première qui ait songé sérieusement à exploiter les gisements de fer du Nouveau-Québec. Ce n'est pas une besogne facile. Terre-Neuve a une réserve de trois billions de tonnes de minerai de fer, la plupart sous l'océan, mais ce minerai contient beaucoup de phosphore. Elle alimente les aciéries du Canada, des États-Unis et de l'Europe.

Le Mexique possède trois gisements. Le Venezuela expédie chaque année 1,750,000 tonnes de minerai et possède la Represa Mine qui a la plus grande réserve et qui peut être ouverte prochainement. La Bolivie a des gisements s'élevant à un billion de tonnes à Marro de Urucum. Le Brésil possède les plus importants dépôts de l'hémisphère ouest, cinq milliards de tonnes contenant du fer dans une proportion allant de 50 % à 69 %. Le Chili a une industrie minière, ce pays exporte 2,500,000 tonnes par année. Le Pérou a des dépôts importants encore inexploités, situés à 12 milles de la baie de San Juan. Plusieurs autres états de l'Amérique du Sud ont aussi de vastes réserves de minerai de fer.

Les pays de l'Amérique du Sud sont très anxieux de voir les aciéries s'installer chez eux. Dans l'hémisphère occidental, on pourrait extraire à bon compte un total de 14 billions de tonnes de minerai, preuve que la concurrence est redoutable.

Et les profits sur l'exploitation de ces gisements sont minimes. C'est une question de cents par tonne et non de dollars, et le minerai doit être extrait de la façon la plus économique possible. Les difficultés liées à l'exploitation ou aux distances où le minerai sera expédié joueront un rôle important dans l'économie de l'extraction.

Il est donc faux de dire que l'extraction et la vente du minerai du Nouveau-Québec sera une chose facile. La concurrence est et sera nombreuse.

Il est intéressant de noter que, dans la partie nord de la Suède, il y a un important territoire minier connu sous le nom de Kiruna. Il est près d'un chemin de fer et d'un port, ainsi que d'installations de chargement de cargaisons à Narvik qui appartiennent tous à une compagnie suédoise, ce qui en fait un concurrent très important sur les marchés mondiaux,

étant donné qu'il est exportateur considérable de fer aux Britanniques et que ses frais de transports sont relativement peu élevés.

Ainsi à Narvik, on peut charger en quatre ou cinq heures un bateau de 6,000 tonnes. Le voyage de Narvik aux ports britanniques de l'est prend un peu plus de trois jours et il est prévu que le bateau peut être chargé et se rendre à destination et être chargé à nouveau dans une période de 12 jours.

Le minerai du Nouveau-Québec, au contraire, devra être transporté sur une distance de 1,500 milles avant d'atteindre les aciéries. De plus, il ne faut pas oublier les importantes réserves en minerai en Russie.

Le Nouveau-Québec était un territoire non répertorié et inconnu et le terrain concédé à la Hollinger est situé à 300 milles à l'intérieur, sans aucune installation pour le transport autre que l'avion et aucun moyen de communication autre que le télégraphe sans fil. De plus, l'expérience démontre qu'il est possible d'effectuer des travaux d'exploration et de développement pendant seulement trois mois par année.

Les coûts élevés pour transporter le personnel et le matériel vers et de cette région demeurent trop dispendieux pour le prospecteur ordinaire. Le fret que l'on y porte coûte présentement 73 cents la livre et la gazoline \$6 le gallon. Seuls les gens qui peuvent risquer d'énormes sommes d'argent sont capables de mener à bien cette entreprise.

À moins que le Nouveau-Québec soit ouvert par une ou plusieurs compagnies importantes et que des communautés soient établies avec des routes et des chemins de fer disponibles, le territoire ne sera pas utile pour le public. En 1942, la compagnie Hollinger a reçu un bail avec des droits exclusifs pour faire la prospection de 3,900 milles carrés, le même territoire qui est mentionné dans le projet de loi, avec le droit de propriété absolue d'un certain nombre d'acres à chaque année, en proportion avec la somme monétaire consacrée aux travaux de prospection.

Il compare le bail présentement proposé avec celui de 1942. Le territoire était le même, dit-il, sauf que maintenant on propose de retirer le jalonnement d'une bande de dix milles autour de la périphérie du secteur. Les conditions du bail de 1942 étaient de cinq ans, à partir du 1^{er} juillet 1942. Maintenant, la durée sera jusqu'au 30 juin 1952. La location était en 1942 de \$2,000 par année et maintenant des frais de \$10,000 s'ajoutent au montant de la location annuel qui s'élevait maintenant à \$6,000. En 1942, les frais d'arpentage étaient déduits du montant de la

location; maintenant, ils seront payés par la compagnie.

La concession de 1942 demandait des travaux d'au moins \$10,000 par année, avec l'excédent qui était appliqué aux années suivantes. Maintenant, le montant minimum des travaux sera de \$25,000 en 1946 et pour la période allant de 1947 à 1951 le montant minimum sera de \$39,000 par année. La disposition de 1942 stipulait un renouvellement pour une autre période de cinq ans sur le paiement de \$1 par mille carré et le travail pour une valeur de \$10 par mille carré par année, alors que la présente disposition stipule deux périodes de renouvellement de cinq ans.

La disposition de 1942 était assujettie à la loi sur les mines, le détenteur du permis devait obtenir chaque année un secteur de 1,000 acres, alors que la disposition actuelle demande que la compagnie commence des activités normales et régulières avant le 1^{er} janvier 1958.

En vertu de la loi des mines, la province aurait pu vendre définitivement à la compagnie Hollinger n'importe quelle étendue de terrain. Le gouvernement a préféré demeurer propriétaire du fonds et procéder au grand jour en présentant un bill.

Le territoire de production est limité à 300 milles sur les 3,900 milles du permis accordé. La compagnie ne peut rien aliéner, rien sous-louer et elle doit se soumettre à tous les articles de la loi des mines. Le bail est d'une durée de 20 ans proportionnellement à la production, avec des renouvellements pour trois périodes similaires si la compagnie remplit ses obligations.

La Hollinger paiera à la province, durant la période d'exploitation, d'une durée totale de 80 ans, une rente annuelle de \$100,000, plus les droits sur ses profits qu'elle devra verser en vertu de la loi des mines.

Nous sommes d'avis qu'il faut encourager le capital honnête à venir s'établir dans la province et on peut être assuré que le premier ministre actuel ne céderait pas cinq cents des biens qui appartiennent à la province.

On pourrait résumer à trois les critiques que l'on a faites jusqu'ici contre le projet: le territoire concédé est trop grand, le bail est trop long et cette exploitation devrait être faite par le gouvernement de Québec.

On ne doit pas oublier que cette contrée du Nouveau-Québec est désertique, n'est pas répertoriée qu'elle ne possède ni charbon ni bois et qu'on ne peut y travailler que trois mois par année. Il faut y construire un chemin de fer de 350 milles au coût

approximatif de \$70,000,000, construire aussi des églises, des hôpitaux, des habitations, des routes, des campements et des usines.

En somme, il est nécessaire de tout créer et de tout transporter. Ce pays a été exploré il y a plus de 100 ans et, cependant, rien n'a été fait jusqu'ici pour assurer la production de ses ressources, l'exploitation du minerai fer ou d'autres métaux.

La Hollinger North Shore Exploration Company et M. A. Hanna devront donc dépenser plus de \$200,000,000. Pour inciter la compagnie à se lancer dans cette entreprise, il fallait lui accorder des privilèges très avantageux.

L'exploitation du Nouveau-Québec est hasardeuse. Le coût des dépenses est évalué à environ \$200,000,000, mais il s'agit seulement d'une estimation et il est impossible de prédire les difficultés pouvant survenir avant que le développement ne commence à porter fruit. Par conséquent, le gouvernement pense, comme l'a fait le gouvernement précédent, qu'en donnant 3,900 milles carrés dans lesquels il est possible d'explorer dans un territoire de plus de 313,000 milles carrés, que la région n'est pas trop grande. De plus, le gouvernement ne considère pas que la concession d'un permis pour le développement de 300 milles carrés soit trop grand, si l'on considère les risques et les dépenses, le fait que la compagnie est pionnière, qu'il faut paver la voie pour les autres compagnies qui viendront s'établir sur ce vaste territoire. Il est possible d'envisager les possibilités qu'un territoire si grand peut apporter à la province et au Canada en entier.

Au Tennessee, la Tennessee Mining Company possède définitivement 150 milles carrés, au Minnesota, la Masaba Company possède 400 milles carrés, au Wisconsin, la Vermillion Company en possède 700 milles carrés et la Hollinger recevait une location de 300 milles carrés et il s'agissait d'un bail sujet aux lois sur les mines.

Pour répondre à la deuxième objection, je dirai que cette concession est faite sous l'empire de la loi des mines. D'ailleurs, je ne crois pas qu'aucune compagnie n'aurait accepté de faire des dépenses considérables sans s'assurer au préalable d'un bail assez long. Pour un tel projet, un bail raisonnablement long doit permettre à la compagnie de financer le projet et de retirer un profit raisonnable, abstraction faite de l'énorme mise de fonds nécessaires à l'exploitation.

Alors, un bail de 20 ans avec trois périodes renouvelables est acceptable pour un projet aussi gigantesque, et il s'accorde avec toutes les autres

ententes sur le minerai de fer établies par le gouvernement fédéral et Terre-Neuve. Dans les territoires du Nord-Ouest, les baux étaient généralement faits pour 21 et permettaient trois renouvellements de 21 ans chacun.

Le bail de Terre-Neuve au Labrador accorde à la Labrador Mines, Ltd. le droit d'explorer 20,000 milles carrés. La compagnie est obligée de dépenser \$50,000 par année, mais ne paie pas de location. En retour, la compagnie reçoit des droits absolus de sélectionner avant le 31 décembre 1953 un secteur de 2,000 milles carrés et pour lequel elle recevra un permis d'exploration et de développement de dix ans au coût annuel de cinq cents l'acre et au terme du permis de dix ans, le gouvernement de Terre-Neuve recevra des baux d'exploitation couvrant 1,000 milles carrés pour un montant annuel de 50 cents par acre et selon ces permis d'exploitation, la Labrador Company peut creuser et extraire des minerais pendant une période de 30 ans et les permis sont renouvelables pour deux périodes supplémentaires de 30 ans chacune, pour un total de 90 ans.

En considérant donc les permis accordés par d'autres gouvernements, nous estimons que le gouvernement de Québec ne s'est pas montré d'une générosité excessive envers la compagnie.

C'est le travail de l'opposition de formuler des critiques constructives qui sont bien appréciées, mais elles doivent être sincères, honnêtes et constructives, et non pas des critiques fausses et destructives.

Les critiques du projet démontrent beaucoup d'ignorance; cependant, je suis certain que la situation ayant maintenant été expliquée, l'opposition va convenir avec le gouvernement que le projet de loi actuel est progressiste et qu'il va grandement contribuer au développement de la province.

Quant au troisième argument, je suis d'avis que nos richesses naturelles doivent demeurer notre propriété, mais qu'elles doivent être développées par l'entreprise privée et non pas par le gouvernement. D'ailleurs, la province reste propriétaire du terrain. C'est le devoir du gouvernement de voir à ce que l'industrie soit juste envers elle-même, envers ses employés et envers la province dans laquelle elle est située. Peu importe si le capital provient de source domestique ou étrangère, s'il est employé convenablement. Comme question de fait, on doit encourager dans toute la mesure du possible la venue du capital étranger chez nous pour développer notre pays.

Nous savons tous que les États-Unis sont devenus un grand pays à cause du capital importé d'Angleterre. Il faut aussi réaliser qu'une compagnie

doit faire preuve d'ingéniosité, de vision, de courage, pour entreprendre une exploitation comme celle du Nouveau-Québec, au moment où le monde entier se trouve dans une situation perturbante, lorsque les problèmes ouvriers n'ont jamais été aussi graves dans le monde.

Ceci peut permettre le développement d'un pays ou d'une province, d'une manière impensable. Le manque de vision et l'étroitesse d'esprit peuvent étouffer une province ou un pays.

Malgré tout cela, la Hollinger fait face à tous ces obstacles; elle dépense et va dépenser une somme importante pour aider à développer un pays qui, sans cela, resterait dormant pour des siècles à venir dans le même état stérile et inexploité dont il se trouve depuis des temps immémoriaux.

Je crois qu'au lieu de le critiquer, on devrait féliciter le gouvernement de l'avoir incitée à aider de cette façon au progrès général de la province. La Hollinger paiera à la province, durant la période d'exploitation, d'une durée totale de 80 ans, une rente annuelle de \$ 100 000 plus les droits sur ses profits qu'elle devra verser en vertu de la loi des mines.

(Mouvements divers à gauche)

L'établissement d'une industrie minière dans le Nouveau-Québec, avec ses vastes installations, chemins de fer et communautés, offre l'une des plus importantes perspectives de développement de l'après-guerre et sa réalisation dépend entièrement de l'encouragement offert à ceux qui sont en mesure de risquer d'énormes sommes d'argent. Il doit y avoir un juste retour pour les risques impliqués; de plus, il doit y avoir une nette compréhension de la nature et de l'étendue des avantages.

Il parle ensuite du développement de l'industrie minière chez nous, sous le premier gouvernement de M. Duplessis et sous l'honorable député de Matane (l'honorable M. Gagnon), en tant que ministre des Mines⁹.

Les richesses minières, dit-il, n'ont de valeur réelle que lorsqu'elles sont mises en exploitation; lorsqu'elles ne sont pas exploitées, elles ne contribuent pas au bien-être en général et à l'amélioration du niveau de vie des gens de la localité où elles sont situées. Cet axiome s'applique à toutes les choses terrestres, aux forêts aussi bien qu'aux pouvoirs d'eau.

Pas plus que 30 ans auparavant, moins de 50 hommes obtenaient du travail temporaire d'une durée indéterminée dans le secteur minier qui est maintenant important dans le nord du Québec.

Il parle également des Canadiens qui font partie de la Hollinger North Shore Exploration

Company, notamment la famille Timmins établie au pays depuis 1900. Celle-ci, dit-il, considère la province de Québec comme son pays et a contribué, pour une très large part, à donner à notre industrie minière l'essor qu'elle a aujourd'hui. Le président de la Hollinger, M. Noah Timmins, et la plupart des administrateurs sont de Montréal, les autres de Toronto¹⁰. Les Timmins ont marié des Canadiennes françaises.

Les richesses du Nouveau-Québec pourraient rester inexploitées encore pendant de nombreuses années si la province ne saisit pas l'occasion qui lui est offerte. Au sujet du cas actuel, le gouvernement peut exercer un contrôle avec les lois sur les mines de la province qui peuvent être amendées en tout temps; ainsi le gouvernement aura une supervision constante du projet.

En terminant, je citerai à la Chambre l'opinion du *Montreal Standard* très favorable au projet. Je répondrai à une dernière critique. Nous ne fermons pas le territoire aux autres et, la preuve, c'est que nous avons déjà cinq demandes d'autres compagnies pour des territoires situés dans le Nouveau-Québec.

Je vais vous demander en toute sincérité d'examiner ce projet de loi avec l'attention qu'il mérite. J'espère que la Chambre considérera ce projet sans partisanerie politique, mais comme un moyen pouvant être bénéfique et avantageux pour la province.

(Applaudissements à droite)

Le capital honnête est toujours le bienvenu dans cette province et l'industrie doit recevoir l'assurance d'être traitée d'une manière équitable et d'obtenir la protection adéquate, afin que la province puisse continuer à jouir de la confiance dont elle jouit présentement avec l'industrie et le capital. L'état d'esprit qui existe aujourd'hui dans le monde fait que tous les yeux sont tournés vers le Canada, pays où existent encore les quatre libertés essentielles.

M. Dumoulin (Montmorency): J'ai suivi avec intérêt les explications que vient de donner le ministre des Mines pour justifier son action qui a non seulement agité la Chambre, mais aussi l'ensemble de la province. Évidemment, le ministre a exposé le point de vue le plus favorable au gouvernement. Cette législation a ému de façon singulière l'attention de toute la province.

Le ministre vient de dire qu'en vertu de la loi des mines, il aurait pu concéder à n'importe qui une surface minière aussi étendue où il pourra courir sa chance. Je le sais et ce n'est pas une révélation pour

personne, mais il y a cette différence que, quand un prospecteur va dans une région nouvelle, où la valeur minière est douteuse, hypothétique, il est normal qu'on compense le risque par une plus grande concession, par une concession qui justifie le temps, les efforts et le capital investi.

Ce n'est pas la situation dans le cas présent. Le prospecteur est un homme qui a couru un risque, alors que La Hollinger ne prend aucun risque en allant au Nouveau-Québec.

Il est juste et normal d'encourager les richesses de la province de Québec. Mais, le travail des géologues et des experts nous a renseignés sur la richesse minière de l'Ungava et tous les savants s'entendent pour dire que le minerai de fer qui se trouve là et dont l'existence n'est pas douteuse est d'une qualité supérieure. Il y a là la mine de fer la plus riche du monde. Par conséquent, je sou mets donc que la première partie de l'argument du ministre sur les risques possibles ne tient pas. Aucune comparaison n'est possible entre ce développement certain et l'encouragement donné au prospecteur.

C'est la même chose pour l'aide donnée par le gouvernement de l'Ontario et le fédéral pour obtenir des richesses minières. Le ministre a parlé du cas de Steep Rock. Le fédéral a donné un octroi de \$5,000,000 et le gouvernement de l'Ontario a dépensé \$3,000,000. Mais, dans ce cas, il y avait des risques. Dans l'Ungava, ce n'est pas un cas hypothétique, mais un cas concret. Il n'y a aucun danger, aucun risque.

Le ministre a demandé: "Qui sont les directeurs de la Hollinger?", "Qui sont les Timmins?". Le député de Montmorency rend hommage à ces richissimes Canadiens. Je n'ai aucune hésitation à dire que je crois au talent de ces messieurs. Il n'y a rien de mal qu'un groupe d'hommes très riches veuillent aller au Nouveau-Québec. Ils ont de l'argent et veulent le faire fructifier en plaçant leurs capitaux à bon escient.

Ils savent déjà à quoi s'attendre, ils ont reçu tous les renseignements. Et s'il est bon de se demander qui sont les Timmins, il est peut-être bon de demander aussi qui est la province de Québec.

(Applaudissements à gauche)

La personnalité de MM. Timmins ne saurait être mise en cause. Ce qui importe, c'est de protéger les intérêts de la province. Elle a des droits cette province parce qu'elle est la propriétaire du sol et du sous-sol, elle a aussi des intérêts gigantesques engagés dans cette entreprise et c'est le devoir du gouvernement de ne pas les oublier.

Le ministre nous a rappelé que les MM. Timmins ont épousé des Canadiennes françaises. Je crains qu'il ne se soit aventuré trop loin dans cette voie. Il est en passe de marier les MM. Timmins en communauté de biens avec le ministère des Mines.

Le ministre a dit: "Il faut mettre en valeur nos ressources naturelles pour ne pas nous priver inutilement de revenus considérables; ne faisons pas de xénophobie; soyons hospitaliers; il est nécessaire de faire appel à ceux qui ont de l'argent."

D'accord. Mais, je peux résumer à trois les principaux reproches que l'on peut faire au gouvernement en marge de cette loi. On concède une étendue trop considérable du territoire et c'est la province de Québec qui est exploitée dans cette affaire. C'est le premier reproche.

Et dire que dans le passé, il n'y a pas longtemps, ce sont les gens de la droite, les ancêtres politiques du ministre des Mines au temps où ils étaient dans l'opposition, qui nous reprochaient de céder les ressources naturelles de la province à des étrangers! Quand l'exploitation de nos ressources a commencé, vers 1900, sous Simon-Napoléon Parent, on n'avait pas à ce moment l'expérience, les capitaux et les techniciens que nous avons aujourd'hui¹¹.

Nous en avons aujourd'hui pour assurer le développement rationnel de nos richesses. Nous pouvons donc reprocher au gouvernement de faire maintenant, sans excuses, ce qu'ils nous ont reproché pendant 20 ans d'avoir accompli auparavant, souvent injustement. Ils se rendent coupables d'une aliénation flagrante du patrimoine national.

(Applaudissements à gauche)

Le deuxième reproche que j'adresse au gouvernement, c'est le manque de conditions suffisantes imposées à la compagnie. Le ministre a tenté de justifier cette faiblesse de la loi en parlant d'un risque immense que prennent les organisateurs de la compagnie. Il n'y a aucun risque à courir; les revues scientifiques donnent dans les moindres détails la richesse minière de la région. La situation est très belle pour les actionnaires de Hollinger. Ils ont en main tous les détails possibles sur le territoire du Nouveau-Québec.

Il y a des Canadiens dans l'affaire, mais le grand animateur est M. Hanna. La preuve c'est que des gens comme les Hanna et les Timmins sont prêts à dépenser là-bas une somme de \$200,000,000. Si riches que soient ces gens, ils ne peuvent pas financer à eux seuls une entreprise de \$200,000,000 et ils appellent aux capitaux américains. Ils feront appel à leurs alliés, les intérêts américains Hanna. Ils jouent à coup sûr et ils n'encourent aucun risque.

Le troisième reproche que j'ai à faire, c'est que le gouvernement n'a pas pris les mesures nécessaires à la protection des ouvriers de Québec. L'argent vient des États-Unis et il est à présumer que notre fer retournera aux États-Unis pour y être raffiné. On ne réglera pas le problème du chômage.

Le ministre a dit que cette entreprise donnerait du travail à nos compatriotes. Je suis obligé de différer d'opinion avec lui sur ce point. Les capitalistes américains réclameront de la main-d'œuvre américaine et sous un climat rigoureux comme celui que nous a décrit le ministre, y a-t-il beaucoup d'ouvriers qui seront tentés d'aller s'établir là-bas?

Il y a plus. Le minerai sera expédié aux Sept-Îles, mais de là, il prendra la route des États-Unis et cette source précieuse de notre province alimentera des aciéries américaines. Et nos fameuses richesses donneront du travail à des ouvriers américains au détriment de nos ouvriers. Je prévois une grande déception pour nos ouvriers.

Je ne veux jeter aucun blâme au capital américain. Mais, la vérité c'est que les gros intérêts américains font du "farming", c'est-à-dire qu'ils s'assurent des ressources à différents endroits, comme ils en faisaient dans le passé au Mexique, où ils se sont emparés des puits de pétrole jusqu'à ce qu'un gouvernement mexicain décide de mettre fin à cette exploitation.

C'est ainsi qu'en temps de prospérité, ils exploiteront ceux du Mexique par exemple pour ménager ceux du Texas et qu'ils auront toujours des ressources faciles d'exploitation pour parer aux temps de crise.

On tente de faire la même chose dans la province de Québec. Actuellement, les États-Unis exploitent les fameuses mines de fer de Massabi, dans le Minnesota. Ils ont probablement intérêt à s'assurer celles de l'Ungava pour ménager celles qui sont à leurs portes.

Le ministre nous dit que les capitalistes étrangers ne viendront pas développer nos ressources naturelles si on ne leur donne pas un bail de longue durée. D'accord, mais il y a une différence entre un bail de 30 ou 40 ans et un autre dont la durée atteindra le centenaire.

Demain, qui nous dit que nos industriels, ceux de Sorel par exemple, n'auront pas besoin de ce minerai de fer? De mémoire d'homme, je n'ai jamais vu une transaction aussi grave. Les conditions sont telles que l'on peut supposer que la mine de fer deviendra une mine d'or pour le parti politique qui l'a concédée.

(Applaudissements prolongés à gauche)

Bien plus, à l'expiration de ces baux, c'est la compagnie, et non pas le gouvernement, qui fixera la répétition des renouvellements par périodes de 20 ans. Celle-ci visera à la perpétuité.

On va paralyser l'établissement des usines sidérurgiques chez nous parce qu'on permet à des étrangers de s'emparer de notre plus grosse mine de fer pour transporter ensuite le minerai aux États-Unis. Ce n'est pas assurer à nos ouvriers le pain dont ils auront besoin dans la période de chômage qui s'annonce.

Cette loi est la plus étonnante et la plus flagrante volte-face que jamais un parti politique ne se soit infligé devant l'histoire. S'il y a une incomparable mine de fer pour la Hollinger dans le Nouveau-Québec, il y a peut-être aussi une riche mine d'or pour la caisse électorale de l'Union nationale.

M. Drouin (Abitibi-Est): J'ai écouté avec attention le discours du ministre. Il a fait un effort considérable pour expliquer le geste posé à la légère par le gouvernement et pour donner un caractère sérieux à l'ordre en conseil du mois de janvier dernier qui donnait à des étrangers la mainmise complète sur un immense territoire minier du Québec.

Je ne veux nullement discréditer les principaux intéressés dans cette affaire. Ce sont de grands Canadiens. J'ai confiance moi aussi en M. le sous-ministre Dufresne. Mais cette question dépasse la personnalité.

Le ministre nous a dit: "En vertu de la loi des mines, j'aurais pu accorder une concession minière à la Hollinger North Shore Exploration sans changer la loi".

C'est vrai. Mais, le ministre peut concéder à \$5 l'acre toute étendue qu'il veut. À ce prix, la concession de 300 milles carrés dans l'Ungava devrait coûter aux promoteurs une somme de \$9,000,000. Or, la part de la province ne dépassera pas \$100,000 pour un territoire où 50 mines Noranda, 100 peut-être, pourront être développées.

(Applaudissements prolongés à gauche)

La carte produite par le ministre ne donne pas une idée exacte de l'étendue qui sera concédée. Cette carte indique 3,900 milles carrés, mais avec la bande de 10 milles réservée à la compagnie autour de la concession, c'est en réalité un territoire de 7,000 milles carrés du domaine public qui est ainsi affermé et fermé à tous les autres prospecteurs jusqu'en 1962.

On empêche de cette façon le développement minier de la province par le ministère des cinq autres compagnies qui, aux dires du ministre lui-même, ont demandé des permis d'exploration dans cette région.

Le ministre a dit qu'à Steep Rock, les concessionnaires avaient reçu \$5,000,000 d'une source qu'il n'a pas donnée. Du fédéral alors. Eh bien, si le fédéral a donné \$5,000,000 en Ontario, Québec doit aussi avoir \$5,000,000. Pourquoi n'a-t-on pas obtenu l'aide du fédéral pour le chemin de fer qui serait devenu une grande voie ferrée pour aider au développement de toute la région au lieu d'un chemin de fer privé?

Jamais le chemin de fer que la compagnie veut construire ne coûtera \$70,000,000 comme le dit le ministre. J'ai consulté à ce sujet un meilleur expert que le ministre lui-même. D'après M. Gibeault, ingénieur en chef du département des recherches du Canadian National, un bon chemin de fer, de cette longueur et dans cette région éloignée, ne dépassera pas \$30,000 du mille ou environ \$15,000,000. C'est aussi le chiffre cité par M. Retty, un autre ingénieur de réputation.

Le ministre, sincèrement, de bonne foi, je veux le croire, s'est emballé: "Nous allons tout donner à ces gens-là sans protéger les droits de la province", s'est-il dit. Et il nous affirme que les directeurs sont de bons Canadiens. Je l'admets, mais je pourrais être directeur d'une compagnie avec un collègue qui détiendrait 90 % des actions. Du reste, le *Northern Miner*, une autorité, a toujours dit que M. Hanna détenait la plus grande partie des intérêts dans la compagnie concessionnaire.

Le ministre a négligé de prendre des mesures efficaces pour protéger la province de Québec. Rien ne garantit aux ouvriers canadiens qu'ils auront le traitement auquel ils ont droit et rien ne nous dit que les ouvriers devront être des Canadiens. Le développement de la Hollinger et de Labrador Mining se fera concurremment.

Lors de la discussion de la motion du chef de l'opposition, nous avons fait des suggestions dans l'intérêt de la province et aucune de ces suggestions n'a été acceptée.

Je me demande si le gouvernement a pris les précautions nécessaires pour s'assurer que les usines de raffinage du minerai seront dans la province de Québec.

Je ne le crois pas, car le gouvernement était lié avant la session. Le ministre a manqué de prévoyance. Le gouvernement a tout bâclé au point qu'il a passé l'ordre en conseil sans consulter les députés de cette Chambre, qui sont les représentants du peuple. Le bill est la reproduction de l'arrêté

ministériel. Bien plus, le gouvernement refuse de produire les documents que demandent les députés.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je soulève un point d'ordre. Cette affirmation est contraire aux faits.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Ça fait mal.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai fait parvenir dès le début de la session une copie de l'ordre en conseil au chef de l'opposition et au chef du Bloc populaire, de même qu'au député indépendant du comté de Québec.

L'honorable M. Robinson (Brome): Tous les députés ont accès à mon département pour se renseigner. Le député de Montréal-Laurier (M. Laurendeau) y est allé et on lui a montré tous les documents qu'il a voulu voir. J'ai donné des instructions en ce sens à mes employés.

M. Drouin (Abitibi-Est): Eh bien, M. l'Orateur, j'ai demandé moi-même des documents à M. Dufresne, votre sous-ministre, et je ne les ai pas eus. Je ne sais pas encore par l'intervention de qui.

(Applaudissements prolongés à gauche)

Le gouvernement fait les choses en dessous.
(Rires et applaudissements)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): S'il n'y avait rien en dessous, nous ne donnerions pas de concessions.

(Rires à droite)

M. Drouin (Abitibi-Est): Le premier ministre plaisante et la droite rit, mais ce n'est pas drôle du tout. Je demande au ministre des Mines de faire les modifications que suggère l'opposition au bill de la Hollinger afin de ne pas bloquer la prospection pendant 96 ans dans le Nouveau-Québec. On ne devrait pas concéder un aussi grand territoire.

La carte que l'on nous a exhibée ne correspond pas à la vérité. Elle ne nous donne pas une juste idée du territoire concédé. Les 300 milles concédés ne sont pas tous dans la marge rouge qui est sur la carte. La partie dont les concessionnaires pourront s'emparer est marquée sur la carte de façon à laisser croire qu'ils devront exploiter une partie bien définie du territoire, tandis qu'ils pourront choisir plusieurs terrains pour constituer le total de 300 milles carrés dans le terrain le plus riche et l'exploiter à leur goût.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

C'est faux et je soulève un point d'ordre.

M. Godbout (L'Islet): Ce n'est pas faux et l'honorable député d'Abitibi-Est a dit ce que la loi détermine elle-même.

(Applaudissements à gauche)

M. Drouin (Abitibi-Est): La loi donne le droit à la compagnie de choisir son terrain à son goût. Ce n'est pas seulement 300 milles carrés que la compagnie obtient, mais 700 milles et dans ce territoire. Il y a 50 mines Noranda, 100 peut-être. C'est vraiment une transaction désavantageuse pour la province.

Je demande au gouvernement de modifier sa mesure s'il est encore temps de le faire. Mes collègues et moi ne voulons que donner une chance à toutes les compagnies minières d'aller s'établir dans le nord-ouest de la province et non pas seulement à la Hollinger comme le veut le bill du gouvernement.

(Applaudissements prolongés à gauche)

M. Chaloult (Québec): Il s'agit d'un projet de loi excessivement important, le plus important depuis le début de la session. Je félicite le député de Montmorency pour la façon dont il a traité cette question.

Toute l'exploitation de nos ressources naturelles est mise en cause par cette loi. C'est une vieille question. On la discute depuis 45 ans et bien des conflits politiques ont pris naissance dans cette discussion souvent acrimonieuse.

Il dresse l'historique des concessions depuis 1900. M. Simon-Napoléon Parent fut, dit-il, le premier à concéder des ressources hydrauliques. Depuis ce temps, la plus grande partie de nos forêts, de nos mines et de nos pouvoirs d'eau est passée aux mains des étrangers et est exploitée à leur profit. On a vendu les chutes Shawinigan pour \$50,000 et la Chute-à-Caron pour une bouchée de pain.

Évidemment, la situation n'était pas la même qu'aujourd'hui. À cette époque il n'y eut pas de protestations parce qu'on ignorait la valeur de ce que l'on concédait.

En 1904, M. Henri Bourassa a fait campagne contre les concessions de ressources naturelles¹². Il a prononcé un discours retentissant. "Nous cédon pour l'éternité", disait-il, "une propriété dont personne ne connaît la valeur et qui ne s'épuisera jamais". Le gouvernement Gouin a eu la sagesse d'écouter ses critiques et de mettre fin à cette politique¹³.

Il propose, appuyé par le représentant de Montréal-Laurier (M. Laurendeau), que le débat soit ajourné.

Adopté.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures.

Deuxième séance du 12 mars 1946**Présidence de l'honorable A. Taché**

La séance est ouverte à 8 h 15.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:**Terrains de l'ancien palais de justice de Sainte-Scholastique**

L'honorable M. Lorrain (Papineau) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 28 concernant les terrains de l'ancien palais de justice de Sainte-Scholastique.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Établissements de pisciculture

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 29 concernant les établissements de pisciculture.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Tuberculose

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 31 pour combattre la tuberculose.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Nomination d'assistants d'officiers publics

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 30 concernant la nomination temporaire d'assistants à certains officiers publics.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi des ingénieurs civils

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 200 modifiant la loi des ingénieurs civils.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Dépôt de documents:

Comptes publics 1944-1945

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean) dépose sur le bureau de la Chambre les *Comptes publics de la province de Québec*, exercice clos le 31 mars 1945. (Document de la session no 17)

Développement minier dans le Nouveau-Québec

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse de l'Assemblée au lieutenant-gouverneur, en date du 6 mars 1946, demandant la production d'une copie authentique de tous les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province, depuis le 24 mai 1942 inclusivement jusqu'au 13 février 1946 inclusivement, relativement au chapitre 54, 9 George VI, intitulé: Loi pour faciliter et encourager le développement minier dans le territoire du Nouveau-Québec. (Document de la session no 18)

Il dépose également sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de l'Assemblée, en date du 6 mars 1946, pour la production d'une copie authentique de tous télégrammes, correspondances, etc., échangés entre le gouvernement de la province, aucun de ses membres ou officiers, et toutes personnes, compagnies, sociétés ou corporation, depuis le 24 mai 1945 inclusivement jusqu'au 13 février 1946 inclusivement, relativement au chapitre 54, 9 George VI, intitulé: Loi pour faciliter et encourager le développement minier dans le territoire du Nouveau-Québec. (Document de la session no 19)

Projets de loi:

Terrains de l'ancien palais de justice de Sainte-Scholastique

L'honorable M. Lorrain (Papineau) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en

comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 28 concernant les terrains de l'ancien palais de justice de Sainte-Scholastique.

Adopté.

Établissements de pisciculture

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 29 concernant les établissements de pisciculture.

Adopté.

Tuberculose

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 31 pour combattre la tuberculose.

Adopté.

Nomination d'assistants d'officiers publics

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 30 concernant la nomination temporaire d'assistants à certains officiers publics.

Adopté.

Sainte-Anne-des-Lacs

M. Blanchard (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 135 érigeant la municipalité de la paroisse de Sainte-Anne-des-Lacs et la municipalité scolaire de Sainte-Anne-des-Lacs.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 135 sans l'amender.

M. Blanchard (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Donation faite par Olivier Robitaille

M. Tellier (Montcalm) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 108 relatif à une donation faite en un contrat de mariage par feu Olivier Robitaille.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 108 sans l'amender.

M. Tellier (Montcalm) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Bureau de fiducie de l'Église presbytérienne

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 116 concernant le Bureau de fiducie de l'Église presbytérienne au Canada.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 116 sans l'amender.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Association d'hospitalisation

M. Gatien (Maisonneuve) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 149 modifiant la charte de l'Association d'hospitalisation du Québec.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 149 sans l'amender.

M. Gatien (Maisonneuve) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Sœurs de Sainte-Croix

M. Tellier (Montcalm) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 148 concernant la congrégation des sœurs de Sainte-Croix et des Sept Douleurs.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 148 sans l'amender.

M. Tellier (Montcalm) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Succession Miriam Hadley Belasco

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 126 concernant la succession de feu Miriam Hadley Belasco soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Charte de Granby

M. Choquette (Shefford) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 119 modifiant la charte de la cité de Granby soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Développement minier et industriel dans le Nouveau-Québec

Conformément à l'ordre du jour la Chambre reprend le débat, ajourné ce jour, sur la motion du représentant de Brome (l'honorable M. Robinson) proposant que le bill 20 pour faciliter le développement minier et industriel dans le Nouveau-Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Chaloult (Québec): Nous sommes moins excusables aujourd'hui qu'autrefois de concéder certaines ressources naturelles, parce que nous avons l'expérience désastreuse du passé.

C'est le Parti libéral qui, dans l'ensemble et j'oserais dire exclusivement, a concédé à vil prix ces ressources naturelles aux étrangers pendant 35 ans. Ça a commencé sous Simon-Napoléon Parent. Ça s'est continué sous les gouvernements Gouin et Taschereau. Et tout le temps, le Parti conservateur, sous M. Mathias Tellier et M. Arthur Sauvé, et plus tard l'Action libérale nationale et l'Union nationale ont critiqué ces concessions et cette politique d'aliénation de notre patrimoine avec indignation et véhémence.

On devrait donc être plus averti aujourd'hui de la gravité de ces aliénations. Et quand on s'appelle l'Union nationale, on devrait être tenu davantage, il me semble, de respecter la propriété de la province. Pour elle, la situation serait plus grave et sa responsabilité plus considérable s'il lui arrivait de faire des concessions de la façon qu'elle condamne il n'y a pas très longtemps.

Il propose trois sortes de politique dans le domaine des ressources naturelles. Il y a d'abord, dit-il, la nationalisation. Je suis favorable, en principe, à l'initiative privée, mais il y a des circonstances où l'initiative privée est impossible parce qu'elle conduit à des abus et favorise la dictature économique, aussi condamnable que la dictature politique, et qui a encore plus sa raison d'être chez nous qu'ailleurs, car nos gens ont peu de capitaux.

Dans bien des cas, c'est le gouvernement qui peut le mieux exploiter nos ressources, parce que c'est le seul moyen de les protéger et de les exploiter en faveur de la collectivité, et non pas seulement d'un petit groupe de Canadiens ou d'étrangers.

De plus, il faut une politique d'attente, qui peut avoir sa raison d'être dans bien des cas, étant donné que nous sommes encore insuffisamment préparés à nous diriger vers la grande industrie et que le capital étranger qui vient solliciter chez nous des privilèges exorbitants ne vient pas ici pour nous servir, mais pour se servir. Il ne faut craindre d'effrayer le capital étranger.

Il y aurait aussi l'exploitation rationnelle quand il serait trop coûteux de nationaliser et qu'il y a tout de même lieu de faire bénéficier la population des richesses qui lui appartiennent.

Cette exploitation rationnelle par des intérêts privés devrait toujours rencontrer trois conditions. D'abord, les concessions devraient être faites à court terme. C'est une question d'espèce, mais en général, une période de 25 ou 30 ans serait suffisante.

En second lieu, le gouvernement devrait se réserver le droit de réviser les conditions tous les cinq ou dix ans, de manière à obtenir sa juste part quand les compagnies font des profits très considérables. Il aurait ainsi une arme dont il pourrait se servir au besoin.

Si l'on croit que cette politique de révision des contrats serait de nature à faire peur aux compagnies, qu'on fasse une convention à l'effet que les revenus devront d'abord servir à payer le capital investi et à payer un intérêt légitime sur ce capital, et que le surplus des profits sera divisé à parts égales entre le gouvernement et la compagnie.

À quel titre les compagnies peuvent-elles retirer des millions et des millions à même les ressources qui appartiennent au peuple sans que celui-ci reçoive une rémunération suffisante? Combien de millions n'aurait-on pas pu appliquer à la lutte contre la tuberculose, à la construction d'écoles et d'hôpitaux si on avait suivi une telle politique dans le passé?

L'honorable M. Robinson (Brome): Depuis un an et demi, j'ai tenté d'obtenir l'aide du fédéral pour nous aider à développer nos ressources naturelles et je n'ai pas réussi. Il faut que quelqu'un prenne des risques et pour cela il faut faire de plus grands sacrifices.

M. Chaloult (Québec): Il semble que la moitié des profits, une fois le capital et l'intérêt payés, est une compensation suffisante pour le risque encouru.

En troisième lieu, il faudrait une clause pour protéger les techniciens canadiens-français. À quoi sert de construire des universités, à faire des dons aux universités et d'encourager le développement des sciences, si les étudiants n'ont pas de débouchés?

La situation actuelle, où le capital anglophone possède la majorité des industries de la province de Québec, fait que nos techniciens français sortent des universités et ne peuvent pas se placer. Des moyens devraient être pris pour que les Canadiens français obtiennent leur part des bons emplois, en proportion à leur nombre.

Je serais prêt à demander qu'il y ait des clauses à ce contrat et dans d'autres contrats similaires qui traitent du développement des ressources naturelles, pour que les postes de techniciens soient accordés dans une proportion égale aux diplômés des universités de McGill, de Laval et de Montréal; ainsi les deux-tiers des postes seraient occupés par des Canadiens français, bien

qu'ils forment les quatre cinquièmes de la population.

M. Leduc (Laval): Et si nous ne les avons pas.

M. Chaloult (Québec): Il devrait y avoir aussi une clause pour obliger la compagnie à ouvrir le minerai dans la province de Québec, en autant que la chose est possible.

Depuis le début de la session, j'ai voté en faveur de toutes les lois du gouvernement, en croyant que la législation était bonne. Mais, je trouve que cette loi est dans la meilleure tradition du Parti libéral. C'est plus grave parce que nous sommes mieux avertis aujourd'hui et que l'Union nationale a tellement combattu ce qu'elle fait aujourd'hui, c'est-à-dire les aliénations des ressources naturelles. Les leçons du passé ont dû nous ouvrir les yeux.

Dans quelle mesure la présente loi rencontre les conditions que je viens d'énoncer? D'abord, l'aliénation est pour 96 ans. Je ne vois rien dans la loi, mais je ne désespère pas, car le premier ministre a déjà prouvé qu'il savait accepter des suggestions.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Au temps des libéraux, ça se faisait pour tout le temps.

M. Chaloult (Québec): Le mal de l'un ne guérit pas le mal de l'autre. Les 300 milles carrés pourront être pris par la compagnie n'importe où dans le territoire de 3,900 milles carrés soumis à son exploitation. De plus, il n'y a pas suffisamment de profits pour la province. Qu'est-ce que \$100,000 par année et une part de 4 % à 5 % dans les profits quand une compagnie fait \$5,000,000 à \$75,000,000 par année?

Est-ce que la province ne devrait pas retirer la moitié, au moins le quart des profits? Enfin, aucune clause ne protège les techniciens canadiens-français. Les manœuvres, c'est entendu, ils sont toujours Canadiens français. Mais en fait de bons salaires, nous n'aurons à peu près rien. Je ne trouve qu'une phrase vague et nuageuse dans le préambule.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le préambule fait partie de la loi. Mais, si le député a des craintes, je n'ai aucune objection à inclure une clause "qu'à qualifications égales, la préférence des emplois soit donnée aux diplômés de nos universités".

M. Chaloult (Québec): C'est très bien, ce sera une amélioration. Mais, il faudra bien définir ce

terme général "à qualifications égales", car les compagnies pourront facilement jouer sur les mots.

Je n'aime pas mieux me faire exploiter par des Canadiens que par des étrangers. Il y a toujours des brasseurs d'affaires et des agents d'élections qui se faufilent dans ces sortes d'entreprises. Les élections, même provinciales, même partielles, coûtent bien cher. Avec une telle concession, il est à craindre que l'Union nationale veuille garnir sa caisse électorale.

Il y a lieu de combattre ce projet de loi, qui est franchement mauvais, mais j'espère tout de même que le premier ministre y apportera des amendements substantiels.

M. Larivière (Témiscamingue): La loi en discussion est bonne et je félicite le gouvernement de l'avoir présentée. Je suis né dans une région minière, que j'habite depuis 22 ans, le territoire minier du Nord-Ouest du Québec¹⁴. Je connais la situation minière, car j'ai assisté à bien des expériences. Je suis entièrement en faveur de l'exploitation que veut faire la Hollinger dans le Nord-Ouest québécois grâce à la présente mesure du gouvernement.

Un grand nombre de nos compatriotes ont fait leur marque dans le domaine minier. Les concessions n'ont pas été consenties à des étrangers, mais à la famille Timmins, composée de Canadiens français qui ont accumulé des millions dans l'industrie minière et qui veulent aujourd'hui revenir les dépenser dans la province de Québec¹⁵. Les Canadiens français ont fait beaucoup de choses dans la production de minerais au Canada: des hommes comme Larose à Cobalt et les deux promoteurs de mines de radium au Grand Lac des Esclaves étaient ses cousins.

Les libéraux ont fait eux-mêmes, quand ils étaient au pouvoir, des concessions dans le domaine des pouvoirs d'eau et des ressources forestières. Ils étaient moins portés à se scandaliser quand ils ont cédé au cartel international de l'aluminium les pouvoirs de Shipshaw. Ils ont aussi concédé, en ces dernières années, le rapide du Joachim pour une période de 999 ans.

Les risques à prendre sont considérables et la concession faite est légitime. Le fait est qu'on peut prévoir ce que va rapporter une forêt, un pouvoir d'eau, mais dans les mines, c'est toujours l'incertitude.

Avant son exploitation, la mine Noranda a coûté \$12,000,000. Je sais quelque chose au sujet des coûts énormes du développement minier et de payer \$1.25 pour un gallon d'essence à seulement 50 milles d'un chemin de fer. La plupart des mines ont exigé

une dépense de deux, trois, quatre et cinq millions avant de se mettre en opération.

En Ontario, on dépense des millions pour trouver de nouveaux gisements. À Steep Rock, il est possible qu'on ne trouve jamais assez de fer pour justifier les dépenses qui ont été faites. Dans la Gaspésie, on a fait des recherches inutiles. À maints endroits, on a investi inutilement des capitaux. Dans l'Ungava, il se peut que la compagnie réalise des profits, mais les risques sont considérables. Il arrive souvent qu'un territoire minier est très riche en surface et qu'il n'y ait rien en profondeur. De plus, la production du fer n'est pas payante.

Dans les circonstances actuelles, je crois de mon devoir d'appuyer sincèrement et loyalement le gouvernement. Je suis content que le gouvernement ait pris cette initiative qui procurera du travail à des milliers d'ouvriers, qui aidera à l'établissement d'aciéries qui fourniront directement de l'acier au marché canadien. On pourrait attirer un jour un fabricant d'autos chez nous.

La compagnie va dépenser plus de \$200,000,000 dans la province. Tout cet argent va bénéficier à la main-d'œuvre du Québec, aux manufacturiers, aux marchands et aux fournisseurs et, si ce projet a du succès, il va permettre à la province d'avoir sa propre sidérurgie qui va se démarquer du marché américain. C'est d'ailleurs en accordant de semblables concessions que nous allons voir se développer un territoire qui ne le serait pas du tout autrement.

M. Côté (Rouyn-Noranda): Le député de Québec-Comté a abondé ce soir dans la politique du CCF. J'abonde dans le même sens. Personne ne peut me faire croire que la Hollinger irait dépenser \$200,000,000 dans l'Ungava si elle n'avait pas la certitude de faire \$500,000,000. La province de Québec aurait dû prendre le risque de dépenser \$200,000,000 et faire elle-même l'exploitation des mines du Nouveau-Québec en créant une commission minière, formée de compétences, de façon à ce que l'ouvrier soit mieux payé et mieux protégé.

Il accuse le gouvernement d'être un gouvernement capitaliste, réactionnaire et rétrograde. Je parle, dit-il, non seulement comme représentant d'un comté minier mais aussi comme organisateur de l'Union des mineurs.

Le premier ministre a fait par le passé de grandes promesses qu'il n'a pas tenues. Le ministre des Mines a dit: "Jamais le premier ministre ne donnera la province à des étrangers". J'ai des doutes sur cela. On fait une immense concession à la

Hollinger. Jamais dans l'histoire de la province il n'y a eu de plus grands exploiters de l'ouvrier que la Hollinger. Toutes les mines représentées dans la nouvelle compagnie sont celles qui ont fait de l'argent en maltraitant et exploitant leurs ouvriers. Chez nous, ces propriétaires de mines, on les appelle les "slave drivers".

Le ministre des Mines a dit "Les ouvriers de la province sont les meilleurs au monde". C'est vrai, mais ce sont les travailleurs les plus exploités au monde aussi. L'ouvrier de Québec est fatigué de voir l'Union nationale lui taper dans le dos en disant: "Tu es le meilleur ouvrier de l'univers, mais tu gagneras 25 cents de l'heure de moins que les autres".

C'est ainsi que la Noranda exploite ses ouvriers, leur loue des maisons à des prix exorbitants, exerce dans la ville du même nom une véritable dictature. L'entreprise privée est responsable de la misère du peuple.

Il serait approprié de répéter un mot d'ordre que le premier ministre avait prononcé lorsqu'il était à l'opposition: "Ottawa ne va pas souffrir si le Québec est crucifié sur des croix en or" aux fins de la mesure actuelle. Avec l'adoption du projet de loi, la législation va crucifier la province sur une croix en or d'un nouveau trust pour avantager le gouvernement.

Si le peuple ouvrait les yeux et connaissait vraiment la teneur du bill, il exigerait la démission du premier ministre.

Je ne serais pas surpris d'apprendre que l'Union nationale a vendu l'Ungava pour des fonds électoraux.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) s'objecte à cette déclaration et demande à l'Orateur de forcer le député de Rouyn-Noranda (M. Côté) à retirer ses paroles fausses, inqualifiables et indignes d'un homme qui se respecte.

M. Côté (Rouyn-Noranda): Je n'ai pas accusé le gouvernement mais un parti politique de vendre l'Ungava pour des fonds électoraux. L'an dernier, lors du débat sur les allocations familiales, j'ai provoqué une protestation analogue et l'Orateur a décidé qu'on pouvait s'en prendre à un parti politique¹⁶.

M. l'Orateur: On ne peut faire indirectement ce qu'on ne peut faire directement et je demande au député de retirer ses paroles.

M. Côté (Rouyn-Noranda) retire ses paroles. Il y a assez longtemps dans la province que des partis

politiques vendent la province pour prélever des fonds électoraux, soutient-il. Je suis contre ce bill qui crée un monopole des plus belles richesses de la province.

Je demande que le gouvernement soit renversé sur cette question de façon que le bill ne soit pas adopté. Mais si le bill passe, je souhaite que la Providence nous débarrasse du présent gouvernement et nous donne un gouvernement responsable.

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): Il est surprenant de constater comment on réagit drôlement, en certains milieux, devant un bill comme celui-là quand il s'agit d'amener de nouvelles industries dans Québec. Ailleurs on aide, ici on nuit. Quand une industrie nouvelle s'établit en Ontario, on se tourne vers le ministre du Commerce et de l'Industrie pour lui demander ce qu'il attend pour agir. Un très intéressant projet d'exploitation minière est aujourd'hui soumis et on s'évertue à trouver des moyens de le combattre.

Nous sommes au lendemain de la guerre, menacés du chômage, et le gouvernement se soucie du bien-être de la classe ouvrière. Il rend alors hommage à son collègue, l'honorable député de Joliette (l'honorable M. Barrette), du fait qu'il n'y a pratiquement pas de grèves dans la province de Québec, comme aux États-Unis, depuis que l'Union nationale est au pouvoir¹⁷.

M. Côté (Rouyn-Noranda): Il y en aura plusieurs l'an prochain!

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): Il n'y a pas de doute qu'avec des députés qui ont la mentalité du député de Rouyn-Noranda, il y aura des provocations à la grève.

On a suggéré plusieurs moyens pour exploiter les ressources minières de l'Ungava et on a oublié de parler de la coopérative. C'est beau de parler de nationalisation, mais personne n'a indiqué comment elle pourrait se faire avec une industrie de cette importance. Où prendra-t-on les \$200,000,000 qu'il faut? C'est presque autant que toute la dette de la province depuis 300 ans. Aucun gouvernement qui viendrait devant le peuple avec un pareil programme ne serait renvoyé au pouvoir. Et qui irait risquer pareille somme dans une entreprise minière où les risques sont grands?

Depuis trois siècles, personne n'avait tourné les yeux vers l'Ungava qui est une région impraticable et où on n'a que 3 mois de l'année où on peut faire du transport.

Il y a eu quelques tentatives d'exploration, en ces dernières années, mais elles se sont toutes terminées par un échec. Les conditions sont exceptionnellement difficiles. De plus, l'histoire des mines fait voir que 0.5 % des "claims" connus se sont développés et ont été payants.

On devrait donc féliciter le gouvernement de se montrer si progressif et de favoriser l'exploitation d'une région jusqu'ici demeurée improductive parce que personne ni aucune compagnie ne voulait y aller risquer d'aussi grands capitaux.

Sans doute, la compagnie Hollinger ne s'engagera pas à dépenser \$200,000,000, dont \$70,000,000 sont consacrés à un chemin de fer de 350 milles menant au fleuve Saint-Laurent où un port serait construit, sans espoir de retour, mais ce n'est pas tous les jours qu'on pourra rencontrer une organisation prête à prendre un aussi grand risque.

Ce chemin de fer pourrait être accessible à tous, et les gens qui voudraient s'établir près de la compagnie Hollinger pourraient le faire. La compagnie deviendrait le centre nerveux d'une nouvelle région, j'espère que ce sera une nouvelle région importante. N'oublions pas que la région du Nouveau-Québec est seulement de 313,000 milles carrés et que la compagnie reçoit des droits d'exploration pour 3,900 milles carrés ou à peu près un pour cent de toute la région et que dans ces 3,900 milles carrés, il y aurait une section de 300 milles carrés qui serait consacrée pour l'exploitation des ressources minières. Il y avait amplement de place pour d'autres compagnies désireuses de s'aventurer dans l'Ungava et risquer leur capital.

Les libéraux sous le député de L'Islet (M. Godbout) ont offert cette chance à \$2,000 par année et il y a eu des défaillances. Nous avons maintenant une offre exceptionnelle que le gouvernement devait accepter ou refuser et il l'a acceptée, car ceci représente un bon moyen pour contrer le problème du chômage des jours à venir. Ceux qui voulaient y aller et y risquer aussi leurs économies pouvaient y aller, quoique je doute que le député de Rouyn-Noranda risquerait quelque chose.

M. Côté (Rouyn-Noranda) demande la permission de poser une question.

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): Je n'ai pas de temps à perdre. Les intéressés sont prêts à construire un chemin de fer de 350 milles, à bâtir des villes, et c'est une opportunité exceptionnelle que le gouvernement n'a pas voulu laisser passer. Jamais

une offre semblable ne se répètera, du moins pas avant 50 ans.

Il a été dit que la province devrait développer les mines. Il y a là un élément de risque si grand que le gouvernement ne serait pas justifié d'emprunter \$200,000,000 pour aller les risquer là-bas. Pas un seul électeur ne nous approuverait.

Si le territoire est si riche, comment se fait-il qu'en 44 ans de règne libéral personne n'a voulu y risquer un sou?

Le programme actuel a germé dans l'esprit des gens du Québec et il est vrai qu'ils ne peuvent pas risquer \$200,000,000 de leur propre poche dans cette entreprise. Dans Ontario, où il y a des méthodes commerciales, on donne des octrois pour inciter les gens d'affaires à développer les mines. Le gouvernement provincial a donné \$3,000,000 en subvention à un projet similaire et le gouvernement fédéral a fourni un autre \$5,000,000.

Dans le Québec, la province n'a rien reçu, pendant que des industriels sont prêts à dépenser leur propre argent. Ce sont des Canadiens français qui prennent l'initiative d'un développement de \$200,000,000. Pourquoi y aurait-il de la jalousie parce que ces gens-là ont été entrepreneurs? Au lieu de les accuser d'être des exploiters du peuple, on devrait plutôt les féliciter de venir chez nous travailler et de risquer leur propre argent à l'augmentation du patrimoine national.

Le gouvernement travaille à établir chez nous un climat économique stable en prévision du chômage qui vient. Il souligne la nécessité d'augmenter la production pour maintenir l'emploi et augmenter le mouvement des affaires, de plus, il pense que le port qui sera construit serait une source importante d'affaires. Ce n'était pas le moment, selon lui de crier au socialisme.

Pourquoi effrayer les industriels qui veulent s'établir chez nous en toute confiance avec des menaces de nationalisation? Pourquoi combattre un gouvernement qui a amené dans Québec plus de 1,000 petites industries?

Nous sommes à la veille d'un grand essor économique. Le Canada est une terre d'avenir, mais il ne faut pas que ses ressources naturelles restent inexploitées. Ce que veut l'Union nationale, c'est que les ressources naturelles servent au peuple. Elle ne les vend pas et ne les vendra pas, comme ont dit certains orateurs précédents, mais elle remplit son devoir en favorisant leur mise en valeur et elle travaille, par leur moyen, à assurer à la province un renouveau économique. C'est vrai, les choses ne sont peut-être pas parfaites, mais il fallait juger la vue

d'ensemble et sur ce point de vue, on avançait à pas de géant.

Il trace un tableau des activités économiques et commerciales auxquelles donnera lieu ce développement industriel du nord du Québec. On oublie, dit-il, que c'est seulement 3,000 milles carrés sur 300,000 milles carrés qui sont affermés. Les industriels vont construire un port de mer sur le Saint-Laurent pour expédier le minerai. Cela va assurer une grande activité aux ports de Québec, de Sorel et de Montréal. Il continue alors de parler des belles perspectives que le développement de l'Ungava offre à notre petite, notre moyenne et notre grande industrie.

C'est le devoir du gouvernement, dit-il, d'empêcher l'ouvrier de mourir de faim en assurant de nouvelles industries de base autour desquelles fleuriront des industries connexes.

Nous ouvrons de nouveaux centres à la civilisation...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Et au catholicisme!

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): Oui, et au catholicisme et ce sont ceux qui ont perdu le Labrador, une étendue aussi considérable que l'Ungava, qui nous font des reproches¹⁸.

M. Drouin (Abitibi-Est): Ce n'est pas nous qui l'avons perdu. C'est le Conseil privé qui nous l'a enlevé!

L'honorable M. Labbé (Mégantic): Parce que les libéraux nous ont mal défendus!

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean):
L'Union nationale a fondé une mine-école qui offre maintenant un débouché aux élèves de cette mine. Si toute l'étendue de l'Ungava avait été concédée au prix fixé dans le bill, c'est \$300,000,000 que la province toucherait. Cette loi est un pas en avant vers le progrès et le développement économique de la province de Québec.

M. Bienvenue (Bellechasse): On dirait, à entendre les ministres de la droite, que seul le gouvernement fait un bon marché dans cette affaire. On dirait que la compagnie Hollinger s'est fait rouler cent milles à l'heure par le gouvernement.

Que vont faire ces pauvres directeurs, mariés à des Canadiennes françaises, quand ils liront demain dans les journaux la sombre description qu'on a faite

de ce pays sauvage et inhospitalier, quand ils apprendront à quelle somme de difficultés ils devront faire face, à quels risques ils s'exposent? Ils n'oseront plus commencer les travaux.

Et les chômeurs? Qu'est-ce qu'ils vont dire en apprenant que le ministre du Commerce veut les envoyer à 1,500 milles de distance, dans un pays où n'habitent que les Esquimaux, où il n'y a moyen de travailler que 2 mois par année et où il leur faudra attendre 12 ans avant que la compagnie ne se mette sérieusement au travail d'exploitation? Quel chômeur pourra attendre aussi longtemps?

Heureusement, si quelqu'un marche à l'aveuglette dans cette affaire-là, ce n'est pas la compagnie, qui connaît la région depuis des années, qui y a fait des recherches et des calculs au moyen des instruments de prospection les plus modernes et les plus performants qui soient et avec le concours des meilleurs experts du monde.

Le ministre du Commerce ne fera croire à personne que la Hollinger vient faire ici une œuvre désintéressée. Les gens qui ne connaissent rien peuvent prendre des risques, mais la compagnie, elle, ne prend aucun risque parce qu'elle connaît son affaire. C'est parce qu'elle sait bien qu'elle va y faire des millions qu'elle est prête, grâce à la mesure du gouvernement, à y entreprendre des travaux d'exploration puis d'exploitation pour une couple de cent millions.

Ce projet de loi est fantastique. D'après le journal *Northern Miner* du 19 avril 1945, la compagnie retirera au moins \$250,000,000 par année au bas mot de ces mines tandis que la province ne retirera que \$1,000,000 en 10 ans. À ces conditions, ces gens peuvent en effet se montrer disposés à dépenser quelques millions pour mettre l'entreprise en train.

L'honorable M. Robinson (Brome): Quand a-t-il dit cela ?

M. Bienvenue (Bellechasse): En avril 1945.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Deux cent cinquante mille dollars, ce sont les revenus bruts.

M. Bienvenue (Bellechasse): Et s'il n'y a pas que du fer dans les 300 milles, s'il y a en plus de l'or, du cuivre, du zinc, de l'argent, qui va en profiter? C'est la compagnie et non le gouvernement. Les revenus de la province, en cent ans, ne seront que \$50,000,000 alors que ceux de la compagnie augmenteront. Est-il vrai que le gouvernement a reçu

cinq applications de prospecteurs? Alors, pourquoi le permis n'a pas été mis à l'enchère? La province aurait peut-être reçu des offres plus intéressantes.

Cette concession pour 92 ans ne concorde pas du tout avec les déclamations enflammées de l'Union nationale et du premier ministre dans le passé sur la conservation de nos ressources naturelles.

On dit que des milliers de personnes seront employées là. C'est bien beau dans un discours du ministre du Commerce, mais la réalité est différente. La Hollinger, durant les 12 ans qu'elle prévoit pour l'exploration, n'emploiera certainement pas grand monde. Qui travaillera sur ce territoire sinon les pelles mécaniques? Le bill 20 ne prévoit pas à l'emploi de notre main-d'œuvre, il ne dit pas que le minerai devra être travaillé dans la province de Québec.

Alors, la chose aurait pu donner de l'emploi à nos gens. Mais le minerai sera transporté aux Sept-Îles. Là, il sera mis dans des bateaux et transporté où? Là où il y a du charbon, c'est-à-dire aux États-Unis, car on estime qu'il faut deux tonnes de charbon pour traiter une tonne de minerai. Notre minerai sera donc expédié à Pittsburgh et on n'emploiera pas les milliers d'ouvriers qu'entrevoit le ministre du Commerce.

Le gouvernement devrait, s'il est sérieux et veut réellement que des milliers d'ouvriers soient employés dans l'exploitation entreprise par la Hollinger, apporter un amendement à son bill et dire que la compagnie devra traiter son minerai dans la province de Québec. Je mets le gouvernement au défi de faire cela, car il sait bien que, si cela était, la compagnie Hollinger ne se lierait pas de cette façon-là.

M. Larivière (Témiscamingue): À la mine Noranda, on dépense journellement des centaines de tonnes de charbon de la Nouvelle-Écosse.

M. Bienvenue (Bellechasse): Alors pourquoi le gouvernement ne force-t-il pas la compagnie, en ajoutant une clause à son bill, à faire traiter le minerai dans la province? C'est notre minerai à nous que l'on tirera du sol.

Cette loi est mauvaise. Elle marque une démonstration complète du manquement à la parole donnée. Si le gouvernement veut être logique, s'il veut de l'action, s'il veut manifester un patriotisme véritable, qu'il change son projet de loi.

D'ici là, la province demeurera inquiète car notre population exige que nos ressources naturelles soient exploitées chez nous, de façon à ce que tout le monde en profite.

(Applaudissements prolongés à gauche)

M. Lawn (Pontiac) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Louis (M. Hartt), que le débat soit de nouveau ajourné.

Adopté.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 11 h 30.

NOTES

1. "Pour une grande politique au service de la jeunesse", *Relations*, VI, no 62, fév. 1946, p. 33-37.

2. "Problèmes scolaires", *Chantiers*, II, 10, 1^{er} mars 1946, p. 151-153.

3. M. Laurendeau a parlé 40 minutes contre cette mesure, selon *La Tribune*, 13 mars 1946, à la page 10.

4. Son discours a débuté à 3 h 30 et a duré une heure et demie comme le rapporte *Le Canada* du 13 mars 1946, à la page 1.

5. La Hollinger Consolidated Gold Mines, dont le président est alors Jules R. Timmins, acquiert en 1942-1943 la majorité des parts de la Labrador Mining and Exploration Company. Ceci donne naissance à la Hollinger North Shore Exploration Company. C'est cette compagnie qui obtient du gouvernement du Québec le territoire situé au Nouveau-Québec dont il est question dans la présente séance, contigu à une concession de la Labrador Mining and Exploration Company à Terre-Neuve au Labrador. La M. A. Hanna Company, de Cleveland (Ohio), un joueur majeur dans l'industrie du fer aux États-Unis, se joint à la Hollinger dans cette entreprise.

6. Albert Peter Low (1861-1942), géologue et explorateur, entre à la Commission géologique du Canada à la suite de ses études. La frontière Québec-Labrador sera définie à partir des explorations qu'il mène entre 1893 et 1895. Il devient directeur de la Commission géologique en 1906 et sous-ministre des Mines en 1907.

7. Joseph Arlington Retty (1904-1961) a joué un rôle de premier plan dans la découverte de gisements de minerai de fer dans la zone frontalière du Québec et du Labrador.

8. Les députés et ministres reviennent souvent sur ce fait durant la séance. Cette affirmation est par ailleurs véridique puisque Noah Timmins a épousé Lelia Paré et que son frère Henry Timmins s'est unit à Alphonsine, sœur de la précédente. Celles-ci sont Canadiennes françaises. Les frères Timmins, pour leur part, sont nés en Ontario d'un père irlandais et d'une mère canadienne-française.

9. Le premier gouvernement de Maurice Duplessis s'étend du 26 août 1936 au 8 novembre 1939. Pour sa part, M. Onésime Gagnon est ministre des Mines, de la Chasse et des Pêcheries dans le cabinet Duplessis du 26 août au 15 décembre 1936 et ministre des Mines et des Pêcheries du 15 décembre 1936 au 8 novembre 1939.

10. Les Timmins résident en effet à Montréal. Ils y ont également leur bureau.

11. Il fait sans doute référence à l'important bill 2 concernant les compagnies minières", sanctionné le 23 mars 1900, non pas sous le gouvernement de Simon-Napoléon Parent, mais de F. G. Marchand. Cette loi visait à faciliter l'incorporation des compagnies minières dans la province de Québec.

12. Henri Bourassa (1868-1952) est alors député libéral à la Chambre des communes dans la circonscription de Labelle.

13. Par cette affirmation, il entend sans doute l'importante mesure, longtemps réclamée par Henri Bourassa et les nationalistes, présentée par le gouvernement Gouin en mars 1907, à savoir la substitution des baux emphytéotiques à l'aliénation des terres publiques et des chutes d'eau. Il s'agit plus particulièrement du bill 214 amendement la loi 4 Édouard VII, chapitre 13, concernant la vente et l'administration des terres publiques et des bois et forêts.

14. M. Larivière a notamment été directeur de la mine Stadacona.

15. Jules Robert Timmins est né à Mattawa en Ontario le 6 juin 1888. Il est le fils de Louis Henry Timmins, qui, avec son frère Noah, avait notamment

acquis la mine Hollinger, l'une des plus importantes mines d'or au monde, à Porcupine en Ontario, et d'Alphonsine Paré. Jules R. est, entre autres, président de la Hollinger Consolidated Gold Mines Ltd., de la Labrador Mining & Exploration Co., de la Hollinger North Shore Exploration Co. Ltd. et de la Quebec North Shore and Labrador Rly. Co. Il sera aussi président de la Hollinger-Hanna, Ltd. et vice-président de l'Iron Ore Co. of Canada Ltd.

Noah Anthony Timmins Jr est né à Mattawa le 30 avril 1897. Il est le fils de Noah Anthony Timmins, celui qui a donné son nom à la ville de Timmins, et de Lelia Paré. Il est président et directeur de The N. A. Timmins Corporation, vice-président et directeur de la Hollinger Consolidated Gold Mines Ltd., de la Hollinger-Hanna Ltd., de la Hollinger North Shore Exploration Co. Ltd. et de la Labrador Mining & Exploration Co. Ltd. Leo Henry Timmins est aussi né à Mattawa, le 5 octobre 1900. Il est le fils de Noah Anthony Timmins et de Lelia Paré. Il est notamment directeur de la Noranda Mines, Ltd., président et directeur général de Chromium Mining & Smelting Corporation Ltd., vice-président de The N. A. Timmins Corporation et directeur de la Hollinger Consolidated Gold Mines.

16. Voir à ce sujet la séance du 16 février 1945.

17. M. Barrette est ministre du Travail depuis le 30 août 1944 et conservera son titre jusqu'au 8 janvier 1960.

18. La propriété du Labrador et la frontière séparant le Québec de Terre-Neuve dans la péninsule du Labrador sont l'objet d'un conflit depuis 1902. Québec demande à Ottawa, en 1904, de soumettre ce différend au Comité judiciaire du Conseil privé à Londres. Le Conseil privé rend sa décision le 1^{er} mars 1927. Il tranche la question de la frontière entre le Canada et Terre-Neuve en faveur de Terre-Neuve, ce qui a aussi pour effet d'accorder à cette dernière 120,000 milles carrés de territoire dans le Labrador. M. Beaulieu fait allusion au gouvernement de Louis-Alexandre Taschereau qui, conseillé par l'avocat, adjoint au procureur général et conseiller intime du premier ministre, Charles-A. Lanctôt, avait représenté la cause du Québec à Londres.

Première séance du mercredi 13 mars 1946

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

M. Ducharme (Laviolette): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 147 modifiant la charte de la cité de Verdun;

- bill 124 modifiant la charte de la ville de Montmagny.

M. Blanchard (Terrebonne): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de H. Gauthier et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation, sous le nom de la Corporation des embaumeurs de la province de Québec;

- de Crown Trust Company, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte;

- de la cité de Joliette, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la Commission des écoles catholiques de Verdun, demandant l'adoption d'une loi lui accordant certains pouvoirs;

- de la ville de Coaticook, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- des révérends pères Louis Taché, Hilaire Beaulieu et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de la congrégation missionnaire des pères du Saint-Esprit;

- de Paul Radakir, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à être admis à l'examen de la pratique du génie civil, sans brevet de cléricature;

- de la ville de Forestville, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte;

- de Charles-Henri Lavertue, Émile Langlais et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation l'Association des auditeurs publics accrédités de Québec et The Association of Accredited Public Auditors of Quebec;

- de la corporation municipale de Saint-Basile et des commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Basile Village, dans le comté de Portneuf, demandant l'adoption d'une loi ratifiant certaines résolutions de la corporation municipale de Saint-Basile et des commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Basile village, dans le comté de Portneuf, province de Québec;

- de R. Beaudry Leblanc et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu François-Xavier Beaudry;

- de Léo Guindon et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant la Corporation générale des instituteurs et institutrices catholiques de la province de Québec;

- de George Borchardt, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec, à l'admettre à la pratique de la chirurgie dentaire, après avoir subi ses examens et payé les honoraires fixés pour cet examen;

- de George H. Whitehead et autres, demandant l'adoption d'une loi modifiant la charte de la ville de Roxboro.

Projets de loi:

Charte
de Forestville

M. Leclerc (Charlevoix-Saguenay) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 159 modifiant la charte de la ville de Forestville.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Association
des infirmières

M. Gatien (Maisonnette) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 125 concernant l'Association des infirmières de la province de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Corporation des instituteurs
et institutrices catholiques**

M. Gatien (Maisonneuve) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 164 constituant la Corporation générale des instituteurs et institutrices catholiques de la province de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Corporation
des embaumeurs**

M. Gatien (Maisonneuve) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 152 constituant la Corporation des embaumeurs de la province de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Crown Trust
Company**

M. Caron (Maskinongé) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 131 modifiant la charte de Crown Trust Company.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Association
des auditeurs publics**

M. Bellemare (Champlain) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 162 constituant en corporation l'Association des auditeurs publics accrédités de Québec (The Association of Accredited Public Auditors of Quebec).

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Commission des écoles catholiques
de Verdun**

M. Ross (Montréal-Verdun) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 157 concernant la Commission des écoles catholiques de Verdun.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

George Borchardt

M. Blanchard (Terrebonne) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 166 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre George Borchardt à la pratique de la chirurgie dentaire après examen.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Coaticook

M. Vachon (Wolfe) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 145 relatif à la ville de Coaticook.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Résolutions de la municipalité
et des commissaires d'écoles de Saint-Basile**

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 161 ratifiant certaines résolutions de la corporation municipale de Saint-Basile et des commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Basile village, dans le comté de Portneuf, province de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Joliette

M. Tellier (Montcalm) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 101 modifiant la charte de la cité de Joliette et annexant de nouveaux territoires à la municipalité scolaire de la ville de Joliette.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Succession
François-Xavier Beaudry**

M. Tellier (Montcalm) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 123 relatif à la succession de feu François-Xavier Beaudry.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Pères
du Saint-Esprit**

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 163 constituant en corporation la congrégation missionnaire des pères du Saint-Esprit.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Paul Radakir

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 160 autorisant la Corporation des ingénieurs professionnels de Québec à admettre Paul Radakir à la pratique du génie civil après examen.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Roxboro

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 134 modifiant la charte de la ville de Roxboro.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Questions et réponses:

Nominations en vertu de la loi pour venir en aide à l'Université de Montréal

M. Sylvestre (Berthier): Depuis le 1^{er} juin 1945 inclusivement jusqu'au 13 février 1946 inclusivement:

1. Quelles sont les personnes qui ont obtenu des positions ou fonctions payées en vertu du chapitre 9, 9 George VI, intitulé: Loi modifiant la loi pour venir en aide à l'Université de Montréal?

2. Quel est le salaire payé à chacune de ces personnes?

3. À combien se chiffre, à quelque titre que ce soit, le total des dépenses payées ou payables à ce sujet?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

1. Sur la recommandation de Son Excellence Mgr l'Archevêque de Montréal, chancelier de l'Université de Montréal, et président de la Société d'administration de l'Université de Montréal, M. Irwin A. Conroe, M.A., L.L.D., L.H.D., a été nommé commissaire-enquêteur, et, sur les mêmes recommandations, M. Edmond Caron, L.C.S., C.A., comme comptable-vérificateur.

2. et 3. Les conditions d'engagement de MM. Conroe et Caron, déterminées par les résolutions de la Société d'administration de l'Université de Montréal, sont mentionnées dans les arrêtés en conseil numéros 5297, du 21 décembre 1945, et 161, du 17 janvier 1946.

Demandes de documents:

Réintégration des fonctionnaires enrôlés dans les forces armées

M. Ross (Montréal-Verdun) propose, appuyé par le représentant de Jacques-Cartier (M. Kirkland), qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement de la province, aucun de ses membres

ou officiers, et toute personne, société ou corporation, depuis le 1^{er} janvier 1945 jusqu'au 13 février 1946 inclusivement, concernant la réintégration dans leur emploi ou dans tout autre emploi d'une valeur équivalente, après leur licenciement, des fonctionnaires qui étaient au service de la province, à quelque titre que ce fût, lors de leur enrôlement dans les forces armées de Sa Majesté.

Le 15 avril 1942, dit-il, le gouvernement Godbout a passé un arrêté ministériel accordant un congé sans traitement aux fonctionnaires qui quittaient temporairement leur emploi dans le service civil et s'enrôlaient dans nos forces armées. Il garantissait leur réinstallation après leur licenciement. Cet arrêté correspondait à une loi fédérale passée dans le même sens.

Je veux savoir si le gouvernement a donné suite à cet arrêté ministériel et si les fonctionnaires qui ont fait du service militaire ont obtenu pleine et entière justice. C'est par la production de la correspondance qu'on pourra le savoir.

La motion est adoptée.

Commission d'embellissement de Québec

L'ordre du jour appelle l'étude de la motion du représentant de Québec (M. Chaloult) proposant: Qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement, ses membres ou fonctionnaires, et le président, le secrétaire ou tout officier de la Commission d'embellissement de Québec.

M. Chaloult (Québec): Il s'agit d'une question très importante qui intéresse toute la province: celle de l'embellissement de la Vieille Capitale. La Commission d'embellissement de Québec a été créée en 1941 par le gouvernement Godbout. Le but de cet organisme était de conserver à Québec son caractère distinctif et d'embellir la ville.

Il devait se composer du maire de Québec, d'un représentant du gouvernement et d'un autre de la Chambre de commerce. La loi passée à cette occasion prévoyait pour la première année un octroi de \$100,000. Deux ans plus tard, cet octroi fut porté à \$150,000.

L'idée d'une Commission d'embellissement était excellente. En effet, il n'est que juste que le gouvernement aide par des subsides à embellir la Vieille Capitale et voie à la conservation de nos

monuments historiques. Le malheur, c'est qu'on mit à la tête un organisateur politique, M. le lieutenant-colonel J.-L. Boulanger et qu'on lui donne pour secrétaire un autre organisateur politique, M. Jean-Marc Denault. Je n'ai rien personnellement contre MM. Boulanger et Denault. C'est leur droit d'être organisateurs politiques s'ils le désirent. Mais, à cause de leur caractère d'organiseurs politiques, on a fait un mauvais choix en les nommant.

Il aborde ensuite ce qu'il appelle l'histoire fantastique et incroyable du buste de Louis XIV, une réplique en bronze de l'œuvre du grand artiste français Bernin. Ce buste, dit-il, semble avoir porté malheur à tout le monde. En 1686, pour être agréable au roi Soleil, l'intendant de Champigny fit installer sur la Place Royale un buste de Louis XIV. Le gouverneur prit ombrage du geste de l'intendant et fit enlever le buste, sous prétexte qu'il nuisait au charroi¹. Pendant deux siècles et demi, il n'y eut pas de buste sur la Place Royale².

Mais en 1927, M. Émile Vaillancourt, ministre plénipotentiaire à Cuba, eut la bonne idée de faire réinstaller le buste. Il rencontra un ministre français, M. Maurice Bokanowsky³, lui fit visiter notre province et, comme le ministre voulait lui offrir une décoration en récompense de ses excellents services, M. Vaillancourt lui déclara que la réinstallation du buste de Louis XIV l'intéressait davantage. M. Bokanowsky accepta la suggestion avec empressement et, en 1928, on apprit que la France avait décidé d'envoyer un buste. Par malheur, M. Bokanowski fut tué dans un accident d'avion et il y eut un nouveau retard. Finalement, le gouvernement français avertit M. Vaillancourt que tout était réglé et que le buste serait expédié.

Mais voilà que les consuls de la III^e République commencèrent à s'émouvoir⁴. Ils disaient qu'un tel geste pourrait froisser MM. les Anglais qui craindraient de voir la France travailler à la reprise de son empire colonial.

L'honorable M. Athanase David intervint pour calmer leurs appréhensions et le buste nous arriva⁵. En 1931, il était installé sur la Place Royale, en face de l'église de Notre-Dame-des-Victoires⁶. Mais, il devait disparaître en 1944, sous prétexte que le piédestal ne convenait pas à une telle œuvre d'art et qu'il n'était pas placé au bon endroit⁷.

Quelle fut l'attitude de la Commission d'embellissement et de l'échevin de quartier?

M. Samson (Québec-Ouest): J'ai fait mon devoir comme échevin⁸. Le buste a été enlevé à la demande des autorités religieuses.

M. Chaloult (Québec): Je n'ai voulu viser personne. D'après mes informations, un échevin partageant les mêmes idées politiques que le président de la Commission est intervenu auprès de cette Commission pour faire enlever le buste sous prétexte que cela nuisait au charroi. En fait, cela nuisait à un garagiste d'en face qui était aussi de la même couleur politique.

M. Samson (Québec-Ouest) veut poser une question au député de Québec.

M. Chaloult (Québec): Toujours est-il que le buste est disparu. Et, ironie du sort, après avoir été victime d'un garagiste, il a été placé au garage municipal.

L'histoire du buste de Louis XIV semble indiquer qu'on a eu tort de nommer dans la Commission d'embellissement des organisateurs d'élections. MM. Boulanger et Denault ont quitté la Commission mais le buste n'est pas revenu.

Et la Commission d'embellissement, avec \$80,000 en caisse, est inexistante depuis deux ans alors que des besoins urgents réclament son intervention. Qu'attend-on pour se mettre à l'œuvre? Je suggère qu'on la réorganise sur une base plus large.

Il mentionne la restauration d'un vieux moulin à vent, datant de 1710, à l'Hôpital général, la restauration du monument Garneau, rongé par le vert de gris. Il réclame aussi la restauration de la maison de Madeleine de Verchères à Sainte-Anne-de-la-Pérade⁹.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est aussi la maison de Mercier!

Voix à gauche: Demandez au député de Châteauguay¹⁰.

M. Chaloult (Québec): On dira peut-être que l'on ne doit pas restaurer la maison de Madeleine de Verchères parce qu'elle a eu des aventures sur la fin de sa vie.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est le trésorier provincial (l'honorable M. Gagnon) qui s'occupe des choses historiques et nous nous inspirerons de ses connaissances.

M. Chaloult (Québec): Il faudrait également supprimer deux horreurs artistiques. D'abord le monument des Boers, sur l'Esplanade, rappelant un

des plus grands crimes de l'Angleterre auxquels nous avons collaboré. Le soldat que l'on y a placé tient dans ses mains un drapeau qui ressemble à une pailleasse.

Puis, le monument de la foi, sur la Place d'armes devant le Château Frontenac, et qui ressemble à une flèche de cathédrale enfouie dans la terre. Il tombe en ruines de toute façon.

La Commission d'embellissement devrait abattre tous les peupliers dans la ville de Québec, qui sont laids, et planter des marronniers, des chênes, des érables, des ormes et autres beaux arbres d'ornement.

Elle devrait aussi s'occuper de faire revenir les boiseries de la maison Fargues, rue Saint-Pierre, achetées par la Canada Steamship Lines. Il demande que l'on fasse l'inventaire des vieilles maisons de la région de Québec. Cinquante pour cent des maisons de l'Île aux Coudres sont en train de disparaître, s'outient-il.

Les Forges du Saint-Maurice tombent en ruines. Il réclame leur restauration. Elles sont situées, dit-il, dans le comté du premier ministre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Non, dans le comté de Saint-Maurice.

M. Chaloult (Québec): Ah, je croyais qu'elles étaient dans Trois-Rivières.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Non, mais à Trois-Rivières ce sont tous des Maurice.

M. Chaloult (Québec): Il y a lieu de réorganiser tout de suite la Commission en consultant le grand paysagiste et urbaniste français, Jacques Greber, actuellement au Canada.

Le gouvernement est moralement obligé de faire quelque chose pour l'embellissement de Québec, car il ne paie pas de taxes sur ses propriétés. Un million de dollars, à raison de versements annuels de \$100,000 ou \$150,000, pour préserver le visage français de Québec et l'embellir ne serait pas trop dans les circonstances. Par surcroît, dans la Vieille Capitale, il y a 45 % de la propriété immobilière qui est exempte de taxes. Faire de l'embellissement, c'est travailler pour le tourisme et c'est en même temps faire un bon placement.

Il rend hommage à la Société d'histoire régionale, au Club des Habitants et au Commissariat industriel de la ville de Québec, qui est sous la direction de M. Armand Viau, pour le travail qu'ils font dans l'intérêt de l'embellissement de Québec.

Pour attirer et retenir les touristes, dit-il, il faudrait refranciser la province. Il dénonce la

stupidité de ceux qui ont foi dans les annonces en anglais pour attirer les Américains. Tous les menus d'hôtels et de restaurants devraient être en français, précise-t-il.

Je sais que le député de Matane (l'honorable M. Gagnon) entretient des projets à ce propos. J'émet le vœu que le premier ministre s'intéressera sérieusement à l'embellissement de Québec. C'est une question qui intéresse toute la province.

M. Hamel (Saint-Sauveur): Le député du comté de Québec a traité cette question d'une façon agréable mais qui n'est pas juste pour les membres de la Commission, spécialement pour MM. Boulanger et Denault. Son exposé est fantaisiste. Je veux rétablir les faits.

Ce sont les libéraux qui ont créé la Commission d'embellissement et on devrait leur en savoir gré. M. Boulanger, au moment de sa nomination, était le chef de cabinet du premier ministre (M. Godbout). Il a été nommé président parce qu'on voulait avoir un homme connaissant bien Québec, qui avait des contacts et était prêt à faire quelque chose. Il pouvait consacrer gratuitement beaucoup de temps à sa besogne. Que M. Boulanger se soit occupé de politique, ensuite, cela n'a en aucune manière nui à ses fonctions dans la Commission.

Quant au secrétaire, c'est un journaliste bien connu, que tout le monde estime et qui n'a jamais été considéré comme un organisateur politique. Nous nous sommes adressés à des gens qui pouvaient nous rendre service dans le domaine de l'embellissement et qui étaient prêts à se dévouer. Pourquoi alors parler de cette façon? Pourquoi passer sous silence l'œuvre qu'ils ont accomplie dans Québec?

On a oublié de dire que la Commission était formée de deux autres membres dont l'un était le maire de Québec et l'autre le gérant d'un grand quotidien de Québec, M. Émile Castonguay de *L'Action catholique*, qui n'aurait jamais accepté de travailler à l'embellissement de Québec dans cette Commission s'il avait même soupçonné que les activités de certains commissaires auraient pu être entachées de politique.

Quant aux avatars du buste de Louis XIV, le député du comté de Québec a pris soin de dire qu'il ne pouvait garantir l'authenticité de ses sources d'information. Ce qui s'est passé fut beaucoup plus simple que la relation qu'en a faite le député.

La Place Royale n'est pas un square immense. Chaque parcelle de terrain doit être mise à profit. Quant au buste, c'était un buste et il devait

être installé de la façon la plus convenable possible. La Commission a trouvé que son installation ne correspondait pas aux règles de l'art.

Mgr E.-C. Laflamme, curé de la basilique, et M. l'abbé J. Boutin, alors desservant et aujourd'hui curé de Notre-Dame-des-Victoires, furent consultés. Sur leur avis, on a enlevé le buste pour faire quelque chose de plus parfait, pour permettre de préparer des plans qui donneraient plus justice à cette œuvre d'art, copie d'un buste de Bernin. Ils ont suggéré de placer le buste plus près de l'église et de façon à ce qu'il frappe davantage les visiteurs.

Si l'on a des reproches à faire, on devrait les adresser à nos amis d'en face qui n'ont pas donné suite aux projets d'embellissement que nous avions élaborés. Nous voulions faire quelque chose pour la capitale et tout a été arrêté.

Tous sont d'accord pour rendre la capitale plus attrayante. Le gouvernement devrait suivre l'exemple donné par l'administration précédente et faire quelque chose pour la vieille cité de Champlain visitée chaque année par des milliers de touristes. Il demande au premier ministre de compléter les cadres de la Commission.

M. Samson (Québec-Ouest): C'est mon premier discours politique, puisque je me suis fait élire sans tenir d'assemblées et sans parler à la radio. J'ai toujours préféré l'action aux paroles. Tout à l'heure, j'ai été visé par le député du comté de Québec. Je ne m'en formalise pas. Je le félicite plutôt d'avoir soulevé la question de l'embellissement de Québec.

Je félicite aussi le premier ministre, puisque l'occasion m'en est fournie, d'avoir secondé les efforts de mon père, alors maire de Québec, pour obtenir du gouvernement d'Ottawa un subside de \$200,000 pour l'embellissement de Québec¹¹.

Je dois dire que je ne suis nullement responsable du déménagement du buste de Louis XIV. Il a été transporté au garage municipal à la demande des autorités religieuses pour être placé en lieu sûr et n'être pas détérioré. Il est en bronze et la gelée ne saurait l'affecter.

On a trouvé un endroit plus approprié sur la Place Royale pour placer ce buste. Il retournera sans doute, dans un avenir rapproché, en face de l'église Notre-Dame-des-Victoires.

M. Chaloult (Québec): Je n'ai jamais eu l'intention d'offenser le député de Québec-Ouest. La prétention du député, à l'effet que le déménagement a été opéré à la demande de Mgr Laflamme et autres, n'est pas conforme aux faits.

Tout ce que je demande, c'est qu'on sorte le buste et qu'on le réinstalle sur la Place Royale en face de l'église Notre-Dame-des-Victoires. Je voudrais savoir si le premier ministre a l'intention de faire quelque chose.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): (Souriant) Nous allons faire beaucoup même. Il va bien falloir. S'il y a eu retard, c'est que l'homme compétent en la matière, celui qui s'intéressait tout particulièrement à l'embellissement de Québec, l'honorable député de Matane (l'honorable M. Gagnon), est actuellement malade.

M. Chaloult (Québec) déclare qu'il retire sa motion.

La motion est retirée.

Motions des députés:

Traduction française des manuels techniques¹²

M. Dumoulin (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Saint-Sauveur (M. Hamel) que: Attendu que la majeure partie de traités de mécanique, d'électricité, et autres ouvrages techniques sont publiés en langue anglaise;

Attendu que l'étude d'un grand nombre de ces publications spécialisées est indispensable aux élèves des écoles techniques de cette province, et, de façon générale, à tous les techniciens;

Attendu que la publication en langue française de ces ouvrages procurerait, à ceux de nos étudiants et techniciens d'expression française, des avantages analogues à ceux que possèdent les étudiants et techniciens de langue anglaise, et contribuerait grandement à leur perfectionnement scientifique;

Cette Chambre prie instamment le gouvernement de la province de Québec de prendre les mesures nécessaires pour assurer la traduction, en langue française, du plus grand nombre possible de manuels techniques, dont l'autorité aura été préalablement reconnue par des compétences en la matière.

La plupart des manuels techniques sont rédigés en anglais et, partant, inaccessibles à la plupart des étudiants de nos écoles d'enseignement technique. En effet, même s'il ne s'agit que d'ouvrages de consultation, les élèves de langue française se trouvent sur un pied d'infériorité du fait

qu'ils ne peuvent pas en profiter aussi bien que ceux pour qui la langue anglaise est familière. Comme la littérature scientifique est extrêmement abondante, il serait impossible de traduire tous les manuels.

Je suggère que l'on confie à un comité d'experts, composé de directeurs de nos écoles, le soin de choisir quels sont les manuels dont la traduction serait le plus en mesure d'aider nos étudiants. Il faudrait évidemment choisir les manuels les plus récents, qui tiennent compte des derniers développements de la technique.

Je veux dire au secrétaire de la province que la maison O'Dell, de New York, me semble être la maison par excellence pour les manuels techniques. Je lui suggère donc de demander à cet établissement les livres dont je réclame la traduction pour nos techniciens, nos ouvriers, nos artisans en général.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): C'est une question sérieuse et je félicite le député de Montmorency de l'avoir amenée devant la Chambre. Que des ouvriers et des techniciens qui veulent se spécialiser ne soient pas capables de le faire dans leur propre langue, voilà qui paraît invraisemblable. C'est une situation inacceptable.

Elle place dans un état d'infériorité ceux qui ne parlent que le français, elle entraîne l'anglicisation des termes, ce qui explique que notre vocabulaire technique soit terriblement farci de termes étrangers, et elle donne à ces jeunes l'impression que notre langue n'est pas pratique, qu'elle ne permet pas de gagner sa vie. Il faut donc procéder en vitesse à la traduction de nos manuels.

M. Chaloult (Québec): Je félicite le député de Montmorency d'avoir présenté cette motion et je souhaite que le secrétaire de la province donnera suite à ce vœu de la Chambre. C'est beau d'adopter des motions, mais il faut y donner suite. Quand même ça coûterait quelques milliers de dollars, il faut traduire les manuels. J'insiste sur l'action.

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques): Le principe de la motion est admis par tous. Mais je suis étonné que le parti d'en face parle pour la première fois des manuels français et se rende compte de l'indispensabilité de la langue française pour nos étudiants. Les écoles spécialisées existaient avant que je sois secrétaire de la province et presque rien n'a été fait du temps où nos amis de la gauche étaient au pouvoir.

Le député de Québec-Comté parle d'action. Les actes, nous les avons accomplis, nous, sans

attendre les motions et en dépit de nombreuses difficultés. Ces volumes sont cependant difficiles à traduire à cause des expressions techniques qu'ils renferment et aussi à cause du coût élevé des droits d'auteur que nous sommes forcés de payer.

Voilà pourquoi nous avons demandé à nos professeurs de rédiger, sur le temps qu'ils donnent à la province, les cours de leurs matières en français. Nous copions ces cours au miméographe ou nous les faisons imprimer et nous les distribuons à nos étudiants au prix qu'ils nous coûtent.

Ces manuels sont distribués dans toutes les écoles spécialisées de la province. Nous évitons ainsi de payer les droits d'auteurs des manuels anglais à perpétuité.

Mon ministère a précédé la motion. Depuis un an, nous avons fait traduire en français 97 volumes en usage dans nos écoles techniques et nos écoles d'arts et métiers, dont 17 à l'École technique de Québec.

M. Morin (Québec-Centre): Le ministre me dira-t-il si ces 97 volumes sont en vente chez les libraires?

L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques): Non, ils sont la propriété du gouvernement et à la disposition des élèves de nos écoles seulement. Mais nous ne les refusons à personne, à condition qu'on veuille bien nous payer le prix de revient.

Nous avons 116 manuels français dans toutes nos écoles actuellement¹³. Nos prédécesseurs n'ont pas pensé à cela.

(Mouvements de protestation à gauche)

Je dois dire que les livres anglais sont avant tout des livres de référence que les élèves ne sont pas obligés d'acheter. Il ne serait pas pratique d'acheter des livres aux États-Unis et en Angleterre parce que la science change tellement vite.

Aujourd'hui, la plupart de nos manuels d'enseignement français sont faits au miméographe. Vingt-deux autres traductions sont en voie de confection. Nous allons continuer, et dès l'an prochain, les quatre-cinquièmes des manuels d'enseignement technique qui sont à la disposition des élèves seront traduits en français.

M. Francoeur (Montréal-Mercier): Nos ouvriers doivent leur avancement technique remarquable aux cours organisés par leurs unions. Le secrétaire de la province a tort de blâmer les gouvernements libéraux, car ils ont commencé la traduction des manuels avant lui. C'est le

gouvernement Gouin qui a établi l'enseignement technique dans la province. C'est l'honorable sénateur Athanase David qui a commencé la publication des manuels en français.

Avant la création des écoles techniques par Sir Lomer Gouin, le père de l'éducation dans notre province, nous devions nous instruire par des cours de correspondance. Les manuels des écoles spécialisées n'aident nullement les ouvriers.

Il faut continuer à traduire les manuels, mais l'enseignement de l'anglais reste indispensable pour l'avancement des ouvriers spécialisés.

M. Côté (Rouyn-Noranda): Il faut penser aux ouvriers qui veulent se perfectionner dans leur métier en étudiant chez eux, le soir.

Le secrétaire de la province devrait se mettre en communication avec la maison O'Dell, de New York, qui se spécialise dans les manuels et ferait peut-être la traduction en français. Les ouvriers pourraient en profiter.

L'honorable M. Barrette (Joliette): La suggestion du député est excellente. J'ai été en communication avec la maison O'Dell, mais elle nous refuse la traduction et les droits d'auteur.

M. Morin (Québec-Centre): Cette question intéresse nos techniciens et nos ouvriers. J'ai été surpris d'entendre le secrétaire de la province faire de la politique avec cette question. Il prétend qu'il n'y avait pas de manuels français avant l'Union nationale. J'ai suivi moi-même les cours de menuiserie à l'École technique de Québec et j'ai ici un excellent manuel français que j'ai acheté à la librairie Garneau.

(Applaudissements à gauche)

Si le secrétaire de la province publie au miméographe le cours de nos professeurs, c'est une bonne œuvre, mais elle ne peut servir que les étudiants. Dans notre province, c'est encore le petit nombre qui peuvent suivre des cours aux écoles techniques. La plupart des ouvriers apprennent leur métier par la voie ordinaire de l'apprentissage. Il faut mettre à leur disposition des manuels en français. Si l'on a fait des traductions, qu'on les sorte des écoles, qu'on les mette en vente. Il est injuste de les en priver.

Il montre à la Chambre des livres français fort bien faits traitant de construction navale et de mécanique maritime et des ouvrages sur la construction, les pêcheries et la menuiserie rédigés dans la province de Québec.

Le but de la motion, dit-il, est d'assurer des manuels français aux artisans comme aux techniciens. À l'École supérieure des pêcheries de Sainte-Anne-de-la-Pocatière, j'ai trouvé un manuel publié par le commandant Bauger en 1941. J'ai ici un vocabulaire français et anglais de la construction navale publié par Ottawa. Les marins ont demandé à l'honorable Arthur Cardin et à l'honorable C. D. Howe de faire traduire les manuels des marins et ils vont être traduits¹⁴.

(Applaudissements)

Le secrétaire de la province, au lieu de faire de la politique, devrait demander à Ottawa tous les manuels et traités publiés en français. À Rimouski, nous avons une école de marine dont nous sommes fiers, l'école Brillant. On pourrait y obtenir un manuel sur les moteurs Diesel. Nous avions autrefois les livrets français publiés par les Allemands. Nous pouvons aujourd'hui avoir ces renseignements à l'école Brillant de Rimouski. La motion du député de Montmorency était opportune, mais les remarques du secrétaire de la province l'étaient moins.

(Applaudissements prolongés à gauche)

L'honorable M. Barrette (Joliette): Mon honorable ami de Québec-Centre a mentionné une petite série de manuels. Est-ce toute l'œuvre de son gouvernement en 40 ans? Je dirai ceci: il y a des centaines de manuels français dans la province, mais ils ne sont pas utiles, car ils contiennent des standards qui ne conviennent pas partout.

Par exemple, en France, c'est le système métrique, ici, le système des pieds et des pouces. Ce qu'il nous faut, chez nous, ce sont des manuels bien faits et qui tiennent compte des standards canadiens et non des standards français ou américains. La difficulté, c'est que le marché est très restreint pour ces volumes. Certains éditeurs américains refusent de laisser traduire les manuels à moins de droits exorbitants. Un comité spécial a été formé au ministère du Travail pour s'occuper de cette question.

M. Francoeur (Montréal-Mercier): Le ministre n'oublie pas son métier, j'espère.

L'honorable M. Barrette (Joliette): J'ai plusieurs métiers et je serai toujours heureux de les exercer¹⁵. La Providence a voulu que je sois ce que je suis. Ma fierté, c'est d'être un ouvrier instruit.

(Applaudissements à gauche)

Au ministère du Travail, nous avons fait préparer un manuel complet d'électricité en français.

D'autres manuels sont sur le métier. L'ancien secrétaire provincial avait promis de faire traduire tous les manuels techniques mais il ne l'a pas fait.

(Applaudissements à droite)

M. Leduc (Laval): Je ne voulais pas prendre part à ce débat, mais l'orientation qu'il prend m'oblige. À entendre le secrétaire de la province, on croirait qu'avant l'Union nationale, il n'existait rien dans la province de Québec.

Nous avons des centaines de manuels français pour tous les métiers dans notre province. Ce n'est pas la première fois que les professeurs traduisent leurs cours à l'intention de leurs élèves. Il appuie de tout cœur, dit-il, la motion de son collègue de Montmorency.

L'honorable M. Barrette (Joliette): C'est ce que j'ai dit et mon honorable ami l'admettra.

M. Leduc (Laval): Certainement. À l'École polytechnique, les étudiants vont chercher des manuels anglais parce qu'ils répondent mieux aux besoins.

L'honorable M. Paquette (Labelle): Pas nécessaire de les traduire alors!

M. Leduc (Laval): Certainement que c'est nécessaire de les traduire. Antérieurement à deux ans, les cours des professeurs de Polytechnique étaient traduits en français. Quand j'ai fait mes études à Polytechnique, les cours étaient dictés par les professeurs. Le système a été changé et on est venu aux livres de référence. Finalement, on a eu les cours publiés par les professeurs avec notes aux livres de référence.

Les manuels français dont le ministre a parlé et dont j'ai parlé ont été publiés en premier lieu dans des revues techniques. Ils ont été publiés ensuite dans des manuels. C'est le gouvernement présidé par mon chef (M. Godbout) qui a commencé la réforme des manuels français.

(Applaudissements à gauche)

L'honorable M. Barrette (Joliette): Nous avons fait un manuel d'électricité avec la collaboration de nos experts.

M. Leduc (Laval): Oui, mais c'est l'ancien gouvernement qui vous a tracé la voie!

(Applaudissements à gauche)

Que le secrétaire de la province fasse son possible, mais qu'il ne fasse pas de politique et il

reconnaîtra autrement que c'est le gouvernement précédent qui a tracé la voie à l'Union nationale.

(Applaudissements prolongés à gauche)

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine): Il ne faut pas oublier que c'est l'Union nationale qui a créé l'École des pêcheries de Sainte-Anne et fait venir le commandant Bauger. Le député de Québec-Centre (M. Morin) a parlé du Manuel des pêcheurs du commandant Bauger. J'avais moi-même signalé ce manuel au gouvernement Godbout en 1941, mais on l'avait jugé trop avancé.

M. Hartt (Montréal-Saint-Louis): Cette question est vitale pour les Canadiens français. Le secrétaire de la province a donc eu tort d'en faire une question politique. Tout le monde approuve la traduction des manuels en français parce que la province de Québec est une province véritablement bilingue.

(Applaudissements à gauche)

M. Dumoulin (Montmorency) veut ajourner le débat et exercer son droit de réplique dans la soirée.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député doit répliquer tout de suite ou attendre plus tard. Il offre au député de Montmorency de prolonger la séance de quelques minutes pour lui permettre d'user de son droit de réplique.

M. Dumoulin (Montmorency): Sans vouloir parler longtemps, j'en ai tout de même pour plus de deux ou trois minutes.

Il propose, appuyé par le représentant de Québec-Centre (M. Morin), que le débat soit ajourné. Adopté. Le débat est ajourné.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La motion tombe par le fait même au pied du *Feuilleton*. Il n'en sera disposé que beaucoup plus tard après toutes celles qui sont déjà inscrites, et il y en a encore une vingtaine.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 3 autorisant Hydro-Québec et Beauharnois Light, Heat and Power Company à favoriser la diffusion de la petite propriété parmi leurs employés;
- bill 6 modifiant la loi favorisant le drainage des terres;
- bill 16 concernant le centenaire du collège Sainte-Marie.

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 8 modifiant la loi concernant les Statuts, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

L'article 1 est modifié en y ajoutant, à la fin, le paragraphe suivant:

"La démission de tout fonctionnaire ou employé peut valablement être acceptée par le ministre de la couronne qui préside le département dont relève ce fonctionnaire ou employé."

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 10 concernant les appareils de jeu, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 5 est modifié en remplaçant, dans la ligne 4, le mot "juge" par les mots "Procureur général".

Projets de loi:

Loi concernant les Statuts

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 8 modifiant la loi concernant les Statuts.

Il est ordonné que l'examen de cet amendement soit remis à la prochaine séance.

Appareils de jeu

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 10 concernant les appareils de jeu.

Il est ordonné que l'examen de cet amendement soit remis à la prochaine séance.

Dépôt de documents:

Ministre du Travail, rapport 1944-1945

L'honorable **M. Barrette (Joliette)** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport général du

ministre du Travail de la province de Québec, pour l'année finissant le 31 mars 1945. (Document de la session no 20)

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures.

Deuxième séance du 13 mars 1946

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 8 h 15.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:

Charte de Verdun

M. Ross (Montréal-Verdun) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 147 modifiant la charte de la cité de Verdun.

Adopté. **M. l'Orateur** quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 147 sans l'amender.

M. Ross (Montréal-Verdun) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Montmagny

M. Jolicoeur (Bonaventure) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 124 modifiant la charte de la ville de Montmagny.

Adopté. **M. l'Orateur** quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 124 sans l'amender.

M. Jolicoeur (Bonaventure) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Association des infirmières

M. Gatién (Maisonnette) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 125 concernant l'Association des infirmières de la province de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Charte de Forestville

M. Leclerc (Charlevoix-Saguenay) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 159 modifiant la charte de la ville de Forestville soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Charte de Roxboro

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 134 modifiant la charte de la ville de Roxboro soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Motions des députés:

Amnistie pour désobéissance aux lois militaires

M. Bergeron (Stanstead) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Laurier (M. Laurendeau), que cette Chambre est d'avis que le gouvernement de la province entreprenne des démarches immédiates en vue d'obtenir du gouvernement fédéral, pour les soi-disant déserteurs, l'amnistie légale à laquelle ils ont moralement droit, étant donné les circonstances particulières qui ont entraîné et qui justifient leur absence de l'armée.

Le public, dit-il, désire ce pardon en faveur des conscrits. Plusieurs jeunes gens ne peuvent pas reprendre leur place dans la vie civile parce qu'ils ne sont pas en règle avec leur service militaire. Il y a des circonstances atténuantes qui militent en leur faveur.

Les jeunes gens ont été appelés au service militaire contrairement aux engagements formulés par les libéraux durant un quart de siècle. Ils ont été politiquement éduqués contre la participation aux guerres étrangères et contre la conscription.

Ils ne sont en somme que les victimes de la propagande des partis politiques qui, durant 25 ans, leur ont prêché la lutte à la conscription. Ils sont les victimes des politiciens qui leur avaient promis qu'il n'y en aurait jamais. Qui pourrait les blâmer de n'avoir pas changé d'idée? Qui pourrait les blâmer d'être restés fidèles à ce que les hommes politiques leur ont promis et enseigné?

A toutes les élections et dans tous les comités politiques, on a prêché contre la conscription et contre la participation. Les jeunes gens ont été élevés dans cette conviction.

Les libéraux ont opéré une volte-face à ce sujet. Mais les jeunes n'ont pas changé d'idée aussi vite que le gouvernement fédéral. Qui pourrait les blâmer de leur conviction?

Je m'incline devant le courage de ceux qui sont allés volontairement se battre en Europe, convaincus qu'il s'agissait d'une guerre pour la civilisation et la chrétienté. Mais ceux qui ont continué de croire ce qui leur avait été prêché pendant des années ne devraient pas être blâmés.

Le gouvernement fédéral avait pris des engagements si formels qu'il a jugé nécessaire de demander à la province de Québec de le dégager de ses promesses. Au plébiscite, la province de Québec a refusé d'accorder au gouvernement King un renoncement à ses promesses anciennes¹⁶.

La province a répondu "non" dans une proportion de 72 %, alors que les jeunes de moins de 21 ans, qui étaient les premiers intéressés par la conscription, n'étaient pas en âge de voter. Que l'on accorde l'amnistie légale pour ceux que l'on considère comme déserteurs. Ces derniers y ont un droit moral.

Aujourd'hui, la guerre est finie et il faut prendre la situation telle qu'elle est. À qui profite le fait que des jeunes gens ne peuvent pas reprendre leurs occupations normales? À qui profite le fait que l'on traque et que l'on emprisonne ceux qui n'ont pas, de bonne foi, répondu à l'appel du service militaire? Cela ne dérange pas les démobilisés qui

sont protégés dans leur retour au travail par une loi fédérale.

Il y a une épidémie de vols dans la province. Elle ne serait peut-être pas si grave si certains jeunes gens pouvaient gagner leur vie au grand jour. Mais, les déserteurs doivent voler pour se procurer de quoi vivre. La société est loin de profiter de ce régime.

Il y a aussi la question de l'égalité de sacrifice que l'on allègue pour punir ceux qui n'ont pas répondu à l'appel militaire. Mais cette égalité de sacrifice n'était même pas respectée dans l'armée, il y a du favoritisme.

Au lieu de poursuivre les prétendus déserteurs, la police militaire pourrait faire œuvre plus utile en chassant les espions. Qu'on donne à ces jeunes gens l'opportunité de gagner leur vie et de payer des taxes. Ils se trouveront à apporter leur contribution au paiement des milliards de la guerre ou des milliards affectés à des cadeaux. Nous en avons bien besoin aussi pour payer les prêts d'un milliard et quart à l'Angleterre.

On dit que nous avons fait une guerre pour la chrétienté. Or, le principe chrétien, c'est le pardon. On pardonne même s'il y a faute et même faute grave. Les déserteurs emprisonnés sont maltraités dans les camps. L'amnistie mettrait fin à cette situation odieuse.

La session fédérale commence. Il est opportun que l'Assemblée législative et le gouvernement réclament le pardon aux déserteurs. Que l'on fasse pression auprès des députés fédéraux.

L'arrivée du nouveau gouverneur général Alexander pourrait être une belle occasion d'accorder l'amnistie demandée¹⁷. Il pourrait ainsi accorder un pardon général pour célébrer son entrée en fonction comme représentant du roi chez nous.

Il donne alors lecture de la motion et demande à la Chambre de l'adopter unanimement.

M. Riendeau (Napierville-Laprairie): (Applaudissements à droite) La motion principale du député de Stanstead renferme des expressions et des termes injustes à l'égard des personnes que le député déclare vouloir protéger et qui ne conviennent pas à la Législature de Québec.

Pendant 25 ans le Parti libéral, rouge à Québec, rouge à Ottawa et je serais tenté de dire rouge à Moscou, s'est prononcé catégoriquement et presque tous les jours contre la participation du Canada à une guerre extérieure et contre la conscription.

Pendant 25 ans, les rouges ont fait leurs élections scolaires, municipales, provinciales et fédérales contre la conscription et contre la participation aux guerres extérieures.

Nos adversaires ont alors créé une mentalité dont ils sont responsables et dont malheureusement sont victimes ceux qui ont cru à la sincérité des rouges. Lors de la dernière guerre, les chefs du Parti libéral ont maintes et maintes fois promis qu'il n'y aurait pas de conscription et que la guerre qu'ils faisaient serait une guerre modérée, volontaire, voire une guerre en dentelle. De manière directe et indirecte, par des procédés des plus condamnables, les rouges ont établi un système odieux de conscription basé sur l'intimidation, la famine, la misère, dont ils faisaient souffrir ceux qu'ils voulaient enrégimenter.

Le chef de l'opposition, dans une déclaration tristement fameuse, a juré ses grands dieux que jamais il n'y aurait de conscription pour service outre-mer et que pas un seul conscrit canadien ne traverserait les mers. Lorsque la conscription imposée par les rouges fut officiellement déclarée dans une législation, le chef de l'opposition et ses amis politiques se sont ingéniés à déclarer au peuple que la conscription n'existait pas, vu que la grande majorité des gens qui y étaient soumis pouvait facilement en être exemptés.

Ceux qui ont cru de bonne foi dans le serment par oubli ou distraction et dans les promesses formelles de nos adversaires politiques, qu'il n'y aurait pas de conscription, ont été odieusement trompés et leur bonne foi a été malheureusement surprise. Les attitudes du chef de l'opposition et de ses amis politiques, leurs déclarations réitérées qu'il n'y aurait pas et qu'il n'y avait pas de conscription ont constitué un encouragement à la violation des lois.

Les grands coupables ne sont pas ceux qui ont cru à la parole et aux promesses de leurs chefs politiques libéraux, ce sont plutôt les chefs libéraux qui continuaient de dire que l'effort de guerre était volontaire.

La province de Québec a toujours été essentiellement respectueuse des lois et de l'autorité constituée, mais il ne faut pas confondre dans l'application des lois les victimes des subterfuges libéraux avec les auteurs répréhensibles de ces subterfuges.

Il convient de dire que les poursuites ou la multiplication des poursuites au lieu de constituer un redressement constituent, dans les circonstances actuelles, une aggravation des conditions présentes et des problèmes que nous devons tâcher de résoudre.

C'est pourquoi j'ai l'honneur de proposer, appuyé par M. Thuot (Iberville):

Que la motion en discussion soit amendée en retranchant tous les mots après "Que", premier mot

dans la première ligne dans la motion principale soient biffés et remplacés par les suivants: "L'Assemblée législative de Québec exprime le vœu que les autorités fédérales accordent une amnistie légale aux personnes qui, de bonne foi, ont enfreint les lois militaires du pays".

M. Chaloult (Québec): Je vais surveiller mon langage. Je ne vois pas l'utilité de cet amendement. Il est en somme la même chose que la motion principale. Je ne veux pas me chicaner à ce sujet. Je suis à la fois pour l'amendement et pour la motion principale. La seule chose qui m'intéresse, c'est l'unanimité complète de la Chambre en faveur de l'amnistie. La motion du député de Stanstead (M. Bergeron) est très opportune. Je suis heureux qu'elle ait été présentée à la Chambre.

Il n'y a aucun doute qu'il y a eu de graves injustices et de mauvais traitements envers ceux qui ne se sont pas présentés. Au camp Valcartier, ces rudoiments sont nombreux et ils sont effectués par des officiers canadiens-français par-dessus le marché, qui ont battu physiquement leurs compatriotes et qui ont rendu les camps d'ici presque aussi pires que les camps de concentration en Allemagne.

Ils maltraitent des conscrits de leur race sous prétexte qu'ils ne sont pas rapportés. Des officiers brutaux leur donnent des gifles, les frappent à coups de pied, les soufflètent, les forcent à des exercices militaires, en les traitant de lâches.

Pourquoi? Est-ce que ce serait pour les préparer à la nouvelle guerre qui s'annonce avec cette Russie, que l'on vantait il y a un an quand nous la dénoncions?

C'est dur pour un avocat de savoir quoi dire aux gens qui lui demandent si leur parenté devrait se rendre. Je connais un homme, un cultivateur, qui a été condamné à deux ans de prison pour ne s'être pas rapporté.

Il y avait des millions de personnes, de bons catholiques en Hongrie, des enfants par millions qui étaient sur le point de mourir de faim, et pourtant, des milliers de cultivateurs devaient rester sur leur ferme au Québec en raison des lois militaires. Ils ont été punis parce que les leaders Libéraux les ont influencés à être contre la participation à la guerre. J'ai moi-même été assez naïf pour croire à ces promesses.

Il se déroule une situation remplie d'indignité. C'est odieux. Le peuple aurait le droit de s'indigner plus vigoureusement qu'il ne le fait contre un tel état de choses. Ces gens-là avaient moralement le droit

de rester chez eux après les promesses formelles qu'on leur avait faites pendant 25 ans. On leur a tant juré que la jeunesse ne serait jamais soumise à la conscription. Les coupables, ce sont ceux qui ont fait des engagements envers la jeunesse. Les jeunes les ont crus.

Demain, ce sera la troisième guerre mondiale contre la Russie. On continue les dons à l'Angleterre, qui se prépare vraisemblablement à une guerre, toujours pour lui aider à sauvegarder ses intérêts matériels. Quelle farce! Et encore une fois, ce sera pour conserver son empire et non pour la civilisation et le maintien de la chrétienté.

Peut-être que certains représentants de la province pourraient penser à leurs malheureux compatriotes dont la liberté a été prise et pourraient avoir assez de courage pour se lever et demander l'amnistie.

Il est important que la voix de l'Assemblée législative se fasse entendre nettement en faveur des prétendus déserteurs. Je compte que l'attitude de la députation provinciale sera de nature à stimuler nos députés fédéraux en faveur de l'amnistie. Les raisons électorales peuvent à elles seules être suffisantes pour les en inciter. Les résultats des dernières élections fédérales en juin proviennent d'une situation complexe et les Libéraux élus ne devraient pas trop se féliciter des résultats¹⁸.

M. Leduc (Laval): Ce qui se dégage des discours de MM. les députés de Stanstead (M. Bergeron) et de Québec (M. Chaloult), c'est l'impression que la majorité des conscrits sont des déserteurs. C'est faux. Dans la province de Québec, il n'y a pas que des déserteurs. Ceux-ci ne constituent qu'un pourcentage infime de ceux qui ont été appelés sous les drapeaux. Nous avons de beaux gars. S'ils n'avaient pas fait leur devoir, il n'y aurait plus de Législature de Québec.

En général, la population du Québec a fait son travail lors de la dernière guerre de 1914-1918. Au sujet de l'amnistie, les 65 représentants de la province à Ottawa sont entièrement qualifiés pour défendre la population du Québec là-bas et des motions comme celles qui ont été présentées visent plus à leur nuire qu'à les aider dans les représentations qu'ils doivent faire à ce sujet.

Une motion de ce genre ne peut que faire du mal aux Canadiens français. Au lieu de soumettre des motions pour demander l'amnistie et de s'occuper seulement d'un petit nombre de personnes qui ont déserté leurs postes, l'auteur de la résolution aurait dû en proposer une pour féliciter tous les fils

du Québec qui ont bravement combattu sur les champs de bataille du monde et qui ont fait rejaillir la gloire sur leurs compatriotes

Les déserteurs du Québec n'étaient pas moralement responsables ou légalement responsables de leur crime de désertion, en raison des circonstances entourant l'application des lois militaires de la province. C'était bien pour le député de Stanstead et plus particulièrement pour le député du comté de Québec d'accuser le gouvernement libéral et le Parti libéral d'être responsables de la désertion des militaires parce que, dans le passé, ils s'opposaient à la conscription.

Le plus grand des coupables dans cette affaire, c'est le député du comté de Québec (M. Chaloult) qui a demandé à ses gens, et ce, à plusieurs occasions, de ne pas faire leur devoir et de ne pas s'enrôler. Malheureusement, il y en avait trop comme le député de Québec. Si tout le monde avait été comme le député de Québec, les députés de la Chambre seraient présentement sous une domination étrangère et personne ne parlerait français en cette Chambre. Moi, j'ai fait l'inverse auprès de mes électeurs.

Il (M. Leduc) prend ensuite la défense des contributions à l'Angleterre qui favorisent, dit-il, notre agriculture, notre commerce et notre industrie.

(La droite proteste et adresse des lazzis au député de Laval)

Je n'ai pas d'objection à demander l'amnistie pour les déserteurs qui ont failli de bonne foi, mais je trouve que la motion est rédigée de façon à placer le gouvernement fédéral dans une mauvaise posture. En effet, Je sais que la motion est inspirée par une mauvaise tête qui désire seulement attaquer le gouvernement fédéral et qui veut critiquer les efforts de guerre du Canada. On ne pense pas au bien-être des déserteurs.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): Que ceux qui aiment à croupir dans le colonialisme y crouissent. Je n'ai pas l'intention de m'en occuper. Il n'y a pas de pardon à donner à ceux qui ont agi logiquement et selon ce qu'on leur avait enseigné pendant 25 ans.

Chaque mot de la motion du député de Stanstead a été pesé. Il s'agit de "soi-disant déserteurs", d'amnistie légale à laquelle ils ont moralement droit, des circonstances particulières qui ont entraîné et qui justifient leur absence de l'armée. Je ne vois pas pourquoi on amende cette motion. J'en préfère les termes à ceux de l'amendement Riendeau. Nous pourrions insister pour que ce soit notre

formule qui passe. Toutefois, à défaut de mieux, j'accepterai l'amendement, car ce qui importe, c'est que la volonté de la Chambre s'exprime en faveur du pardon pour les déserteurs.

Ces jeunes gens traqués, qui sont entraînés dans les bois et partout, détenus dans les camps et qui en sont réduits à vivre en marge de la société, est-ce qu'ils sont des criminels? Non. Ils ont eu leur courage eux aussi et ont droit de reprendre une vie normale. Et il n'y en a pas que dans la province de Québec.

Le député de Stanstead a placé la question à son heure et à son mérite. Il rend hommage à ceux qui ont risqué leur vie par conviction et qui sont allés se battre outre-mer, mais on doit aussi tenir compte d'autres gens qui ont pris le risque de ne pas répondre à l'appel et qui ont choisi de rester chez eux par conviction, à cause de leurs opinions sur le conflit en cours, de leur conscience, de leur formation et de circonstances qui les justifient. C'est pour cette raison qu'il faut leur accorder une amnistie.

Du reste, à quoi sert le traitement infligé aux soi-disant déserteurs? À personne. De plus, au lendemain de la guerre de 1918, des gens qui étaient des impérialistes se sont entendus et ont quand même proclamé l'amnistie légale aux déserteurs. Je m'estimerai satisfait si la Chambre se prononce en faveur du principe de l'amnistie légale.

M. l'Orateur relit l'amendement.

Des voix: Adopté!

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Sur division!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) demande le vote.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bergeron, Bernard, Bienvenue, Blanchard, Bourque, Chaloult, Chartier, Chartrand, Choquette (Shefford), Cossette, Côté (Rouyn-Noranda), Côté (Montréal-Sainte-Marie), Côté (Montréal-Saint-Jacques), Delisle, Drouin (Abitibi-Est), Drouin (Québec-Est), Dubé, Dubreuil, Ducharme, Dumaine, Dumoulin, Duplessis, Dupré, Dussault, Élie, Fillion, Fleury, Gatién, Godbout, Gosselin, Guérin, Hamel, Hartt, Jolicoeur, Joyal,

Labbé, Langlais, Larivière, Larochelle, Laurendeau, Leclerc, Leduc, Lemieux, Lesage, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Morin, Paquette, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Témiscouata), Poulin, Pouliot, Riendeau, Robidoux, Sabourin, Sauvé, Talbot, Tellier, Thuot, Trudel, Vachon, 67.

Contre: M. Marler, 1.

Ainsi, l'amendement est adopté.

La motion principale est mise aux voix et la Chambre l'adopte.

Demandes de documents:

Prime au beurre

L'ordre du jour appelle l'étude de la motion du représentant de Bagot (M. Dumaine), proposant: Qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement de la province, un de ses ministres ou officiers, et toute personne ou association relativement au paiement d'une prime sur le beurre.

M. Dumaine (Bagot): Il y a rareté de beurre dans la province. À quoi doit-on l'attribuer? Ce n'est pas à la production de l'été dernier (1945) qui a été abondante. Elle a dépassé de beaucoup celle de 1944 et les cultivateurs ont largement fait leur devoir sous ce rapport.

Le cultivateur ne peut produire en hiver du beurre au même prix qu'en été. En 1936, on avait promis une prime sur le beurre. Pourquoi le ministre de l'Agriculture n'a pas encouragé le cultivateur à maintenir sa production pendant toutes les saisons de l'année en lui accordant une prime? Cette année, il n'y a pas eu d'exportation de beurre à l'étranger et, cependant, la production de 1946 comparée à celle de 1945 a baissé de quelques millions de livres.

Le ministre de l'Agriculture aurait dû, à l'automne dernier, demander aux cultivateurs québécois de continuer en hiver la production d'été, et pour les encourager à fabriquer cette denrée essentielle, il aurait dû leur accorder une prime, comme tous les partis politiques l'ont réclamé, en guise de compensation.

Si le ministre avait agi ainsi, s'il avait promis cette prime aux cultivateurs, afin de leur permettre de produire le beurre au même prix que le fromage, nous ne souffririons pas de la disette que nous subissons aujourd'hui avec autant d'acuité. Le ministre a manqué à son devoir dans les

circonstances en ne s'occupant pas de cette question. Avec une prime, il encouragera le cultivateur à régulariser la production et il lui permettra de faire de l'argent.

J'espère qu'il se reprendra en inscrivant une somme d'argent dans son budget de la prochaine année fiscale pour une prime sur le beurre. Quand le cultivateur ne peut produire avec profit, il faut l'aider.

L'honorable M. Barré (Rouville): Je n'ai jamais critiqué l'administration fédérale. Ce soir, je voudrais m'en tenir à la même ligne de conduite. Je serai donc bref parce que je ne veux pas faire le procès du gouvernement fédéral que je trouve responsable de la situation actuelle par ses restrictions.

J'évite avec soin tout ce qui peut empêcher la bonne entente, mais je trouve odieux le système de coupons, quand on rationne une denrée qui est la nôtre, parce que dans une foule de cas le fédéral a paralysé la production du beurre chez le cultivateur.

Nous manquons de beurre et d'une foule d'autres produits, malgré les demandes que j'ai faites à Ottawa pour permettre au cultivateur de vendre ses produits à des prix plus rémunérateurs. À cause des rationnements, le cultivateur doit vendre ses produits en bas de ce qu'ils coûtent ou bien s'entendre avec le marché noir.

Malgré la correspondance échangée pour qu'on garde chez nous nos fils de cultivateurs, afin qu'ils puissent servir à l'exploitation des fermes au lieu de les enrôler, le gouvernement fédéral a continué à les enrôler et à imposer des restrictions de toutes natures.

Les cultivateurs ont tout de même fait leur devoir, en dépit de conditions d'exploitation désavantageuse. Les véritables responsables de la situation, ce sont les plafonneux et les rationneux d'Ottawa. On prive les cultivateurs de leur main-d'œuvre, on fixe leurs prix à des paliers trop bas et on ne peut espérer qu'ils vont se morfondre pour produire à perte.

La saison des sucres s'en vient. Ce printemps, des centaines d'érablières resteront inexploitées et des milliers d'érables ne seront pas entaillés parce que les producteurs perdront de l'argent en vendant le sucre au prix fixé par le plafond. Si je dis aux cultivateurs de produire du beurre, ils vont me répondre: "À quel prix?". Les vaches ne se nourrissent pas d'éloquence.

Que le député de Bagot sache bien que le ministre actuel de l'Agriculture a fait son devoir. Le

travail que j'ai fait discrètement auprès du fédéral depuis 18 mois pour faire comprendre la situation aux autorités vaut beaucoup mieux que le bruit que l'on fait ici ce soir. Mon premier devoir, c'est de ne pas inciter les cultivateurs à produire des choses qu'ils ne savent pas payantes. Il n'est pas payant de fabriquer du beurre en hiver pour compenser aux caprices des rationneux et des plafonneux d'Ottawa.

À chacun ses responsabilités. Moi, je prends les miennes. Je puis me tromper mais je ne veux pas qu'on fasse porter au gouvernement de Québec les erreurs commises par celui d'Ottawa. Je refuse de prendre l'argent de la province pour payer les bêtises que font les plafonneux d'Ottawa. Ils ont placé le cultivateur dans la situation peu prospère où il est actuellement.

Je ne cultive plus, mais mes fils sont établis sur la terre. Je leur ai demandé de se conformer à la loi. Ils l'ont fait mais, un jour est venu où ils ont eu à choisir entre crever ou défoncer les plafonds fixés par Ottawa.

Le député de Bagot demande une prime sur le beurre. Payer une prime devant compenser pour les prix fixés de façon arbitraire et couvrant des produits exportés, je dis non. Payer une prime pour faire produire à contretemps sans profit pour personne, je dis non jamais. Payer une prime pour servir les consommateurs étrangers, non. Mais payer une prime pour encourager la qualité d'un produit, un produit nouveau et des industries nouvelles, je dis oui, très bien.

M. Godbout (L'Islet) remercie le député de député de Bagot d'avoir soulevé cette question devant la Chambre. La situation, dit-il, est beaucoup plus sérieuse que le ministre semble le penser. Il devrait comprendre que le rationnement et le plafonnement ont été établis parce que c'était le devoir du gouvernement de traiter également toutes les classes de la société, et surtout nos classes populaires. C'est parce que le gouvernement fédéral a agi de la sorte que toutes les classes de notre population ont pu manger convenablement pendant la guerre. Elles n'ont pas eu à payer le beurre \$2 la livre et le sucre \$30 le cent.

En 1914, il n'y avait pas de plafonnement et les cultivateurs ont donné plus qu'ils ne pouvaient gagner pour les denrées alimentaires. Cela a causé l'inflation. Les ouvriers et les cultivateurs se sont alors trouvés dans une situation pire après la guerre.

Avant de parler de la gestion du gouvernement de notre pays comme il l'a fait, le ministre aurait dû penser à l'économie générale du

pays et étudier celle des autres pays. Pour n'avoir pas adopté les mêmes mesures économiques qu'au Canada, les États-Unis, pourtant un pays riche, se débattent dans une situation compliquée à l'heure actuelle. Le rationnement s'y fait sentir de façon beaucoup plus aiguë. Seuls les millionnaires ont pu se procurer tout ce que nos gens avaient chez nous.

Le ministre a mauvaise grâce de se plaindre des restrictions. Si les rationnements avaient été plus sévères, nous ne manquerions pas de denrées indispensables aujourd'hui. Les restrictions ne sont jamais agréables, ni à ceux qui les imposent ni à ceux qui les subissent.

Au Canada, on a imposé un plafonnement pour que toutes les classes de la société soient traitées avec justice. Les restrictions étaient nécessaires à la distribution équitable de toutes les denrées entre le riche et le pauvre.

Peut-on vraiment se plaindre, ici, au Canada, des restrictions? Non, je ne crois pas. Qui n'a pas consenti avec joie certains sacrifices pendant la guerre? D'autant plus que c'est le sacrifice de quelques-uns qui a assuré la liberté de vivre au plus grande nombre. C'est le devoir des gouvernants de voir à ce que les denrées soient distribuées à un prix que tout le monde peut payer.

Le beurre est rare, mais tout le monde doit avoir sa part et l'ouvrier ne doit pas être obligé de le payer un prix exorbitant. La réponse du ministre est décourageante pour le cultivateur. Je ne le tiens pas responsable de toute la situation. On s'attendait à une plus grande production l'automne dernier, mais nous avons eu une saison pluvieuse. Le foin a manqué. Les troupeaux en ont souffert.

Cet hiver, en particulier, je crois qu'il était nécessaire non de hausser les prix, mais de permettre au cultivateur de retirer un profit plus convenable de son beurre en lui payant une prime. Si le ministre avait annoncé le paiement de la prime dès l'automne dernier, je suis d'opinion qu'on aurait compensé la pénurie actuelle dans une large mesure. Le cultivateur n'aurait pas manqué d'augmenter sa production au cours de l'hiver.

Le contrôle était nécessaire afin de donner justice à toute la population. Je crois qu'il n'est pas raisonnable de permettre à celui-là seul qui a de l'argent de se procurer un produit auquel l'ouvrier a autant droit que lui. Un ministre de l'Agriculture ne doit pas penser exclusivement à l'agriculteur, en temps de crise, mais aussi à l'ouvrier qui a droit d'avoir du beurre sur sa table. La motion du député de Bagot tend à encourager le cultivateur à produire plus de beurre à des prix acceptables à tout le monde.

On peut traiter de ces questions sans sortir du domaine provincial. Le député de Bagot, je l'en félicite, l'a fait avec sagesse, avec pondération. Sa motion tend à encourager le cultivateur à produire plus de beurre à des prix acceptables à tout le monde.

C'est le devoir d'un ministre de se rendre compte de ce qui se passe en dehors de son ministère. Il est responsable solidairement avec ses collègues de l'administration générale.

L'honorable M. Barré (Rouville): Ce n'est pas moi qui me suis plaint de la rareté du beurre. C'est le député de Bagot. Le chef de l'opposition veut du beurre sur toutes les tables. Le cultivateur ne manque pas de beurre. C'est l'ouvrier qui en manque.

M. Sabourin (Vaudreuil-Soulanges): Le ministre dit que les cultivateurs ne veulent pas produire de beurre en hiver parce que ça ne paie pas du tout. Je suis bien surpris de l'entendre parler ainsi. Qu'il consulte donc son voisin, l'honorable député de Yamaska, qui en produit du beurre parce que ça paie¹⁹.

L'honorable M. Barré (Rouville): J'en produis du lait moi, mais pas pour faire du beurre.

M. Sabourin (Vaudreuil-Soulanges): Le ministre laisse entendre que le fédéral n'a rien fait pour les cultivateurs de la province de Québec. En 1944, le fédéral a payé à nos cultivateurs \$7,000,000 en primes pour le lait nature; \$2,000,000 en primes sur le fromage; \$7,000,000 en primes pour le beurre; \$300,000 en primes pour le lait condensé; \$1,500,000 en primes pour le porc à bacon. Ils ont eu leur large part.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le fédéral a-t-il tout payé cela à la province de Québec?

M. Sabourin (Vaudreuil-Soulanges): Oui, en tout le fédéral a payé en primes et en octrois aux cultivateurs de la province de Québec \$22,083,983. Est-ce une erreur M. le ministre?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Vaudreuil-Soulanges admettra que nous obtenons quelque chose d'Ottawa nous aussi.

M. Sabourin (Vaudreuil-Soulanges): Mais ces chiffres sont pour 1944.

(Applaudissements à gauche)

Pour 1946, le fédéral a un budget de \$250,000,000 pour les cultivateurs du pays.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): D'où viennent tous ces chiffres?

M. Sabourin (Vaudreuil-Soulanges): Des documents officiels du fédéral. Je vais en passer une copie à l'honorable premier ministre.

(Applaudissements à gauche)

Le ministre de l'Agriculture nous dit que le fédéral nous a enlevé toute notre main-d'œuvre. Il doit savoir que les fils de cultivateurs ont été exemptés du service militaire, grâce à l'intervention du chef de l'opposition. Je demande au ministre de faire la dîme de ce que fait le fédéral pour les cultivateurs.

(Applaudissements à gauche)

M. Dumaine (Bagot): Le gouvernement de la province devrait s'occuper de la population de la province. J'étais sous l'impression que nous avions un bon ministre de l'Agriculture. Je m'aperçois qu'il n'est pas patient et se fâche trop vite. Je ne demande pas du beurre sur la table des gens de pays étrangers mais sur la table des gens de la province de Québec.

Le ministre a dit: "Je ne me trompe pas". Pour se tromper, il faut faire quelque chose. Il n'a rien fait. Le ministre se plaint des prix. Eh bien, moi, je demande que les prix des produits agricoles se maintiennent au taux actuel. Quant à la prime sur le beurre, si le ministre persiste à la refuser, les cultivateurs ne l'oublieront pas.

(Applaudissements prolongés à gauche)

M. Francoeur (Montréal-Mercier) attire l'attention du ministre sur la disette de beurre à Montréal. Je veux savoir, dit-il, si le ministre de l'Agriculture a pris des mesures pour augmenter la production du beurre dans la province.

Des voix à gauche: À l'ordre!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le proposeur a oublié de fixer des dates pour la production de la correspondance. Cette motion est irrégulière.

M. Dumaine (Bagot) déclare retirer sa motion.

La motion est retirée.

Association catholique des institutrices rurales

L'ordre du jour appelle l'étude de la motion du représentant de Bagot (M. Dumaine) proposant: Qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre copie de toute correspondance entre le gouvernement de la province, l'honorable secrétaire de la province, l'honorable ministre du Travail, tout officier ou toute personne représentant le gouvernement, ou l'un de ses services, et l'Association catholique des institutrices rurales de la province de Québec, et les commissions scolaires rurales de la province.

M. Dumaine (Bagot): Je demande à tous mes collègues de ne pas mêler la politique à un problème si important. L'Association des institutrices rurales s'est prévalu de la loi adoptée sous le gouvernement libéral pour faire décréter par ordre en conseil que les commissions scolaires tombent sous la loi des relations ouvrières.

Cela a été cause que les commissions scolaires sont maintenant forcées de comparaître devant des comités d'arbitrage qui ne connaissent rien du fonctionnement de ces organismes et on demande aux commissaires d'écoles de signer des contrats. En somme, c'est l'atelier fermé que l'on impose aux commissions scolaires, car on force ces corps publics à n'engager que des institutrices qui font partie de l'Association.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député est-il en faveur de cela?

M. Dumaine (Bagot): Non, Monsieur!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je le félicite. Nous ne sommes pas non plus favorables à cette pratique.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Vous avez créé le problème.

M. Dumaine (Bagot): L'arrêté ministériel a été passé en 1945²⁰.

M. Dumaine (Bagot): Elle (l'Association des institutrices rurales) tente de faire établir un salaire de \$600 par année avec augmentation statutaire de \$50 par année, jusqu'à concurrence de \$1,000. Je crois que les corporations scolaires rurales sont en majorité disposées à accepter un salaire

minimum, mais les institutrices ont réglé le cas de l'atelier fermé.

Il y a une anomalie à corriger. Actuellement, les commissions scolaires relèvent à la fois du secrétaire provincial, du surintendant de l'Instruction publique, du Conseil de l'Instruction publique, mais ne sont pas prêtes à accepter la juridiction du ministère du Travail.

En augmentant le salaire des institutrices pendant le cours de l'année, on désorganise le budget des commissions, on demande plus d'argent au secrétaire provincial et le ministre du Travail n'a rien à payer. Dans Iberville, douze commissions se sont réunies pour plaider avec les professeurs. Elles ne veulent pas reconnaître le contrat collectif.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Elles ont raison.

M. Dumaine (Bagot): Je suis en faveur de l'autonomie des commissions scolaires. Je crois qu'elles doivent être sous l'autorité du secrétaire provincial, du surintendant de l'Instruction publique et du Conseil de l'Instruction publique.

Ce que je demande au gouvernement, c'est de redonner aux commissions scolaires leur autonomie. Il faut qu'elles soient les maîtresses chez elles. La loi devrait être amendée dès cette session de façon à ce que la situation revienne comme elle était auparavant.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les commissaires d'école sont élus par les gens pour administrer et l'administration comprend l'établissement du salaire des professeurs. Les commissaires doivent administrer les écoles sous la direction du conseil de l'éducation, conformément au programme. À Grand'Mère, certains professeurs ont cherché à forcer un contrat collectif auprès des commissaires et j'ai été obligé d'intervenir pour faire respecter les droits des commissaires. J'ai pris des mesures pour que les droits démocratiques des commissaires d'écoles soient respectés.

Il ne doit pas y avoir d'État dans l'État. Personne ne doit remplacer les représentants du peuple. Je trouve antidémocratique l'attitude de ceux qui, agissant sans aucun doute de bonne foi, veulent remplacer les représentants du peuple et leur imposer des conditions. Ceci a toujours été mon point de vue. Les commissaires d'écoles sont élus par le peuple et doivent recevoir de l'autorité gouvernementale l'appui dont ils ont besoin pour remplir le mandat qui leur est confié.

Il faut une situation claire et une autorité bien établie dans tous les domaines. C'est l'opinion du gouvernement à ce sujet.

Le débat soulevé par le député de Bagot arrive à son heure. Je suggère que l'opposition, en étudiant la question, se place elle-même au-dessus des problèmes de nature partisane et qu'elle pense à l'intérêt public sans faire de politique, et de réfléchir sur les conséquences des actes qui ont été commis.

Il est inutile de prétendre qu'aucun problème n'est survenu et que des conditions particulières qui sont arrivées doivent être prises en considération. Cependant, un fait doit être compris: il faut respecter les droits démocratiques des gens qui élisent leurs commissaires d'école. Les commissaires d'école ont un mandat à remplir et aucun groupe n'a le droit de créer d'État dans l'État.

M. Godbout (L'Islet): Cette question soulève un problème qui a deux aspects. Premièrement, il faut tenir compte de l'autonomie des commissions scolaires. Deuxièmement, si nous voulons faire progresser l'éducation, la tâche d'enseigner aux générations à venir doit être confiée à des personnes capables d'exécuter cette tâche et qui doivent donc être payées adéquatement.

C'était un fait que, malgré les progrès accomplis, il y a certains endroits de la province où les salaires sont loin d'être adéquats. Avec des salaires de \$300 par année, il est naturellement impossible d'avoir des institutrices compétentes dans nos écoles rurales. Dans bien des cas, les institutrices ont été moins bien payées que les servantes dans les mêmes régions rurales, de plus, les professeurs devaient payer pour leur pension.

Je ne pense certainement pas que les enseignants doivent remplacer les parents, mais il ne faut pas oublier qu'ils ne peuvent pas avoir d'emploi permanent si leur salaire est inférieur à celui qui est versé aux servantes.

Je pense que le gouvernement doit intervenir pour aider les municipalités à payer de meilleurs salaires. Il faut leur donner un meilleur salaire, sinon nous n'allons pas atteindre notre objectif en éducation. Les jeunes filles ne se donneront à l'enseignement que si on les place dans des conditions humaines et que si elles ont l'assurance d'une rémunération convenable.

Il doit y avoir plus de permanence dans les emplois. Mais je conviens qu'il faut aussi considérer la capacité de payer. Il me semble que c'est le temps pour le gouvernement d'intervenir pour aider les commissions scolaires à augmenter les salaires. Si on

ne le fait pas, nous n'aurons pas les hommes et les femmes dont nous avons besoin.

Donnons-nous la main et étudions la question sans aucun esprit politique. De plus en plus, les frais de l'éducation devront être assumés par l'État. À mon avis, le gouvernement doit payer 80 % des frais et du salaire des professeurs du primaire dans les campagnes et dans les villes aussi, si cela est nécessaire.

Je ne change pas d'attitude et j'ai réclamé un meilleur salaire pour nos institutrices dès mon premier discours en Chambre. La première fois que je suis venu à l'Assemblée, dans bien des cas les professeurs des régions rurales recevaient un salaire annuel allant de \$175 à \$200.

Comment peut-on s'attendre à ce que les jeunes filles aient le courage et la volonté de se consacrer à l'enseignement dans des conditions aussi inhumaines avec des salaires de \$200 par année? Aujourd'hui, les salaires ont augmenté, mais il reste encore beaucoup à faire.

La solution du problème est dans le respect de l'autonomie des provinces et dans une assistance plus substantielle du gouvernement.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): Le débat se dirige vers l'aspect financier du problème des commissions scolaires. Je suis d'accord avec le premier ministre sur le fait que l'autonomie des commissions doit être respectée.

La profession d'instituteur et d'institutrice est très importante. On ne saurait hésiter devant une simple question d'argent. De plus en plus, les commissions scolaires ont besoin d'aide. Certaines commissions ne peuvent pas verser les salaires établis par les conventions collectives de travail, pourtant très raisonnables.

Le problème doit être envisagé par la base. Je suis d'accord sur le fait qu'on ne peut pas avoir d'État dans un État. Les aspects du problème relatif à l'enseignement qui sont soulevés sont peut-être au-delà des capacités d'un gouvernement. De nos jours, un gouvernement est submergé par des dossiers qu'il doit traiter, il doit mettre son nez partout, et il vaut la peine de considérer qu'en présence d'un problème technique, il ne serait pas préférable de confier le problème à des experts en la matière, comme ceci a été recommandé dans certaines encycliques pontificales en faveur de la formation de corporations professionnelles.

Il faut donc admettre la nécessité de plus en plus grande de corps professionnels organisés capables de voir mieux que l'État et de défendre mieux que lui

leurs intérêts légitimes. Il appartiendra à la Législature d'intervenir s'il y a des abus. Mais en thèse générale, il faut encourager les efforts de toute profession qui essaye de s'organiser. Ces initiatives sont extrêmement précieuses. L'autonomie des commissions scolaires doit être respectée, mais la cause des institutrices doit être regardée avec sympathie.

Depuis que la guerre est terminée, je suis en mesure de faire une suggestion sans qu'on crie au fascisme. On ne doit pas décourager d'avance les tentatives d'établir le corporatisme chez les institutrices. On permet bien aux avocats, aux médecins et à d'autres professions de faire ce qu'on reproche aux institutrices. Il y a la Chambre des notaires, le Conseil du barreau et d'autres organisations similaires qui contrôlent leurs affaires respectives, et il serait peut-être possible de faire quelque chose de comparable pour la profession des enseignants.

Je suis d'accord sur le point que le gouvernement et l'Assemblée législative aient toujours une part de contrôle, comme c'est le cas aujourd'hui pour les notaires et les avocats. Laissons la Chambre des notaires agir d'une manière inadéquate et l'Assemblée législative interviendra, et ce sera la même chose dans le cas des avocats ou des médecins. Toutes ces professions sont la création de l'Assemblée législative et elles sont sous son contrôle. La professionnalisation des enseignants devrait ainsi être encouragée étape par étape.

La pension des institutrices est absolument insuffisante. Elle ne représente pas 60 cents par jour. Quand on songe aux conditions de la vie moderne, la cruauté d'un pareil traitement saute aux yeux.

M. Francoeur (Montréal-Mercier): Si les institutrices de campagne se sont organisées, c'est parce que le gouvernement n'a pas fait son devoir à leur égard.

L'honorable M. Barrette (Joliette): En 1944, l'Assemblée législative a voté la loi des différends ouvriers entre les services publics et les salariés à leur emploi, loi disant que tout différend devait être réglé au moyen de l'arbitrage. En septembre 1945, il y avait 200 demandes d'arbitrage. Je n'avais pas d'autre alternative que d'appliquer la loi. La conséquence, c'est que 75 % des institutrices ont vu leur salaire augmenté. Le minimum a été porté en pratique à \$600.

Si les commissions scolaires sont dans l'embarras financier aujourd'hui, c'est dû à l'ancien gouvernement qui a passé cette loi. Mais si les

institutrices ont vu leur salaire augmenté, c'est grâce à nous qui avons appliqué la loi, alors que l'ancien gouvernement ne voulait pas l'appliquer à la veille des élections.

M. Dumaine (Bagot): C'est là une drôle d'affirmation. La loi était dans les Statuts. Ce n'est qu'en appliquant cette législation passée en 1944 sous l'administration libérale que les institutrices rurales ont reçu des augmentations de traitement. Le gouvernement actuel n'a rien fait de plus pour les institutrices.

Je ne suis pas contre l'augmentation de leurs salaires, mais je veux que les commissions scolaires gardent leur autonomie et payent les salaires que les institutrices gagnent réellement. Aujourd'hui, on doit payer le même prix pour une bonne et pour une mauvaise institutrice. C'est ce à quoi je m'objecte.

Il propose, appuyé par le représentant de Vaudreuil-Soulanges (M. Sabourin), que la motion en discussion soit amendée en remplaçant tous les mots après "qu'il soit produit et déposé:" par les suivants: "copie de toute correspondance entre l'honorable ministre du Travail, tout officier ou toute personne de son département, ou l'un de ses services et l'Association catholique des institutrices rurales de la province de Québec depuis le 1^{er} janvier 1945."

L'amendement est adopté.

La motion, ainsi amendée, est mise aux voix et la Chambre l'adopte.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée.

NOTES

1. Il parle de Jean Bochart de Champigny, intendant de la Nouvelle-France de 1686 à 1702. Selon M. Eccles, c'est peu de temps après son arrivée dans la colonie qu'il fit installer sur un socle, au centre de la place du marché de la Basse-Ville, la copie en bronze du buste de Louis XIV sculpté par Bernini. Il souhaitait par ce geste que les Canadiens puissent se

rendre compte de l'aspect de leur roi. M. Gaumont rapporte, quant à lui, que le buste a été installé le 6 novembre 1686. D'autre part, ce sont les plaintes des commerçants concernant les difficultés de circulation dans la place et non le souhait du gouverneur qui auraient entraîné le déplacement du monument. Pour plus de détails, voir W. J. Eccles, "Jean Bochart de Champigny", *Dictionnaire biographique du Canada*, II, aux pages 74-84; Michel Gaumont, *La Place Royale, ses maisons, ses habitants*, Québec, Ministère des Affaires culturelles, 1971, à la page 13; Pierre-Georges Roy, *Le vieux Québec*, 2 vol., Québec, 1923-1931.

2. Une fontaine remplace le buste de 1895 à 1931. *Ibid.*

3. M. Vaillancourt fut mis en relation avec M. Bokanowski, qui est alors ministre du Commerce, des Postes, Télégraphes et Téléphone de la République française, grâce à M. Henri Clerval, attaché commercial de France au Canada. *Ibid.*

4. M. Chaloult fait sans doute allusion au baron de Vitrolles qui est à ce moment consul général de France à Montréal. *Ibid.*

5. M. Athanase David est alors député libéral de la circonscription de Terrebonne à l'Assemblée législative. Il est aussi secrétaire et registraire dans les cabinets de Gouin et Taschereau de 1919 à 1936. M. David est nommé sénateur de la division de Sorel le 9 février 1940. C'est le 7 décembre 1928 que le buste est expédié à Québec grâce à M. David et M. Henri Chéron.

6. L'installation sera réalisée par M. J. L. Pinsonnault et M. J. Bilodeau. Ces derniers se sont vus accorder par le conseil de ville, le 14 août 1931, un contrat de \$335 pour le piédestal. La fontaine est alors détruite et on procède à la mise en place du buste, et ce, sans cérémonie d'inauguration.

7. C'est en fait en 1943 que le buste est retiré en raison des problèmes qu'il cause à la circulation automobile, qui y est alors permise. Ce n'est qu'en 1948 qu'il est finalement réinstallé.

8. M. Samson a été échevin du quartier Champlain au conseil de ville de Québec de 1928 à 1944 et de 1947 à 1953.

9. Le manoir dit "de Madeleine de Verchères" était en fait la propriété des Lanaudière, seigneurs de

Sainte-Anne-de-la-Pérade. Madeleine de Verchères était pour sa part l'épouse d'un membre de cette famille; Pierre-Thomas de La Pérade. Le couple y a habité pendant la majeure partie de leur vie. Le manoir a été construit en trois parties, la première remontant à 1673. Hormis les Lanaudière qui en furent les propriétaires pendant plus d'une centaine d'années, il a connu d'autres résidents, dont Honoré Mercier, qui l'a possédé pendant quelques années jusqu'à sa faillite en 1892. Il l'avait baptisé Tourouvre. Le manoir a été incendié le 1^{er} mars 1927. Raymonde Gauthier, *Les manoirs du Québec*, Montréal/Québec, Fides/Éditeur officiel du Québec, 1976, à la page 100.

10. M. Honoré Mercier, député libéral de Châteauguay à l'Assemblée législative, est le petit-fils d'Honoré Mercier, premier ministre de la province de 1887 à 1891.

11. Le père de Wilfrid Samson, M. Joseph Samson, a été maire de Québec de 1920 à 1926.

12. La question a été débattue pendant deux heures selon *Le Soleil*, 14 mars 1946, à la page 3.

13. Le *Montreal Daily Star*, 14 mars 1946, à la page 5, rapporte plutôt le chiffre de 112.

14. Pierre-Joseph-Arthur Cardin, député libéral fédéral, a été ministre de la Marine et des Pêcheries de 1924 à 1930. Pour sa part, Clarence Decatur Howe, député libéral fédéral, a été ministre de la Marine de 1935 à 1936.

15. M. Barrette a notamment travaillé au Canadien national comme messenger de 1914 à 1921 puis comme machiniste de 1921 à 1931. Il a aussi été ingénieur mécanicien en chef de l'Acme Glove Work Ltd. de Joliette de 1931 à 1935 et secrétaire de l'International Association of Machinists du district de Joliette en 1932 et 1933. De plus, M. Barrette est cofondateur, en 1936, de la société Barrette et Lépine, courtiers d'assurances.

16. Lors du plébiscite de 1942 sur la conscription, 71.2 % de la population du Québec et 85 % des francophones refusent de libérer le gouvernement King de sa promesse. Toutefois, 80 % acceptent dans le reste du pays. Paul-André Linteau *et al.*, *Histoire du Québec contemporain*, tome II: *Le Québec depuis 1930*, Montréal, Boréal, 1989, à la page 148.

17. Sir Harold Rupert Leofric George Alexander, vicomte Alexander, 1^{er} comte Alexander de Tunis et baron Rideau d'Ottawa, et de Castle Derg, comté Tyrone, est gouverneur général du Canada de 1946 à 1952. <http://www.parl.gc.ca/>

18. Les libéraux ont remporté les élections fédérales de 1945 avec 125 sièges (40.9 % du vote) sur un total de 245 au Canada, dont 53 sièges sur 65 au Québec seulement. Linteau *et al.*, *op. cit.*, à la page 371.

19. Il fait référence à Antonio Élie, député de Yamaska, qui est aussi cultivateur et éleveur de Holstein.

20. Selon *L'Action catholique* du 14 mars 1946, à la page 3, en 1944, les libéraux ont passé la loi des relations ouvrières de laquelle ne sont pas exclues les institutrices. Ceci leur permet notamment de signer des conventions collectives avec une clause d'atelier fermé. L'arrêté ministériel concernant les institutrices date de 1945.

Séance du jeudi 14 mars 1946

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Charte de Lévis

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine) propose, appuyé par le représentant de Bonaventure (M. Jolicoeur), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de la cité de Lévis, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de la cité de Lévis, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 156 concernant la municipalité de la paroisse de l'Île-Perrot.

Votre comité a aussi décidé de faire rapport que le préambule du bill 143 concernant le mariage de Wenceslas Tremblay n'a pas été prouvé à sa satisfaction, la preuve apportée ayant été contradictoire.

M. Ducharme (Laviolette): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 136 modifiant la charte de la cité de Lachine;

- bill 151 conférant certains pouvoirs à la corporation du village de Bernierville;

- bill 132 modifiant la charte de la cité de Thetford Mines;

- bill 146 modifiant la charte de la cité de Drummondville;

- bill 112 concernant la ville de Val-d'Or.

Et, sans amendement, le bill suivant:

- bill 144 ratifiant certaines résolutions de la municipalité du village de Gatineau, dans le comté de Hull, et la Commission scolaire de la municipalité scolaire de Saint-Jean-Vianney, dans le comté de Papineau, et certains contrats passés entre ladite municipalité et International Plywoods, Limited.

Aussi, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 127 concernant la cité et les commissaires d'écoles du Cap-de-la-Madeleine.

Votre comité a aussi décidé de faire rapport que le préambule du bill 120 modifiant la charte de la ville de Dorion n'a pas été prouvé à sa satisfaction, la preuve apportée ayant été contradictoire.

Projets de loi:

Loi du Barreau

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 202 modifiant la loi du Barreau.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Décisions de l'Orateur:

Amendement d'un bill public en deuxième lecture

M. l'Orateur: Au cours du débat sur la motion de l'honorable premier ministre, proposant la deuxième lecture du bill 18 constituant le département du Bien-être social et de la Jeunesse, le représentant de Montréal-Laurier (M. Laurendeau) a proposé l'amendement suivant:

Que les mots après "que", de la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants:

"Le bill 18 intitulé: Loi constituant le département du Bien-être social et de la Jeunesse, soit renvoyé et soumis, pour enquête et étude sur le

principe et les détails de ce bill, à un comité élu spécial, avant d'être lu une seconde fois.

L'honorable premier ministre a soulevé un point d'ordre à l'encontre de cet amendement qu'il déclare irrégulier parce qu'il contreviendrait aux dispositions des articles 536, 557 et 558 des règlements de la Chambre, adoptés en 1941.

Il convient d'indiquer, dès le début, que le bill en question est un bill public et que la décision que je rends s'applique aux bills publics présentés par un ministre.

Les amendements qui peuvent être faits sur une motion proposant la deuxième lecture d'un bill public sont expressément limités par les articles 557 et 558 des règlements.

On sait que la deuxième lecture d'un bill public comporte l'adoption du principe du bill. L'article 536 est formel: "Tout bill doit être lu deux fois avant d'être amendé ou renvoyé à un comité."

Ces amendements au bill doivent être faits en comité plénier, et le comité plénier est spécialement institué pour l'examen du bill, article par article, et pour y faire les amendements que la Chambre juge à propos d'adopter. C'est donc au comité plénier, c'est-à-dire à toute la Chambre siégeant en comité plénier, qu'il appartient d'amender un bill.

Il n'y a pas de doute que les articles 557 et 558 des règlements sont formels. Par dérogation à l'article 536, deux genres d'amendements seulement peuvent être présentés à l'encontre de la deuxième lecture d'un bill public; soit un amendement selon 557, renvoyant la considération du bill à six mois, à trois mois, ou à un mois, soit un amendement selon 558, désapprouvant le bill, en énonçant quelque raison particulière de ne pas le lire immédiatement.

Le deuxième paragraphe de l'article 536 des règlements permet à la Chambre, sur une motion principale ou secondaire proposée à l'occasion de la motion de deuxième lecture "d'un bill public présenté par un simple député", de renvoyer ce bill à un comité élu.

On remarquera cependant que cette permission de référer, avant la deuxième lecture, un bill public à un comité élu, n'est accordée "que lorsqu'il s'agit d'un bill public présenté par un simple député, suivant l'expression du Règlement. Or, tel n'est pas le cas présent puisque le bill public en question est présenté par l'honorable premier ministre.

Il est clair que le fait pour les règlements de mentionner spécifiquement un bill public présenté par un simple député indique une exception spécifique à la règle générale: *Inclusio unius, exclusio alterius*.

Il me paraît donc évident que la motion en amendement présentée par le représentant de Montréal-Laurier (M. Laurendeau) est contraire aux articles 536, 557 et 558 des règlements et que le point d'ordre de l'honorable premier ministre est bien fondé.

En conséquence, cette motion est déclarée hors d'ordre. Cette raison étant décisive, il est inutile pour le moment de décider des autres arguments soulevés au cours du débat sur le point d'ordre de l'honorable premier ministre.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 4 assurant des pensions aux employés d'Hydro-Québec et de Beauharnois Light, Heat and Power Company;
- bill 5 pour aider les jeunes et former des spécialistes en génie électrique;
- bill 11 modifiant la loi des licences;
- bill 19 pourvoyant à l'établissement, à Québec, d'une école forestière;
- bill 24 concernant l'établissement d'une école régionale d'agriculture à Sherbrooke;
- bill 103 pour autoriser la Chambre des notaires à admettre Charles-Édouard Cliche à l'exercice de la profession de notaire, après examen;
- bill 107 concernant la succession de feu Charles-Francis Smith;
- bill 109 concernant la succession de feu Théophile Le Droit;
- bill 110 concernant la succession de feu Hector Prévost;
- bill 113 concernant la succession de feu Helen Peebles Hossack;
- bill 117 autorisant et ratifiant une convention de vendre un immeuble de la succession de feu Joseph Charest;
- bill 133 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Hyacinthe Médéric Robichaud au nombre de ses membres, après examen.

M. l'Orateur communique à l'Assemblée que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 102 refondant et modifiant la charte de The Woman's General Hospital, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

L'article 7 est modifié en y ajoutant, à la fin, ce qui suit:

"Les membres actuels du Bureau des syndics de The Woman's General Hospital seront les syndics de la corporation jusqu'à ce qu'ils soient remplacés à la première assemblée générale."

Aussi, le Conseil législatif a voté le bill 104 modifiant la loi constituant en corporation l'Hôtel-Dieu Saint-Michel de Roberval, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 2 est modifié en biffant, dans les lignes 18, 19, 20 et 21, de la page 3, les mots:

"Ces règlements, règles, ordonnances auront la même valeur et le même effet que s'ils étaient incorporés dans la présente loi.";

Et en remplaçant, à la ligne 21, les mots "Leurs copies", par les mots "Les copies de ces règlements, règles et ordonnances".

Aussi, le Conseil législatif a voté le bill 115 concernant la Société St. George de Montréal, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 1 est modifié en remplaçant, dans les lignes 6, 7, 8 et 9, de la page 2, les mots:

"aux personnes que la corporation jugera à propos, suivant ses règlements et les dispositions de la présente loi;" par les mots:

"aux personnes, institutions et causes que la corporation jugera à propos suivant ses règlements alors en vigueur et les dispositions de la présente loi;".

Projets de loi:

Woman's General Hospital

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 102 refondant et modifiant la charte de The Woman's General Hospital.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Loi de l'Hôtel-Dieu de Roberval

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au

bill 104 modifiant la loi constituant en corporation l'Hôtel-Dieu Saint-Michel de Roberval.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Société

St. George de Montréal

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 115 concernant la Société St. George de Montréal.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Loi

concernant les Statuts

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

propose, selon l'ordre du jour, que l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 8 modifiant la loi concernant les Statuts soit maintenant accepté.

M. Godbout (L'Islet): Le premier amendement autorise un ministre à accepter la démission d'un employé civil sans ordre en conseil. Les employés civils ont besoin de stabilité, si on veut en avoir d'excellents, et tout ce qui peut la leur garantir est profitable à la province. Ils ont droit à des conditions de vie convenables.

Cet amendement pourrait avoir des conséquences désastreuses, puisqu'on enlève au Conseil des ministres, pour le donner aux ministres eux-mêmes, le pouvoir d'accepter la démission des employés. C'est surtout grave pour certains employés qui sont régis par l'ancienne loi des pensions et qui ne seraient pas dans les bonnes grâces du ministre. En vertu de cette loi, le fonctionnaire qui démissionne a droit au remboursement de ses contributions au fonds de pension. S'il est destitué, il perd ses contributions.

En se servant des pouvoirs que lui confère l'amendement que l'on a introduit au Conseil législatif, un ministre peut placer ses employés dans une situation intenable. Il n'aurait qu'à dire à un employé: "Démissionnez ou je vous destitue". Le fonctionnaire devra démissionner pour ne pas perdre ses contributions. On voit quel usage on peut faire de cet amendement. C'est une injustice.

Cette loi met l'avenir du service civil en jeu et il sera cause d'un mécontentement considérable.

On devrait donner une sécurité additionnelle aux employés au lieu de diminuer celle qu'ils ont eue jusqu'ici.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le chef de l'opposition est complètement dans l'erreur. Dans cet amendement, il n'est pas question de fonds de pension, il n'est pas question de démission ni de destitution et il ne peut en être question sans que la loi en fasse mention.

Le seul but de l'amendement est de simplifier le travail et la procédure sans atteinte aux droits de quiconque. Il s'agit de débarrasser le Conseil des ministres de centaines d'ordres en conseil inutiles.

Il veut tout simplement autoriser le ministre à accepter une simple démission, sans qu'il ne soit nécessaire de soumettre le cas au Conseil exécutif. Cela simplifie l'ouvrage et enlève des formalités nuisibles à la bonne administration de la province. Rien de près ou de loin ne touche à la loi des pensions.

M. Bienvenue (Bellechasse): Ce n'est pas si simple que cela. Un ministre va pouvoir dire à un employé: "Je voudrais vous parler. Donnez-moi votre démission ou je vais vous destituer".

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Quelle différence?

M. Bienvenue (Bellechasse): La différence, c'est qu'actuellement il faut un ordre en conseil pour renvoyer un employé et que l'Union nationale veut que le ministre seul ait le droit de renvoyer n'importe qui. C'est odieux.

M. Chaloult (Québec): Est-ce à la demande du premier ministre que cet amendement a été accepté?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Oui, c'est moi parce que le premier ministre est tenu de signer tous les ordres en conseil. Le cabinet est obligé, à l'heure actuelle, de signer 250 à 275 arrêtés ministériels par séance. C'est devenu intolérable. Un grand nombre de ces arrêtés ministériels, concernant des questions d'administration départementale, n'ont pas leur raison d'être. En vertu de notre amendement, la question pourrait être réglée par le ministre intéressé.

M. Bienvenue (Bellechasse): Dans ce cas, pourquoi le premier ministre ne l'a-t-il pas proposé

lui-même à l'Assemblée législative lors de l'étude du bill au lieu de procéder par le Conseil législatif? L'ancien état de choses protégeait mieux les employés car il est plus gênant pour un ministre de passer par le Conseil exécutif quand il s'agit du renvoi d'un employé.

Adopté, après division. Ainsi, l'amendement est accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Appareils de jeu

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

propose, selon l'ordre du jour, que l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 10 concernant les appareils de jeu soit maintenant accepté.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le second amendement a été introduit au Conseil législatif dans la loi pour combattre les "slot-machines". Nous avons modifié le bill du gouvernement en laissant au juge le soin de faire détruire l'appareil confisqué. Le conseil a remis au procureur général le soin de disposer de la machine comme il le voudra.

Suivant les termes mêmes de la loi, le procureur général n'est pas obligé de détruire les appareils de jeu. C'est bien de revenir au procureur général, mais on devrait ajouter une disposition à la clause suivant laquelle le procureur général serait tenu de détruire complètement ces machines automatiques.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je me suis trompé en acceptant l'amendement suggéré par l'opposition à la Chambre basse. L'opposition a fait le premier amendement au projet de loi à la Chambre basse de bonne foi, en remplaçant le mot juge par procureur général et le gouvernement l'a également accepté de bonne foi. Cependant, il a été révélé depuis qu'une erreur avait été faite en faisant cela et que le projet de loi devrait être formulé selon sa version initiale et légale.

On revient au procureur général parce qu'une fois que le juge a ordonné la confiscation, son mandat est épuisé. En effet, un juge n'exerce plus son autorité lorsqu'il n'est plus au banc, jusqu'à ce qu'il retourne en cour pour présider un cas. C'est pour cette raison que les machines une fois saisies deviennent la propriété de la couronne et que la destruction des appareils de jeux de hasard doit être confiée au procureur général.

L'amendement donnait à un juge une continuation de pouvoirs contraires à la loi et aux principes fondamentaux de la séparation des pouvoirs judiciaires, législatifs et exécutifs.

C'est le procureur général qui doit disposer de l'appareil, car c'est une prérogative administrative. Le procureur, peu importe qui il est, il est toujours en fonction et il a toujours l'autorité de prendre des actions et de veiller à ce que les instructions soient toujours respectées.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Tout ce que nous voulons, c'est que la machine soit détruite et nous demandons en conséquence que la loi enjoigne au procureur général l'ordre de la détruire.

M. Bienvenue (Bellechasse): Le premier ministre dit qu'il veut faire disparaître la calamité des "slot-machines". Or, il est déjà arrivé que des centaines de machines saisies ont été remises à leurs propriétaires ou ont été remises dans un garage et ont subitement disparu ensuite.

Nous voulons qu'après le jugement, le procureur général, s'il veut réellement débarrasser la province des "slot-machines", soit obligé de détruire la machine.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier) ajoute quelques remarques dans le même sens. La formule du gouvernement n'est certainement pas bonne, dit-il.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) insiste pour que les amendements soient approuvés.

M. Godbout (L'Islet): Sur division!

Adopté, après division. Ainsi, les amendements sont acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Département du Bien-être social et de la Jeunesse

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné mardi le 12 mars courant, sur la motion du représentant de Trois-Rivières (l'honorable M. Duplessis) proposant que le bill 18 constituant le département du Bien-être social et de la Jeunesse soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il y a des contradictions flagrantes dans les arguments de ceux

qui s'opposent au bill. On dit que c'est un bill qui est dangereux et on ajoute qu'il n'y a rien de nouveau dans le projet de loi. Deux choses qui s'excluent l'une l'autre.

Le projet de loi du premier ministre présente deux aspects, celui du Bien-être social et celui de la Jeunesse. C'est un quolibet de dire: "Vous formez un ministère de la Jeunesse et vous lui confiez les pensions de vieillesse". Quand le département du Bien-être social a été créé, une série de lois traitant de questions sociales existaient déjà. On a omis d'en confier l'administration au nouveau département.

Le gouvernement répare aujourd'hui cette omission. On repêche, un peu partout, toutes les lois à portée sociale pour les placer sous l'administration du ministre du Bien-être social. La loi ne fait donc que rattacher à un seul département toutes les lois sociales qui se trouvaient ici et là.

Le deuxième aspect est celui de la jeunesse. Notre jeunesse a plus de problèmes que jamais, car son rôle a changé depuis un quart de siècle. Elle doit être préparée plus tôt qu'elle ne l'a été dans le passé. Le gouvernement a donc voulu reconnaître le rôle de plus en plus important de la jeunesse. Autrefois, un député en bas de 30 ans était un phénomène. Aujourd'hui, il y a quatre ou cinq députés en bas de trente ans et plusieurs dans la trentaine. Je suis entré en cette Chambre en 1930 et je puis dire que la moyenne d'âge des députés eux-mêmes à l'Assemblée législative a diminué de 12 à 15 ans depuis vingt ans¹.

Le gouvernement a voulu reconnaître les droits qu'a la jeunesse d'être représentée. Il veut qu'il y ait dans le cabinet un ministre dont ce sera le devoir de s'occuper des problèmes de la jeunesse.

Un autre principe nouveau qu'il (le gouvernement) a consacré par le présent bill, c'est qu'il augmente le contrôle du Conseil de l'instruction publique en lui donnant droit de regard sur tout l'enseignement et non sur partie seulement de l'enseignement. La préparation des programmes de l'enseignement spécialisé relèvera désormais du Conseil comme l'autre enseignement.

L'honorable chef de l'opposition a dit: "Vous ne donnez rien à la jeunesse". C'est de l'acrobatie spectaculaire. Comment peut-on prétendre qu'il n'y a rien de nouveau dans le bill? Tous les départements ont débuté de la même manière. Quand le département du Travail a été créé, par exemple, le gouvernement n'a pas lié à l'avance les mains du ministre. Il s'est contenté d'exposer ses fonctions générales. Même chose pour l'Agriculture. Et si on répétait la même chose pour tous les ministères, il ne resterait plus dans le cabinet qu'un seul ministre, le premier.

Le député de Laurier (M. Laurendeau) s'est écrié: "Ce dont la jeunesse a besoin, ce n'est pas tant d'un ministère de la jeunesse que d'une politique de la jeunesse"². Je me demande qu'elle aurait été son attitude quand le département du Travail ou de l'Agriculture ont été créés. Aurait-il dit: "Ce qu'il nous faut, c'est une politique ouvrière ou une politique agricole orientée en fonction du travail ou de l'agriculture?" Toutes nos initiatives heureuses ont originé de la même façon. Il faut un point de départ à tout.

Je ne comprends pas l'argument du député de Laurier qui a dit: "J'y vois un moyen de faire du patronage sur le dos de la jeunesse"³. Il n'y a rien à craindre de ce côté-là puisque, d'après l'opposition, le bill n'apporte rien de nouveau et qu'il ne met en œuvre rien qui n'existait déjà. Les services que l'on veut centraliser existent déjà.

Où est le patronage si l'administration d'une loi sociale est transférée d'un ministère à un nouveau ministère? Ceci signifie qu'un groupe d'employés administrant une loi, relevant présentement du ministère du Travail, par exemple, serait transféré au nouveau ministère.

Il y a quelque chose qui ne marche pas dans l'opposition à ce projet. On a pris un grand élan, on a voulu se lancer vers un but, mais le mouvement a manqué et il y a comme un ressort cassé dans le mécanisme. La bombe n'a pas éclaté.

Si le bill consacre le principe de l'autorité du Conseil de l'instruction publique, il ne restera au ministre qu'à coopérer pour appliquer le programme décidé par le Conseil. À l'heure actuelle, le programme d'une partie de l'enseignement est confié à des fonctionnaires et une partie au Conseil de l'instruction publique.

Il a été dit qu'aucun pouvoir réel n'était ajouté au Conseil de l'instruction publique, mais la clause est très précise. Il est écrit: "Les programmes d'études de toute école ou institution sous l'autorité du ministère du Bien-être social et de la Jeunesse doivent être organisés sous l'autorité et la supervision du Conseil de l'instruction publique."

Donc à l'avenir, la loi dit que tout l'enseignement sera confié au Conseil de l'instruction publique, que tous les programmes d'études des écoles, soumises à la juridiction du nouveau ministère, devront être préparés par le Conseil de l'instruction publique. Si ce n'est pas là la coordination, je n'y comprends plus rien. C'était évident, jamais un plus grand pas n'a été fait pour accroître l'autorité du Conseil et pour coordonner notre enseignement public.

(Applaudissements à droite)

M. Chaloult (Québec): En 1921, l'honorable Louis-Alexandre Taschereau, premier ministre⁴, a fait voter une loi d'assistance publique qu'il a amendée avant son adoption. L'honorable Arthur Sauvé, chef de l'opposition⁵ a dit: "On veut contrôler la charité. Le clergé s'oppose à cette loi". Après avoir écouté en souriant M. Sauvé, M. Taschereau s'est levé et a dit: "J'ai ici une lettre de Mgr Ross, évêque de Gaspé, me disant qu'il approuve notre loi telle que nous l'avons amendée". Je voudrais savoir si le premier ministre actuel a dans sa poche une lettre d'évêque à nous montrer.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai une lettre de Mgr Lafortune, évêque de Nicolet, qui, parlant au nom de l'épiscopat de la province de Québec, s'est déclaré satisfait du projet. Je l'ai rencontré personnellement samedi dernier. Il était avec Mgr Douville, évêque de Saint-Hyacinthe, et Mgr Maurice Roy, le nouvel évêque élu de Trois-Rivières. Ces évêques, encore une fois, se sont déclarés satisfaits non seulement de leur entrevue, mais du projet de loi tel qu'il sera dans sa formule définitive, avec les deux amendements que nous avons l'intention d'y apporter. Si l'on veut passer en comité plénier, nous avons une couple d'amendements à soumettre.

M. Chaloult (Québec): Mais nous ne connaissons pas ces amendements et ce que nous avons à étudier, nous, c'est la loi telle qu'elle est actuellement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Voici. Le ministère du Bien-être social est déjà dans les Statuts. Sur le principe même de l'institution d'un ministère de la Jeunesse, les représentants des évêques que j'ai vus se sont déclarés satisfaits, pourvu que nous ajoutions encore au bill par nos amendements. Avec ces amendements, le Conseil de l'instruction publique aura des pouvoirs sur les écoles spécialisées et ce sera une amélioration considérable.

Actuellement, le Conseil de l'instruction publique n'a aucun pouvoir sur les écoles spécialisées. La loi, même dans sa forme actuelle, est une amélioration considérable. L'amélioration va être encore plus grande avec l'amendement que nous allons apporter.

Nous avons donc soumis les grandes lignes de notre projet aux plus hautes autorités de la province, mais pas dans sa forme. Je dirai à mon honorable ami de ne pas se laisser tromper par les manigances de personnes qui veulent prendre

l'apparence de parler au nom de certaines autorités qu'ils ne représentent pas ni en fait, ni en droit. La loi de protection de l'enfance adoptée par l'ancien gouvernement, pour laquelle le député de Québec-Comté a voté et contre lequel j'ai voté, est condamnée par les évêques.

M. Chaloult (Québec): Je me demande où elle est l'opinion des autorités religieuses. Je n'aime pas beaucoup les gens, comme les chefs des deux côtés de la Chambre, qui se réclament d'une approbation particulière pour dire: "Moi, j'ai l'autorité religieuse avec moi". Où sont-elles, en définitive, les autorités religieuses? Est-ce qu'elles se divisent? Je ne sais pas mais je ne voudrais pas prononcer des paroles que je regretterais en sortant d'ici.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les autorités religieuses se divisent. Il y a des indépendants partout.

M. Chaloult (Québec): M. Taschereau avait toujours une lettre de curé dans ses poches à la dernière minute approuvant ses projets. Les autorités peuvent être divisées à ce sujet-là. On est venu me voir au sujet de ce bill. J'ai répondu: "Si les autorités l'approuvent, bien, mais on peut en discuter". Il ne faut pas être plus catholique que le pape.

L'objet réel du nouveau ministère est de réunir, sous un nouveau titulaire, les attributions de trois autres départements. Il n'y a pas d'attributions nouvelles dans ce ministère.

On a fait des allusions et j'ai entendu des paroles désagréables à l'endroit du secrétaire provincial depuis quelques semaines⁶. Je crois qu'on a été injuste envers lui. J'ai apprécié le travail de patriote qu'il a accompli depuis son arrivée au ministère. On peut juger quelques-unes des interventions du secrétaire de la province un peu indiscretes, mais je le crois de bonne foi. Je trouve que dans l'ensemble il a bien agi.

On donne de plus au nouveau ministère des attributions générales qui consistent à étudier les problèmes de protection de l'enfance. Ça, ça relève manifestement du Conseil de l'instruction publique.

Quel est le but réel poursuivi par le gouvernement? Je sais qu'on est trop facilement porté à prêter de mauvaises intentions. Il n'y a pas un membre de cette Chambre à qui l'on pourrait attribuer l'épithète d'anticlérical et de franc-maçon, même si dans le Parti libéral il y a une aile à tendance anticléricale. Je suis convaincu que les

intentions du gouvernement sont excellentes. Que les autorités de l'Église et de l'État collaborent et se rencontrent ainsi pour discuter d'un projet de loi, cela dénote une situation très satisfaisante. Ce n'est pas le premier ministre qui rompra cette tradition.

Je suis convaincu de l'entière bonne foi du gouvernement et je suis assuré qu'il ne poursuit aucun but occulte. Le but le plus clair du projet de loi, c'est de donner un ministère à un de ses amis qui n'était pas ici lorsque le cabinet a été formé, le député des Deux-Montagnes. Je n'ai pas d'objection à cela, car le député a des qualités incontestables⁷.

C'est un homme qui a de la race. Il s'est distingué pendant la guerre, bien que l'idéal pour lequel il s'est battu ne m'intéresse pas. Je dois ajouter qu'il s'est conduit comme un brave soldat sur les champs de bataille, avec crânerie et fierté. On va l'ajouter aux 21 ministres dont on parle à la radio. Ils seront 22.

Après tout, qu'il y ait déjà 21 ministres ou plus, cela ne me scandalise pas, pourvu que tous soient utiles.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il n'y a jamais trop de bons ministres.

M. Chaloult (Québec): Je ne suis pas contre le principe de créer un vrai ministère comme celui que je décrirai tantôt. C'est de l'enfantillage que de critiquer la formation du cabinet. Mais, je crois qu'il y avait quelque chose de plus pressant à faire. On aurait dû créer, puisque celui que l'on crée ne donne rien à la jeunesse, un ministère de la publicité. Ne disons pas de la propagande parce que cela rappelle le docteur Goebbels⁸.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député sait-il qu'à Ottawa il est fortement question de créer un ministère de la Jeunesse? Pourquoi Québec ne prend-il pas les devants?

M. Chaloult (Québec): Je ne suis pas contre un ministère de la Jeunesse à Québec et j'y reviendrai. Mais ce qu'il y avait de plus urgent, c'était de créer un ministère de la Publicité. Il pourrait être divisé en deux services: publicité extérieure, pour nous faire mieux connaître dans les autres provinces et à l'étranger, et publicité intérieure aussi, qui aurait pu s'occuper entre autres choses de Radio-Québec que nous attendons encore.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je dirai à mon honorable ami que j'aurai

probablement un projet de loi au cours de la session pour créer un département qui comprendra la radio, le cinéma, le tourisme, la publicité et la propagande. Ce qui m'a fait penser à ça, c'est le discours que le député a prononcé l'année dernière⁹. J'aime bien à lui rendre justice.

M. Chaloult (Québec): (Souriant) Et je suppose qu'on va m'en donner la direction? Car si j'avais déjà caressé l'espoir de diriger un ministère, ce serait le ministère de la publicité.

Le bill ne prévoit pas de véritable politique de la jeunesse. Je suis heureux d'apprendre cette nouvelle, car ce n'est plus le temps d'étudier. C'est le temps de passer à l'action.

Si le gouvernement veut faire un vrai ministère de la Jeunesse, je vais lui faire mes suggestions. Il y a bien des attributions qu'on aurait pu confier à un vrai ministère de la Jeunesse. Ce ministère devrait d'abord s'occuper de l'éducation physique dont nous avons un pressant besoin à cause de nos familles nombreuses.

Nous devrions avoir des professeurs de gymnastique. Les Canadiens français n'ont pas l'apparence physique des Américains. On dénote chez nous certaines tendances à la dégénérescence physique, tendances contre lesquelles il faudrait réagir.

Ce n'est pas tout de mettre beaucoup d'enfants au monde. Il faut que ces enfants soient sains. Il nous faudrait des centres de récréation, de culture physique, des piscines, à la campagne comme à la ville. On s'ennuie dans les campagnes et c'est l'une des causes de la désertion du sol.

L'honorable M. Barré (Rouville): Ce n'est pas une question d'ennui. Quatre-vingt-dix pour cent des gens de la campagne qui viennent vivre en ville s'ennuient pendant tout le reste de leur vie. La cause de la désertion des campagnes, c'est que les cultivateurs ne retirent pas de revenus suffisants de leur travail.

M. Chaloult (Québec): Oui, c'est là la cause principale. Mais il y a aussi le fait qu'on s'ennuie en campagne. Il est incontestable qu'il y a lieu de développer davantage le type physique.

Le ministère de la Jeunesse devrait aussi s'occuper de l'hygiène alimentaire. Il faudrait voir à ce que la nourriture soit plus variée, notamment dans les collèges classiques. On mange mal chez nous et il y aurait beaucoup de propagande à faire là-dessus. Dans les campagnes, on mange des "beans" et du lard salé.

Un vrai ministère de la Jeunesse pourrait aussi rendre de grands services au point de vue de l'éducation nationale. L'État a ses devoirs dans le domaine de l'éducation. Il doit suppléer à l'insuffisance des parents. Et les parents ne s'occupent pas suffisamment d'éducation nationale probablement parce qu'ils n'en ont pas reçue. Nous avons à lutter contre la dictature économique, contre le fédéral. Le premier ministre a dû avoir du fil à retordre dans ses conférences.

Il faut une réforme complète de l'éducation chez nous. Il faut former des hommes qui aient de la fierté, du courage, le goût de l'effort. Nous sommes trop indolents. Il faut faire une jeunesse batailleuse, qui ne provoque personne, mais qui soit disposée à la lutte. Les Anglais respectent ceux qui se tiennent debout et méprisent les chiens couchants. Il n'y a rien de tout ça dans ce bill.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le bill dit que le nouveau ministre devra orienter la jeunesse. C'est plus vaste que tout ce que l'honorable député a dit jusqu'à maintenant.

M. Chaloult (Québec): C'est un projet inutile. De plus, il y a des attributions qui sont incompatibles. C'est une salade d'organismes disparates. On divise davantage l'enseignement. L'enseignement qui relève du secrétaire de la province relèvera de trois ministres désormais. Le projet va amener la désintégration de notre système scolaire. C'est nuisible.

Sir Lomer Gouin a fondé l'École des hautes études commerciales et les écoles techniques. C'est une de ses belles œuvres. Jusqu'ici, l'enseignement a été non confessionnel chez nous. Sir Lomer n'y a pas pensé, mais ces écoles ne sont pas sous le contrôle du Conseil de l'instruction publique.

En 1941, le gouvernement libéral a créé un Conseil général de l'enseignement technique. Il a réuni les différentes écoles qui échappaient au contrôle du Comité de l'instruction publique. Je ne fais pas de reproche au Parti libéral, mais on a créé là une sorte de petit ministère laïc de l'instruction publique. J'espérais que l'on profiterait de la création du nouveau ministère pour réintégrer ces écoles au sein du Conseil de l'instruction publique.

Au contraire, le projet consacre le principe de la désintégration. Le principe de la loi est faux. Il nous achemine progressivement vers la formation d'un ministère de l'Instruction publique. Il y a une tendance vers la laïcisation de l'enseignement. Je sais bien que ce n'est pas l'intention du

gouvernement, mais d'autres gouvernements pourraient se servir de cela. Si jamais nous avions à la tête de la province un gouvernement réactionnaire, nous l'aurions l'enseignement laïque. On dit que les programmes seront faits sous la haute direction du Conseil de l'instruction publique. Cette clause peut être parfaitement illusoire.

J'invoque maintenant, contre le projet, l'argument de l'autorité. Le premier ministre nous a dit que M. Louis-Philippe Roy, rédacteur en chef de *L'Action catholique*, n'était pas l'évêque de Trois-Rivières¹⁰. Mais, *L'Action catholique* reflète l'opinion des autorités religieuses. *L'Action catholique* a critiqué le bill.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

À plusieurs reprises, des évêques m'ont dit de ne pas confondre le journal *L'Action catholique* avec l'action catholique et que, très souvent, le journal *L'Action catholique* ne reflétait pas l'opinion de l'autorité religieuse¹¹.

M. Dumaine (Bagot): Et Le Devoir?

M. Chaloult (Québec): *Le Devoir* ne reflète pas l'opinion des autorités religieuses. Mais *L'Action catholique* s'est prononcée contre le projet¹². Pourtant, *L'Action catholique*, à ce qu'on dit, est sous le contrôle plus immédiat de l'autorité religieuse que d'autres journaux catholiques comme *Le Devoir*. Je crois que, dans l'ensemble, *L'Action catholique* exprime les vues de l'autorité religieuse dans le diocèse de Québec.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

L'Action catholique s'est opposée au projet de loi avant même de le connaître et avant même qu'il ne soit imprimé.

M. Chaloult (Québec): Chose certaine, c'est que *L'Action catholique* ne fait pas d'opposition systématique au gouvernement. Elle a peur d'un ministre de la Jeunesse. Ses articles contre le projet ont certainement dû être inspirés.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il s'agit de savoir par qui.

M. Chaloult (Québec): Le projet de loi maintient un système d'enseignement non confessionnel. C'est contraire à la doctrine de l'Église catholique qui est que, dans l'État catholique, il ne doit pas y avoir d'écoles non

confessionnelles. Il n'y a pas de concordat chez nous. Nous avons la séparation de l'Église et l'État. Ces écoles devraient être réintégrées sous l'égide du Conseil de l'instruction publique. Chose qui me paraît singulière, *Le Canada* et *Le Jour* se sont d'abord prononcés en faveur d'un ministère de la Jeunesse¹³.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Godfroi Langlois a été le premier à réclamer l'instruction obligatoire¹⁴.

M. Chaloult (Québec): L'instruction obligatoire, j'en suis. *Le Canada* déchante maintenant et n'approuve pas le projet du gouvernement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Ils ont approuvé sans connaître le projet, alors que *L'Action catholique* l'a combattu sans le connaître.

M. Chaloult (Québec): Encore une fois, je ne crois pas que le gouvernement ait eu des motifs cachés en préparant son projet de loi. Mais il y a tout de même lieu de le mettre en garde contre certaines tendances laïcisantes qui peuvent agir sans trop qu'on ne s'en rende compte.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Voulez-vous savoir qui a rédigé et préparé le projet de loi?

M. Chaloult (Québec) répond dans l'affirmative.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il est l'œuvre de trois hommes seulement, tous des excellents catholiques: M. Léopold Desilets, assistant du procureur général, M. Édouard Asselin¹⁵, dont personne ne soupçonnera l'intégrité morale et les principes religieux, et votre serviteur. Et le projet de loi a été rédigé après consultation des autorités religieuses.

M. Chaloult (Québec):

Je ne soupçonne pas la bonne foi de ceux qui ont rédigé le projet. Celui que je crains le plus des trois est le premier ministre. Mais, il arrive qu'on cède inconsciemment à ce courant moderne qui veut laïciser l'enseignement. L'État a un droit naturel dans l'enseignement aussi bien que les pères de famille.

L'honorable député de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Côté) a demandé au Conseil de l'instruction publique de préparer un projet de loi pour réintégrer les services d'enseignement spécialisé, d'enseignement agricole et de protection de l'enfance sous le contrôle du Conseil.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il n'est pas question de "réintégrer". Ça n'a jamais été sous le contrôle du Conseil de l'instruction publique. Le député se laisse tromper par M. Roy de *L'Action catholique* et d'autres de même acabit.

M. Chaloult (Québec): Le premier ministre a parfaitement raison quand il dit que ce n'est pas une "réintégration". Il faudrait dire "intégration". Mais alors, pourquoi le gouvernement ne se rend-il pas à cette demande et n'intègre-t-il pas tout l'enseignement au Conseil de l'instruction publique? Il me semble que ce serait conforme à la logique et à la doctrine. Le premier ministre rencontre NN. SS. les évêques. On se fait des concessions mutuelles. On devrait s'entendre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

La loi intègre tout l'enseignement au Conseil.

M. Chaloult (Québec): Non, non, non. La loi de l'enseignement spécialisé reste telle qu'elle était auparavant. Les écoles spécialisées dépendront encore de la Commission de l'enseignement technique. On dit que les programmes devront être soumis au Conseil de l'instruction publique. Ils ne l'ont jamais été. C'est un système bien compliqué, qui ne donnera pas grand-chose en pratique. Même si les évêques se déclarent satisfaits, cela ne veut pas dire qu'ils ne désirent pas davantage. J'espère que les amendements que le premier ministre nous a annoncés seront satisfaisants.

M. Ross (Montréal-Verdun): "La jeunesse aura son ministère. L'Union nationale, qui veut des réalisations fécondes, va le lui donner"¹⁶. Paroles tirées d'une grande homélie, prononcées en l'année 1945 du règne de Sa Majesté la Neuvième. M. l'Orateur, à cette grande nouvelle, un souffle d'enthousiasme aurait dû passer dans les rangs de la jeunesse de la province.

Le contraire se produisit. Un profond scepticisme s'est emparé de la jeunesse quand elle a lu le bill que le gouvernement lui a présenté pour créer un ministère du Bien-être social et de la Jeunesse. Le gouvernement qui, de 1936 à 1939, avait dirigé les destinées de la province, venait de faire une autre promesse.

Une profonde certitude fut la mienne et celle de milliers et de milliers de jeunes à travers la province. Ce fut qu'absolument rien ne serait fait par le présent gouvernement pour la jeune génération. Et nous eûmes raison.

Le bill numéro 18 nous annonce un département de la jeunesse et de la vieillesse, un département de la jeunesse délinquante. Pour la jeunesse normale, saine, ardente, vibrante, enthousiaste, rien. Pour la préparation de son avenir qui s'annonce si beau et si grand, rien. Pour assurer, par elle, la grandeur de la province et de la patrie, rien.

Pour lui donner une lueur d'espoir et d'encouragement, après le carnage épouvantable dont elle vient d'être le témoin, rien. Pour lui permettre de garder confiance dans ses gouvernants, rien.

C'est une loi au titre prometteur, mais elle est vide de réalisations fécondes et le gouvernement n'y a cherché qu'un avantage électoral. Il a tenté de capter la confiance de la jeunesse. Mais, la jeunesse a pour devise celle de sa province: "Je me souviens".

M. l'Orateur, si nous étudions attentivement cette loi constituant le département du Bien-être social et de la Jeunesse, nous remarquerons que le gouvernement ne fait que transporter au nouveau ministère les attributions du département du Bien-être social créé et constitué par le gouvernement Godbout.

Puis on dépouille le secrétaire provincial de ses principales attributions et on enlève des prérogatives aux départements de la Santé, au procureur général, au ministre du Travail et à celui de l'Agriculture.

Il fallait tout de même donner une certaine juridiction au nouveau ministre et justifier une addition à un cabinet, déjà assez nombreux pour gouverner tout un pays. C'est une répartition nouvelle et, dans bien des cas, inopportune, d'attributions déjà existantes. C'est un mélange, un salmigondis d'attributions diverses. Cette loi crée le chaos et l'incohérence dans les services administratifs.

Quelle difficulté à vouloir persuader la Chambre de collaborer à l'organisation d'un massacre ministériel. Il aurait été si simple de donner sa démission et celle de tout son cabinet pour former ensuite un nouveau cabinet bien à son goût, sans être obligé de tenir compte de certaines contingences électorales embarrassantes.

La loi constituant le département du Bien-être social et de la Jeunesse a-t-elle reçu l'approbation du Conseil de l'instruction publique? Le leader du gouvernement se garde bien de répondre directement à la question. Il se contente de dire qu'elle a reçu l'approbation des autorités compétentes.

Pourquoi cette réticence? Si la loi avait reçu l'approbation du Conseil de l'instruction publique, le leader du gouvernement se serait fait fort de le proclamer hautement. Il sait pertinemment que le Conseil de l'instruction publique est loin d'être satisfait de la seule clause qui prévoit que "les programmes d'étude dans toute école où institution relevant du département du Bien-être social et de la Jeunesse sont préparés sous l'autorité et la surveillance du Conseil de l'instruction publique". Le Conseil désirait beaucoup plus.

Il espérait que la centralisation de l'enseignement spécialisé se ferait sous son contrôle, plutôt que sous le contrôle d'un ministre de la couronne. Pourquoi le leader du gouvernement n'a-t-il pas répondu aux espoirs du Conseil de l'instruction publique? Mystère à l'égard duquel plusieurs autorités compétentes entretiendront les plus vives inquiétudes. Le leader du gouvernement commence à susciter des inquiétudes. C'est là un fait incontesté et incontestable.

M. l'Orateur, le sort en est donc jeté. La jeunesse n'aura rien. Rien qu'un grand sentiment de découragement et de tristesse devant les promesses violées du présent gouvernement. Rien qu'un grand sentiment de défiance à l'endroit de ses gouvernements. Rien, tout à fait rien. Non. Une lueur d'espoir: le Parti libéral et sa doctrine. La jeunesse de la province sait maintenant définitivement qu'elle n'a rien à attendre de l'Union nationale.

Elle ressemble à de jeunes aiglons, faibles et débiles, incapables de regarder en face le soleil de la vie. Faute de soins, faute d'attentions, faute d'encouragements de la part de l'Union nationale, elle se sent incapable de mettre au service de la patrie les talents et les dons dont la Providence l'a comblée.

La jeunesse tourne plutôt les yeux vers le Parti libéral. Elle y voit son avenir. J'y ai vu mon avenir. La brillante phalange de mes jeunes collègues libéraux y ont vu leur avenir. Des milliers et des milliers de jeunes à travers la province y voient leur avenir.

Et comme nous avons tous raison. Car, c'est au seuil du Parti libéral, et là seulement que la jeunesse peut prendre son plein essor et remplir la glorieuse destinée que la Providence lui a réservée sur cette terre d'Amérique.

Cet essor, elle le prendra bientôt. Cette glorieuse destinée, elle la remplira bientôt. Quand? Quand elle aura remplacé le présent gouvernement, quand elle aura mis à la tête de la province celui en qui, seul, elle a confiance, l'honorable chef de l'opposition.

(Applaudissements à gauche)

Les jeunes de la province ressembleront alors à de jeunes aiglons, vigoureux et forts, vraiment capables de regarder en face le soleil de la vie. Pleins d'ardeur et d'enthousiasme, ils traverseront le ciel de la province en de larges battements d'ailes.

(Applaudissements prolongés à gauche)

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bellemare, Bernard, Blanchard, Bourque, Chartier, Chartrand, Choquette (Shefford), Côté (Rouyn-Noranda), Côté (Montréal-Sainte-Marie), Côté (Montréal-Saint-Jacques), Delisle, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fleury, Gatien, Goudreau, Jolicoeur, Labbé, Langlais, Larivière, Larochelle, Lesage, Lorrain, Marcotte, Paquette, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Témiscouata), Poulin, Pouliot, Riendeau, Robinson, Sauvé, Talbot, Tardif, Tellier, Trudel, Vachon, 43.

Contre: MM. Bergeron, Bienvenue, Casgrain, Chaloult, Choquette (Montmagny), Drouin (Abitibi-Est), Drouin (Québec-Est), Dumaine, Dumoulin, Fillion, Francoeur, Godbout, Gosselin, Groulx, Guerin, Hamel, Joyal, Kirkland Laurendeau, Lawn, Lemieux, Lizotte, Marler, Mathewson, Mercier petit-fils, Morin, Nadon, Plourde, Roberge, Robidoux, Ross, Sabourin, Samson, 33.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 18 est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Développement minier et industriel dans le Nouveau-Québec

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné mardi le 12 mars courant, sur la motion du représentant de Brome (l'honorable M. Robinson) proposant que le bill 20 pour faciliter le développement minier et industriel dans le Nouveau-Québec soit maintenant lu la deuxième fois.

M. Lawn (Pontiac): Ce projet est d'un caractère pour le moins nuageux. L'an dernier, la Législature a voté une loi permettant au gouvernement de faire une entente avec la compagnie Hollinger en ce qui regarde la mise en valeur des richesses minérales du Nouveau-Québec. La loi disait que les arrêtés ministériels devaient être soumis à la Législature. Pourquoi le gouvernement s'est-il fait donner le droit de prendre des engagements, si l'entente doit être approuvée par la Chambre?

Le ministre des Mines (l'honorable M. Robinson) a fait son possible pour défendre une mesure de ce genre, tentant de faire croire que la province affermée n'est pas aussi riche qu'on le dit et mettant beaucoup d'emphasis à énumérer les millions qui seront dépensés là, par les locataires avant qu'aucun profit ne soit retiré de son exploitation. On a insisté sur la dureté du climat, sur la courte durée de la saison de travail sur les difficultés des moyens de transport et sur le fait que les profits seront une question de cents et non pas de dollars.

De plus, les rapports géologiques du territoire visé par le bail sont contradictoires. Son contenu est rempli de scepticisme. Si le gouvernement fait adopter ce bill, la province se trouvera à céder un immense territoire dont la valeur ne peut pas être établie dans le moment. La compagnie obtient le monopole pour l'exploitation d'un territoire et le gouvernement n'obtient que quelques milliers de dollars par année en compensation. Depuis le début du débat, les orateurs du gouvernement ont ignoré le problème, pour des raisons qui demeurent inconnues.

Il demande au gouvernement de retirer son projet de loi parce qu'il donne à un monopole des ressources naturelles qui appartiennent au peuple. Le gouvernement de mon chef distingué (M. Godbout), dit-il, a donné un bel exemple au gouvernement dans la nationalisation de la Montreal Power¹⁷.

(Applaudissements à gauche)

Que l'Union nationale en profite. Ce projet de loi concède à la compagnie Hollinger la plus belle richesse minière du Canada. Le ministre des Mines a dit que l'opposition ne connaît pas la transaction. Mais c'est son devoir de nous la faire connaître dans tous ses détails au lieu de cacher une partie des conditions de ce don à un monopole. Je suis contre les villes fermées dont les habitants ne possèdent que l'air frais.

M. Larivière (Témiscamingue): Le député de Pontiac est donc contre les villes fermées créées dans le passé.

M. Lawn (Pontiac): Je dirai à mon voisin du Témiscamingue que, parce qu'un homme a tué il y a 10 ans, il n'est pas obligé de commettre un meurtre.

(Applaudissements à gauche)

L'honorable député de Témiscamingue n'a pas de reproche à adresser au gouvernement de mon chef qui a donné à la province la meilleure administration qu'elle ait eue depuis longtemps. On ne peut en dire autant de l'Union nationale qui a laissé la province dans le chaos en 1939 et qui est en

train de l'y replonger avec des mesures comme celles-là.

Le ministre des Mines a parlé de son sous-ministre. J'estime que M. A.-O. Dufresne est un grand serviteur de la province, mais il n'est pas responsable des actes du gouvernement. La province de Québec va reculer si on la laisse exploiter par des monopoles comme celui que l'on est en train de créer. Les promoteurs dont on nous a parlé ont gagné leur argent dans un pays libre. Ils n'ont pas fait fortune dans un pays contrôlé par un monopole comme sera le Nouveau-Québec si ce projet est adopté.

Je demande au gouvernement de retirer son bill. Il est 6 heures et je propose l'ajournement du débat.

(Applaudissements prolongés à gauche)

Il propose, appuyé par le représentant de Québec-Centre (M. Morin), que le débat soit de nouveau ajourné.

Adopté.

Dépôt de documents:

Remises de droits et de peines

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) dépose sur le bureau de la Chambre l'état détaillé des remises des droits et des peines, préparé conformément aux dispositions de l'article 45, chapitre 73, S.R.Q., 1941. (Document de la session no 21)

Cautionnements des officiers publics

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) dépose sur le bureau de la Chambre l'état des cautionnements fournis par les officiers publics (y compris les huissiers) du gouvernement de la province de Québec, tel que requis par le chapitre 10, article 42, S.R.Q., 1941. (Document de la session no 22)

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à demain.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

NOTES

1. *Le Canada*, 15 mars 1946, à la page 14, affirme plutôt 16 ans.
2. Voir le discours de M. Laurendeau, le 12 mars 1946, lors du débat portant sur le bill 18 constituant le département du Bien-être social et de la Jeunesse.
3. *Ibid.*
4. Louis-Alexandre Taschereau est premier ministre de la province du 9 juillet 1920 au 11 juin 1936.
5. M. Arthur Sauvé, député conservateur à l'Assemblée législative dans la circonscription de Deux-Montagnes, occupe la fonction de chef parlementaire en 1916 et celle de chef de l'opposition jusqu'en 1929.
6. Il s'agit de M. Omer Côté, député de l'Union nationale dans la circonscription de Montréal-Saint-Jacques, qui occupe les fonctions de secrétaire et de registraire de la province de 1944 à 1956. Sur les critiques dont il est l'objet, voir en particulier l'éditorial du *Canada*, 7 mars 1946, à la page 4.
7. Joseph-Mignault-Paul Sauvé, député de l'Union nationale dans la circonscription des Deux-Montagnes, sert en Europe avec les fusiliers Mont-Royal lors de la Deuxième guerre mondiale. Il prend notamment part au débarquement de Normandie en 1944. C'est le 18 septembre 1946 qu'il est nommé ministre du Bien-être social et de la Jeunesse.
8. Joseph-Paul Goebbels (1897-1945), journaliste national-socialiste, ministre allemand de la Propagande et de l'Information (1933). Hitler l'avait désigné comme son successeur.
9. Il fait sans doute allusion au discours de Chaloult prononcé le 15 mars 1945, lors du débat sur le bill 12 autorisant la création d'un service provincial de radiodiffusion.
10. M. Duplessis a prononcé ces paroles lors de la séance du 5 mars 1946.
11. Louis-Philippe Roy, rédacteur en chef du journal, réplique à ses propos dans l'édition du 15 mars 1946, à la page 4.
12. Sur la position adoptée par *L'Action catholique* à l'égard de ce projet de loi, voir en particulier les éditoriaux du 11, 13, 21 et 22 février 1946, à la page 4, du 2, 5, 7, 8 et 14 mars 1946, à la page 4, et du 2 avril 1946, à la page 4. Sur celle du *Canada*, voir les éditoriaux du 14, 26 et 27 février 1946, à la page 4, et du 7 et 12 mars 1946, à la page 4.
13. *Le Canada*, 20 mars 1946, à la page 4, affirme qu'il a approuvé l'idée d'un ministère de la Jeunesse dans son éditorial du 28 août 1945 et dans quelques autres articles subséquents, mais qu'il n'était alors nullement question des dispositions d'un bill que le gouvernement vient de faire imprimer. Par ailleurs, il souligne qu'un ministère de la Jeunesse, comme celui que propose de créer le gouvernement, est dépourvu de sens.
14. Ancien député libéral à l'Assemblée législative dans la circonscription de Montréal n° 3 puis Montréal-Saint-Louis, Godfroy Langlois est aussi journaliste. Il a collaboré à plusieurs journaux et a occupé les postes de rédacteur en chef de *La Patrie* de 1897 à 1903, de fondateur et directeur du *Canada* de 1903 à 1910 et du *Pays* à partir de 1910.
15. Édouard Asselin, candidat de l'Union nationale défait dans la circonscription de Montréal-Mercier en 1944, a été nommé conseiller législatif de la division de Wellington le 25 janvier 1946.
16. M. Duplessis a promis à Granby, en août 1945, d'instituer un ministère de la Jeunesse.
17. Il est 5 h 30, selon *L'Action catholique*, 15 mars 1946, à la page 12.

Séance du vendredi 15 mars 1946

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:

Comptables agréés

M. Blanchard (Terrebonne) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 201 pour réglementer la pratique de la comptabilité et de la vérification.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Charte de Lachine

M. Gatién (Maisonneuve) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 136 modifiant la charte de la cité de Lachine.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill, article par article, et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 136 sans l'amender.

M. Gatién (Maisonneuve) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Bernierville

M. Vachon (Wolfe) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 151 conférant certains pouvoirs à la corporation du village de Bernierville.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 151 sans l'amender.

M. Vachon (Wolfe) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Thetford Mines

M. Vachon (Wolfe) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 132 modifiant la charte de la cité de Thetford Mines.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 132 sans l'amender.

M. Vachon (Wolfe) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Charte
de Drummondville**

M. Bernard (Drummond) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 146 modifiant la charte de la cité de Drummondville.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 146 sans l'amender.

M. Bernard (Drummond) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Val-d'Or

M. Lesage (Abitibi-Ouest) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 112 concernant la ville de Val-d'Or.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 112 sans l'amender.

M. Lesage (Abitibi-Ouest) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Cap-de-la-Madeleine

M. Bellemare (Champlain) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 127 concernant la cité et les commissaires d'écoles du Cap-de-la-Madeleine.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de Maurice Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le bill accorde à une nouvelle industrie, la Dominion Foils Limited, une commutation de taxes pendant cinq ans.

Cette industrie, qui appartient à des Canadiens français, va ouvrir l'aluminium qui était jusqu'ici vendu à l'état brut à l'extérieur de la province.

Ses opérations offrent des perspectives brillantes pour la classe ouvrière du Cap-de-la-Madeleine. La commutation est accordée conditionnellement au paiement de justes salaires et à l'octroi de conditions de vie raisonnables aux ouvriers.

Les articles 1 à 6, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 127 sans l'amender.

M. Bellemare (Champlain) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Île-Perrot

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 156 concernant la municipalité de la paroisse de l'Île-Perrot.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 156 sans l'amender.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Contrat entre Gatineau et International Plywoods

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 144 ratifiant certaines résolutions de la municipalité du village de Gatineau, dans le comté de Hull, et de la Commission scolaire de la municipalité scolaire de Saint-Jean-Vianney, dans le comté de Papineau, et certain contrat passé entre ladite municipalité et International Plywoods Limited.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 144 sans l'amender.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Crown Trust Company

M. Caron (Maskinongé) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 131 modifiant la charte de Crown Trust Company soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Association des auditeurs publics

M. Bellemare (Champlain) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 162 constituant en corporation l'Association des auditeurs publics accrédités de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Pères du Saint-Esprit

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 163 constituant en corporation la congrégation missionnaire des pères du Saint-Esprit soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Paul Radakir

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 160 autorisant la Corporation des ingénieurs professionnels de Québec, à admettre Paul Radakir à la pratique du génie civil, après examen, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

George Borchardt

M. Blanchard (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 166 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre George Borchardt à la pratique de la chirurgie dentaire après examen soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Joliette

M. Tellier (Montcalm) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 101 modifiant la charte de la cité de Joliette et annexant de nouveaux territoires à la municipalité scolaire de la ville de Joliette soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Développement minier et industriel dans le Nouveau-Québec

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné jeudi le 14 mars courant, sur la motion du représentant de Brome (l'honorable M. Robinson) proposant que le bill 20 pour faciliter le développement minier et industriel dans le Nouveau-Québec soit maintenant lu la deuxième fois.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): Rien n'égale l'acharnement avec lequel le Parti libéral reproche aujourd'hui à l'Union nationale de pratiquer la politique qu'il pratiquait jadis, si ce n'est l'acharnement avec lequel l'Union nationale défend et pratique aujourd'hui une politique qu'elle dénonçait quand elle était dans l'opposition. Même démagogie supercapitaliste, même lyrisme de la rue Saint-Jacques¹. En écoutant les ministres de l'Union nationale, on se croirait revenu aux plus beaux jours du régime Taschereau. Nos gouvernements sont habitués à céder en gros. Ils nous ont habitués à nous laisser voler en gros².

L'exemple du passé devrait porter le gouvernement à la prudence. Nous avons assisté jadis à suffisamment de gaspillage. Nos forêts, des chutes d'eau comme celles de la Shawinigan, cédées pour \$50,000, des mines comme celles de l'amiante ont servi à enrichir des capitalistes étrangers qui ont employé notre main-d'œuvre à vil salaire comme manœuvre.

Jusqu'ici, la province de Québec n'avait pas de mines de fer. Nous entrons dans un domaine nouveau. La politique actuelle risque donc de constituer un grave précédent. C'est pourquoi il est grand temps d'y regarder de près, car dans le domaine de nos ressources naturelles, c'est souvent le plus ou le moins qui compte, qui fait de l'opération un marché raisonnable ou un scandale. S'il s'agissait de prévoir l'organisation et l'alimentation d'industries, on pourrait tenir un autre raisonnement.

Nos ressources naturelles appartiennent à la province et doivent lui servir d'abord. Dans le cas présent, il s'agit de l'extraction du minerai de fer et de la faire ouvrir ou traiter ailleurs. Dans ces conditions, il faudrait au moins exiger une compensation légitime, un loyer substantiel dont elle pourra redistribuer la richesse au peuple grâce à une bonne législation sociale. De plus, on allégera d'autant le fardeau des contribuables.

Il s'agit d'un territoire, éloigné, d'accès difficile comme l'a affirmé le ministre des Mines

dont l'extrême richesse est bien connue de la Hollinger North Shore et du public, sinon du gouvernement, à la suite des explorations qui ont été faites depuis 1929.

Il cite plusieurs témoignages de revues minières, dont celle du Dr Retty, ainsi que de revues américaines. D'après le Dr Retty, dit-il, géologue en chef de la compagnie, on a découvert dans ce territoire 15 gisements de fer. Suivant les experts cités par le *Northern Miner* "le public ne semble pas se rendre compte de l'immense découverte qui a été faite à nos frontières".

Le même journal prétendait que c'est le plus grand développement minier en Amérique du Nord depuis un demi-siècle. On trouvera là, d'après les géologues, un million de tonnes de minerai à haute teneur par pied de profondeur, soit au moins 110,000,000 de tonnes valant au moins \$750,000,000.

Si les directeurs de la Hollinger North Shore, des hommes très riches, sont prêts, selon le gouvernement, à dépenser \$200,000,000 dans la région, ils ne le font pas par héroïsme, comme le laissait entendre le député de Saint-Jean (l'honorable M. Beaulieu) en parlant des capitalistes qui sont les promoteurs de l'entreprise dans une envolée qui ne m'a pas convaincu, mais par certitude d'en retirer plus que ce montant formidable.

Voici des hommes qui veulent faire fructifier leur argent. Les capitalistes ne se lancent pas dans une aventure. Ils ne sont plus au stade de l'aventure. Ils ont avec eux l'argent et l'expérience des Hanna, depuis vingt-cinq ans dans le commerce et l'exploitation du minerai de fer. Ils sont convaincus, eux, de la richesse de ce qu'ils vont ramasser pour une somme dérisoire. Ils dépenseront \$125,000,000 parce qu'ils savent qu'ils gagneront des centaines de millions, des milliards probablement.

M. Larivière (Témiscamingue): Il s'est perdu des sommes considérables dans des entreprises minières, notamment en Gaspésie.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): Où en est le gouvernement? A-t-il envoyé un seul de ses géologues au Nouveau-Québec? Un seul de ses ingénieurs? A-t-il consulté des économistes? A-t-il fait des recherches sur la possibilité de trouver du charbon quelque part dans notre province, sur celle de traiter le minerai de fer à l'électricité comme on le fait avec succès en Norvège? Non. Depuis 1942, la compagnie travaille fiévreusement, mais le gouvernement, nos deux gouvernements, eux depuis, ont dormi.

Jamais on a travaillé à établir le potentiel de nos richesses naturelles. L'État n'a rien en main qui lui permette de contrôler les rapports de la Hollinger, ni lui suggérer de façon pratique d'établir ici des industries de transformation comme dans les autres pays. Il va se livrer pieds et poings liés à la Hollinger.

Tout de suite, il faudrait suspendre cette affaire, envoyer dès cet été une commission de cinq membres, composée de géologues, d'économistes indépendants de la compagnie et du cartel de l'acier, étudier sur les lieux l'importance des découvertes faites. Ainsi, on ne conclurait rien à l'aveuglette.

Le bill, tel qu'il est, est inacceptable. En 1942, on a donné un permis d'exploration seulement, je dois dire en toute justice. Mais l'arrêté ministériel du mois de janvier 1946, qui est confirmé par le présent projet de loi, accorde à la compagnie 7,000 milles carrés. Il renouvelle, en l'aggravant infiniment, le permis d'exploration accordé à la compagnie en 1942 pour 3,900 milles carrés.

Malheureux peuple du Québec, dépouillé par Ottawa, dépouillé par Québec! Quand donc cesserons-nous de nous dépouiller nous-mêmes et de laisser conduire, sous le règne des vieux partis, nos destinées par cette divinité malfaisante qu'est la caisse électorale? Elle conduit nos destinées depuis plus de cinquante ans.

À entendre le gouvernement, le ministre des Mines et le ministre du Commerce (l'honorable M. Beaulieu), on pourrait cependant croire qu'il s'agirait d'une concession minuscule et c'est ce qui a fait dire à l'opposition libérale, avec beaucoup d'ironie, que les promoteurs étaient bien à plaindre.

Or, la vérité est que, si l'on tient compte de tous les éléments, il s'agit d'une concession de plus de 7,000 milles carrés et, pendant douze ans, la Hollinger aura tout le loisir voulu pour choisir les 300 milles carrés que lui accorde la loi, savoir le premier choix, qu'elle aura droit d'exploiter durant 80 ans.

On pourra donc avoir là des terrains dont la superficie globale (300 milles carrés) sera égale à celle de toutes les mines du Québec et d'Ontario et dont le grand nombre dormiront des dizaines d'années avant que la compagnie n'y touche. Car ce n'est pas d'un terrain de 300 milles carrés qu'il s'agit, mais de plusieurs qui auront au total cette superficie. Ce que le premier ministre paraissait ignorer l'autre soir. En procédant suivant la loi des mines, on ne pouvait concéder par année qu'un maximum de 1,000 acres, soit moins de deux milles carrés.

Trois cent milles carrés, bien choisis, c'est à peu près la superficie de toutes les mines en production dans le Québec et l'Ontario. Une fraction de la Mesabi, de 60 milles carrés, a représenté depuis les débuts \$3,650,000,000. Chaque mille carré y a valu environ \$60,000,000. Le territoire que l'on concède à la Hollinger est donc beaucoup trop vaste.

De plus, la concession est pour 92 ans, ce qui est un terme trop long. La compagnie aura le temps de tout extraire de ces mines si elle les exploite massivement. Le premier ministre a affirmé que le territoire est loué et que la province conserve le fond. Mais que vaudra le fond, quand la mine sera vide?

À qui va cette concession d'une très grande richesse? À la Hollinger North Shore, sœur jumelle de la Labrador Mining and Exploration Company, toutes deux filles de la Hollinger Consolidated Gold Mines, qui collabore avec la M. A. Hanna, de Cleveland, Ohio, détenant le quart des parts de la National Steel, un des trois éléments du cartel américain de l'acier, les autres étant la Bethlehem Steel et la United States Steel³.

Même si les parts de la Hollinger sont détenues en majorité par des Canadiens, il n'en reste pas moins que l'intérêt déterminant sera américain. D'après les paroles du député de Saint-Jean (l'honorable M. Beaulieu), ces intérêts sont déjà plus puissants, financièrement, que le gouvernement de Québec. On songe malgré soi au Moyen Âge, alors que les grands féodaux possédaient plus de puissance que le roi. Et c'est à ce trust qu'indirectement nous nous livrons sans exiger de sérieuses garanties.

On n'a pas sauvegardé les intérêts du Québec. On dépensera des millions pour équiper les mines, le chemin de fer, la chute (Lohada) dont il est question. On achètera la plus grande partie de la machinerie ailleurs. Notre minerai sera traité surtout aux États-Unis et en Angleterre.

Les techniciens? On dira que nous n'en possédons pas de compétents et le gouvernement n'oblige pas la compagnie à former des jeunes Canadiens du Québec. Ce sera le cercle vicieux que nous connaissons dans le fonctionnarisme fédéral.

Le premier ministre a fait grand état de ce problème en disant que les techniciens seraient des Canadiens français. J'ai ici la liste du personnel employé par la Hollinger dans l'expédition de 1944. Le chef est le Dr Retty⁴, les géologues ont tous des noms anglais, de même que l'étudiant assistant, le commis, les spécialistes pour la radio et le personnel de l'aviation.

Nous avons 2 prospecteurs sur 40, 3 journaliers sur 4, 10 foreurs sur 11, 5 cuisiniers sur 5. C'est bien

dans la tradition: aux autres les postes de commande, à nous les postes moins rétribués.

Quels revenus pourrions-nous tirer de cette immense entreprise? Il y a d'abord l'impôt général sur les profits des corporations. Si, par malheur, le gouvernement allait abandonner cet impôt à Ottawa, les mines de fer enrichiraient le Trésor fédéral.

Il y a ensuite l'impôt spécial sur les profits des mines. C'est un élément avec lequel la Hollinger pourra jouer. Elle pourra faire comme d'autres compagnies: s'arranger pour que ses profits tombent aux mains de compagnies subsidiaires, par exemple, la compagnie qui exploite le nouveau chemin de fer qui ne se confondra pas nécessairement avec la Hollinger.

Il s'agit là d'une autre anomalie. On fait toutes les concessions à la Hollinger et peut-être les frais de l'entreprise, chemin de fer, aménagement des chutes, etc., seront-ils supportés par d'autres.

Enfin, il y a la royauté annuelle de \$100,000 prévue par la loi. Est-ce suffisant? La Hollinger compte, d'après le *Northern Miner*, extraire 40,000 tonnes par jour, durant au moins 100 jours par année, soit 4,000,000 de tonnes. La royauté de la province reviendrait alors à 2½ cents par tonne. Or, au Brésil, la royauté peut atteindre 87 *ad valorem* et représenter à peu près 20 cents par tonne. Au Royaume-Uni, elle est de 7 % à 12 %, soit probablement de 50 à 75 cents par tonne.

Aux États-Unis, elle varie, suivant les États, de 30 cents à \$1 par tonne. Voilà ce qui explique partiellement le faible profit par tonne que rapporterait le minerai de fer d'après le député de Brome (l'honorable M. Robinson). Nous estimons que 2½ cents par tonne, c'est entièrement insuffisant. D'autant plus qu'il y a les dangers de la dévaluation. Que vaudrait \$100,000 dans 15, dans 40 ans?

Tout cela, me dira-t-on, est négatif. Mais avant de terminer, après l'examen de la situation, je veux faire des suggestions pratiques. D'abord, on ne devrait pas soustraire de terrain à la prospection, comme le prévoit la loi, en décrétant un "no man's land" de 10 milles sur le pourtour de la concession, déjà trop grande. C'est injuste pour toute autre compagnie qui voudrait faire des recherches de ce côté.

En second lieu, le gouvernement devrait envoyer de ses enquêteurs sur place, pour un travail sérieux, avant d'adopter les clauses relatives à l'exploitation.

Le permis d'exploration est renouvelé par le gouvernement pour au moins 12 ans au prix de \$6,000 par année. Or, ce permis d'exploration en est

un de mise en valeur pour une bonne partie du territoire déjà exploré. Au surplus, c'est ce permis qui permet l'écémage d'une riche région. Six mille dollars par année, cela revient à 1/5 de cent par acre. Montant dérisoire. Il faut au moins 3 cents par acre, soit un total d'au moins \$90,000 par année.

Quant au permis d'exploitation, il est livré contre une somme fixe annuelle de \$100,000 par année. C'est insuffisant. Or, cette royauté ne devrait pas être fixée en fonction de la superficie d'un territoire. C'est illogique car, ou bien le territoire est pauvre, et alors la somme serait trop élevée, ou il est riche, et alors la somme est trop basse. Nous proposons une royauté établie sur la valeur de la tonne extraite, proportionnelle à la teneur, et tenant compte de la valeur internationale de la monnaie. Principe logique et qui respecte tous les intérêts engagés.

Si nous suivions l'exemple de l'Angleterre, ce n'est pas \$100,000 par année que nous paierait la Hollinger, mais \$2,000,000 pour 4,000,000 de tonnes, et \$2,500,000 pour 5,000,000 de tonnes, etc.

M. Chaloult (Québec): (Souriant) Nous sommes contents de cela.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): Non, nous ne sommes pas contents de cela. Faut-il ajouter le moindre commentaire? Si la loi passe telle quelle, nous nous trouvons en face d'un scandale d'envergure, non d'un scandale portant sur la personne de tel ou tel homme, mais le scandale d'un gouvernement qui livre nos richesses naturelles dans des conditions abominables.

Il ne faut pas que cette loi soit adoptée. Il ne faut pas que l'on permette à un gouvernement d'accomplir un pareil forfait contre les intérêts légitimes de ses commettants. Il faut qu'une opinion indépendante, désintéressée, lui barre la route!

Sans quoi, nous serions un peuple trahi. Nous n'aurions vraiment pas de chance. Nous aurions à Ottawa un gouvernement fédéral qui donne des milliards à l'Angleterre, et à Québec, un gouvernement provincial qui livre des milliards de nos richesses nationales à un trust américain⁵.

(Applaudissements à gauche)

Des voix: Adopté!

Des voix: Vote!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose la deuxième lecture.

M. l'Orateur: La motion pour deuxième lecture du bill sera-t-elle adoptée⁶?

M. Godbout (L'Islet): Sur division!

M. Chaloult (Québec): Non, vote.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier), M. Bergeron (Stanstead), M. Lemieux (Beauharnois) et M. Côté (Rouyn-Noranda) se lèvent aussi pour demander le vote.

M. l'Orateur: Appelez les députés.

(Brève discussion entre les groupes d'opposition)

M. Godbout (L'Islet) fait remarquer au député de Québec (M. Chaloult) qu'il avait été entendu que le bill subirait sa deuxième lecture sur division.

M. Chaloult (Québec) se déclare surpris. Il paraît y avoir eu une entente, dit-il en s'adressant au premier ministre. Comme il y a plusieurs députés absents, je retire ma demande pour que le vote soit pris.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): On a demandé le vote et nous allons prendre le vote.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bellemare, Bernard, Blanchard, Caron, Chartier, Choquette (Shefford), Côté (Montréal-Sainte-Marie), Côté (Montréal-Saint-Jacques), Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fleury, Gatien, Goudreau, Jolicoeur, Labbé, Langlais, Larivière, Larochelle, Lorrain, Marcotte, Paquette, Pelletier (Gaspé-Nord), Poulin, Pouliot, Riendeau, Robinson, Sauvé, Talbot, Tardif, Tellier, Trudel, Vachon, 38.

Contre: MM. Bergeron, Bienvenue, Casgrain, Chaloult, Côté (Rouyn-Noranda), Drouin (Abitibi-Est), Drouin (Québec-Est), Filion, Francoeur, Godbout, Groulx, Hamel, Joyal, Laurendeau, Lemieux, Mathewson, Mercier petits-fils, Morin, Plourde, Roberge, Robidoux, Ross, Samson, Sylvestre, 24.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 20 est, en conséquence, lu une deuxième fois.

Charte d'Oka-sur-le-Lac

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 21 modifiant la charte de la ville d'Oka-sur-le-Lac soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 21 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Terrains de l'ancien palais de justice de Sainte-Scholastique

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 28 concernant les terrains de l'ancien palais de justice de Sainte-Scholastique.

L'honorable M. Lorrain (Papineau) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Lorrain (Papineau) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de Maurice Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Lorrain (Papineau) propose que: Attendu qu'en 1858 des terrains, situés à Sainte-Scholastique, ont été cédés à la corporation du comté de Deux-Montagnes pour lui permettre de les

transporter au gouvernement de la province, afin d'y ériger le palais de justice et la prison du district de Terrebonne;

Attendu que ces terrains ont été effectivement transportés en 1859 au gouvernement de la province, qui les possède depuis lors;

Attendu que par la loi 12 George V, chapitre 21, le chef-lieu du district judiciaire de Terrebonne, établi à Sainte-Scholastique, a été transféré dans la ville de Saint-Jérôme;

Attendu que les bâtisses érigées sur ces terrains, à Sainte-Scholastique, ont été depuis démolies et qu'aucune nouvelle construction n'y a été érigée;

Attendu que la corporation du village de Sainte-Scholastique a demandé au gouvernement de la province de lui céder ces terrains, pour les faire servir au bénéfice du public;

En conséquence,

1. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra autoriser le ministre des Travaux publics à vendre, aux prix et conditions qu'il déterminera, à la corporation du village de Sainte-Scholastique, les terrains que le gouvernement de la province possède à Sainte-Scholastique et sur lesquels étaient érigés l'ancien palais de justice et la prison du district de Terrebonne; et qu'à compter de cette vente, la corporation du village de Sainte-Scholastique sera propriétaire absolu de ces terrains.

Adopté.

2. Que la loi qui sera basée sur les présentes résolutions entrera en vigueur le jour de sa sanction.

Adopté.

Rapports de comité:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues et agréées.

L'honorable M. Lorrain (Papineau) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 28 concernant les terrains de l'ancien palais de justice de Sainte-Scholastique soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Lorrain (Papineau) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Nomination d'assistants d'officiers publics

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 30 concernant la nomination temporaire d'assistants à certains officiers publics.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de Maurice Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose: 1. Que l'article 17 de la loi des salaires de certains officiers de justice (Statuts refondus, 1941, chapitre 24) soit modifié en y ajoutant l'alinéa suivant:

"Le procureur général peut aussi nommer temporairement un député, lorsqu'un officier à traitement cesse d'exercer ces fonctions et qu'il n'y a ni conjoint ni député pour exercer les fonctions de cet officier. Cette nomination est faite pour un terme d'au plus trois mois et prend fin dès le remplacement de l'officier."

Adopté.

2. Que l'article 19 de ladite loi soit modifié en y ajoutant l'alinéa suivant:

"Le procureur général peut de plus nommer temporairement un député, lorsqu'un officier à honoraires cesse d'exercer ses fonctions et qu'il n'y a ni conjoint ni député pour exercer les fonctions de cet officier. Cette nomination est faite pour un terme d'au plus trois mois et prend fin dès le remplacement de l'officier."

Adopté.

3. Que l'article 7 de la loi des bureaux d'enregistrement (Statuts refondus, 1941, chapitre 319) soit modifié en y ajoutant l'alinéa suivant:

"Le procureur général peut de plus nommer temporairement un député-régistrateur, lorsqu'un régistrateur à traitement cesse d'exercer ses fonctions et qu'il n'y a ni conjoint ni député pour exercer les

fonctions de cet officier. Cette nomination est faite pour un terme d'au plus trois mois et prend fin dès le remplacement de l'officier."

Adopté.

4. Que l'article 26 de ladite loi soit modifié en y ajoutant l'alinéa suivant:

"Le procureur général peut nommer temporairement un député-régistrateur, lorsqu'un régistrateur à honoraires cesse d'exercer ses fonctions et qu'il n'y a ni conjoint ni député pour exercer les fonctions de cet officier. Cette nomination est faite pour un terme d'au plus trois mois et prend fin dès le remplacement de l'officier."

Adopté.

5. Que la loi qui sera basée sur les présentes résolutions entrera en vigueur le jour de sa sanction.

Adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues et agréées.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 30 concernant la nomination temporaire d'assistants à certains officiers publics soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Travaux de la Chambre:

Budget supplémentaire

M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) pose une question.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le budget supplémentaire sera présenté au début de la semaine prochaine.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à mardi prochain, à trois heures de l'après-midi.

Adopté.

La séance est levée à 4 h 40⁷.

NOTES

1. La rue Saint-Jacques, à Montréal, était le siège de plusieurs banques et compagnies d'assurances.

2. *Le Devoir*, 16 mars 1946, à la page 3, rapporte que le climat de la Chambre était particulièrement détendu lors du discours de M. Laurendeau. Les députés lisaient leurs journaux, parlaient entre eux, sortaient pour allumer une cigarette.

3. Pour plus de détails sur cette question, voir note 2, séance du 12 mars 1946.

4. Joseph Arlington Retty (1904-1961) a joué un rôle de premier plan dans la découverte, l'exploration et l'exploitation de gisements de minerai de fer dans la zone frontalière du Québec et du Labrador, un territoire jusqu'alors pratiquement inconnu. Ce géologue de formation, né au Québec, a débuté sa carrière à la Commission géologique du Canada et au bureau des mines du Québec. En 1936, il entre à la société Labrador Mining and Exploration afin d'explorer le sol au nord du fleuve Saint-Laurent, au Labrador, qui est une de ses propriétés. Il y découvre notamment un nouveau gisement de fer à forte teneur, au lac Sawyer. En 1945, la recherche de minerai de fer est relancée en raison de la diminution du Mesabi Range, au Minnesota. M. Retty développe alors la région du lac Knob, où il découvre 400,000,000 de tonnes de minerai de fer. Ceci entraîne la création de la compagnie minière IOC en 1949, qui cherche à mettre en valeur ces gisements.

5. M. Laurendeau a prononcé un discours d'une heure sur cette question selon *La Tribune*, 16 mars 1946, à la page 10.

6. Il semble qu'il y avait eu entente entre le premier ministre et le chef de l'opposition pour permettre l'adoption de la deuxième lecture sur division, quitte à poursuivre le débat en comité plénier et sur la troisième lecture. Mais, selon toute vraisemblance, les députés du Bloc populaire et M. Chaloult n'ont pas été mis au courant de la situation. C'est pour cette raison qu'ils demandent le vote. Les libéraux semblent alors pris par surprise, selon *L'Action catholique*, 16 mars 1946, à la page 3. *Le Devoir* du 16 mars 1946, à la page 3, évalue les députés présents à 60 seulement sur une possibilité de 90. La plupart d'entre eux sont retournés à la maison pour la fin de semaine.

7. Plutôt à 5 heures, selon *Le Devoir*, 16 mars 1946, à la page 3, et 5 h 10, selon *L'Événement*, 16 mars 1946, à la page 1.

Première séance du mardi 19 mars 1946

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 160 autorisant la Corporation des ingénieurs professionnels de Québec, à admettre Paul Radakir, à la pratique du génie civil, après examen.

Et, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 163 constituant en corporation la congrégation missionnaire des pères du Saint-Esprit;

- bill 126 concernant la succession de feu Miriam Hadley Belasco. Le préambule de ce bill a aussi été amendé.

Projets de loi:

**Développement minier et industriel
dans le Nouveau-Québec**

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 20 pour faciliter le développement minier et industriel dans le Nouveau-Québec.

L'honorable M. Robinson (Brome) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Robinson (Brome) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.
Adopté.

En comité:

Présidence de Maurice Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Robinson (Brome) propose que: Attendu que la mise en valeur des ressources naturelles du Nouveau-Québec, restées jusqu'ici inexploitées, contribuerait grandement à la prospérité et à l'avenir de la province et au bien-être de sa population;

Attendu que la Hollinger North Shore Exploration Company, Limited, constituée en corporation en vertu des lois de la province, a obtenu du gouvernement précédent le permis spécial numéro 4676 qu'elle déclare être insuffisant pour répondre aux besoins de la situation et favoriser le développement minier dans cette région;

Attendu que la compagnie fait actuellement un travail de pionnier dans cette région inhabitée et difficile d'accès;

Attendu que les travaux nécessaires pour mettre en valeur les terrains miniers visés par les présentes résolutions, entre autres les travaux de développement et d'outillage des mines, de construction et d'aménagement d'un chemin de fer ainsi que d'un port sur le Saint-Laurent, de construction de maisons d'habitation et d'organisation paroissiale, scolaire et civile pour les futurs employés et habitants de cette région, sont évalués à environ cent vingt-cinq millions de dollars et que cette dépense bénéficiera largement à la province et au pays;

Attendu que pour des raisons d'économie nationale et de concurrence internationale, il y a lieu d'assurer, à des conditions raisonnables, la production de minerai de fer dans le Nouveau-Québec et de rendre possible l'établissement d'une industrie sidérurgique dans la province;

Attendu que la compagnie consent, à conditions et avantages égaux, à donner, autant que possible, en tenant compte de ses obligations, de ses légitimes intérêts et des conditions générales du commerce et de l'industrie, ainsi que des risques, des difficultés et du coût de l'entreprise, préséance à l'industrie de la province dans la fourniture des minerais provenant des terrains miniers en question dans les présentes résolutions;

En conséquence:

1. Que le ministre des Mines soit autorisé à accorder à Hollinger North Shore Exploration Company, Limited, en remplacement du permis spécial numéro 4676 qu'elle détient, un permis spécial de recherches minières aux conditions déterminées aux résolutions 3 à 7, sur les terres de la

couronne désignées dans l'annexe des présentes résolutions et que le terrain sur lequel portera ce permis de recherches minières n'excédera pas en superficie trois mille neuf cents milles carrés.

2. Que ce permis sera émis pour le laps de temps courant de la date de son émission jusqu'au 30 juin 1952; qu'il sera renouvelable pour deux périodes consécutives de cinq années chacune le tout aux conditions prévues aux résolutions 3 à 6 inclusivement.

3. Que la compagnie devra payer à la province pour l'obtention de ce permis les sommes suivantes:

a) dix mille dollars lors de son émission;

b) six mille dollars annuellement pendant la durée de ce permis.

Qu'elle devra en outre supporter tous les frais d'arpentage, de bornage et de délimitation par photographie aérienne ou autrement; que les documents, rapports et procès-verbaux résultant de ces travaux seront la propriété du gouvernement de la province.

4. Que la compagnie devra, le ou avant le premier mai de chaque année, tant que le permis sera en vigueur, présenter par écrit au ministre des Mines;

a) des rapports complets et détaillés, avec des copies de chacune des cartes et de chacun des plans, concernant les travaux exécutés pendant l'année civile précédente sur les terrains faisant l'objet dudit permis; ces rapports, cartes et plans devant être faits et certifiés à la satisfaction du ministre;

b) un état, certifié par des vérificateurs compétents, des montants dépensés dans l'exécution du travail au cours de l'année civile précédente.

5. Que la compagnie devra, au cours de l'année civile 1946, exécuter sur les terrains compris dans ce permis des travaux utiles d'exploration pour une somme minimum de vingt-cinq mille dollars; elle devra, pendant les années civiles 1947 à 1951 inclusivement, y exécuter de tels travaux pour une somme minimum moyenne de trente-neuf mille dollars par année.

Que cependant, si la compagnie est empêchée, par des causes exceptionnelles de remplir les obligations prévues par l'alinéa précédent, le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du ministre des Mines, pourra accepter comme suffisants les travaux exécutés pour un montant moindre.

6. Que la compagnie devra commencer avant le premier janvier 1958 l'exploitation normale et régulière des gisements miniers, sur un ou des terrains situés dans le territoire décrit dans l'annexe,

choisis par la compagnie et qui ne devront pas excéder en superficie trois cents milles carrés.

7. Qu'à défaut par la compagnie de faire les travaux nécessaires à l'exploitation régulière et normale de ces gisements miniers avant le premier janvier 1958 ou de remplir toute autre obligation prévue par les résolutions 3 à 7, le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du ministre des Mines, pourra annuler ledit permis spécial de recherches minières.

8. Que pendant une période de dix ans à compter de l'entrée en vigueur de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, une lisière de terrain de dix milles de largeur, contiguë au territoire désigné dans l'annexe et l'entourant de tout côté dans la province de Québec, soit réservée et soustraite au piquetage comme claims miniers pour les fins prévues par le paragraphe 7 de l'article 227 de la loi des mines de Québec (Statuts refondus, 1941, chapitre 196).

9. Que pourvu que la compagnie ait rempli toutes les obligations ci-dessus stipulées, elle aura droit, en tout temps avant l'expiration du permis de recherches minières prévu à la résolution 1 ou de ses renouvellements, à un permis d'exploitation sous forme de bail pour une période de vingt ans, sur une superficie de terrain de trois cents milles carrés, pris au choix de la compagnie à même le territoire décrit à l'annexe; que, pourvu que la compagnie ait rempli toutes ses obligations, ce bail pourra lui être renouvelé, à son option, pour trois autres périodes consécutives de vingt ans chacune, sur avis écrit donné à cet effet par la compagnie au ministre des Mines au moins trente jours avant l'expiration du bail ou, selon le cas, du renouvellement alors en vigueur; le tout aux conditions suivantes:

a) La superficie du ou des terrains faisant l'objet de ce bail sera délimitée conformément à l'article 30 de la loi des mines de Québec. Les limites seront clairement indiquées sur le terrain, autant que possible dans des directions nord-sud et est-ouest;

b) La compagnie devra établir à la satisfaction du ministre des Mines l'existence, la nature et l'étendue des gisements miniers dans le ou les terrains faisant l'objet de ce bail;

c) La compagnie devra payer au gouvernement de la province le ou avant le premier juillet 1958, et chaque année pendant la durée de ce bail, une rente de cent mille dollars.

10. Que le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du ministre des Mines, pourra révoquer le permis d'exploitation prévu à la résolution 9 ou tout renouvellement de ce permis, au

cas d'interruption pendant deux années consécutives des expéditions de minerai provenant des terrains sous bail en vertu des présentes résolutions.

11. Que la compagnie, à sa demande, aura droit, de couper, pour les fins de construction et de chauffage se rapportant à cette entreprise, le bois situé sur le ou les terrains compris dans son bail, aux conditions que déterminera le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du ministre des Terres et Forêts.

12. Que la compagnie devra payer à la couronne, sur les profits annuels provenant de l'exploitation du ou des terrains miniers compris dans ce bail, les droits prévus par la section III de la loi des mines de Québec et des modifications qui pourront y être apportées.

13. Que la compagnie ne pourra louer, affermer, céder, donner, vendre ou aliéner aucun des droits lui résultant de ces résolutions ou de tout permis accordé ou contrat passé avec la couronne en vertu de ces résolutions, sans y avoir été préalablement autorisée par le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du ministre des Mines.

14. Que sauf les dérogations et dispositions spéciales prévues par les présentes résolutions, la compagnie, pendant qu'elle détiendra un bail minier en vertu de la résolution 9, sera investie de tous les droits, privilèges et bénéfices et sera assujettie à toutes les obligations du propriétaire d'une concession minière, au même degré et avec le même effet que si le ou les terrains sous bail avaient été l'objet d'une concession minière en vertu des dispositions de la loi des mines de Québec, le tout sujet à toutes les dispositions de ladite loi et des modifications qui pourront y être apportées.

15. Que la loi qui sera basée sur les présentes résolutions entrera en vigueur le jour de sa sanction.

Annexe

Un bloc de terrain situé immédiatement au nord de la hauteur des terres, qui établit la frontière entre le Labrador de Terre-Neuve et le territoire du Nouveau-Québec, qui se trouve au nord de la chaîne des lacs Attikamagen, Petitsikapau, Dyke, Astray, Marble, Menihék, en la région des sources de la rivière Hamilton, tel qu'indiqué sur la carte-feuille intitulée "Dyke Lake Map Sheet 23 N.E., Air Navigation, Edition of the National Topographic Series", publiée en 1944 par le département des Mines et Ressources, Ottawa.

La limite de bloc de terrain, comprenant une superficie d'environ 3,900 milles carrés, peut être

décrite plus précisément comme suit, savoir: En partant de l'endroit où le ruisseau qui décharge le lac Griffis rejoint le bras ouest de la rivière George (Wolf); en suivant, de là sur une distance de 60 milles, une ligne dirigée vers le nord-ouest et passant par l'entrée du cours qui alimente le lac Savalette; de là se dirigeant vers l'ouest astronomique sur une distance de 70 milles pour atteindre à peu près la limite occidentale de l'unité géologique connue sous le nom de "dépression du Labrador" (cette dépression comprenant les assises de roches d'âge Huronien, relevées pour la première fois par A. P. Low, de la Commission géologique du Canada, vers 1894-95); de là, se dirigeant en ligne droite vers le sud-ouest jusqu'à un poteau à être installé aussi près que possible de la hauteur des terres entre les bassins de la Baie d'Ungava et la rivière Hamilton (frontière entre Terre-Neuve et Québec) à un endroit situé à environ quatre milles à l'ouest du lac Kivivic, avec entente réciproque que lorsque ladite frontière sera établie avec précision, ce poteau pourra être transporté à la frontière, et que tout terrain dans la province de Québec situé à l'est de cette ligne fera partie du nouveau permis spécial de recherche minière émis en remplacement du permis spécial de mise en valeur numéro 4676; de là, se dirigeant, suivant une ligne ondulée, le long de ladite hauteur des terres (la frontière entre Terre-Neuve et Québec, qui est située au nord des lacs Kivivic, Ruth, Petitsikapau, Attikamagen et André, et au sud des régions des sources des rivières Goodwood, Swampy Bay, Whale et George) vers l'est jusqu'à sa rencontre avec une ligne tracée en direction sud astronomique à partir du point de départ, et de là se dirigeant vers le nord astronomique en suivant ladite ligne tracée pour rejoindre le point de départ.

Le comité étudie la résolution 1 qui se lit comme suit:

1. Que le ministre des Mines soit autorisé à accorder à Hollinger North Shore Exploration Company, Limited, en remplacement du permis spécial numéro 4676 qu'elle détient, un permis spécial de recherches minières aux conditions déterminées aux résolutions 3 à 7, sur les terres de la couronne désignées dans l'annexe des présentes résolutions et que le terrain sur lequel portera ce permis de recherches minières n'excédera pas en superficie trois mille neuf cents milles carrés.

M. Morin (Québec-Centre): La Hollinger ne vient pas ici dépenser des millions pour les beaux yeux du peuple. Ce que le gouvernement donne pour

quelques miettes de pain à un puissant syndicat représente un territoire qui s'étendrait de Halifax au Grand-Nord¹ ou de Québec à la Patagonie².

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Point d'ordre. Le Règlement veut que l'on discute les résolutions une à une, dans leur ordre. Il n'est pas permis de discuter du projet en général. Il s'agit pour le moment de la résolution 1 qui parle du permis d'exploration et non du permis d'exploitation. Que l'honorable député s'en tienne à cela.

M. Godbout (L'Islet): Le premier ministre condamne une pratique qu'il suivait quand il était dans l'opposition.

M. le président: Tenons-nous à la question.

M. Bienvenue (Bellechasse): Le député a le droit de commenter la portée de la première résolution.

M. Morin (Québec-Centre): Non seulement le gouvernement concède 3,900 milles carrés, mais il permet à la compagnie d'entourer ce territoire d'un véritable "cordon de Saint-François" de 10 milles de large³.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nouveau point d'ordre. Il n'est question que d'exploration dans cette résolution.

M. Bienvenue (Bellechasse): Mais non, puisqu'elle couvre aussi les résolutions 3 à 6, ce qui permet de parler de l'exploration en général.

M. Morin (Québec-Centre): Il s'agit d'un permis d'exploration qui est renouvelable et qui entraînera d'autres droits pour la compagnie. \$6,000 par année pour un permis d'exploration sur un territoire de 3,900 milles carrés, c'est ridicule. On est moins sévère pour la Hollinger que pour un pauvre colon qui va s'établir sur un lot.

Réalise-t-on que ce prix paie à peine le salaire du sous-ministre des Mines de la province, pas même le salaire du premier ministre, que c'est tout juste ce qu'il faut pour payer le loyer annuel d'un appartement dans un quartier "fashionable", que cela pourrait difficilement faire vivre six familles ouvrières, à raison de \$1,000 par année, et encore là, faudrait-il qu'il ne s'agisse pas de familles nombreuses?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député sait-il combien coûtait le permis

d'exploration accordé par le gouvernement précédent à la même compagnie et pour la même étendue? La compagnie ne payait que \$2,000 par année. Tandis qu'avec nous, la compagnie paye \$10,000 lors de l'émission du permis et \$6,000 par année ensuite pendant sa durée.

M. Godbout (L'Islet): Mais il y avait cette différence que c'était pour de l'exploration seulement, tandis que vous c'est pour de l'exploitation.

M. Morin (Québec-Centre) parle de l'étatisation des ressources naturelles. Il n'y est pas favorable dans tous les domaines. L'ancien permis d'exploration, dit-il, ne donnait pas ouverture à des droits d'exploitation par la suite. On veut céder nos ressources naturelles pour rien, comme ça c'est fait dans le passé. Dans le passé, au moins, nous ne savions pas ce qu'elles valaient. Mais aujourd'hui, nous connaissons la valeur de ce que nous cédon. Nous savons ce que rapportent les mines de fer de la région du lac Supérieur. Je dis qu'une pareille politique d'imprévoyance aujourd'hui, c'est une trahison économique et sociale.

Le gouvernement nous retourne 300 ans en arrière. On donne une partie de la province, tout un royaume, à une compagnie, tout comme dans les premiers temps de la colonie, on donnait d'immenses territoires à la Compagnie des Cent-Associés⁴. La seule différence, c'est qu'il s'agissait alors de traite des fourrures. Aujourd'hui, il s'agit de traite du minerai.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je soulève un nouveau point d'ordre. Nous sommes à la résolution numéro 1 qui ne parle que du permis d'exploration. Les règlements sont formels. Ils ont été révisés au temps de l'ancien gouvernement. Il faut étudier les résolutions article par article. C'est le bon sens même. Nous avons adopté le principe après un long débat. Aujourd'hui, il s'agit des détails du projet. Il faut sauver l'argent du peuple ici.

M. Morin (Québec-Centre): Le gouvernement pourrait commencer dans sa transaction de l'Ungava. Il est plus large pour les capitalistes que pour les députés.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a deux grands débats là-dessus. Il faut sauver le temps de la Chambre. S'il faut recommencer de longs discours sur chaque article et répéter sans cesse la même chose, nous n'en finirons plus.

M. Godbout (L'Islet): Mais c'est le premier ministre qui fait perdre le temps de la Chambre. On ne peut discuter la valeur d'une concession si on ne peut parler des conditions auxquelles elle est faite. En d'autres termes, on ne peut discuter l'article 1 sans discuter en même temps les articles 3 à 6.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les règlements sont bien précis là-dessus. En comité plénier, il faut discuter article par article.

M. Hartt (Montréal-Saint-Louis) appuie le point de vue du chef de l'opposition.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): La majorité de la Chambre a décidé que la transaction devait être faite.

Des députés de l'opposition: Les résolutions s'enchaînent les unes aux autres, et pour discuter intelligemment d'une résolution donnée, il faut bien l'étudier en tenant compte des relations qu'elle a avec les autres.

M. Francoeur (Montréal-Mercier): J'ai l'intention de discuter le principe jusqu'à la dernière minute. J'ai mandat pour ce faire. J'avertis donc le gouvernement que nous allons discuter toute sa transaction et qu'il doit cesser d'interrompre les députés.

M. Bienvenue (Bellechasse): Pour savoir s'il y a scandale, il faut connaître les conditions de la concession. Autrement, nous n'avons qu'à laisser commettre l'iniquité sans rien dire.

M. le président cite l'article 342 des règlements suivant lequel les résolutions doivent être discutées non seulement article par article, mais paragraphe par paragraphe. Dans tous les projets de loi, chaque article a des relations directes avec d'autres clauses. Et si l'on acceptait l'argumentation de la gauche, on pourrait discuter tout le projet à propos de chaque article, ce qui est formellement défendu par les règlements.

Ma décision est que l'on doit s'en tenir à la résolution numéro 1, même si celle-ci parle des résolutions numéros 3 à 6. Je maintiens donc le point d'ordre.

M. Godbout (L'Islet): M. le président, j'en appelle de votre décision.

M. le président rédige un rapport qu'il transmet à l'Orateur.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président: M. l'Orateur, au cours de la discussion sur la résolution 1 du bill 20, l'honorable député de Québec-Centre (M. Morin) porte la discussion non seulement sur la portée de la résolution à l'étude, mais également sur les résolutions 3 à 6 auxquelles elle réfère.

L'honorable premier ministre, invoquant les articles 342 et 565 des règlements, soulève un point d'ordre et demande que l'honorable député limite ses remarques à la portée de la résolution à l'étude.

Après exposé du point d'ordre de part et d'autre, je décide que, nonobstant la relation qui peut exister entre les divers paragraphes des résolutions, l'honorable député doit s'en tenir exclusivement à la discussion de la résolution à l'étude et je maintiens le point d'ordre soulevé par le premier ministre.

On en appelle à la Chambre de ma décision.

La question: "La décision du président du comité sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bergeron, Blanchard, Bourque, Caron, Chaloult, Chartier, Chartrand, Cossette, Côté (Montréal-Sainte-Marie), Côté (Montréal-Saint-Jacques), Delisle, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fleury, Gatién, Goudreau, Jolicoeur, Labbé, Langlais, Larivière, Larochelle, Laurendeau, Leclerc, Lemieux, Lesage, Lorrain, Marcotte, Paquette, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Témiscouata), Poulin, Pouliot, Riendeau, Robinson, Sauvé, Talbot, Tardif, Tellier, Thuot, Trudel, Vachon, 49.

Contre: MM. Bienvenue, Casgrain, Côté (Rouyn-Noranda), Dansereau, Drouin (Abitibi-Est), Drouin (Québec-Est), Dubreuil, Dumaine, Dumoulin, Fillion, Francoeur, Godbout, Gosselin, Groulx, Guérin, Hamel, Hartt, Joyal, Kirkland, Lawn, Lizotte, Marler, Mercier petit-fils, Morin, Nadon, Plourde, Roberge, Robidoux, Ross, Sabourin, Samson, Sylvestre, 32.

Ainsi, la décision du président du comité est, en conséquence, maintenue.

La Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le projet de résolutions relatives au bill 20.

En comité:

Présidence de Maurice Tellier (Montcalm)

Le débat se poursuit sur la résolution 1.

M. Morin (Québec-Centre): Ce que le gouvernement donne, c'est plus grand que l'Île-du-Prince-Édouard, plus grand que toute la Gaspésie, c'est un quart de la superficie de la Nouvelle-Écosse et du Nouveau-Brunswick. Et on donne cela à un cartel international, à un cartel qui prépare peut-être une troisième guerre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Si les diplomates exploraient mieux, il n'y aurait pas de guerre.

M. Morin (Québec-Centre): Ces gens-là donnent \$1,000 pour en avoir \$10,000. Ils ont l'habitude de troquer un œuf contre un bœuf. Pourquoi ne pas suivre les directives données l'autre jour par le député du comté de Québec (M. Chaloult) et forcer ce cartel à partager ses revenus⁵?

On donne à une de ces compagnies anonymes, qui ont fait naître les trusts, le plus riche minerai de fer d'Amérique dont les grandes corporations ont besoin parce que les ressources de la région Mesabi sont épuisées aux États-Unis. Des syndicats canadiens-français pourraient exploiter ce royaume du minerai de fer. Qu'on ne dise pas que nous n'avons pas les capitaux nécessaires pour exploiter nous-mêmes ces richesses quand la province de Québec a souscrit plus d'un milliard aux emprunts de guerre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député est rendu à creuser dans les mines américaines. Il est question d'exploration.

M. Morin (Québec-Centre): On n'explore pas sans creuser.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'honorable député aura une autre occasion de prononcer ce discours.

M. Morin (Québec-Centre): Je suis incapable de prononcer un discours si le premier ministre est toujours debout pour m'interrompre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Mon honorable ami a-t-il quelque chose à dire de la première résolution?

M. Morin (Québec-Centre): Oui. J'ai à dire que cette transaction est un acte de trahison nationale contre les générations futures.

(Applaudissements prolongés à gauche)

C'est un crime national. Le gouvernement donne un royaume de 3,900 milles carrés à un monopole. Trois mille neuf cents milles carrés? C'est un pays dans le pays. Pourquoi une seule compagnie pour faire l'exploration de ce territoire? Pourquoi pas de concurrence pour la Hollinger? Pourquoi créer un tel monopole dans notre Grand Nord, quand il en a déjà assez dans le sud de la province, sans se soucier des générations futures?

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): Parce que depuis cent ans toutes les compagnies avaient le droit d'exploiter ces mines et qu'aucune ne les a exploitées.

M. Morin (Québec-Centre): Les ministres ne s'accordent pas. L'honorable ministre du Commerce a dit qu'il fallait accorder la concession pour ouvrir ce territoire au catholicisme. Je me demande si le syndicat Hollinger-Hanna veut se faire missionnaire et s'en va dans le Nord pour évangéliser les Esquimaux.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les directeurs de la Hollinger sont les fils d'une Canadienne française et sont mariés à des Canadiennes françaises.

M. Morin (Québec-Centre): On nous parle des Timmins et on nous dit qu'ils sont mariés à des Canadiennes françaises. Qu'est-ce que cela peut bien fiche au peuple que l'on dépouille de ses richesses? La nationalité des promoteurs n'excuse nullement une trahison nationale. Nous n'avons rien contre les promoteurs, mais nous reprochons au gouvernement de se laisser rouler.

M. Lesage (Abitibi-Ouest): Vous disiez que c'étaient des Américains.

M. Morin (Québec-Centre): Les Canadiens qui sont dans cette entreprise, les Timmins, sont seulement la façade des Américains. La résolution est inique, non seulement parce qu'elle concède un grand territoire à des étrangers, mais parce qu'elle crée un monopole. Toutes les compagnies devraient avoir accès au territoire et le projet devrait protéger les intérêts du peuple.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Mon honorable ami est un avocat intelligent, qui a un

beau "standing" au Barreau. Il devrait limiter la discussion à la résolution.

M. Morin (Québec-Centre): Le premier ministre a beau me faire des compliments, il ne m'empêchera pas de m'opposer à cette mesure avec toute l'énergie dont je suis capable. Ah! S'il était avec nous dans l'opposition, il tonnerait contre cette aliénation de nos ressources naturelles. Que de fois nous l'avons entendu tonner contre des mesures qui étaient des modèles comparées à celle qu'il a osé nous présenter et qu'il veut nous faire adopter à la hâte, sans discussion. Je conclus en répétant que cette transaction est une trahison, un crime national.

(Applaudissements prolongés à gauche)

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): Mon opposition au projet est surtout au sujet de l'étendue du territoire. Il souligne l'importance qu'il y a de bien délimiter la frontière québécoise et celle du Labrador. Quand les mines seront en exploitation, il s'agira de savoir ce qui reviendra à Québec et ce qui reviendra à Terre-Neuve. Il faudrait des limites précises et définitives avant d'accorder un permis d'exploration. Il s'agit de connaître l'étendue de nos biens. La chose aura une importance considérable quand il s'agira pour la compagnie de tirer partie des gisements miniers.

La Hollinger North Shore Exploration travaille en étroite collaboration avec la compagnie Hanna de Cleveland, qui elle-même est reliée au cartel de l'acier. Les géologues des deux sociétés ont fait ensemble des relevés l'an dernier. En définitive, le permis est octroyé aux intérêts américains de l'acier.

Quelles sont les quatre ou cinq autres compagnies qui auraient désiré faire des explorations au Nouveau-Québec et qui ont fait des demandes en ce sens au ministère? Le public serait intéressé à connaître ces noms et le ministre devrait les donner.

Le gouvernement libéral, en 1942, a accordé à la compagnie Hollinger un permis d'exploration sur une étendue de 3,900 milles carrés, mais si dans le nouveau permis, émis en 1945, l'étendue est la même, le territoire n'est pas le même, au moins pour une portion de 1,500 à 1,700 milles. On a permis à la compagnie d'opérer une rectification et de déterminer ses limites dans le sens du minerai. On a ainsi mis de côté la partie qui ne semblait pas riche en minerai, après de sérieuses recherches, pour en adopter une autre plus favorable.

C'est en somme un véritable permis d'exploitation qu'on accorde, puisque des recherches intensives ont déjà été faites. Le privilège accordé

par le gouvernement est inouï et excessif. C'est un véritable royaume, comme on l'a dit, que l'on donne à une compagnie américaine. Trois mille neuf cents milles carrés me paraissent une concession exagérée.

Il propose en amendement que la résolution numéro 1 du bill 20 soit amendée en remplaçant les mots "trois mille neuf cents milles carrés" par les mots "quinze cents milles carrés", situés à l'intérieur des limites tracées par le permis spécial 4676 (le permis de 1942).

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

L'amendement est hors d'ordre parce qu'il affecte les revenus de la province et toute initiative affectant les revenus de la province doit originer d'un ministre de la couronne et sur recommandation du lieutenant-gouverneur. Le député s'arroge un droit qui n'appartient qu'au Conseil exécutif. Les 3,900 milles carrés dont il est question dans la résolution ont servi de base pour établir les conditions et les obligations imposées à la compagnie.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): Si je proposais de disposer de plus de biens de la couronne, les remarques du premier ministre s'appliqueraient. Mais, je propose de disposer de moins de biens de la couronne.

M. le président déclare l'amendement hors d'ordre. En vertu d'une décision qui est inscrite aux règlements, on ne peut amender une résolution qui est approuvée par le lieutenant-gouverneur. Seul un ministre de la couronne peut proposer un amendement à une résolution touchant aux biens de la couronne.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): J'en appelle de votre décision.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président: À l'occasion de l'étude de la résolution 1 du bill 20, l'honorable député de Montréal-Laurier propose un amendement à cette résolution.

L'honorable premier ministre soumet que cet amendement est irrégulier et contraire à l'article 566 des règlements.

Invoquant la jurisprudence reproduite à la note 10° de l'article 566, je décide que cet amendement est irrégulier parce qu'il s'agit d'un bien

de la couronne sur une disposition qui doit préalablement être recommandée par le lieutenant-gouverneur.

On en appelle à la Chambre de ma décision.

La question: "La décision du président du comité sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Blanchard, Bourque, Caron, Chartier, Chartrand, Choquette (Shefford), Cossette, Côté (Montréal-Sainte-Marie), Côté (Montréal-Saint-Jacques), Delisle, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fleury, Gatien, Goudreau, Jolicoeur, Labbé, Langlais, Larivière, Larochelle, Leclerc, Lesage, Lorrain, Marcotte, Paquette, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Témiscouata), Poulin, Pouliot, Riendeau, Robinson, Sauvé, Talbot, Tardif, Tellier, Thuot, Trudel, Vachon, 46.

Contre: MM. Bergeron, Bienvenue, Casgrain, Chaloult, Côté (Rouyn-Noranda), Dansereau, Drouin (Abitibi-Est), Drouin (Québec-Est), Dubreuil, Dumaine, Dumoulin, Fillion, Francoeur, Godbout, Gosselin, Groulx, Guerin, Hamel, Hartt, Joyal, Kirkland, Laurendeau, Lawn, Lemieux, Lizotte, Marler, Mercier petit-fils, Morin, Nadon, Plourde, Roberge, Robidoux, Ross, Sabourin, Samson, Sylvestre, 36.

Ainsi, la décision du président du comité est, en conséquence, maintenue.

La Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le projet de résolutions relatives au bill 20.

En comité:

Présidence de Maurice Tellier (Montcalm)

Le débat se poursuit sur la résolution 1.

M. Guerin (Montréal-Sainte-Anne): Tout le monde est intéressé au développement de nos ressources naturelles et à celui du nord de la province, mais cela doit être fait au bénéfice de la population. Les lignes frontières n'ont pas été tirées entre l'Ungava et le Labrador. Il cite à cet effet un télégramme qu'il a reçu du directeur des arpentages du Canada, confirmant son allégué.

On accorde, dit-il, des privilèges à l'aveuglette. Le gouvernement n'a pas le droit de

s'engager dans pareille aventure sans en connaître davantage. Nous avons sous les yeux une résolution qui concède 3,900 milles carrés, mais nous ne savons pas où seront les 3,900 milles concédés.

Nous devons au moins connaître l'étendue de notre territoire avant d'aliéner notre patrimoine. J'estime que le gouvernement ne peut concéder un si grand territoire sans en donner à la Chambre une description beaucoup plus claire.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je soulève un point d'ordre. Mon honorable ami doit s'en tenir à l'exploration.

M. Guerin (Montréal-Sainte-Anne): L'honorable député de Laurier a dit avec raison qu'il n'y a pas de frontières à ces 3,900 milles carrés. Il n'y en a même pas entre le Labrador, qui appartient à Terre-Neuve, et l'Ungava, qui appartient à notre province. J'ai ici un message m'informant que la commission qui doit délimiter les frontières n'a encore rien fait à cause de la guerre.

Nous devrions au moins savoir quelles sont les lignes frontières de la concession que l'on nous demande de ratifier.

(Applaudissements à gauche)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je soulève un point d'ordre. Tenons-nous en à la première résolution.

M. Guerin (Montréal-Sainte-Anne): Je veux bien discuter de la compensation à un autre stage de la procédure, mais je tiens à dire tout de suite que le peuple de la province de Québec a le droit de savoir ce que le gouvernement donne de ses ressources naturelles par cette résolution. Lorsque des détails ont été demandés, le gouvernement a répondu de manière générale.

Nous savons bien que les obligations de la compagnie consistent à dépenser \$25,000 par année pour obtenir son droit d'exploitation, mais nous devrions avoir une claire description de la propriété. Or, nous n'en connaissons même pas les bornes. Aucun homme politique n'a droit d'aliéner 3,900 milles carrés du domaine national sans que le peuple sache au juste ce qu'il donne.

(Applaudissements prolongés à gauche)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Nous ne pressons pas l'adoption de la mesure puisqu'elle est devant la Chambre depuis trois semaines.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Est-ce un point d'ordre?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je réponds à l'argumentation.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): J'ai reproché au gouvernement de se hâter de faire faire l'exploration par la compagnie avant l'adoption du bill.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je note que le député de Laurier n'a rien à dire au sujet de la prétendue hâte du gouvernement à faire voter le projet.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): De ce côté-ci, nous avons quelque chose à dire.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): On nous a reproché de vouloir procéder trop vite. Le Labrador existe depuis des siècles. Nous avons, au Canada, une Constitution depuis 1867. Ce territoire a été remis à Québec en 1912 et cependant depuis 79 ans, rien n'a été fait pour développer le Nouveau-Québec. Les Libéraux ont été au pouvoir pendant 39 ans et ils n'ont rien fait pour développer ce territoire. Maintenant que le gouvernement de l'Union nationale projette de faire quelque chose, le Parti libéral et d'autres groupes de l'opposition s'élèvent contre ce projet. Pour des raisons politiques, l'opposition s'oppose simplement au projet de loi uniquement pour exciter la réaction du public en périodes électorales.

C'est le temps plus que jamais de faire quelque chose. L'argutie que rien ne presse ne vaut donc rien. Il n'est pas raisonnable de laisser inexploré et improductif la moitié du territoire de la province de Québec. On devrait féliciter le gouvernement au lieu de le blâmer de faire aujourd'hui ce que les gouvernements antérieurs auraient dû faire depuis bien longtemps.

Quant au bill lui-même, personne n'a été pris par surprise, puisqu'il est distribué depuis trois semaines et que le gouvernement a donné des fins de semaine aux députés pour l'étudier.

Mon gouvernement n'a pas augmenté l'étendue de la concession faite par le gouvernement précédent. La concession actuelle de 3,900 milles carrés est de même étendue que celle qu'on avait concédée à la même compagnie en 1942 par le permis numéro 4676.

Quand on avance que la compagnie laisse tomber 1,700 milles carrés de territoire déjà exploré, on ne fait que confirmer ce qui a déjà été avancé, à l'effet que c'est une affaire où la compagnie prend tous les risques et non la province. Elle a déjà exploré 1,700 milles carrés sans rien trouver, la preuve en est là.

Si, comme l'a dit le député de Laurier, l'on a trouvé que la moitié d'un pareil territoire ne valait pas cher, puisqu'on ne trouve pas de minéral sur toute la grandeur de la concession, cela montre qu'il y a des risques énormes dans l'entreprise.

L'honorable député de Sainte-Anne a dit que parce que les lignes ne sont pas tirées de façon définitive, que l'on ne devrait pas permettre d'explorer. Ce n'est pas un argument sérieux. C'est la première fois que j'entends dire qu'on ne peut commencer à développer un territoire parce que les lignes ne sont pas fixées.

À l'heure actuelle, le Nouveau-Québec est connu. C'est un territoire de 345,000 milles carrés en chiffres ronds. Va-t-on prétendre que nous ne savons pas où nous sommes dans un tel territoire? Je comprends qu'il puisse, parfois, s'élever des difficultés quand il s'agit de deux propriétés contiguës grandes comme la main, mais pas dans le cas d'un territoire aussi vaste que celui-là. Une tranche de 300 milles carrés sur un si vaste territoire n'a rien de bien dangereux pour les limites de la province. Il n'est pas nécessaire qu'il y ait de bornage avant le commencement des explorations. Retarder les travaux, ce serait admettre que nous ne savons pas que nous sommes chez nous.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le premier ministre ne croit pas à cela sérieusement?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le permis est accordé à la Hollinger, une compagnie incorporée en vertu des lois québécoises et soumise par conséquent à notre juridiction, ce qui est de nature à prévenir bien des difficultés. Les opérations de compagnies non incorporées dans la province ont en effet occasionné de nombreuses et coûteuses procédures.

Cela ajoute au contrôle que la Législature et le gouvernement peuvent exercer. Le droit d'explorer oblige en outre la compagnie à tirer des lignes, à faire une reconnaissance des lieux, à prendre des photographies aériennes et à communiquer gratuitement ses renseignements à la province. Ces travaux seront un actif précieux pour la province. Ils permettront d'obtenir pour rien une foule de renseignements

importants et la délimitation des frontières qui n'est pas faite.

(Applaudissements à droite, mouvements divers à gauche)

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): Ce que le premier ministre ne veut pas comprendre c'est ceci. J'ai demandé pourquoi on se hâtait de concéder ce dont on ne connaît pas la frontière. Même si le territoire de l'Ungava est vaste, cela ne change rien au fait qu'il doit y avoir une délimitation de frontières.

Comme la Hollinger et la Labrador Exploration, les deux compagnies jumelles, ont des concessions contiguës à la frontière, du côté du Labrador terre-neuvien, il est intéressant pour la province de Québec de savoir ce qu'elles font et ce que le gouvernement concède exactement.

Nous ne le savons pas. On dit: "Rien n'a été fait et pourquoi empêcher le gouvernement d'agir". Évidemment, le premier ministre a raison de déplorer que, depuis 50 ans, aucun gouvernement n'a accompli son devoir, aucun n'a jusqu'ici songé à faire explorer et à développer cette région que nous savons très riche depuis les explorations de M. Low en 1895.

Mais, faut-il nécessairement aller à la course aujourd'hui après 50 ans d'inaction? À la course, non pas pour sauvegarder les intérêts de la province, mais pour protéger les gens de la Hollinger. L'action hâtive du gouvernement fera perdre beaucoup à la province mais rien à la Hollinger parce que la province ne sait pas ce qu'elle donne.

M. Hartt (Montréal-Saint-Louis)⁶: Le premier ministre se scandalise parce que le Nouveau-Québec n'a pas été développé depuis 79 ans. Il vaut mieux qu'il ne l'ait pas été dans les conditions que l'on nous demande d'approuver. Paul-Émile Lamarche, ancien député fédéral de Nicolet, disait en parlant du Règlement XVII d'Ontario: "Je suis pour le rapprochement des provinces de Québec et de l'Ontario, mais côte à côte et non pas une province par-dessus l'autre".

Je suis pour le développement du Nouveau-Québec mais, il y a la manière. Pas par un monopole par-dessus la province. Le gouvernement continue la série des grands scandales des régimes tories et le premier ministre ne réalise pas ce fait. C'est un gouvernement tory qui a fait le scandale du Pacifique. C'est un nouveau régime tory qui nous offre le scandale de l'Ungava.

La Compagnie Hollinger fait des affaires à l'aide d'un papier obtenu du secrétaire de la province

appelé une charte, mais elle vend ses parts sur les marchés publics pour obtenir de l'argent. La Compagnie Hollinger a exploré l'Ungava au moment où ils obtenaient des droits de Terre-Neuve pour le Labrador.

Si le premier ministre veut absolument donner l'Ungava, qu'il le donne à des Canadiens français sans fortune, mais pas à la Hollinger Exploration, subsidiaire de la Hollinger Mining Consolidated. En 1943, M. Hanna a acheté la moitié des intérêts de la Hollinger.

Je me demande si le ministre des Mines connaît M. Hanna. Il est tellement puissant que ni les Rockefeller ni les Morgan des États-Unis n'osent y toucher. Il possède 14 aciéries et dirige l'industrie sidérurgique aux États-Unis. Il est à la tête de la United States Steel Company et de la Bethlehem Steel Corporation et détient des lettres patentes de natures différentes. Et notre ministre des Mines aurait roulé M. Hanna dans cette transaction? Il est naïf et il transige en toute innocence des faits. Allons donc!

Il y a des compagnies canadiennes qui sont prêtes à payer le double de ce que paie la compagnie Hollinger. Cette transaction est le plus grand scandale de l'histoire du Canada. Le premier ministre rit. Rira bien qui rira le dernier.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Je n'ai jamais vu pareil coup de théâtre!

M. Hartt (Montréal-Saint-Louis): Mon honorable ami n'a pas vu grand-chose. Lorsque les promoteurs de cette entreprise, un halo sur la tête et déployant leurs ailes, lorsque les anges de la Hollinger sont tombés du ciel au Labrador, ils ne pensaient jamais qu'on leur permettrait de choisir les 3,900 milles de leur concession. Ils ont découvert que sur une étendue de 1,700 milles il n'y avait rien et ils ont dit au gouvernement de Québec: "Enlevez-nous ça et donnez-nous autre chose".

Parce qu'un homme est marié à une Canadienne française, est-ce une raison pour lui concéder 3,900 milles carrés de territoire? Tout le monde sait que les pétitionnaires qui obtiennent une charte pour une compagnie ne sont que des prête-noms.

Est-ce qu'on sait qui constitue cette compagnie Hollinger? Dans le *Canadian Mining*, on déclare que les intérêts Hanna, de Cleveland, Ohio, ont acheté la moitié des intérêts de la Hollinger en 1943.

La compagnie Hollinger North Shore Exploration, incorporée dans la province de Québec

comme dit le premier ministre, c'est une façade, du "fake". C'est un camouflage d'intérêts étrangers pour exploiter le Québec. Et on lui donne un empire. Quelle garantie a la province dans ces conditions?

L'honorable M. Robinson (Brome): C'est faux. L'honorable député vient de faire un énoncé tout à fait erroné et faux. La compagnie Hanna possède certains intérêts, mais c'est la compagnie Hollinger qui a le contrôle.

M. Hartt (Montréal-Saint-Louis): C'est vrai et j'ai un article de *Canadian Mines Hand Book*, 1945, qui confirme ce fait. Si le ministre des Mines l'ignore, je le lui apprend.

L'honorable M. Robinson (Brome): Je répète que l'affirmation de l'honorable député est fautive et je demande qu'il retire ses paroles. S'il lisait plus loin dans le livre qu'il a consulté, il découvrirait que la Compagnie Hollinger a le contrôle et non pas M. Hanna.

M. Hartt (Montréal-Saint-Louis): Je ne retirerai pas un mot parce que j'ai dit la vérité.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures.

Deuxième séance du 19 mars 1946

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 8 h 15.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:

Loi du régime de tenure

M. Chartier (Saint-Hyacinthe) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 203 modifiant la loi des constitués ou du régime de tenure dans certains districts électoraux.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi concernant les mécaniciens en tuyauterie

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 32 modifiant la loi concernant les mécaniciens en tuyauterie.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi de l'électrification rurale

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 33 modifiant la loi de l'électrification rurale.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Saint-Hilaire-de-Dorset

L'honorable M. Tardif (Frontenac) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 34 concernant la municipalité de la paroisse de Saint-Hilaire-de-Dorset.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Extension des lois provinciales

L'honorable M. Lorrain (Papineau) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 36 étendant l'application des lois provinciales à certaines compagnies.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi des ingénieurs civils

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 200 modifiant la loi des ingénieurs civils soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité permanent des bills publics en général.

**Commission des écoles catholiques
de Verdun**

M. Ross (Montréal-Verdun) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 157 concernant la Commission des écoles catholiques de Verdun soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Succession
François-Xavier Beaudry**

M. Tellier (Montcalm) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 123 relatif à la succession de feu François-Xavier Beaudry soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Loi
du Barreau**

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 202 modifiant la loi du Barreau soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Paul Radakir

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 160 autorisant la corporation des ingénieurs professionnels de Québec, à admettre Paul Radakir à la pratique du génie civil après examen.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 160 sans l'amender.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Pères du Saint-Esprit

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité

plénier pour étudier le bill 163 constituant en corporation la congrégation missionnaire des pères du Saint-Esprit.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 163 sans l'amender.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Succession
Miriam Hadley Belasco**

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 126 concernant la succession de feu Miriam Hadley Belasco.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 126 sans l'amender.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Développement minier et industriel
dans le Nouveau-Québec**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le projet de résolutions relatives au bill 20 pour faciliter le développement minier et industriel dans le Nouveau-Québec.

En comité:

Présidence de Maurice Tellier (Montcalm)

Le comité poursuit l'étude du projet de résolutions soumis par le représentant de Brome (l'honorable M. Robinson).

Le comité poursuit l'étude de la résolution 1 qui se lit comme suit.

1. Que le ministre des Mines soit autorisé à accorder à Hollinger North Shore Exploration Company, Limited, en remplacement du permis spécial numéro 4676 qu'elle détient, un permis spécial de recherches minières aux conditions déterminées aux résolutions 3 à 7, sur les terres de la couronne désignées dans l'annexe des présentes résolutions et que le terrain sur lequel portera ce permis de recherches minières n'excédera pas en superficie trois mille neuf cents milles carrés.

L'honorable M. Robinson (Brome) nie que les intérêts Hanna possèdent la moitié des parts de la Hollinger. Le député de Saint-Louis a mal interprété les énoncés dans le *Mines Hand Book*, car à la page 110 de ce livre, il est clairement indiqué que la Hollinger North Shore Expedition Company était une filiale de la Hollinger Consolidated Gold Mines, Ltd., et qu'en 1943, Mark Hanna est devenu un associé de la Hollinger Consolidated. Le député de Saint-Louis a délibérément mal cité ces énoncés.

Comme preuve supplémentaire, le dernier rapport de la Hollinger Consolidated Gold Mines Company fait référence à la Hollinger North Shore Exploration Company et mentionne que la Hollinger Consolidated détient un bloc de contrôle dans la compagnie d'exploration. Le gouvernement n'a rien à cacher.

M. Hartt (Montréal-Saint-Louis): C'est moi qui ai la parole et je déclare que M. Mark Hanna, de Cleveland, s'est emparé des mines de la province de Québec. Je défie le ministre de dire le contraire. Combien d'actions de la Hollinger Exploration M. Hanna détient-il?

L'honorable M. Robinson (Brome) ne répond pas.

Le ministre vient de prouver ce que j'affirme, à savoir que Hollinger n'est que la façade des Hanna. Le ministre admet que la compagnie Hanna est associée à la Hollinger, mais il ne dit pas dans quelle proportion. Ce sont des choses qu'on devrait savoir. Le gouvernement prétend ne rien connaître du territoire à explorer.

D'après mes renseignements, les Hanna contrôlent 50 % des intérêts de la Hollinger, ce qui fait qu'ils seront propriétaires de 50 % du territoire que nous cédon à la Hollinger. Ça ne faisait rien

qu'il soit maintenant indiqué clairement dans l'énoncé du ministre que c'était à la Hollinger et à son groupe de Timmins que la grande richesse de la province était donnée.

Le député de Brome (l'honorable M. Robinson) n'a pas été capable de répondre lorsqu'un point d'ordre a été soulevé et le premier ministre a été obligé de l'aider. À la lumière de l'énoncé du ministre, ce que j'ai dit cet après-midi est vrai, notamment que la Hollinger North Shore Exploration Company était seulement une façade pour la Hollinger Consolidated Company. Pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas fourni ce renseignement à la Chambre avant? Pourquoi a-t-il fallu la lui soutirer?

L'honorable M. Robinson (Brome): Si le député avait écouté lorsque j'ai parlé la semaine dernière pendant une heure et demie, il aurait su ce qu'on lui disait présentement: la Mark Hanna Company est intéressée dans ce développement⁷.

M. Hartt (Montréal-Saint-Louis): La richesse minière de la région est connue des capitalistes, si elle ne l'est pas du gouvernement. Il cite à ce sujet le *Canadian Mining Revue*. J'ai ici, avance-t-il, un rapport de la Hollinger où il est dit qu'en 1944, la compagnie a exploré les 3,900 milles carrés de territoire concédé en 1942, qu'elle y a trouvé non seulement du minerai de fer de la meilleure qualité, mais encore du zinc, du cuivre et des métaux précieux. Le gouvernement devrait tout de même savoir cela. Ce sont des rapports publics. Hollinger ne fait que s'assurer le terrain. On vendra les parts à ceux qui sont sur la liste des "suckers".

Il revient sur ce qu'a dit le député de Montréal-Sainte-Anne (M. Guérin) à propos des frontières Terre-Neuve-Québec au Labrador, là où la Hollinger explore, qui ne sont pas encore délimitées. J'espère, dit-il, que les intérêts de la province seront sauvegardés dans cette délimitation.

Que le gouvernement retire son bill et je suis prêt, s'il m'accorde un délai de trois mois, à organiser dans la province de Québec une compagnie qui assumera l'entreprise et qui rapportera trois fois plus à la province⁸.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Vous auriez dû l'organiser de 1939 à 1944.

M. Hartt (Montréal-Saint-Louis): Jamais le chef du Parti libéral n'aurait fait pareille transaction quand il était au pouvoir.

(Applaudissements prolongés à gauche)

Le Parti libéral n'acceptera jamais le présent projet de loi. Quand nous reviendrons au pouvoir, nous insisterons auprès de notre chef pour qu'il mette fin à ce contrat qui met pour l'éternité les richesses de la province au service d'une compagnie de Cleveland.

M. Chaloult (Québec): Je n'approuve pas plus le gouvernement d'avoir présenté un tel projet de loi après avoir tant critiqué ce qu'ont fait les libéraux, que je n'approuve les libéraux de critiquer une résolution accordant un permis d'exploration de la même nature que celui qu'ils ont eux-mêmes accordé en 1942. Le député de Saint-Louis prétend que les libéraux vont abroger la loi s'ils reviennent au pouvoir. Il devrait pourtant savoir que, si le Parti libéral revient au pouvoir, il va maintenir le bill dans son intégrité. La compagnie saura bien faire jouer la caisse électorale.

J'admets qu'il faut exploiter nos richesses naturelles, mais je suis contre la résolution à l'étude parce que le territoire de 3,900 milles carrés qu'on donne à explorer est trop étendu, parce qu'il donne un droit exclusif à la Hollinger de faire des explorations, de sorte que si l'on trouve de l'or ou du cuivre, la découverte va profiter à la compagnie et non à la province, et parce qu'on concède à la Hollinger le meilleur terrain minier de l'Ungava. La province aurait dû conserver des droits de recherche sur le même territoire concurrentiellement avec la compagnie. La compagnie sait où elle va à la suite des explorations faites par ses ingénieurs.

Si la compagnie a couru des risques, elle n'en court plus. C'est elle qui va dicter les lois de la province. Le premier ministre a fait grand état du fait que la Hollinger est incorporée suivant les lois de la province. Oui, mais c'est là une protection illusoire car, dans l'ensemble, nos législations concernant les ressources naturelles sont habituellement dictées⁹ à la province par les compagnies qui veulent exploiter nos ressources par l'entremise d'avocats experts et amis du pouvoir.

Il ne faut pas être naïf. Quand il en coûte plus de \$100,000 à un seul parti pour une petite élection complémentaire, comme on l'a vu récemment, il faut bien que les grosses compagnies souscrivent. Qui fournit le \$1,000,000 que coûte une élection générale si ce n'est les grosses compagnies?

Je ne vise pas les hommes publics, et en particulier le premier ministre et le chef de l'opposition, mais j'affirme que derrière eux, il y a toute une organisation qui établit les contacts avec les compagnies pour en obtenir les contributions à la caisse. Ça se fait généralement dans les coulisses et

les chefs de partis n'en ont pas directement connaissance, mais personne en cette Chambre ne niera que c'est ce qui se passe. La loi des compagnies chez nous est destinée à protéger les exploiters contre les exploités. Il faudrait la refondre de fond en comble.

M. Larivière (Témiscamingue): Les membres de l'opposition tentent d'exposer le côté négatif de la question quand ils ne font pas d'obstruction. J'invite les députés de la gauche à visiter des mines afin de pouvoir parler en connaissance de cause.

Il ne faut pas oublier que l'exploration et l'exploitation des régions minières coûtent beaucoup d'argent. La compagnie prend des risques très grands, plus grands que d'autres compagnies minières qui opèrent dans des endroits plus rapprochés des marchés. Les quelques profits qui peuvent être obtenus de ce projet seront un gain certain pour la province. C'est pour cette raison que le gouvernement lui a fait des conditions particulières.

L'avenir, seul, dira si nous avons eu tort ou raison. Nous voulons développer un territoire resté jusqu'ici inaccessible. L'exploration du Nouveau-Québec est loin d'être complète. Il cite le cas de la mine Quémont, à 1,000 pieds de la Noranda. À cet endroit, dit-il, la Noranda a commencé des travaux puis les a abandonnés. La Quémont s'est mise à l'œuvre à son tour et dans l'espace d'une année, ses parts sont passées de \$0.22 à \$22.

Le gouvernement fait une excellente affaire en accordant la concession actuelle à la Hollinger. La mesure contribuera à fournir du travail à nos ouvriers, pendant la période de reconstruction d'après-guerre, et à pallier la prochaine période de chômage. En 1944-1945, les 22 mines de la province ont rapporté au Trésor provincial \$1,600,000. Si l'entreprise ne réussit pas, la province n'aura rien perdu.

M. Drouin (Abitibi-Est) reproche au premier ministre ses réponses évasives et ses tergiversations. La Chambre a appris avec étonnement aujourd'hui que le territoire que l'on concède n'est pas borné, dit-il. Le gouvernement est borné mais la concession qu'il donne ne l'est pas encore! C'est incroyable. Je félicite le député de Montréal-Sainte-Anne d'avoir fait cette révélation à la Chambre.

Le premier ministre a répondu: "C'est la compagnie qui va fixer les bornes et ça ne nous coûtera rien". Je crois à l'honnêteté des promoteurs, mais il n'est pas juste que le gouvernement se fie à une compagnie pour fixer les bornes d'un territoire qui est une des grandes richesses de la province.

(Applaudissements)

La déclaration du premier ministre m'a vraiment étonné. La compagnie qui obtient dans l'Ungava le plus riche territoire minier de la province de Québec opère chez nous et chez nos voisins de Terre-Neuve. En effet, la Labrador Mining a des concessions contigües à celles de la Hollinger et leurs intérêts sont communs.

Le premier ministre nous a déclaré sérieusement cet après-midi qu'il abandonnait à la compagnie le soin de délimiter nos frontières au Labrador et que le gouvernement recevrait ainsi des renseignements précieux qui ne lui coûteraient rien. Si la Hollinger travaille à la fixation des frontières, comme il le prétend, elle le fera dans le sens de ses intérêts.

Je crains que la province ne retire pas tout ce qu'elle est en droit d'attendre de ces immenses richesses. Si la compagnie décrète elle-même que des gisements, qui appartiennent normalement à la province de Québec, sont sis dans Terre-Neuve et non dans la province, les renseignements précieux et complémentaires qu'elle fournira au gouvernement pourraient coûter bien cher à la province.

La Hollinger a changé elle-même les lignes de son territoire de 3,900 milles carrés concédé en 1942 parce que, d'après la carte géologique faite par le fédéral, la zone minéralisée va du sud au nord alors que sa concession allait de l'ouest à l'est¹⁰. Grâce à ce système, la compagnie met la main sur la plus riche bande minéralisée du territoire, qui occupe par ailleurs un espace assez limité dans l'ensemble du territoire du Nouveau-Québec.

Le gouvernement me paraît ajouter à sa compétence dans cette transaction une incroyable naïveté. Il est enfantin de sa part de nous dire qu'il concède un tout petit territoire quand c'est tout le territoire minier de la région qu'il donne.

Je veux attirer l'attention du gouvernement sur une déclaration faite par le ministre des Mines du Canada, l'honorable M. Glen¹¹, qui a dit que le fédéral bâtirait un chemin de fer de 400 milles pour assurer le développement des mines de Yellowknife dans l'Ouest. Si Ottawa a donné \$5,000,000 à l'Ontario pour un développement minier et va bâtir un chemin de fer de 400 milles, pourquoi le gouvernement de Québec n'a-t-il pas obtenu sa collaboration pour la construction du chemin de fer du Nouveau-Québec?

(Applaudissements à gauche)

J'ai reçu des messages de plusieurs prospecteurs et de gens qui s'occupent de l'industrie minière, protestant contre le projet du gouvernement qui leur ferme ce territoire de l'Ungava et

approuvant la lutte de l'opposition. On dit que la Hollinger va dépenser \$200,000,000. Ces gens sont convaincus qu'elle ne dépensera probablement pas \$100,000,000. Le gouvernement s'est emballé et il s'est fait rouler.

Dans le domaine des mines, nous ne sommes plus au temps de nos grands-pères. Les temps sont changés, mais nos amis d'en face ont gardé des vieilles et mauvaises habitudes du passé.

(Applaudissements à gauche)

Il y a 25 ans, il était difficile d'atteindre le Labrador et impossible de faire de la prospection dans ce territoire glacial. Mais, l'avion a maintenant rendu le voyage facile. Aujourd'hui, les prospecteurs sont disposés à y aller avec leur propre avion. Le ravitaillement a cessé d'être un problème presque insoluble. Comme conséquence, un grand nombre de gens de mine seront intéressés à aller dans le Nouveau-Québec et ne pourront le faire.

La population de la province appuie la bataille que font les députés libéraux sur cette question. Nous sommes sûrs d'avoir le peuple avec nous. Si le gouvernement faisait une élection sur la concession accordée à la Hollinger, il serait balayé du pouvoir.

(Applaudissements prolongés à gauche)

M. Sabourin (Vaudreuil-Soulanges): Je me suis aperçu que du côté des conservateurs, on ne prenait pas la part des cultivateurs.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'Union nationale n'a pas pris la part des cultivateurs: elle la leur a laissée.

M. Sabourin (Vaudreuil-Soulanges): Je veux discuter l'aspect agricole de la question. M. l'Orateur, j'entends parler des mines de fer, des mines de cuivre, des mines de zinc de l'Ungava. Il y a des mines plus importantes que celles-là pour la classe agricole et je suis surpris que les trois ministres de l'Agriculture ne nous en aient pas dit un mot encore; ce sont ce que j'appellerai des "mines agricoles". L'ouverture du nord du Québec intéressait beaucoup les agriculteurs. L'Ungava pourrait s'avérer devenir une vraie mine d'or en fertilisants chimiques pour les agriculteurs du Québec.

(Applaudissements à gauche et dans les galeries)

M. Riendeau (Napierville-Laprairie): Des mines de fromage?

M. Sabourin (Vaudreuil-Soulanges): Les mines de fromage, on en parlera la semaine prochaine. Au lieu de m'interrompre, M. Riendeau, vous devriez suivre mon exemple et revendiquer les droits des cultivateurs dans les richesses du Nouveau-Québec.

M. Riendeau (Napierville-Laprairie): Je soulève un point d'ordre. Un député n'a pas le droit de m'appeler par mon nom.

M. Sabourin (Vaudreuil-Soulanges): Si le député de Napierville-Laprairie a honte de son nom, je retire mes paroles.

(Applaudissements à gauche)

Le gouvernement a complètement négligé les cultivateurs dans l'affaire du Nouveau-Québec. Des études approfondies ont été faites sur les richesses agricoles de cette partie de la province. J'ai parlé de mines agricoles en me basant sur un rapport de M. Eugène Leroux, ingénieur de mon comté, qui nous a appris des choses bien intéressantes. On a trouvé, par exemple, dans l'Ungava, du carbonate de chaux d'une valeur supérieure.

D'après l'ouvrage de M. G. A. Young¹², géologue, sur les ressources minérales du Canada, il y a dans l'Ungava non seulement du carbonate de chaux, mais aussi des engrais chimiques en quantité, des écaïles d'huître et du soufre, de l'alumine d'oxyde de fer, du nitrate d'ammoniaque, des acides insolubles des phosphates d'ammoniaque, du muriate de potasse, de la pierre à chaux.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Pourquoi alors n'avez-vous pas exploité ces produits?

M. Sabourin (Vaudreuil-Soulanges): Mais nous ne les avons pas vendus aux syndicats américains.

M. Riendeau (Napierville-Laprairie): C'est pour cela que nous voulons ouvrir le Nouveau-Québec.

M. Sabourin (Vaudreuil-Soulanges): Pourquoi le député de Napierville-Laprairie n'en a-t-il pas parlé avant que je me lève?

(Applaudissements à gauche)

Il n'y a même pas pensé. Je demande au gouvernement de s'occuper de ces richesses minérales qui peuvent être un si grand secours pour les cultivateurs. Je me demande s'il sera possible d'exploiter ces mines agricoles au bénéfice des

cultivateurs. Autrefois, il fallait importer d'Europe des engrais chimiques au coût de \$125 la tonne. Si le gouvernement décide de s'occuper des cultivateurs, on obtiendrait ces engrais pour moins de \$10 la tonne.

M. Riendeau (Napierville-Laprairie): Le chemin de fer qui sera construit nous permettra justement de les faire venir.

M. Sabourin (Vaudreuil-Soulanges): Pourquoi le député n'a-t-il pas parlé avant moi, s'il est si bien renseigné? La résolution parle d'exploration et le premier ministre ne veut pas que nous parlions d'exploitation. Ce n'est pas de l'exploration que l'on fait là-bas, mais nous savons que ce projet va assurer l'exploitation du peuple de la province de Québec par un monopole américain.

(Applaudissements prolongés à gauche)

M. Francoeur (Montréal-Mercier): Le premier ministre et ses amis renient leurs engagements passés. Si la compagnie dépense \$200,000,000, ce sera peu de chose pour elle, après tout, car ses revenus de l'exploitation des gisements miniers atteindront peut-être de \$1,000,000,000 à \$2,000,000,000 par année. Il est peu important de savoir si les MM. Timmins et leurs collègues parlent ou non le français. Ce qui est certain c'est qu'ils parlent des langages que le gouvernement comprend.

Cette loi ne protège pas les intérêts de la province de Québec. Les gens de l'Union nationale et d'autres en cette chambre se disent pourtant les sauveurs du patrimoine national. Le gouvernement pourrait lui-même exploiter les mines de l'Ungava. Son effet de la loi sera de transporter aux États-Unis du minerai pris dans la province de Québec. Je défie le premier ministre de soumettre cette question au peuple.

M. le président rappelle à l'ordre le député de Montréal-Mercier à de nombreuses reprises. Il menace même de faire rapport à l'Orateur.

M. Francoeur (Montréal-Mercier): Le député de Québec-comté et même le député de Laurier ont parlé de la caisse électorale. Le premier ministre les a écoutés sans dire quoi que ce soit, malgré les engagements pris dans le passé. Il (M. Francoeur) accuse le gouvernement d'avoir passé cette loi au profit de sa caisse électorale. Il n'y a pas de doute que le bill représentait un bon marché pour la caisse électorale du gouvernement de l'Union nationale.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Depuis l'ouverture du débat, les orateurs de l'opposition ont cru bon de faire des attaques de toutes sortes contre le projet de loi et contre le gouvernement qui l'appuie. Tout en craignant de porter des accusations claires et précises contre les membres du cabinet, certains orateurs ont insinué de sombres et obscurs complots qui trahiraient les intérêts de la province en retour de profits honteux.

Si un député, quel qu'il soit, se sent le courage de porter des accusations précises au sujet des fonds électoraux et de leur provenance, qu'il le fasse. Nous allons lui fournir tous les avantages d'une enquête. Mais, s'il ne réussit pas à prouver ses accusations, il en subira les conséquences.

M. Francoeur (Montréal-Mercier): Je ne doute pas de la sincérité du premier ministre. Je souligne seulement ce qu'ont dit les députés de Québec-Comté et de Laurier.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Ils sont ici tous les deux.

M. Chaloult (Québec): Je n'ai pas chargé le député de Laurier d'exprimer ma pensée. Si on me permet, je ferai remarquer à cette Chambre que j'ai bien spécifié, tout à l'heure, que je ne mettais pas en doute l'intégrité du premier ministre ou celle du chef de l'opposition.

J'ai parlé de la provenance des fonds électoraux d'une façon générale. J'ai dit lors du débat que le gouvernement avait fait des concessions extravagantes au cours des dernières années et que ces concessions avaient sans aucun doute favorisé les fonds électoraux. J'ai dit que d'ordinaire, c'étaient les grandes compagnies qui alimentaient les partis politiques et que ces partis ne s'alimentaient pas autrement. Cela peut très bien se faire à l'insu du chef de ces partis.

M. Francoeur (Montréal-Mercier): Laissons le gouvernement avoir une commission d'enquête parlementaire sur le projet de loi présenté à la Chambre. Laissons le premier ministre avoir le courage de nous accorder une enquête royale sur ce bill.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Royale ou démocratique, peu importe. L'enquête que vous voudrez. Si quelqu'un de sérieux veut porter des accusations précises, nous allons lui donner une enquête impartiale et s'il ne peut pas prouver, et il ne le pourra certainement pas, il en subira toutes les conséquences.

J'irai plus loin. Si le député de Québec-Comté, le député de Laurier ou tout autre député de la Chambre peut prouver que, de près ou de loin, dans cette affaire il a été question de fonds électoraux ou de quelque chose d'incompatible avec l'intérêt public, je lui donnerai non seulement une enquête de son choix, mais je me retirerai de la vie publique.

M. Chaloult (Québec): Je ne parle pas du cas présent et je n'en ai pas parlé. J'ai remonté dans le temps et j'ai parlé des concessions faites pour cette compagnie-ci et cette compagnie-là.

Le premier ministre sait bien que la preuve de la provenance des fonds électoraux est impossible à faire. Tout le monde sait cela. Mais tout le monde sait également que l'argent de la caisse électorale, ça vient de quelque part. Les élections coûtent cher et les fonds électoraux viennent nécessairement des grandes compagnies et de nulle part ailleurs. Malheureusement, c'est impossible à prouver.

M. Francoeur (Montréal-Mercier) recommence de nouveau.

M. le président rappelle de nouveau à l'ordre le député de Montréal-Mercier et l'avertit pour la dernière fois qu'il allait être rapporté à l'Orateur. Il demande fermement au député de traiter la référence au fonds électoral comme un incident et de ne pas faire d'autres références à ce sujet, étant donné que ce fait ne se rapporte pas à la résolution numéro 1.

M. Francoeur (Montréal-Mercier): Si le premier ministre veut défendre sa réputation, un simple député comme moi a le droit de le faire aussi. Ce n'est pas moi qui ai soulevé cette question de caisse électorale, ce sont les députés de Laurier et de Québec-Comté. On en a déjà fait des enquêtes. On a même parlé d'agrandir les prisons. Qu'en est-il résulté?

Cette compagnie ne peut inspirer confiance. On mentionne les noms des directeurs. Il y en a d'autres que nous nommerons en temps et lieu. Il (M. Francoeur) aimerait connaître tous ceux qui sont intéressés dans cette entreprise.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Qu'on les donne ces noms. S'il y a à gauche des hommes, qu'ils se lèvent en hommes et qu'ils disent seulement ce qu'ils ont à dire une fois pour toutes et qu'ils cessent de procéder par insinuation.

M. Godbout (L'Islet): Je ne comprends pas l'intervention du premier ministre. Il en connaît

comme moi des noms d'autres directeurs. Nous n'attaquons aucun député personnellement. Ce que le député veut dire c'est que le gouvernement est en train de sacrifier les intérêts de la province de la façon la plus éhontée qu'on n'ait jamais vue.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Si le chef de l'opposition a du courage, qu'il porte donc des accusations précises. Nous allons lui donner une enquête et c'est lui qui va être pris.

M. Godbout (L'Islet): Je ne porte pas d'accusations contre le premier ministre, mais j'affirme que le gouvernement aura manqué à son devoir plus que n'importe quel autre gouvernement s'il ne change pas sa loi qui nous lie pour un siècle à un syndicat. Jamais les intérêts de la province n'ont été plus sacrifiés que par cette transaction.

Le premier ministre peut essayer de détourner l'attention du public en faisant croire qu'il est personnellement attaqué. Nous n'avons attaqué personne en cette Chambre. Quand a-t-il vraiment été attaqué dans cette législation maintenant présentée devant la Chambre et, indirectement, devant le gouvernement? Il ne réussira pas à tromper le peuple.

S'il n'est pas au courant des conditions existantes, qu'il fasse une enquête plus approfondie. S'il est au courant, je n'ose qualifier sa conduite. Nous donnons, avec ce projet de loi, pour un siècle et nous donnons pour une bouchée de pain, pour une chanson, la moitié de nos ressources minières à des étrangers.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le chef de l'opposition est loin de la vérité. Un mot seulement pour montrer comment il s'emballe et s'énervé comme d'habitude. Il vient de dire que le bill cède la moitié de nos richesses. Or, l'Ungava ne représente pas la moitié de la province. Le territoire minier mentionné dans le bill ne représente que 9 % d'un dixième de la concession faite. C'est loin d'être la moitié de la province.

M. Godbout (L'Islet): Quand je dis que le gouvernement sacrifie la moitié de nos richesses minières, je me base sur des rapports que le premier ministre doit posséder. Ce n'est qu'une partie de l'Ungava qu'on donne, bien entendu, mais c'est tout l'Ungava minier. Si l'on prend tout le territoire minier de la province exploité actuellement, cela ne comprendrait peut-être pas 300 milles carrés. Mais toutes nos richesses sont là.

Je sais qu'il cède une infime partie d'un grand territoire, mais un territoire où des experts de la compagnie disaient que tout le district minier du Nord-Ouest ne valait rien en comparaison de la partie du Nouveau-Québec qu'on est en train de concéder. Ils ont découvert qu'il y avait des milliers de tonnes de minerai par pied carré, à cause de l'énorme profondeur du gisement. La valeur des mines ne se mesure pas par l'étendue du terrain. Il y a place pour 150 mines dans ce territoire.

Il a été dit par les Libéraux et d'autres membres de l'opposition que le bail est scandaleux et injuste et qu'il constitue une trahison envers la province par ceux qui ont promis de la protéger contre les trusts.

Rien de plus et rien de moins n'a été dit par les orateurs du Parti libéral. C'est tout et le premier ministre ne peut rien dire de plus pour détruire ce fait.

M. Francoeur (Montréal-Mercier): L'opposition veut de l'action, au bénéfice des ouvriers. Autrement, nous resterons toujours des scieurs d'eau et des porteurs de bois.

Les députés rient de bon cœur.

M. Francoeur (Montréal-Mercier) veut s'expliquer, dit-il, le scieur d'eau, c'est le gouvernement, et le porteur de bois c'est le Canadien français et ça va continuer longtemps. Ce bill est le plus inique jamais présenté à la Législature de Québec.

M. Leduc (Laval): L'opposition veut, aussi bien que le gouvernement, développer nos ressources naturelles. On diffère seulement d'opinion sur les moyens à prendre. Je regrette que le gouvernement donne un privilège exclusif à une compagnie.

Je voudrais que le ministre des Mines continue des recherches intensives dans la région pour l'avenir. Qu'il fasse lui-même les explorations des richesses, pour que nous sachions ce que nous donnons.

Ce droit exclusif va détruire tout le travail du ministère des Mines dans les années qui vont suivre. Le gouvernement, en tentant de faire croire qu'il s'agit d'une petite affaire, veut jeter de la poudre aux yeux de la population. Il y aurait certainement moyen de sortir de cette transaction quelque chose de mieux que ce qu'il y a dans cette loi.

(Applaudissements prolongés à gauche)

L'honorable M. Robinson (Brome): La compagnie Hollinger a fait jusqu'à présent des explorations pour \$340,000 dans le Nouveau-Québec.

M. Roberge (Lotbinière): Le gouvernement n'a pas de chiffres précis sur la valeur de la concession. Il possède si peu de renseignements que la Chambre ne peut pas se prononcer en connaissance de cause. Si cette donnée est vraie, le gouvernement procède à l'aveuglette et, dans les circonstances, c'est le devoir de l'opposition de demander que l'on retarde l'adoption des résolutions et du projet de loi.

Je veux donner au gouvernement l'occasion de rassurer la population en modifiant son projet et je propose en amendement à la première résolution "que l'adoption de cette loi soit retardée et que le permis soit accordé seulement après que le ministre des Mines ait pu se rendre compte, par ses officiers¹³, de la richesse des gisements miniers de la partie concédée".
(Applaudissements prolongés à gauche)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Cet amendement est irrégulier et je soulève un point d'ordre. Il s'agit d'une clause affectant les revenus de la province. Seul un ministre a le droit d'apporter un amendement à une résolution de ce genre. L'honorable député de Lotbinière ne peut se substituer à un ministre de la couronne pour demander le rejet des résolutions. L'amendement, comme la résolution elle-même, doit être soumis au lieutenant-gouverneur, ce qui n'a pas été fait.

M. Roberge (Lotbinière): Les règlements permettent certainement à la Chambre de rejeter des résolutions qui sont contraires aux intérêts de la province.

M. le président déclare la motion d'amendement irrégulière.

M. Roberge (Lotbinière) en appelle de la décision du président.

M. le président rédige un rapport qu'il transmet à l'orateur.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président: M. l'Orateur, au cours du débat sur la résolution no 1 du bill 20, l'honorable député de Lotbinière (M. Roberge), secondé par l'honorable député d'Abitibi-Est (M. Drouin), propose un amendement à la résolution no 1.

L'honorable premier ministre soulève une objection à la validité de ladite motion pour amender en

invoquant les articles 538, 548, 549 et 793 des règlements.

Me basant particulièrement sur les articles 538, 548 et 549 des règlements, j'ai renvoyé comme irrégulière ladite motion pour amender.

On en appelle à la Chambre de ma décision.

La question: "La décision du président du comité sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Blanchard, Bourque, Caron, Chartier, Chartrand, Choquette (Shefford), Cossette, Côté (Montréal-Sainte-Marie), Côté (Montréal-Saint-Jacques), Delisle, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fleury, Gatien, Goudreau, Jolicoeur, Labbé, Langlais, Larivière, Larochelle, Leclerc, Lesage, Lorrain, Marcotte, Paquette, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Témiscouata), Poulin, Pouliot, Riendeau, Robinson, Sauvé, Talbot, Tardif, Tellier, Thuot, Trudel, Vachon, 46.

Contre: MM. Bergeron, Bienvenue, Casgrain, Chaloult, Côté (Rouyn-Noranda), Dansereau, Drouin (Abitibi-Est), Drouin (Québec-Est), Dubreuil, Dumaine, Dumoulin, Fillion, Francoeur, Godbout, Groulx, Guerin, Hamel, Hartt, Joyal, Kirkland, Laurendeau, Lawn, Leduc, Lemieux, Lizotte, Marler, Mercier petit-fils, Morin, Nadon, Plourde, Roberge, Robidoux, Ross, Sabourin, Samson, Sylvestre, 36.

Ainsi, la décision du président du comité est, en conséquence, maintenue.

La Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le projet de résolutions relatives au bill 20.

En comité:

Présidence de Maurice Tellier (Montcalm)

Le comité siège durant quelque temps.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 11 h 30.

NOTES

1. *Le Canada*, 20 mars 1946, à la page 12, mentionne plutôt "la distance de Halifax à Vancouver et même plus".
2. La Patagonie représente la région méridionale de l'Argentine.
3. *Le Canada*, 20 mars, à la page 12, avance que M. Morin aurait plutôt dit "prendre le lait dans un cordon de 10 milles alentour". Le cordon de Saint-François, symbolisant un idéal de pauvreté, était remis aux membres de l'ordre séculier franciscain aussi appelé Tiers-Ordre.
4. La Compagnie des Cent-Associés, appelée aussi Compagnie de la Nouvelle-France, est fondée le 29 avril 1627 par le cardinal de Richelieu. Elle reçoit l'approbation royale le 6 mai 1628 et a pour mandat d'établir l'Empire français en Amérique du Nord, c'est-à-dire la Nouvelle-France, de la Floride à l'Arctique et de l'Atlantique à l'Ouest inconnu. La compagnie obtient en outre d'importants privilèges de traite. Toutefois, en 1628, les Britanniques s'emparent de la flotte de la Compagnie des Cent-Associés et, en 1629, de la flotte et de la colonie. Cette dernière est rendue à la France en 1632. Mais, ces événements ont considérablement affaibli la compagnie. En 1645, celle-ci est contrainte de sous-louer au Canada et à la Communauté des habitants ses droits et obligations. Ces derniers lui sont finalement retirés le 24 février 1663. Le Canada devient à partir de ce moment une colonie royale.
5. M. Morin parle vraisemblablement du discours prononcé par M. Chaloult le 12 mars 1946 lors du débat sur le bill 20.
6. Il est alors 5 h 30, selon *Le Canada*, 20 mars 1946, à la page 2.
7. Il fait allusion au discours qu'il a prononcé le 12 mars 1946 lors du débat sur le bill 20.
8. *Le Soleil*, 20 mars 1946, à la page 11, soutient que le député aurait plutôt dit "qui va payer au gouvernement le double de ce que donne la Hollinger".
9. *L'Action catholique*, 20 mars 1946, à la page 8, rapporte plutôt le terme "inspirée".
10. Sa concession était plutôt d'une direction sud-ouest, selon *L'Événement*, 20 mars 1946, à la page 11.
11. M. James Allison Glen est ministre libéral fédéral des Mines et des Ressources de 1945 à 1948.
12. M. George Albert Young est l'auteur de *A descriptive sketch of the geology and economic minerals of Canada* publié en 1909. Cet ouvrage a été traduit en français l'année suivante sous le titre *Esquisse géologique et ressources minérales du Canada*.
13. *Le Canada*, 20 mars 1946, à la page 1, rapporte plutôt "les ingénieurs du département des Mines".

Séance du mercredi 20 mars 1946

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

M. Ducharme (Laviolette): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 139 changeant le nom de famille de George Baranovsky *et uxor* en celui de Bromley;

- bill 166 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre George Borchardt à la pratique de la chirurgie dentaire après examen.

Et, avec des amendements, le bill 121 modifiant la charte de la ville de Louiseville.

M. Blanchard (Terrebonne): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de Marie-Joseph-Félix-Edmond Rodier et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de l'honorable Charles-Séraphin Rodier;

- du docteur Samuel David Brigel, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec, à l'admettre au nombre de ses membres;

- de Édouard Biron et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Lawrence Alexander Wilson;

- de la cité de Lévis, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

Projets de loi:**Succession Lawrence A. Wilson**

M. Côté (Montréal-Sainte-Marie) propose, appuyé par le représentant de Champlain (M. Bellemare),

que l'article 621 du Règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter le bill 158 concernant la succession de feu l'honorable Lawrence A. Wilson.

Adopté. Le bill est présenté et lu une première fois.

Samuel David Brigel

M. Hartt (Montréal-Saint-Louis) propose, appuyé par le représentant de Lotbinière (M. Roberge), que l'article 621 du Règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter le bill 154 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre le Dr Samuel David Brigel à l'exercice de l'art dentaire, après examen.

Adopté. Le bill est présenté et lu une première fois.

Succession**Charles-Séraphin Rodier**

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, appuyé par le représentant de Terrebonne (M. Blanchard), que l'article 621 du Règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter le bill 167 concernant la succession de l'honorable Charles-Séraphin Rodier.

Adopté. Le bill est présenté et lu une première fois.

Charte de Lévis

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine) propose, appuyé par le représentant de Bonaventure (M. Jolicoeur), que l'article 621 du Règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter le bill 168 modifiant la charte de la cité de Lévis.

Adopté. Le bill est présenté et lu une première fois.

Demande et dépôt de documents:**Emprunts
du gouvernement**

M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie authentique de tous les arrêtés ministériels adoptés

par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province se rapportant aux emprunts contractés par le gouvernement de la province:

a) dans le cours du mois de décembre 1945, pour un montant de \$3,855,000;

b) le ou vers le 1^{er} juillet 1945, pour un montant de \$15,000,000;

c) le ou vers le 1^{er} février 1946, pour un montant de \$15,000,000.

Adopté.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) dépose sur le bureau de la Chambre ledit document. (Document de la session no 23)

Motions des députés:

Bourses pour étudiants infortunés

M. Laurendeau (Montréal-Laurier) propose, appuyé par le représentant de Stanstead (M. Bergeron), que cette Chambre recommande au gouvernement de mettre immédiatement à l'étude un système de bourse qui permette à tous les enfants de talent, mais sans moyens de fortune, d'atteindre à tous les degrés de l'enseignement.

Ma motion, dit-il, a pour but de soumettre un projet de système généralisé de bourses qui permettront aux jeunes de talent mais sans moyens de fortune de poursuivre leurs études. Il faut prendre les moyens pour que chacun puisse donner sa pleine mesure.

Il y a un certain nombre d'inégalités dans la vie que l'on ne peut faire disparaître. Mais cette constatation ne doit pas nous conduire à des égoïsmes. On ne peut faire disparaître toutes les inégalités, mais on doit tout de même s'appliquer à les supprimer.

Il importe de faire en sorte que les bienfaits de l'instruction deviennent accessibles au plus grand nombre possible sans désorganiser la société. C'est un moyen de faire disparaître les inégalités de fortune. Un grand nombre de jeunes gens de talent ne peuvent faire des études poussées. Les uns n'auront pas les ressources nécessaires, d'autres seront victimes de pertes d'argent, il y en a qui seront affectés par des deuils, enfin les causes seront multiples.

La conviction que je voudrais faire accepter à la Chambre, c'est que ce n'est pas la fortune des parents qui doit décider de la vocation des enfants.

Ce n'est pas parce que ses parents sont pauvres qu'un enfant doit être privé de monter d'un, de deux ou de trois échelons dans l'ordre social. Il y a trop de vocations gâchées parce que les parents n'ont pas d'argent. On dira: "Ça va coûter cher". Plusieurs entreprendront ainsi une vie qui n'est pas faite pour eux.

Il faut aider tous ceux qui sont susceptibles de profiter d'études plus poussées afin de mettre en valeur nos ressources naturelles, notre commerce et notre industrie. Nous n'avons pas suffisamment de médecins parce que les études coûtent cher. C'est la même chose pour les techniciens.

Autrefois, la vie était moins compliquée, plus patriarcale, les gens se connaissaient mieux et il était plus facile de repérer les talents. Aujourd'hui, surtout dans les grandes villes, chacun trace lui-même son propre sillon.

Beaucoup doivent leur éducation à des charités privées. Dans beaucoup de collèges classiques, on est excessivement généreux pour les élèves pauvres, mais cette aide est forcément limitée par le budget. Beaucoup de prêtres paient aussi les études de jeunes qui se destinent à la prêtrise. L'aide à la jeunesse a eu aussi des initiatives heureuses dans le monde universitaire, dans nos sociétés privées, ainsi que dans les sphères gouvernementales.

Mais, je voudrais faire admettre une fois pour toutes que ces initiatives restent fragmentaires et ne couvrent pas tout le terrain. Il appartient alors à l'État d'intervenir, non au point de vue socialiste, mais pour suppléer à l'initiative déficiente. Ce n'est pas l'état de fortune des parents qui doit décider de l'éducation d'un enfant. L'intervention de l'État pour l'octroi de bourses serait un excellent placement et multiplierait les compétences.

Si l'on peut obtenir à Ottawa, lors des accords fédéraux-provinciaux, la reconnaissance de l'autonomie et de la souveraineté provinciales dans le système de fiscalité, la province de Québec aura un revenu imposant et pourra adopter le système de bourses que je préconise, le système par examen.

Il y a le danger de la politique et du patronage, mais il est possible de remédier à ce danger. Eh bien, quand l'Union nationale sera au pouvoir, on aidera des jeunes de ce parti et quand les libéraux seront au pouvoir, ce sera la même chose. Ne mêlons pas la politique dans ce débat.

Il y a aussi le danger de voir l'État s'immiscer dans un domaine qui n'est pas le sien. On peut parer à cela en confiant la direction générale et l'administration générale des bourses au Conseil de l'instruction publique. Il restera ensuite à créer un

système de détection des talents. Par les professeurs, les directeurs d'écoles, on pourrait facilement découvrir les meilleurs talents.

Je parle d'un sujet nouveau, mais il ne s'agit pas d'idées en l'air. Des pays ont un système analogue à celui que je préconise. J'aimerais à connaître l'opinion des responsables de l'éducation sur cette question. Je crois que nous avons là une façon concrète de nous pencher sur le problème de la jeunesse, de développer le capital humain dont on parle tant, mais que l'on n'aide pas suffisamment. Il y a aussi un aspect de justice sociale.

M. Caron (Maskinongé): La motion du député de Laurier n'est pas rédigée comme elle devrait l'être. Conséquemment, elle n'est pas conforme aux droits et aux besoins de la province. Elle ne tient pas compte des droits inaliénables des parents en matière d'éducation et des droits indispensables du Conseil de l'instruction publique. Elle ne spécifie pas que nous devons d'abord être généreux pour les nôtres et que l'argent dépensé pour l'éducation doit d'abord et surtout être appliqué à nos jeunes compatriotes.

(Réactions à gauche)

Dans le discours du trône, il y a tout un paragraphe qui dit textuellement: "Mon gouvernement croit fermement que l'éducation est une des principales richesses d'un peuple, qu'elle constitue un capital d'une valeur incomparable, indépendant des fluctuations économiques et pouvant s'accroître au gré de la volonté de celui qui le possède".

À cet effet, le présent gouvernement entend faire profiter toute la population de la province de cette richesse inestimable et plus particulièrement les fils de nos cultivateurs et de nos ouvriers. Je félicite le gouvernement de cette affirmation de principes.

J'admets cependant que tous les gouvernements passés ont accordé des bourses d'étude nombreuses à des jeunes gens pauvres. Je ne veux pas faire de comparaison, afin de garder la question au-dessus de la politique. Évidemment, les gouvernements antérieurs ont eu quelque mérite. Autrement, plusieurs membres de la droite n'en auraient pas fait partie, y compris moi-même, jusqu'à ces dernières années.

Mais, l'Union nationale a fait mieux que les autres. Il fait alors l'éloge du premier ministre et de l'Union nationale, vante les initiatives prises par le présent gouvernement pour la jeunesse ouvrière et agricole et rappelle la fondation de l'École des mines, de l'École des pêcheries, de plusieurs écoles moyennes d'agriculture, etc. Il fut, dit-il, le premier

gouvernement à donner des bourses pour les carrières minières.

La motion du député de Laurier parle de tous les degrés de l'enseignement, mais elle ne tient pas compte de la jeunesse de la province. Sans doute, nous sommes toujours disposés à accorder à tous et à chacun les bénéfices incomparables d'une excellente éducation, mais nous devons commencer par faire profiter les nôtres, les enfants de chez nous, de cet avantage incontestable. Il faut donc réserver ces bourses aux enfants de chez nous. La motion du député de Laurier, dans sa rédaction, ne répond ni à ces besoins ni aux droits de la province.

C'est pourquoi je propose, appuyé par le représentant de Champlain (M. Bellemare), que tous les mots après "que", dans la première ligne de la motion, soient retranchés et remplacés par les suivants:

"L'Assemblée législative de Québec recommande au gouvernement d'adopter, aussitôt que raisonnablement possible, les meilleurs moyens pour permettre à tous les enfants canadiens de talent, qui résident et sont domiciliés dans la province et qui sont pauvres, d'atteindre à tous les degrés d'un enseignement approprié et convenable à la province".

M. Dumoulin (Montmorency)¹: Je m'étonne de la remarque du député de Maskinongé. Il fait un reproche injuste au député de Laurier qui a reconnu l'action directrice, inspiratrice et hiérarchique du Conseil de l'instruction publique. L'amendement n'ajoute rien à la profession de foi des plus claires et orthodoxes du député de Laurier.

Le député de Maskinongé a réussi à introduire la politique dans ce débat. Sa dissidence est mal fondée. Tous les partis politiques ont fait de leur mieux, lorsqu'ils étaient au pouvoir, pour développer l'instruction publique chez nous. Je pourrais rappeler que, de 1939 à 1944, l'administration Godbout a multiplié par trois le budget de l'instruction publique dans la province en le portant de \$4,000,000 à \$12,000,000². Cette administration a donc fait son devoir. Dans le domaine scolaire, nous ne ferons jamais trop et le danger est que nous ne pourrions jamais faire suffisamment.

La motion du député de Laurier vient à son heure. Nous nous engageons dans des découvertes scientifiques insoupçonnées et dans une période de renouveau industriel, social et intellectuel. Il est essentiel de donner aux jeunes les moyens qui leur permettront de figurer sur un plan d'égalité avec les autres dans la course aux situations. Il faut que nos

jeunes gens soient bien armés pour lutter avec les autres.

L'éducation chez nous, au Canada français, est plus dispendieuse qu'ailleurs parce qu'il faut faire appel aux connaissances des spécialistes étrangers. Mais, avec un budget de \$101,000,000, il doit être possible d'adopter le système de bourses préconisé par mon ami de Laurier. Sa motion peut paraître complexe, à première vue, mais en réalité elle ne l'est pas.

Je ne veux pas d'intervention politique dans l'enseignement et dans l'octroi de bourses. J'ai toujours trouvé insolite la recommandation du député dans ce domaine. Ce sont les membres du corps professoral et le Conseil de l'instruction publique qui devraient décider du mérite des élèves et non pas les députés ou ministres.

On aura fait un grand progrès si la motion du député de Laurier est mise en pratique. Dans les circonstances, le gouvernement serait mal venu de renvoyer sa motion à des calendes plus ou moins grecques. J'espère que la motion du député de Maskinongé ne sera pas un moyen pris par le gouvernement pour donner le coup de grâce à la motion du député de Montréal-Laurier.

(Applaudissements à gauche)

M. Côté (Rouyn-Noranda): Cette question doit être placée au-dessus de la politique. J'ai constaté avec regret que le député de Maskinongé a fait de la politique. Je n'approuve aucunement son amendement. Par contre, je félicite le député de Laurier. Sa motion ne va pas encore assez loin, mais si on l'adopte ce sera un grand pas vers une réforme sociale qui s'impose.

L'enseignement devrait être gratuit à tous les stades, y compris les stades secondaire et universitaire. Où l'État prendrait-il l'argent? Pour payer les frais de cette innovation, je suggère la socialisation de plusieurs industries, comme on a socialisé l'Hydro-Québec, en laissant cependant le choix des programmes d'études, le contrôle complet de l'enseignement proprement dit et même de l'administration du budget au Conseil de l'instruction publique.

Il faut donner une chance égale à tout le monde. Tous les enfants de talent, riches ou pauvres, devraient pouvoir profiter des avantages de l'éducation. Il est temps que les gouvernements considèrent que la santé et l'instruction sont nécessaires à la préservation de notre ressource la plus importante, notre ressource humaine.

M. Morin (Québec-Centre): Nous nous entendons tous sur la valeur de l'éducation. Elle est

encore plus importante pour une minorité que pour une majorité. Sur le continent nord-américain, nous sommes une minorité dans le grand tout anglo-saxon.

Le meilleur moyen pour une minorité de s'affirmer comme il convient, quand on ne peut pas le faire par le nombre, c'est de s'affirmer intellectuellement³. J'ai été surpris d'entendre le député de Maskinongé nous proposer un amendement à cette motion.

Il est difficile de commencer des études à un âge avancé. C'est pour cela qu'on doit tout faire pour les jeunes qui commencent et leur accorder toutes les facilités possibles. La meilleure façon de se porter au secours de la jeunesse, c'est encore de lui permettre, par un enseignement approprié, de s'emparer des leviers de commande.

Nos jeunes gens doivent être mieux outillés que les générations passées ou actuelles de façon à pouvoir faire face aux difficultés de l'heure et lutter à armes égales avec les autres. Nous sommes dans une révolution sociale. La guerre a tout changé. Les distances n'existent plus. Il faut voir les choses avec des yeux d'aujourd'hui. Seuls survivront ceux qui sont prêts à la lutte. Il faut donc préparer d'autant la génération montante. Les jeunes ont le droit de voir le gouvernement s'occuper d'eux, tout particulièrement en ce qui regarde l'instruction publique.

La motion du député de Montréal-Laurier (M. Laurendeau) me semble l'une des plus importantes que la Chambre ait été appelée à discuter depuis plusieurs années. Le gouvernement veut faire de la politique avec cette question. Il se prononce en faveur de la motion principale.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): J'ai admiré la façon dont le député de Maskinongé a plané au-dessus de la question. Il a eu quelques défaillances, mais on peut s'attendre à cela d'un partisan. Ce que l'on me reproche, c'est de n'avoir pas mis tout mon discours dans ma motion principale. J'ai voulu exprimer des idées générales. Si j'avais mis tout mon discours dans ma motion, on aurait trouvé le moyen de me déclarer hors d'ordre et on m'aurait interdit de présenter cette motion en disant qu'elle avait le style d'un discours.

Le député de Maskinongé me reproche de n'avoir pas mentionné que les bourses devraient être accordées à des enfants de la province de Québec. Grave atteinte à l'autonomie provinciale. L'amendement spécifie qu'il s'agit des enfants de cette province et non des Américains et des Chinois. Que voilà des précisions utiles! Craint-on que nous voulions que le gouvernement donne des bourses aux enfants des États-Unis, de Tombouctou, de tous les pays civilisés

et non civilisés? Il est clair, à mes yeux, qu'il ne s'agit pas de bourses d'étude aux enfants de ces pays. Toutefois, je me montrerai meilleur prince que la droite.

La seule différence que je vois entre les deux textes, c'est que, dans la motion principale, il y a une pensée précise au sujet d'un système de base⁴, tandis que l'amendement n'est qu'une émasculature de la pensée exprimée dans la motion. La modification donne moins de portée à la pensée que nous avons voulu défendre.

On a fait à ma motion la même chose qu'à celle du député de Stanstead, il y a quelques jours.

M. l'Orateur: L'honorable député ne peut faire allusion à un débat antérieur.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): Mon analogie est faite. Quand on va au fond des choses, on s'aperçoit que le gouvernement veut tout simplement, par cette procédure, enlever au Bloc populaire le mérite d'une pensée que nous avons eue. Eh bien, je dis qu'il s'agit là d'une tactique mesquine, fort mesquine.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je félicite le député de Maskinongé de son amendement nécessaire, utile et indispensable. Le député de Laurier dit que nous voulons enlever du mérite au Bloc populaire. Il oublie qu'il y avait du monde avant lui en cette Chambre. Il s'est fait le découvreur d'un système de bourses qui existe depuis 25 ans dans la province de Québec. Appelle-t-on cela sérieux? Le Parti libéral et le parti de l'Union nationale sont d'accord sur la politique des bourses.

Le député de Laurier tient à tout accaparer, mais il doit reconnaître les droits des autres députés qui ont, eux aussi, des idées intéressantes à développer. Le député de Maskinongé a autant de talent que lui. Le député de Laurier a tout lieu de croire qu'il joue ici le rôle du chef indien le Mahatma Gandhi, l'intouchable.

Mais sa motion n'est pas intouchable. Que dit-elle? Que l'on doit accorder des bourses aux enfants de talent. Elle parle de tous les enfants, sans qualificatif. Mais le député n'a pas pensé à dire que ce système devait être mis à la disposition des seuls enfants de la province de Québec. Le député de Maskinongé y a pensé, lui. Il a pensé que l'argent de la province de Québec doit servir aux enfants de la province de Québec et non à des gens venus de n'importe où.

(Applaudissements à droite et mouvements divers à gauche)

La motion dit qu'il faut aider les jeunes gens sans fortune à atteindre à tous les degrés de l'enseignement. Que l'on ne dise pas que je fais des arguties. Mais quel enseignement? Un enseignement quelconque? Le député de Maskinongé a bien fait de proposer un amendement pour que l'on dise un enseignement approprié et convenable à la province.

De plus, la motion invitait à l'étude, tandis que nous, nous voulons agir. L'amendement s'imposait donc pour remplacer l'étude par l'action. Il dit qu'il est temps d'améliorer et de compléter ce qui s'est fait depuis 25 ans.

L'amendement parle des meilleurs moyens. Le député de Laurier ne peut être contre ça. Il ne peut y avoir de meilleurs moyens que les meilleurs moyens.

À moins qu'elle ne soit faite que pour la publicité, on comprendra que la motion du député de Laurier est trop vague, c'est pourquoi le député de Maskinongé a cru de son devoir de présenter un amendement qui clarifie la situation, précise les choses. S'il (le député de Montréal-Laurier) est trop jeune pour penser à tout, il devrait nous consulter. L'amendement du député de Maskinongé s'imposait pour affirmer les droits des parents et du Conseil de l'instruction publique de même que les droits supérieurs des Canadiens français en matière d'éducation.

(Applaudissements à droite)

M. Godbout (L'Islet): Si l'honorable premier ministre vient de se donner la tâche de déridier la Chambre, je lui trouve une excuse pour ce qu'il vient de faire, mais il reste à savoir aux dépens de qui la Chambre s'est amusée. Le principe de la motion du député de Laurier est accepté par tous les membres de la Chambre et le spectacle des efforts que l'on fait pour le rabaisser à la petite politique est bien triste. Je ne suivrai pas le premier ministre sur ce terrain. Les législateurs ont le devoir de faire en sorte que les enfants soient mieux préparés pour les tâches qui les attendent demain.

La motion vient à point et elle donne suffisamment de détails. Je n'approuve certainement pas l'amendement qui n'est pas à l'honneur du député qui l'a proposé. Il ne veut rien dire. Il ne fait que rapetisser la question.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Alors, votez contre!

M. Godbout (L'Islet): Certainement que je vais voter contre et j'y avais pensé avant que le premier ministre m'en parle parce que je ne suis pas

pour les nullités. Il est ridicule de penser que la motion suggère d'accorder des bourses à d'autres enfants ou étudiants que ceux de la province de Québec.

(Applaudissements à gauche)

La motion du député de Laurier, elle, exprime quelque chose: le désir que le gouvernement vienne en aide à tous les enfants de talent. Le député de Laurier est capable de se défendre tout seul, mais le premier ministre a tort de jeter un doute sur ses intentions.

L'attitude du chef du gouvernement nous en dit long sur l'attention qu'il donnera à la question qui vient d'être discutée. Il dit que la motion du député de Laurier n'a pas beaucoup de chances d'avoir un écho auprès du gouvernement. Ce n'est pas une réponse bien impartiale. Quand on descend cette question de l'éducation au niveau où on l'a placée, on manque à son devoir. Un gouvernement qui fait ça n'offre pas beaucoup de garanties.

Les bourses ont-elles toujours été bien attribuées sous tous les gouvernements? Voilà la question. Si des bourses sont octroyées depuis longtemps, on ne peut dire qu'elles ont toujours été accordées sans favoritisme politique. Le principe sur lequel nous devons demeurer d'accord c'est la nécessité de développer l'âme, le cœur, l'esprit de nos enfants, quels que soient leurs moyens de fortune.

Tout cela est dans la motion et le gouvernement a tort de vouloir l'amender par une manœuvre mesquine que je ne puis approuver. Je voterai pour la motion.

(Applaudissements prolongés à gauche)

M. Chaloult (Québec): J'ai eu l'occasion de féliciter l'honorable premier ministre depuis deux ans et à plusieurs reprises depuis le début de la session de la façon dont il envisage les questions, mais je ne puis le faire aujourd'hui. De l'aveu de tout le monde, le premier ministre a fait des efforts louables depuis quelques mois pour améliorer son humeur mais cet après-midi, il a eu un retour vers le passé⁵. En l'entendant tout à l'heure, j'ai eu l'impression d'assister à une séance de la Chambre comme il y en avait de 1936 à 1939. Je me suis demandé le pourquoi de son discours.

Je regrette la hargne, l'animosité qu'il manifeste à l'endroit du député de Laurier. Pourquoi cette manifestation évidente d'antipathie?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Est-ce une question? J'ai voulu protester contre une

affirmation du député de Laurier qui a accusé le député de Maskinongé d'avoir posé un acte mesquin. en présentant son amendement.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): Pardon! Ce n'est pas ce que j'ai dit. J'ai dit que c'était une tactique mesquine de la part de la droite dont nous venons d'avoir, d'ailleurs, une deuxième démonstration.

M. Chaloult (Québec): Le premier ministre s'insurge contre la motion en disant qu'on accorde des bourses depuis 25 ans dans la province. Le député de Laurier le sait bien. Tout ce qu'il a demandé, c'est un système de bourses bien défini, mieux adapté aux circonstances actuelles et, de bonne foi, on doit reconnaître qu'il a raison. Il n'a pas réclamé un système de bourses pour des enfants demeurant en dehors de la province.

L'honorable premier ministre a parlé d'autonomie de la province. Aurait-il une dent contre le député de Laurier?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Non. J'ai travaillé pour l'autonomie provinciale en faisant battre des candidats du Bloc populaire qui ont donné une quinzaine de mille piastres au Trésor provincial en perdant leurs dépôts aux dernières élections.

(Rires à droite)

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): Je suis persuadé qu'on aurait aimé mieux avoir les 200,000 votes qui sont allés aux candidats du Bloc que les \$15,000 tombés dans les coffres de la province.

M. Chaloult (Québec): L'honorable premier ministre se dit le champion de l'autonomie de la province. L'honorable député de Laurier a traité cette question avec beaucoup de compétence. Est-ce que cela choque l'honorable premier ministre?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Point d'ordre! Il n'y a pas de premier ministre qui ait traité les troisièmes partis comme moi. Je leur ai donné des bureaux, des secrétaires, des facilités de travail. On n'admettra qu'aucun premier ministre n'a fait cela.

M. Chaloult (Québec): Je crois que c'est La Bruyère qui a dit: "La manière de donner vaut mieux que ce que l'on donne". On m'a donné un bureau. Pourquoi me le reprocher? Pourquoi est-ce le premier ministre qui le dit? Qu'il nous laisse donc le dire.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Si on ne le dit pas, qui va le dire?

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): Est-ce que le premier ministre estime qu'il a eu tort de donner des bureaux, des sténographes, des facilités aux chefs de groupes, aux frais de la province?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Si j'avais commis une erreur, je l'admettrais. J'ai donné au député de Laurier ce que je n'avais pas moi-même lorsque j'étais chef d'un parti qui comprenait 17 députés. J'ai donné au chef de l'opposition beaucoup plus que j'avais lorsque j'étais à sa place. Il est bon que cela soit connu pour montrer que l'Union nationale est large.

M. Godbout (L'Islet): Même si c'est vrai, le premier ministre devrait être le dernier à s'en vanter, mais il devrait laisser la chance à ses adversaires d'en parler. S'il se plaint de la façon dont il a été traité quand il était chef de l'opposition, qu'il précise. J'ai eu l'occasion de dire que l'opposition était très convenablement traitée, mais nous n'avons jamais rien refusé au premier ministre quand il était chef de l'opposition.

M. Chaloult (Québec): Le premier ministre a été chic, mais en le disant il diminue son mérite. En se vantant des bienfaits que l'on fait aux autres, on diminue son mérite. Qu'il nous laisse le dire. L'amendement est mesquin, parce qu'il a pour but d'émasculer la motion principale. Il enlève à cette dernière toute portée pratique.

Quand on demande des bourses pour les jeunes, comme l'a fait le député de Laurier, ce n'est pas pour les Chinois. On se plaît à reconnaître la belle humeur du premier ministre. Je l'invite à continuer.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne me plains pas, mais quand je réponds je voudrais qu'on ne braille pas.

M. Chaloult (Québec): L'honorable premier ministre n'aurait pas dû manifester tant d'animosité à l'égard du député de Laurier qui a discuté cette question avec une remarquable objectivité.

M. Lemieux (Beauharnois) félicite le député de Montréal-Laurier (M. Laurendeau) d'avoir proposé cette motion. Dans le fond, on est devant la même chose. Le député de Maskinongé aurait pu se dispenser

de présenter un amendement. Les intérêts de la province et de l'éducation n'en auraient pas souffert.

Je regrette la discussion qui s'est faite en marge de la motion. Les parents et les enfants de la province n'auraient certainement pas soulevé d'objection à la motion du député de Laurier qui avait élevé la question à son niveau⁶. Je suis jeune, mais j'ai l'habitude de plaider devant les tribunaux et de respecter l'ordre. Si le premier ministre plaiderait plus souvent devant les tribunaux, il ne prendrait pas cette attitude.

Étant donné que l'amendement est présenté dans un but politique et qu'il est moins précis que la motion principale, nous (le Bloc populaire) devons nécessairement voter contre, si la Chambre réclame le vote.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je soulève un point d'ordre. Le député n'a pas le droit de dire cela. Il s'agit de rendre la motion plus conforme aux besoins de la province et d'améliorer la situation. Je demande au député de Beauharnois (M. Lemieux) de retirer cette accusation.

M. Lemieux (Beauharnois): Je ne prends pas le mot politique dans le sens populaire de "partisanerie". Nous agissons tous dans un but politique. C'est la partisanerie politique qui doit être bannie de la discussion de certaines questions nationales.

M. le président lit l'amendement.

Des députés de l'opposition réclament le vote⁷.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Blanchard, Bourque, Caron, Chartier, Chartrand, Choquette (Shefford), Cossette, Côté (Montréal-Sainte-Marie), Côté (Montréal-Saint-Jacques), Delisle, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fleury, Gatién, Goudreau, Jolicoeur, Labbé, Langlais, Larivière, Larochelle, Leclerc, Lesage, Lorrain, Marcotte, Paquette, Pelletier (Témiscouata), Poulin, Pouliot, Riendeau, Robinson, Sauvé, Talbot, Tardif, Tellier, Thuot, Trudel, Vachon, 45.

Contre: MM. Bergeron, Bienvenue, Casgrain, Chaloult, Côté (Rouyn-Noranda), Dansereau, Drouin (Abitibi-Est), Dubreuil, Dumaine, Dumoulin, Fillion, Francoeur, Godbout, Gosselin, Groulx, Guérin, Hamel,

Hartt, Joyal, Kirkland, Laurendeau, Leduc, Lemieux, Lizotte, Marler, Mercier petit-fils, Morin, Nadon, Roberge, Robidoux, Ross, Sabourin, Sylvestre, 33.

Ainsi, l'amendement est adopté.

La motion, ainsi amendée est mise aux voix et la Chambre l'adopte.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

- bill 22 modifiant la loi des syndicats professionnels.

Projets de loi:

Mariage Wenceslas Tremblay

M. Tellier (Montcalm) propose que le bill 143 concernant le mariage de Wenceslas Tremblay ayant été mis de côté, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à demain.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

NOTES

1. M. Dumoulin est membre du Conseil de l'instruction publique.

2. *L'Événement* du 21 mars 1946, à la page 13, rapporte plutôt que le budget était de \$3,000,000 à \$4,000,000 et qu'il a été porté à \$11,000,000 ou \$14,000,000.

3. *Le Soleil*, 21 mars 1946, à la page 15, soutient qu'il aurait plutôt dit "développer le capital humain", tandis que *Le Devoir*, 21 mars 1946, à la page 12, rapporte "s'affirmer par la qualité".

4. *L'Événement*, 21 mars 1946, à la page 13, rapporte plutôt le terme "bourses".

5. "Nous pensions qu'il s'était amélioré. Nous nous sommes trompés" sont les mots rapportés par *Le Canada*, 21 mars 1946, à la page 7.

6. *Le Soleil*, 21 mars 1946, à la page 15, mentionne plutôt les termes "au-dessus de la politique, sur le plan national".

7. Il est alors 5 h 55, selon *Le Soleil*, 21 mars 1946, à la page 3.

Première séance du jeudi 21 mars 1946

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 159 modifiant la charte de la ville de Forestville.

Votre comité désire aussi recommander que le bill 155 concernant la ville de Mont-Royal soit imprimé de nouveau et prie votre honorable Chambre d'accéder à sa demande.

Le rapport est adopté.

M. Ducharme (Laviolette): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de faire rapport que le préambule du bill 105 constituant en corporation les chiropraticiens de la province de Québec n'a pas été prouvé à sa satisfaction, la preuve apportée ayant été contradictoire.

**Anniversaire du député de
Montréal-Laurier, M. Laurendeau¹**

M. Lemieux (Beauharnois) se lève et souligne que son chef célèbre son anniversaire de naissance. Au nom du Bloc populaire, dans la Chambre et hors de la Chambre, je lui présente mes hommages et mes meilleurs vœux, dit-il. Je crois que le député de Montréal-Laurier (M. Laurendeau) a conquis l'estime de tous ses collègues sans distinction de parti et qu'il s'est imposé par son amour du travail, sa haute distinction et sa façon d'aborder toutes les questions d'intérêt public.

Il vante les qualités intellectuelles et morales du député de Montréal-Laurier et esquisse brièvement les grandes lignes de sa carrière depuis une dizaine

d'années. Il avait, avance-t-il, pris figure de chef lors de la campagne du plébiscite. Malgré son jeune âge, notre chef s'est imposé à l'attention et à l'admiration de toute la province.

Nous formulons à son endroit des vœux de succès et de santé et nous demandons à la Providence de faire que le député de Montréal-Laurier continue d'être ici le sonneur d'alarme quand l'intérêt de la nation sera en jeu.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est une louable habitude de signaler un anniversaire de naissance. On ne peut s'attendre à ce que je partage les éloges dithyrambiques que vient de décerner le député de Beauharnois à son chef. Je comprends qu'il a fait des exagérations. Il est bien permis d'exagérer un peu en un jour de fête.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): (Souriant)
Le premier ministre a bien raison.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Sans partager les idées politiques du chef du Bloc populaire, je suis heureux de lui offrir, en mon nom personnel et au nom du gouvernement, mes vœux les plus sincères de santé et de bonheur à l'occasion de son anniversaire de naissance.

Je constate avec plaisir qu'il vieillit et qu'il prend de l'expérience. Ce qui lui permet de voir de plus en plus les choses sous leur véritable jour. Il faut tendre vers la perfection, sans oublier que nous sommes des éléments perfectibles.

(Rires de tous les députés)

Je suis d'autant plus heureux de lui présenter mes souhaits que je parle en même temps au nom d'un groupe important d'anciens membres du Bloc populaire qui s'est joint à l'Union nationale et en leur nom je le félicite. Il rappelle l'opportunité du vieux dicton: "le mieux est l'ennemi du bon".

Il souhaite enfin à nouveau bonne fête au député de Montréal-Laurier et l'invite à consacrer ses talents aux bonnes causes.

M. Godbout (L'Islet): Je suis heureux de joindre mes félicitations à celles qui ont été offertes au député de Laurier.

Je ne crois pas verser dans le dithyrambe. Le député de Montréal-Laurier s'est imposé à l'attention de la Chambre par d'éminentes qualités, par son esprit de travail et sa largeur de vues sur la politique

canadienne. C'est un gentilhomme intelligent d'une parfaite intégrité. Je suis sûr qu'il fera une brillante carrière dans la vie politique, qu'il saura rendre féconde.

Je profite de la circonstance pour présenter mes hommages à Mme Laurendeau. Je la remercie d'avoir permis à son époux d'entrer dans la vie publique. Je lui sais gré de la précieuse collaboration qu'elle lui apporte.

Je ne reproche pas au chef du Bloc de ne pas partager les mêmes idées que moi sur toutes les questions. Ces divergences de vues sont parfois nécessaires. Mais, nous partageons le même idéal: travailler pour le bien-être de la province. La contribution du député de Montréal-Laurier à la vie publique est déjà belle. Je le remercie pour la gentillesse dont il fait toujours preuve à l'égard de ses adversaires.

M. Chaloult (Québec) félicite le député de Montréal-Laurier. Je l'ai connu, dit-il, il y a 10 ans alors qu'il faisait partie des Jeunes-Canada, pour la défense de ses compatriotes². Le député de Laurier et moi-même défendons substantiellement les mêmes idées. Je suis fier d'avoir collaboré depuis dix ans et de collaborer encore avec lui sur les points essentiels de nos grands problèmes nationaux.

Sa présence en Chambre est un apport précieux à la Législature de Québec. Il est toujours documenté, il discute les questions d'intérêt public avec une grande maîtrise et il participe aux débats avec une admirable dignité.

M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce), M. Côté (Rouyn-Noranda), M. Hartt (Montréal-Saint-Louis) et M. Guerin (Montréal-Sainte-Anne) offrent aussi leurs vœux³.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): Je suis confus que ma personne soit en cause et que les aimables souhaits de mes collègues à l'occasion de mon anniversaire de naissance aient provoqué un retard aux travaux de la Chambre. Je suis aussi ému des hommages qui me sont présentés en cette circonstance.

Je remercie le premier ministre, le chef de l'opposition et tous mes collègues de leur témoignage d'affection et de félicitations, en commençant il va sans dire, par mon voisin et camarade, le député de Beauharnois (M. Lemieux) et mes collègues du Bloc. Je suis prêt à admettre avec le premier ministre qu'on a exagéré les éloges qui m'ont été faits. Je remercie le premier ministre des paroles aimables qu'il a eues

à mon endroit, même si je n'entends pas l'union nationale de la même façon que lui.

Le député de L'Islet (M. Godbout) a associé mon épouse aux hommages qu'il m'a présentés. Cela m'a touché profondément. Je remercie le chef de l'opposition de cette délicate pensée. Nous savons tous quel appui nous recevons dans la vie publique de notre femme, enfin ceux qui parmi nous en ont une. En effet, la femme d'un député doit faire de nombreux sacrifices pour permettre à son mari de s'occuper de la chose publique. Elles ont des droits indiscutables aux hommages qui sont présentés à leurs maris.

J'ai appris à mes dépens que, si la jeunesse est un défaut, chaque jour on en guérit. Un député a mentionné le nom de ma mère. J'ai toujours pensé que le jour de notre anniversaire doit être aussi celui de notre mère. Je remercie du fonds du cœur tous ceux qui ont pris part à cette démonstration.

(Des pages font la distribution des roses offertes en gerbe à M. Laurendeau)

Projets de loi:

Service provincial de publicité

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 35 pour instituer un service provincial de publicité.

Il s'agit, dit-il, d'améliorer, de coordonner, de simplifier. Nous créons un département chargé spécialement de la publicité de la province de Québec. Cette publicité se fera par les moyens ordinaires, c'est-à-dire par l'annonce, l'information sous diverses formes, mais aussi par le film, la radio et les journaux.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Allez-vous faire l'éloge de l'opposition de temps en temps?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Certainement, quand l'opposition le méritera. Actuellement, ça ne prendrait pas beaucoup de pages.

M. Godbout (L'Islet): Le gouvernement va courir le risque de passer pour partisan parce qu'il sera obligé de nous faire des compliments souvent.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 35 pour instituer un service provincial de publicité.

Adopté.

Comptables agréés

M. Blanchard (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 201 pour réglementer la pratique de la comptabilité et de la vérification soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Développement minier et industriel dans le Nouveau-Québec

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le projet de résolutions relatives au bill 20 pour faciliter le développement minier et industriel dans le Nouveau-Québec.

En comité:

Présidence de Maurice Tellier (Montcalm)

Le comité poursuit l'étude du projet de résolutions soumis par le représentant de Brome (l'honorable M. Robinson) à la séance du mardi 19 mars courant, et dont le texte se lit comme suit:

Attendu que la mise en valeur des ressources naturelles du Nouveau-Québec, restées jusqu'ici inexploitées, contribuerait grandement à la prospérité et à l'avenir de la province et au bien-être de sa population;

Attendu que la Hollinger North Shore Exploration Company, Limited, constituée en corporation en vertu des lois de la province, a obtenu du gouvernement précédent le permis spécial numéro 4676 qu'elle déclare être insuffisant pour répondre aux besoins de la situation et favoriser le développement minier dans cette région;

Attendu que la compagnie fait actuellement un travail de pionnier dans cette région inhabitée et difficile d'accès;

Attendu que les travaux nécessaires pour mettre en valeur les terrains miniers visés par les présentes résolutions, entre autres les travaux de

développement et d'outillage des mines, de construction et d'aménagement d'un chemin de fer ainsi que d'un port sur le Saint-Laurent, de construction de maisons d'habitation et d'organisation paroissiale, scolaire et civile pour les futurs employés et habitants de cette région, sont évalués à environ cent vingt-cinq millions de dollars et que cette dépense bénéficiera largement à la province et au pays;

Attendu que pour des raisons d'économie nationale et de concurrence internationale, il y a lieu d'assurer, à des conditions raisonnables, la production de minerai de fer dans le Nouveau-Québec et de rendre possible l'établissement d'une industrie sidérurgique dans la province;

Attendu que la compagnie consent, à conditions et avantages égaux, à donner, autant que possible, en tenant compte de ses obligations, de ses légitimes intérêts et des conditions générales du commerce et de l'industrie, ainsi que des risques, des difficultés et du coût de l'entreprise, préséance à l'industrie de la province dans la fourniture des minerais provenant des terrains miniers en question dans les présentes résolutions;

En conséquence:

1. Que le ministre des Mines soit autorisé à accorder à Hollinger North Shore Exploration Company, Limited, en remplacement du permis spécial numéro 4676 qu'elle détient, un permis spécial de recherches minières aux conditions déterminées aux résolutions 3 à 7, sur les terres de la couronne désignées dans l'annexe des présentes résolutions et que le terrain sur lequel portera ce permis de recherches minières n'excédera pas en superficie trois mille neuf cents milles carrés.

2. Que ce permis sera émis pour le laps de temps courant de la date de son émission jusqu'au 30 juin 1952; qu'il sera renouvelable pour deux périodes consécutives de cinq années chacune, le tout aux conditions prévues aux résolutions 3 à 6 inclusivement.

3. Que la compagnie devra payer à la province pour l'obtention de ce permis les sommes suivantes:

a) dix mille dollars lors de son émission;

b) six mille dollars annuellement pendant la durée de ce permis.

Qu'elle devra en outre supporter tous les frais d'arpentage, de bornage et de délimitation par photographie aérienne ou autrement; que les documents, rapports et procès-verbaux résultant de ces travaux seront la propriété du gouvernement de la province.

4. Que la compagnie devra, le ou avant le premier mai de chaque année, tant que le permis sera en vigueur, présenter par écrit au ministre des Mines;

a) des rapports complets et détaillés, avec des copies de chacune des cartes et de chacun des plans, concernant les travaux exécutés pendant l'année civile précédente sur les terrains faisant l'objet dudit permis; ces rapports, cartes et plans devant être faits et certifiés à la satisfaction du ministre;

b) un état, certifié par des vérificateurs compétents, des montants dépensés dans l'exécution du travail au cours de l'année civile précédente.

5. Que la compagnie devra, au cours de l'année civile 1946, exécuter sur les terrains compris dans ce permis des travaux utiles d'exploration pour une somme minimum de vingt-cinq mille dollars; elle devra, pendant les années civiles 1947 à 1951 inclusivement, y exécuter de tels travaux pour une somme minimum moyenne de trente-neuf mille dollars par année.

Que cependant, si la compagnie est empêchée, par des causes exceptionnelles de remplir les obligations prévues par l'alinéa précédent, le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du ministre des Mines, pourra accepter comme suffisants les travaux exécutés pour un montant moindre.

6. Que la compagnie devra commencer avant le premier janvier 1958 l'exploitation normale et régulière des gisements miniers, sur un ou des terrains situés dans le territoire décrit dans l'annexe, choisis par la compagnie et qui ne devront pas excéder en superficie trois cents milles carrés.

7. Qu'à défaut par la compagnie de faire les travaux nécessaires à l'exploitation régulière et normale de ces gisements miniers avant le premier janvier 1958 ou de remplir toute autre obligation prévue par les résolutions 3 à 7, le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du ministre des Mines, pourra annuler ledit permis spécial de recherches minières.

8. Que pendant une période de dix ans à compter de l'entrée en vigueur de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, une lisière de terrain de dix milles de largeur, contiguë au territoire désigné dans l'annexe et l'entourant de tout côté dans la province de Québec, soit réservée et soustraite au piquetage comme claims miniers pour les fins prévues par le paragraphe 7 de l'article 227 de la loi des mines de Québec (Statuts refondus, 1941, chapitre 196).

9. Que pourvu que la compagnie ait rempli toutes les obligations ci-dessus stipulées, elle aura droit, en tout temps avant l'expiration du permis de

recherches minières prévu à la résolution 1 ou de ses renouvellements, à un permis d'exploitation sous forme de bail pour une période de vingt ans, sur une superficie de terrain de trois cents milles carrés, pris au choix de la compagnie à même le territoire décrit à l'annexe; que, pourvu que la compagnie ait rempli toutes ses obligations, ce bail pourra lui être renouvelé, à son option, pour trois autres périodes consécutives de vingt ans chacune, sur avis écrit donné à cet effet par la compagnie au ministre des Mines au moins trente jours avant l'expiration du bail ou, selon le cas, du renouvellement alors en vigueur; le tout aux conditions suivantes:

a) La superficie du ou des terrains faisant l'objet de ce bail sera délimitée conformément à l'article 30 de la loi des mines de Québec. Les limites seront clairement indiquées sur le terrain, autant que possible dans des directions nord-sud et est-ouest;

b) La compagnie devra établir à la satisfaction du ministre des Mines l'existence, la nature et l'étendue des gisements miniers dans le ou les terrains faisant l'objet de ce bail;

c) La compagnie devra payer au gouvernement de la province le ou avant le premier juillet 1958, et chaque année pendant la durée de ce bail, une rente de cent mille dollars.

10. Que le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du ministre des Mines, pourra révoquer le permis d'exploitation prévu à la résolution 9 ou tout renouvellement de ce permis, au cas d'interruption pendant deux années consécutives des expéditions de minerai provenant des terrains sous bail en vertu des présentes résolutions.

11. Que la compagnie, à sa demande, aura droit, de couper, pour les fins de construction et de chauffage se rapportant à cette entreprise, le bois situé sur le ou les terrains compris dans son bail, aux conditions que déterminera le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du ministre des Terres et Forêts.

12. Que la compagnie devra payer à la couronne, sur les profits annuels provenant de l'exploitation du ou des terrains miniers compris dans ce bail, les droits prévus par la section III de la loi des mines de Québec et des modifications qui pourront y être apportées.

13. Que la compagnie ne pourra louer, affermer, céder, donner, vendre ou aliéner aucun des droits lui résultant de ces résolutions ou de tout permis accordé ou contrat passé avec la couronne en vertu de ces résolutions, sans y avoir été préalablement autorisée par le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du ministre des Mines.

14. Que sauf les dérogations et dispositions spéciales prévues par les présentes résolutions, la compagnie, pendant qu'elle détiendra un bail minier en vertu de la résolution 9, sera investie de tous les droits, privilèges et bénéfices et sera assujettie à toutes les obligations du propriétaire d'une concession minière, au même degré et avec le même effet que si le ou les terrains sous bail avaient été l'objet d'une concession minière en vertu des dispositions de la loi des mines de Québec, le tout sujet à toutes les dispositions de ladite loi et des modifications qui pourront y être apportées.

15. Que la loi qui sera basée sur les présentes résolutions entrera en vigueur le jour de sa sanction.

Annexe

Un bloc de terrain situé immédiatement au nord de la hauteur des terres, qui établit la frontière entre le Labrador de Terre-Neuve et le territoire du Nouveau-Québec, qui se trouve au nord de la chaîne des lacs Attikamagen, Petitsikapau, Dyke, Astray, Marble, Menihék, en la région des sources de la rivière Hamilton, tel qu'indiqué sur la carte-feuille intitulée "Dyke Lake Map Sheet 23 N.E., Air Navigation, Edition of the National Topographic Series", publiée en 1944 par le département des Mines et Ressources, Ottawa.

La limite de bloc de terrain, comprenant une superficie d'environ 3,900 milles carrés, peut être décrite plus précisément comme suit, savoir: En partant de l'endroit où le ruisseau qui décharge le lac Griffis rejoint le bras ouest de la rivière George (Wolf); en suivant, de là sur une distance de 60 milles, une ligne dirigée vers le nord-ouest et passant par l'entrée du cours qui alimente le lac Savalette; de là se dirigeant vers l'ouest astronomique sur une distance de 70 milles pour atteindre à peu près la limite occidentale de l'unité géologique connue sous le nom de "dépression du Labrador" (cette dépression comprenant les assises de roches d'âge Huronien, relevées pour la première fois par A.P. Low, de la Commission Géologique du Canada, vers 1894-95); de là, se dirigeant en ligne droite vers le sud-ouest jusqu'à un poteau à être installé aussi près que possible de la hauteur des terres entre les bassins de la Baie d'Ungava et la rivière Hamilton (frontière entre Terre-Neuve et Québec) à un endroit situé à environ quatre milles à l'ouest du lac Kivivic, avec entente réciproque que lorsque ladite frontière sera établie avec précision, ce poteau pourra être transporté à la frontière, et que tout terrain dans la province de Québec situé à l'est de cette ligne fera

partie du nouveau permis spécial de recherche minière émis en remplacement du permis spécial de mise en valeur numéro 4676; de là, se dirigeant, suivant une ligne ondulée, le long de ladite hauteur des terres (la frontière entre Terre-Neuve et Québec, qui est située au nord des lacs Kivivic, Ruth, Petitsikapau, Attikamagen et André, et au sud des régions des sources des rivières Goodwood, Swampy Bay, Whale et George) vers l'est jusqu'à sa rencontre avec une ligne tracée en direction sud astronomique à partir du point de départ, et de là se dirigeant vers le nord astronomique en suivant ladite ligne tracée pour rejoindre le point de départ.

Le comité étudie la résolution 1 qui se lit comme suit:

1. Que le ministre des Mines soit autorisé à accorder à Hollinger North Shore Exploration Company, Limited, en remplacement du permis spécial numéro 4676 qu'elle détient, un permis spécial de recherches minières aux conditions déterminées aux résolutions 3 à 7, sur les terres de la couronne désignées dans l'annexe des présentes résolutions et que le terrain sur lequel portera ce permis de recherches minières n'excédera pas en superficie trois mille neuf cents milles carrés.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges)⁴ reprend le débat sur la résolution numéro 1. On a mis l'accent à la mauvaise place sur le débat de la législation, dit-il.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les règlements ne permettent pas de revenir sur le principe du bill, adopté par la Chambre lors de la deuxième lecture. Ça fait trois semaines que ce projet est discuté. C'est le peuple qui paye. Il faudrait avoir un peu de considération pour les gens qui paient. D'une manière ou d'une autre, c'est clair que la loi va passer.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Le permis d'exploration accordé à la Hollinger en 1942 est encore en vigueur. Si l'on juge par les renseignements très maigres qui nous sont fournis, la compagnie n'a pas fait de rapports complets au gouvernement de ses explorations. Alors, pourquoi remplacer l'ancien permis par un nouveau?

Premièrement, la résolution doit remplacer le permis spécial accordé en 1942 par un autre permis. Quel est le territoire couvert par ces deux baux? La région impliquée est d'environ 3,900 milles carrés, dans chaque cas. Mais la similarité s'arrête ici.

L'examen des frontières indique que les permis ne couvrent pas le même territoire.

Le permis de 1942 disait que l'exploration devait se faire au nord, au sud, à l'est et à l'ouest. Le permis du mois de janvier 1946 que l'on nous demande de ratifier autorise l'exploration du nord-est au nord-ouest et du sud-est au sud-ouest. Pourquoi ce changement de territoire lorsqu'un permis en remplace un autre? On ne nous a pas fourni d'explications sur les raisons de cette substitution.

De plus, la résolution 1 limite à 3,900 milles l'étendue du territoire à explorer, alors que l'annexe du bill décrit un territoire d'environ 3,900 milles, sans limites précises. Il y a là contradiction. L'annexe semble donner des droits plus étendus que la résolution. L'examen des frontières indique que le permis autorise la compagnie à annexer au territoire qui lui est concédé par le permis de 1942 1,700 milles carrés d'un nouveau territoire qu'elle choisira.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

C'est parce que la compagnie s'est aperçue que sur 1,700 milles carrés du territoire mentionné dans le permis de 1942, il n'y avait rien.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Nous ne pouvons ratifier un permis sans plus d'explications que cela, sans savoir où sont situés ces nouveaux 1,700 milles carrés.

De plus, alors que la résolution parle de restreindre le permis à 3,900 milles carrés, on ajoute la provision à l'effet qu'au moment de l'établissement des limites entre le Labrador et le Québec que tout territoire supplémentaire découvert sera la propriété du Québec et devrait être inclus au territoire loué.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

L'honorable député fait perdre le temps de la Chambre et je soulève un point d'ordre. Je demande qu'on arrête la discussion. L'orateur ne s'en tient pas au premier article des résolutions qui ne parle que du permis d'exploration. À mon avis, le député ne peut référer à un débat précédent.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Je veux faire référence à certains énoncés du ministre des Mines, à ses explications principales du projet de loi, à l'égard des régions couvertes par le bail de 1942 accordé par l'ancien gouvernement et de celles couvertes par le bail qui le remplace et qui a été accordé par le gouvernement actuel.

Le remplacement du permis de 1942 par un nouveau permis constitue l'essence même de la

résolution et je peux discuter les conditions de ce remplacement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je soulève un point d'ordre. Le député de Westmount-Saint-Georges parle des principaux mérites de ce projet de loi, ce qu'il aurait dû faire à la deuxième lecture. La compagnie a découvert 1,700 milles carrés du territoire loué en 1942 qui étaient inutiles; alors un autre territoire a été désigné en remplacement.

M. le président maintient le point d'ordre.

La situation est difficile, dit-il, mais je dois interpréter les règles de la Chambre comme elles existent. De plus, la prétention du député de Westmount-Saint-Georges à l'effet qu'il doit être admis dans la discussion de la résolution 1, pour statuer sur les conditions du permis de 1942 et de faire des comparaisons n'est pas conforme aux règlements de la Chambre. Il va sans dire qu'il serait mieux si l'on pouvait discuter de l'ensemble des points généraux, mais j'ai des règles à respecter et présentement, je ne peux pas permettre la latitude qui a été permise à la deuxième lecture.

Lorsqu'il est en comité, le député de Westmount ne peut pas invoquer un débat précédent et il doit restreindre ses remarques à la résolution à l'étude. Les conditions font l'objet d'autres résolutions. Elles devront être discutées en temps et lieu.

M. Godbout (L'Islet) en appelle de la décision du président.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président: À l'occasion de la discussion de la résolution no 1 du bill 20, l'honorable député de Westmount-Saint-Georges (M. Marler) veut discuter des conditions du permis no 4676 et comparer les conditions de ce permis avec celles du bill actuel.

L'honorable premier ministre soulève un point d'ordre à l'effet que la discussion des termes et conditions de l'ancien permis et du bill actuel devra être faite sur la discussion des résolutions subséquentes et qu'il est irrégulier de discuter actuellement de cette question parce que la résolution no 1 ne fait aucune mention des conditions.

Me basant sur les articles 342 et 565 du Règlement, je maintiens le point d'ordre.

On en appelle à la Chambre de ma décision.

La question: "La décision du président du comité sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Blanchard, Bourque, Caron, Chartier, Choquette (Shefford), Cossette, Côté (Montréal-Sainte-Marie), Côté (Montréal-Saint-Jacques), Delisle, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fleury, Gatién, Goudreau, Jolicoeur, Labbé, Langlais, Larivière, Larochelle, Leclerc, Lesage, Lorrain, Marcotte, Paquette, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Témiscouata), Poulin, Pouliot, Riendeau, Robinson, Sauvé, Talbot, Tardif, Tellier, Thuot, Trudel, Vachon, 46.

Contre: MM. Bergeron, Casgrain, Chaloult, Côté (Rouyn-Noranda), Dansereau, Drouin (Abitibi-Est), Drouin (Québec-Est), Dubreuil, Dumaine, Dumoulin, Fillion, Francoeur, Godbout, Gosselin, Groulx, Guérin, Hamel, Hartt, Joyal, Kirkland, Laurendeau, Leduc, Lemieux, Lizotte, Marler, Mathewson, Mercier petit-fils, Morin, Nadon, Plourde, Robidoux, Ross, Sabourin, Sylvestre, 34.

Ainsi, la décision du président du comité est, en conséquence, maintenue.

La Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le projet de résolutions relatives au bill 20.

En comité:

Présidence de Maurice Tellier (Montcalm)

Le débat se poursuit sur la résolution 1.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): Cette décision rend ma tâche beaucoup plus difficile, puisqu'elle m'empêche de discuter certaines remarques faites précédemment par le ministre des Mines et m'oblige à parler en termes généraux au sujet de la résolution 1. Toutefois, je vais essayer de présenter mes arguments sur les deux baux.

On nous dit que la compagnie a dépensé \$340,000 pour faire de l'exploration dans l'Ungava. Le ministre doit avoir des rapports de cela et, s'il n'en a pas, la Chambre ne peut pas accorder un nouveau permis.

Le permis de 1942 était pour 5 ans, il prend fin en 1947, mais il pouvait être renouvelé pour une autre période de cinq ans, dix en tout. Alors à la fin de 1952, le territoire du bail aurait pu être ouvert à toutes les compagnies, y compris la North Shore Hollinger Exploration Company.

Par contre, le nouveau permis est pour un terme beaucoup plus long. Était-il nécessaire de prolonger le mandat d'exploration durant lequel la Compagnie Holliger aura un droit exclusif d'explorer un vaste territoire dont les ressources minières peuvent être les plus importantes du pays? Pour le commun des mortels, il semblerait que six années supplémentaires, sous le premier bail, seraient suffisantes pour permettre à toute compagnie de trouver ce qu'elle a besoin de savoir, avant de demander au gouvernement une concession minière.

Malgré tout, il a été prolongé pour un autre 16 ans, suivi d'un bail renouvelable pour 80 années. Les nouveaux arrangements ne garantissent pas à la population du Québec que peut-être le territoire minier le plus riche de la province ne sera pas concédé pour une bouchée de pain à une seule compagnie.

J'aimerais faire observer aussi que le territoire dont on parle dans la résolution voisine est celui qui fait l'objet d'un permis accordé par la Commission de Terre-Neuve à la Labrador Mining and Exploration Company, territoire que l'on sait riche en gisements de fer. Cette compagnie semble contrôlée par les mêmes intérêts que la Hollinger North Shore Exploration Company. Rien ne nous dit que les compagnies feront le développement de la partie de leurs concessions qui est située dans notre province. Il se pourrait fort bien que l'on ne développe que celle qui est située dans Terre-Neuve.

Je voudrais être sûr que le permis octroyé par cette résolution ne tendra pas à protéger le développement et l'exploitation du territoire du Labrador, tandis que nos ressources ne seront ni développées ni exploitées.

(À plusieurs reprises, M. Marler est interrompu par des points d'ordre)

Je suggère au gouvernement de retirer cette législation parce que ses conclusions ne donnent aucune protection à la province et aucun contrôle au gouvernement sur le territoire concerné. Étant donné que le territoire couvert par les deux permis n'est pas le même, c'est peut-être parce qu'il y a plus de minéraux précieux dans les nouvelles sections ajoutées, sans vouloir donner de motifs à quiconque.

Dans ces circonstances, la compagnie peut très bien continuer son exploration en vertu du permis de 1942 et, entre temps, le gouvernement pourra discuter de la prolongation du bail à la fin du bail actuel de 96 ans, sous les conditions qui peuvent très bien être plus avantageuses pour la province et la compagnie, en fin de compte. Au printemps prochain, si le gouvernement est encore au pouvoir, le gouvernement pourrait se présenter à la Chambre et permettre aux députés de profiter des avantages du travail de recherche supplémentaire qui a été effectué et la Chambre serait mieux placée pour prendre une décision.

(Applaudissements prolongés à droite)

M. Sylvestre (Berthier): Le premier ministre a été si généreux pour la Hollinger qu'il devrait l'être pour l'opposition qui défend les droits de la province dans ce débat historique. Le premier ministre a étendu considérablement le territoire concédé à un puissant syndicat contrôlé par des étrangers et il devrait étendre le terrain de la discussion des intérêts de la province. Je comprends que ça pourra aider la caisse.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Quelle caisse?

M. Sylvestre (Berthier): La caisse électorale.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Si le député de Berthier comprend bien le sens des paroles qu'il vient de prononcer et qu'il sait quelque chose, qu'il le dise et nous lui accorderons une enquête royale et impartiale.

S'il ne peut prouver ses accusations, il en subira les conséquences. Que l'on cesse donc de lancer ainsi des accusations à tort et à travers. Je demande qu'il retire ses paroles⁵.

M. Sylvestre (Berthier): Je suis prêt à retirer ce qui fait sursauter le premier ministre, mais je reste avec l'impression que cette transaction n'aidera pas la province, mais aidera quelqu'un.

M. Dubreuil (Montréal-Jeanne-Mance): Oui, ça peut aider.

M. Sylvestre (Berthier): Deux grands principes viennent en conflit dans cette mesure: celui de l'exploitation de nos mines et celui de l'exploitation de nos ressources naturelles. À titre de libéral, je ne peux m'opposer au développement de

nos ressources naturelles. Le Parti libéral a donné maints permis d'exploration depuis 50 ans, mais à cette époque, le pays était plus jeune. Pendant 15 ans, le premier ministre n'a cessé de dénoncer les concessions faites aux grandes corporations. Qu'est-ce qu'il fait aujourd'hui?

Je m'oppose à ce permis d'exploration non pas sur 3,900, mais sur 7,000 milles carrés. Aujourd'hui, on n'a pas l'ombre d'une excuse de donner un permis aussi vaste après l'exemple du passé. Je m'oppose à ce privilège exclusif accordé à une seule compagnie, au détriment de toutes les autres.

Cette concession ne s'accorde pas avec les déclarations du premier ministre qui nous parle d'autonomie et de la nécessité de collaborer avec le fédéral.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Point d'ordre! Le député de Berthier est rendu à Ottawa.

M. Francoeur (Montréal-Mercier): Le premier ministre aimerait-il mieux qu'il revienne à la caisse?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Il ne s'agit pas des relations avec Ottawa dans la résolution. Qu'on reste donc à Québec. Il s'agit uniquement d'un permis d'exploration. Ça fait trois semaines qu'on dit la même chose.

On a déjà adopté le principe de la mesure. On est actuellement en comité plénier pour étudier les résolutions. Qu'on s'en tienne aux règlements de la Chambre qui obligent tous les députés à ne discuter, en comité plénier, les mesures que clause par clause.

M. Sylvestre (Berthier): Avant d'accorder ce permis avec trop de précipitation, pourquoi le premier ministre n'a-t-il pas fait au moins borner la concession? Pourquoi n'a-t-il pas pensé que les propositions fédérales de la conférence d'Ottawa offrent aux provinces de l'aide pour le développement de leurs mines, pour la construction de routes, d'aéroports? Actuellement, nos ressources naturelles vont servir à la Hollinger et la province n'en retirera presque rien.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Que les gens ne se fatiguent pas, nous allons passer la loi, mais nous allons observer les règlements. L'opposition sera responsable de la perte de temps. Le député doit s'en tenir à l'article 1 des résolutions. Il ne peut parler du fédéral. Si mon honorable ami veut aller siéger à Ottawa, qu'il se fasse élire.

M. Godbout (L'Islet): Le député est tout à fait dans l'ordre. C'est notre devoir à nous, dans l'opposition, de discuter et d'étudier une législation afin que, si elle est passée, elle ne soit pas aussi mauvaise qu'au moment où le gouvernement l'a présentée et qu'elle soit le moins préjudiciable possible aux intérêts de la province.

Le gouvernement devrait explorer lui aussi les champs d'étude que l'on met à sa disposition. Il (le député de Berthier) est dans l'ordre ou bien il n'y a plus de droit de parole en cette Chambre.

(Applaudissements à gauche)

M. Sylvestre (Berthier): Il me semble qu'il y a une relation étroite entre le bill et la coopération du fédéral⁶. Ce que je dis ne fait pas tort au gouvernement.

M. Hartt (Montréal-Saint-Louis): Tout d'un coup que la pauvre compagnie de M. Hanna trouve du fer et que le fédéral met un embargo sur le fer!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
À l'ordre!

M. Hartt (Montréal-Saint-Louis): Le premier ministre soulève des points uniquement pour empêcher les députés de parler. Il y a deux présidents, ici, vous M. le président, et le premier ministre.

M. Drouin (Abitibi-Est): À mon sens, on devrait permettre au député de Berthier de dire au gouvernement: "Ne vous pressez donc pas tant! Attendez les propositions fédérales qui vous permettront de faire ce développement dans des conditions moins désastreuses pour la province". Les remarques du député de Berthier sont parfaitement dans l'ordre.

(Applaudissements à gauche)

M. le président: Ma décision est qu'il ne peut être question des propositions fédérales lorsqu'on discute l'article 1 des résolutions.

M. Sylvestre (Berthier): Je reproche au gouvernement d'avoir accordé ce permis d'exploration prématurément, sans avoir l'aide qu'il pourrait obtenir du fédéral. Il constituera la Hollinger maîtresse d'un immense territoire qui nous appartient. Les limites mêmes du territoire ne sont pas déterminées exactement. C'est une hâte étrange.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
M. le président, je soulève un nouveau point d'ordre.

Je veux qu'on s'en tienne expressément à la discussion du premier article de la mesure. Le principe du bill a été adopté en deuxième lecture. Actuellement, on doit en étudier les détails. Cela fait trois semaines que l'on perd du temps. Si on a des arguments sérieux, qu'on les invoque.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): On n'en a pas le droit.

M. Dumaine (Bagot): Le premier ministre fait mine de ne pas comprendre le député de Berthier pour l'interrompre.

M. Sylvestre (Berthier): Le premier ministre veut absolument nous empêcher de parler. Il n'est pas possible de donner toutes les explications que l'on voudrait donner parce que le premier ministre s'y refuse.

Il me rappelle ce juge à qui un avocat disait: "Le juge ne comprend pas" et qui répondait: "Je ne suis pas ici pour comprendre mais pour juger".

(Applaudissements à gauche)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Le député de Berthier n'a pas le droit de prononcer des paroles impertinentes.

M. Godbout (L'Islet): Je soulève un point d'ordre. Le premier ministre n'a pas le droit de traiter un député d'impertinent.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Je répète que le député fait des déclarations impertinentes. Qu'on regarde dans le dictionnaire, et on verra que "impertinent" veut dire non pertinent, ce qui ne relève pas du débat.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): S'il est inutile de discuter les résolutions d'un bill, que l'on change les règlements.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Jamais un gouvernement n'a été aussi large dans la discussion. Il y a trois semaines que l'on fait du rabachage, du verbiage sur cette mesure. C'est le peuple qui paie.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Est-ce une impertinence de dire que le premier ministre veut empêcher la discussion? Il met son président dans une mauvaise situation. Il le force à rendre des décisions qu'il ne rendrait pas lui-même.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le député se conduit de façon regrettable pour un homme de son âge. Je demande qu'on force le député de Rivière-du-Loup à retirer ses paroles⁷. C'est une indignité et une injustice.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le député de Berthier s'adressait au président et non au premier ministre. Je dis simplement que le premier ministre intervient tout le temps. Je l'entends d'ici dicter ses décisions au président.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

C'est une insulte au président. Le député de Rivière-du-Loup n'a pas le droit de dire cela. Ces paroles sont indignes. Qu'il les retire.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Pour ne pas vous offenser, je retire ces mots, M. le président, mais ça ne peut m'empêcher de penser.

M. Dumoulin (Montmorency): Le député de Rivière-du-Loup n'a pas dit ce qu'il pourrait penser.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Si le député pense, c'est une amélioration. Mais, il est obligé de retirer ses paroles sans conditions.

(Il s'en suit une série d'interruptions, d'apostrophes)

M. le président: Cette rétractation n'est pas conforme aux règlements. La rétractation doit être faite sans restrictions.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Alors, je retire ce que j'ai dit et je ne pense plus à rien pour vous faire plaisir.

M. Godbout (L'Islet): J'ai soulevé tout à l'heure un point d'ordre sur lequel vous n'avez pas rendu de décision, M. le président. Le premier ministre a employé l'expression "impertinente" en parlant du député de Berthier. Or, ce mot est spécifiquement désigné dans les règlements comme l'un de ceux que l'on ne peut employer dans cette Chambre. Que le premier ministre retire ce qu'il a dit du député de Berthier.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je prétends avoir le droit de dire que l'argumentation, l'attitude d'un député est impertinente parce que pas pertinente au débat.

M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Le Règlement dit qu'il est défendu à un député de dire que ses paroles sont impertinentes.

M. le président: J'ai noté les paroles du premier ministre. Il a dit: "Ce sont des impertinences de dire que...". Le mot "impertinent" n'est pas du tout une attaque contre la personnalité du député de Berthier, c'est là une opinion.

(Rires à gauche)

En conséquence, le point d'ordre du chef de l'opposition est rejeté.

M. Sylvestre (Berthier): M. le président, je termine. Peut-être ai-je été impertinent?

(Rires à gauche)

Mais que penser de l'attitude du premier ministre dans ce débat? Le ministre des Mines a prétendu qu'il donnait un territoire grand comme son pouce sur la carte de l'Ungava. Cette loi est un coup de pouce sur la barre de l'industrie minière de la province de Québec.

Je prétends que l'on donne 7,000 milles carrés, toutes nos richesses minières du Nouveau-Québec, pour une chanson et que le gouvernement veut faire ratifier cette iniquité à la vapeur. Au nom de l'opposition, au nom de toute la province, je proteste.

(Applaudissements prolongés à gauche)

M. Plourde (Arthabaska): Si le gouvernement me faisait une concession semblable dans 30 ans, je liquiderais la dette de la province, je serais maître de la province. Je ne lui donnerais pas des intendants semblables à ceux qu'elle a aujourd'hui.

(Applaudissements à gauche)

Comme on l'a dit, c'est une exploitation nationale illimitée. Je m'oppose moi aussi à ce que l'on donne une forte partie des ressources naturelles de la province pour rien à des étrangers. En ce moment, on donne notre fer dont nous aurons besoin un jour pour fabriquer des autos, pour construire des maisons, pour ériger de grandes constructions, pour bâtir des ponts, que sais-je encore!

D'ici 30 ans, cette compagnie possédera en propre un des plus beaux territoires de la province, grâce au gouvernement de l'Union nationale qui le lui a concédé à peu de frais.

Avant de voter cela, je dirai avec le brillant député de Lotbinière: "Je suis prêt à jeûner et à rester ici jusqu'au 1^{er} juillet", s'il le faut pour combattre cette législation si désastreuse pour la province⁸.

Aujourd'hui, le gouvernement tente de consommer l'acte le plus impossible en donnant à une dizaine d'Américains le contrôle de nos ressources en fer à la veille que la province en aura besoin.

Tous ceux qui connaissent leur histoire politique savent qu'il y a un peu plus de 10 ans, des libéraux, des jeunes surtout, se sont révoltés parce qu'ils prétendaient que, sous l'administration libérale, des privilèges étaient accordés à des corporations. Ils se sont unis à des conservateurs, sous l'égide du premier ministre et de M. Paul Gouin. Il y en a parmi eux qui sont ministres aujourd'hui.

(Pointant les banquettes ministérielles) Et ces hommes, parmi lesquels il y a d'anciens libéraux qui ont changé d'allégeance, vont voter cette loi inique de l'Ungava? Je n'ose le croire! Mais alors, pourquoi ont-ils changé d'allégeance?

L'honorable M. Larochelle (Lévis): J'ai changé moi, oui, et je déclare que je voterai avec plaisir pour la concession faite à la Hollinger⁹.

M. Plourde (Arthabaska): Le député de Lévis est le seul à se lever. Il se fâche parce que j'ai douté qu'il ose approuver une pareille transaction.

Voix à gauche: Eh que ça va mal.

M. Plourde (Arthabaska): Le premier ministre a parlé de décentralisation toute sa vie et il centralise dans le Nouveau-Québec. Il crée un monopole et lui concède un privilège de près de cent ans. Avec ce projet de loi et ce permis, nous donnons plus de la moitié de la richesse des ressources naturelles de la province, peut-être pas en territoire, mais certainement en valeur. L'acier commence à manquer aux États-Unis; nous aurons besoin de fer pour assurer le développement industriel de la province et le temps est mal choisi pour céder nos richesses à nos voisins.

Qu'est-ce qu'on a donné au premier ministre? Ether ou chloroforme? Oh! Je sais que la majorité passera par-dessus tout cela, au moment du vote. Et pourtant, c'est au moment du vote que la conscience parle, mais il y en a qui ont la conscience élastique.

Par cette concession, le gouvernement prépare la faillite de la province que l'Union nationale a failli nous assurer déjà. Le premier ministre a dit que la compagnie allait risquer \$200,000,000. Mais cet argent, on va le faire souscrire dans le public. C'est le public qui va fournir les fonds à un monopole qui peut causer la faillite de la province.

Le peuple est heureux de la lutte que nous faisons pour empêcher cette loi de passer. C'est une erreur grave et le gouvernement sera stigmatisé en temps et lieu par le peuple.

(Applaudissements à gauche)

L'honorable M. Delisle (Montréal-Saint-Henri): Mais, en 1939, le député d'Arthabaska voulait être candidat de l'Union nationale.

M. Guerin (Montréal-Sainte-Anne): Le ministre a présenté des cartes de la région visées par le bail d'exploration, mais on voyait un carré avec seulement trois côtés. Le quatrième côté constitue la frontière entre Terre-Neuve - Labrador et Québec et les limites ne sont pas encore définies. Je propose un amendement pour clarifier la situation.

Il propose alors, appuyé par le député de Bagot (M. Dumaine), un amendement à la résolution numéro 1.

Que les mots suivants soient ajoutés à la fin de la dite résolution: "Mais le ministre des Mines ne pourra accorder ce permis qu'après que le territoire qui sépare le territoire du Nouveau-Québec et le Labrador terre-neuvien¹⁰ aura été localisé et déterminé définitivement par l'autorité compétente".

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ceci représente une remise indéfinie, même si le jugement du Conseil privé a été rendu il y a quelques années, aucune action n'a été prise pour faire un relevé.

En vertu des articles 538, 548 et 549 des règlements de la Chambre, pareil amendement doit être déclaré hors d'ordre parce qu'irrégulier et imprécis. Seuls les ministres ont droit d'amender une résolution d'un bill de finance, concernant les revenus de la province, après avoir obtenu l'approbation du lieutenant-gouverneur.

Ceci signifie que seul un ministre détenant la permission du lieutenant-gouverneur peut proposer un amendement à la résolution. Une législation qui traite des finances de la province, comme ce projet de loi l'a fait, a été gardée sous le contrôle du lieutenant-gouverneur. Un simple député ne peut amender ni présenter un projet de loi de finances.

La législation fait la provision d'un paiement à la province de \$10,000 dès maintenant et de \$6,000 par an pendant la période d'exploration, puis de \$100,000 par année par la suite, plus 7 % des profits ou un pourcentage supérieur à 7 %, si la loi sur les mines est amendée à cet effet. Alors, demander que la résolution soit remise à plus tard

représente clairement une atteinte aux pouvoirs de l'Exécutif en matière de finances de la province. Je ne vais pas parler des mérites de cet amendement étant donné que c'est hors d'ordre.

La conséquence de cet amendement serait de retarder indéfiniment l'exploitation de nos ressources naturelles, car ce bornage durerait des années et la province serait privée de nos revenus. De plus, sur l'étude des résolutions, il n'y a pas d'amendements qui puissent être présentés. C'est contraire aux règlements.

M. Sauvé (Deux-Montagnes), M. Dumaine (Bagot) et M. Dumoulin (Montmorency) discutent l'amendement.

M. Godbout (L'Islet): Le député de Montréal-Sainte-Anne (M. Guérin) veut seulement obtenir une garantie additionnelle en faveur des droits de la province.

M. le président: L'amendement du député de Montréal-Sainte-Anne est irrégulier pour les raisons mentionnées par le chef du gouvernement. Si la résolution a été présentée après approbation du lieutenant-gouverneur, il est normal que tout amendement à cette résolution soit aussi approuvé par le lieutenant-gouverneur. Par conséquent, il aurait fallu qu'il soit présenté par un ministre de la couronne.

M. Chaloult (Québec): Cela veut dire qu'on ne peut présenter d'amendement à une résolution.

M. le président: Il faut que ce soit un ministre qui prenne l'initiative.

M. Godbout (L'Islet): Alors, à quoi sert de discuter les résolutions? Si on ne peut amender, pourquoi faire perdre le temps de la Chambre?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le principe du bill a été adopté en deuxième lecture.

M. Chaloult (Québec) pose une question.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je n'ai jamais proposé d'amendement à une résolution en comité plénier. Il n'y a pas d'amendement possible avant la troisième lecture du bill. À ce moment, les députés de la gauche pourront proposer tous les amendements qu'ils voudront au bill lui-même.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siége de nouveau à la prochaine séance.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 21 modifiant la charte de la ville d'Oka-sur-le-Lac;

- bill 28 concernant les terrains de l'ancien palais de justice de Sainte-Scholastique;

- bill 106 autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec à admettre David Gordon Gibb à l'étude de la profession de notaire et à régulariser son brevet de cléricature;

- bill 108 relatif à une donation faite en un contrat de mariage par feu Olivier Robitaille;

- bill 118 modifiant la charte de la ville de La Tuque;

- bill 128 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre John Andersen Folkins à l'exercice de l'art dentaire, après examen;

- bill 148 concernant la congrégation des sœurs de Sainte-Croix et des Sept Douleurs.

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 116 concernant le Bureau de fiducie de l'Église presbytérienne au Canada, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

Ce qui suit est ajouté, après l'article 6, comme article 6a:

"6a. Nonobstant l'article qui précède, la propriété immobilière du Collège presbytérien, à Montréal, connu comme lot numéro 1803 des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine de Montréal, avec les constructions y érigées, ainsi que

l'ameublement, les accessoires et la bibliothèque y contenus et appartenant audit Collège, de même que la Charte et les archives dudit Collège, qui furent dévolus à certains fiduciaires pour l'église des congrégations dissidentes de l'Église presbytérienne du Canada en vertu des dispositions de l'article 10 de ladite loi 16 George V, chapitre 97, sont par le présent article déclarés être dévolus et sont par le présent article dévolus audit Collège presbytérien, à Montréal, une corporation dûment constituée par la loi de l'ancienne Province du Canada, 28 Victoria, chapitre 53. Ledit Collège aura la même liaison et demeurera dans les mêmes relations avec l'Église presbytérienne du Canada que celles que stipule l'article 1 de la présente loi, et qui existaient par rapport à l'Église presbytérienne du Canada immédiatement avant le 19 juillet 1924, pourvu toutefois que les termes du présent article ne portent pas atteinte aux droits de l'Église-Unie du Canada et de tous les étudiants et autres membres de cette Église pour ce qui est desdites archives et de la bibliothèque, tels que définis audit article 10."

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 122 modifiant la charte de la ville de Lauzon, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 4 est modifié en biffant dans la ligne 4 les mots suivants:

"et reproduit comme annexe".

Et l'annexe est biffée.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 130 modifiant la charte de la cité de Sherbrooke, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 2 est modifié en biffant, dans les lignes 4 et 5, les mots suivants:

"(reproduit comme annexe de la présente loi)".

Et l'annexe est biffée.

Projets de loi:

Charte de Lauzon

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 122 modifiant la charte de la ville de Lauzon.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte de Sherbrooke

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 130 modifiant la charte de la cité de Sherbrooke.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Bureau de fiducie de l'Église presbytérienne

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 116 concernant le Bureau de fiducie de l'Église presbytérienne au Canada.

L'amendement est lu.

Il est ordonné que l'examen de cet amendement soit remis à la prochaine séance.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures.

Deuxième séance du 21 mars 1946

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 8 h 15.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:

George Baranovsky

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 139 changeant le nom de famille de George Baranovsky *et uxor* en celui de Bromley.

Adopté. **M. l'Orateur** quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 139 sans l'amender.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

George Borchardt

M. Blanchard (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 166 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre George Borchardt à la pratique de la chirurgie dentaire après examen.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 166 sans l'amender.

M. Blanchard (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Louiseville

M. Caron (Maskinongé) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 121 modifiant la charte de la ville de Louiseville.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 121 sans l'amender.

M. Caron (Maskinongé) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Forestville

M. Leclerc (Charlevoix-Saguenay) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 159 modifiant la charte de la ville de Forestville.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 159 sans l'amender.

M. Leclerc (Charlevoix-Saguenay) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Corporation des embaumeurs

M. Gatién (Maisonneuve) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 152 constituant la Corporation des embaumeurs de la province de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Succession Lawrence A. Wilson

M. Côté (Montréal-Sainte-Marie) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 158 concernant la succession de feu l'honorable Lawrence A. Wilson soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Succession Charles-Séraphin Rodier

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 167 concernant la succession de l'honorable Charles-Séraphin Rodier soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Résolutions de la municipalité et des commissaires d'écoles de Saint-Basile

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 161 ratifiant

certaines résolutions de la corporation municipale de Saint-Basile et des commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Basile Village, dans le comté de Portneuf, province de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Samuel David Brigel

M. Hartt (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 154 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre le Dr Samuel David Brigel à l'exercice de la profession de chirurgien dentiste, après examen, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Développement minier et industriel dans le Nouveau-Québec

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le projet de résolutions relatives au bill 20 pour faciliter le développement minier et industriel dans le Nouveau-Québec.

En comité:

Présidence de Maurice Tellier (Montcalm)

Le comité poursuit l'étude de la résolution 1 qui se lit comme suit:

1. Que le ministre des Mines soit autorisé à accorder à Hollinger North Shore Exploration Company, Limited, en remplacement du permis spécial numéro 4676 qu'elle détient, un permis spécial de recherches minières aux conditions déterminées aux résolutions 3 à 7, sur les terres de la couronne désignées dans l'annexe des présentes résolutions et que le terrain sur lequel portera ce permis de recherches minières n'excèdera pas en superficie trois mille neuf cents milles carrés.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le chef du gouvernement, alors qu'il dirigeait l'opposition, critiquait les gouvernements du temps en prétendant qu'ils vendaient les ressources naturelles de la province à des compagnies étrangères. Et cela, pour presque rien. Or, aujourd'hui, alors qu'il est premier ministre, c'est lui qui accorde à une compagnie

étrangère, la Hollinger, la plus grande concession qui n'ait jamais été faite.

Tous les députés sont en faveur de développer l'Ungava. Seulement, le gouvernement et l'opposition ne s'entendent pas sur la façon de procéder. Le gouvernement devrait faire lui-même l'exploration au bénéfice du peuple plutôt que de confier cette tâche à une compagnie, surtout quand cette compagnie est contrôlée par des intérêts étrangers. Avant d'accorder une concession, il devrait aussi nommer une commission d'experts qui établira la valeur minière du territoire et déterminera exactement l'étendue qu'il faut exploiter.

Le premier ministre nous a dit: "Ça fait 300 ans que le Nouveau-Québec est là et on ne l'a pas développé". Veut-il reprocher à Samuel de Champlain de n'avoir pas ouvert ce territoire?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Pourquoi ne l'avez-vous pas développé quand vous étiez au pouvoir de 1939 à 1944?

M. Casgrain (Rivière-du-Loup):

Le premier ministre sait que nous étions handicapés par de graves problèmes, ceux de la guerre. Nous avons accordé un permis suivant la loi en 1942.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le peuple, qui paye, n'endurerait pas qu'on dépense \$200,000,000 pour faire de l'exploration dans le nord quand nous avons tellement besoin d'argent ici. Le bill va passer, pourquoi faire perdre le temps de la Chambre?

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Je dis qu'il est dangereux de livrer nos ressources naturelles à une compagnie contrôlée par des étrangers, au moment précis où Ottawa vient de découvrir dans tout le pays un réseau d'espionnage. Il faut s'attendre à tout.

Il peut y avoir là des richesses insoupçonnées, des métaux plus précieux peut-être que le minerai de fer. Qui sait si on ne découvrira pas dans ce territoire de riches mines de radium, ou peut-être de l'uranium et qu'on n'expédiera pas ce minerai à un pays ennemi mis au court de la richesse des gisements découverts?

Il sera trop tard pour se plaindre quand ces minerais seront exportés et qu'on s'en servira pour combattre le Canada. Je ne suis pas de ceux qui croient que toutes les guerres sont finies. On ne sait même pas ce que l'on concède. Il n'y a pas de bornage.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le bornage le plus important, c'est le bornage des discours.

M. le président: Le député s'est éloigné du sujet.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le sujet est pertinent. Il se peut que notre minerai de fer, à cause de la présence d'étrangers dans la compagnie, trouve un jour acquéreur en d'autres pays, peut-être en Russie. Il servira alors à combattre le Canada si une nouvelle guerre éclate. Il n'y a aucun espoir que la guerre soit finie pour toujours, même si nous caressons un tel idéal.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le député est en dehors de la question. Que l'opposition ne se fatigue donc pas pour rien. La loi va passer, qu'elle le veuille ou non. Pourquoi la retarder?

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Oui, le bill va passer, mais pas à l'heure et à la minute décidées par le premier ministre. Hors de tout doute, il est certain que le projet de loi va passer, cependant, les membres de l'opposition ont le droit de protester et, en protestant, ils veulent montrer aux gens que leurs richesses sont données à des étrangers.

Nous voulons dire ce que nous pensons de ce projet et rappeler à la population ce que disait le premier ministre quand il était chef de l'opposition et qu'il nous reprochait de vendre les richesses naturelles aux étrangers. Aujourd'hui, vous donnez pour \$100,000 par année ce qui vaut des millions, des centaines de millions. Nous continuons à dire que vous n'avez pas le droit de le faire.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Pas une graine de terre, pas une parcelle de minerai ne seront exportées en dehors de la province sans la permission du gouvernement.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Il pourra s'en exporter hors de la connaissance du gouvernement, et quand on s'en apercevra, il sera trop tard. Nous devrions connaître les frontières qui séparent Terre-Neuve, le Labrador et l'Ungava. Le premier ministre va se rendre à Ottawa dans le mois d'avril pour la conférence fédérale-provinciale. Point n'est besoin de tant se presser avant de savoir ce qui va sortir de ces discussions. Peut-être que le premier ministre devrait aborder la question.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le député de Rivière-du-Loup a tort de jeter cette question dans la politique à l'heure actuelle. Ces travaux d'Ottawa seront tellement importants que le député ne devrait pas donner l'impression que de la politiaillerie à quelque chose à y voir.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup) nie qu'il obéit au souci électoral. Étant donné que nous avons perdu le Labrador, dit-il, c'est une raison de plus pour ne pas abandonner le peu de richesses qui restent dans la province. Les discours du premier ministre lorsqu'il était à l'opposition portaient sur le fait que les libéraux avaient donné les ressources naturelles de la province à des étrangers.

Alors, laissons le gouvernement garder ce qui reste. L'Ungava est le seul territoire vierge qui reste à la province. C'est Sir Lomer Gouin, réalisant le rêve de Mercier, qui a annexé le Nouveau-Québec à notre province en 1912. Qu'est-ce que le premier ministre a fait pour développer nos ressources de 1936 à 1939? Rien. Aujourd'hui, il préfère enrichir une compagnie que d'enrichir les nôtres.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je prouverai le contraire en temps et lieu.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le premier ministre a déjà promis de faire racheter le Labrador par le gouvernement fédéral, qui appartient maintenant à Terre-Neuve. Ce sera le temps d'agir quand il sera à Ottawa. La première chose à faire, ce serait de collaborer avec Ottawa pour racheter le Labrador que nous avons perdu par un jugement du Conseil privé.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

J'ai prétendu et je prétends encore que le Canada a dépensé assez de millions pour la défense de Terre-Neuve, pour rétrocéder à la province de Québec ce territoire que nous avons perdu lors d'un jugement du Conseil privé, le Labrador, sans qu'il débourse un sou. Je l'ai dit à Ottawa.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Je suis du même avis. Le gouvernement est en train de constituer, dans le Nouveau-Québec, le plus grand trust au monde et ce problème est le plus gros de conséquences que le parti de l'Union nationale aura à régler. Je demande au premier ministre de conserver pour la province ce riche domaine de l'Ungava.

M. Dumaine (Bagot): Si le gouvernement avait voulu collaborer avec l'opposition et accepter

au moins quelques-uns de ses amendements, le lieutenant-gouverneur n'aurait probablement pas eu d'objections à les approuver à son tour. La discussion aurait été plus courte et plus facile.

La résolution concède à la Hollinger le territoire réputé le plus riche de l'Amérique du Nord. Autrefois, il y avait une certaine excuse à faire développer par d'autres nos ressources naturelles. Il y a seulement 10 ans, nous n'avions pas les facilités de transport d'aujourd'hui et le budget de la province n'était que de \$35,000,000 à \$40,000,000 par année. Mais cette excuse n'existe plus aujourd'hui. Avec un budget de \$100,000,000, la province pourrait faire ce travail dans l'intérêt de la population et pour la sauvegarde de nos droits.

La compagnie laisse de côté les 1,700 milles où il n'y a pas de minerai pour s'approprier l'autre où sont les plus riches mines de fer. Par le biais de ce projet de loi, les intérêts de la Hollinger reçoivent ce qui est probablement les plus riches intérêts en minerai de fer, non seulement de la province et au Canada, mais dans toute l'Amérique du Nord.

Le gouvernement concède ce que nous avons de plus riche, de plus avantageux pour la population et le concède à des étrangers. Ces gens vont naturellement exploiter ce riche territoire, pas pour le Québec et sa population, mais pour les États-Unis et plus précisément pour les intérêts financiers de quelques hommes d'affaires américains. C'est le devoir de l'opposition et de tout député de protester énergiquement contre une pareille concession faite au détriment de nos intérêts les plus chers, parce que la Hollinger fait partie du grand trust du fer dans le monde.

L'exploration du Nouveau-Québec devrait être faite par le gouvernement de Québec pour le peuple de Québec et en particulier pour aider les classes laborieuses. Je ne crois pas que les ouvriers bénéficient des travaux de l'Ungava avant plusieurs années parce que l'exploration doit durer jusqu'en 1958. Voilà pourquoi je m'oppose de toutes mes forces à l'adoption de la mesure.

(Applaudissements prolongés à gauche)

M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Je m'oppose à la loi parce que j'y vois la mainmise du cartel mondial de l'acier sur les richesses naturelles de la province de Québec.

Premièrement, contrairement à ce qui été dit, l'exploration du territoire visé par le bail a été faite avant que la North Shore Hollinger Company demande au gouvernement un nouveau bail. Elle savait parfaitement ce à quoi s'attendre du territoire en retour de son investissement.

Le gouvernement n'est pas sérieux lorsqu'il accuse l'opposition de vouloir ralentir l'adoption du projet de loi, puisque c'est un fait connu aujourd'hui que l'administration donne à des intérêts privés les meilleurs territoires en ressources naturelles de la province pour les 100 prochaines années.

Devant une entreprise qui lie la province pour un siècle et plus, il est bon de se demander avec qui nous faisons affaires. Qui est la compagnie Hollinger? La Hollinger North Shore Exploration Company est la sœur jumelle de la Labrador Mining and Exploration Company, née du mariage clandestin de la Hollinger Consolidated avec la compagnie Hanna. Il examine la répartition de la Hollinger North Shore Exploration Company pour démontrer que ses 3,000,000 de parts en capital-actions appartenaient toutes à la Hollinger Consolidated Company qui détient aussi 50 % des parts de la Hollinger Labrador Company.

En d'autres termes, les rapports et les renseignements officiels démontrent que la Hollinger et la Labrador sont contrôlées par la Hollinger Consolidated, la compagnie mère, qui elle, est reliée au cartel international de l'acier par la compagnie Hanna de Cleveland qui en est la pierre angulaire. Ceci indique qui va bénéficier des concessions. Et j'ai peur de ce grand trust.

La loi place l'application de l'entente avec la Hollinger entre les mains du ministre des Mines, tandis que la loi générale des Mines doit être appliquée par le lieutenant-gouverneur en conseil, tel que stipulé par les Statuts de la province. C'est irrégulier. Une loi en contredit une autre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

La Compagnie Hanna n'a pas un sou d'intérêt dans la Hollinger North Shore Exploration Company. Celle-ci se compose d'hommes d'affaires canadiens, de Montréal, qui consacrent leur argent à l'exploitation de nos richesses minières.

M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Il s'agit d'une énorme pieuvre. Je crains que ce cartel étende ses tentacules sur les ressources minières du continent et particulièrement sur celles de la province de Québec, qu'il s'en empare et ne nous laisse plus rien de ce vaste territoire.

La Hollinger North Shore Exploration Company et la Labrador Exploration Company sont deux sœurs siamoises. La première est une compagnie relativement petite avec un capital de 3,000,000 d'actions à une valeur nominale de \$12 par action. Toutes les actions sont sur le marché et

elles ont déjà atteint la valeur de \$19 l'action. La seconde a le même capital de 3,000,000 d'actions. Seulement une partie des actions de la Labrador Company, 2,200,000 sur 3,000,000 sont sur le marché boursier. Il ne lui en reste que 800,000. Les actions vendues des deux sœurs siamoises sont détenues par la Hollinger Mining Company.

Depuis que le gouvernement provincial a annoncé les termes de la concession accordée à cette société, en 1945, ses parts ont monté de 9 points sur le marché de l'argent, de \$10 à \$19. Comme il y a \$5,000,000 de parts sur le marché, c'est dire que les détenteurs avaient réalisé un profit de \$45,000,000 au premier stage de l'exploration.

Mais, depuis que la discussion du bill est commencée à la Législature de Québec et que l'opposition a commencé à faire la lumière sur la concession accordée à la Hollinger, les parts de la Hollinger North Shore ont baissé de 4 points¹¹. Elles sont descendues de \$19 à \$16, ce qui représente une baisse de \$15,000,000. On ne joue pas avec des bagatelles mais avec des empires financiers. Qu'est-ce que \$45,000,000 de profits en regard du droit de \$6,000 par année exigé par la province?

La compagnie-sœur, la Labrador Mining and Exploration Company, a suivi les fluctuations de la Hollinger North Shore. La Hollinger possède un million de parts de la Labrador Mining et elle a une option pour 800,000 parts à \$1. Ses parts cotées à \$1 sont montées à \$12.50¹² depuis quelques mois faisant réaliser ainsi aux actionnaires un profit de \$23,000,000¹³.

Le cartel international de l'acier, par l'entremise des intérêts Hanna, de Cleveland, Ohio, contrôle les sœurs siamoises Hollinger et Labrador. Eh bien, je concède que c'est ce cartel que nous devons regarder les yeux dans les yeux et non les charmantes Canadiennes françaises mariées à d'heureux prospecteurs, dont on a parlé au cours de ce débat.

Il cite des rapports fédéraux pour démontrer l'empire des coalitions commerciales internationales sur l'économie des pays où elles opèrent. Les gouvernements ont été avertis des dangers de permettre à ces cartels de mettre la main sur les ressources naturelles du pays. Ces rapports disent que la découverte faite dans le Nouveau-Québec est de nature à changer la situation du marché de l'acier dans le monde. Je ne suis pas contre les intérêts de la Hollinger, mais qui serait prêt à croire qu'ils seraient disposés à verser des centaines de millions de dollars en travaux d'avant-projet sans savoir s'ils allaient tirer profit de l'investissement?

Selon un expert dans le domaine, le Dr Retty, les gisements de fer du Nouveau-Québec seraient probablement les plus riches au monde. Il y a là du minerai en quantité formidable, minerai qui est d'une qualité exceptionnelle. Il est pur dans une proportion de 63 % à 68 %. La Hollinger sait parfaitement ce qu'elle retirera des mines de fer de l'Ungava, puisque ses géologues ont déjà découvert des gisements s'étendant à une telle profondeur, à certains endroits, qu'on y trouve un million de tonnes de minerai par pied vertical.

C'est la plus grande découverte du genre qui a été faite depuis de nombreuses années. Raison de plus pour la province de conserver jalousement ce patrimoine. C'est un riche domaine que le gouvernement propose de concéder à une compagnie privée pour un siècle, pour un misérable \$100,000 par année.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

On est loin de la résolution 1. C'est le peuple qui paye ces discussions inutiles. Ça ne sert de rien, la loi va passer. L'opposition choisit l'article le plus inoffensif pour faire des traîneries et de l'obstruction.

M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Est-ce que le gouvernement veut faire croire à la Chambre que les grands intérêts américains alliés au cartel sont dirigés par des enfants qui ne savent pas ce qu'il y a dans l'Ungava? Mais il y a là un fer d'une valeur supérieure!

L'honorable M. Robinson (Brome): Je le sais.

M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Eh bien, si le ministre des Mines sait tout cela, je suis stupéfié de le voir venir nous proposer un tel marché.

(Applaudissements à gauche)

Si nos amis d'en face ne savent pas ce que sont les cartels, je les réfère à un rapport du ministère du Travail qui dit: "Les cartels peuvent avoir une influence sur le commerce national et international". M. le président, il faut avoir peur de ces cartels. J'ai peur de ces coalitions internationales, qui contrôlent les prix, la production, tout!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Qu'est-ce qu'il y a de mal à ça? Ottawa vient d'entrer dans l'U.N.O.

M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Soyons sérieux. Prenons toutes les précautions possibles, car la compagnie Hollinger est

reliée au trust international de l'acier. Ce sont les cartels internationaux, plus forts que les gouvernements on a dit, qui sont responsables des abus du capitalisme. Nos ressources naturelles, dans l'Ungava, sont en danger. Un cartel a fait monter le prix d'un produit de \$32 la livre à \$453. C'est ce qui favorise les progrès du communisme dans le monde.

On dit que la compagnie ne pourra pas céder ses droits sans demander la permission à la province; mais rien n'empêche les actionnaires de vendre leurs parts. La compagnie peut changer de nom et sans perdre ses droits. C'est une chose qui peut se faire d'un seul trait de plume dans les livres.

Les libéraux ne sont pas contre le développement de nos ressources naturelles. En fait, c'est en raison de la concession faite en 1942 par le gouvernement Godbout, sous la loi sur les mines du Canada, que l'on s'est intéressé à ces gisements dans l'Ungava. Mais, en lui disant: "Vous vous soumettez à la loi". Sous un gouvernement libéral, il n'y a qu'une loi. Aucune faveur spéciale n'a été faite. Tous les gens avaient le droit d'obtenir le même traitement du gouvernement. Pourquoi cette législation spéciale?

La concession de 1942 a été accordée aux termes d'une loi générale qui était accessible à tous, plutôt qu'en vertu d'un privilège spécial comme c'est le cas présentement. Le gouvernement Godbout a pavé la voie aux découvertes dans l'Ungava. Toutefois, la concession de 1942 a été une aubaine et maintenant on demande de nouvelles concessions. Le projet est sérieux, non seulement pour la province, mais pour le Canada au complet et pour les générations à venir et il nous appartient d'agir avec prudence.

Le cartel de l'acier exploite des gisements ailleurs et je ne veux surtout pas que cette loi serve à paralyser le développement du nord au lieu de favoriser celui-ci. Je n'aimerais pas que ces intérêts laissent simplement reposer les gisements du Québec jusqu'à l'épuisement des gisements de minerai de fer présentement en exploitation.

(Applaudissements à gauche)

Mais, le gouvernement qui est en face de nous a accordé un second permis avec une loi spéciale. La Chambre doit étudier avec soin toutes les modalités de cette loi spéciale avant de faire des concessions trop libérales à des intérêts aussi puissants. La compagnie serait disposée à accepter des conditions plus profitables pour la population. On ne peut rien faire de trop pour empêcher que nos ressources ne tombent entre des mains étrangères.

(Applaudissements à gauche)

M. Drouin (Abitibi-Est): J'ai entendu le premier ministre dire: "Pourquoi n'avez-vous pas développé cette région de 1939 à 1945?"; "Nous n'avions pas \$200,000,000 à dépenser là". Il y a cinq ans, nous n'étions pas prêts à faire ce que nous pouvons faire aujourd'hui. On ne savait pas à ce moment qu'il y avait autant de minerai.

Depuis cinq ans, nous avons appris de façon certaine qu'il y a du fer dans la région. Ce qui a amené le développement du Nouveau-Québec, c'est la guerre, l'avion, l'établissement d'un aéroport à la baie de l'Oie, à Gander, au Labrador. Nous en savons trop sur les richesses de ce territoire pour agir à la légère et ne pas peser le pour et le contre de tout contrat.

Que le gouvernement fasse une comparaison et tire une leçon de ce qui s'est passé dans le nord d'Ontario. L'expérience du développement du Nord-Ouest du Québec et du Nord-Est de l'Ontario démontre que le gouvernement de la province voisine a eu raison de dépenser des centaines de millions pour assurer le développement des mines.

Je crois que le ministre des Mines est bien intentionné. Il sait qu'on est 15 ans en arrière, au point de vue mines, dans la province de Québec. Pourquoi? Parce que l'Ontario a bâti un chemin de fer, le Témiscamingue & Northern Ontario, qui a développé sa région minière du nord et même celle du Québec. Le chemin de fer a été bien critiqué, mais c'est lui qui a assuré le développement de Noranda. La politique minière du gouvernement d'Ontario a enrichi des Canadiens qui viennent aujourd'hui développer les richesses de Québec.

(Applaudissements à gauche)

Aujourd'hui, la même situation se présente. Pourquoi le gouvernement n'intéresse-t-il pas le fédéral au chemin de fer qui développerait le Nouveau-Québec au bénéfice des gens de la province de Québec, en particulier et pour le Canada en général, et non pas pour les États-Unis ou pour tout autre compagnie qui serait apparemment à moitié canadienne et à moitié américaine?

Le fédéral ne craint pas de dépenser des sommes considérables et va construire un chemin de fer pour développer la région de Yellowknife. Pourquoi pas un chemin de fer dans la province de Québec, bâti avec l'argent du fédéral et une contribution de notre gouvernement? C'est la suggestion que j'ai à faire. Que l'expérience des autres nous serve donc de leçon.

(Applaudissements prolongés à gauche)

La résolution 1 est adoptée¹⁴.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Avant la discussion de l'article 2, je veux communiquer immédiatement la teneur de deux clauses nouvelles qui doivent s'ajouter au bill. Le préambule est très clair, mais pour calmer les alarmes, faire disparaître les angoisses, provoquer la volatilisation des inquiétudes, dissiper les nuages du doute, ramener le calme dans les âmes timorées et craintives, j'aurai des amendements à apporter.

M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Des amendements aux résolutions?**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Oui.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le lieutenant-gouverneur a-t-il accepté ces amendements?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Oui et il a déclaré qu'il était heureux d'avoir un pareil avis.

M. Hartt (Montréal-Saint-Louis): Le premier ministre forçait tous les députés à s'en tenir à la résolution en question et le voilà qui chevauche sur toutes les résolutions.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Encore une fois, le préambule est clair, mais voici les amendements que j'ai à apporter. Après la résolution 3, nous intercalons une nouvelle résolution qui devient 4 et qui se lit comme suit:

"4. La compagnie devra donner aux ingénieurs miniers et techniques diplômés des universités et écoles de la province, dans la mesure où il y en aura de disponibles, possédant les qualifications nécessaires, la préférence dans les emplois d'ordre technique qui résulteront de l'exploration et de la mise en valeur des terrains miniers loués en vertu de la présente loi".

L'autre amendement, le plus important, a trait au traitement du minerai dans la province de Québec. Après la résolution 8, on intercale un amendement qui devient la résolution 9 et qui se lit comme suit:

9. Les travaux de préparation, de traitement et de manufacture requis, avant son expédition, par le minerai de fer extrait dudit territoire seront exécutés dans la province de Québec.

Dans le préambule, il est bien question de l'établissement d'une industrie sidérurgique dans la province pour le traitement du minerai, mais cet amendement fera disparaître toutes les inquiétudes. Un des grands problèmes de l'aluminium a été qu'il

était produit à l'état brut à Arvida et que nous ne possédions pas d'industries pour préparer le produit ouvré. Ce fut une lacune, une déficience de notre organisation industrielle dans le passé. Nous n'avons pas assez tenu compte de l'utilisation des sous-produits alors que d'autres pays ont tiré leur richesse des sous-produits.

Nous corrigeons cette situation pour l'exploitation de nos minerais de fer par l'amendement que je viens de lire. Nous avons fait un effort pour remédier au problème de l'aluminium en favorisant l'établissement au Cap-de-la-Madeleine d'une industrie, qui ouvrira bientôt et qui produira des ustensiles en aluminium.

Comme le bill est la reproduction exacte des résolutions, dit-il, on l'amendera en calquant les amendements sur les résolutions amendées.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Nous avons un peu raison de parler!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Si vous aviez moins parlé, ces amendements auraient été produits plus vite. Je les avais annoncés il y a plusieurs jours.

Le comité étudie la résolution 2 qui se lit comme suit:

2. Que ce permis sera émis pour le laps de temps courant de la date de son émission jusqu'au 30 juin 1952; qu'il sera renouvelable pour deux périodes consécutives de cinq années chacune, le tout aux conditions prévues aux résolutions 3 à 6 inclusivement.

M. Hartt (Montréal-Saint-Louis): Je m'objecte, dit-il, à ce qu'on donne à la compagnie un permis de 20 ans pour faire des explorations parce que ces explorations sont déjà faites. On fait à la province une grave injustice en procédant ainsi.

On aurait dû émettre un permis de deux années seulement, la compagnie Hollinger étant déjà au courant de ce qu'il y a dans le territoire qu'elle veut explorer. La compagnie est contrôlée par des intérêts américains.

L'honorable M. Robinson (Brome): La compagnie est une compagnie canadienne, appartenant à des Canadiens, y compris les directeurs et les actionnaires. Le bail a été accordé à une compagnie offrant les garanties nécessaires de succès parce que dans le passé, tous les efforts des associations de travailleurs n'ont pas réussi à développer le territoire.

La compagnie n'a pas la moindre idée de ce qu'elle trouvera là-bas. Un permis d'une certaine durée est absolument nécessaire pour lui permettre de faire un travail sérieux.

Le gouvernement tient à ce que l'on développe le plus rapidement possible cette partie du territoire. Le gouvernement aurait pu faire ce que le gouvernement précédent avait fait en 1942, passer des décrets et ne pas rentrer dans les détails, comme cela se faisait présentement, mais il désire présenter toute la transaction devant la Chambre.

Il n'y a aucun tour de passe-passe, tout est accessible et équitable. Moi-même et mon sous-ministre, A.-O. Dufresne, avons négocié avec J. R. Timmins, le président de la Hollinger North Shore Exploration Company et avec les ingénieurs de la compagnie.

Nous sommes en consultation constante avec le premier ministre. Lors des négociations, M. Timmins a dit espérer que le gouvernement prenne part à ce développement, qu'il le fallait pour que le développement devienne un succès.

M. Hartt (Montréal-Saint-Louis): Je vais réserver mon droit de parler plus tard, mais mon chef (M. Godbout) veut que le débat soit clos et, pour respecter son désir, je ne vais rien dire de plus sur les résolutions devant la Chambre.

La résolution 2 est adoptée.

Le comité étudie la résolution 3 qui se lit comme suit:

3. Que la compagnie devra payer à la province pour l'obtention de ce permis les sommes suivantes:

a) dix mille dollars lors de son émission;

b) six mille dollars annuellement pendant la durée de ce permis.

Qu'elle devra en outre supporter tous les frais d'arpentage, de bornage et de délimitation par photographie aérienne ou autrement; que les documents, rapports et procès-verbaux résultant de ces travaux seront la propriété du gouvernement de la province.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): Étant donné les avantages inouïs donnés à la Hollinger, c'est trop bon marché. Au prix prévu par la loi, la province ne retirera de cette concession qu'un cinquième de cent par acre. Ce montant est tout à fait insuffisant. On devrait exiger au moins 3 cents l'acre, ce qui mettrait le permis à \$80,000 au lieu de \$6,000.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est ridicule.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): C'est le montant demandé qui est ridicule.

M. Drouin (Abitibi-Est): D'après la loi des mines, on est obligé aujourd'hui de payer 25 cents l'acre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Six mille dollars, c'est le plus haut prix que la province n'ait jamais obtenu. Toutes les dépenses sont à la charge de la compagnie. Pour une seule mine de l'Ontario, Ottawa a payé \$5,000,000 et Toronto, \$3,000,000. Nous ne payons pas un sou et nous retirerons des millions comme nous le démontrerons lors de la troisième lecture.

Je vais remettre à la Chambre la politique gouvernementale. Cette politique était claire, elle est contre la nationalisation. Je considère que l'étatisation est peut-être nécessaire comme moindre mal, mais qu'elle est généralement une mauvaise chose et devrait être utilisée seulement en dernier recours pour éviter un plus grand mal. Ce qui appartient à tout le monde n'appartient à personne, comme dans le cas de la nationalisation.

Dans ce projet, des capitaux importants sont investis, un développement important s'annonce: des chemins de fer, un port, des communautés, seront créés. Des gens de bonne foi commettent l'erreur de tout réduire à une question d'argent. C'est une grave erreur, parce que ceci signifie en fin de compte l'adoration du veau d'or.

C'est antiévangélique. Pourquoi ne parler que d'argent? Ce n'est pas la base de tout. Le cerveau, la compétence, l'initiative humaine sont des choses qui comptent d'abord.

M. Drouin (Abitibi-Est): Si le Nord québécois et la région Abitibi-Témiscamingue avaient été développés comme le Nouveau-Québec le sera, comme conséquence de cette loi, nous n'aurions eu qu'une compagnie chez nous pour exploiter nos mines. Nous n'aurions aujourd'hui qu'un ou deux moulins et une ville fermée. Nous n'aurions jamais eu le développement que nous avons actuellement. C'est cela que nous voulons empêcher.

Le gouvernement fait pire que d'étatiser. Il établit un monopole dans le territoire non développé qui deviendra plus puissant que lui. C'est un bien grand danger. Quant à la taxe sur les profits, qui nous dit que l'unique compagnie qui extraira du minerai

de fer ne le vendra pas à une compagnie afin de cacher ses profits? Le tour sera joué.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le député d'Abitibi-Est veut-il savoir quel est le profit des compagnies qui produisent du minerai de fer? Ils sont en général moins d'un dollar par tonne. Depuis quelques années, le profit est tombé de 50¢ 12¢ la tonne.

M. Drouin (Abitibi-Est): C'est une nouvelle preuve à l'appui de mon argument. Le pourcentage sur les profits ne veut pas dire grand-chose. Si les compagnies ne font pas de meilleur profit, c'est parce qu'elles revendent leur minerai à bon marché à des subsidiaires et cachent ainsi leurs profits à l'avantage du cartel international de l'acier. On devrait plutôt exiger une royauté de tant la tonne.

(Applaudissements à gauche)

M. Laurendeau (Montréal-Laurier) parle de même. D'où viennent les statistiques du premier ministre?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Des États-Unis.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): Alors, on voit que si la compagnie vend à une subsidiaire, elle cachera ses profits.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je suis profondément convaincu que, par cette transaction, la province fait un marché d'or et que cette mesure est le début d'une marche vertigineuse vers un progrès économique stable.

La province retirera des millions en profits directs, puisque la loi permet au gouvernement de taxer les profits de l'exploitation jusqu'à 4 % et 7 %. De plus, la compagnie fournira du travail à nos gens, elle fera des travaux immenses, construira un chemin de fer, édifiera un quai sur le Saint-Laurent, elle bâtera des habitations, des églises, des écoles, des hôpitaux.

Elle se trouvera ainsi à ouvrir tout un territoire à la civilisation et à la chrétienté.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): Plus j'étudie ce bill, plus je suis convaincu qu'il constitue un marché de dupes pour la province de Québec. Il est avantageux pour la Hollinger et désavantageux pour la province.

La résolution 3 est adoptée.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

**Bureau de fiducie
de l'Église presbytérienne**

M. Marler (Westmount-Saint-Georges) propose, du consentement unanime, que l'amendement du Conseil législatif au bill 116 concernant le Bureau de fiducie de l'Église presbytérienne au Canada soit maintenant accepté.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 136 modifiant la charte de la cité de Lachine, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. Les articles 5, 6 et 7 sont biffés.
2. L'article 12, qui devient article 9, est modifié dans la version anglaise.
3. Les articles 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15 et 16 deviennent articles 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12 et 13.

Projets de loi:

**Charte
de Lachine**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 136 modifiant la charte de la cité de Lachine.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 11 h 30.

NOTES

1. André Laurendeau est né le 21 mars 1912. Il fête donc ses 34 ans. D'autre part, une gerbe de roses rouges avaient été déposée sur son pupitre par ses collègues. *Le Soleil*, 22 mars 1946, à la page 3 et *La Patrie*, 22 mars 1946, à la page 21.

2. M. Laurendeau est en effet cofondateur du mouvement Jeunes-Canada en 1933.

3. J.-A. Mathewson présente ses vœux au nom de la minorité anglaise, David Côté, au nom des indépendants, Maurice Hartt, au nom de la minorité juive, et Thomas Guerin, au nom de la minorité irlandaise, selon *Le Soleil*, 22 mars 1946, à la page 3 et *L'Événement*, 22 mars 1946, à la page 3.

4. M. Marler s'exprime en anglais, selon *Le Soleil*, 22 mars 1946, à la page 3.

5. *Le Canada*, 22 mars 1946, à la page 12, mentionne plutôt "ces remarques perfides".

6. *Le Canada*, 22 mars 1946, à la page 12, rapporte que le député aurait plutôt dit: "entre l'octroi de ce permis et l'étude préalable du territoire concédé".

7. Plutôt "cette expression" selon *Le Soleil*, 22 mars 1946, à la page 6.

8. Voir à ce sujet le discours de M. Roberge, député de Lotbinière, le 6 mars 1946 au sujet du développement minier dans le Nouveau-Québec.

9. M. Joseph-Théophile Larochelle avait d'abord été élu député de l'Action libérale nationale à l'Assemblée législative dans la circonscription de Lévis en 1935 avant de devenir député de l'Union nationale, l'année suivante.

10. Le député aurait ajouté "under a Privy Council judgment", selon *The Gazette*, 22 mars 1946, à la page 1.

11. De 3 points, selon *Le Canada*, 22 mars 1946, à la page 9.

12. \$11.50, selon *L'Action catholique*, 22 mars 1946, à la page 10.

13. *L'Action catholique*, 22 mars 1946, à la page 10 rapporte un profit de \$20,000,000.

14. Il est alors environ 10 heures, selon *Le Soleil*, 22 mars 1946, à la page 3.

Séance du vendredi 22 mars 1946

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 129 concernant la succession de Joseph-Narcisse Perrault. Le préambule a aussi été amendé en y retranchant les six derniers paragraphes.

Projets de loi:

**Succession
Joseph-Narcisse Perrault**

M. Blanchard (Terrebonne) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 129 concernant la succession de Joseph-Narcisse Perrault.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 129 sans l'amender.

M. Blanchard (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Questions et réponses:

Employés d'Hydro-Québec

M. Hamel (Saint-Sauveur): 1. Quel était le nombre total des personnes employées à l'Hydro-Québec:

a) le 31 août 1944?

b) 1^{er} 28 février 1946?

2. À combien s'élevait le total du bordereau des salaires payés à ces personnes:

a) pour le mois d'août 1944?

b) pour le mois de février 1946?

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke):

1. a) 1,342 employés;
b) 1,508 employés, soit une augmentation de 166 employés répartis comme suit :
 - (1) employés temporaires..... 25
dont 14 chargés de l'évaluation des propriétés d'Hydro-Québec et 11 préposés aux travaux de construction;
 - (2) personnel additionnel requis par suite de la signature d'ententes collectives de travail portant les congés statutaires de 7 à 11, accordant deux semaines de vacances, au lieu d'une, aux employés de l'extérieur et réduisant les heures de travail des employés de bureaux..... 86
 - (3) augmentation du personnel pour répondre à l'expansion des services de gaz et d'électricité 33
 - (4) organisation du bureau légal 4
 - (5) augmentation du personnel technique ... 18
(dans ce total sont compris 69 employés de retour du front) 166
2. a) \$ 248,765.81
b) \$ 262,937.35

Messages du lieutenant-gouverneur:

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean)¹ transmet à M. l'Orateur de la Chambre un message de l'honorable lieutenant-gouverneur:

M. l'Orateur lit ledit message comme suit:

L'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative le budget supplémentaire des dépenses pour l'année financière se terminant le 31 mars 1946 conformément aux dispositions de l'article 54 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867, et

recommande ce budget à la considération de la Chambre.

Eugène Fiset

Hôtel du Gouvernement
Québec, le 21 mars 1945
(Document de la session no 2)

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean) propose que le message de l'honorable lieutenant-gouverneur soit renvoyé au comité des subsides, avec le budget supplémentaire qui l'accompagne.

Adopté.

Subsides:

Budget supplémentaire 1945-1946

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean) propose, du consentement unanime, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme en comité des subsides.

En comité:

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean) propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas quatre mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour: "Codifications des lois municipales, traitements compris (Affaires municipales)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1946.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour: "Dépenses de voyage (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1946.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour: "Pisciculture, gages compris (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1946.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour: "Jardin zoologique de Québec, gages compris (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1946.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour: "Parcs nationaux, gages compris (Chasse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1946.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour: "Service civil extérieur (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1946.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas trente-six mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour: "Dépenses de voyage (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1946.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas quatre mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour: "Frais de bureau (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1946.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas treize mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour: "Commission du service civil, traitement compris (Conseil exécutif)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1946.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour: "Écoles normales (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1946.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas douze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour: "Traitements (législation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1946.

Adopté.

12. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour: "Impression et reliure pour les deux Chambres de la Législature (législation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1946.

Adopté.

13. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour: "Impression, reliure et distribution des Statuts - Imprimeur du Roi (législation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1946.

Adopté.

14. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour: "Service civil extérieur (Mines)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1946.

Adopté.

15. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté, pour: "Frais de bureau (Mines)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1946.

Adopté.

16. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour: "Dépenses diverses et imprévues (Mines)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1946.

Adopté.

17. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent quatre-vingt-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour: "Construction de chemins de mines, gages compris, dépenses en immobilisations (Mines)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1946.

Adopté.

18. Qu'un crédit n'excédant pas mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour: "Inspection et surveillance, gages compris (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars, 1946.

Adopté.

19. Qu'un crédit n'excédant pas six mille, cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour: "Entrepôts, gages compris (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1946.

Adopté.

20. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour: "Service civil extérieur (procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1946.

Adopté.

21. Qu'un crédit n'excédant pas quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour: "Sûreté provinciale, dépenses diverses (procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1946.

Adopté.

22. Qu'un crédit n'excédant pas mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour: "Police des liqueurs, traitements (procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1946.

Adopté.

23. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour: "Police des liqueurs, dépenses diverses (procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1946.

Adopté.

24. Qu'un crédit n'excédant pas soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour: "Poursuites au criminel (procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1946.

Adopté.

25. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour: "Service civil

intérieur (Santé et Bien-être social)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1946.

Adopté.

26. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour: "Frais de bureau et administration (Santé et Bien-être social)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1946.

Adopté.

27. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour: "Honoraires, indemnités et allocations (Santé et Bien-être social)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1946.

Adopté.

28. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour: "Publicité et éducation (Santé et Bien-être social)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1946.

Adopté.

29. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour: "Octrois et subventions (Santé et Bien-être social)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1946.

Adopté.

30. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cent quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour: "Asiles d'aliénés, traitements compris (Santé et Bien-être social)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1946.

Adopté.

31. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cent quatre-vingt-douze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour: "Fonds de l'assistance publique, traitements compris (Santé et Bien-être social)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1946.

Adopté.

32. Qu'un crédit n'excédant pas douze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour: "*Gazette officielle*, traitements compris (Secrétariat de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1946.

Adopté.

33. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour: "Musées et archives, bibliothèque Saint-Sulpice et Commission des monuments historiques (Secrétariat de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1946.

Adopté.

34. Qu'un crédit n'excédant pas treize mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour: "École des hautes études commerciales, traitements, gages compris (Secrétariat de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1946.

Adopté.

35. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour: "Université de Montréal (Secrétariat de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1946.

Adopté.

36. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour: "Service civil intérieur (Travail)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1946.

Adopté.

37. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour: "Service civil extérieur (Travail)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1946.

Adopté.

38. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour: "Dépenses de voyage (Travail)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1946.

Adopté.

39. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour: "Frais de bureau (Travail)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1946.

Adopté.

40. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent cinquante et un mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour: "Pensions de vieillesse, traitements compris (Travail)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1946.

Adopté.

41. Qu'un crédit n'excédant pas cent vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour: "Ponts - Routes: construction et entretien, gages compris (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1946.

Adopté.

42. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour: "Service civil extérieur (Voirie)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1946.

Adopté.

43. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour: "Dépenses de voyage (Voirie)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1946.

Adopté.

44. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour: "Frais de bureau (Voirie)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1946.

Adopté.

45. Qu'un crédit n'excédant pas mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour:

"Dépenses diverses et imprévues (Voirie)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1946.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Voies et moyens:

Budget supplémentaire 1945-1946

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme en comité des voies et moyens.

En comité:

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean) propose que, pour pourvoir au paiement des subsides qui ont été accordés à Sa Majesté pour la dépense de l'année financière se terminant le 31 mars 1946, il sera permis de tirer du fonds consolidé de la province, une somme ne dépassant pas \$2,733,000.

Adopté.

Rapport du comité des voies et moyens:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Ladite résolution est lue et agréée.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des voies et moyens.

Projets de loi:**Loi des subsides
No 1, 1946**

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 40 octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1946 et pour d'autres fins.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Projets de loi:**Développement minier et industriel
dans le Nouveau-Québec**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le projet de résolutions relatives au bill 20 intitulé: Loi pour faciliter le développement minier et industriel dans le Nouveau-Québec.

En comité:

Présidence de Maurice Tellier (Montcalm)

Le comité poursuit l'étude du projet de résolutions soumis par le représentant de Brome (l'honorable M. Robinson) mardi le 19 mars courant, et dont le texte se lit comme suit:

Attendu que la mise en valeur des ressources naturelles du Nouveau-Québec, restées jusqu'ici inexploitées, contribuerait grandement à la prospérité et à l'avenir de la province et au bien-être de sa population;

Attendu que la Hollinger North Shore Exploration Company, Limited, constituée en corporation en vertu des lois de la province, a obtenu du gouvernement précédent le permis spécial

numéro 4676 qu'elle déclare être insuffisant pour répondre aux besoins de la situation et favoriser le développement minier dans cette région;

Attendu que la compagnie fait actuellement un travail de pionnier dans cette région inhabitée et difficile d'accès;

Attendu que les travaux nécessaires pour mettre en valeur les terrains miniers visés par les présentes résolutions, entre autres les travaux de développement et d'outillage des mines, de construction et d'aménagement d'un chemin de fer ainsi que d'un port sur le Saint-Laurent, de construction de maisons d'habitation et d'organisation paroissiale, scolaire et civile pour les futurs employés et habitants de cette région, sont évalués à environ cent vingt-cinq millions de dollars et que cette dépense bénéficiera largement à la province et au pays;

Attendu que pour des raisons d'économie nationale et de concurrence internationale, il y a lieu d'assurer, à des conditions raisonnables, la production de minerai de fer dans le Nouveau-Québec et de rendre possible l'établissement d'une industrie sidérurgique dans la province;

Attendu que la compagnie consent, à conditions et avantages égaux, à donner, autant que possible, en tenant compte de ses obligations, de ses légitimes intérêts et des conditions générales du commerce et de l'industrie, ainsi que des risques, des difficultés et du coût de l'entreprise, préséance à l'industrie de la province dans la fourniture des minerais provenant des terrains miniers en question dans les présentes résolutions;

En conséquence:

1. Que le ministre des Mines soit autorisé à accorder à Hollinger North Shore Exploration Company, Limited, en remplacement du permis spécial numéro 4676 qu'elle détient, un permis spécial de recherches minières aux conditions déterminées aux résolutions 3 à 7, sur les terres de la couronne désignées dans l'annexe des présentes résolutions et que le terrain sur lequel portera ce permis de recherches minières n'excédera pas en superficie trois mille neuf cents milles carrés.

2. Que ce permis sera émis pour le laps de temps courant de la date de son émission jusqu'au 30 juin 1952; qu'il sera renouvelable pour deux périodes consécutives de cinq années chacune, le tout aux conditions prévues aux résolutions 3 à 6 inclusivement.

3. Que la compagnie devra payer à la province pour l'obtention de ce permis les sommes suivantes:

- a) dix mille dollars lors de son émission;
- b) six mille dollars annuellement pendant la durée de ce permis.

Qu'elle devra en outre supporter tous les frais d'arpentage, de bornage et de délimitation par photographie aérienne ou autrement; que les documents, rapports et procès-verbaux résultant de ces travaux seront la propriété du gouvernement de la province.

4. La compagnie devra donner aux ingénieurs miniers et techniciens diplômés des universités et écoles de la province, dans la mesure où il y en aura de disponibles possédant les qualifications nécessaires, la préférence dans les emplois d'ordre technique qui résulteront de l'exploration et de la mise en valeur des terrains miniers loués en vertu de la présente loi.

5. Que la compagnie devra, le ou avant le premier mai de chaque année, tant que le permis sera en vigueur, présenter par écrit au ministre des Mines;

- a) des rapports complets et détaillés, avec des copies de chacune des cartes et de chacun des plans, concernant les travaux exécutés pendant l'année civile précédente sur les terrains faisant l'objet dudit permis; ces rapports, cartes et plans devant être faits et certifiés à la satisfaction du ministre;

- b) un état, certifié par des vérificateurs compétents, des montants dépensés dans l'exécution du travail au cours de l'année civile précédente.

6. Que la compagnie devra, au cours de l'année civile 1946, exécuter sur les terrains compris dans ce permis des travaux utiles d'exploration pour une somme minimum de vingt-cinq mille dollars; elle devra, pendant les années civiles 1947 à 1951 inclusivement, y exécuter de tels travaux pour une somme minimum moyenne de trente-neuf mille dollars par année.

7. Que la compagnie devra commencer avant le premier janvier 1958 l'exploitation normale et régulière des gisements miniers, sur un ou des terrains situés dans le territoire décrit dans l'annexe, choisis par la compagnie et qui ne devront pas excéder en superficie trois cents milles carrés.

8. Qu'à défaut par la compagnie de faire les travaux nécessaires à l'exploitation régulière et normale de ces gisements miniers avant le premier janvier 1958 ou de remplir toute autre obligation prévue par les résolutions 3 à 7, le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du ministre des Mines, pourra annuler ledit permis spécial de recherches minières.

9. Les travaux de préparation, de traitement et de manufacture requis, avant son expédition, par le

minerai de fer extrait dudit territoire seront exécutés dans la province de Québec.

10. Que pendant une période de dix ans à compter de l'entrée en vigueur de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, une lisière de terrain de dix milles de largeur, contiguë au territoire désigné dans l'annexe et l'entourant de tout côté dans la province de Québec, soit réservée et soustraite au piquetage comme claims miniers pour les fins prévues par le paragraphe 7 de l'article 227 de la loi des mines de Québec (Statuts refondus, 1941, chapitre 196).

11. Que pourvu que la compagnie ait rempli toutes les obligations ci-dessus stipulées, elle aura droit, en tout temps avant l'expiration du permis de recherches minières prévu à la résolution 1 ou de ses renouvellements, à un permis d'exploitation sous forme de bail pour une période de vingt ans, sur une superficie de terrain de trois cents milles carrés, pris au choix de la compagnie à même le territoire décrit à l'annexe; que, pourvu que la compagnie ait rempli toutes ses obligations, ce bail pourra lui être renouvelé, à son option, pour trois autres périodes consécutives de vingt ans chacune, sur avis écrit donné à cet effet par la compagnie au ministre des Mines au moins trente jours avant l'expiration du bail ou, selon le cas, du renouvellement alors en vigueur; le tout aux conditions suivantes:

- a) La superficie du ou des terrains faisant l'objet de ce bail sera délimitée conformément à l'article 30 de la loi des mines de Québec. Les limites seront clairement indiquées sur le terrain, autant que possible dans des directions nord-sud et est-ouest;

- b) La compagnie devra établir à la satisfaction du ministre des Mines l'existence, la nature et l'étendue des gisements miniers dans le ou les terrains faisant l'objet de ce bail;

- c) La compagnie devra payer au gouvernement de la province le ou avant le premier juillet 1958, et chaque année pendant la durée de ce bail, une rente de cent mille dollars.

12. Que le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du ministre des Mines, pourra révoquer le permis d'exploitation prévu à la résolution 9 ou tout renouvellement de ce permis, au cas d'interruption pendant deux années consécutives des expéditions de minerai provenant des terrains sous bail en vertu des présentes résolutions.

13. Que la compagnie, à sa demande, aura droit, de couper, pour les fins de construction et de chauffage se rapportant à cette entreprise, le bois situé sur le ou les terrains compris dans son bail, aux

conditions que déterminera le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du ministre des Terres et Forêts.

14. Que la compagnie devra payer à la couronne, sur les profits annuels provenant de l'exploitation du ou des terrains miniers compris dans ce bail, les droits prévus par la section III de la loi des mines de Québec et des modifications qui pourront y être apportées.

15. Que la compagnie ne pourra louer, affermer, céder, donner, vendre ou aliéner aucun des droits lui résultant de ces résolutions ou de tout permis accordé ou contrat passé avec la couronne en vertu de ces résolutions, sans y avoir été préalablement autorisée par le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du ministre des Mines.

16. Que sauf les dérogations et dispositions spéciales prévues par les présentes résolutions, la compagnie, pendant qu'elle détiendra un bail minier en vertu de la résolution 9, sera investie de tous les droits, privilèges et bénéfices et sera assujettie à toutes les obligations du propriétaire d'une concession minière, au même degré et avec le même effet que si le ou les terrains sous bail avaient été l'objet d'une concession minière en vertu des dispositions de la loi des mines de Québec, le tout sujet à toutes les dispositions de ladite loi et des modifications qui pourront y être apportées.

17. Que la loi qui sera basée sur les présentes résolutions entrera en vigueur le jour de sa sanction.

Annexe

Un bloc de terrain situé immédiatement au nord de la hauteur des terres, qui établit la frontière entre le Labrador de Terre-Neuve et le territoire du Nouveau Québec, qui se trouve au nord de la chaîne des lacs Attikamagen, Petitsikapau, Dyke, Astray, Marble, Menihék, en la région des sources de la rivière Hamilton, tel qu'indiqué sur la carte-feuille intitulée "Dyke Lake Map Sheet 23 N.E., Air Navigation, Edition of the National Topographic Series", publiée en 1944 par le département des Mines et Ressources, Ottawa.

La limite de bloc de terrain, comprenant une superficie d'environ 3,900 milles carrés, peut être décrite plus précisément comme suit, savoir: En partant de l'endroit où le ruisseau qui décharge le lac Griffis rejoint le bras ouest de la rivière George (Wolf); en suivant, de là sur une distance de 60 milles, une ligne dirigée vers le Nord-Ouest et passant par l'entrée du cours qui alimente le lac Savalette; de là se dirigeant vers l'ouest

astronomique sur une distance de 70 milles pour atteindre à peu près la limite occidentale de l'unité géologique connue sous le nom de "dépression du Labrador" (cette dépression comprenant les assises de roches d'âge Huronien, relevées pour la première fois par A. P. Low, de la Commission Géologique du Canada, vers 1894-95); de là, se dirigeant en ligne droite vers le sud-ouest jusqu'à un poteau à être installé aussi près que possible de la hauteur des terres entre les bassins de la Baie d'Ungava et la rivière Hamilton (frontière entre Terre-Neuve et Québec) à un endroit situé à environ quatre milles à l'ouest du lac Kivivic, avec entente réciproque que lorsque ladite frontière sera établie avec précision, ce poteau pourra être transporté à la frontière, et que tout terrain dans la province de Québec situé à l'est de cette ligne fera partie du nouveau permis spécial de recherche minière émis en remplacement du permis spécial de mise en valeur numéro 4676; de là, se dirigeant, suivant une ligne ondulée, le long de ladite hauteur des terres (la frontière entre Terre-Neuve et Québec, qui est située au nord des lacs Kivivic, Ruth, Petitsikapau, Attikamagen et André, et au sud des régions des sources des rivières Goodwood, Swampy Bay, Whale et George) vers l'est jusqu'à sa rencontre avec une ligne tracée en direction sud astronomique à partir du point de départ, et de là se dirigeant vers le nord astronomique en suivant ladite ligne tracée pour rejoindre le point de départ.

De consentement le comité reprend l'étude la résolution 3 qui se lit comme suit:

3. La compagnie devra payer à la province pour l'obtention de ce permis les sommes suivantes:

a) dix mille dollars lors de son émission;

b) six mille dollars annuellement pendant la durée de ce permis.

Elle devra en outre supporter tous les frais d'arpentage, de bornage et de délimitation par photographie aérienne ou autrement; les documents, rapports et procès-verbaux résultant de ces travaux seront la propriété du gouvernement de la province.

M. Morin (Québec-Centre): Nous sommes à la résolution numéro 3 qui fixe le prix du permis d'exploration \$10,000 à son émission et \$6,000 annuellement pendant sa durée. C'est un prix ridicule et nous protestons. Pour la compagnie, c'est comme une goutte d'eau dans l'océan.

Tout ce qui restera à la province, après le paiement initial de \$10,000, puis de \$6,000 par année

par la suite, sera une collection de cartes et de rapports techniques, puisque ces rapports sont décrétés propriété du gouvernement.

Dix mille dollars, ça ne paie même pas le traitement d'un ministre d'État, ni le salaire du sous-ministre des Mines, ni les dépenses du Conseil supérieur du travail, ni les dépenses de voyage des employés du ministère des Mines, ni celles de la loi de l'apprentissage qui a coûté \$35,000 l'an dernier.

Au Minnesota, un des États d'Amérique, le gouvernement paie tous ses frais d'instruction publique, ou du moins une très grande partie, avec ce qu'il retire de l'exploitation des mines de fer de la région Massabi.

La résolution 3 est adoptée.

M. le président invite ensuite les députés à discuter la résolution suivante, qui est l'amendement apporté par le premier ministre hier, pour accorder la protection de la province aux techniciens canadiens-français qui voudront aller travailler dans l'Ungava.

Le comité étudie la résolution 4 qui se lit comme suit:

4. La compagnie devra donner aux ingénieurs miniers et techniciens diplômés des universités et écoles de la province, dans la mesure où il y en aura de disponibles possédant les qualifications nécessaires, la préférence dans les emplois d'ordre technique qui résulteront de l'exploration et de la mise en valeur des terrains miniers loués en vertu de la présente loi.

M. Chaloult (Québec): Le premier ministre a prétendu à maintes reprises que le préambule d'une loi faisait partie de la loi, mais à mon avis, le préambule n'est pas la loi. Dans le cas du présent bill, le préambule est imprécis et vague. Il voulait protéger les Canadiens français et il ne leur accordait rien.

Apparemment, l'amendement que l'on nous a soumis est meilleur que le préambule de la loi. Le but de l'amendement est de protéger nos jeunes. Le fait-il? Pas à mon avis.

Le nombre des techniciens et des spécialistes augmente sans cesse chez nous et ils n'ont pas toujours les avantages qu'ils devraient avoir pour mettre à profit leur compétence et leurs activités. Il importe de donner toutes les garanties possibles à nos jeunes compatriotes sortant des universités ou de nos grandes écoles techniques.

Les chefs d'industrie d'une autre nationalité sont nécessairement portés à employer des gens de leur nationalité et on ne saurait les en blâmer. Chez certains industriels anglais, il y a tendance à exclure les nôtres, par pur fanatisme, tandis que d'autres ne pensent pas à employer nos jeunes.

À valeur égale, les nôtres doivent avoir des emplois proportionnellement à leur nombre. Il est absolument nécessaire d'inscrire dans un projet de loi des clauses pour protéger nos techniciens canadiens-français.

La résolution numéro 4, ajoutée hier, donne la préférence à nos techniciens "dans la mesure où ils seront disponibles et possèdent les qualifications nécessaires". Elle ne saurait être efficace. Qui va déterminer les "qualifications nécessaires" dont parle l'amendement du premier ministre. Ce sera sans aucun doute la compagnie. Si elle est sympathique aux nôtres, très bien. Mais si elle est antipathique, elle pourra tenir les nôtres à l'écart. Rien ne sera plus facile que de décider que les Canadiens français de Laval ou de l'Université de Montréal ne sont pas aussi compétents que ceux de McGill.

L'amendement crée une bonne impression à première lecture, mais il ne change rien à l'état de choses existant. Il ne donne aucune protection aux nôtres et je préférerais ma suggestion. Je propose au premier ministre de changer le texte par un autre qui décréterait que la compagnie devra donner la préférence aux diplômés de nos trois universités, à parts égales, Laval, Montréal et McGill, dans une proportion de 90 %. Comme la compagnie sera nécessairement forcée d'aller chercher ailleurs un certain nombre de diplômés, on lui allouerait pour cela une marge de 10 %.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il ne faut pas tomber dans les excès. Il n'y a aucun doute que pendant de nombreuses années, pour des raisons que je n'ai pas à apprécier, les Canadiens français n'ont pas reçu des grandes compagnies et des grandes entreprises dans le Québec leur part dans l'octroi des positions à laquelle ils avaient droit.

Il y a eu un temps où il était extrêmement difficile d'obtenir des ingénieurs canadiens-français et c'était naturel parce qu'il n'existait pas d'école de mines pour eux. Depuis quelques années cependant, la situation s'est améliorée. Le gouvernement a aidé à l'ouverture de l'École des Mines, en 1937, et il a fondé une mine-école. À Noranda, il y a eu amélioration puisque deux Canadiens français éminents sont devenus directeurs de la Noranda Gold Mine, MM. J.-E. Perrault et l'honorable Alphonse

Raymond, un Canadien français qui s'est élevé aux premiers postes grâce à son travail et à son talent. Mais il était encore difficile d'obtenir des ingénieurs canadiens-français, et même aujourd'hui, plusieurs ministères du gouvernement cherchent sans succès des ingénieurs civils pour les travaux d'électrification dans les régions rurales et pour d'autres projets.

Le préambule d'une loi fait partie de cette loi, il aide à son interprétation et le préambule de la présente loi est bien clair. Cependant, le gouvernement n'a pas d'objection à insérer une clause pour dissiper les inquiétudes.

La Hollinger est une compagnie dont le président a marié une Canadienne française, dont les enfants du président ont une mentalité canadienne-française. C'est une compagnie organisée en vertu des lois de la province de Québec, ce qui donne les plus sûres garanties et son géologue en chef est un Canadien français. Il faut dire en toute justice pour ces compagnies que nombre d'entre elles emploient des Canadiens français comme techniciens en autant que leur compétence est réelle.

Je m'objecte cependant à ce qu'on décrète dans la loi le pourcentage de techniciens de telle ou telle race que la compagnie devra employer. La compétence ne connaît ni race ni pays. Si le député de Québec-Comté était premier ministre, seulement deux jours, il modifierait de beaucoup ses opinions.

Ce que nous devons rechercher, c'est la compétence dans tous les domaines. Ce serait injuste d'obliger le gouvernement ou les compagnies d'engager des gens qui n'ont pas la compétence voulue. Ce serait aussi un mauvais service à rendre à notre race. Vouloir imposer aux compagnies d'engager 90 % de leur personnel technique parmi les Canadiens de la province de Québec, c'est leur imposer des conditions impossibles. D'ailleurs, le gouvernement a peine à trouver, à l'heure actuelle, les ingénieurs et autres techniciens canadiens-français dont il aurait besoin pour ses services.

Personne ne saurait obliger la compagnie à employer des ingénieurs parce qu'ils sont des noirs, c'est de l'hitlérisme, du fascisme, du racisme, du bolchevisme. Pour développer nos ressources, il ne faut pas avoir recours à des procédés idéalistes, avec lesquels on ne peut rien réaliser. Il faut être pratique, réaliste et réclamer nos droits de façon efficace. C'est ce que nous faisons.

Donnons la préférence aux descendants des pionniers du moment que ça ne compromettra pas l'entreprise. La clause renferme tout ce qu'il faut pour la protection de nos ingénieurs et techniciens et il ne faut pas oublier que le gouvernement conserve un droit

de regard sur toutes les activités de la Hollinger. Il verra ainsi à ce qu'ils aient le traitement qu'ils méritent et à faire rendre justice aux Canadiens français dans l'Ungava.

M. Chaloult (Québec): J'ai parlé de 90 % des diplômés de nos universités.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Actuellement, on cherche des techniciens et on ne peut en trouver.

M. Chaloult (Québec): Peut-être aujourd'hui, mais le projet est pour 96 ans.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous serons encore au pouvoir dans 96 ans et nous y verrons.

M. Chaloult (Québec): Le premier ministre dit que la compétence n'a pas de race. J'affirme que dans nos trois universités, nous avons des hommes compétents.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Oui, mais ne constatons-nous pas chaque jour que des hommes compétents et qualifiés ne veulent pas quitter leur ville ou leur domicile? De nombreuses demandes pour des médecins et même des institutrices restent sans réponse.

M. Chaloult (Québec): C'est une objection sérieuse, mais à qui la faute? Récemment, un homme de science très réputé me disait qu'il est arrivé souvent que des techniciens canadiens-français compétents n'ont pas voulu aller travailler pour des compagnies anglaises parce qu'on les y maltraitait en les brimant de toute manière. Ils reçoivent aussi souvent des salaires inférieurs. Les Canadiens français devraient avoir les deux tiers des positions, si on tient compte de leur nombre. La résolution ne leur donnera rien.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): On prétend également que nous n'avons pas assez de directeurs de compagnie et, quand un Canadien français est nommé directeur d'une compagnie, on dit: "C'est un trustard".

M. Chaloult (Québec): En vertu du présent amendement, si la compagnie veut employer exclusivement des Canadiens anglais, elle peut le faire.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je répète que le géologue en chef de la compagnie est un Canadien français.

M. Chaloult (Québec): On ne peut toujours pas se contenter de 1 %. À proprement parler, il n'y a pas de Canadiens français à la Hollinger.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): On ne peut insérer dans le bill une clause comme celle que suggère le député de Québec-Comté. Chez nous, en matière de diabète, l'autorité reconnue est le Dr Rabinovitch. Si le député de Québec-Comté souffrait de diabète, aimerait-il à voir dans nos lois une clause lui défendant de retenir ses services?

M. Hamel (Saint-Sauveur): Je trouve cette discussion intéressante. Comme le dit le premier ministre, il est à peu près impossible de protéger les Canadiens français dans un cas comme celui-là par une loi. On ne peut pas imposer des règles d'embauchage trop rigides aux compagnies. Alors, pourquoi cette résolution? Cependant, on ne devrait pas crier partout qu'il serait difficile d'appliquer les clauses qui concerneront cet emploi de nos gens.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'amendement est le plus parfait possible.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): L'amendement part d'un bon sentiment, mais il ne donnera pas de résultats. Je partage les craintes du député de Québec-comté.

La résolution 4 est adoptée.

Les résolutions 5 et 6 sont adoptées.

Le comité étudie la résolution 7 qui se lit comme suit:

7. La compagnie devra commencer avant le premier janvier 1958 l'exploitation normale et régulière des gisements miniers, sur un ou des terrains situés dans le territoire décrit dans l'annexe, choisis par la compagnie et qui ne doivent pas excéder en superficie trois cents milles carrés.

M. Bienvenue (Bellechasse): On devrait obliger la compagnie à commencer l'exploitation en 1952 pour aider nos ouvriers.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Avant de commencer l'extraction du minerai, il faudra organiser entre autres choses un port de mer et un chemin de fer. On a accordé des privilèges particuliers à la compagnie parce qu'elle fera œuvre

de pionnier. Elle bat le chemin. Il ne faut pas multiplier les difficultés sur sa route.

Le sous-ministre des mines, M. A.-O. Dufresne, un ingénieur distingué, a déclaré qu'il s'agit là d'un projet tellement grandiose, tellement riche en possibilités qu'il était impossible à un gouvernement de ne pas accepter semblable proposition. C'est une des plus belles affaires que la province n'a jamais faites.

M. Bienvenue (Bellechasse): Est-ce que le premier ministre a discuté avec M. Dufresne comme il discute avec nous?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a peut-être eu 15 ou 20 projets. Nous avons discuté la chose ensemble pendant plus de 10 mois. Tous les aspects ont été examinés.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): Pour l'exploitation, la compagnie pourra choisir dans les 3,900 milles un ou des terrains d'une superficie totale de 300 milles carrés. On prendra tout ce qu'il y a de bon dans les 3,900 milles carrés. Cela peut représenter une richesse extraordinaire. C'est un monopole de fait sur toute une région extrêmement riche. Si l'on ne veut pas obliger la compagnie à prendre les 300 milles carrés d'un seul bloc, qu'on réduise au moins cette superficie.

La résolution 7 est adoptée.

La résolution 8 est adoptée.

Le comité étudie la résolution 9 qui se lit comme suit:

9. Les travaux de préparation, de traitement et de manufacture requis, avant son expédition, par le minerai de fer extrait dudit territoire seront exécutés dans la province de Québec.

M. Chaloult (Québec): Je crois que ce texte améliore considérablement la situation. Je suis satisfait du présent texte. Je comprends que le minerai sera traité dans Québec. Aujourd'hui, le charbon n'est plus absolument nécessaire. En Norvège et ailleurs, on traite le minerai à l'électricité.

M. Hamel (Saint-Sauveur): Je voudrais bien qu'on dise quels sont les travaux qui seront exécutés avant l'expédition.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il s'agit d'établir dans Québec une industrie

sidérurgique, comme le préambule du bill le mentionnait déjà. Nous avons voulu rendre la chose plus claire.

M. Godbout (L'Islet): La résolution numéro 9, introduite hier, est insuffisante parce qu'elle dit que les travaux de préparation et de traitement du minerai de fer, extrait dans la région, seront exécutés dans la province de Québec. Je crois que cet amendement n'a aucune signification. Je propose que nous amendions la résolution de façon à spécifier que tous les travaux nécessaires pour mettre le fer en gueuses devront être faits dans la province de Québec. L'amendement parle des travaux "avant l'expédition". Ça ne veut rien dire. Avant d'expédier le minerai, il faut l'extraire, c'est tout.

L'honorable M. Dussault (Portneuf): À vouloir trop spécifier les opérations qui devront être faites dans la province, on finira par n'obliger la compagnie à rien du tout. Les méthodes et les cycles d'opérations varient d'une mine à l'autre et avec les découvertes de la technique. La compagnie n'aura qu'à changer de mode pour éluder ses obligations. Je préfère l'esprit à la lettre de la loi et je pense qu'il ne faut pas modifier le texte parce que cela pourra entraîner des difficultés. Il est préférable de s'en tenir à l'idée générale.

M. Godbout (L'Islet): Le texte ne veut rien dire et il sera difficile d'en comprendre l'esprit. Que l'on dise, par exemple, que les travaux porteront sur la transformation du minerai jusqu'à son état de fer en gueuses, très bien. Je ne demande pas qu'on spécifie chacune des opérations, mais qu'on dise que l'on devra rendre le minerai au moins à l'étape du raffinage. Autrement, avec l'amendement actuel, la compagnie pourra se contenter de faire subir au minerai un lavage rudimentaire et de l'expédier. Ceci comptera pour des travaux exécutés dans la province de Québec.

M. Bienvenue (Bellechasse): Si l'esprit de la loi est que le minerai devra être traité jusqu'à son stage final dans la province de Québec, pourquoi ne pas le dire dans la loi? C'est là un point important pour la main-d'œuvre de la province.

M. Godbout (L'Islet): L'amendement ne parle que du minerai de fer alors que l'on sait qu'il y a dans l'Ungava d'autres métaux, des mines d'or et de cuivre. On ne devrait pas spécifier uniquement le fer, mais tous les autres minéraux qui pourront être trouvés là.

M. Drouin (Abitibi-Est): L'honorable chef de l'opposition a fait une heureuse suggestion que le gouvernement devrait accepter.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) refuse. Les rapports sont à l'effet qu'il n'y a ni or ni argent dans l'Ungava, mais que du fer, et qu'à tout événement, on n'a pas le droit de sortir un atome des produits trouvés dans la province sans permission. C'est dire que nous avons le contrôle.

La résolution 9 est adoptée.

Le comité étudie la résolution 10 qui se lit comme suit:

10. Pendant une période de dix ans à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi, une lisière de terrain de dix milles de largeur, contiguë au territoire désigné dans l'annexe et l'entourant de tout côté dans la province de Québec, est réservée et soustraite au piquetage comme claims miniers pour les fins prévues par le paragraphe 7 de l'article 227 de la loi des mines de Québec (Statuts refondus, 1941, chapitre 196).

M. Drouin (Abitibi-Est): On empêchera le développement minier de cette région pendant 10 ans. Tous les gens de mines s'opposent à cette résolution, à l'exception des promoteurs de l'entreprise. Cette bande alentour constitue un terrain aussi vaste que la concession elle-même. Au nom des prospecteurs et de tous les gens de mines, je proteste contre cette résolution.

La résolution 10 est adoptée.

Le comité étudie la résolution 11 qui se lit comme suit:

11. Pourvu que la compagnie ait rempli toutes les obligations ci-dessus stipulées, elle aura droit, en tout temps avant l'expiration du permis de recherches minières prévu à l'article 1 ou de ses renouvellements, à un permis d'exploitation sous forme de bail pour une période de vingt ans, sur une superficie de terrain de trois cents milles carrés, pris au choix de la compagnie à même le territoire décrit à l'annexe; pourvu que la compagnie ait rempli toutes ses obligations, ce bail pourra lui être renouvelé, à son option, pour trois autres périodes consécutives de vingt ans chacune, sur avis écrit donné à cet effet par la compagnie au ministre des Mines au moins trente jours avant l'expiration du

bail ou, selon le cas, du renouvellement alors en vigueur, le tout aux conditions suivantes:

a) La superficie du ou des terrains faisant l'objet de ce bail sera délimitée conformément à l'article 30 de la loi des mines de Québec. Les limites seront clairement indiquées sur le terrain, autant que possible dans des directions nord-sud et est-ouest;

b) La compagnie devra établir à la satisfaction du ministre des mines l'existence, la nature et l'étendue des gisements miniers dans le ou les terrains faisant l'objet de ce bail;

c) La compagnie devra payer au gouvernement de la province, le ou avant le premier juillet 1958 et chaque année pendant la durée de ce bail, une rente de cent mille dollars.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): Les mots "à son option" sont de trop. Je m'oppose à la résolution et à celle qui lie la province à une compagnie dont la tête n'est pas canadienne.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est une compagnie canadienne. Quatre-vingts pour cent des parts de la Hollinger sont détenues par des Canadiens. Que le député de Laurier le demande à son oncle, M. Perrault, et il verra que j'ai raison d'affirmer ce que je dis.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): Il est absolument établi que la haute direction sera exercée par la compagnie Hanna, de Cleveland.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député n'a pas le droit de dire cela. Il donne l'impression qu'il veut faire de la démagogie. Quand même, si les intérêts Hanna veulent aider au développement de la province de Québec sous le contrôle d'une compagnie canadienne, quel mal y a-t-il à cela? Tous les pays veulent avoir de l'argent des États-Unis. Pourquoi pas prendre notre part?

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): Nous ne passons pas notre part, nous la donnons. Dans 96 ans, nos petits-enfants ne verront qu'un trou là-dessus dans le Nouveau-Québec. Tout le minerai aura été extrait. Malgré la loi des mines, on verra s'évanouir les profits de la compagnie parce qu'elle jouera avec des sociétés subsidiaires.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): D'après la loi, la compagnie n'a pas le droit de céder ses privilèges.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): En 80 ans, la compagnie pourra vider complètement la mine. Une royauté de \$100,000 par année pour 300 milles carrés, c'est bien insuffisant. Cela représente 2 cents et demi par tonne de minerai tiré de notre sol, alors qu'en plusieurs pays, la royauté est de 30 cents à \$1 par tonne. On devrait fixer une royauté à tant par tonne au lieu d'une royauté fixe. Puisqu'on s'en va vers l'inconnu, pourquoi s'engager d'avance pour 96 ans?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Cette suggestion serait bonne si on connaissait d'avance le coût de l'exploitation et du transport. En plus de la royauté, la compagnie devra nous donner une part de ses profits. Cette part est aujourd'hui fixée par la loi générale de 4 % à 7 %, mais nous pouvons toujours l'augmenter.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): J'ai déjà exposé qu'il est bien facile pour une compagnie de cacher ses profits. On devrait fixer une royauté de 25 cents par tonne.

M. Chaloult (Québec): Je m'oppose à la longueur du bail et aux conditions désavantageuses pour la province faites à la compagnie. Je ne m'explique pas, sur cette question, l'attitude du gouvernement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne crois pas à ceux qui limitent toute valeur à l'argent.

M. Chaloult (Québec): Nos valeurs spirituelles ne pourront être sauvegardées si nous n'avons pas les valeurs matérielles. La part qui reviendra à la province est tout à fait disproportionnée. On donne une fortune pour une bouchée de pain. Je suggère qu'on force la compagnie à payer au gouvernement de la province la moitié de ses revenus, après s'être remboursée de son capital investi dans l'entreprise et après avoir perçu un intérêt de 10 % sur ledit capital. Présentement, le gouvernement recueillera une somme annuelle de \$100,000, plus une rente annuelle de \$100,000 pendant la durée du bail, et des bénéfices de 4 % à 7 % sur les profits de la Hollinger.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je prédis que le député de Québec va regretter son attitude en constatant tous les progrès que la province va faire. Il va venir me trouver un jour pour me dire encore une fois: "Vous avez vu plus clair que moi".

La résolution 11 est adoptée.

Les résolutions 12 à 17 sont adoptées.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues².

L'honorable M. Robinson (Brome) propose que ces résolutions soient maintenant agréées.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup) propose, appuyé par le représentant d'Argenteuil (M. Dansereau), que tous les mots après "que", dans la motion en discussion, soient remplacés par les suivants:

"Cette Chambre désapprouve les résolutions relatives au bill 20 intitulé: Loi pour faciliter le développement minier et industriel dans le Nouveau-Québec:

a) Parce qu'il ferme un immense et riche territoire à la légitime concurrence minière;

b) Parce qu'il ne protège pas suffisamment les revenus de la province;

c) Parce qu'il n'offre pas de garanties suffisantes à la main-d'œuvre québécoise.

M. Godbout (L'Islet): M. l'Orateur, je voudrais en deux minutes rappeler les objections sérieuses que nous avons à cette législation. Je dirai d'abord que la Chambre n'a pas été appelée, depuis plusieurs années, à étudier une législation aussi importante depuis que j'y siége, peut-être la plus importante qui ait été présentée pour l'avenir économique de la province. Nous engageons pour un siècle, la moitié peut-être, des richesses minières de la province envers une compagnie, sans garantir aucun revenu au Trésor.

Rien n'a été dit de la part des orateurs du gouvernement pour alléger les peurs des opposants concernant la mesure, sauf un discours vague et mélodramatique rempli d'éloquence et accompagné de la prétention que la compagnie entreprenait un projet de développement important sans savoir si les résultats allaient profiter aux promoteurs et aux actionnaires.

L'étendue concédée est beaucoup trop considérable. Le premier ministre dira: "en 1942, vous avez accordé un permis d'exploration pour un territoire aussi étendu, alors inconnu". Je lui réponds: premièrement, en 1942 nous avions accordé un simple permis d'exploration, mais qui ne donnait pas droit par la suite à un monopole d'exploitation.

Aujourd'hui, les conditions ne sont plus les mêmes parce qu'on sait ce qu'il y a là-bas. On le sait tellement que, par le nouveau permis, sur les

3,900 milles carrés, on a mis 1,700 milles carrés qui sont explorés de côté pour les remplacer par un terrain équivalent mais mieux situé. On n'explore plus, on va s'installer sur un terrain connu. Ce nouveau permis d'exploration de l'Union nationale conditionne un permis d'exploitation de la moitié de nos ressources minières.

Deuxièmement, non seulement on concède 3,900 milles carrés, mais une réserve de 10 milles à l'entour de la concession, que l'on ferme à toutes les autres compagnies minières et à toute exploration.

Troisièmement, pour l'exploration, le territoire concédé est indiqué par un petit point, mais les 300 milles carrés que la compagnie pourra exploiter pourront être choisis n'importe où dans toute l'étendue de l'Ungava parce que c'est là qu'on y trouve le minerai. Ce qui veut dire en définitive que la compagnie pourra choisir dans l'immense territoire du Nouveau-Québec tout ce qui fera son affaire. Cela représente 150 ou 200 mines différentes. L'une des conséquences de cette mesure, c'est que la compagnie pourra garder indéfiniment presque tous ses droits en n'exploitant qu'une seule mine.

Voilà en résumé les dispositions de ce projet de loi contre lequel nous protestons. On cède à la compagnie un territoire qui vaut plus que tous les terrains miniers de l'Abitibi et du Témiscamingue réunis, qui donne déjà un revenu annuel au Trésor provincial de \$5,000,000. C'est un crime de geler les revenus que la province peut en tirer pour jusqu'à l'an 2042. Pour donner ainsi, pour un siècle, deux fois plus grand que la région minière du nord-ouest de la province, on n'exige pas de la compagnie privilégiée, de monopole que l'on crée, un vingtième de ce qui rapporte annuellement à la province notre magnifique région Abitibi-Témiscamingue.

L'expression dont je me suis servi précédemment n'est pas assez forte. On ne cède pas la province pour une bouchée de pain mais pour une miette de pain. Je considère que le gouvernement commet là, par cette transaction, le scandale d'un siècle, ou plutôt le scandale du siècle puisqu'il engage nos intérêts pour cent ans à venir³.

(Applaudissements à gauche)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le chef de l'opposition vient de fournir à la Chambre une autre preuve de ses exagérations intempestives. Elles sont telles que, sous leurs poids, on ne voit pas l'ombre d'une vérité élémentaire.

Pendant des siècles et des siècles, à côté de la province, il y avait un immense territoire où la civilisation n'avait jamais pénétré, où l'activité

humaine ne s'était jamais exercée. L'Ungava est resté ignoré. C'était le désert, l'inaction, le néant. Ces siècles se sont écoulés jusqu'au jour où la Confédération prit naissance. De 1867 à 1912, c'est-à-dire pendant 45 ans de progrès constants, même au début du siècle dont Sir Wilfrid Laurier avait dit que le XX^e siècle serait le siècle du Canada, ce territoire grand comme un pays est demeuré inaccessible à l'appel du progrès.

En 1912, après 45 ans d'inaction des gouvernements bleus et rouges, le territoire a été annexé à la province de Québec. Ailleurs, dans les pays voisins, les développements industriels se multipliaient. Ici rien. C'était toujours l'inaction et le néant dans ce lointain territoire. De 1912 à 1946, soit pendant 34 années, alors que le parti de mon honorable ami fut au pouvoir pendant les quatre cinquièmes du temps, ce fut encore l'inaction et le néant. Le Parti libéral mérite des reproches sévères pour l'inaction dont il a fait preuve en ne commençant pas le développement du Nouveau-Québec. Le territoire resta privé des bienfaits de la civilisation. Voici qu'en 1946, nous ouvrons cet immense domaine au progrès.

Est-il raisonnable, pour un homme de cœur, qui veut réellement agrandir sa province, est-il possible de laisser inactive une partie aussi importante de notre territoire? Je dis non. Il est temps plus que jamais d'agir, de procéder, de poser des actes qui profiteront à la génération actuelle et aux générations montantes. Nous n'avons pas le droit de laisser croupir dans l'inaction nos richesses naturelles et de nous désintéresser d'un territoire où les possibilités sont si grandes.

C'était le devoir de l'Union nationale de marcher, de tâcher de remédier à ce siècle d'indifférence et d'inaction, de réagir contre l'insouciance, de donner aux gens de chez nous des réalisations qui vont augmenter considérablement les richesses de la province et d'ouvrir un territoire qui va donner des carrières aux jeunes et va faire de la province de Québec le pays où il fait meilleur de vivre.

On se plaint des conditions! Pourquoi le parti du chef de l'opposition n'a-t-il jamais rien fait pour donner à la province le bénéfice des richesses fabuleuses dont il parle? Il est incapable de nous le dire.

Ce n'est pas le temps de faire sur ce projet une discussion stérile à base d'arguties et de petite politique. C'était le temps de réaliser et nous avons réalisé. J'aime ma province et jamais je ne laisserai des appels démagogiques, anticapitalistes fermer la voie aux nôtres vers un agrandissement de biens dont l'histoire fera mention.

Ceux qui critiquent et qui parlent depuis trois semaines pendant que nous agissons sont les représentants de ceux qui n'ont rien fait pendant cent ans. Ils seront les premiers, dans un avenir prochain, à féliciter l'Union nationale de sa prévoyance, de son patriotisme et de sa largeur de vues.

Aucun gouvernement ne pouvait assumer les risques d'une entreprise hasardeuse de \$200,000,000 et construire un chemin de fer. L'eût-il fait qu'il aurait été condamné par le peuple.

Nous avons l'avantage de faire affaire avec une compagnie privée, une compagnie canadienne, une compagnie pionnière qui s'en va dans la forêt vierge, qui est prête à supporter tous les risques et qui va apporter des millions et des millions à la province, malgré l'énoncé oiseux du chef de l'opposition que tout était déterminé.

Pour qui? Pour le bénéfice de Québec et de sa population. La compagnie est une pionnière. Elle bat le chemin du progrès. Nous n'avions pas le droit de prendre les millions destinés à la santé publique pour les dépenser là.

Il n'y avait qu'une façon de procéder et c'était par l'intermédiaire de l'entreprise privée. Aucun gouvernement ne pouvait obtenir de meilleures conditions. Il est enfantin de dire qu'on pouvait obtenir plus, car cette compagnie n'était pas obligée de prendre les risques qu'elle prend, elle n'était pas forcée d'aller dans l'Ungava: voilà pourquoi les conditions imposées sont bonnes. Le gouvernement tient compte du risque. Nous aurions immensément perdu à lui refuser l'accès du Nouveau-Québec. Même si la compagnie ne trouve pas les mines qu'elle espère y trouver pour faire une exploitation réellement payante, elle aura au moins favorisé le développement moral de l'Ungava et l'aura ouvert à la civilisation.

La compagnie sera obligée de construire dans l'Ungava des écoles et une église. Nous aurons un chemin de fer, nous aurons un quai de bâti et d'autres améliorations qui n'auront pas coûté un sou à la province. Ce sont les bases du progrès. D'autres compagnies auront toute liberté de se livrer à l'exploration et à l'exploitation des mines de l'Ungava. Le gouvernement les accueillera avec autant de plaisir que la Hollinger.

J'ai la conviction intime et profonde, comme un Canadien qui aime sa province et son pays, d'avoir pris toutes les précautions nécessaires, les renseignements possibles, d'avoir obtenu des conditions qui me permettent de dire à la Législature, non pas comme le chef de l'opposition que c'est une affaire malheureuse, mais l'ouverture d'un grand

territoire qui profitera à la province. Nous avons établi là les fondements solides d'un développement moral, social, économique, industriel tel que la province n'en a jamais connu.

(Applaudissements prolongés à droite)

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Pour que le premier ministre se croit obligé de faire un grand effort pour justifier son gouvernement d'avoir présenté une telle loi, il est évident qu'il défend une mauvaise cause. Il est revenu sur le reproche qu'il nous a adressé cent fois de n'avoir rien fait depuis cent ans dans l'Ungava. Mais pourquoi ne reproche-t-il pas à Jacques-Cartier et à Samuel de Champlain de n'avoir pas construit le Château Frontenac, tel qu'il existe aujourd'hui?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est une compagnie qui a bâti le Château Frontenac.

M. Côté (Montréal-Sainte-Marie): Nous voulons partir!

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Vous pouvez partir dès maintenant. Personne ne vous en empêche.

Le premier ministre a changé. Son attitude est d'autant plus étrange que lorsqu'il a contracté son mariage avec M. Paul Gouin en 1935, il a signé avec le chef de l'Action libérale nationale, une sorte d'entente.

Que disait cet écrit qui était un programme? Le premier ministre d'aujourd'hui, qui était chef de l'opposition, y prenait plusieurs engagements, entre autres les suivants:

À l'article 3 de cette entente, les signataires promettaient d'abolir à l'avenir les contrats à long terme entre les corps publics et les compagnies privées, et l'annulation de tout contrat à long terme qui n'avait pas déjà été ratifié par un référendum ou par la Législature.

(Applaudissements à gauche)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai conclu une entente avec M. Gouin et nous avons signé un écrit. M. Paul Gouin avait un programme et j'avais le mien. J'ai signé un écrit connu, mais ce n'est pas le programme que cite le député de Rivière-du-Loup. Mes idées et mon programme n'ont jamais changé à ce sujet. Je reste opposé aux trusts. Ce que j'ai signé est connu et j'en enverrai une copie au député de Rivière-du-Loup.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le premier ministre a signé un engagement qu'il renie aujourd'hui.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je montrerai l'écrit que j'ai signé à mon honorable ami.

M. Chaloult (Québec): Le premier ministre admettra que le Parti conservateur, dont il était le chef, avait accepté le programme de l'Action libérale nationale en s'alliant à M. Paul Gouin et que ce programme comprenait les articles que le député de Rivière-du-Loup a mentionnés.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Absolument pas! Le député du comté de Québec n'était pas là et j'y étais.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Que le premier ministre ait signé cet engagement ou non, je l'ai maintes et maintes fois entendu dire en public ce que je viens de lire. J'espère qu'il me montrera ce qu'il a signé, mais j'ai ses engagements ici et je pourrais les lui lire au long. Si j'avais le temps, je lui lirais des extraits du *Petit catéchisme de l'électeur* de l'Union nationale qui contient des engagements formels et semblables à ceux que j'ai cités.

Aujourd'hui, le premier ministre a défendu ce qu'il condamnait quand il était chef de l'opposition; aujourd'hui le premier ministre renie tous ses engagements et ses promesses que je l'ai entendu faire à maintes reprises. Et pour se justifier, devant la Chambre et devant la province, il nous dit aujourd'hui: "Nous aurons un chemin de fer, nous aurons un quai et les principes seront sauvés". Il proclame que ses actions passeront à l'histoire. Oui, il en sera question. Ce que l'histoire dira, c'est que le premier ministre actuel a vendu à des étrangers un vaste territoire que le Parti libéral avait annexé à la province de Québec.

(Applaudissements prolongés à gauche)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) demande le vote.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Bergeron, Bienvenue, Casgrain, Chaloult, Choquette (Montmagny), Dansereau, Drouin (Abitibi-Est), Drouin (Québec-Est), Dumaine, Dumoulin, Dupré, Fillion, Francoeur, Godbout, Groulx, Guerin, Hamel, Hartt, Joyal, Laurendeau, Lemieux, Lizotte, Mathewson, Mercier petit-fils, Morin, Plourde, Roberge, Robidoux, Ross, Sylvestre, 30.

Contre: MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bellemare, Bernard, Blanchard, Bourque, Caron,

Chartier, Cossette, Côté (Montréal-Sainte-Marie), Côté (Montréal-Saint-Jacques), Delisle, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fleury, Gatien, Goudreau, Jolicoeur, Labbé, Langlais, Larivière, Laroche, Lesage, Lorrain, Marcotte, Paquette, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Témiscouata), Poulin, Pouliot, Robinson, Sauvé, Talbot, Tardif, Tellier, Thuot, Trudel, Vachon, 42.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale est mise aux voix et la Chambre l'adopte comme dans le cas du vote précédent, mais en sens inverse.

Les résolutions relatives au bill 20 sont en conséquence agréées⁴.

Prêts aux pêcheurs par les caisses populaires

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 23 concernant les prêts aux pêcheurs par les caisses populaires.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de Maurice Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud) propose que: Attendu qu'il est juste et avantageux pour la province de constituer un fonds annuel généreux affecté au paiement partiel de l'intérêt sur les prêts faits aux pêcheurs par les caisses populaires et au paiement des primes d'assurance sur la vie des pêcheurs qui ont obtenu ces prêts;

En conséquence,

1. Que l'article 13 de la loi du département des Pêcheries maritimes (Statuts refondus, 1941, chapitre 200, remplacé par l'article 1 de la loi 6 George VI, chapitre 55), édicté par l'article 1 de la loi 7 George VI, chapitre 34, soit remplacé par le suivant:

"13. Un fonds annuel de dix mille dollars est créé et le lieutenant-gouverneur en conseil affectera ce fonds au paiement d'une partie de l'intérêt sur des

prêts consentis par des caisses populaires à des pêcheurs et au paiement de primes d'assurance sur la vie des pêcheurs qui ont contracté ces prêts."

Adopté.

2. Que la loi qui sera basée sur les présentes résolutions entrera en vigueur le jour de sa sanction.

Adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues et agréées.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 23 concernant les prêts aux pêcheurs par les caisses populaires soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Travaux de la Chambre

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le bill des ingénieurs civils viendra devant le comité des bills publics jeudi prochain, au lieu de mardi prochain.

M. Chaloult (Québec) pose une question à propos du bill 125 concernant l'Association des infirmières de la province de Québec.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le bill des gardes-malades ne viendra devant le comité que dans le cours de la semaine prochaine.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à mardi prochain, à trois heures de l'après-midi.

Les députés qui veulent partir pour Montréal auront cinq minutes de plus pour prendre leur convoi, dit-il.

Adopté.

La séance est levée à 5 h 35.

NOTES

1. L'honorable M. Onésime Gagnon, trésorier de la province, ne reviendra à la Chambre que le 28 mars, après une convalescence de cinq mois. Pendant son absence, c'est l'honorable M. Jean-Paul Beaulieu, ministre de l'Industrie et du Commerce, qui cumule ses fonctions.

2. Il est 5 h 20 selon *Le Canada*, 23 mars 1946, à la page 12.

3. *Le Canada*, 23 mars 1946, à la page 2, soutient qu'il aurait dit "parce qu'elle pèsera plus de cent années sur les épaules de la province".

4. Il est alors 5 h 45 selon *Le Soleil*, 23 mars 1946, à la page 3.

Première séance du mardi 26 mars 1946

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Commissaires d'écoles de
Sainte-Germaine-du-Lac-Échemin**

M. Jolicoeur (Bonaventure) propose, appuyé par le représentant de Wolfe (M. Vachon), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition des commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de Sainte-Germaine-du-Lac-Échemin, dans le comté de Dorchester, demandant l'adoption d'une loi concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de Sainte-Germaine-du-Lac-Échemin, dans le comté de Dorchester, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- des commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de Sainte-Germaine-du-Lac-Échemin, dans le comté de Dorchester, demandant l'adoption d'une loi concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de Sainte-Germaine-du-Lac-Échemin, dans le comté de Dorchester.

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le huitième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité fait rapport que les promoteurs du bill 200 modifiant la loi des ingénieurs civils ont déclaré qu'ils désiraient le retirer, et prie votre honorable Chambre de bien vouloir agréer sa demande.

Votre comité désire aussi recommander que le bill 125 concernant l'Association des infirmières

de la province de Québec soit imprimé de nouveau et prie votre honorable Chambre d'accéder à sa demande.

Le rapport est adopté.

Projets de loi:**Charte
de Dorion**

M. Sabourin (Vaudreuil-Soulanges) propose que le bill 120 modifiant la charte de la ville de Dorion ayant été mis de côté, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Chiropraticiens

M. Tellier (Montcalm) propose que le bill 105 constituant en corporation les chiropraticiens de la province de Québec ayant été mis de côté, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

**Charte
de Drummondville**

M. Bernard (Drummond) propose que le bill 146 modifiant la charte de la cité de Drummondville ayant été déposé en retard dû à des circonstances incontrôlables, les droits additionnels que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés.

Adopté.

**Loi des
relations ouvrières**

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 25 modifiant la loi des relations ouvrières soit maintenant lu une deuxième fois.

Les amendements à la présente loi ont été présentés aux unions avant d'être soumis à la

Chambre. Ils visent à améliorer le fonctionnement de la Commission des relations ouvrières et de la Commission du salaire minimum, en travaillant ensemble vers l'établissement de meilleurs salaires et de meilleures conditions de travail pour les classes ouvrières¹.

Le bill a aussi pour objet, dit-il, d'autoriser la Commission des relations ouvrières de la province à déterminer, par règlement, les conditions auxquelles une personne peut être reconnue membre d'une association, afin d'apprécier le caractère représentatif d'une association qui désire, pour les fins de la loi des relations ouvrières, être reconnue comme représentante d'un groupe de salariés ou d'employeurs. Une autre clause a trait à déterminer comme suit la composition de la Commission des relations ouvrières: un président, un vice-président et trois autres membres. Toutes les unions ouvrières approuvent cette mesure.

M. Hamel (Saint-Sauveur): Avec la présente loi, le gouvernement va s'infiltrer dans les unions ouvrières. Les ouvriers devraient administrer leurs propres affaires intérieures sans que le gouvernement s'en mêle.

M. Côté (Rouyn-Noranda) approuve le projet de loi. Je ne veux pas cependant d'ingérence du gouvernement dans les affaires des syndicats ouvriers, dit-il.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre, pour étude au cours de la présente séance.

Questions de privilège:

Incident survenu à Magog

M. Bergeron (Stanstead): J'attire l'attention de mes collègues sur un incident qui s'est produit dans mon comté, dimanche dernier². À la sortie du pont d'Ascot, dans les Cantons-de-l'Est, deux soldats de la prévôté canadienne, qui étaient à la recherche d'un prisonnier de guerre allemand évadé du camp de Sherbrooke, ont blessé d'un coup de carabine à l'épaule M. Florian Gravel, de Magog. Il est actuellement entre la vie et la mort à l'hôpital de Sherbrooke.

M. Gravel, accompagné de sa femme et de ses deux enfants, filait sur la route de Magog vers Sherbrooke quand il vit deux soldats qui lui faisaient

signe d'arrêter tard le soir. Les soldats ont obligé les automobilistes à stopper. M. Gravel n'a naturellement pas arrêté son véhicule car il avait à bord son épouse, ses deux enfants et une somme d'argent importante, en pensant que les soldats voulaient faire de l'auto-stop jusqu'à Sherbrooke³.

L'automobile avait à peine dépassé le pont que l'un des deux prévôts a levé sa carabine et a fait feu dans la direction de M. et Mme Gravel. M. Gravel était gravement blessé à l'épaule droite, une balle avait pénétré par l'arrière de son auto, et l'a sérieusement blessé.

Mme Gravel arrêta la voiture et demanda du secours, mais les deux militaires n'allèrent même pas voir qui il y avait dans l'automobile. Les derniers rapports indiquent que l'homme était dans une condition "critique" et que s'il s'en remet, qu'il va être handicapé pour la vie.

Mon but en soulevant cette question ici est de demander aux autorités fédérales de prendre des précautions sérieuses dans tous les cas où l'action des militaires peut mettre la vie des d'innocents citoyens en danger et que l'ordre de tirer pour tuer ne soit pas donné à n'importe qui.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je voudrais connaître tous les faits de l'accident avant de me prononcer. L'événement est certainement regrettable. J'hésite à croire que les deux soldats aient eu des intentions perverses. Je conseille au député de Stanstead (M. Bergeron) d'écrire au ministre de la Justice et au ministre de la Défense nationale, de qui relèvent les soldats, pour leur faire part de l'incident parce que cette affaire ne concerne pas du tout les autorités provinciales. Si, d'autre part, le département du procureur général est appelé à intervenir par Ottawa, je peux assurer le député qu'il fera son devoir.

Messages du lieutenant-gouverneur:

Budget des dépenses 1946-1947

L'honorable Beaulieu (Saint-Jean) transmet à M. l'Orateur un message de l'honorable lieutenant-gouverneur de la province.

M. l'Orateur lit ledit message comme suit:

L'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative le budget des dépenses pour

l'année financière se terminant le 31 mars 1947, conformément aux dispositions de l'article 54 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867, et recommande ce budget à la considération de la Chambre.

Eugène Fiset

Hôtel du Gouvernement
Québec, le 26 mars 1946
(Document de la session no 1)

L'honorable Beaulieu (Saint-Jean) propose que le message de l'honorable lieutenant-gouverneur soit renvoyé au comité des subsides, avec le budget qui l'accompagne.

Adopté.

Subsides

Crédits provisoires 1946-1947

L'ordre du jour appelle la formation de la Chambre en comité des subsides.

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean), pour **l'honorable M. Gagnon (Matane)**, déclare qu'il proposera au comité de voter des crédits provisoires.

En comité:

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean) propose: Qu'un crédit n'excédant pas \$12,372,083.34, soit un sixième du montant de chacun des différents articles du budget des dépenses présenté à la Chambre le 26 mars 1946 soit ouvert, à titre d'avance, à Sa Majesté pour l'année financière se terminant le 31 mars 1947.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) demande au député de L'Islet (M. Godbout)⁴ de bien vouloir consentir au vote d'un sixième provisoire du budget de l'année prochaine pour les dépenses courantes de l'administration.

Le sixième, dit-il, se chiffre à \$12,372,083.34. Il doit être voté sans délai pour que le bill soit ratifié par le Conseil législatif et sanctionné par le lieutenant-gouverneur avant lundi.

M. Godbout (L'Islet) donne son consentement sous réserve des objections qu'il aura à formuler contre le budget lors du débat qui s'engagera la semaine prochaine.

M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Quand le discours sur le budget sera-t-il prononcé?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Jeudi.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Ladite résolution est lue et agréée.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Voies et moyens:

Crédits provisoires 1946-1947

L'ordre du jour appelle la formation de la Chambre en comité des voies et moyens.

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean), pour **l'honorable M. Gagnon (Matane)**, déclare qu'il proposera au comité d'autoriser le paiement des crédits provisoires.

En comité:

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean) propose: Que, pour pourvoir au paiement des subsides qui ont été accordés à Sa Majesté pour la dépense de l'année financière se terminant le 31 mars 1947, il soit permis de tirer, du fonds consolidé du revenu de la province, une somme n'excédant pas \$12,372,083.34.

Adopté.

Rapport du comité des voies et moyens:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Ladite résolution est lue et agréée.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des voies et moyens.

Projets de loi:

**Loi des subsides
No 2, 1946**

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 41 octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1947 et pour d'autres fins du service public.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Révocation d'ordres du jour:

**Loi des
relations ouvrières**

L'ordre du jour appelle l'étude en comité plénier des résolutions relatives au bill 25 modifiant la loi des relations ouvrières.

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose que l'ordre qui vient d'être lu soit révoqué.

Adopté. L'ordre est révoqué.

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose que les résolutions soient retirées.

Adopté. Lesdites résolutions sont retirées.

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 25 modifiant la loi des relations ouvrières.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de Maurice Tellier (Montcalm)

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. L'article 7 de la loi des relations ouvrières (Statuts refondus, 1941, chapitre 162A, édicté par l'article 1 de la loi 8 George VI, chapitre 30) est modifié en y ajoutant l'alinéa suivant:

"Pour apprécier ce caractère représentatif d'une association, la Commission peut, par règlement soumis aux formalités de l'article 38, déterminer les conditions auxquelles une personne peut être reconnue membre d'une association".

L'honorable M. Barrette (Joliette): Les unions ont favorisé ce changement. L'idée est de donner un peu d'uniformité à ce que signifie l'adhésion à une union. Présentement, il y a plusieurs règles qui s'appliquent à différentes unions et l'idée vise à permettre au conseil d'établir les règles. Ceci permettrait d'éviter les affrontements entre les unions, pour obtenir des adhésions, à la veille d'ententes négociées. Sous l'amendement, toutes les unions seraient assujetties aux mêmes règles.

M. Hamel (Saint-Sauveur): Je veux traiter cette question bien objectivement. On ne touche pas au fond de la loi des relations ouvrières que nous devons au gouvernement Godbout. Mais, on permet au gouvernement de s'infiltrer dans les unions ouvrières et leur imposer un règlement de régie interne. Il est préférable de laisser les unions ouvrières régler elles-mêmes leurs affaires internes, sans que le gouvernement s'en mêle.

M. Côté (Rouyn-Noranda): J'ai consulté des unions ouvrières. Deux des plus considérables sont favorables au principe du bill.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La clause permettra d'accentuer la lutte contre les infiltrations communistes dans les unions ouvrières. Tout récemment, j'ai reçu à mon bureau de Montréal des membres soi-disant d'une organisation ouvrière. J'ai su par la suite que c'étaient des communistes.

J'ai dit carrément à ces gens-là qu'il n'y avait pas de place pour le communisme dans la province de Québec parce que c'est une théorie athée et malsaine, une théorie qui engendre la trahison, comme je l'ai déclaré en 1938 lorsque nous avons voté une loi contre eux. C'est une théorie en vertu de laquelle un citoyen canadien peut trahir son pays au profit d'un pays étranger. Le communiste ne relève que des chefs d'un autre pays. C'est une théorie aux antipodes de la loyauté. J'ai ajouté qu'on ne les tolérerait pas dans la province.

Il y a un fait patent, un aspect de la question qui intéresse la Chambre. Aux États-Unis, dans d'autres provinces du Canada, mais seulement dans une petite proportion du Québec, heureusement, il s'est glissé des éléments communistes dans les organisations ouvrières de bonne foi. Il n'y a plus à avoir de doute maintenant à ce sujet. J'ai lu dans des journaux et revues du Canada et des États-Unis, qu'une foule de grèves ont été organisées par des éléments communistes partout en Amérique. Les amendements présentés au ministre du Travail veulent protéger les travailleurs du Québec contre leurs activités. Rien de plus, rien de moins.

Il ne m'appartient pas de porter un jugement dans l'affaire du complot d'espionnage, cela n'est pas de mon ressort, mais je constate simplement un fait. Le système d'espionnage que l'on vient de découvrir, le gouvernement de l'Union nationale l'a découvert et l'a dénoncé le premier en 1937. Elle a fait son possible pour éviter la circulation des théories subversives.

Elle avait même passé une loi, et d'autres mesures de nature similaire pour empêcher pareilles activités en 1936. À l'époque, il y avait beaucoup d'opposition à de telles mesures. Leur utilité est maintenant entièrement approuvée par les récents événements.

Si notre loi avait été appliquée partout dans le pays de 1939 à 1944, elle aurait sauvé le pays. On n'aurait pas à déplorer aujourd'hui ce qui arrive.

En vertu des amendements apportés par notre loi, l'office des relations ouvrières pourra et devra empêcher l'infiltration communiste dans les organisations ouvrières de la province de Québec. Cela facilitera également l'expansion des organisations ouvrières de bonne foi. Les ouvriers ont le droit de s'unir; nous leur avons toujours reconnu ce droit.

M. Godbout (L'Islet): Je trouve étrange que le premier ministre ait lancé la Chambre dans cette voie, à propos d'une loi ouvrière. Qu'est-ce que le

premier ministre fait de son cadenas, s'il est aussi efficace qu'il le prétend? Maintenant, ce serait un bon moment pour l'utiliser, n'est-ce pas?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il a été cassé par le chef de l'opposition et ses amis, comme ils doivent très bien le savoir, pendant les cinq ans qu'ils étaient au pouvoir dans cette province. De 1936 à 1939, les communistes n'ont pu organiser leur système d'espionnage à cause de notre loi du cadenas.

M. Côté (Rouyn-Noranda): C'est de 1936 à 1939 que les communistes ont commencé à s'infiltrer dans les unions ouvrières parce qu'ils savaient que l'Union nationale n'oserait pas appliquer sa loi du cadenas aux associations ouvrières.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): Il faut mettre fin à la propagande communiste, mais il faut également faire disparaître la cause du mouvement communiste en supprimant l'injustice sociale.

M. Godbout (L'Islet): Si le chef du gouvernement veut travailler à mettre un terme aux activités des communistes dans la province de Québec, il trouvera chez les libéraux un appui sincère, enthousiaste, constant et complet. Mais, il est étonnant qu'il y ait des communistes dans la province de Québec.

Je trouve que le premier ministre s'est un peu vanté en disant que, si la loi du cadenas avait été appliquée, elle aurait sauvé le pays puisqu'il n'y aurait pas de communisme au Canada. Il n'y a pas de mal à cela. Mais, je trouve qu'il embrasse trop grand. Qu'il se contente de maintenir l'ordre dans sa province. Sa tâche est assez grande là.

Il a été au pouvoir trois ans et il est en office depuis près de deux années. Il a eu l'occasion de l'appliquer et il ne l'a pas fait. Il y a encore des communistes. Si dans le complot récemment découvert, il y a des adeptes du communisme, Dieu merci, ce sont des gens en dehors de la province de Québec, en majorité.

Quant à l'amendement qui nous est soumis aujourd'hui, je ne vois pas comment le gouvernement pourrait contrôler plus facilement le communisme. Il ne peut pas faire grand-chose pour nous préserver de cette menace. Le premier ministre s'apercevra que, s'il n'en tient qu'à cet amendement, il y aura encore des communistes chez nous dans deux, trois ou même cinq ans à partir de maintenant.

L'interprétation que nous en donne le premier ministre me paraît illusoire. Il n'est pas question de communisme dans le projet à l'étude. À mon avis, l'amendement que le gouvernement apporte à la loi des relations ouvrières est dangereux, du fait que le gouvernement veut s'immiscer dans les affaires internes des syndicats ouvriers. On nous a demandé d'adopter cette mesure qui donnera trop de contrôle à la Commission des relations ouvrières sur les conditions exigées d'un ouvrier pour faire partie d'une organisation ouvrière.

Nous avons consulté les unions dans le temps et au moins deux s'y sont opposées formellement. Je crois que les unions regretteront d'avoir demandé cet amendement à notre loi et que les ouvriers regretteront que la Chambre ait consenti à le voter. Mais, enfin, je ne le souhaite pas. Dans cinq ans, le premier ministre sera dans l'opposition et il reprochera à notre gouvernement, comme il l'a fait de 1939 à 1944, de ne pas contrôler les unions ouvrières.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ma loi du cadenas, passée en 1937, a été reconnue par les tribunaux. Elle a permis au gouvernement de découvrir dès 1938 ce que les autorités fédérales viennent d'apprendre en 1946.

Nous avons dès ce moment découvert et fait la preuve que les communistes recevaient des directions et de l'argent de Moscou, qu'ils avaient des affiliations avec Moscou. Le gouvernement provincial a saisi à Montréal en 1938 des documents communistes, des talons de chèques. Grâce à notre loi, il n'y avait pas d'espionnage, en ce temps-là. Le complot d'espionnage, et l'enquête vient de l'établir, a pris naissance après la défaite de l'Union nationale en 1939.

M. Chaloult (Québec): Comme le chef de l'opposition, je m'étonne de cette discussion sur le communisme à propos de ce projet. Notre province est un foyer plus propice pour le communisme à cause de notre système capitaliste, des abus des trusts et de la dictature économique. Il ne faut pas oublier que le premier député communiste au Canada, Fred Rose, arrêté pour espionnage, a été élu dans Montréal par des Canadiens français en majorité.

Je ne suis pas un néophyte dans la lutte contre le communisme. Je n'ai pas craint de le combattre quand il fallait traiter les communistes comme des alliés et des amis. Ainsi, pendant la guerre, les communistes russes étaient nos alliés et il ne fallait pas parler contre eux. Seuls les indépendants et le Bloc populaire ont pris ce risque. Ça me fait plaisir de voir qu'on s'aperçoit qu'on a erré. Il est bon

qu'on se rende compte qu'on a eu tort. À chacun ses responsabilités, ce qui ne nous empêche pas de féliciter le gouvernement fédéral de son geste énergique. (Avec un sourire ironique) Si le premier ministre veut appliquer sa loi du cadenas à l'égard de certains journaux à sympathies communistes, il n'a qu'à se rendre à *L'Autorité* et au *Canada*.

M. Hamel (Saint-Sauveur): J'y vois un danger d'ingérence dans la régie interne des unions ouvrières.

L'honorable M. Barrette (Joliette): L'amendement a été suggéré par les associations patronales et ouvrières, elles-mêmes, après une expérience de l'application de la loi.

M. Côté (Rouyn-Noranda): J'ai consulté les organisations ouvrières et celles-ci demandent que le projet de loi passe tel quel. Cependant, je n'appuierai pas l'amendement discuté si le gouvernement veut s'en servir pour détruire une union ouvrière sous le prétexte que l'un de ses officiers est communiste.

Le premier ministre, il me semble, a jeté un doute dans l'esprit du public en disant que des organisations ouvrières sont des organisations communistes. Des communistes se sont infiltrés dans la direction des unions ouvrières, mais les membres de ces unions sont loin d'être des communistes. Au Canada et aux États-Unis, il se fait une grosse lutte pour débarrasser les unions ouvrières des infiltrations communistes. On va prendre des moyens radicaux, et d'ici un an, ce sera chose faite. Je puis informer cette Chambre que deux grands mouvements ouvriers au Canada profiteront de leur prochain congrès pour éliminer de leurs rangs tout communiste qui réussit à s'infiltrer dans une union et qui, dans certains cas, peut même réussir à contrôler temporairement certaine division. Mais, ce n'est pas parce que certaines unions comprennent des communistes qu'il faut les condamner et les détruire. La plupart du temps, les ouvriers qui en font partie ne sont pas communistes mais sont dirigés par des communistes.

L'honorable M. Barrette (Joliette): L'amendement est réclamé par les unions elles-mêmes.

M. Chaloult (Québec): Pourquoi mon honorable ami est-il contre le communisme?

M. Côté (Rouyn-Noranda): (Après un moment d'hésitation) Parce qu'un bon socialiste ne peut être un bon communiste. Les deux conceptions, les deux

philosophies, les deux théories sont contraires l'une à l'autre. Les membres du mouvement ouvrier progressiste ont remplacé les communistes en changeant de nom et ont averti la Chambre qu'actuellement, le parti qui est le plus opposé au CCF, c'est le Parti ouvrier-progressiste.

Le premier ministre a dit que, de 1936 à 1939, il n'y a pas eu d'activité communiste parce que l'Union nationale était au pouvoir. Je dirai que, de 1936 à 1939, les communistes ont commencé à s'infiltrer dans les unions ouvrières parce qu'ils savaient que l'Union nationale n'appliquerait pas sa loi du cadenas aux ouvriers. Elle n'aurait pas osé. La loi du cadenas les a fait agir en rats de cale. Ils ont quitté le champ politique pour envahir le champ ouvrier.

M. Francoeur (Montréal-Mercier): Le ministre du Travail a présenté sa loi sans faire de politique, mais le premier ministre a montré encore qu'il n'aime pas beaucoup les ouvriers.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai collaboré avec les unions ouvrières contre le communisme.

M. Francoeur (Montréal-Mercier): Il y a trop de politique dans le mouvement ouvrier. Moins d'intervention du gouvernement dans les unions aiderait beaucoup à régler ces derniers problèmes. Toutes nos bonnes lois ouvrières, nous les devons au Parti libéral. Que l'on cesse donc de dire que nos unions ouvrières sont des foyers de communisme. Ce sont des lois comme les bills 19 et 20 et la loi du cadenas, passés par l'Union nationale, qui ont conduit à l'expansion du communisme dans la province de Québec.

On incite les ouvriers au communisme même dans les débats de cette Chambre. On ne perd pas l'occasion de dire que les ouvriers sont des imbéciles. S'il y a un esprit communiste dans nos unions, ça ne vient pas des ouvriers spécialisés mais de prétendus chefs ouvriers. Le ministre du Travail a le sens ouvrier, mais le premier ministre ne l'a pas et il exploite les ouvriers en temps d'élections.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): Personne n'a eu réellement de mérite à dénoncer le communisme. Tout le monde l'a fait. Quelle est la plus grande cause de l'infiltration communiste? La véritable cause n'est-elle pas l'injustice sociale qui existe particulièrement dans la province de Québec? Les problèmes de santé, de logement et autres du même genre sont favorables à la germination des

idées communistes. Si nous voulons mettre fin à la propagande communiste, aux idées subversives, commençons par régler ces problèmes. En marge de la loi du cadenas et avant la loi du cadenas, il faut une véritable législation sociale.

L'honorable M. Barrette (Joliette) répond aux divers arguments qui ont été apportés dans la discussion. Les amendements, dit-il, sont bien vus de toutes les organisations ouvrières. La province de Québec fait tout ce qu'elle peut au point de vue de la justice sociale: pensions aux vieillards, allocations aux mêmes nécessiteuses, compensations aux accidentés du travail. Il se paie actuellement dans la province de Québec, en pensions et en indemnités diverses, \$18,000,000 par année. On ne saurait parler d'injustice sociale. Notre législation se compare avantageusement avec celle de n'importe quelle province et de n'importe quel pays. À cet égard, elle n'a pas à être embarrassée. Il est cependant possible de faire davantage et nous allons continuer à faire mieux dans toute la mesure du possible.

M. Hamel (Saint-Sauveur): Il n'y a rien dans la loi qui justifie une discussion sur le communisme. La Commission des relations ouvrières avait fait des recommandations. Il y a eu des protestations. Aujourd'hui, on change la loi pour imposer les recommandations.

L'article 1 est adopté.

Les articles 2 et 3 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 4 qui se lit comme suit:

"4. L'article 30 de ladite loi est remplacé par le suivant:

"30. Cette commission est formée d'un président, d'un vice-président et de trois autres membres nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil qui fixe leur traitement."

L'honorable M. Barrette (Joliette): La Commission a reçu des suggestions et elle les a acceptées.

M. Hamel (Saint-Sauveur): La loi met certainement un outil dangereux dans les mains du gouvernement.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Est-ce pour combattre le communisme que le nombre des membres de la Commission est porté de 3 à 5?

L'honorable M. Barrette (Joliette): La modification n'entraîne pas de dépenses nouvelles, puisque deux membres de la Commission du salaire minimum auront le droit de siéger dans les deux organismes.

M. Bienvenue (Bellechasse): Les traitements seront-ils changés?

L'honorable M. Barrette (Joliette): Non.

L'article 4 est adopté.

Les articles 5 et 7 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 25 sans l'amender.

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi de la convention collective

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 26 modifiant la loi de la convention collective soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de Maurice Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Barrette (Joliette): Le premier ministre m'a autorisé à faire préparer ce projet de loi grâce auquel tous les ouvriers pourront obtenir des congés payés. Le gouvernement estime

que tous les employés devraient bénéficier de vacances payées. Mais, plutôt que de passer une loi générale, qui serait une camisole de force et qui serait inapplicable parce que les conditions varient beaucoup d'une industrie à l'autre, nous avons tout simplement décidé de modifier la loi de la convention collective et la loi du salaire minimum de façon à permettre au lieutenant-gouverneur en conseil d'inclure dans les décrets du Conseil exécutif et dans les ordonnances de la Commission du salaire minimum des clauses déterminant les congés rémunérés qui devront être accordés aux salariés par leurs employeurs.

M. Godbout (L'Islet): Je ne m'oppose pas au principe de cette loi, mais la modification est inutile. Nous sommes tous en faveur du principe des vacances payées, mais la loi des conventions collectives et la loi du salaire minimum, que nous avons fait voter, comportent déjà l'autorisation nécessaire que le ministre du Travail prétend donner au gouvernement.

Sous notre administration, de nombreuses conventions collectives ont été faites avec une disposition prévoyant les vacances payées. De fait, 90 % des conventions collectives et presque toutes les ordonnances de la Commission du salaire minimum comportent une clause de vacances payées. Je suis heureux que le gouvernement suive le chemin que nous avons tracé. Le premier ministre a voulu souligner au public une chose dont, par humilité, nous ne voulions pas nous vanter.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Les patrons et les ouvriers avaient évidemment le droit de s'entendre pour inclure dans les conventions collectives des clauses de vacances payées, mais avec l'amendement apporté par le bill 26, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra obliger l'employeur à accorder la chose, même si la convention n'en parle pas.

M. Chaloult (Québec): La loi n'obligera pas le gouvernement à décréter les vacances payées.

M. Bienvenue (Bellechasse): C'est-à-dire que la loi n'assurera des vacances payées que si le lieutenant-gouverneur en conseil le juge à propos.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le lieutenant-gouverneur en conseil ne peut donner aux décrets que les effets spécifiquement déterminés par la loi.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Les patrons sont bien disposés.

M. Chaloult (Québec) et M. Côté (Rouyn-Noranda) souhaiteraient une loi obligeant le lieutenant-gouverneur en conseil à inclure une clause de vacances payées dans toutes les conventions.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Une loi générale serait trop rigide pour rencontrer les conditions très diverses qui existent dans les différentes industries.

M. Morin (Québec-Centre): La loi ne changera rien à la situation actuelle, comme l'a si bien dit l'honorable chef de l'opposition.

M. Côté (Rouyn-Noranda) parle dans le même sens.

M. Dumoulin (Montmorency): L'amendement ne fait ni bien ni mal. Il ajoute deux mots à la loi, mais il n'ajoute pas deux minutes de vacances payées.

M. Morin (Québec-Centre): C'est un amendement de luxe.

M. Chaloult (Québec): Si le gouvernement rendait les vacances payées obligatoires, il augmenterait sa popularité.

M. Godbout (L'Islet): Il en a besoin.

M. Côté (Rouyn-Noranda): C'est le Parti libéral qui a donné les vacances payées, puisque c'est lui qui a fait passer la loi des conventions collectives.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il faut un amendement comme celui-là pour que la loi de la convention collective soit à l'abri de toute contestation.

M. Chaloult (Québec): Je demande que le gouvernement prenne l'initiative d'un beau geste en statuant clairement que tous les ouvriers auront droit, à l'avenir, à 15 jours de vacances payées.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Les modalités d'application de la loi sont laissées aux patrons et aux ouvriers qui s'entendront très bien là dessus. La nouvelle loi est un début des plus prometteurs pour la classe ouvrière.

Les articles 1 et 3 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 26 sans l'amender.

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi du salaire minimum

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 27 modifiant la loi du salaire minimum soit maintenant lu une deuxième fois.

Cette législation vient à la suite des représentations du Conseil supérieur du travail. Par ces amendements, la Commission du salaire minimum peut, avec ses fonds, et avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, acquérir des immeubles; elle peut établir le taux du salaire qui doit être payé pour surtemps à un employé et payé à l'heure, et non régi par une convention collective de travail; elle peut déterminer les congés rémunérés qui devront être accordés aux salariés par leurs employeurs, etc.

La Commission est actuellement logée à trois endroits différents et elle paye \$14,700 de loyer par année. Les services sont dispersés. C'est là une cause considérable d'ennui et de perte de temps. Il pourra être avantageux pour elle (la Commission) de construire ou d'acheter un immeuble pour y centraliser ses services. Mais, il n'y a aucun projet défini pour le moment.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 27 sans l'amender.

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Saint-Hilaire-de-Dorset

L'honorable M. Tardif (Frontenac) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 34 concernant la municipalité de la paroisse de Saint-Hilaire-de-Dorset soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Tardif (Frontenac) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 34 sans l'amender.

L'honorable M. Tardif (Frontenac) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi concernant les mécaniciens en tuyauterie

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 32 modifiant la loi concernant les mécaniciens en tuyauterie soit maintenant lu une deuxième fois.

Nous voulons en venir graduellement, dit-il, à un code de plomberie sanitaire qui s'appliquera à toute la province. Mais, nous ne voulons pas procéder d'une façon trop rigide. Nous commençons par faire donner des cours par nos inspecteurs. Depuis un an et demi, 950 personnes ont suivi ces cours de plomberie sanitaire.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 32 sans l'amender.

L'honorable M. Barrette (Joliette) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Établissements de pisciculture

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 29 concernant les établissements de pisciculture soit maintenant lu une deuxième fois.

Devant la demande croissante d'alevins, dit-il, il faut continuellement repeupler nos lacs et rivières pour en conserver la richesse et l'attrait. Les cinq piscicultures actuelles suffisent à peine à produire les alevins nécessaires. On veut les agrandir au besoin pour leur faire donner tout le rendement désiré.

À l'heure actuelle, à Baldwin's Hill, dans les Cantons-de-l'Est, où nous possédons une station de pisciculture, il y a de la difficulté à se procurer la quantité d'eau nécessaire parce que les propriétaires des terrains voisins ne veulent pas donner au gouvernement le droit de passage. Nous voulons remédier à cet état de choses.

M. Bienvenue (Bellechasse): Le bill me paraît inutile parce que les cinq établissements de pisciculture que possède la province sont suffisants. On n'a qu'à leur faire donner un rendement maximum.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre, pour étude au cours de la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 29.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.
Adopté.

En comité:

Présidence de Maurice Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud) propose: 1. Que l'article 72 de la loi de la pêche (Statuts refondus, 1941, chapitre 154), modifié par l'article 2 de la loi 6 George VI, chapitre 46, sera de nouveau modifié en remplaçant le deuxième alinéa par les suivants:

"Il est également loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser le ministre à acquérir, de gré à gré ou par voie d'expropriation, tout immeuble requis pour l'organisation ou l'agrandissement d'établissements de pisciculture.

Le coût de tout immeuble acquis sous l'autorité de l'alinéa précédent sera payé à même les fonds votés par la Législature pour fins de pisciculture."

Adopté.

2. Que la présente loi qui sera basée sur les présentes résolutions entrera en vigueur le jour de sa sanction.

Adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues et agréées.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud) propose, selon l'ordre adopté précédemment, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 29 concernant les établissements de pisciculture.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 29 sans l'amender.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Extension des lois provinciales

L'honorable M. Lorrain (Papineau) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 36 étendant l'application des lois provinciales à certaines compagnies soit maintenant lu une deuxième fois.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La compagnie d'autobus de Beauport avait une charte fédérale et contestait l'autorité de la Régie provinciale des transports et communications. La question fut soumise aux tribunaux et la compagnie eut gain de cause en Cour suprême.

Le gouvernement décida d'en appeler au Conseil privé. Dans l'intervalle, des pourparlers eurent lieu entre les représentants de la compagnie, le premier ministre et le ministre des Travaux publics.

La compagnie consentit à s'incorporer en vertu des lois de la province de Québec et à payer les frais de la cause en Cour suprême et au Conseil privé⁵.

M. Godbout (L'Islet): Pourquoi le ministre des travaux publics ne parle-t-il pas lui-même?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le ministre a une correspondance importante à signer et il m'a demandé de le remplacer.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup) pose des questions au député de Papineau (l'honorable M. Lorrain).

L'honorable M. Lorrain (Papineau) répond brièvement.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): On ridiculise un ministre inutilement. On rit de lui en pleine Chambre. Le premier ministre ne devrait pas procéder ainsi et lui permettre de parler.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): En ma qualité de procureur général, j'ai étudié le côté légal de la question et je peux en parler avec connaissance de cause.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Lorrain (Papineau) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 36 sans l'amender.

L'honorable M. Lorrain (Papineau) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures.

Deuxième séance du 26 mars 1946

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 8 h 15.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:

Loi électorale

M. Godbout (L'Islet) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 204 modifiant la loi électorale de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois⁶.

Corporation des instituteurs et institutrices catholiques

M. Gatien (Maisonneuve) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 164 constituant la Corporation générale des instituteurs et institutrices catholiques de la province de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté, après division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Coaticook

M. Vachon (Wolfe) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 145 relatif à la ville de Coaticook soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Lévis

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 168 modifiant la charte de la cité de Lévis soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Développement minier et industriel dans le Nouveau-Québec

L'honorable M. Robinson (Brome) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 20 intitulé: Loi pour faciliter le développement minier et industriel dans le Nouveau-Québec soit maintenant lu une troisième fois.

Je ne répondrai pas, dit-il, à toutes les absurdités qui ont été développées par l'opposition au cours du débat sur les résolutions. Le développement effectué par cette compagnie va paver la voie pour quantité d'autres compagnies, prospecteurs et individus qui, sans cela, n'iraient pas dans ce territoire. Déjà, il est connu que bien d'autres compagnies d'envergure ont l'intention de suivre les traces de cette pionnière.

Il est essentiel, dans le développement d'un aussi vaste territoire, de donner à une compagnie qui entreprend une telle tâche la possibilité de récolter les dividendes de ses efforts, soit de vastes espaces pour l'exploration et l'exploitation. Il ne peut pas être question, non plus, à cause des millions qu'il faudra dépenser, que ce soit le gouvernement qui entreprenne ces travaux. Sinon, aucune compagnie ne risquerait de si importantes sommes d'argent, tandis que si le gouvernement tentait lui-même d'accomplir le travail, personne n'accepterait que le projet soit possible ou réalisable, même si le gouvernement disposait de fonds suffisants. Le député de la circonscription de Québec devrait se rappeler qu'en ce qui concerne la participation aux bénéfices, la loi sur les mines peut être modifiée en tout temps. Les professionnels canadiens-français sont protégés par des décrets ou des corporations professionnelles.

Pour ce qui est de la suggestion de vendre à l'encan les droits de prospection, la Hollinger North Shore Exploration Company a obtenu en 1942 les droits pour une période de 10 ans, ainsi que le droit d'acheter certaines régions; par conséquent, toute vente aux enchères est hors de question.

Les ouvriers de Québec auront de l'emploi dans l'Ungava avant douze ans, comme l'avait laissé entendre le député de Bellechasse (M. Bienvenue). De plus, le député de Montréal-Laurier (M. Laurendeau) avait argumenté que la compagnie sortirait environ 40,000 tonnes de minerai par jour pendant 365 jours. C'est de l'exagération parce qu'à cause du climat, la compagnie ne pourra faire du travail d'extraction que pendant trois mois de l'année.

Au député de l'Abitibi-Est (M. Drouin), je déclare que la bande de 10 milles soustraite à la prospection, tout autour du territoire de 3,900 milles carrés compris dans le permis d'exploration de la Hollinger, est réservée pour le gouvernement et non pas pour la compagnie.

Le député de Westmount (M. Marler), dans son discours, a reproché au gouvernement d'avoir changé les limites de la région soumise à l'exploration. Peu importe que le territoire soit de 3,800 milles ou de 4,900 milles carrés, en autant que le territoire est exploré et qu'on y fait des travaux.

Je dirai au député de Montmorency (M. Dumoulin) qu'il a raison de dire que les intérêts canadiens qui sont dans la Hollinger ne pouvaient pas fournir seuls les \$200,000,000 nécessaires aux travaux. Le risque est trop grand pour être supporté par un seul groupe.

Dans le but de découvrir une fois pour toutes qui est derrière la Hollinger North Shore Exploration Co. Ltd, je réaffirme que la M. A. Hanna Company, de Cleveland, ne possède pas une seule action de la Hollinger North Shore Exploration qui est entièrement contrôlée et possédée par la Hollinger Consolidated Gold Mines Limited. Tous les actionnaires sont des Canadiens, sept d'entre eux sont de Montréal et cinq de Toronto. De plus, la compagnie est incorporée en vertu des lois de la province de Québec. Je ne crois pas cependant que la Hollinger puisse seule assurer le développement formidable qui aura lieu dans cette région.

Il termine en citant un éditorial paru récemment dans le *Chronicle Telegraph* qui était en faveur du projet de loi et qui déplore les accusations extravagantes et non fondées que les orateurs de l'opposition ont formulées à l'Assemblée lors du débat⁷.

M. Lizotte (Kamouraska): Il me semble entendre encore, du haut de la galerie, lorsque j'étais étudiant, M. Henri Bourassa dénoncer en cette Chambre la vente de notre patrimoine national pour un plat de lentilles. L'Ungava a été annexé par le gouvernement de Sir Lomer Gouin, qui nous disait en 1912 que ce territoire était un nouveau Yukon, une terre promise destinée à faire de Québec la province la plus riche de la Confédération après avoir été la plus solvable sous ses administrations libérales.

(Applaudissements à gauche)

La tactique du premier ministre et du ministre des Mines de garder un silence prudent et systématique sur les détails de cette transaction nous oblige à parler, à expliquer à la population l'odieux et les iniquités de cette mesure. Même dans l'opposition, le Parti libéral reste le gardien des intérêts de la province. Le premier ministre se scandalise en disant: "C'est une question de piastres et de cents". Mais, les questions matérielles sont celles qui mettent du pain sur la table de l'ouvrier et du cultivateur. On se rappelle les luttes du passé contre la cession de nos richesses naturelles à des compagnies. Les conservateurs, qui étaient alors dans l'opposition, avaient reproché au gouvernement Gouin les concessions faites pour assurer le développement de nos pouvoirs d'eau et nos ressources forestières. Et pourtant, il ne s'agissait alors que de chutes d'eau ou de forêts inexploitées. L'opinion publique se soulevait.

Mais que doit penser l'opinion publique des gens et des disciples de ceux qui se sont toujours opposés aux concessions faites par les régimes libéraux à des compagnies qui, aujourd'hui, donnent un aussi grand territoire, la moitié au moins, de nos richesses minières à une compagnie étrangère?

Je m'étonne du silence de la droite. À part le premier ministre et le ministre des Mines, peu de députés ont pris la défense du projet de loi. Par contre, les ministériels semblent trouver que l'opposition prolonge la discussion. C'est notre devoir de scruter les raisons publiques et les motifs cachés qui les font agir. Jamais un gouvernement n'a eu l'audace de céder comme aujourd'hui un aussi vaste territoire, toute une province, à une compagnie pour un prix aussi ridicule et à des conditions aussi peu avantageuses.

Le premier reproche que je fais au gouvernement, c'est de n'avoir pas fait lui-même l'inventaire de ces richesses qui sont celles du peuple, de n'avoir pas dépensé même \$50,000 par année pour se rendre compte des perspectives de la région, avant de faire une cession de cette

importance. L'inventaire se fera suivant le bon vouloir de la compagnie Hollinger. Le second reproche, c'est de céder ce territoire pour 96 ans. Si nous laissons le projet tel qu'il est, jusqu'en l'an 2042, la Législature n'aura pas un mot à dire sur l'exploitation de ces ressources inestimables. Pendant toute cette période de près d'un siècle, il faudra s'en rapporter au bon vouloir de la compagnie et du lieutenant-gouverneur en conseil.

Le troisième reproche est que la loi accorde à la compagnie le droit d'exploiter 300 milles carrés qu'elle choisira elle-même. Le quatrième reproche que je fais au gouvernement, c'est de ne pas dire dans la loi que, si la compagnie ne remplit pas ses obligations, son permis sera révoqué. Non, tout est laissé entre les mains du ministre et du cabinet. J'y vois un danger de favoritisme. On devrait décréter que la Législature décidera elle-même si le permis de la compagnie doit être ou non annulé au cas où celle-ci ne remplirait pas ses obligations.

Le cinquième reproche que je fais, c'est que la compagnie n'est liée à aucune obligation par la loi. Le préambule dit bien: "Attendu que les travaux à faire comportent la construction d'un chemin de fer et d'un quai", mais dans le préambule seulement. Qu'est-ce qui l'empêche de sortir le minerai par le Labrador terreneuvien où elle a d'autres intérêts? Rien dans la loi n'oblige la compagnie à bâtir un chemin de fer et un quai dans la province de Québec.

Le premier ministre a dit que le préambule fait partie de la loi. Je suis avocat, je ne suis pas un aussi bon avocat que le premier ministre, peut-être, mais je plaide depuis trente ans et je n'ai jamais eu l'occasion d'étayer ma cause sur le préambule d'un bill devant un tribunal. Il ne sert qu'à l'interprétation de la loi, il n'a aucun effet exécutoire.

(Applaudissements prolongés à gauche)

Dans ce cas, je ne vois pas comment la compagnie dépensera \$200,000,000, construira un chemin de fer, favorisera la construction d'une industrie sidérurgique, puisque les clauses du bill ne contiennent aucune disposition à cet effet.

Même chose pour le port de mer dont le premier ministre a parlé, qui est mentionné dans le préambule mais pas dans la loi. Ce qui compte dans une loi, ce sont les articles. Eh bien, cette loi n'oblige la compagnie à rien de ce que nous a annoncé le premier ministre.

L'honorable M. Dussault (Portneuf): Il est impossible d'organiser un port de mer qu'on pourrait utiliser plus de trois mois par année dans le détroit de Belle-Isle ou dans tout le Labrador terreneuvien. On

a tenté d'en établir un sur la baie d'Hudson, à Churchill, et il ne sert que deux mois par année.

M. Lizotte (Kamouraska): Alors, pourquoi ne pas mettre dans le bill que le chemin de fer et le quai seront construits dans la province de Québec? Le député de Portneuf est pilote mais il n'a jamais piloté de ce côté-là. Nous, du Bas-Saint-Laurent, nous connaissons les conditions de la navigation dans le golfe et le détroit de Belle-Isle, mais cela n'a aucune importance dans cette transaction, attendu que la loi n'oblige pas la compagnie à bâtir un port de mer sur le Saint-Laurent. Le port de mer restera, comme le chemin de fer probablement, dans le préambule.

(Applaudissements à gauche)

C'est dommage, mais c'est la faute du gouvernement qui n'a pas lié la compagnie aux obligations dont on s'est vanté. Le sixième reproche que je fais au gouvernement, c'est de n'avoir pas obligé la compagnie à établir dans la province de Québec une industrie sidérurgique, une aciérie. Si le gouvernement avait réellement exigé l'établissement d'une industrie sidérurgique, il aurait inséré dans la loi une clause à cet effet.

Le septième reproche que je fais au gouvernement, c'est que la main-d'œuvre de la province de Québec n'est nullement protégée par cette loi. Le chômage s'en vient. Nous ne l'aurons pas tout de suite, mais nous l'aurons comme après l'autre guerre. On dira: "C'est au fédéral à y voir". Et si le fédéral d'où nous vient toujours le mal, au dire de nos adversaires, et si le fédéral s'occupe du chômage, on criera à l'autonomie provinciale.

Voix à gauche: Très bien, très bien.

M. Lizotte (Kamouraska): Nous avons su que le ministre des Mines était allé à Chicago, l'été dernier, mais tout a été cuisiné dans le mystère et dans l'alcôve de l'Union nationale. La Hollinger, le chouchou du gouvernement, a été traitée en enfant gâté. Le gouvernement ne défend pas beaucoup sa transaction. Le premier ministre a prononcé un grand discours. Le ministre des Mines a vanté sa marchandise. Probablement que l'Union nationale s'est souvenue du dicton: "À vouloir blanchir un nègre, on perd son savon". Le premier ministre a parlé de son amour pour la province, de son patriotisme. Que penser du patriotisme d'un parti politique qui en est rendu au point d'avoir un signe de piastre sur son drapeau?

(Applaudissements prolongés à gauche)

M. Larivière (Témiscamingue): Je suis un ancien prospecteur, resté membre de l'Association des prospecteurs. Je parle en connaissance de cause, contrairement à certains autres orateurs dont les discours sont enfantins. Certains membres de la gauche ont fait de la critique constructive, mais la plupart ont fait de l'obstruction. Ils ne savent rien de l'importance du développement minier de la province. Si on avait demandé à la députation si elle était favorable au développement de nos ressources dans le Nouveau-Québec, elle aurait répondu oui unanimement, mais elle aurait donné une réponse négative si on lui avait demandé s'il était de bonne politique de nationaliser une entreprise minière de cette envergure. Une entreprise de cette envergure comporte trop de risques.

On ne peut pas grever les contribuables d'impôts pour enfouir cet argent dans des affaires hasardeuses. C'est donc que le seul moyen pour développer nos ressources dans ce vaste territoire qui nous restait, c'était alors, de nous adresser à une compagnie puissante qui a des capitaux à investir.

La province ne court aucun risque avec le présent projet de loi. Si l'entreprise est un succès, elle retirera de gros revenus, si l'affaire échoue, la province ne perdra pas un sou. La compagnie va dépenser des millions; cette entreprise rapportera des sommes considérables à la province, près de \$20,000,000 par année, en plus de l'emploi que cela procurera à des milliers de nos ouvriers. Aucune protestation n'est venue des prospecteurs.

D'autre part, il s'agit d'une entreprise trop vaste et trop hasardeuse pour qu'une compagnie soit prête à développer le Nouveau-Québec aux conditions ordinaires. Je suis convaincu que, si nous avons exigé davantage, la Hollinger nous aurait dit qu'elle n'était pas intéressée. Ceux qui prennent des chances doivent être appuyés par le gouvernement.

On a découvert du charbon dans le voisinage de la baie James. Il y a donc une possibilité qu'on en vienne à fabriquer de l'acier chez nous. Nous pourrions fournir du fer à nos industries, alors qu'actuellement, nous devons l'importer. Le minerai n'est pas une richesse tant qu'il dort dans le sol. Exporter notre fer à l'étranger, cela vaut mieux que d'exporter notre or à Ottawa et prêter un milliard et quart à l'Angleterre.

Je reviens de mon comté et je n'ai entendu aucune protestation au sujet du bill. Bien au contraire, j'ai rencontré un ancien candidat libéral qui m'a dit: "Je crois que le développement que vous faites, actuellement, est une bonne chose pour la province". J'attends avec confiance le verdict de la province.

M. Chaloult (Québec): Cette loi aliène notre patrimoine national et est un don pur et simple.

M. Larivière (Témiscamingue): Quelle différence avec la concession faite à la Noranda?

M. Drouin (Abitibi-Est): La compagnie Noranda s'est soumise à la loi des mines et n'a pas réclamé de privilèges spéciaux.

M. Chaloult (Québec): Ce bill comporte un principe que j'ai combattu depuis 15 ans, savoir la concession à presque perpétuité de nos ressources naturelles pour une bouchée de pain. C'est le projet de loi le plus pernicieux, le plus important que nous ayons eu depuis plusieurs années, sauf peut-être celui de la Montreal Light, Heat & Power.

J'admets que les mines doivent être exploitées par des compagnies et qu'il n'y aurait pas d'avantages à nationaliser dans ce domaine. Je n'ai pas non plus d'objection à ce que ce soit la Hollinger qui exploite le Nouveau-Québec plutôt qu'une autre. Mais nous différons d'opinion sur la manière de procéder. Les mines doivent être exploitées dans l'intérêt de la province parce qu'elles sont le bien de la province. La compagnie a droit à un profit légitime, mais pas plus.

Dans ce bill, on lui fait un don pur et simple de nos ressources naturelles pour un siècle. On donne des ressources excessivement importantes et il n'y a pas de proportion entre ce qu'on donne et ce qu'on reçoit. Ce n'est certainement pas une proportion de 3 % à 7 % des profits, ce \$100,000 dont parle le bill, qui va compenser pour l'aliénation de nos ressources et du plus riche territoire que nous ayons.

Plus j'examine le texte, plus je me sens profondément indigné par ce projet. J'ai l'impression très nette qu'on aliène presque pour rien notre patrimoine national. Le criterium qui doit nous servir pour juger un marché comme celui-ci: c'est le bien public. Si les contrats ne servent pas le bien commun, je ne crois pas à la sainteté des contrats. Un gouvernement subséquent serait justifiable de casser un tel marché. Il n'y a pas de contrat sacré quand l'intérêt du peuple est brimé.

Le délai est trop long, le territoire concédé est trop vaste et surtout, les conditions ne sont pas assez avantageuses pour la province. Je n'aurais pas d'objection à l'octroi d'un bail de 80 ans⁸ et la grandeur du terrain concédé si, au moins, le gouvernement voulait mettre dans la loi que le contrat contiendrait une clause de révision des conditions à tous les 10 ans.

De plus, il n'y a aucune proportion entre ce que la province donne et ce qu'elle reçoit. Il aurait fallu indiquer dans le bill, qu'après un certain nombre d'années, une fois son capital investi pour l'exploration et l'exploitation remboursé et ses intérêts payés, la compagnie partage ses profits avec la province. La compagnie peut faire des profits pour \$50,000,000 ou \$75,000,000 par année. Nous devrions en avoir la moitié, au moins le tiers. Cela protégerait au moins notre patrimoine.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il n'y a rien qui nous empêche de faire ça. Un article de la loi des mines stipule que le gouvernement pourra modifier le pourcentage de 4 % à 7 % des profits de la compagnie que la province retirera. Je pourrai donc porter ce pourcentage à 30 %, 40 % ou 50 %.

M. Chaloult (Québec): En modifiant la loi générale. Mais il aurait fallu inclure dans cette loi-ci un article spécial à l'effet que la province partagera les bénéfices que la Hollinger pourra retirer de l'exploitation de nos ressources naturelles du Nouveau-Québec.

Les questions de piastres et de sous, il ne faut pas les négliger. C'est vital pour la province. Si, dans le passé, nous n'avions pas cédé nos ressources naturelles à vil prix, ce n'est pas un budget de \$100,000,000 mais un budget de \$200,000,000 que nous aurions aujourd'hui. Que de problèmes nous pourrions régler avec \$200,000,000!

Bien des gens de l'Union nationale qui ont entendu leurs chefs s'élever contre la dictature économique, sont étonnés aujourd'hui de l'attitude du gouvernement. Dans l'ensemble, je crois que la réaction est très mauvaise. À mon avis, c'est la plus mauvaise loi jamais passée par l'Union nationale, sauf peut-être celle de Montreal Light, Heat & Power en 1944 et en 1945. Elle nous montre de façon définitive qu'il n'y a rien à espérer au point de vue de la dictature économique en cette province d'ici à quelques années.

Un député libéral a dit que son parti rappellerait la loi s'il reprend le pouvoir, mais le chef du Parti libéral n'a pas encore fait cette promesse et je crois qu'il ne la fera pas. Les deux partis sont liés aux trusts. Le Parti libéral a fait une assez longue lutte au projet de loi, une lutte qui m'a même étonné. Mais on aurait dû faire la lutte surtout sur la deuxième lecture du bill et sur les articles essentiels.

Je regrette que la presse n'ait pas davantage fait campagne contre le bill. Il y aura peut-être des réactions à longue échéance. Entre l'Union nationale

et le Parti libéral, mes sympathies ne sont pas douteuses. Mais, mes sympathies vont d'abord pour la vérité. Nous avons deux partis qui sont dominés par la même dictature économique. La preuve est faite. Mais, ça ne peut pas durer.

Le peuple de Québec n'entendra pas toujours être exploité comme il l'a été depuis le début du siècle. Il y aura un jour chez nous un gouvernement à tendance nationaliste, sinon, bien fatalement, le socialisme sera inévitable. Je ne suis pas socialiste. Un gouvernement socialiste bridera l'initiative privée s'emparera de toutes nos ressources et sortira du pays les capitalistes.

Je n'approuve pas ça, mais je préférerais un gouvernement socialiste à la dictature économique. J'espère que nous aurons un jour un gouvernement qui prendra résolument parti contre les puissances d'argent en faveur des classes pauvres. Sinon, c'est le peuple lui-même qui se fera justice. N'oublions pas que nous sommes des Latins. Ce sera ici pire qu'ailleurs.

M. Leclerc (Charlevoix-Saguenay) se plaint d'abord de la longueur des discours des membres de l'opposition. Je plains, dit-il, les journalistes obligés d'écouter la majorité des discours entendus sur la Hollinger. La plupart sont décourageants. Je veux faire certaines rectifications que je juge utiles.

Si le bill a été attaqué, cela est attribuable à la petite propagande du Parti libéral. Elle s'emploie à montrer le bill 20 sur ses plus mauvais côtés. Elle insiste à tort que le gouvernement était en train de vendre à des étrangers quelque chose dont la grande valeur est reconnue, pour une bouchée de pain.

On a même parlé de caisse électorale. Si vous pouvez supposer de pareilles choses, ne pouvons-nous pas supposer, nous aussi, que vous êtes en train de faire chanter la Hollinger pour garnir votre propre caisse? Si le Parti libéral fait tant d'obstruction, c'est que les tenants de sa caisse électorale veulent être vus par les gens de la Hollinger avant de voter eux-mêmes la mesure. Qu'on cesse donc cette obstruction qui ne conduit à rien.

M. Chaloult (Québec): Certainement pas la mienne!

M. Leclerc (Charlevoix-Saguenay): Il signale aussi l'article de la loi de l'Ungava qui soustrait la population du Nouveau-Québec dans le calcul du quotient de la représentation québécoise au Parlement fédéral. Grave injustice, dit-il, qu'il faudra réparer.

Le grand tort, c'est de considérer l'Ungava comme s'il s'agissait de la rue Saint-Jean. C'est un territoire inhospitalier que je connais très bien pour l'avoir survolé plusieurs fois et l'avoir contourné en bateau de pêche. Il est impossible de construire un port de mer dans le détroit de Belle-Isle. Même en juillet, on y trouve de la glace. Il faut voyager avec un paletot de fourrures.

À en croire le député de Québec-Comté, j'aurais honte de retourner au milieu des mines après avoir voté cette mesure. Je me suis aussi demandé un moment si j'avais encore le droit de regarder en face ma femme et mes enfants. J'admets que certains de mes amis m'ont posé des questions sur la concession accordée à la Hollinger en me disant: "mais, vous êtes en train de vendre la province à la Hollinger!"

C'est un résultat de la petite politique que le Parti libéral a faite en Chambre et au dehors sur cette mesure. Il n'a fallu que quelques mots d'explications pour rassurer les gens sur les conséquences du bill pour la province. Ils ont admis le point de vue du gouvernement. L'Union nationale fait œuvre utile en aidant au développement de ce pays désertique.

M. Dumoulin (Montmorency): Pendant neuf mois, la température moyenne du territoire situé au 55° degré de latitude est de 45 degrés sous zéro, la culture y est impossible, il n'y a pas même d'arbres. Tout se résume à quelques arbustes rabougris.

Quant aux richesses de ce territoire, cependant, je réfère la Chambre au rapport du géologue Albert P. Low. Dès 1896⁹, le géologue Low, après avoir visité l'Ungava, décrivait ce pays comme un territoire des plus riches en minerai de fer. Son rapport réfère à des centaines de millions de tonnes de minerai de fer. Cette richesse semblait inépuisable. Il ne peut donc être question de risques pour les promoteurs.

C'est cette richesse qu'on est en train d'abandonner pour près d'un siècle, ce qui équivaut à un don pur et simple. C'est une mesure contre laquelle on doit s'élever. Je crois, avec le député du comté de Québec, qu'on aurait dû préparer une échelle mobile proportionnée aux profits réalisés.

L'étatisation des mines, je l'admets, est une chose impossible, mais je m'oppose à une concession aussi généreuse en faveur d'une seule compagnie. Je préconise un partage dans les profits avec la province lorsque la Hollinger aura payé sa mise de fonds.

Le premier ministre nous dit que l'on pourrait plus tard hausser le pourcentage payable à la

province sur les profits de la compagnie. Il sait très bien qu'on ne peut, par la loi des mines, changer un contrat privé. Et plus tard, quand le jeu de la finance aura manœuvré, ce sera alors une levée de boucliers contre les intérêts de la province.

Il y a danger. C'est maintenant qu'il faut prévoir. Demain, il sera trop tard, parce que la compagnie va avoir entrepris des dépenses et la province sera devant un fait accompli.

(Applaudissements à gauche)

M. Hartt (Montréal-Saint-Louis): Je trouve moi aussi qu'on concède à la Hollinger nos ressources minières pour bien peu. C'est la Hollinger qui fait l'excellent marché dans cette affaire-là et non la province.

(Dès les premiers mots de M. Hartt, les députés de la droite, le premier ministre en tête, quittent la salle¹⁰. Il ne reste tout d'abord que 10 députés de l'Union nationale, puis ce nombre fut réduit à six, puis à quatre, et, finalement à trois, MM. Laurent Barré, Hormidas Langlais et Camille Côté étant les seuls ministériels à faire face à l'opposition)

M. Hartt (Montréal-Saint-Louis): Ces sièges vides à droite, M. l'Orateur, seront remplis par des libéraux après la prochaine élection, à cause de ce bill. Je n'aime pas m'adresser à une Chambre qui est presque vide d'un côté.

Il propose, appuyé par le représentant d'Huntington (M. O'Connor), que le débat soit maintenant ajourné¹¹.

(Tous les ministériels reviennent et reprennent leurs sièges)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Non, vote!

M. Hartt (Montréal-Saint-Louis): J'ai le droit de proposer l'ajournement du débat.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Oui, mais nous allons voter sur votre motion.

M. Hartt (Montréal-Saint-Louis): Je n'ai pas d'objection.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Il avertit le député de Berthier (M. Sylvestre) qu'il a païré avec le député de Maskinongé (M. Caron) et le député de Berthier doit quitter la salle.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Bienvenue, Casgrain, Dansereau, Drouin (Abitibi-Est), Drouin (Québec-Est), Dubreuil, Dumoulin, Francoeur, Godbout, Groulx, Guerin, Hamel, Hartt, Joyal, Leduc, Lizotte, Marler, Mathewson, Mercier petit-fils, Morin, O'Connor, Plourde, Roberge, Robidoux, Ross, Sabourin, Samson, 27.

Contre: MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bergeron, Blanchard, Bourque, Chaloult, Chartier, Chartrand, Choquette (Shefford), Cossette, Côté (Montréal-Sainte-Marie), Côté (Montréal-Saint-Jacques), Delisle, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fleury, Gatien, Goudreau, Jolicoeur, Labbé, Langlais, Larivière, Larochelle, Laurendeau, Leclerc, Lemieux, Lesage, Lorrain, Marcotte, Paquette, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Témiscouata), Poulin, Pouliot, Riendeau, Robinson, Sauvé, Talbot, Tardif, Tellier, Trudel, Vachon, 48.

Ainsi, la motion est rejetée.

M. Hartt (Montréal-Saint-Louis) se lève pour demander la parole afin de continuer le débat sur la motion principale.

Décisions de l'Orateur:

Restriction de droit de parole

M. l'Orateur décide que le député de Montréal-Saint-Louis, ayant demandé sans l'obtenir l'ajournement du débat, a épuisé son droit de parler sur la motion en discussion; il se réfère à l'article 260 du Règlement, qui se lit comme suit:

1. Tout député qui, pendant la discussion d'une motion, a proposé ou appuyé comme second un amendement, le renvoi à un comité, un ajournement de la Chambre, un ajournement du débat, ou l'appel de quelque affaire du jour, est réputé avoir pris la parole sur la motion qui était en discussion, ainsi que sur la nouvelle motion qui est faite, sauf les cas prévus à l'article 263.

2. Le paragraphe 1 ne s'applique pas, cependant, lorsque la proposition d'ajourner le débat a été retirée, ni lorsqu'elle a été adoptée.

M. Hartt (Montréal-Saint-Louis): L'article 252 dit qu'un député qui ajourne un débat a le droit de parole.

L'honorable M. Labbé (Mégantic): Vous avez pas un autre Juif à faire parler!

M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): C'est ce qui a fait le malheur de l'Europe. L'antisémitisme, suivi de la dictature.

M. l'Orateur: À l'ordre. La décision est rendue. On n'a pas le droit de critiquer ma décision.

M. Godbout (L'Islet): J'en appelle alors de votre décision M. l'Orateur.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Blanchard, Bourque, Chartier, Chartrand, Choquette (Shefford), Cossette, Côté (Montréal-Sainte-Marie), Côté (Montréal-Saint-Jacques), Delisle, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fleury, Gatien, Goudreau, Jolicoeur, Labbé, Langlais, Larivière, Larochelle, Leclerc, Lesage, Lorrain, Marcotte, Paquette, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Témiscouata), Poulin, Pouliot, Riendeau, Robinson, Sauvé, Talbot, Tardif, Tellier, Trudel, Vachon, 44.

Contre: MM. Bergeron, Bienvenue, Casgrain, Chaloult, Dansereau, Drouin (Abitibi-Est), Drouin (Québec-Est), Dubreuil, Dumoulin, Francoeur, Godbout, Groulx, Guerin, Hamel, Hartt, Joyal, Laurendeau, Leduc, Lemieux, Lizotte, Marler, Mathewson, Mercier petit-fils, Morin, O'Connor, Plourde, Roberge, Robidoux, Ross, Sabourin, Samson, 31.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

M. Francoeur (Montréal-Mercier) demande l'ajournement du débat.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières), comme il restait deux ou trois minutes à la séance, fait objection et insiste pour que le député de Montréal-Mercier (M. Francoeur) commence son discours.

M. Francoeur (Montréal-Mercier) donne suite à cette demande.

Après avoir parlé pendant seulement un bref instant, il propose, appuyé par le représentant de

Drummond (M. Bienvenue), que le débat soit maintenant ajourné.

Adopté.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 11 h 30.

NOTES

1. Il fait allusion aux bills 25, 26, 27 et 32 présentés lors de la présente séance.

2. *The Quebec Chronicle-Telegraph*, 27 mars 1946, à la page 3, affirme plutôt que cet événement aurait eu lieu le samedi soir.

3. *La Presse*, 27 mars 1946, à la page 12, avance pour sa part que M. Gravel croyait avoir affaire à des voleurs.

4. À la Chambre, selon *L'Événement*, 27 mars 1946, à la page 1.

5. M. Lorrain est présent en Chambre mais c'est le premier ministre qui donne les explications requises. M. Godbout et les députés de l'opposition se déclarent surpris de cette procédure. *Le Soleil*, 27 mars 1946, à la page 7.

6. *Le Nouvelliste* du 23 mars 1946 à la page 1 rapporte des précisions sur le bill inscrit au *Feuilleton*, des précisions données par M. Godbout.

7. M. Robinson a amorcé le nouveau débat avec un discours d'une demi-heure, selon *Le Nouvelliste*, 27 mars 1946, à la page 1.

8. *Le Soleil*, 27 mars 1946, à la page 6, rapporte que M. Chaloult aurait plutôt mentionné un délai de 96 ans.

9. En 1895 selon *La Presse*, 27 mars 1946, à la page 12, et *Le Canada*, 27 mars 1946, à la page 2.

10. Il est alors 11 heures, selon *La Patrie*, 27 mars 1946, à la page 10.

11. *The Montreal Daily Star*, 27 mars 1946, à la page 9, rapporte qu'à ce moment, il est 11 h 15.

Séance du mercredi 27 mars 1946

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

M. Ducharme (Laviolette): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 154 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre le Dr Samuel David Brigel à l'exercice de la profession de chirurgien dentiste, après examen;

- bill 101 modifiant la charte de la cité de Joliette et annexant de nouveaux territoires à la municipalité scolaire de la ville de Joliette.

Votre comité recommande de prolonger au 11 avril, inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels, prescrits par le paragraphe 1 de l'article 653 du Règlement, les promoteurs des bills privés qui profiteront de ces différents délais.

Le rapport est adopté.

M. Blanchard (Terrebonne): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le huitième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans le cas ci-après:

- de Ludger Craig Amiot, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Ludger Craig Murdock.

Votre comité recommande de prolonger au 11 avril, inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels, prescrits par le paragraphe 1 de l'article 653 du Règlement, les promoteurs des bills privés qui profiteront de ces différents délais.

Le rapport est adopté.

Explications sur des faits publiés:

Article paru dans *La Gazette*

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): Le journal la *Gazette* m'a fait dire des choses que je n'ai pas dites. Il se garde toutefois d'incriminer le correspondant de la *Gazette*. Il a bien rapporté le discours prononcé hier par le ministre des Mines, dit-il. L'erreur est d'autant plus réelle que la semaine dernière, quand j'ai prononcé un discours sur le projet de loi concernant les concessions minières du Nouveau-Québec, j'ai remis un résumé de mon discours et tous les journaux ont bien rapporté mes paroles.

Il se plaint de trois erreurs. On m'a fait dire que la production de la Hollinger sera de 40,000 tonnes par jour, 365 jours par année, précise-t-il. J'ai parlé d'une production sur une période de cent jours, vu qu'il est probablement impossible de produire 365 jours sous un climat comme celui de l'Ungava.

On me fait dire que le territoire soustrait par la Hollinger est de 18,000 milles carrés, alors que j'ai bien spécifié qu'il s'agissait de 7,000 milles carrés et que j'ai dit de quoi était composé ce 7,000 milles carrés. Enfin, la *Gazette* rapporte que j'ai parlé d'un profit de \$0.60 à \$0.70 par tonne, alors que je n'ai parlé que d'une royauté.

Ludger Craig Amiot

M. Marcotte (Roberval) propose, appuyé par le représentant de Bonaventure (M. Jolicoeur), que l'article 621 du Règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter le bill 165 changeant le nom de Ludger Craig Amiot en celui de Ludger Craig Murdock.

Adopté. Le bill est présenté et lu une première fois.

Questions et réponses:

**Permis spéciaux
pour coupe de bois**

M. Fillion (Lac-Saint-Jean): 1. Quel a été, dans chacun des comtés de la province, le nombre de permis spéciaux pour coupe de bois accordés par le

département de la Colonisation depuis le 1^{er} septembre 1944 jusqu'au 15 février 1946 inclusivement?

2. À qui tels permis ont-ils été accordés?

3. Quelle fut la quantité autorisée dans chaque cas?

L'honorable M. Bégin (Dorchester): 1.

Aucun;

2. Répondu par no 1;

3. Répondu par no 1.

Projets de loi:

Loi du régime de tenure

M. Chartier (Saint-Hyacinthe) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 203 modifiant la loi des constitués ou du régime de tenure dans certains districts électoraux soit maintenant lu une deuxième fois.

Il présente son projet de loi brièvement et souligne le sens de l'article qui a trait à l'achat des lots¹.

Adopté après division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

M. Chartier (Saint-Hyacinthe) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de Maurice Tellier (Montcalm)

Les articles 1 à 5 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 6 qui se lit comme suit:

"6. Ladite loi est modifiée en y ajoutant, après l'article 14, le suivant:

"14a. Le prix qui peut être fixé par la Régie ou par les arbitres pour un lot ou un terrain ne peut excéder une fois et demie la valeur qui lui est attribuée au rôle d'évaluation en vigueur dans la municipalité.

"Si la valeur du terrain et celle des constructions ne sont pas inscrites séparément au rôle, la valeur proportionnelle des constructions sera,

pour les fins de l'évaluation du terrain, déduite de l'évaluation totale de l'immeuble. Le montant de cette déduction sera établi par toute preuve que la Régie ou les arbitres pourront exiger."

M. Godbout (L'Islet): Personne ne va s'opposer à la première partie de la mesure qui ne consiste qu'en articles de concordances. Ce projet s'inspire de la loi que nous avons fait voter sous notre administration. Cependant, le dernier article est mauvais. Dire que le prix maximum qui pourra être décrété par la Régie provinciale des transports n'excédera pas une fois et demie l'évaluation de ces lots ou terrain n'a aucun sens. Le principe de cet article est très dangereux. Dans un grand nombre de municipalités rurales et de comtés, notamment Kamouraska et Missisquoi, que je connais bien en particulier, l'évaluation municipale est très basse et ne dépasse pas le cinquième de la valeur réelle des propriétés. Dans ces conditions, le rachat du fonds de terrain pour un prix qui sera une fois et demi le montant de l'évaluation municipale causera un préjudice grave aux propriétaires de ces terrains. Je demande aux députés d'y penser deux fois avant d'approuver cet article.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier) appuie cette requête du chef de l'opposition.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

La loi actuelle a pour effet de consacrer la liberté de la propriété, et le gouvernement entend faire disparaître la servitude de la propriété, qui n'est plus recommandable que l'autre.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): On ne protège pas la propriété avec une clause comme celle-là.

M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Le gouvernement pose un principe très dangereux. Ce bill constitue un empiètement de la Législature sur le pouvoir judiciaire parce qu'il dicte une ligne de conduite aux tribunaux sur le prix qu'ils devront fixer.

M. Chaloult (Québec): La Législature, en passant des lois, dicte toujours une ligne de conduite aux tribunaux. Y a-t-il beaucoup de ces constitués?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) félicite le député de Saint-Hyacinthe de la mesure qu'il présente. Un peu partout dans la province, et nous recevons des plaintes régulièrement, dit-il. Il

s'agit d'un vestige de l'ancien système féodal. Des descendants des anciens seigneurs s'obstinent à ne pas vouloir vendre leur fonds de terrain pour le faire payer plusieurs fois ce qu'il vaut en réalité.

Aux quatre libertés dont parlait le président Roosevelt dans la Charte de l'Atlantique, l'Union nationale en a ajouté une cinquième, celle de la liberté de la propriété. De cette façon, elle veut faire disparaître la dictature économique et permettre aux petites gens de s'emparer du sol en disant qu'elles pourront se libérer en payant une fois et demie l'évaluation municipale.

Aucun propriétaire ne peut être lésé parce que, lorsqu'on établit le rôle municipal, les propriétaires ont 30 jours pour faire leurs réclamations, et après que le rôle est approuvé, ils ont toujours la possibilité de recourir aux tribunaux.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le premier ministre cherche toujours à s'approprier le mérite d'autrui. C'est un régime libéral qui a fait voter, en 1934, la loi relative à l'abolition des rentes seigneuriales. Cette clause (une fois et demie l'évaluation) est de nature à faire tort aux intéressés, vu l'évaluation relativement faible à la campagne.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est le député actuel de Hull qui a fait passer la première loi en 1937. C'est nous qui avons réglé ce problème.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le premier ministre est dans l'erreur. À l'entendre, on croirait que c'est lui qui a mis fin à la guerre, qui a mis fin au communisme, qui a mis fin à l'espionnage. La droite croit cela, mais le public ne le croit pas. Lorsqu'un locataire achètera le fond de terre, il faut que le propriétaire reçoive plus de 50 % de l'évaluation municipale.

M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Le gouvernement veut plafonner le prix d'achat de ces lots. Il a dit aux tribunaux: "Vous jugerez de la valeur du terrain mais vous n'accorderez pas plus de 50 % de l'évaluation municipale".

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est comme ça dans la loi de la Montreal Power.

M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Le premier ministre devrait nous donner des nouvelles pour les actionnaires de la Montreal Power

qui n'ont pas encore été payés. Pour en revenir au bill, je considère que l'on consacre un principe dangereux en dictant aux arbitres leur jugement.

M. Godbout (L'Islet): Je tiens à mettre en garde tous les députés contre le principe que l'on veut consacrer, et particulièrement sur cet article fixant à une fois et demie le prix maximum pour l'achat de lot ou de terrains dans les villages et municipalités. Il faudrait dire au moins que le prix à payer devra être le double de l'évaluation municipale. Sans cela, ça va donner lieu à de graves injustices.

C'est une clause que l'on devrait faire disparaître du projet de loi. La plupart de nos fermes ne sont pas évaluées à la campagne et celles qui sont évaluées, le sont à un cinquième de leur valeur. Si on n'ajoute pas 100 % à la valeur municipale, cet amendement ne devrait pas être adopté.

M. Chaloult (Québec) fait l'éloge du sénateur Damien Bouchard pour la part qu'il a prise dans le règlement du problème de la tenure seigneuriale.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): Je crois moi aussi que le 50 % n'est pas suffisant.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je n'ai aucune objection à remplacer une fois et demie par deux fois.

M. Marler (Westmount-Saint-Georges): On devrait laisser la chose aux arbitres.

M. Bienvenue (Bellechasse): Même si le premier ministre consent au double, le principe reste le même.

L'honorable M. Barrette (Joliette): Une terre cultivée par le chef de l'opposition, qui est un agronome distingué, pourra avoir plus de valeur que celle d'un pauvre homme.

M. Godbout (L'Islet): La personnalité du cultivateur intéressé ne peut influencer sur la valeur d'une ferme.

M. Joyal (Chambly): En 1937, l'Union nationale a fait voter une loi déterminant que dans les municipalités de cités et villes, les terres en culture sont évaluées à \$100 l'arpent. Comment va-t-on faire concorder cette loi de 1937 avec la loi à l'étude qui n'ajoute que 50 % à l'évaluation municipale du lot

ou du terrain que le locataire veut acheter? Il me semble que l'on va donner lieu à de graves injustices.

M. Hartt (Montréal-Saint-Louis): C'est aussi mon avis et le premier ministre ne devrait pas prendre cette grave responsabilité.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je propose donc un amendement qui a pour effet de porter de une fois et demie à 2 fois le prix maximum que la régie provinciale des transports ou les arbitres pourront fixer pour l'achat d'un lot ou d'un terrain.

M. Chartier (Saint-Hyacinthe) consent à amender l'article de façon que le prix ne puisse pas dépasser deux fois l'évaluation, au lieu d'une fois et demie.

L'article est amendé et se lit désormais comme suit:

"6. Ladite loi est modifiée en y ajoutant, après l'article 14, le suivant:

"14a. Le prix qui peut être fixé par la Régie ou par les arbitres pour un lot ou un terrain ne peut excéder deux fois la valeur qui lui est attribuée au rôle d'évaluation en vigueur dans la municipalité.

Si la valeur du terrain et celle des constructions ne sont pas inscrites séparément au rôle, la valeur proportionnelle des constructions sera, pour les fins de l'évaluation du terrain, déduite de l'évaluation totale de l'immeuble. Le montant de cette déduction sera établi par toute preuve que la Régie ou les arbitres pourront exiger."

L'amendement est adopté.

L'article 6, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 7 et 8 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 203 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

M. Chartier (Saint-Hyacinthe) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Motions des députés:

Participation aux guerres futures

M. Lemieux (Beauharnois) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Laurier (M. Laurendeau):

Que cette Chambre, étant d'opinion que le rôle du Canada n'est pas de participer aux guerres futures, mais de travailler à faire prévaloir dans le monde un idéal pacifique, prie le gouvernement de la province de faire des représentations sévères au gouvernement fédéral:

1. Contre le maintien, récemment annoncé, de nos industries sur le pied de guerre et en faveur de leur transformation rapide en industries de paix;

2. Contre la possibilité du service militaire obligatoire en temps de paix².

Depuis l'automne dernier, dit-il, la paix tant désirée nous est revenue avec la fin des hostilités. Je veux rappeler tout simplement, mais énergiquement à Ottawa que ce n'est pas en maintenant le pays sur un pied militaire que nous pouvons avoir la paix. Cela ne peut être que préjudiciable aux Canadiens.

Je ne crois pas au *Si vis pacem para bellum* qui a provoqué dans le passé tant de conflits, haines, dissensions et ambitions illimitées entre les hommes que Dieu a faits pour s'aimer. Si l'on veut la paix, que les peuples pratiquent entre eux la charité et respectent les principes immuables. Que le monde adopte dès maintenant une politique pacifiste fondée sur le respect des droits de chaque nation, petite ou grande. Ottawa semble oublier que le rôle du Canada n'est pas de participer aux guerres futures, mais de travailler à faire triompher dans le monde un idéal pacifique fondé sur le respect des droits de chacun.

Ma motion a deux objets. L'honorable C. D. Howe, ministre fédéral de la Reconstruction, a annoncé à la radio, le 10 février dernier³, le maintien de nos industries sur un pied de guerre et la création d'un organisme, le Canadian Arsenals Limited, pour régir les 35 usines des munitions en temps de paix. Non seulement on maintient les arsenaux sur un pied de guerre, mais on veut maintenir constamment en état d'alerte les industries qui s'adonnent à la production civile, en vue de les transformer rapidement pour en faire des industries de guerre en cas de besoin.

Est-ce que le maintien de nos arsenaux sur un pied de guerre va aider à la paix du monde? Non. Le jour de la Victoire, le Canada avait 700,000⁴ hommes dans les forces armées et 900,000 personnes dans les industries de guerre.

Il y a actuellement 500,000 à 600,000 militaires non-réhabilités⁵. À Montréal⁶, on compte 60,000 chômeurs; à Québec, 12,000; dans le comté de Beauharnois, 1,300. On ne fait rien pour leur venir en aide. Cette politique nuit à l'embauchage et retarde la reprise normale de la production civile. Maintenus sur un pied de guerre, les arsenaux n'emploient qu'un nombre restreint d'ouvriers, alors qu'ils pourraient facilement être transformés pour la production d'articles de consommation dont il y a pénurie grave, comme les matériaux de construction.

Si l'on veut donner du travail à ces chômeurs, il est urgent que l'on transforme nos industries de guerre en industries de paix. Cette transformation est possible. Je demande au gouvernement non seulement d'adopter ma motion, mais de s'entendre avec le ministre de la Reconstruction, M. Clarence Decatur Howe, pour louer lui-même les usines situées dans la province de Québec.

Le silence du gouvernement fédéral quant au service militaire obligatoire en temps de paix n'est pas une garantie pour l'avenir. La seule expression d'opinion qu'on ait eue sur la question est celle d'un député fédéral, M. Louis-René Beaudoin, de Vaudreuil-Soulanges. Il a semblé préparer l'opinion en exposant dans un discours aux Communes la thèse de la nécessité du service obligatoire en temps de paix. Ni M. King, ni aucun de ses ministres n'a exprimé d'opinion contraire et l'on peut croire que le discours de M. Beaudoin a été inspiré en haut lieu.

Si on n'en a pas encore parlé officiellement, il faut se méfier et se tenir aux aguets à cause des signes avant-coureurs, comme le discours de M. Louis-René Beaudoin à Ottawa, et des obligations contractées par le Canada à San Francisco. La chartre de l'ONU nous oblige implicitement à inscrire notre jeunesse en temps de paix et le discours du trône n'est pas bien rassurant lorsqu'il parle d'entretenir des forces armées permanentes.

Il faut sonner l'alarme en cette province pour empêcher le gouvernement fédéral de nous imposer le service militaire en temps de paix. Ne soyons pas surpris si, à la faveur des agissements de la Russie révélés par l'enquête sur l'espionnage, le Parlement fédéral présente au cours de la présente session un projet de loi créant le service militaire en temps de paix qui consiste à l'entraînement des jeunes gens de 18 ans et plus. Les arguments pour le service militaire sont:

- 1^{er} possibilité d'une agression du Canada;
- 2^e unité nationale;
- 3^e culture physique de notre jeunesse dont la santé s'est avérée mauvaise au cours de la dernière

guerre puisqu'un grand nombre de jeunes gens ont été refusés.

Je me refuse de donner à Ottawa et aux centralisateurs du monde anglo-protestant mon âme française et catholique. Nous ne voulons pas être trompés. Nous voulons une paix basée sur la justice chrétienne. Je m'oppose énergiquement à ce projet. La défense du pays ne sera efficace qu'en autant qu'elle sera adaptée à ses besoins.

Si le Canada maintient ses industries sur un pied de guerre et décrète le service militaire obligatoire en temps de paix, c'est pour préparer immédiatement la participation illimitée du pays à la prochaine guerre mondiale, aussi bien que pour servir les intérêts économiques de la Grande-Bretagne menacés par l'impérialisme russe. Il parle en terminant des ravages du service militaire obligatoire parmi la jeunesse et présente sa motion⁷.

M. Ducharme (Laviolette): M. l'Orateur, telle que rédigée, la motion du député de Beauharnois n'est pas conforme aux meilleurs intérêts de la province, non plus qu'au respect et à la sauvegarde de l'autonomie provinciale. L'opinion de la province de Québec, en ces matières, est bien connue et elle s'est manifestée clairement à plusieurs reprises. La répétition des mêmes débats à ce sujet ne saurait être profitable ni à la province, ni à la Législature.

Les termes de la motion, telle que rédigée, pourraient être considérés de la part du gouvernement fédéral comme une provocation et cette provocation n'aurait pas même le mérite d'être utile dans les circonstances. Au contraire, elle serait particulièrement nuisible à une époque pendant laquelle s'accomplissent les travaux d'importance vitale de la conférence inter-gouvernementale canadienne.

Personne n'ignore l'opinion plusieurs fois clairement et catégoriquement exprimée par la province de Québec et ses principaux organismes. Au milieu des travaux de la conférence intergouvernementale canadienne, la motion telle que rédigée ne pourrait produire aucun bon résultat pour la province mais, bien au contraire, pourrait lui être très préjudiciable.

Conférences fédérales-provinciales

M. Ducharme (Laviolette) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Sainte-Marie (M. Côté), que la Chambre passe maintenant à l'affaire du jour suivante, notamment la motion de M. Laurendeau (Montréal-Laurier) proposant:

Que cette Chambre, vu l'importance considérable des conférences fédérales-provinciales et les conséquences incalculables qu'elles auront sur les intérêts matériels et spirituels du peuple de la province de Québec, demande au gouvernement d'étudier sérieusement le projet de nommer immédiatement une commission officielle, composée de spécialistes sans distinction de partis et compétents dans les questions en jeu, et chargée de préparer, après étude, enquête et consultation, un document public complet et définitif sur la question.

M. Chaloult (Québec): La motion du député de Beauharnois est inopportune et je ne puis accepter la motion du député de Laviolette. On n'a pas encore parlé, à la Législature, des industries de guerre ou du service militaire obligatoire en temps de paix. Je ne vois pas pourquoi on se refuserait à un tel débat. Et même si elle l'avait fait, il n'y a aucune objection pour qu'elle réitère son opinion. Le premier ministre lui-même déclarait souvent, de 1936 à 1939, que la Législature devait revenir souvent sur les mêmes questions.

Lorsqu'il était chef de l'opposition, le premier ministre ne cessait d'intervenir dans les questions fédérales. Il nous disait que le gouvernement fédéral était le mandataire du gouvernement provincial et que le mandat devait donner ses instructions au mandataire. Il est revenu plusieurs fois à la charge avec des motions se rapportant à des questions fédérales.

Les raisons que l'on invoque ne sont pas les véritables raisons. Je suis surpris de la tactique du gouvernement à l'égard des membres du Bloc populaire. On veut tout simplement enlever à un député du Bloc populaire la chance d'exprimer son opinion. C'est la troisième fois que l'on procède de cette façon. Cette tactique me paraît injustifiable. La motion du député de Beauharnois représente la majorité du sentiment canadien-français.

Maintenant que la guerre est finie, on veut établir le service militaire pour nous préparer à la prochaine guerre impériale. Les centres d'entraînement militaire sont des centres de démoralisation. Des jeunes gens sont revenus des champs de bataille comme des épaves morales. Il faut s'opposer au service militaire en temps de paix parce que c'est un moyen d'anglicisation. L'impérialisme britannique nous envahit dans tous les domaines. Il n'y a pas un peuple qui tolérera d'être entraîné dans des guerres pour d'autres pays par une organisation militaire où l'on parle une langue qui n'est pas la sienne, surtout quand les nôtres ne sont même pas commandés dans

leur propre langue et qu'on leur donne dans les services armés des besognes de valets.

Et on tolère cela chez nous. Je suis opposé à une autre guerre impériale et le temps est venu où l'on ne doit pas forcer les Canadiens français à se battre pour un autre pays, surtout quand leurs droits ne sont pas respectés et qu'ils sont commandés en anglais.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'attire l'attention du député et de la Chambre sur la portée de l'amendement du député de Laviolette qui se trouve, en réalité, suivant la procédure parlementaire, une motion incidente. Elle a pour effet, selon l'article 205 du Règlement, d'interrompre tout débat sur la motion du député de Beauharnois.

M. Chaloult (Québec): Je discute la motion incidente. L'histoire nous prouve que partout où on a organisé des armées, on a préparé des guerres. Si l'on monte une armée aujourd'hui, c'est pour faire la guerre demain. M. de Valera, qui a su garder son pays neutre dans l'Empire britannique, disait récemment: "Une petite nation est exposée à des pertes quel que soit le résultat du conflit auquel elle participe". Nous le savons par expérience. Nous payons les frais et c'est l'Angleterre qui retire les dépouilles.

On nous parle de service militaire obligatoire en temps de paix, pour préparer la prochaine guerre, pour avoir de bonnes poires du Canada dont l'Angleterre se servira. Cette question est le fruit de l'impérialisme britannique; cet embrigadement de la jeunesse constitue un danger moral, un moyen d'anglicisation par le commandement en anglais et un élément de centralisation.

La participation du Canada aux guerres de l'Empire a commencé à la guerre des Boers et elle s'est toujours continuée depuis. En étant un petit pays, le Canada va subir le sort des petits pays en temps de guerre et il va devenir le lieu de rencontre des armées russes et américaines. Toutes proportions gardées, le Canada a fait plus que tout autre pays pour remporter la victoire pendant la dernière guerre, et il n'a rien obtenu en retour. L'Angleterre a récolté le butin de guerre et veut maintenant le pétrole de l'Iran, tandis que le Canada devrait se contenter de rien du tout.

Pour ma part, je suis pacifiste. Les guerres n'ont jamais rien réglé, surtout pour les petits pays. Je félicite chaleureusement le député de Beauharnois de sa motion. Il a parlé avec éloquence, méthode et clarté. Sa motion représente le sentiment du peuple canadien-français dans une proportion d'au moins 90 %⁸.

M. Francoeur (Montréal-Mercier): M. l'Orateur, je veux signaler à la Chambre la volte-face de l'Union nationale.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je soulève un point d'ordre. La motion ne peut provoquer un débat. Je serais prêt à écouter le député quelques minutes, pourvu qu'il se borne à quelques mots seulement. Il est près de 6 heures.

M. Francoeur (Montréal-Mercier): Mon but est surtout de signaler la volte-face de l'Union nationale.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): À l'ordre!

M. l'Orateur: Du moment qu'un point d'ordre est soulevé, je dois le maintenir en vertu de l'article 205. La motion incidente met fin à tout débat.

M. Francoeur (Montréal-Mercier): J'ai le droit de parler comme le député de Québec-comté.

M. l'Orateur: À l'ordre!

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): La motion du député de Laviolette interrompt le débat sur la motion du député de Beauharnois, mais nous avons le droit de discuter la nouvelle motion.

M. l'Orateur: La motion clôt tout débat. Il s'agit d'une motion spéciale qui ne permet pas de discussion.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): L'an dernier, le même cas s'est présenté. J'ai fait une motion pour soulever la question du logement et le député de Témiscamingue fait une motion pour passer à l'ordre du jour suivant. Il s'agit d'un cas absolument semblable.

M. l'Orateur: Pas le même cas.

M. Lemieux (Beauharnois): Comme proposeur de la première motion, j'ai droit de réplique sur la motion actuellement devant la Chambre.

M. l'Orateur: Je le regrette mais ma décision est rendue et il ne peut y avoir d'autre débat sur une motion pour passer à l'ordre du jour suivant.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier): Mon seul recours est de faire appel à la décision de l'Orateur. Alors, j'en appelle de votre décision.

Décisions de l'Orateur:

Motion pour passer à l'affaire du jour suivante

M. l'Orateur décide qu'une motion proposant de passer à l'affaire du jour suivante est une de celles qui, exceptionnellement, ne peut être débattue, et il se réfère au paragraphe 2 de l'article 205 du Règlement, qui se lit comme suit:

2. Elle interrompt tout débat en cours et, si elle est adoptée, elle écarte toutes les questions, tant principales que secondaires ou incidentes, dont la Chambre est alors saisie.

M. Laurendeau (Montréal-Laurier) en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Blanchard, Bourque, Caron, Chartier, Chartrand, Choquette (Shefford), Cossette, Côté (Montréal-Sainte-Marie), Côté (Montréal-Saint-Jacques), Delisle, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fleury, Gatien, Goudreau, Jolicoeur, Labbé, Langlais, Larivière, Larochelle, Leclerc, Lesage, Lorrain, Marcotte, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Témiscouata), Poulin, Pouliot, Riendeau, Robinson, Sauvé, Talbot, Tardif, Tellier, Thuot, Trudel, Vachon, 45.

Contre: MM. Bergeron, Bienvenue, Casgrain, Chaloult, Côté (Rouyn-Noranda), Dansereau, Drouin (Abitibi-Est), Drouin (Québec-Est), Dumoulin, Fillion, Francoeur, Godbout, Gosselin, Groulx, Guerin, Hamel, Hartt, Joyal, Laurendeau, Lawn, Leduc, Lemieux, Lizotte, Mathewson, Mercier petit-fils, Morin, Plourde, Roberge, Robidoux, Ross, Sabourin, Sylvestre, 32.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est maintenue.

La motion: "Que la Chambre passe maintenant à l'affaire suivante" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bienvenue, Blanchard, Bourque, Caron, Casgrain, Chartier, Chartrand, Choquette (Shefford), Cossette, Côté (Montréal-Sainte-Marie), Côté (Montréal-Saint-Jacques), Dansereau, Delisle, Drouin (Abitibi-Est), Drouin (Québec-Est), Dubé, Ducharme, Dumoulin, Duplessis, Dussault, Élie, Fillion, Fleury, Francoeur, Gatien, Godbout,

Gosselin, Goudreau, Groulx, Guerin, Hamel, Hartt, Jolicoeur, Joyal, Labbé, Langlais, Larivière, Larochelle, Lawn, Leclerc, Leduc, Lesage, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Mathewson, Mercier petit-fils, Morin, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Témiscouata), Plourde, Poulin, Pouliot, Riendeau, Roberge, Robidoux, Robinson, Ross, Sabourin, Sauvé, Sylvestre, Talbot, Tardif, Tellier, Thuot, Trudel, Vachon, 72.

Contre: MM. Bergeron, Chaloult, Côté (Rouyn-Noranda), Laurendeau, Lemieux, 5.
Ainsi, la motion est adoptée⁹.

Dépôt de documents:

Ministère des Travaux publics, rapport 1944-1945

L'honorable M. Lorrain (Papineau) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport général du ministre des Travaux publics de la province de Québec, pour l'année finissant le 31 mars 1945. (Document de la session no 24)

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre s'ajourne maintenant.
Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

NOTES

1. Le débat a duré une heure, selon *L'Événement*, 28 mars 1946, à la page 3.

2. Il est 4 h 30, selon *Le Canada*, 28 mars 1946, à la page 2.

3. *L'Action catholique*, 28 mars 1946, à la page 13, mentionne plutôt les propos suivants: "rapporté dans les journaux du 1^{er} février 1946".

4. *Le Soleil*, 28 mars 1946, à la page 3, mentionne "750,000".

5. *Le Soleil*, 28 mars 1946, à la page 3, rapporte plutôt les propos suivant: "900,000 chômeurs au Canada".

6. Selon *L'Événement*, 28 mars 1946, à la page 3, le député aurait dit "dans la province".

7. *La Tribune*, 28 mars 1946, à la page 14, indique que M. Lemieux a parlé pendant près d'une heure.

8. *La Tribune*, 28 mars 1946, à la page 14, indique que le discours de M. Chaloult a duré une demi-heure.

9. *Le Canada*, 28 mars 1946, à la page 2, indique que M. Chaloult a voté par inadvertance pour la motion Ducharme. Son premier vote n'a pas été compté et il a ensuite voté contre la motion du député de Laviolette.

